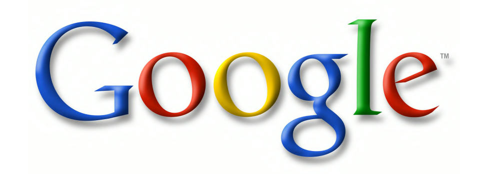




VICTOIRES

CONQUÊTES

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS

DEPUIS 1792

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT AU MESNIL (EURE).

Beauvais de Préau, Charles Théodore

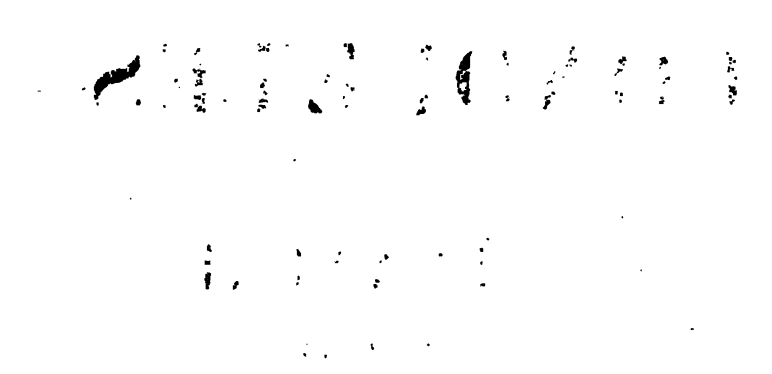
VICTOIRES
CONQUÊTES
DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES
DES FRANÇAIS
DEPUIS 1792

NOUVELLE ÉDITION

TOME SIXIÈME

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES
Imprimeurs-Libraires de l'Institut
RUE JACOB, 56

1855



VICTOIRES, CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS

Depuis 1792.

LIVRE SECOND.

SECONDE COALITION.

CHAPITRE IX.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

Situation militaire de la France au mois de juillet 1799. — Suite des opérations militaires en Égypte; débarquement d'une armée turque sur la côte d'Alexandrie; bataille d'Aboukir, etc., etc. — Suite des opérations militaires en Italie; bataille de Novi; mort du général Joubert, etc. — Suite des opérations militaires en Suisse et sur le Rhin; attaques sur le mont Albis et sur Zurich. Expédition du général Lecourbe dans la vallée de la Reuss; occupation du Saint-Gothard; les Autrichiens tentent de passer la rivière d'Aar, etc. — Suite de la bataille de Novi; la citadelle de Tortone capitule. Opérations du général Championnet dans les Alpes; mouvements dans l'état de Gênes : cette ville est mise en état de siége, etc., etc.

Nous sommes arrivés à la seconde période de l'année 1799, 1799 – an VII.
bien plus féconde encore en événements remarquables que la France.
première. Toutefois avant d'entrer dans le détail des opérations

1799 — an VII. France.

qui doivent signaler cette époque, il n'est point hors de propos de jeter un coup d'œil sur la situation militaire de la France, au moment où la coalition, victorieuse, menaçait les frontières de cette république en Europe, et redoublait d'intrigues et d'efforts pour lui faire abandonner les brillantes conquêtes de Malte et de l'Égypte, destinées à devenir peut-être un jour le dédommagement précieux de la perte de ses colonies dans les deux Indes.

On a vu, dans le volume précédent, quels étaient les moyens du Directoire pour soutenir le poids de la nouvelle guerre continentale, que l'imprévoyance de celui-ci et les démarches actives de l'éternelle rivale de la France, l'Angleterre, avaient rallumée avec tant de fureur. La masse des armées républicaines égalait à peine la moitié de celles des puissances coalisées, et l'on a dû remarquer dans quelle situation se trouvaient les troupes des deux partis : d'un côté, la confiance qu'inspirent des succès continuels, l'abondance de toutes choses ; de l'autre, le découragement qui marche à la suite des revers, et le dénûment presque absolu des moyens qui peuvent rappeler la victoire infidèle. Il était naturel que les hommes qui venaient d'exposer ainsi la France à perdre, dans une seule campagne, le fruit de six années d'efforts et de combats glorieux, portassent la peine de leur mauvaise gestion. Déjà, depuis les défaites de Schérer, ceux des membres du gouvernement qu'on accusait d'avoir préféré ce général aux autres chefs militaires plus éprouvés, étaient devenus l'objet des récriminations les plus vives et de la haine la plus prononcée. L'embarras où se trouva le Directoire pour porter des secours en Italie lorsque Moreau eut remplacé Schérer, en démontrant l'insuffisance de ses moyens et les dangers imminents que courait la patrie, vint mettre le comble à l'indignation des bons citoyens. Un parti d'opposition, formé dans le sein des deux conseils (des Anciens et des Cinq-Cents), prit tout à coup l'influence si utile dans les gouvernements représentatifs lorsque le pouvoir d'exécution manque de la force et de la confiance qui lui sont indispensables pour se maintenir. Forte de l'appui de l'opinion publique, l'opposition put se prononcer sans crainte. Barras, Sieyes, Treilhard, Lareveillère-Lépaux et Merlin (de Douai) étaient alors

les membres de ce Directoire que la France commençait à trouver bien plus odieux encore que le comité de salut public auquel il avait succédé. Plus adroits, quoique au moins aussi coupables que leurs collègues, Barras et Sieyes s'étaient cependant ménagé de nombreux partisans, et jouissaient encore de quelque faveur populaire : aussi les meneurs de l'opposition, parmi lesquels les directeurs que nous venons de nommer avaient des amis influents, dirigèrent-ils toutes leurs attaques contre les trois autres, Lareveillère, Treilhard et Merlin.

La lutte une fois engagée entre la majorité des conseils et les directeurs réprouvés, il fut facile de prévoir quelle en serait l'issue. On alla jusqu'à accuser ces derniers d'avoir exilé Bonaparte en Égypte, et de s'être servis de cette expédition lointaine comme d'un moyen assuré de priver la patrie de l'élite de ses défenseurs. Ils voulaient, disait-on, avoir en Italie des généraux qui leur fussent spécialement dévoués, et c'est par ce motif qu'ils ont privé Bonaparte de la gloire de défendre et de conserver ses conquêtes. Pourquoi, ajoutait-on encore, ont-ils destitué le vainqueur de Naples, Championnet, et l'intrépide Joubert, qui savait si bien conserver dans son armée les lois d'une austère discipline, si ce n'est parce que ces deux généraux républicains se sont prononcés ouvertement contre les odieuses concussions des agents du Directoire?

Ces clameurs, qui auraient dû, en bonne justice, s'élever également contre les cinq membres du gouvernement, étaient devenues presque universelles; et cependant les directeurs accusés ainsi spécialement tenaient encore tête à l'orage, forts, sans doute, de la solidarité de leurs collègues. Toutefois leur chute était résolue dans les deux conseils. On commença par prouver que l'élection de Treilhard n'était point légale; et du moment où les conseils eurent fait connaître leur décision, ils déclarèrent la permanence de leurs séances; pendant trois jours et trois nuits, les deux partis qui agitaient ces assemblées se montrèrent dans un état d'hostilité bien propre à ramener en France une nouvelle anarchie. Enfin, les trois directeurs, soit par l'effet d'un véritable dévouement à la chose publique, soit par crainte de devenir les victimes des ennemis qui les poursuivaient avec tant d'acharnement, firent cesser cette lutte scandaleuse en

1799—an VII. France. donnant volontairement leur démission. Roger Ducos, Gohier et le général Moulins furent nommés pour les remplacer. Choix bizarre, ridicule, et qui servit à dévoiler aux yeux des gens sensés le plan d'une intrigue odieuse, ourdie au sein même du gouvernement, par ceux de ses membres qui étaient les plus intéressés à distraire l'attention générale sur les résultats des fautes commises par celui-ci. Ainsi se termina le mouvement intérieur connu dans l'histoire de nos troubles civils sous le nom de révolution du 30 prairial an VII (18 juin 1799).

Les revers inaccoutumés qui venaient d'humilier les armées françaises ayant été le prétexte du déchaînement de tous les partis contre les directeurs expulsés, le nouveau Directoire ne pouvait espérer de se maintenir qu'en prenant toutes les mesures possibles pour réparer les erreurs de l'ancien et rendre à la France la prépondérance et l'éclat militaires qu'elle venait de perdre. On verra bientôt quelle fut l'issue des premières démarches de ce gouvernement.

Cependant, à l'époque dont nous parlons, les ennemis de la France, par des causes qu'il serait difficile d'exposer d'une manière satisfaisante, semblaient presser la guerre avec bien moins d'activité qu'au commencement de la campagne. Le généralissime des Austro-Russes en Italie, Souwarof, au lieu de poursuivre ses succès contre Moreau et Macdonald après la bataille de la Trebia, s'était contenté de faire contenir leurs troupes par des corps séparés, tandis que lui-même s'occupait de faire tomber les places fortes qui restaient encore aux Français en Italie. Pendant ce temps, l'archiduc se tenait en Suisse et sur le Rhin dans une inaction presque complète, et laissait à Masséna le loisir de se fortifier dans ses positions. Pour expliquer cette extrême lenteur apportée par les coalisés dans leurs opérations militaires, quelques écrivains contemporains ont dit que l'Autriche, ne s'étant pas attendue à occuper aussi promptement l'Italie, n'était conséquemment pas en mesure de garder cette importante conquête en même temps qu'elle pousserait ses armées en avant. D'autres ont prétendu, et cette assertion nous paraît assez vraisemblable, que la coalition ayant adopté un nouveau plan d'opérations contre la France, il lui fallait du temps pour préparer et réunir les moyens de le mettre à exécution.

Nous ferons connaître plus tard ce dernier plan des coalisés. 1799 — an VII. France.

Quoi qu'il en soit, le nouveau Directoire voulut profiter du repit que lui donnaient les puissances ennemies. Il chercha à remonter l'esprit public, et, déterminé à se conduire avec la même énergie que le gouvernement conventionnel dans une circonstance semblable, il s'occupa activement du soin de donner à la force militaire de la république toute l'extension que pouvait permettre la population de son territoire. Il choisit pour ministre de la guerre, le général Bernadotte, dont le nom rappelait de brillants exploits, et dont la réputation garantissait le zèle et le dévouement. Successeur du général Milet-Mureau, qui lui-même avait remplacé Schérer lorsque celui-ci fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, Bernadotte justifia promptement l'honorable confiance d'un gouvernement qui paraissait prendre franchement à cœur de réparer les désastres éprouvés pendant la première partie de la campagne.

En effet, par les soins du nouveau ministre, les armées, qui depuis plus d'un an manquaient de tout, se trouvèrent bientôt pourvues des objets nécessaires à leur subsistance et à leurs mouvements. Mais, indépendamment des soins à donner au materiel des troupes françaises, il fallait encore augmenter leur force et la proportionner à l'immense développement que la coalition donnait aux siennes. C'est à quoi s'appliquèrent principalement le gouvernement et son ministre de la guerre. Sur la proposition de ce dernier, il fut arrêté qu'on emploierait sans délai tous les moyens indiqués et commandés par la prudence et la situation éminemment critique où se trouvait la patrie.

Au moment où Bernadotte recevait ainsi le portefeuille de la guerre, la France, attaquée par plus de 300,000 hommes, pouvait à peine opposer à ces nombreux ennemis 140,000 combattants, épuisés de fatigues, découragés par tous les dégoûts qu'avait dû leur inspirer l'indifférence de l'ancien Directoire à leur égard et par les défaites qu'ils avaient essuyées. L'armée d'Italie, après la réunion des troupes conduites par Macdonald, ne s'élevait pas à plus de 35,000 combattants en ligne; celle du Danube ou d'Helvétie, à 50,000 environ. Les troupes qui occupaient les places, les différents postes et passages du Dauphiné et de la Savoie, n'allaient pas au delà de 15,000. On pouvait porter à

1799 — an VII. France. 25,000 hommes les garnisons de Strasbourg, Mayence, Ehrenbreitstein, et des différents postes situés sur le Rhin, depuis Dusseldorf jusqu'à Huningue. 10,000 hommes environ, réunis aux troupes bataves, se trouvaient en Hollande sous le commandement du général Brune. Enfin, les troupes placées sur les côtes de l'Océan, depuis l'embouchure de l'Escaut jusqu'à Brest, sous le nom d'armée d'Angleterre, formaient à peine un total de 15,000 hommes. C'est une chose bien digne de remarque, et qui excitera sans doute l'étonnement de la postérité, qu'ayant affaire à des adversaires aussi peu nombreux, les puissances n'aient point tenté d'envahir dès lors le territoire de la république.

Cet aperçu de la faiblesse de la France dans des circonstances où, au dehors et à l'intérieur [1], le nombre de ses ennemis allait toujours croissant, était bien propre à effrayer le Directoire. Il convenait d'y porter un prompt remède, et le gouvernement prit la résolution d'imiter la mesure adoptée en 1793 par la Convention, lorsque cette assemblée décréta la grande levée de 300,000 hommes. Membre du conseil des Cinq-Cents, en 1797, le général Jourdan avait fait adopter l'institution vraiment républicaine d'une conscription militaire. Mais ce grand moyen de recrutement avait été négligé par l'ancien Directoire, et les classes conscriptionnelles qui comprenaient tous les jeunes citoyens depuis vingt jusqu'à vingt-cinq ans se trouvaient encore neuves, pour ainsi dire, à exploiter. Le gouvernement, sur la proposition du ministre Bernadotte, fit subitement décréter la levée des différentes classes de conscrits ; et il fut arrêté qu'on tirerait de cette mine féconde le contingent

[1] Nous voulons parler des troubles civils de la Vendée. Par la faute du Directoire, qui avait enfreint le plus grand nombre des articles de la grande pacification opérée par le général Hoche, les départements de l'Ouest avaient relevé l'étendard de l'insurrection. Toutefois, ces nouveaux mouvements n'avaient rien conservé du grand caractère de la première guerre vendéenne : ils se bornaient à quelques entreprises de bandes isolées, à quelques pillages, et à des assassinats, plus propres à déshonorer le parti royal qu'à le relever. Nous n'avons pas cru devoir en parler jusqu'ici ; mais nous aborderons ce triste sujet lorsque nous terminerons le récit de la campagne de 1799.

nécessaire pour porter les armées de la république au complet de 500,000 combattants.

Si cette mesure hardie eût été exécutée avec l'ordre et la régularité qu'on apporta depuis dans le même mode, de recrutement, le gouvernement eût sans doute atteint le but qu'il se proposait, celui d'effrayer l'Europe par le déploiement d'une force gigantesque, et de lui dicter une nouvelle fois la paix; mais, au lieu de diriger les conscrits mis à la disposition du ministre dans les dépôts, pour être ensuite embrigadés suivant leur taille, leur force physique, et leur plus ou moins d'aptitude et de disposition au service des différentes armes, on suivit la méthode adoptée par la Convention. Les armées durent être recrutées par des bataillons formés dans les départements; et l'on crut pouvoir trouver parmi les officiers et sous-officiers retraités ou réformés les hommes nécessaires pour organiser les cadres de ces mêmes bataillons. Ce moyen, jugé le plus avantageux pour avoir sur-le-champ une force imposante, produisit précisément un effet contraire. Nous avons eu déjà l'occasion de faire remarquer que le premier élan d'enthousiasme pour la liberté et d'amour pour la patrie, qui avait, en 1793, fait voler tant de jeunes Français vers les frontières de la France, s'était singulièrement ralenti depuis que les différents gouvernements qui avaient succédé à la royauté s'étaient comme étudiés à faire regretter ce premier régime. Le goût pour l'état militaire s'était, à la vérité, beaucoup étendu dans les différentes classes de la société, depuis qu'on avait vu d'obscurs citoyens parvenir au faîte des honneurs dans cette carrière; mais un grand nombre de Français avaient encore une grande répugnance pour le métier des armes; et d'ailleurs les soldats de la république avaient tant souffert, et s'étaient vus si mal récompensés dans ces derniers temps, que ceux qui pouvaient être disposés à servir n'entrevoyaient guère d'autre résultat de leur zèle et de leur dévouement que la misère ou une fin déplorable. Les nouveaux bataillons étaient à peine levés et organisés dans les départements, que déjà une désertion effrayante s'y fit remarquer; il fallut, au bout de quinze jours, refondre ces corps et en réunir plusieurs en un seul. Dès lors les espérances du Directoire furent déçues, et il dut lui paraître

1799 — an VII. France. bien difficile de rassembler 500,000 hommes sous les armes.

Toutefois, malgré ces désertions qu'un gouvernement fort et vigoureux pourra seul empêcher plus tard, il restait encore à la disposition du ministre un fonds de recrues assez considérable pour mettre les armées de la république sur un pied respectable. Tandis que l'on s'occupait dans l'intérieur du soin d'exercer les conscrits au maniement des armes, le gouvernement arrêtait l'organisation de quatre grandes armées, nommait les généraux qui devaient les commander, et annonçait d'avance la force numérique qu'elles devaient avoir. Telle était la situation des affaires en France vers le milieu de la campagne de 1799.

Avant de nous porter sur le théâtre de la guerre continentale, l'ordre des dates nous appelle en Égypte pour y être témoins de la lutte que les Français vont avoir à soutenir contre un nouvel ennemi, non moins redoutable et bien plus nombreux que ceux avec lesquels ils se sont si glorieusement mesurés jusqu'alors.

2 août (15 therm.) Égypte. *Suite des opérations militaires en Égypte; débarquement d'une armée turque sur la côte d'Alexandrie; bataille d'Aboukir, etc., etc.* — Bonaparte, depuis son retour au Caire, s'était convaincu qu'il n'y avait point eu d'exagération dans les différents rapports transmis par ses lieutenants, et qu'effectivement une grande crise se préparait. Les bruits répandus de la prochaine arrivée d'une armée turque acquéraient journellement plus de consistance, et les mouvements opérés dans l'intérieur par les débris des mameloucks, par les bandes d'insurgés échappées à la poursuite des commandants des provinces, indiquaient assez qu'un débarquement allait avoir lieu sur les côtes de la Méditerranée. Mourad et les beys sous ses ordres, en accourant du fond du désert vers la basse Égypte, décelaient le dessein et l'espoir de se réunir avec l'armée attendue. Nous avons dit que le chef des beys avait d'abord été repoussé; mais il était revenu sur ses pas et reparaissait de nouveau dans une attitude menaçante. Un détachement de mameloucks s'était porté par la rive droite du Nil sur l'oasis dite de Sebabyar, afin de se mettre en communication avec Ibrahim-Bey qui était venu occuper Gaza après le départ des Français. D'un autre côté, Mourad-Bey était descendu par le Faïoum pour gagner l'oasis voisine des

lacs de Natron, à l'effet de rallier un corps d'Arabes du désert 1799—an VII
qui s'y étaient rassemblés. Égypte.

Le général en chef confia au général Destaing, commandant de la place du Caire, la mission de marcher avec une colonne mobile à la rencontre de Mourad, et de disperser le rassemblement que dirigeait ce bey. Le général Lagrange reçut en même temps l'ordre de se porter sur l'oasis de Sebabyar, pour exécuter la même opération contre les beys qui se trouvaient en cet endroit. Pendant que ces mouvements s'accomplissaient, Bonaparte s'occupa activement du soin de réorganiser son armée, et surtout de réparer, autant que sa situation le lui permettait, les pertes qu'avaient éprouvées les quatre divisions d'infanterie et la cavalerie employées dans l'expédition de Syrie. Il fut si bien secondé par les chefs qui l'entouraient, qu'en peu de temps il parvint à donner à ses troupes une nouvelle organisation et à les mettre en état d'entreprendre de nouveaux travaux. Les soldats, bien reposés, bien habillés, bien nourris, reprirent leur gaieté première et leur enthousiasme, et n'attendirent plus que l'occasion d'ajouter de nouvelles palmes aux trophées de gloire qu'ils avaient déjà élevés.

Bonaparte avait réparti ses troupes de manière à pouvoir repousser l'ennemi sur les différents points où il se présenterait. L'adjudant général Cambis gardait avec 600 hommes le fort d'El-Arich; six cents autres, sous les ordres du général Junot, formaient la garnison du fort de Katieh. Le général Kléber, qui avait été dirigé avec sa division sur Damiette, au retour de Syrie, était chargé de la défense des côtes depuis El-Arich jusqu'au bogaz de Rosette. La garnison d'Alexandrie, où commandait toujours le général Marmont, fut renforcée de 5 ou 600 hommes. Le général Reynier reprit le commandement de la province de Charquieh depuis El-Hancka jusqu'à Katieh; le port de Suez était également compris dans cet arrondissement. Le général Menou était toujours chargé du gouvernement de la province de Rosette. Enfin le général Lanusse continuait de cantonner dans la province de Baheireh et achevait de disperser les restes du rassemblement de l'imposteur El-Mohdhy, dont la mémoire, même après sa mort, exerçait encore beaucoup d'influence dans ces contrées.

1799—an VII. Égypte.

Il était à croire que les Turcs ne choisiraient pas un autre point de débarquement que la plage d'Aboukir, entre Alexandrie et Rosette, et, dans cette persuasion bien fondée, Bonaparte envoya le général Dommartin pour mettre les forts de cette partie de la côte dans un état de défense respectable. Dommartin partit du Caire le 19 juin, descendit le Nil sur la felouque de ce nom, armée de plusieurs canons et montée ou escortée par 65 hommes. La baisse des eaux avait rendu la navigation fort difficile, et, malgré tous les effort des marins, le bâtiment n'avançait que fort lentement. Aussi, dans la soirée du lendemain, Dommartin se vit tout à coup assailli par une nuée d'Arabes accourus dans l'espoir d'arrêter la felouque et de la piller. Malgré l'immense disproportion de ses forces, le général français soutint contre ces assaillants un combat de plusieurs heures. 10 de ses soldats étaient tués, et 45, blessés dangereusement, étaient mis hors de combat; il ne restait plus que 10 hommes en état de se défendre, et, quoique ces braves continuassent de tenir tête à la multitude d'ennemis qui les entouraient de toutes parts, Dommartin n'en prévoyait pas moins la fatale issue d'un combat aussi inégal; lui-même avait reçu quatre blessures, et les Arabes qui s'étaient jetés à l'eau allaient prendre la felouque à l'abordage. Dans ce moment critique, l'intrépide général rappelle ses forces épuisées, et, ne voulant pas tomber vivant entre les mains d'un ennemi dont il connait toute la férocité, il s'approche du magasin qui renfermait les poudres du bâtiment, et se dispose avec un pistolet à mettre le feu à cette sainte-barbe a l'instant où les Arabes sauteront dans la felouque; mais le feu des 10 soldats qui combattent encore ne permet point aux barbares d'aborder, et ceux-ci se retirent aux approches de la nuit. C'est ainsi que, par la résistance la plus opiniâtre, Dommartin et son escorte parvinrent à se dégager de 4 ou 5,000 assaillants dont ils avaient tué un grand nombre, et à gagner Rosette, où ils arrivèrent sans autre accident. Toutefois, le digne général d'artillerie ne put jouir longtemps de son triomphe. Épuisé par la perte de son sang, et moralement affecté par le danger terrible qu'il avait couru, il mourut quelques jours après du tétanos, emportant avec lui l'estime universelle de l'armée et les regrets sincères du général en chef.

Un événement à peu près pareil à celui que nous venons de rapporter faillit causer aussi la perte du contre-amiral Ganteaume. Chargé par Bonaparte d'une mission relative à la marine d'Alexandrie, il avait quitté le Caire cinq jours après le général Dommartin, sur le canot armé *la Garonne*, suivi de quelques barques légères portant 50 hommes d'équipage et un bataillon de la quatrième demi-brigade légère. Arrivé à l'endroit où la felouque *le Nil* avait combattu d'une manière si glorieuse, il regardait avec surprise les cadavres des Français tués dans cette action (dont les détails lui étaient inconnus) et que le fleuve avait rejetés sur la rive[1], lorsqu'il fut assailli par ces mêmes Arabes auxquels la felouque avait échappé avec tant de peine. Le général Lanusse, qui était à la poursuite de ce rassemblement, débris de la troupe d'El-Mohdhy, arriva fort heureusement sur les bords du Nil quelque temps après que le combat fut engagé ; les coups de canon tirés par le canot, et la fusillade, avaient attiré la colonne de Lanusse. La vue inopinée de cette dernière suffit seule pour disperser les Arabes, qui s'enfoncèrent à l'instant dans le désert. Le contre-amiral Ganteaume put continuer sa marche sur Alexandrie, où il arriva le 3 juillet[2].

Sur ces entrefaites, les généraux Destaing, Lagrange et Lanusse avaient rempli les missions dont ils étaient chargés. Lagrange, arrivé à l'oasis de Sebahyar, surprit les mameloucks dans leur camp, et leur laissa à peine le loisir de monter à cheval et de s'enfuir dans le désert. Tous leurs bagages et 700 chameaux tombèrent au pouvoir des Français, qui tuèrent en outre le bey Osman, trois kachefs et une vingtaine de mameloucks. Indépendamment du rassemblement qui avait atta-

[1] Les Arabes avaient enlevé les cadavres de ceux d'entre eux qui avaient succombé, pour les enterrer selon leur usage.

[2] Ce voyage de Ganteaume fit penser, par la suite, qu'à l'époque où il eut lieu, Bonaparte méditait déjà le dessein de revenir en Europe, et que le contre-amiral était chargé de préparer les deux frégates *le Carrère* et *le Muiron* à mettre incessamment à la voile. Cette conjecture peut avoir sans doute quelque fondement; toutefois, il est naturel de supposer aussi que la présence de Ganteaume à Alexandrie avait pour but de mettre ce qui s'y trouvait de bâtiments de guerre en état de défense, dans le cas où les vaisseaux ennemis seraient tentés de forcer la passe du port vieux.

1799 — an VII. Égypte.

qué le contre-amiral Ganteaume, le général Lanusse réussit à dissiper les autres débris de la troupe de l'ange El-Mohdhy. Mais le général Destaing se trouva trop faible pour attaquer avec succès Mourad-Bey dans l'oasis des lacs de Natron, et il fallut que Bonaparte envoyât à son secours le général Murat avec un détachement de cavalerie. Mourad, ayant été informé de l'échec éprouvé par Osman et du renfort que venait de recevoir le général Destaing, n'osa point lutter plus longtemps contre ce dernier, réuni au général Murat; il quitta l'oasis qu'il occupait, et vint camper le 13 juillet non loin des pyramides de Giseh.

Ayant appris ce dernier mouvement, Bonaparte partit du Caire le 14 avec les guides à cheval et à pied, les grenadiers des 18e et 32e demi-brigades, une division du régiment des dromadaires et deux pièces d'artillerie légère; il arriva le soir même aux Pyramides, où il bivouaqua avec ses troupes, et le lendemain, à la pointe du jour, il se dirigea vers l'endroit où il soupçonnait que Mourad avait établi son camp; mais le bey, suivant sa coutume, s'était enfoncé dans le désert, et le général en chef ordonna au général Murat qui, pendant la nuit, était venu le joindre, de se jeter à la poursuite des mameloucks et des Arabes avec sa cavalerie et les dromadaires. Au moment où Bonaparte se disposait à quitter les Pyramides pour retourner au Caire avec le reste de sa colonne, il reçut un courrier dépêché par le général Marmont, gouverneur d'Alexandrie, qui lui annonçait que les Turcs venaient d'opérer un débarquement considérable sur la plage d'Aboukir.

L'armée ottomane, formée dans l'île de Rhodes et de laquelle les mameloucks et les mécontents égyptiens attendaient leur salut et leur délivrance, était depuis quelque temps préparée à mettre à la voile; mais les vents contraires n'avaient point permis jusqu'alors aux bâtiments turcs et anglais qui composaient la flotte d'appareiller du port. Enfin, le temps étant devenu favorable, cette flotte combinée cingla vers l'Égypte, et, le 11 juillet, les vigies d'Alexandrie signalèrent en pleine mer 76 bâtiments, dont 12 de guerre, avec le pavillon ottoman, se dirigeant à l'est. Le général Marmont expédia sur-le-champ plu-

sieurs courriers au Caire et à Rosette, ordonna au commandant de Rahmanieh de lui envoyer toutes ses troupes disponibles, et fit passer 200 hommes au fort d'Aboukir pour renforcer ce poste. Le même jour, à quatre heures du soir, le chef de bataillon Godard, commandant à Aboukir, écrivit au gouverneur d'Alexandrie que la flotte ennemie était mouillée dans la rade; il annonçait en même temps la résolution où il était de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. A cinq heures du soir, 15 nouveaux bâtiments venant de l'ouest passèrent en vue d'Alexandrie, et furent rejoindre les autres au mouillage d'Aboukir. Les journées des 12 et 13 furent encore employées par l'ennemi à attendre quelques autres bâtiments en retard, et le 13 au soir on comptait dans la rade 113 bâtiments, dont 13 vaisseaux de 74, 9 frégates, 17 chaloupes canonnières : le reste était composé de transports.

Le général Destaing, après avoir quitté les lacs de Natron, arriva le 14 à Alexandrie avec sa colonne, forte de 600 hommes. Ce secours fit prendre au général Marmont la résolution d'aller s'opposer au débarquement des troupes ottomanes; il partit en conséquence pour Aboukir avec 1,200 hommes et cinq pièces de canon; mais à peine avait-il fait deux lieues, qu'un exprès, envoyé par le commandant Godard, lui annonça que les Turcs avaient opéré leur débarquement dans la journée, et que le fort d'Aboukir avait été investi aussitôt. Godard réitérait, au surplus, au général Marmont la promesse de tenir bon jusqu'au dernier moment, et il demandait quelques renforts. Marmont ne crut pas avoir assez de monde avec lui pour aller affronter un ennemi aussi nombreux qu'il supposait les Turcs débarqués, et, persuadé que Godard, fidèle à son engagement, était en état de résister assez longtemps pour qu'on pût plus tard venir à son secours, le général rebroussa chemin et rentra dans Alexandrie.

L'événement prouva que la confiance de Marmont était trop hasardée. Le 15 juillet, à la pointe du jour, pendant que les troupes débarquées de la veille investissaient le fort d'Aboukir par terre, les chaloupes canonnières s'approchèrent de la côte, et firent sur ce même fort un feu d'autant plus redoutable, qu'il était dirigé par des canonniers anglais. Toutefois, les 300

1799—an VII. Egypte.

braves qui formaient la garnison d'Aboukir ne s'effrayèrent point des immenses moyens employés contre eux. Le commandant Godard, conservant toujours l'espérance d'être secouru bientôt, exaltait encore le courage de sa troupe, et se préparait à seconder l'attaque qui serait faite en sa faveur, en sortant avec impétuosité du fort pour mettre l'ennemi entre deux feux dans un moment où celui-ci, n'ayant point encore d'établissement à terre, aurait éprouvé de grandes difficultés pour se rembarquer s'il eût été poussé avec la vigueur naturelle aux intrépides soldats de l'armée d'Égypte. Mais le général Marmont craignait, en dégarnissant Alexandrie, de compromettre le salut de cette place, dont le développement est si considérable; il se vit donc dans la nécessité d'abandonner Godard à ses propres forces, en attendant l'arrivée des renforts de l'intérieur.

Situé à l'extrémité d'une presqu'île, sur un rocher de difficile accès, le fort d'Aboukir était protégé du côté de terre par une redoute placée à l'entrée de la presqu'île. Il fallait emporter cet ouvrage pour arriver jusqu'au fort. Godard s'y renferma avec 265 hommes, et n'en laissa que 35 dans le fort, sous le commandement du chef de bataillon du génie Vinache. Attaqué dès le matin par des forces centuples, Godard se défendit jusqu'au soir avec une bravoure et un acharnement qui auraient, sans doute, obligé les Turcs à revenir à la charge le lendemain, si un événement aussi malheureux qu'imprévu ne fût pas venu ravir aux Français la gloire de leur défense et causer leur perte. A cinq heures, le feu prit au caisson qui contenait les poudres, ce qui occasionna une explosion terrible : cet événement mit quelque désordre parmi les défenseurs de la redoute, et les Turcs en profitèrent pour tenter l'assaut. Ce fut en vain que les soldats français, ralliés et ranimés par leur commandant, firent des prodiges de valeur pour repousser les assaillants; épuisés de fatigue, accablés par le nombre, ils se firent massacrer sur les pièces de la redoute plutôt que de se rendre. Godard s'était précipité des premiers au-devant de l'ennemi et avait trouvé la mort; il savait trop bien quel eût été son sort s'il fût tombé vivant entre les mains des barbares Osmanlis[1].

[1] Ce récit est un peu différent de la version du général Berthier, qui assure, dans son Précis, « qu'Aboukir a été pris par une de ces lâchetés qui

La prise de la redoute laissait sans ressource le petit nombre de Français renfermés dans le fort. Cependant le commandant Vinache osa soutenir un siége de deux jours contre toute l'armée turque; toutefois, ne pouvant plus compter sur aucun secours, et se voyant hors d'état de résister au double feu des batteries de terre et des chaloupes canonnières, cet officier entra en pourparlers, et obtint une capitulation, par laquelle il restait prisonnier de guerre, ainsi que les 35 hommes qui composaient sa garnison. Les Turcs étaient tellement irrités de la résistance qu'ils venaient d'éprouver, que, lorsqu'ils prirent possession du fort, ils voulaient massacrer Vinache et ses soldats. Les Français eurent encore, en cette circonstance, l'occasion d'apprécier la générosité de sir Sidney Smith. Ce commodore, dont les vaisseaux faisaient partie de l'escadre ennemie, eut besoin des plus grands efforts pour soustraire la garnison du fort à la férocité des soldats turcs, et il y parvint fort heureusement. 1799 — an VII. Égypte.

Telle était une partie du contenu des dépêches transmises par Marmont à Bonaparte, et que celui-ci reçut pendant qu'il était encore aux Pyramides; il se rendit sur-le-champ à Giseh, et y passa la nuit occupé à arrêter ses premières dispositions. Des ordres furent aussitôt expédiés aux généraux, tant pour les troupes destinées à agir activement en se portant vers la côte, que pour celles qui devaient garder les places, contenir les mécontents, et surveiller les mameloucks et les Arabes.

Le général en chef désigna le bourg de Rahmanieh comme premier rendez-vous général de l'armée. Murat, qui se trouvait alors à Giseh, eut ordre de se rendre de suite à cette destination avec sa cavalerie, les grenadiers des 69e, 18e et 32e demi-brigades, un corps d'éclaireurs, et un bataillon de la 13e. Ces trou-

méritent un exemple sévère. » Il faut que le chef d'état-major général de l'armée d'Égypte ait été bien mal informé, ou qu'il se soit laissé influencer par des rapports perfides, pour avoir pu se déterminer, contre son impartialité ordinaire, à déshonorer ainsi gratuitement un brave officier et des soldats morts les armes à la main. Nous avons puisé nos documents dans les rapports des Français témoins de la glorieuse résistance de la redoute dont la prise détermina, comme on va le voir, la reddition du fort, et dans les relations anglaises. Ils nous ont été confirmés, au surplus, par un officier supérieur très-digne de foi, et qui a été à même, plus que tout autre, de juger si Godard et sa troupe se sont comportés en gens d'honneur.

1799 — an VII. Égypte. pes devaient former l'avant-garde de l'armée que Bonaparte allait réunir. Une partie de la division du général Lannes reçut l'ordre de passer le Nil pendant la nuit et de se rendre directement à Rahmanieh ; le même mouvement fut ordonné à la division du général Rampon, mais elle ne devait passer le fleuve qu'à la pointe du jour [1] : le parc d'artillerie était sous sa garde ; Bonaparte échelonnait ainsi la marche de ses troupes.

Dans la même nuit, le général en chef écrivit au général Desaix pour lui ordonner d'envoyer le général Friant sur les traces de Mourad-Bey, avec l'injonction de s'attacher à la poursuite de ce dernier, qui ne devait jamais être perdu de vue ; de faire approvisionner le fort de Kéné et celui de Kosseïr; de laisser 100 hommes dans chacun de ces forts ; de se rapprocher du Caire pour en surveiller la situation pendant que l'armée marchait pour combattre les Turcs ; de se concerter avec le général Dugua, gouverneur de la province du Caire ; et enfin d'envoyer la moitié de sa cavalerie à Rahmanieh.

Le général Dugua reçut pour instruction de tenir sur pied, autant qu'il lui serait possible, des colonnes mobiles dans sa province; de s'entendre avec les généraux Desaix et Reynier sur toutes les mesures à prendre pour la sûreté de la capitale; de ne point négliger les approvisionnements des forts et de la citadelle du Caire, et de se retirer dans cette dernière en cas d'événements majeurs.

Le général Reynier reçut l'ordre de surveiller les approvisionnements des forts d'El-Arich, de Katieh, de Salahieh et de Belbeïs; de s'opposer autant qu'il le pourrait, avec la 85ᵉ demi-brigade et le détachement de cavalerie qu'il avait avec lui, à tous les mouvements que pourraient faire les Arabes, les fellahs insurgés, les mameloucks d'Ibrahim-Bey et les troupes de Djezzar ; enfin, dans le cas où il aurait affaire à des forces supérieures, Reynier devait enjoindre aux garnisons de se renfermer dans les forts, tandis que lui et ses troupes disponibles se rendraient au Caire.

Le général Kléber eut ordre de faire un mouvement sur Ro-

[1] On a déjà vu que ce général avait succédé au général Bon dans le commandement d'une des divisions de l'armée.

sette, afin de se trouver en mesure de repousser les Osmanlis, s'ils se portaient vers cette place; il devait toutefois laisser le nombre de troupes nécessaire à la sûreté de Damiette et de la province de Mansourah. 1799—an VII. Égypte.

Le général Menou avait entrepris un voyage aux lacs de Natron avec une colonne mobile, moins pour faire un mouvement militaire que pour explorer cette partie du désert sous le rapport des intérêts du commerce et des arts. Il reçut l'ordre de revenir sans délai sur ses pas et de se rendre à Rahmanieh avec sa troupe; il devait toutefois placer dans les couvents de religieux maronites qui se trouvent près des lacs de Natron, et qui sont bâtis comme des espèces de forteresses, une garnison de deux cents Grecs, à l'effet d'empêcher Mourad-Bey ou les Arabes de venir occuper de nouveau l'oasis.

Ce fut après avoir pris toute ces mesures que Bonaparte partit de Giseh pour se rendre à Rahmanieh, où il arriva le 19 juillet.

Après la reddition du fort d'Aboukir, les Turcs achevèrent de débarquer toute leur artillerie, et il était à présumer qu'ils allaient se porter sans délai sur Alexandrie. Marmont avait sous ses ordres 1,800 hommes de troupes de ligne et 1,200 marins composant la légion nautique. Ne se croyant pas assez fort pour résister à une attaque aussi formidable que celle dont il était menacé, ce général ne cessait d'envoyer courriers sur courriers à Bonaparte pour presser l'arrivée de l'armée, et il avait donné ordre aux garnisons des environs de venir le joindre[1].

[1] L'adjudant général Jullien était au nombre des commandants de place qui reçurent une pareille injonction. Frappé des graves inconvénients qu'entraînerait l'évacuation de la ville de Rosette, où il commandait, et certain que la province resterait soumise s'il n'en quittait pas le chef-lieu, Jullien prit sur lui de ne pas se rendre au désir de Marmont. Une autre considération puissante le déterminait encore : il était persuadé que Bonaparte ne tarderait pas à accourir en toute hâte pour combattre les Turcs; dans ce cas, il était urgent de préparer à l'armée des secours en vivres et en moyens de transport, tandis qu'une évacuation précipitée devait nécessairement augmenter les embarras de cette même armée, obligée de combattre à la fois les ennemis du dehors et ceux de l'intérieur. L'adjudant général n'avait avec lui que deux cent quinze hommes, presque cernés dans une ville peuplée de douze mille musulmans et entièrement ouverte; il ne se dissimu-

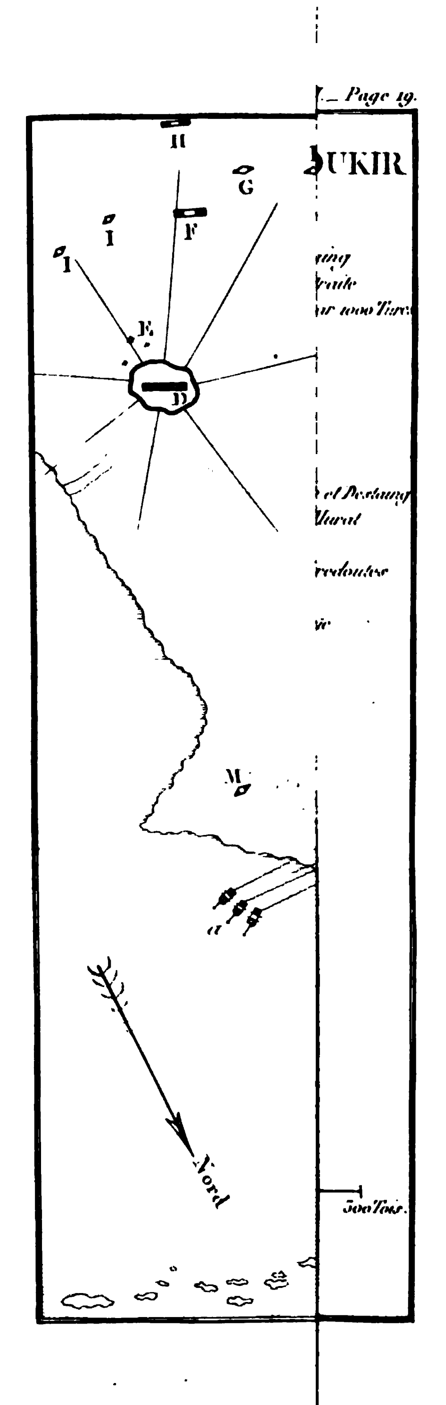
Fort heureusement, au lieu de marcher, aussitôt après leur débarquement et la prise du fort d'Aboukir, sur Alexandrie

lait point la terrible responsabilité qui pesait sur sa tête pour avoir osé enfreindre l'ordre de Marmont; mais ce digne officier, qui s'était toujours conduit dans son poste avec les égards et la douceur que l'on doit à un peuple dont on veut capter la bienveillance, pensa que le moment était arrivé de mettre cette bienveillance à l'épreuve. Il adressa au général en chef les motifs de sa détermination, en lui recommandant sa mémoire s'il succombait; et il ne tarda pas à recueillir les fruits de son administration paternelle.

Le bruit commençait à renaître dans Rosette que les Français songeaient à évacuer cette ville. Une députation de trente-six notables se présenta tout à coup devant l'adjudant général Jullien : « Commandant, lui dit un vénérable vieillard, orateur de cette députation, on assure que tu vas nous quitter. Reste ici parmi des amis; tu nous as gouvernés en père; personne n'a à se plaindre de toi; tu n'as dérobé l'argent d'aucun de nous; tu peux compter sur l'attachement que nous t'avons voué; nous combattrons à tes côtés si l'on vient t'attaquer; mais si tu pars, ne t'offense pas si, pour éviter la vengeance des Osmanlis, nous nous montrons tes ennemis. Nous serons peut-être obligés de tirer sur toi; mais sois sûr que nos coups ne t'atteindront pas. »

Jullien témoigna à ces braves gens combien il était touché des sentiments qu'ils venaient de lui exprimer. Il leur donna l'assurance que jamais son intention n'avait été de les quitter, et qu'il croyait avoir des forces suffisantes pour défendre Rosette et mettre cette ville à l'abri d'une invasion ennemie. Il ajouta qu'il ne leur demandait autre chose que du calme, une entière neutralité, et qu'il répondait du reste.

La démarche des scheicks et des notables de Rosette et leurs franches protestations d'amitié furent pour le commandant Jullien la plus douce récompense des soins qu'il s'était donnés pour faire aimer et respecter le nom français. Pendant les huit jours qui suivirent le débarquement des Turcs et qui précédèrent l'arrivée de l'armée française, les effets suivirent les promesses faites par les habitants de Rosette. Il n'y eut pas dans la ville le plus léger mouvement séditieux, et chacun s'empressa de fournir au commandant les moyens de faire parvenir à l'armée des vivres et des munitions. Bonaparte fut si satisfait de la conduite de l'adjudant général Jullien, qu'il lui écrivit une lettre flatteuse, dans laquelle on remarque ce passage : « Je vous félicite, citoyen commandant, de la belle conduite que vous avez tenue dans ces circonstances difficiles; vous avez rendu un grand service à l'armée. » Le général Berthier, dans son ouvrage sur l'expédition d'Égypte, rend également justice à l'estimable commandant de Rosette : « L'adjudant général Jullien, dit-il, se conduit à Rosette avec autant de sagesse que de prudence; il fait conduire dans le fort les munitions, les vivres et les malades, mais il reste dans la ville avec la plus grande partie des deux cents hommes environ qu'il avait sous ses ordres; il maintient la confiance et la tranquillité dans la province et dans le Delta, et son intrépidité en impose aux agents de l'ennemi. »



. — Page 19.
UKIR
H
G
I
F
I
E
D
M
a
Nord
500 Tois.

ou sur Rosette, ainsi que l'avait craint Bonaparte lui-même, 1799—1800. Égypte.
les Turcs occupèrent militairement la presqu'île, et tracèrent à gauche de la redoute une grande ligne de retranchements qui venait s'appuyer au lac Mahadieh. Leurs forces s'élevaient à 18,000 hommes; et ils se fortifiaient comme s'ils eussent craint d'être enlevés par un coup de main : on eût dit, à voir leurs dispositions défensives, qu'ils n'étaient venus en Égypte que pour se faire assiéger dans leur camp. Afin de rendre leur position dans la presqu'île encore plus forte, ils coupèrent la communication d'Alexandrie avec Rosette. La situation des Turcs se fortifiant ainsi dans une langue de terre sur la plage d'Aboukir, au lieu de marcher rapidement à leur ennemi, ne peut pas mieux être comparée qu'à celle des émigrés et des chouans s'obstinant à s'établir dans la presqu'île de Quiberon, au lieu de s'avancer en Bretagne pour donner la main aux autres bandes royalistes et marcher ensuite ensemble sur les républicains. Cette faute des émigrés avait attiré sur leurs têtes l'un des plus grands désastres dont l'histoire fasse mention; les Turcs vont obtenir un résultat pareil de celle qu'ils viennent de commettre. Ainsi que le vainqueur de Quiberon, Bonaparte saura profiter de l'imprudente hésitation de son ennemi.

En effet, aussitôt que le général en chef fut instruit que Mustapha-Pacha, qui commandait l'armée turque, ne faisait aucun mouvement pour marcher à lui, il prit la résolution de l'aller trouver dans ses retranchements. Il fallait prendre une position centrale, où, pouvant réunir tous les détachements de son armée, il fût à même d'observer les mouvements du pacha, et de l'attaquer avec succès s'il restait autour d'Aboukir; Bonaparte choisit celle de Birket-Haitas, village situé à la hauteur du lac Mahadieh, d'où il avait la facilité de se porter également dans l'intérieur du Delta sur Rosette, Alexandrie et Aboukir, et d'où il pouvait en outre resserrer l'ennemi dans la presqu'île, lui couper la communication avec le pays, et intercepter les secours qu'il pouvait recevoir des mameloucks et des Arabes[1].

Le 21 juillet, le général Marmont eut ordre de se mettre en

[1] Bonaparte aurait pu dire, ainsi que le général Hoche, *qu'il tenait son ennemi enfermé dans une souricière.*

an VII. ...pte.

communication avec la cavalerie du général Murat le long de la mer, et de faire reconnaître exactement la position des Turcs. Un officier du génie fut chargé de cette mission, avec une escorte de vingt-cinq dragons et de douze dromadaires. Il trouva, à son grand étonnement, les Turcs dans la sécurité la plus parfaite. Ne soupçonnant pas encore l'approche de l'armée française, Mustapha-Pacha restait tranquille dans ses lignes, sans postes ni gardes avancés. Enhardi par cette imprévoyance, le capitaine Picot (c'était le nom de l'ingénieur) s'avança jusqu'au pied des retranchements, où il fit même deux prisonniers, et il eut tout le loisir de faire la reconnaissance.

Mustapha-Pacha occupait et fermait la presqu'île par deux lignes de troupes et de retranchements élevés avec soin et garnis d'artillerie. La première ligne s'étendait à une demi-lieue du fort d'Aboukir, la droite appuyée, au bord de la mer, à un mamelon de sable retranché et occupé par environ 1,200 hommes; un hameau, à trois cents toises de cet appui, était défendu par un corps de 1,500 hommes et quatre pièces de canon; la gauche de cette première ligne était détachée et isolée à six cents toises en avant du centre, et quelques chaloupes canonnières, rapprochées du rivage intérieur, flanquaient, sur la gauche, l'intervalle entre la première et la deuxième ligne : celle-ci, beaucoup plus avantageusement postée, se trouvait à trois cents toises en arrière du hameau dont nous venons de parler; le centre occupait la redoute, qui avait été liée au rivage de la mer par un retranchement derrière lequel était l'aile droite de cette seconde ligne; l'aile gauche occupait des mamelons de sable et la place intérieure flanquée par les chaloupes canonnières. 7,000 hommes et 12 pièces de canon défendaient cette même ligne, qui n'était qu'à cent toises du village et du fort d'Aboukir, occupé par 1,500 hommes. L'escadre était mouillée à une lieue et demie au large dans la rade. L'armée française marcha de Rahmanieh sur Birket, où elle prit position le 23 juillet. Une compagnie de sapeurs fut envoyée à Bedah pour en nettoyer le puits, et enleva, près de Buccintor, un convoi de 60 chameaux chargés d'orge et de blé, que des Arabes conduisaient à Aboukir.

Dans la nuit du 23 au 24, l'armée quitta la position de Birket

et vint s'établir, une partie à Cafr'sinn, et l'autre à Bédah ; le quartier général se rendit à Alexandrie. Bonaparte fit sur-le-champ partir les trois bataillons de la garnison de cette place, sous les ordres du général Destaing, pour aller faire une grande reconnaissance et occuper les puits nécessaires à l'armée. Ce même jour, le général en chef apprit que Kléber, avec une partie de sa division, était arrivé à Fouah et suivait les mouvements de l'armée ainsi qu'il en avait reçu l'ordre.

Le 24 juillet, dans la matinée, Bonaparte visita dans le plus grand détail les fortifications d'Alexandrie; il était accompagné du général Marmont, auquel il adressa de vifs reproches pour ne s'être point opposé au débarquement et pour avoir abandonné le poste d'Aboukir à ses propres forces. Marmont répondit que les Turcs étaient au nombre de 18,000 hommes après avoir débarqué, et qu'il n'avait avec lui que 1,200 hommes lorsqu'il marcha sur Aboukir. « Eh bien, répliqua Bonaparte, avec vos 1,200 hommes je serais allé jusqu'à Constantinople. » Dans l'après-midi, le général en chef partit d'Alexandrie et alla camper au bord de la mer sur des ruines que l'on nomme château de César. La cavalerie, aux ordres de Murat, les divisions Lannes et Rampon, reçurent l'ordre de venir occuper cette même position, reconnue la veille par le général Destaing, et où se trouvaient des puits en abondance.

Enfin, le 25 juillet, Bonaparte, décidé à livrer bataille aux Osmanlis, ordonna à l'armée, qui n'était séparée de ceux-ci que par deux heures de marche, de se mettre en mouvement. L'avant-garde, composée de la cavalerie de Murat et des trois bataillons du général Destaing, avec deux pièces d'artillerie légère, formait le centre; la division du général Rampon, ayant sous ses ordres les généraux Fugières et Lanusse, marchait à la gauche; et par la droite s'avançait, le long du lac Mahadieh, la division du général Lannes; la division Kléber, que l'on attendait, était destinée à servir de réserve; un escadron couvrait le parc d'artillerie; le général Davoust, avec deux escadrons et cent dromadaires, reçut l'ordre de prendre position entre Alexandrie et l'armée, autant pour faire face à Mourad-Bey et aux Arabes, s'ils se présentaient, que pour assurer la communication avec Alexandrie. Enfin le général Menou, qui s'était

1799 - an VII. Égypte.

dirigé sur Rosette, se trouvait, dès la pointe du jour, à l'extrémité de la barre du Nil et près du passage du lac Mahadieh, pour canonner toutes les embarcations que l'ennemi pourrait avoir sur le lac et lui donner de l'inquiétude sur sa gauche.

Dès que l'armée française fut arrivée en vue des retranchements, le général en chef fit former les colonnes d'attaque. Le général Destaing marcha pour enlever le mamelon retranché qui formait l'appui de la droite de l'ennemi; un piquet de cavalerie eut ordre de couper les 1,200 hommes qui défendaient ce poste, dans leur retraite sur le village, qui était à trois cents toises au delà; du reste, l'armée conserva le même ordre de bataille que dans sa marche.

L'attaque commença par la gauche de l'ennemi, et ce fut conséquemment la division Lannes qui engagea l'action. Ce général se porta rapidement sur la première ligne des retranchements, qui s'étendait, comme nous l'avons dit, en avant de la grande redoute. Les Turcs, se voyant pressés vivement et coupés par la cavalerie du général Murat, qui s'était postée sur leurs derrières, voulurent se retirer après avoir tiré plusieurs volées d'artillerie; mais déjà ce mouvement était rendu inutile : 2,000 d'entre eux, dépostés et enveloppés par la manœuvre habile qui venait d'être faite, furent tués, ou se noyèrent dans la mer. Chose presque incroyable! les Français n'eurent qu'un seul homme de blessé dans cette première action, et ce fut le chef d'escadron des guides à cheval, Hercule.

De tous les hommes qui défendaient la position qu'on venait d'enlever, quelques-uns seulement avaient réussi à gagner le hameau que nous avons déjà fait connaître; mais le général Destaing, s'étant déjà emparé du mamelon de droite, s'avança au pas de charge sur ce même hameau et le tourna, tandis que la 32ᵉ demi-brigade (division Lannes) l'attaquait de front avec impétuosité. Ce poste était fortement retranché; aussi les Turcs, toujours plus courageux lorsqu'ils combattent derrière des abris, y firent-ils une vigoureuse résistance. Mustapha-Pacha détacha de la seconde ligne un corps assez considérable pour venir à leur secours; mais, chargés par la cavalerie en même temps que l'infanterie emportait le village à la baïonnette, les uns et les autres furent écrasés, mis en déroute, et jetés pour la

plupart dans la mer. Ceux qui purent échapper à cette double attaque se réfugièrent dans les retranchements de la seconde position, moins étendue, mais beaucoup plus forte que la première.

La grande redoute, qui formait la tête de cette nouvelle ligne, était flanquée par un boyau qui fermait à droite la presqu'île jusqu'à la mer ; un second boyau se prolongeait sur la gauche ; mais le temps n'avait pas permis aux Turcs de le perfectionner ; le reste de l'espace était occupé par les troupes du pacha, qui étaient distribuées assez confusément sur des mamelons de sable et parmi des palmiers.

S'apercevant enfin de la faute qu'ils avaient commise en se confinant dans un espace aussi étroit, et ne voyant derrière eux que la mer pour retraite, les Osmanlis prirent la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité : ainsi le combat allait devenir terrible.

Bonaparte, convaincu que le point principal de la défense de l'ennemi allait être la redoute qui se trouvait au centre, changea ses premières dispositions d'après la nature du terrain et le nouvel aspect que présentait l'engagement. Il fit donc passer sa cavalerie à sa droite, pour engager et enfoncer la gauche de l'ennemi le long de la plage. Il dirigea des attaques d'infanterie sur les retranchements de leur droite, entre la redoute et la mer, et disposa une forte réserve pour assaillir la redoute au moment où les attaques par les ailes auraient réussi.

Une vive canonnade sur la redoute et les retranchements qui la liaient aux bords de la mer commença cette nouvelle attaque. Bonaparte fit avancer ensuite le général Fugières, avec la 18e demi-brigade, le long du rivage, pour enlever au pas de charge la droite des Turcs ; la 32e, qui occupait la gauche du hameau qu'on venait d'emporter, devait tenir l'ennemi en échec et soutenir la 18e.

La cavalerie, qui formait la droite de la ligne française, attaqua l'ennemi par sa gauche, le chargea avec la plus grande vigueur à plusieurs reprises, et le força, en le sabrant, de se jeter à la mer ; mais cette même cavalerie ne put pas pénétrer plus avant, ni se maintenir contre le feu meurtrier de la redoute et des chaloupes canonnières : chaque fois que sa valeur

1799—an VII. Égypte. l'emportait dans ce défilé de feu, elle était obligée de se replier après avoir chargé, et l'ennemi remplaçait par de nouvelles troupes celles qui avaient été tuées ou dispersées. Le chef de brigade Duvivier fut tué dans une des charges dont nous venons de parler; l'adjudant général Roize, le chef de brigade des guides, Bessières, et l'adjudant général Leturcq, en conduisirent successivement plusieurs autres, et parvinrent jusqu'aux fossés de la redoute sans pouvoir les franchir. L'artillerie attachée à la cavalerie et celle des guides prirent position sous le feu de la mousqueterie ennemie, et s'efforcèrent de répondre aux décharges meurtrières des Turcs.

L'adjudant général Leturcq jugea qu'un renfort d'infanterie devenait nécessaire : il courut rendre compte de l'état des choses au général en chef, qui lui donna un bataillon de la 75e demi-brigade. Au moment où cet officier, d'une grande distinction, rejoignait la cavalerie, son cheval est tué; il se met alors à la tête du bataillon et vole du centre à la gauche pour rejoindre la 18e demi-brigade, qui s'avançait pour attaquer la droite des retranchements.

Le général Fugières, suivant l'ordre qu'il en avait reçu, s'était avancé, avec la demi-brigade que nous venons de nommer, le long du rivage : les Turcs, en voyant les Français s'approcher des retranchements, sortirent eux-mêmes pour aller à la rencontre de cette colonne. Le combat fut longtemps opiniâtre : on se mêla, on combattit corps à corps; les Turcs cherchaient à arracher les terribles baïonnettes françaises qui leur donnaient la mort, et, rejetant leurs propres fusils derrière leur dos, ils se précipitèrent en désespérés sur les colonnes, en ne se servant plus que de leurs pistolets et de leurs sabres. La 18e parvint enfin à repousser ces furieux, et arriva, en les poursuivant toujours la baïonnette aux reins, jusqu'au pied des retranchements, qu'elle tenta vainement d'emporter de vive force. Les soldats furent arrêtés par le feu plongeant de la redoute, qui les prenait en flanc. Le général Fugières, en conduisant l'attaque de la redoute, reçoit une blessure à la tête; il continue d'exciter ses soldats par l'exemple de son intrépidité; mais un boulet lui emporte le bras gauche : la 18e est forcée de se replier sur le hameau. L'adjudant général Leturcq, qui

venait à ce moment même d'arriver avec le bataillon de la 75e, fit d'inutiles efforts pour déterminer les soldats à se jeter de nouveau sur les retranchements : désespéré, il s'y précipite lui-même, suivi de quelques braves comme lui, et il reçoit un trépas glorieux ; le chef de brigade Morangiez est blessé à côté de lui ; une trentaine de soldats et officiers restèrent morts devant les trop redoutables retranchements ; mais cette perte, douloureuse sans doute, décida peut-être du gain de la bataille. 1799 — an VII. Égypte.

Nous avons déjà signalé un usage barbare des troupes orientales (celui de couper la tête à leurs ennemis), et les Osmanlis, quoique habitués à faire la guerre à des peuples civilisés, n'avaient point encore renoncé à cette coutume sanguinaire, qu'ils tiennent des Tartares et des Turcomans leurs aïeux. On payait, dans les armées ottomanes, un prix convenu pour chaque tête ennemie apportée au camp pendant et après l'action : les Turcs étaient sortis en foule de la redoute pour se mettre à la poursuite de la 18e demi-brigade en retraite, et ils ne manquèrent pas de couper les têtes des Français morts et blessés qu'ils rencontraient sur leur passage. L'appât de la récompense promise leur fit laisser la redoute presque entièrement dégarnie, et introduisit bientôt le désordre dans leurs rangs. En effet, ceux qui retournaient sur leurs pas, au lieu de s'arrêter dans la redoute, couraient porter au quartier général leurs sanglants trophées. Les Français ne tardèrent pas à s'apercevoir de cette confusion des soldats ennemis allant et revenant du champ de bataille à la redoute.

L'adjudant général Roize, le premier qui en fit la remarque, proposa aussitôt au général Murat de mettre à profit cette circonstance en s'élançant sur la redoute pendant que les Turcs se livraient à leur horrible opération. Murat saisit cette heureuse idée avec empressement, et à l'instant même la cavalerie se porte rapidement entre la redoute et la mer. Une partie ayant pénétré dans les retranchements fut bientôt soutenue par l'aile droite, qui s'ébranla de nouveau et vint attaquer la gauche de l'ennemi.

Les Turcs, se voyant coupés de la redoute, abandonnèrent la poursuite de l'aile gauche française ; mais déjà ils se trou-

1799—an VII. Égypte.

vaient entre deux feux ; la 18e s'était promptement ralliée à la 32e, et ces deux demi-brigades avaient repris à leur tour l'offensive. Dans ce même temps, le général en chef, témoin de ce qui se passait, fit avancer le général Lannes, à la tête de deux bataillons de la 22e et de la 69e, sur la gauche des Turcs. Lannes, saisissant le moment où les Turcs, effrayés de toutes ces attaques combinées, commençaient à se troubler, attaque la redoute par la face gauche et par la gorge ; ses soldats se précipitent dans le fossé, gravissent le parapet et sautent dans l'ouvrage. Ainsi coupés par les colonnes de Lannes et de Murat, les Turcs essayent vainement de se défendre contre l'attaque vigoureuse des 18e et 32e demi-brigades. Celles-ci les pressent et les acculent entre la mer et la cavalerie ; le carnage devint affreux ; et ces misérables Osmanlis, qui ignoraient les lois que les nations civilisées ont établies dans la guerre, ne songeaient pas même à demander quartier. Les Français se virent dans la nécessité de les égorger et de les jeter à la mer, où les cavaliers les poursuivirent encore jusqu'à ce qu'ils les vissent tous noyés.

Cependant le village d'Aboukir tenait encore, Mustapha-Pacha, se refusant à croire que son désastre fût aussi grand, s'y trouvait avec toute sa maison et les principaux chefs, et songeait à se défendre; mais déjà le général Murat s'était jeté, avec sa cavalerie, entre le village et le fort : toute retraite était ainsi fermée au pacha ; il fallait que lui et sa suite missent bas les armes ou qu'ils mourussent. La plupart des Turcs, entraînés par le fatalisme, qui est la base de leur croyance, choisirent ce dernier parti. Le général Lannes se précipita dans le village, qui fut emporté à la baïonnette, et poussa tous ceux qui ne furent pas tués jusqu'à la mer, où ils périrent tous jusqu'au dernier. Pendant ce temps, Murat, s'étant emparé du camp des Turcs, pénétra jusqu'à la tente de Séid-Mustapha-Pacha, séraskier[1] de Romélie, qui combattait encore vaillamment à la tête de 200 janissaires, tristes et derniers débris de sa formidable armée. Mustapha, voyant Murat accourir vers lui, s'a-

[1] Séraskier, gouverneur général et commandant militaire suprême. La Romélie est une grande province qui comprend une partie de la Turquie d'Europe. Le séraskier a plusieurs pachas sous ses ordres.

vança lui-même rapidement à sa rencontre, et, à l'instant où ce 1799—an VII.
général le sommait de se rendre prisonnier, le pacha lui tire un Égypte.
coup de pistolet dont la balle l'atteignit au-dessous de la mâchoire inférieure, mais ne le blessa que légèrement. Murat, d'un coup de sabre, lui abattit deux doigts de la main droite, et, le faisant saisir par deux soldats, l'envoya au quartier général. Les janissaires mirent bas les armes.

Il n'y avait point alors d'embarcations près de terre : elles étaient toutes à une grande distance en mer. Ainsi aucun des Turcs ne put se sauver, même à la nage ; et comme, à l'exception des janissaires dont nous venons de parler, on n'avait point fait de prisonniers, on pouvait croire, avec raison, que cette armée redoutable, qui devait préparer les voies au grand vizir, était anéantie. En effet, des 12,000 Osmanlis débarqués, il ne restait plus que ceux qui se trouvaient renfermés dans le fort et les 200 janissaires faits prisonniers avec le pacha. Toutes les tentes, tous les bagages, l'artillerie entière, parmi laquelle on remarqua deux pièces anglaises données par le roi d'Angleterre au Grand Seigneur, restèrent au pouvoir des Français. Jamais victoire n'avait été peut-être aussi complète et aussi décisive ; jamais armée n'avait été détruite avec autant de rapidité, de bonheur et de gloire.

Mais ce triomphe venait d'être acheté par des pertes cruelles et bien sensibles pour une armée qui ne pouvait point se recruter : plus de 200 Français étaient restés morts sur le champ de bataille, 750 avaient été blessés. Parmi les premiers, Bonaparte, dans son rapport au Directoire, cita, avec un sentiment de douleur dont on doit lui savoir gré, le général du génie Crétin, qui avait succédé à Caffarelli ; l'adjudant général Leturcq, dont nous avons rapporté la mort ; le chef de brigade Duvivier, et son propre aide de camp, Guibert [1], jeune homme d'une haute es-

[1] Neveu de l'officier général de ce nom, auteur d'un traité de tactique. Destiné d'abord à suivre la carrière diplomatique, Guibert fut présenté par le savant Monge à Bonaparte ; celui-ci fit entrer le jeune diplomate dans ses guides où il servit, depuis Malte jusqu'en Égypte, comme simple soldat. Nommé bientôt sous-lieutenant, et employé comme officier de correspondance, Guibert fut jugé digne d'être admis au nombre des aides de camp du général en chef au commencement de la campagne de Syrie.

1799 — an VII. Égypte.

pérance et qui commençait sa carrière militaire. Crétin n'avait été d'abord que blessé; mais il mourut le 27 juillet à Alexandrie, où il fut enterré sur le sommet de la montagne dite d'*Observation*, qui prit depuis le nom de ce digne officier. Le général Fugières fut cité également comme mort, dans le rapport du général en chef; cependant il survécut à ses blessures[1].

Près de 5,000 Turcs occupaient encore le fort d'Aboukir, et, le jour même de la bataille, le général en chef les fit sommer de se rendre. Le fils du pacha, son kiaya ou lieutenant, et les autres officiers qui se trouvaient avec cette garnison, voulaient capituler; mais les soldats, se confiant dans la force des murailles et ne croyant pas à la générosité du vainqueur, s'y refusèrent avec obstination : on fut obligé d'établir des batteries pour commencer le bombardement. Le général Lannes fut chargé de la conduite du siége, et les journées des 25 et 26 furent employées à préparer les ouvrages nécessaires pour battre le fort en brèche. Lannes y mit une telle activité, et fut si bien secondé par le chef de bataillon Bertrand, commandant du génie, que le 27 au matin plusieurs batteries étaient déjà établies sur la droite et sur la gauche de la presqu'île. On commença à faire sur la place et sur la flotte, qui s'était rapprochée, un feu d'artillerie très-vif et très-meurtrier : quatre chaloupes canonnières furent coulées bas; une frégate fut démâtée et obligée de prendre le large.

Les Turcs s'étaient amoncelés dans le fort d'Aboukir avec tant de précipitation, qu'ils n'avaient ni vivres ni munitions;

[1] Cet officier général est mort en 1812, commandant de la succursale de l'hôtel des Invalides, placée à Avignon.

Il avait eu, comme nous l'avons dit, le bras emporté par un boulet, et on fut obligé de l'amputer jusqu'à l'omoplate. La plaie était épouvantable; tout le monde pensait, et Fugières croyait lui-même qu'il ne survivrait pas à une opération si critique. Bonaparte vint le voir, et paraissait affecté de sa funeste destinée. Le blessé lui dit ces paroles bien remarquables : « Général, peut-être un jour envierez-vous mon sort; je meurs au champ d'honneur. » Bonaparte ne présumait point sans doute alors que ces expressions solennelles d'un officier dévoué renfermassent un sens aussi prophétique. Depuis que le caprice de la fortune le relégua sur le rocher aride de Sainte-Hélène, il avait dû se rappeler les paroles de Fugières, et regretter que la mort ne l'eût pas frappé lui-même sur le champ de bataille.

cependant ils avaient poussé l'imprévoyance jusqu'à renfermer avec eux des femmes et même des chevaux. La famine ne tarda pas à se faire sentir, et, pour essayer de se procurer quelques ressources en vivres, les assiégés firent, le 28, une sortie, qu'ils poussèrent assez vigoureusement : ils attaquèrent plusieurs maisons du village d'Aboukir et s'en emparèrent. Le général Lannes, le chef de bataillon Bertrand, accourus au bruit de la fusillade, furent blessés tous les deux, un des aides de camp du général Rampon perdit la vie; mais le chef de brigade Darmagnac, qui commandait la tranchée, ayant fait mettre le feu à ces maisons occupées par les Turcs, ceux-ci se retirèrent, et le reste de la journée fut tranquille. 1799—an VII. Égypte.

La blessure que le général Lannes venait de recevoir à la jambe était si grave, qu'il lui fut impossible de garder le commandement du siége. Le général Menou, qui se trouvait toujours à la même position que nous avons indiquée au commencement du récit de la bataille, était alors le seul général de division qui fût à portée du corps d'armée de siége : il en prit donc le commandement provisoire, et reçut, le lendemain, du général en chef l'autorisation de le conserver. C'était pour la première fois, depuis l'attaque d'Alexandrie lors du débarquement de l'armée française, qu'on voyait figurer activement ce général, qui devait par la suite jouer un rôle si important en Égypte. Menou, qui ne possédait point l'expérience et la fermeté nécessaires pour conduire et terminer cette opération s'il n'eût eu que des officiers médiocres sous ses ordres, fut parfaitement secondé par le général d'artillerie Faultrier et le commandant du génie Bertrand.

Le 29 juillet, les assiégeants ouvrirent une communication depuis la droite de la redoute, à la hauteur de la gorge, jusqu'au village d'Aboukir. Le but de cet ouvrage, qui se prolongeait sur une ligne de cent trente toises et avait quatre pieds de large sur cinq de profondeur, était d'abriter les assiégeants contre le feu de l'artillerie et même de la mousqueterie, qui les incommodait singulièrement. Une autre communication s'étendait de la gauche du village à un de ces tombeaux ou chapelles funéraires qu'on appelle *santons*, et de ce santon à la mer.

Ce même jour, les Turcs firent encore une sortie plus vi-

1799 — an VII. Égypte.

goureuse que la première, et, malgré tous les efforts faits pour les repousser, ils réussirent à se loger dans quelques maisons qui formaient la tête du village à droite, et dans les maisons situées sur le rivage à côté de la rade. Ils furent moins heureux du côté de la mer : les tentatives que fit l'escadre pour les secourir restèrent infructueuses. Des chaloupes étaient parvenues, sous la protection de leur propre feu, à débarquer du canon de gros calibre; mais à peine les pièces furent-elles déposées à terre, que les Français s'en emparèrent. Les vivres commençaient à devenir si rares parmi les assiégés, que, surmontant leurs préjugés à cet égard, ils renvoyèrent du fort les femmes qui les avaient accompagnés, ainsi que les chevaux, qu'ils ne pouvaient plus conserver assez longtemps pour les manger.

Le 30 juillet, le général Davoust, étant de tranchée, résolut de faire une attaque générale sur toutes les positions occupées par l'ennemi en dehors du fort; cette attaque eut tout le succès qu'on pouvait attendre d'un officier aussi actif et aussi intelligent. Toutes les maisons où l'ennemi était parvenu à se loger furent reprises. Les Turcs, écrasés par les 22e et 18e demi-brigades, par un bataillon de la 25e et trois compagnies d'éclaireurs, furent repoussés jusque dans le fort; 1,500 d'entre eux, qui se trouvèrent coupés par le chef de brigade Magne, de la 22e, furent encore rejetés dans la mer, où la plupart se noyèrent plutôt que de se rendre. Les canons récemment débarqués, et quelques autres dont on s'empara dans cette dernière attaque, furent dirigés contre la place.

Les assiégeants mirent à profit le succès qu'ils venaient de remporter, pour resserrer plus que jamais l'ennemi et augmenter leurs ouvrages. Le feu des batteries exerça bientôt de grands ravages dans le fort; l'artillerie dirigée contre les chaloupes canonnières n'obtenait pas moins d'avantages. Cependant les Turcs continuaient à se défendre avec l'intrépidité naturelle aux soldats de cette nation quand ils combattent derrière des retranchements. Le fort, incessamment endommagé par les bombes, les obus et les boulets, s'écroulait sur plusieurs points : près de 1,500 hommes, ensevelis sous les décombres, faisaient de ce lieu un horrible charnier d'où s'exhalait une puanteur insupportable. Tous les vivres étaient consommés; et les assiégés, qui

n'avaient pas même d'eau, buvaient le sang des chevaux égorgés 1799 — an VII. Égypte.
pour se désaltérer : un grand nombre d'entre eux expiraient dans les angoisses de la rage que leur occasionnaient une faim et une soif excessives.

Enfin, le 2 août, l'excès de leur misère força les Turcs, non pas à capituler, car ils se refusaient encore à toute proposition de cette nature, mais à venir s'offrir à toute la vengeance d'un vainqueur irrité. Le fils du pacha et le kiaya sortirent à la tête de cette bande de spectres effroyables, qui, jetant leurs armes dont ils n'avaient plus la force de se servir, venaient se courber devant les Français dans l'attente du coup qui devait les frapper. Mais ils allaient éprouver que si les terribles nécessités de la guerre forcent quelquefois les peuples civilisés à être inhumains et sanguinaires, ceux-ci reviennent promptement aux sentiments de générosité que commande la situation d'un ennemi désarmé : les soldats français prodiguèrent à ces malheureuses victimes d'une obstination mal entendue tous les égards et tous les soins que réclamait leur état déporable. On s'empresssa de leur fournir les rafraîchissements et les vivres dont ils manquaient depuis si longtemps; mais, malgré toutes les précautions prises pour empêcher ces secours d'être nuisibles, il fut impossible d'arrêter le mal que produit ordinairement la nourriture sur les personnes qui ont longtemps souffert les horreurs de la famine [1]. Le plus grand nombre des Turcs sortis ainsi du fort d'Aboukir et accueillis par les Français périrent d'indigestion.

Ainsi se termina cette menaçante expédition des Turcs, dont le résultat ne dut pas inspirer au grand vizir Jussuf de grandes espérances de succès ultérieurs, mais qui cependant le fit redoubler d'activité pour pousser de nouveaux préparatifs. Le commodore sir Sidney Smith, arrivé devant Alexandrie avec les dernières voiles du convoi, eut tout le loisir d'être témoin de la défaite des alliés de l'Angleterre, sans pouvoir, comme à Saint-Jean d'Acre, relever leurs espérances. Ses vaisseaux,

[1] Il résulte d'un rapport transmis par le général Menou à Bonaparte que, deux jours après la reddition du fort d'Aboukir, il ne restait plus que neuf Turcs de tous ceux qui avaient été faits prisonniers en cette occasion; tous les autres étaient morts.

1799—an VII. Égypte. réunis à l'escadre de l'amiral turc Abdul-Fetha-Bey, ne recueillirent que la honte d'une expédition sur laquelle la Porte avait fondé l'espoir de reconquérir l'Égypte et d'exterminer ce qu'on appelait, à la cour du sultan, les restes de l'armée française.

Bonaparte était retourné à Alexandrie dès le lendemain de la bataille d'Aboukir; et c'est de cette ville qu'il adressa, le 31 juillet, l'ordre du jour suivant à toute l'armée :

« La journée du 7 thermidor (25 juillet) a rendu le nom d'ABOUKIR glorieux à tous les Français : la victoire que l'armée vient de remporter accélère son retour en France.

« Nous avons conquis Mayence et la limite du Rhin, en envahissant une partie de l'Allemagne : nous venons de reconquérir aujourd'hui nos établissements aux Indes et ceux de nos alliés. Par une seule opération, nous avons remis dans les mains du gouvernement le pouvoir d'obliger l'Angleterre, malgré ses triomphes maritimes, à une paix glorieuse pour la république.

« Nous avons beaucoup souffert; nous avons eu à combattre des ennemis de toute espèce, nous en avons encore à vaincre; mais enfin le résultat sera digne de nous, et nous méritera la reconnaissance de la patrie. »

Dans un autre ordre du jour, daté du 29, Bonaparte avait félicité l'armée sur sa belle conduite à Aboukir, et voulant, marquer plus particulièrement sa satisfaction à la troupe commandée par le général Murat, il avait ordonné au général d'artillerie de remettre à cette brigade le deux pièces anglaises données par la cour de Londres à celle de Constantinople : le nom des régiments qui la composaient (7ᵉ *bis* de hussards, 3ᵉ et 14ᵉ de dragons), ainsi que les noms du général Murat et de l'adjudant général Roize, devaient être gravés sur chacune de ces pièces, et sur la volée on devait lire : *Bataille d'Aboukir*.

Un ordre du jour, postérieur à ces derniers, prescrivait que le fort placé sur la montagne d'Observation à Alexandrie serait, ainsi que nous l'avons déjà dit, appelé *fort Crétin;* que la batterie des bains de Cléopâtre serait nommée *fort Leturcq;* et celle des Figuiers, *fort Duvivier:* nobles récompenses accordées au courage et au dévouement, et bien propres à exciter

l'émulation des braves qui avaient survécu à ces dignes enfants de la gloire! 1799—an VII. Égypte.

La nouvelle de la victoire d'Aboukir fut accueillie par tous les Français, en Égypte, avec ces transports de joie et cet enthousiasme qu'il est bien plus facile de sentir que d'exprimer. Le débarquement des Turcs avait inspiré une crainte si grande, qu'il était naturel que leur destruction excitât une satisfaction universelle. Les Français et les Égyptiens chrétiens s'embrassèrent et se félicitèrent mutuellement; l'allégresse était unanime et sincère. Toutes les passions, tous les intérêts durent se taire devant l'éclat de ce triomphe mémorable, qui venait de venger si glorieusement l'affront reçu par la marine française, un an auparavant, sur cette même plage d'Aboukir.

L'Europe ne tarda point à être informée de ce grand événement, qui répandit en France les mêmes sentiments de joie, en rappelant plus vivement encore l'attention publique sur le général vainqueur. Le 23 septembre, deux mois après la bataille, le Directoire exécutif écrivit à Bonaparte une longue lettre de félicitation, dans laquelle on trouve ce passage : « Le Directoire ne cesse d'apprécier l'admirable conduite de l'armée que vous commandez, et vous renouvelle à vous-même, citoyen général, avec une satisfaction sans bornes, l'expression de son inaltérable confiance dans vos rares talents qui ont si bien servi la gloire de la république, et qui concourront nécessairement à accélérer les jours si désirés de la paix. » A cette lettre flatteuse était jointe l'expédition d'un décret rendu par le corps législatif, et qui déclarait que l'armée d'Orient ne cessait point de bien mériter de la patrie. Le moment n'était pas éloigné où Bonaparte allait recueillir lui-même, dans les suffrages de ses concitoyens, la plus belle récompense de ses nobles travaux. Nous dirons plus tard quelles furent les suites du triomphe d'Aboukir, et comment le général de l'armée d'Orient se décida tout à coup à quitter l'Égypte pour revenir en France.

Suite des opérations militaires en Italie ; bataille de Novi ; mort du général Joubert, etc., etc. — D'après la nouvelle organisation donnée par le Directoire aux armées de la république, dans le mois de juillet de cette année, l'armée d'Italie, destinée à défendre les frontières de la France entre les Alpes et les 16 août. (29 therm.) Italie.

1799—an VII. Italie. Apennins, devait être portée à 60 ou 70,000 hommes; et le général Joubert, que l'ancien Directoire avait comme disgracié, fut rappelé au commandement en chef.

Afin de défendre le Dauphiné et la Savoie, pour renforcer, suivant les circonstances, les armées d'Italie et du Danube, le gouvernement avait cru convenable d'organiser une réserve sous la dénomination d'armée des Alpes. Le général Championnet, encore plus directement en butte aux persécutions des anciens directeurs que le général Joubert, puisqu'il avait été traduit devant une commission militaire, fut choisi pour commander cette nouvelle armée, et il reçut l'ordre d'aller présider à sa formation à Grenoble : l'effectif de sa force devait être porté à 50,000 hommes.

L'armée du Danube, qui, par sa position relativement à celle des armées alliées, devait être chargée de défendre le point le plus intéressant des frontières de France, avait aussi, pour ce motif, fixé l'attention plus particulière du gouvernement. Des ordres avaient déjà été donnés pour que les premiers renforts disponibles lui fussent envoyés, et sa force devait s'élever jusqu'à 100,000 hommes. Le général Masséna était le seul des généraux en chef qui, depuis l'ouverture de la campagne, n'eût point essuyé d'échecs remarquables; il fut maintenu dans son poste, et on laissa sous ses ordres les mêmes généraux de division.

Il était indispensable de soutenir l'armée du Danube sur sa gauche, et d'être en mesure de faire une diversion utile sur le Rhin : c'est pourquoi le Directoire avait arrêté la formation d'une quatrième armée, dont le quartier général devait être à Mayence, et dont la ligne s'étendrait depuis Dusseldorf jusqu'à Huningue. Le général Moreau avait, comme on sait, une grande connaissance pratique de cette partie du théâtre de la guerre, où il avait commandé avec succès; le Directoire crut devoir l'y rappeler. En attendant qu'il pût se rendre de l'armée d'Italie, qu'il commandait encore, à sa nouvelle destination, le général de division Muller fut chargé de présider à l'organisation de cette armée, dont la force était fixée à 60,000 hommes.

Quelques indices semblaient annoncer, de la part des puis-

sances coalisées, l'intention de rapprocher la guerre de la Belgique, et l'on supposait, avec quelque raison, aux Anglais le projet d'une invasion en Hollande, et même celui d'un débarquement sur les côtes de la Manche. Dans cette croyance, le Directoire avait ordonné le rassemblement d'un corps d'armée destiné à défendre tous les points menacés dans le nord de la France : il devait être porté à 60,000 hommes, dont 40,000 Français et 20,000 Hollandais. Le général Brune était chargé de présider à l'organisation de cette nouvelle armée, qui devait être répartie sur les côtes de la Manche, en Belgique et en Hollande. 1799—an VII. Italie.

Si cette dernière organisation des armées de la république eût pu s'effectuer aussi facilement qu'elle avait été décrétée, la France aurait eu sur pied 340,000 hommes ; mais, pour atteindre ce complément, il eût fallu pouvoir disposer de 200,000 conscrits, et malheureusement, par les causes que nous avons déduites au commencement de ce chapitre, le gouvernement ne pouvait guère conserver cette espérance. A l'époque du 1er août, les armées françaises, malgré l'activité et les soins du ministre Bernadotte, avaient à peine reçu le tiers de leurs renforts, et ce fut encore avec le désavantage du nombre que les Français durent recommencer la lutte un moment suspendue.

C'est ici le lieu de rappeler ce que nous avons dit sur l'espèce d'armistice qui parut être adopté spontanément par toutes les puissances belligérantes vers la fin de juin et pendant la presque totalité du mois de juillet. Quelles qu'aient été les causes qui engagèrent les puissances alliées à perdre ainsi les moyens de profiter de leurs premiers avantages pour en obtenir de nouveaux, il paraît toutefois qu'elles se servirent de cette suspension d'armes pour augmenter encore leurs armées, et surtout pour perfectionner cet immense plan d'attaque arrêté contre la république depuis l'ouverture de la campagne. L'Autriche et l'empire germanique, la Russie, l'Angleterre, redoublèrent d'activité : des levées, non moins extraordinaires que les levées décrétées par le Directoire, furent ordonnées dans ces différents États. La Russie promit de doubler son contingent, et le cabinet britannique, voulant, cette fois, soutenir la coalition autrement que par ses intrigues et ses subsides, résolut d'en-

1799 — an VII. Italie.

voyer sur le continent une armée composée de nationaux, en même temps qu'elle prenait à sa solde un corps de 30,000 Russes que lui vendait Paul Ier.

Une espèce de congrès militaire fut tenu par les puissances alliées, et c'est là qu'on apporta au premier plan d'agression les changements qu'on crut nécessaires pour le rendre encore plus efficace. A l'ouverture de la campagne, alors que les Français étaient encore maîtres de l'Italie, l'ambition des coalisés s'était d'abord bornée à rentrer dans ces belles contrées, et, si l'expédition réussissait, on devait envahir les frontières de France par la Savoie et par la Suisse; mais depuis que Souwarof en Piémont, et l'archiduc Charles en Suisse, se trouvaient en mesure de franchir les barrières de la république, on jugea qu'il serait utile d'étendre le théâtre de la guerre, et d'obliger ainsi les Français de s'affaiblir en divisant leurs forces pour les porter sur tous les points menacés à la fois. L'armée victorieuse de Souwarof parut suffisante pour opérer l'envahissement des parties méridionales de la France, et dès lors il fut décidé que ce général serait seul chargé de cette opération. D'après ce nouveau plan, le prince Charles dut quitter ses positions en Suisse pour les céder au guerrier russe et se rabattre lui-même sur le bas Rhin, afin d'opérer contre cette partie des frontières de la France. Afin aussi de donner à ces deux généraux une plus grande force morale, et pour éviter l'inconvénient souvent fâcheux de l'amalgame de différentes nations dans la composition d'une même armée, il fut convenu entre les hautes puissances que l'archiduc et Souwarof n'auraient sous leurs ordres que des troupes nationales. Les généraux Mélas et Kray devaient rester en Italie avec des troupes appartenant uniquement à l'Autriche, et Souwarof devait se rendre en Suisse avec les troupes russes aussitôt que l'arrivée du nouveau contingent de Paul Ier permettrait au prince Charles de retirer lui-même les troupes autrichiennes qu'il commandait dans les Alpes.

En même temps que le conseil des alliés arrêtait que l'armée commandée par l'archiduc agirait sur le Rhin, il se décidait également à porter la guerre en Hollande et en Belgique. L'Angleterre avait un grand intérêt à soustraire ces provinces à la domination française; c'est ce qui la rendit l'instigatrice de ce

projet, dont l'exécution lui fut confiée. Elle préparait, à cet effet, dans ses ports tous les moyens nécessaires pour le transport en Hollande des soldats, des armes et des munitions, espérant que ce pays, fatigué du joug de la république, favoriserait lui-même cette entreprise en s'insurgeant. Pour mieux atteindre ce dernier but, on devait débarquer en Hollande le fils de l'ancien stathouder, le jeune prince d'Orange. Les troupes russes que l'Angleterre prenait à sa solde devaient aussi être employées à cette expédition. 1799— an VII. Italie.

Ainsi, du nord au midi, et, pour ainsi dire, sur tous les points de cette ligne immense, la France se voyait menacée d'une prochaine invasion, d'autant plus redoutable, que les hommes et les trésors n'étaient point épargnés pour la faire réussir. Le détail des forces de la coalition prouvera suffisamment ce que nous annonçons.

L'armée d'Italie, qui devait être désormais aux ordres du général Mélas, destinée à maintenir la conquête de ce pays et à agir contre les Français dans le Piémont et sur les frontières du comté de Nice et du Dauphiné, était forte de 70,000 hommes.

La grande armée russe appelée à forcer les barrières de la Suisse, sous le commandement de Souwarof, devait être de 90 ou 100,000 combattants, savoir : 30,000 Russes présents sous les armes en Italie; 30,000 autres, détachés de l'armée de réserve, que le comte de Tolstoy commandait en Gallicie, et amenés en Suisse par le général Korsakof (à ces 30,000 hommes devait se joindre le corps d'émigrés français commandé par le prince de Condé, et fort de 5 ou 6,000 hommes); et 25 ou 30,000 Autrichiens commandés par le général Hotze, et que l'archiduc devait laisser au feld-maréchal russe jusqu'à l'entrée de celui-ci en France.

L'armée impériale du prince Charles, formée du corps déjà existant du général Sztarray, des nouvelles levées autrichiennes et du contingent de l'empire germanique, devait être forte de 90,000 hommes. La réserve russe cantonnée en Gallicie devait en outre s'avancer et se mettre en mesure de renforcer le maréchal Souwarof ou l'archiduc Charles, suivant l'urgence des circonstances. Les nouveaux contingents de la Russie devaient

1799—an VII. Italie. remplacer l'armée de réserve en Gallicie : ces deux derniers corps peuvent être évalués à 50,000 hommes.

Enfin, l'armée anglo-russe chargée de l'expédition contre la Hollande et la Belgique devait avoir 45 ou 50,000 combattants, dont 30 ou 35,000 Russes et 15,000 Anglais; on comptait, pour la renforcer, sur la défection des troupes hollandaises et sur les Belges, qu'on espérait faire insurger.

Ainsi le total des forces que la coalition se préparait à mettre en mouvement était d'à peu près 340,000 hommes, auxquels nous ne joignons pas encore les troupes italiennes, piémontaises, suisses, etc., qu'on organisait avec non moins d'activité que les corps principaux. Ces forces se trouvaient sur pied, et nous avons fait remarquer que la France était loin d'être en mesure de leur opposer un pareil nombre de combattants. Toutefois, dans cette circonstance solennelle où le sort de la France allait se décider par les armes, le Directoire montra du courage et de la fermeté. Loin d'être épouvanté par l'immensité des préparatifs de ses ennemis et de se tenir sur une prudente défensive, comme la faiblesse de ses moyens semblait le lui conseiller, il résolut de reprendre l'offensive, espérant, par cette généreuse hardiesse, bien conforme au caractère national, relever la confiance des citoyens dans l'intérieur et réveiller l'énergie des soldats. Si d'abord les résultats ne répondirent point à l'espérance du Directoire, et si les champs de Novi virent encore la victoire fuir les drapeaux républicains, c'est parce qu'on mit trop de précipitation dans l'exécution des ordres de ce gouvernement. Masséna, en s'obstinant, ainsi que nous le dirons plus tard, à différer de quelques jours la reprise des hostilités, prouvera qu'un militaire habile peut modifier avec prudence les instructions qui lui sont données, lorsque les circonstances semblent l'exiger.

En annonçant aux généraux en chef des armées d'Italie et du Danube qu'il leur serait envoyé des secours vers le milieu de juillet, le Directoire leur ordonnait de reprendre sur-le-champ l'offensive, et d'employer autant d'activité pour attaquer l'ennemi qu'on en avait mis à se défendre des entreprises de celui-ci. Le gouvernement croyait important de prendre l'initiative des grands mouvements avant que les armées alliées eussent

reçu les immenses renforts qui étaient en marche pour les joindre. Malheureusement, dans l'état même où elles se trouvaient, ces armées étaient encore de beaucoup supérieures en nombre à celles de la France, quoique ces dernières eussent déjà reçu quelques secours en hommes. Sous ce rapport, un premier revers pouvait avoir des conséquences fatales. Le peu d'union qui régnait entre les alliés contribua peut-être autant que l'attitude encore fière des soldats français après la bataille de Novi à empêcher la France de devenir victime de cette funeste catastrophe.

Telle était la position des deux partis au moment où le général Joubert prit le commandement de l'armée d'Italie : le maréchal Souwarof avec son corps principal, composé des troupes russes sous ses ordres et des troupes autrichiennes que commandait le général Mélas, couvrait les siéges de Tortone et de Coni ; le général Kray était en route pour venir joindre le maréchal avec les troupes qui avaient servi au siége de Mantoue ou appuyé cette opération. L'armée francaise était toujours cantonnée sur les frontières de l'État de Gênes et du Piémont.

Joubert arriva à Gênes vers le milieu de juillet, et Moreau lui remit le commandement de l'armée. Son premier acte fut d'assembler un conseil de guerre où se trouvèrent les généraux Moreau, Gouvion-Saint-Cyr, Pérignon et Dessolles. Ceux-ci furent unanimement d'avis d'attendre, avant d'agir, l'arrivée du général Championnet, qui devait déboucher des Alpes avec sa nouvelle armée. Dans le cas où le maréchal Souwarof s'opposerait à ce dernier mouvement, il fut reconnu que le général Pérignon pouvait manœuvrer avec un corps de 12,000 hommes pour donner la main, dans la vallée de la Stura, au général Championnet, et lui faciliter sa réunion avec l'armée d'Italie, par Mondovi et Acqui. On supposait que si le généralissime des Austro-Russes se décidait à aller lui-même au-devant de sa nouvelle armée des Alpes, et ne laissait alors qu'un corps d'observation sur l'Orba et sur la Scrivia, Championnet pouvait l'attirer dans les montagnes en lui cédant le terrain ; pendant ce temps Joubert devait débloquer Tortone, se porter jusqu'au Pô, et tenter même de passer ce fleuve, ce qui forcerait alors Souwarof d'abandonner Championnet pour accourir au secours de la

1799 — an VII. Italie. Lombardie, où se trouvaient tous ses magasins. Si ce maréchal n'envoyait vers Turin qu'un détachement et continuait de couvrir Tortone, le conseil était d'avis d'essayer, en temporisant, d'attirer le généralissime dans les montagnes, où, ne pouvant faire usage de sa nombreuse cavalerie, il serait obligé de combattre contre l'infanterie française avec tout le désavantage du terrain. Telle fut la décision du conseil de guerre tenu par le général Joubert; et cette décision était d'autant plus sage, qu'au moment où elle avait lieu, l'armée française n'était guère au-dessus de 40,000 combattants, et ne pouvait pas recevoir, avant le 20 août, les renforts de l'armée des Alpes.

Mais, tout en reconnaissant lui-même la sagesse des avis donnés par des généraux si recommandables, Joubert se croyait dans l'impossibilité de les suivre. Depuis la prise d'Alexandrie et de Mantoue, Souwarof, persistant dans son plan de ne laisser aucune place forte en arrière, et de s'assurer de tout le pays avant de rien entreprendre contre l'État de Gênes ou contre les frontières de la France, pressait vigoureusement le siége de Tortone et resserrait de plus en plus Coni. Il se bornait à faire observer les postes des Français à l'entrée des gorges des Apennins, et il avait posté la division du général Klenau à l'entrée de la rivière du Levant, en lui donnant l'ordre de s'emparer du fort Lérin, de Sarzana et de toutes les défenses du golfe de Spezzia. Ces dernières opérations avaient réussi, et les Français n'avaient plus dans le golfe que le seul poste de Santa-Maria. Le Directoire, qui connaissait ces détails, avait ordonné au général Joubert d'attaquer sur-le-champ Souwarof et de faire tous ses efforts pour débloquer Tortone. Cet ordre était si impératif, que Joubert ne crut pas pouvoir prendre sur lui de l'éluder, à moins de quitter de suite le commandement. Il renonça donc à regret au plan d'opérations qui avait été arrêté dans le conseil convoqué par lui-même.

Le général en chef de l'armée d'Italie s'occupa d'abord de la répartition, dans les différentes divisions de l'armée, des renforts déjà envoyés par le gouvernement et qui avaient précédé sa propre arrivée. Il fit rapprocher de Gênes les restes de l'armée qu'avait commandée Macdonald, et fit, dans le commandement des divisions, les changements qu'il crut propres à ra-

mener la confiance du soldat et à rendre plus faciles les opé- 1799 — an VII Italie.
rations ultérieures. Le général Saint-Cyr eut le commandement de l'aile droite; Pérignon commandait la gauche, et reçut l'ordre de se porter en avant. Ce dernier général occupa d'abord la position de Millesimo, si célèbre par la bataille de ce nom, et s'avança ensuite jusqu'à Murialto et Calisano, près de Ceva, d'où il éclairait les vallées de la Bormida et du Tanaro. Malheureusement, Ceva venait d'être pris par les alliés : le commandant de cette place, accusé de lâcheté et de trahison, avait été jugé et fusillé à Gênes. La droite et le centre de l'armée française, passant de Montenotte à Campofreddo, poussèrent leurs avant-postes dans la vallée de l'Erro et dans celle de l'Orba, et s'étendirent jusqu'à la Scrivia, en se tenant couverts par la Bocchetta.

Joubert avait son quartier général à Campo-Marone, en arrière de sa gauche, entre Montenotte et Savone. Il était décidé à faire très-prochainement un effort général contre l'armée alliée, afin de forcer Souwarof à lever le siége de la citadelle de Tortone. Le 8 et le 9 août sa droite s'avança vers la Bocchetta, et occupa la position du mont Brisco au-dessus du Mornese, que les alliés abandonnèrent. Joubert voulut alors reconnaître tout le front de la position des ennemis. Il fut aidé, dans cette opération importante, par le général Moreau, qu'il avait invité amicalement et avec beaucoup d'instance à ne point quitter l'armée sans lui donner d'utiles conseils sur le terrain que celui-ci avait étudié avec sa sagacité ordinaire : Moreau répondit à cette marque de confiance avec un dévouement digne des plus grands éloges. Il se fit un plaisir de communiquer à son successeur toutes les observations qu'il avait été à même de faire pendant la durée de son commandement, et accompagna Joubert sur toute la ligne ennemie[1]. La journée du 12 fut employée à faire

[1] Cette action de Moreau ne doit pas lui faire moins d'honneur que ses plus grands exploits militaires. Elle prouve qu'à cette époque ce général était véritablement citoyen et dévoué tout entier au service de la patrie.

Joubert, dont le talent militaire s'était développé pendant la glorieuse campagne de 1796, n'avait point encore commandé en chef sur un champ de bataille. En arrivant pour tenir tête à Souwarof, il s'était défié de ses propres forces, et, par l'effet d'une modestie d'autant plus remarquable qu'elle est plus rare, il pressa Moreau de partager avec lui le commande-

1799 — an VII. Syrie.

élever des retranchements et des batteries, et Joubert fit prendre position à l'armée entre Carosio et Arquata.

Le 13 août, Joubert, à la tête d'une partie de ses forces, se porta de Campo-Marone, par les montagnes du Montferrat et la vallée d'Acqui, vers Caprieta et Novi, tandis que le général Saint-Cyr, avec la droite destinée réellement à débloquer Tortone, sortait par les défilés de la Bocchetta, pour se réunir au même point. Les généraux Moreau et Dessolles marchaient avec cette colonne, et devaient donner au général Saint-Cyr les renseignements dont celui-ci pouvait avoir besoin sur un terrain qu'eux-mêmes connaissaient depuis longtemps.

Le même jour, le corps du général Bellegarde, qui occupait la position de Bestagno et de Terzo pour défendre le passage de la Bormida et couvrir Acqui, fut vivement attaqué par l'aile gauche des Français, aux ordres du général Pérignon. Les Autrichiens furent contraints d'évacuer Terzo et Acqui. Les troupes du général Bellegarde formaient l'aile droite de l'armée alliée : elles passèrent la Bormida à la hauteur de Rivalta, et ensuite l'Orba pour prendre position à Bosco et se mettre en ligne avec les divisions russes qui formaient le centre. Pérignon les poursuivit jusqu'à Basaluzzo, où il s'arrêta au pied des montagnes à la hauteur de Novi. Le soir, le général Joubert rallia son centre et sa gauche à Caprieta, où il avait établi son quartier général, et où il plaça environ 2,000 hommes pour assurer ses subsistances. Le général Saint-Cyr, avec les troupes de droite, avait repoussé le corps du général Mélas, et s'était emparé de Novi en se liant avec le centre. Ainsi la ligne de l'armée française, se déployant sur la croupe des dernières montagnes

ment : il voulait même que celui-ci l'exerçât seul pendant la bataille qui allait se livrer. Cette proposition fit naître un combat d'amitié et de reconnaissance entre ces deux guerriers si dignes de s'estimer l'un l'autre. Moreau fit observer à Joubert qu'il n'avait pas plus de droit d'accepter le commandement en chef que lui, Joubert, de s'en démettre; qu'ils devaient tous deux se conformer aux ordres du gouvernement; que, quant à lui-même, se devant tout entier aux intérêts de son pays, il se ferait un devoir et un honneur de combattre aux côtés de son brave et digne successeur avant de quitter l'armée d'Italie pour se rendre au nouveau poste que le Directoire lui avait assigné.

qui couronnent les hauteurs de Novi, était en vue des plaines de la Lombardie et de l'armée de Souwarof. 1799 – an VII. Italie.

Le 14, au matin, le généralissime des Austro-Russes qui, la veille, avait refusé ses ailes pour ne point engager d'action générale parce qu'il attendait des renforts, rallia effectivement 15,000 hommes du corps du général Kray. Ce dernier venant de Mantoue était déjà en marche vers Asti, pour se porter sur Coni, lorsqu'il reçut de Souwarof l'ordre de revenir sur ses pas pour se réunir aux troupes du général Bellegarde. Ce jour-là les deux armées s'observèrent et achevèrent leurs dispositions. Joubert s'affermit sur les hauteurs qu'il occupait dans une position oblique ; la droite à la Scrivia, le centre à Novi, et la gauche à Basaluzzo. Il trouvait dans cette position la facilité de protéger le mouvement de la colonne qui, détachée de la droite au delà de la Scrivia, devait se porter sur Tortone, par Cassano-Spinola. Souwarof avait successivement rassemblé toutes ses divisions dans la plaine entre l'Orba et la Scrivia. Ces troupes réunies, en y comprenant celles qui étaient arrivées de Mantoue, présentaient un total d'environ 70,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie. Nous avons déjà dit que Joubert n'avait, pour combattre une masse d'ennemis aussi considérable, qu'à peu près 45,000 hommes, dont une partie était composée de nouvelles recrues qui n'avaient jamais vu le feu : sa cavalerie montait à peine au quart de celle des alliés.

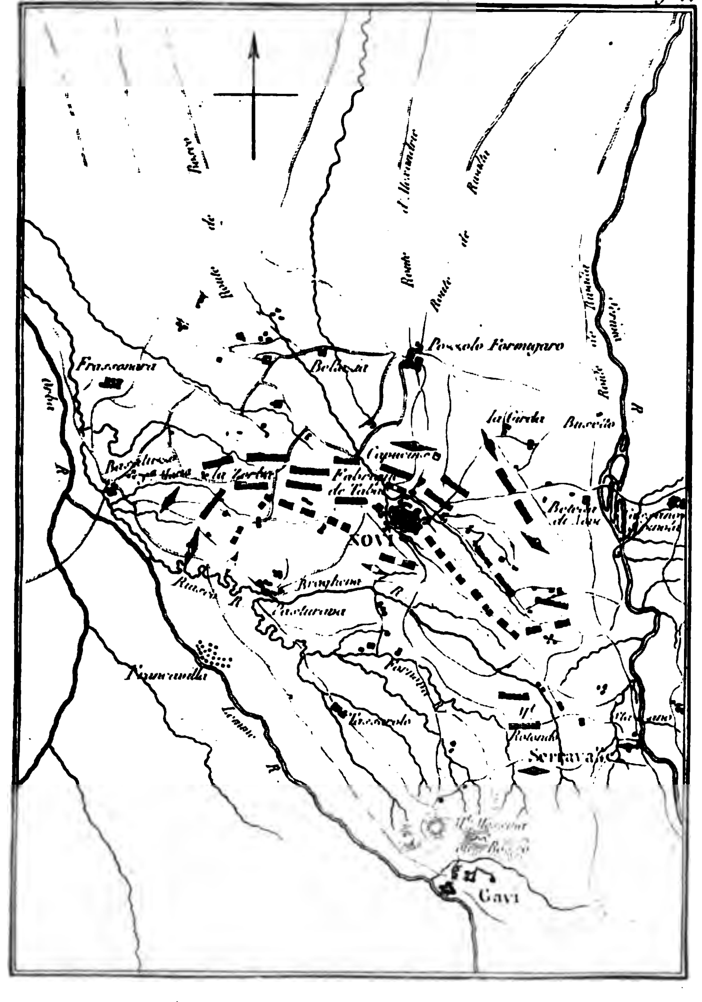
Présumant, d'après les mouvements et les dispositions de Joubert, que le dessein de celui-ci n'était pas d'attaquer dans la forte position qu'il occupait, mais bien de recevoir la bataille si on la lui présentait, Souwarof avait cherché à attirer son adversaire hors des montagnes, dans la plaine de Rivalta entre Alexandrie et Tortone. C'était dans cette vue que le général Bellegarde avait reçu l'ordre de refuser l'aile droite aux attaques de l'aile gauche française, en se repliant sur l'Orba ; et c'est pour le même but que le généralissime prescrivit au général Kray de venir se joindre à Bellegarde, pour déployer l'aile droite ainsi renforcée, dans la plaine, en ordre de bataille. Les troupes autrichiennes qui étaient à Rivalta formaient déjà la gauche sous le commandement du général Mélas, et les Russes, sous les ordres directs du général d'infanterie Rosemberg, se trouvaient au centre.

1799 — an VII. Italie.

Toutefois ces démonstrations n'avaient pas pu déterminer les Français à descendre dans la plaine ; et lorsque Souwarof s'aperçut que son ennemi portait une forte colonne du côté de Tortone, il résolut de livrer bataille, pour paralyser ce mouvement, et en même temps pour satisfaire l'impatience où il était de combattre[1] son jeune adversaire ; mais il désira consulter les principaux généraux autrichiens avant de mettre son dessein à exécution, et assembla, à cet effet, en son quartier général de Fregarolo, un conseil de guerre auquel il exposa le plan qu'il avait conçu. Le généralissime éprouva d'abord une forte opposition de la part des généraux autrichiens ; presque tous représentèrent le danger qu'il y avait à courir en attaquant les Français dans leur formidable position et désapprouvèrent une bataille dont la perte pouvait entraîner la ruine entière de l'armée alliée. Souwarof, persuadé qu'il était urgent de ne point différer l'attaque, montra la levée du siége de Tortone comme la conséquence nécessaire d'une plus longue inaction, et s'attacha à faire remarquer la différence qui existait, en ce moment, entre l'armée française et celle des alliés. « Je ne veux point, dit-il, contester aux Français leur valeur ; mais ceux que nous avons devant nous sont-ils comparables à nos soldats ? Que sont devenus les hommes d'élite de l'armée républicaine, ces guerriers qui ont fait la conquête de l'Italie sous Bonaparte ? Le plus grand nombre ont suivi ce général en Égypte ; les autres ont été tués ou faits prisonniers de guerre à Legnago, à Vérone, à Cassano, à Mantoue, à la Trebia ; de 40,000 hommes qu'ils peuvent à peine nous opposer, le tiers ne se compose que de nouvelles levées qui n'ont jamais vu le feu et à qui le bruit du canon fera déposer les armes. Nos soldats, au contraire, sont aguerris au feu, au carnage ; on aurait peine à en trouver un qui n'ait point été présent à quelque siége, à quelques batailles ; d'un autre côté, une longue série de victoires leur a inspiré le plus grand courage, la plus bouillante énergie, tandis que leurs adversaires sont abattus par de récentes et continuelles défaites. Tous ces avantages, et d'autres encore que je ne relèverai pas, comme, par exemple,

[1] En apprenant l'arrivée du général Joubert (alors âgé de trente ans) en Italie, Souwarof s'était écrié : « C'est un jouvenceau qui vient à l'école : eh bien ! nous allons lui donner une leçon. »

BATAILLE DE NOVI. *Tome VI._ Page 44.*



½ 1 2 *Lieues.*

notre supériorité numérique, ne sauraient être balancés par celui d'une meilleure position : j'insiste donc pour attaquer de suite l'armée française. » 1799 — an VII. Italie.

Ce discours, où l'issue de la bataille de Novi semble si bien présagée, persuada tous les généraux présents au conseil, et ils se rangèrent de l'opinion du généralissime. L'ordre fut donné à toutes les divisions de se tenir prêtes, et chacun des généraux s'occupa des dispositions d'attaque qui venaient d'être arrêtées.

Le plan et les instructions de Souwarof ne furent autres que l'ordre suivant, remarquable par son laconisme et qui doit être cité comme un trait caractéristique : « Les corps des généraux Kray et Bellegarde attaqueront, à la pointe du jour, l'aile gauche de l'ennemi à Pasturana, pendant que les Russes attaqueront le centre, et Mélas la droite. »

Pour bien entendre le récit de la bataille qui va suivre, il convient de faire attention à la description topographique du terrain sur lequel elle fut livrée.

Entre la Scrivia et le torrent de Lemme, qui prend sa source au-dessus de Basaluzzo, s'élève, au nord de Gavi, le Monte Messina, appelé aussi Monte Rosso; sur ses pentes du côté du nord naissent les petites vallées de Fornova, Riasco et Bragheva, dont les ruisseaux se réunissent et tombent dans le Lemme. Le plus étendu des escarpements formés par ces ruisseaux touche à la Scrivia près de Serravalle, et est appelé le Monte Rotondo, parce qu'il s'arrondit devant Novi et vers Pasturana, et se termine en longues pentes adoucies vers Basaluzzo.

Un autre plateau s'étend presque parallèlement au Monte Rotondo, dans la direction de Serravalle à Pozzolo-Formigaro. Ce plateau, depuis le bord de l'escarpement jusqu'à la pente rapide du Monte Rotondo, est large d'environ quinze cents pas, et domine la vallée de la Scrivia.

La route de Novi à la Bocchetta par Gavi coupe et embrasse les pentes et les vallées du Monte Messina. Il n'y a sur celui-ci que cette seule route praticable pour l'artillerie.

Un autre chemin conduit de Pasturana à Gavi, par Tassarolo.

Le chemin de Novi à Gavi par le haut du Monte Rotondo est impraticable pour les voitures.

1799—an VII. Italie. Les pentes du Monte Messina, depuis Pasturana jusqu'à Novi, sont couvertes d'arbres et de buissons. Il y a en arrière de Novi beaucoup de vignes et de *gloriettes*, ou petites maisons de campagne. La ville est entourée d'une muraille assez forte, flanquée de vieilles tours.

Les deux armées occupaient sur le vaste théâtre que nous venons d'esquisser les positions suivantes :

L'aile droite de l'armée française, commandée, comme on l'a vu, par le général de division Gouvion-Saint-Cyr, et composée des divisions Laboissière et Watrin, occupait Novi, et s'étendait à la droite de cette ville sur les pentes rapides du Monte Rotondo. La légion polonaise de Dombrowski, les 17e et 55e demi-brigades de ligne et la 1re demi-brigade cisalpine réunies à cette légion, tenaient Serravalle bloqué, et occupaient aussi, au delà de la Scrivia, les postes de Stazzano et Cassano-Spinola.

L'aile gauche, sous les ordres du général Pérignon, se composait des deux divisions Grouchy et Lemoine avec une réserve d'infanterie et une réserve de cavalerie sous les ordres de Richepance; elle s'appuyait au torrent de Lemme, et occupait Pasturana. Cette belle position dominait, au loin, toute la plaine entre l'Orba et la Scrivia.

L'armée austro-russe était rangée en bataille dans cette plaine, de la manière suivante :

Le général Kray, à la tête de 16,000 hommes d'infanterie et de 1,800 chevaux, ayant sous ses ordres les généraux Bellegarde et Ott, occupait la droite. Ses troupes étaient formées sur deux lignes, entre la route de Novi à Bosco et Basaluzzo.

Les deux divisions russes des généraux Förster et Schweikouski, formant ensemble 12,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux (cette cavalerie était autrichienne), se trouvaient placées au centre, l'une en avant, l'autre en arrière de Pozzolo-Formigaro.

A la gauche, le corps du général Mélas, fort de 11,000 hommes d'infanterie et 400 chevaux, s'appuyait à Rivalta sur la Scrivia.

Une réserve de 5,000 hommes d'infanterie et 400 chevaux était à Spineto sur la rive droite de la Scrivia.

Enfin le général russe Rosemberg couvrait les travaux du siége de Tortone avec la division du général Rehbinder, 2,000 cosaques et les dragons de Würtemberg. Ces troupes réunies présentaient un total de 9,000 fantassins et 3,000 chevaux. 1799 — an VII Italie.

Ainsi l'effectif réel de l'armée alliée était, à ce moment, de 53,000 hommes d'infanterie et de 12,200 de cavalerie.

Le 15 août, à cinq heures du matin, le général Kray commença l'attaque contre la gauche des Français, où le général Joubert se trouvait en personne. Estimé et chéri des troupes, Joubert parcourut les rangs, en disant aux soldats : « Camarades, la république nous ordonne de vaincre. » Les premiers rangs répondirent par les cris unanimes de vive la république! vive le brave Joubert! Ces cris, répétés d'une file à l'autre sur toute la ligne française, retentirent dans les Apennins.

Déjà le général Kray obtenait quelques avantages, lorsque Joubert se précipita pour animer de sa présence une charge à la baïonnette. Il marchait à la tête d'une colonne de grenadiers, en criant : « En avant, en avant, » lorsqu'une balle le frappa au flanc droit et pénétra jusqu'au cœur. Il tomba de cheval, faisant signe de la main, et criant encore : « Marchez toujours. » Ainsi Joubert, qui ne survécut qu'un instant à sa chute, succombait avant que la bataille fût engagée sur toute la ligne.

La mort du général en chef causa quelques désordres dans cette partie de la ligne française où elle venait d'avoir lieu; mais Moreau, qui en fut promptement informé, ayant pris presque aussitôt le commandement de l'armée que tous les généraux lui déféraient, le combat recommença avec une nouvelle vigueur.

Le général Kray cherchait à tourner Novi par Frassonara, lorsque le prince Bagration et le général Miloradowich attaquèrent de front ce poste avec les premières colonnes russes du centre, cherchant à l'emporter d'assaut; mais, après quelques tentatives, les colonnes russes furent repoussées, ainsi que le général Kray lui-même, qui ne put soutenir les progrès qu'il avait faits d'abord sur la gauche des Français.

Souwarof ordonna alors au général russe Derfelden qui était au centre, et au général Mélas, commandant l'aile gauche,

1799 — an VII. Italie. d'attaquer simultanément les hauteurs de Novi : le premier par la chaussée qui y conduit, et Mélas en remontant la rive gauche de la Scrivia, tandis que le général Frölich, en suivant ce dernier (Mélas), devait observer la vallée et le champ de bataille; mais cette double attaque n'eut pas une meilleure issue que celle des généraux Kray et Bagration. En vain le général Derfelden tenta un nouvel effort pour emporter les hauteurs à la gauche de Novi; le général Watrin descendit dans la plaine, attaqua le flanc gauche de la colonne russe, et parvint à dégager Novi. Les deux armées était alors engagées sur tout leur front, et déjà le carnage était horrible.

A trois heures, le corps de droite (du général Kray) ayant été repoussé deux fois, et se trouvant presque hors de combat, ainsi que les avant-gardes russes du centre, Souwarof se mit lui-même à la tête des divisions de ce centre, que commandaient les généraux Bagration, Derfelden et Miloradowich, et dirigea une nouvelle attaque sur les plateaux de Novi, au centre de la ligne des Français. Cette attaque fut impétueuse; mais la résistance fut si opiniâtre que, malgré les charges réitérées des Russes, les troupes républicaines conservèrent leurs positions. Les batteries françaises, placées avantageusement sur les hauteurs, foudroyaient les têtes des colonnes ennemies. Des milliers de Russes périrent écrasés par ce feu redoutable, auquel se joignait encore celui de la mousqueterie. Un désordre général se mit dans les rangs; Souwarof, accouru avec son état-major vers le point le plus meurtrier, parvint cependant à rallier ses soldats épouvantés et à les ramener au combat. Animés par la présence et l'exemple de leur vieux général, les Russes firent des efforts incroyables pour forcer la position. Un de leurs régiments attaqua à la baïonnette une demi-brigade française avec une impétuosité telle, qu'il parvint à la repousser; mais, en la poursuivant, les soldats russes s'engagèrent si avant, qu'ils se trouvèrent exposés au feu des troupes qui étaient restées fermes à leur poste, malgré le vide qu'avait occasionné la demi-brigade en se laissant enfoncer. Ce régiment russe fut presque anéanti. Les colonnes ennemies reculent pour la troisième fois; Souwarof les rallie encore et les ramène à la charge. Cet homme intrépide, furieux de la résistance

qu'il rencontrait, et accoutumé à surmonter des obstacles aussi grands, s'exposait lui-même pour sauver sa gloire et sa réputation : mais tant d'efforts furent inutiles. Les Français, s'apercevant de l'affaiblissement de leurs ennemis, et emportés par cette ardeur qui leur est si naturelle, se précipitèrent en avant, et attaquèrent à leur tour les troupes alliées. A leur tête marchaient les généraux Moreau, Saint-Cyr et Dessolles, chef de l'état-major de l'armée : le premier, comme s'il eût voulu partager le sort de Joubert, s'exposait avec tant d'abandon, que les soldats, effrayés des dangers qu'il courait, lui criaient de s'arrêter. Dans cette attaque, Moreau eut deux chevaux tués sous lui, une balle perça son habit et lui effleura le flanc. La victoire semblait couronner le dévouement de ce général ; le centre de l'armée ennemie était repoussé et presque détruit, et Souwarof lui-même suivait en frémissant la déroute de ses soldats ; mais les choses ne se passaient pas aussi heureusement à la droite de l'armée française. 1799—an VII. Italie.

En effet, pendant que le centre des Austro-Russes soutenait avec tant de désavantage contre le centre des républicains le terrible engagement que nous venons de décrire, le général Mélas, avec les troupes fraîches de la réserve, placées à Rivalta, entreprenait de tourner la droite des Français. Huit bataillons de grenadiers et six bataillons de fantassins autrichiens attaquèrent les premières hauteurs de Novi, du côté de Bettola, derrière cette même aile droite, tandis que la division du général Nobili filait par la rive droite de la Scrivia sur Stassano. Cette dernière division occupa Arquata, et le général Mélas, s'avançant sur Serravalle, força le général Dombrowski à lever le blocus de ce fort. Marchant ensuite avec une rapidité extraordinaire par le chemin de Serravalle à Novi, afin de s'emparer de la route de cette dernière ville à Gavi, Mélas fit attaquer le flanc droit des Français par le général Frölich, avec un bataillon de Fürstenberg et la brigade du général Lusignan (celui-ci, ayant été repoussé dès la première charge, fut blessé et fait prisonnier). Mélas fit soutenir cette première colonne par une seconde aux ordres du général Laudon, et donna l'ordre au prince de Lichtenstein de dépasser la ligne des Français sur les derrières de leur droite, en saisissant les points avantageux qui se trou-

1799 — an VII. Italie.

vaient entre les intervalles des colonnes. Des batteries correspondantes aux directions des trois colonnes devaient protéger les mouvements de cette attaque combinée, tandis que d'autres batteries, placées sur des points éloignés, détourneraient l'attention des Français sur les vrais points de l'attaque. Cette manœuvre décida la victoire, et les alliés en eurent l'obligation au général Mélas.

Il était cinq heures du soir lorsque le général autrichien attaqua cette même position de Novi, qui avait coûté déjà tant de sang aux deux partis. A la première charge, les Autrichiens furent repoussés et perdirent plus de 900 hommes. Mélas fit soutenir cette attaque par les grenadiers de Paar; longtemps encore les Français se défendirent avec acharnement dans cette partie que le général Moreau renforça afin de couvrir la retraite qu'il se disposait à ordonner. Cependant, se voyant tournés sur leurs flancs et sur le point d'être attaqués par une colonne qui parvenait à gagner les hauteurs, les Français se déterminèrent à quitter un champ de bataille où ils avaient combattu avec tant de gloire. Mais déjà la retraite était devenue très-difficile : la colonne du prince de Lichtenstein avait coupé la route de Novi à Gavi, et les troupes républicaines ne pouvaient se retirer que par leur flanc gauche sur Ovado.

Toutefois, cette retraite commençait à s'opérer en assez bon ordre, lorsque le général Souwarof fit attaquer Novi, où beaucoup de fuyards s'étaient retirés. Les portes de cette ville furent enfoncées à coups de canon, et les Français qui la défendaient furent culbutés et dispersés. Souwarof détacha alors le général Karackzay à la poursuite de l'armée française, qui opérait son mouvement rétrograde par le mauvais chemin de traverse de Pasturana à Ovado. Une circonstance, d'autant plus fâcheuse qu'elle aurait pu être prévue, vint changer cette retraite en une véritable déroute, et donner à la bataille de Novi des conséquences beaucoup plus désastreuses qu'elles ne devaient l'être.

A six heures du soir, 400 tirailleurs autrichiens, commandés par le major Kees, s'étaient jetés assez loin sur l'extrême droite. Favorisés par le terrain, ils parvinrent à se glisser, sans être vus, fort près de Pasturana; et, s'apercevant que le château,

rempli de blessés, était mal gardé, ils l'attaquèrent, le prirent, et s'y établirent au moment où l'artillerie de l'arrière-garde française entrait dans la grande rue pour traverser le village. Les tirailleurs ennemis se jetèrent aussitôt sur les chevaux des premiers caissons, les tuèrent, et causèrent un encombrement qui s'opposa au passage de l'artillerie et à celui des troupes de l'arrière-garde. Le général Karackzay arrivait en ce moment sur les traces de cette dernière, et l'attaqua. Les Français, se trouvant pris ainsi entre deux feux, perdirent beaucoup de monde; un carnage affreux eut lieu à l'entrée de ce misérable village de Pasturana. Les généraux Pérignon, Grouchy et Partouneaux firent de vains efforts pour rallier les troupes épouvantées. Les soldats, ne voyant ni n'entendant plus leurs chefs, fuyaient en désordre par les sentiers à gauche et a droite du village. Pérignon, Grouchy et Partouneaux, ainsi que le général piémontais Colli, soutenus de quelques braves, cherchèrent à arrêter l'ennemi; mais ils furent cernés et faits prisonniers : les deux premiers de ces généraux étaient couverts de coups de sabre. Le général Grouchy avait réussi à rallier quelques cavaliers, et, tenant en main un étendard, s'était précipité sur les Russes; cet étendard lui fut arraché dans la mêlée; mettant alors son chapeau au bout de son sabre, il cherchait à relever le courage de ceux qui le suivaient, lorsqu'il fut environné de toutes parts, sabré, renversé de cheval, et fait prisonnier, comme nous venons de le dire. La nuit seule put mettre un terme à cette épouvantable boucherie. Les Russes, exaspérés par l'énorme perte qu'ils venaient de faire pendant la bataille, et suivant en cela les ordres cruels de leur général en chef, n'accordèrent quartier qu'aux officiers généraux.

1799 — an VII. Italie.

La perte des Français dans la déroute de Pasturana fut très-considérable : quarante voitures d'artillerie, vingt pièces de canon et leurs caissons tombèrent ainsi au pouvoir de l'ennemi.

On n'avait point vu, au surplus, depuis le commencement des guerres de la révolution, une bataille aussi sanglante et aussi meurtrière que celle de Novi. On a évalué à plus de 25,000 le nombre des morts des deux partis. Le mot *courage* ne pourrait pas rendre le sentiment qui, dans cette terrible jour-

1799 – an VII. Italie.

née, anima les Français, les Russes et les Autrichiens. Une sorte de frénésie s'était emparée de tous les combattants parvenus au dernier degré d'énergie et d'exaltation. Les attaques à la baïonnette y furent si fréquentes, que plusieurs corps du même parti, aveuglés par la fureur, se chargèrent plus d'une fois entre eux. Si les armes venaient à se briser, les soldats se saisissaient au corps, luttaient ensemble, et cherchaient à s'étouffer ou à se déchirer : cette espèce d'enthousiasme destructeur des soldats avait d'ailleurs été causé par l'exemple du dévouement de leurs généraux : Joubert avait péri en avant des grenadiers de la gauche; Moreau, Souwarof, chargeant eux-mêmes en tête de leurs troupes, n'avaient-ils pas dû commander la victoire ou la mort?

Le soleil, en éclairant cette scène de carnage, avait encore augmenté les fatigues et les périls de la journée; ses rayons brûlants répandirent dans l'atmosphère une chaleur dévorante. Plusieurs soldats des deux partis furent trouvés étendus sur le champ de bataille, sans aucune apparence de blessures : ils étaient morts de chaleur et de soif.

Un dernier trait prouvera combien la victoire de Novi fut longtemps et chèrement disputée. Souwarof, qui avait été témoin de tant de combats meurtriers, qui avait commandé le massacre d'Ismaïlof et celui non moins affreux du faubourg de Praga à Varsovie; Souwarof avoua, le soir de la bataille, qu'il n'en avait point vu d'aussi terrible et de plus opiniâtre. « Cette victoire nous a coûté cher, » écrivait le général Mélas à son gouvernement [1].

Les alliés, dans leurs rapports, avouèrent une perte de 2,000 prisonniers ou égarés, 7,000 blessés et 10,000 tués [2].

[1] Un général autrichien, après avoir observé les nombreuses victimes étendues sur le champ de bataille, s'écria : « Je ne vois sur le visage des Allemands et des Russes que la tranquille image de la mort et l'impassibilité de l'espèce de courage qui les caractérise; au lieu que, sur les traits inanimés des Français, j'aperçois l'expression de la rage et de la fureur : leurs cadavres semblent vouloir s'élancer encore sur les ennemis et les déchirer. »

[2] Cette dernière évaluation (celle des tués) est évidemment fautive, si celle que nous avons donnée plus haut, du total des morts pour les deux armées, est exacte. Il est impossible que les Français aient perdu 15,000 hommes, puisqu'ils combattirent si longtemps avec tout l'avantage du ter-

Ce fut une faute bien grave et bien funeste que celle de n'avoir pas songé à faire mettre le château de Pasturana en état de défense, ou au moins à l'abri du coup de main que nous avons rapporté. C'est un bâtiment carré, élevé sur une terrasse de même forme, à l'extrémité et en arrière du village; il termine le plateau sur lequel il est assis, et n'est abordable que sur un point, par une rampe de deux ou trois toises de largeur; son feu commande à la fois la grande rue du village et la route. On remarquera facilement combien il était essentiel pour les Français que ce poste fût convenablement occupé, afin d'assurer le passage du défilé. La prise de ce château de Pasturana par les tirailleurs autrichiens peut donc être regardée comme la cause du plus grand mal éprouvé par les Français dans la journée mémorable de Novi. 1799 — an VII. Italie.

L'armée républicaine continua sa retraite dans les Apennins pendant la nuit du 15 au 16 août. Poursuivi par le général Karackzay, qui venait d'écraser l'arrière-garde à Pasturana, Moreau parvint cependant à couvrir cette retraite, en faisant occuper par le général Dombrowski le Monte-Rosso, où le général Saint-Cyr se porta avec sa division, pour être à même de défendre, vers la route de Gavi, les accès des défilés de la Bocchetta. Dans la journée du 16, l'armée réussit à se rallier et rentra dans ses anciennes positions. Le général Moreau se rendit à Gênes, et pressa le général Championnet de venir prendre le commandement de l'armée d'Italie, réunie à celle des Alpes par un arrêté du Directoire, comme nous le dirons en son lieu.

Nous croyons devoir terminer le récit de la bataille de Novi en rendant compte de l'effet que la nouvelle de ce dernier dé-

rain et sous la protection de batteries qui, par leur position, devaient faire de grands ravages dans les rangs ennemis. Il nous paraît plus naturel de croire que la supériorité en perte a dû se trouver du côté des Austro-Russes. Nous avons vu, en effet, que, dans les différentes charges ordonnées et conduites par Souwarof lui-même, des colonnes entières avaient été détruites. Si les Français quittèrent le terrain et perdirent par conséquent la bataille, ce n'est pas parce qu'ils eurent plus de morts et de blessés que l'ennemi : c'est la manœuvre hardie faite par le général Mélas, sur leur droite, qui les y contraignit. Il paraît même que l'armée d'Italie eût éprouvé une perte peu considérable, si l'événement de Pasturana n'avait point troublé la retraite et changé celle-ci en déroute.

1799 — an VII. Italie.

sastre produisit dans la capitale de la république. Loin d'y répandre l'alarme et la terreur, ainsi qu'on pourrait le penser, elle devint, pour les Français amis de leur pays, un motif de dévouement et d'émulation. Au lieu d'imiter la conduite de l'ancien Directoire, qui parut reprocher aux généraux et aux soldats le malheur d'avoir été vaincus, souvent par suite de ses propres combinaisons et de sa négligence, le gouvernement et le corps législatif, imitant en cela la générosité patriotique du sénat romain envers Varron et les soldats citoyens vaincus à Cannes, décernèrent des récompenses, votèrent des éloges à l'armée qui avait combattu à Novi. Dans le même message où le Directoire annonçait aux deux conseils la perte de la bataille, il proposait de décréter que l'armée d'Italie n'avait point cessé de bien mériter de la patrie : la proposition du gouvernement fut accueillie avec acclamation par les conseils, qui, voulant honorer la mémoire du brave Joubert, mort sur le champ de bataille, décrétèrent en outre que tous les membres du corps législatif porteraient le deuil pendant cinq jours et qu'une fête funèbre serait célébrée en l'honneur de ce général [1].

Le général Bernadotte, ministre de la guerre, à l'effet d'exciter l'enthousiasme de l'armée d'Italie, lui écrivit une lettre éloquente, dans laquelle il invitait les soldats à venger la mort de leur général. « Joubert, disait le ministre, vous criait en expirant : *Camarades! c'est aux ennemis qu'il faut marcher*. Vous avez entendu sa voix mourante, jurez donc sur sa tombe de le venger ; que vos regrets et vos larmes ne soient point inutiles à la patrie. Si dans ce combat fatal, qui n'est point une défaite, il s'est commis une faute, c'est celle de la vaillance immodérée. Je n'ai qu'un conseil à vous donner : de la sagesse dans le courage ; ralliez-vous autour du principe éternel des victoires,

[1] Cette dernière résolution fut adoptée sur la proposition de Chénier, qui prononça à ce sujet un discours fort éloquent, où il fit un éloge pompeux de Joubert et de l'armée qui avait combattu à Novi. La fête funèbre dont nous venons de parler fut célébrée le 11 septembre suivant, avec toute la solennité qui distingua toujours les cérémonies républicaines. Le même jour, les conseils votèrent l'érection d'un monument en l'honneur de Joubert ; ce décret n'a point reçu son exécution ; mais le sénat conservateur (au commencement du régime impérial) fit placer dans son palais la statue du vainqueur du Tyrol.

WURTEMBERG

BAVIÈRE

Peterschausen
Buchhorn
Lac de Constance
Constance
Wasserburg
Immenstadt
Lindau
Bregentz
Arbon
Rheineck
St. Gall
Herisau
Oberdorf
Stanzach
Appenzell
Hohenembs
VORALBERG
Toggenburg
Lech R.
Feldkirch
Holzgau
Besançon
Bludens
Werdenberg
Lac de Wallenstadt
Glaris
Sargans
Ragatz
Flasch
Malans
Gallenkirch
Galthur
Inn R.
Mayenfeld
Zizers
Finstermunz
Klosters
Martinsbruck
Nauders
Oberland
Coire
Reichenau
Ilanz
Davos
Mt. Selvreta
Fettan
Schuls
Remus
Bsse. Engadine
Zernetz
Taufers
Glurns
Munster
Munster Thal
St. Maria
Villa
Lenz
Albula R.
Barenburg
Mt. Albula
Zutz
Mt. Septmer
Mt. Splugen
Hte. Engadine
Mt. Bernina
Bormio
Pte. di Legno
Gex
Ferney
Genève
Rhône Fl.
Arve R.
Chiavenna
Tirano
VALTELINE
Edolo
Bellinzona
Sondrio
Adda R.
Olmo
Oglio R.
Breno
Annecy
Lac d'Annecy
Lecco
Lac d'Idro
Lac d'Iseo
Como
Bergame
Chiese R.
Isère
ITALIE

la discipline; elle vous rendra tous les avantages qui ne sont que différés. Des renforts nombreux de toutes armes vont vous seconder; que les vieux soldats donnent aux jeunes conscrits l'exemple de l'ordre et du devoir. Braves amis, avancez! la patrie vous appelle. Non, quoi que fasse la coalition, la source des généraux n'est point tarie. On a pu dire, sous les rois, que la nature se repose quand elle a produit un grand homme; je vois parmi vous plus d'un Bonaparte et d'un Joubert : la liberté a changé la nature. » 1799 — an VII. Italie.

Suite des opérations militaires en Suisse et sur le Rhin; attaque sur le mont Albis et sur Zurich; expédition du général Lecourbe dans la vallée de la Reuss; occupation du Saint-Gothard; les Autrichiens tentent de passer la rivière d'Aar, etc. — La fortune était bien moins contraire aux troupes françaises en Suisse qu'en Italie. Les deux armées de Masséna et de l'archiduc restèrent longtemps dans les positions qu'elles avaient prises après les derniers combats livrés sous les murs de Zurich; et les troupes que le prince Charles se vit dans la nécessité de diriger vers le Piémont, comme nous l'avons rapporté, ayant rétabli l'équilibre entre ses forces et celles du général français, Masséna mit à profit cette circonstance pour se maintenir vigoureusement et attendre avec plus de sécurité les secours promis par le Directoire. De nombreux combats avaient cependant eu lieu sur cette partie du théâtre de la guerre, dans le temps même où Souwarof poursuivait sa carrière victorieuse vers les Alpes liguriennes. 17 août (30 therm.) Suisse.

Nous avons dit qu'après les sanglantes affaires des lignes de Zurich, les Français avaient pris position sur le mont Albis, tandis que les Autrichiens remplaçaient ces derniers dans ces mêmes lignes qu'ils venaient d'abandonner. On se rappellera que l'aile droite de l'armée du Danube occupait une ligne qui s'étendait depuis le lac de Lucerne jusque sur le bord de la Sil; que le centre, occupant les sommités de l'Albis, s'étendait depuis l'Uetliberg jusqu'à la rive gauche de l'Aar à son embouchure dans le Rhin, et qu'enfin l'aile gauche avait son quartier général à Bâle et occupait une position avantageuse sur la droite du Rhin entre Lorrach et Rheinfelden.

L'occupation de Zurich donnait aux Autrichiens l'avantage

1799 – an VII. Suisse. d'avoir un débouché facile pour passer sur la rive gauche de la Limmat, et par conséquent pour attaquer les Français. L'archiduc fit, le 8 juin, sur le mont Albis une tentative qui obtint d'abord quelque succès. Les troupes impériales s'étaient emparées d'Albisrieden, et gagnaient déjà une hauteur en arrière de ce village, lorsque le général Soult, accouru avec la 106ᵉ demi-brigade, les repoussa et reprit les postes qu'elles occupaient. Cet essai démontra à l'archiduc toute la force de la position de Masséna, et pendant quelque temps le prince ne songea point à renouveler son attaque. Le général français résolut à son tour d'attaquer son adversaire, le 25 juin. Après avoir replié tous les avant-postes ennemis, les troupes républicaines furent accueillies si vigoureusement par l'artillerie des retranchements, qu'elles furent obligées de rentrer dans leurs positions; les deux armées se tinrent alors jusqu'aux premiers jours de juillet sur une défensive respective, sans rien entreprendre de remarquable.

Pendant ce temps, les deux généraux continuèrent à fortifier leur ligne. Masséna porta son quartier général de Bremgarten à Lenzburg, fit reconnaître et marquer un camp au confluent de l'Aar et de la Reuss, et rapprocha jusqu'à la rive gauche de la Sil la partie du corps du général Lecourbe qui couvrait le lac de Zug, et l'intervalle entre le lac de Zurich et celui de Lucerne. En même temps il cherchait à s'emparer des vallées du Saint-Gothard, et se mettait en mesure de faire attaquer cette dernière montagne lorsque l'occasion lui en paraîtrait favorable.

L'archiduc, de son côté, avait fait raser les retranchements élevés par Masséna en avant de Zurich : loin d'être utiles, ces ouvrages pouvaient au contraire nuire aux alliés, si Masséna réussissait à forcer ceux-ci dans la ville. Il étendit sa gauche au delà du lac jusque dans le canton de Schweitz, dont il confia le commandement au général Jellachich. Masséna ayant porté son quartier général à Lenzburg, le prince établit le sien à Kloten. Informé que des renforts commençaient à joindre l'armée de son adversaire, l'archiduc Charles ordonna au général Sztarray, commandant le corps autrichien d'observation sur la rive droite du Rhin, d'inquiéter les postes français qu'il avait devant lui, et de manœuvrer comme s'il avait l'intention de passer le fleuve et de se jeter en Alsace. Les généraux Gorger

et Merfeld attaquèrent et repoussèrent d'Offenburg le général 1799 – an VII. Suisse.
Legrand, pendant que le général Giulay attaquait de son côté et faisait replier les postes français placés aux environs de Hochstadt et en avant du vieux Brisach. Ces démonstrations engagèrent Masséna à porter des renforts sur sa gauche; il acheva de mettre Bâle en état de défense, et donna ordre au général Legrand d'attaquer à son tour les Autrichiens, après l'avoir mis préalablement en mesure d'agir offensivement. Le 4 juillet, le général autrichien Gorger fut attaqué dans ses positions d'Appenveyer et de Renchen. Legrand exécuta ce mouvement avec une vigueur telle, que l'ennemi, chassé des postes qu'il occupait, fut poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à Oberkirch. Quelques escadrons de cavalerie et les hussards de Blankenstein voulant s'opposer aux progrès des Français, quatre compagnies de grenadiers se formèrent en carré, reçurent cette charge avec intrépidité, firent reculer les assaillants, et les chargèrent à leur tour.

Après avoir éloigné ainsi le général Gorger, Legrand marcha, le 6 juillet, sur le général Merfeld. Les troupes françaises, divisées en trois colonnes, entourèrent Offenburg, attaquèrent vivement les Autrichiens, s'emparèrent de la ville, et poursuivirent leurs ennemis jusqu'à Ortenberg; ceux-ci s'étant ralliés dans cette dernière position, et ayant reçu quelque renfort, le combat recommença avec une nouvelle ardeur: le poste d'Ortenberg, pris et repris plusieurs fois, resta enfin au pouvoir des Français. Le colonel du régiment des hussards de l'empereur fut tué dans cette action. Trois jours après, les Autrichiens voulurent prendre leur revanche; et le général Merfeld, auquel Sztarray avait fait passer quelques secours, attaqua à son tour les républicains entre Offenburg et Gengenbach, le 9 juillet. Après un combat très-long, où les Français se défendirent vaillamment contre des forces supérieures, le poste d'Offenburg fut évacué par eux, et le général Merfeld reprit ses positions à l'entrée de la vallée de la Kintzig. Ainsi, après une inaction de quelques semaines, les assaillants semblaient préluder à des engagements plus importants.

Quelques jours avant ces dernières affaires, Masséna avait donné ordre au général Lecourbe de tâter l'aile gauche de

1799 — an VII. Suisse.

l'armée autrichienne ; il savait que les corps des généraux Bellegarde et Haddick étaient descendus vers l'Italie, et il espérait que la gauche de l'archiduc, privée de ces forces, s'opposerait difficilement au mouvement offensif de Lecourbe. Celui-ci s'était déjà, depuis quelque temps, préparé à cette attaque. Les hautes montagnes qui bordent le lac de Lucerne n'offrant par terre aucune communication directe de cette même ville de Lucerne à Altorf, le transport des troupes par eau avait été reconnu nécessaire pour l'attaque des différents postes que l'ennemi occupait sur ces bords. En conséquence, Lecourbe avait mis en réquisition les bateaux des villes et des villages dont il était maître, et avait donné des ordres pour l'équipement d'une espèce de flottille. La ville de Lucerne, voulant prouver son attachement au parti des républicains, fit construire et équiper à ses frais une grande barque, portant du canon, et montée par des habitants de bonne volonté, pour en faire la manœuvre. Tous ces moyens de transport étaient prêts au commencement de juillet, et Lecourbe fixa son attaque au 3 du même mois.

L'intention du général français était d'enlever une batterie considérable que les Autrichiens avaient établie à Brunnen et dont ils se servaient pour empêcher la communication par le lac entre les postes de l'Unterwalden et ceux que les Français occupaient également dans le canton de Schweitz, à l'effet de se lier au centre de l'armée, sur les revers du mont Albis. Le 3 juillet, à la pointe du jour, les troupes commandées pour cette expédition se mirent en mouvement sur deux colonnes; la première s'avança le long du petit lac d'Egeri, et réussit à s'emparer du poste de Kosseberg; mais le général Jellachich ayant porté des troupes sur ce point, les Français ne purent se maintenir, et furent même repoussés avec quelque perte jusqu'à Unter-Egeri, au delà du petit lac.

La deuxième colonne, dirigée par Lecourbe en personne, passa entre le lac de Lucerne et le petit lac de Lauerz ; la marche de cette colonne était protégée par la flottille, qui marchait à la même hauteur, escortant en même temps un embarquement de 500 grenadiers. Pendant que le général faisait attaquer par terre les différents postes qui couvraient celui de Brunnen, les 500 grenadiers, commandés par le colonel Porson, débarquaient sous la protec-

tion d'une chaloupe canonnière : ils marchèrent de suite au pas de charge sur la redoute et s'emparèrent des pièces, après avoir chassé les Autrichiens qui la défendaient. Toutefois, cette action brillante fut sans résultat, parce que les grenadiers ne purent être soutenus à temps. Le major autrichien Etwors accourut avec des troupes fraîches et plus nombreuses, attaqua vivement les grenadiers français, les contraignit d'abandonner Brunnen et de regagner leurs bateaux. Dès lors, le mouvement de Lecourbe étant devenu inutile, ce général abandonna également les postes dont il s'était emparé, et revint prendre sa position entre la Sil et le lac de Lucerne.

1799 — an VII
Suisse.

Masséna, dans le dessein de favoriser les mouvements de sa droite et pour occuper l'ennemi, fit avancer un corps de troupes sur la rive droite du Rhin en avant de Bâle. Le 11 juillet, cette colonne remonta le haut Rhin jusqu'au-dessus de Rheinfelden et, poussa son avant-garde jusqu'à Wehr, du côté de Seckingen.

La fin du mois de juillet se passa en tâtonnements respectifs, sans aucun résultat; mais l'archiduc, ayant reçu quelques renforts d'Allemagne et du Tyrol, se trouva en mesure de remplir le vide que le passage en Italie des troupes de Bellegarde et de Haddick avait occasionné à sa gauche. Le général Hotze, qui la commandait, se crut alors assez fort pour entreprendre quelque chose de sérieux, et combina, à cet effet, contre la droite des Français une attaque qui n'eut pas plus de succès que les précédentes. Le 1er août, le général autrichien fit avancer ses troupes par la vallée de l'Issisthal, et surprit les postes avancés que le général Lecourbe avait établis sur la rive gauche du lac de Lucerne au delà de l'entrée de la Reuss. Les Français se retirèrent d'abord en désordre jusqu'à Bauen; mais la 109e demi-brigade étant survenue, et le feu des chaloupes canonnières stationnées dans les environs soutenant ce mouvement, les républicains reprirent l'offensive, culbutèrent les Autrichiens, et leur firent 600 prisonniers, au nombre desquels se trouva un général-major. Les Français rentrèrent dans l'Issisthal, où ils se fortifièrent.

Cependant Masséna avait reçu les derniers renforts que l'on devait lui envoyer de l'intérieur, et l'armée dite du Rhin, re-

1799 — an VII. Suisse.

créée par le Directoire, venait d'être portée à 40,000 hommes. Le Directoire savait qu'un second corps auxiliaire russe était en marche pour renforcer les troupes alliées, et notamment l'armée aux ordres de l'archiduc Charles. C'était par cette raison que l'armée du Danube avait été principalement augmentée, afin que Masséna se trouvât plus en mesure de s'opposer à l'invasion de la Franche-Comté par la Suisse, tandis que les généraux Championnet et Joubert[1] devaient s'opposer à celle que les alliés méditaient en Dauphiné et en Provence par le Piémont et le comté de Nice.

D'après les mesures prises par le Directoire pour porter au complet l'armée qu'il destinait à reprendre l'offensive en Suisse, il se crut fondé à donner l'ordre de commencer les opérations convenues dès les premiers jours de juillet; mais les tentatives faites par Masséna, en conséquence de cet ordre, ayant convaincu ce général en chef que le moment n'était pas encore favorable, il déclara au Directoire qu'il n'entreprendrait rien de bien sérieux avant le mois d'août; et, résistant courageusement aux instances du cabinet du Luxembourg, il aima mieux encourir la disgrâce de celui-ci, et s'exposer à recevoir sa démission, dont il fut en effet menacé, que d'agir contre sa propre conviction et avant le temps où il prévoyait pouvoir opérer avec succès. Masséna avait calculé la plus grande diligence que pouvait faire le corps auxiliaire russe, et, persuadé que ces troupes n'arriveraient pas avant un mois, il voulait se donner le temps de mûrir et d'étudier de plus en plus son plan, et se mettre complétement en mesure de frapper un coup décisif. En différant ainsi l'attaque qu'on lui ordonnait, il voyait chaque jour augmenter sa force numérique, tandis que l'archiduc restait toujours à peu près sur le même pied. Le succès qu'obtint la résistance de Masséna dans la trop prompte exécution des ordres du Directoire prouva que les calculs du général valaient mieux que les combinaisons du cabinet topographique[2]. Masséna, offrant sa démission plutôt que d'exécuter intempestivement des

[1] Ceci avait lieu avant la bataille de Novi.

[2] Ce cabinet était attaché au Directoire; c'était là que se combinaient les grands mouvements des armées : longtemps sous la direction suprême de Carnot, il était alors dirigé spécialement par le général Clarke.

ordres qui lui semblaient alors contraires aux intérêts et à la gloire de son pays, nous paraît avoir agi avec plus de patriotisme et de véritable dévouement que s'il se fût fait une loi impérieuse de suivre ces mêmes ordres, quels qu'en eussent été les résultats. Les lauriers cueillis à Zurich justifient la conduite du général et notre opinion.

Masséna, ayant donc calculé que les premières colonnes du corps russe aux ordres du général Korsakof n'arriveraient point à Schaffhausen avant le 18 ou le 19 août, pensa qu'il suffirait de commencer son mouvement quelques jours auparavant, et il le fixa au 12 du même mois. Décidé à faire son plus grand effort sur la gauche de l'archiduc, afin de pouvoir s'emparer du Saint-Gothard, il renforça sa droite autant qu'il le put sans trop dégarnir son centre au mont Albis et sa gauche sur le Rhin. D'après son plan, le général Lecourbe, qui commandait cette aile droite, devait agir indépendamment du centre et de l'aile gauche. Afin pourtant de pouvoir favoriser les mouvements de ce général à travers les vallées et les montagnes des Alpes, depuis le lac de Zurich jusqu'au Valais, qu'occupait le général Thurreau, Masséna s'étudia à donner le change à l'archiduc, en tenant continuellement ses troupes en haleine sur le centre de sa position, et cherchant, par des attaques multipliées, à empêcher le prince de renforcer lui-même les généraux Jellachich et Simpschen, qui commandaient cette partie de la gauche que Lecourbe devait attaquer : c'est pourquoi Masséna ordonna, les 13 et 14 août, des mouvements sur toute sa ligne, pour faire croire au prince Charles qu'il marchait à lui. Le 17, à la pointe du jour, il porta une forte colonne au delà de la Limmat, menaçant aussi les Autrichiens dans le centre de leurs positions à Zurich. Cette tentative réussit d'abord : les troupes françaises surprirent les grand'gardes ennemies, pénétrèrent dans le camp de la cavalerie, et taillèrent en pièces un régiment de dragons et quelques escadrons de hussards qui voulurent s'opposer à cette irruption. L'alarme se répandit aussitôt dans Zurich ; l'archiduc, instruit du désordre, s'empressa de porter sur ce point des troupes fraîches qui pussent le réparer. Les Français approchaient déjà de Zurich, et se préparaient à attaquer cette ville, lorsqu'ils furent menacés eux-mêmes par l'archiduc en personne : une action

1799 — an VII. Suisse.

sanglante s'engagea entre les deux partis. Le prince avait fait mettre en batterie plusieurs pièces de canon, qui, prenant les Français en flanc, causaient beaucoup de ravage dans leurs rangs. Animées par un premier succès, et devenues furieuses par l'obstacle qu'on leur opposait, les troupes républicaines se battirent avec un acharnement funeste aux deux partis. On vit à ce moment à quels excès les guerres civiles provoquent les citoyens d'un même pays : les Suisses qui servaient dans les deux armées se rencontrèrent dans cette mêlée, et, aveuglés par la haine, ils combattirent avec plus d'emportement encore que les Français et les Autrichiens : plus de la moitié de ces déplorables victimes de l'opinion politique restèrent sur le champ de bataille. Cependant Masséna n'ayant voulu faire, ainsi que nous l'avons dit, qu'une démonstration (assez sérieuse toutefois pour qu'elle pût tromper l'archiduc), et voyant qu'elle avait réussi au delà de ses espérances, donna l'ordre de la retraite, et repassa sur la rive gauche de la Limmat. Le lendemain 18, les deux armées se trouvaient dans leurs positions respectives. Les mêmes jours (17 et 18), différentes attaques avaient eu lieu sur la droite de l'armée ennemie, dans les environs de Baden, et le même résultat avait été obtenu : celui de tenir les Autrichiens en haleine.

Pendant que Masséna réussissait ainsi à contenir le centre et la droite de l'archiduc, le général Lecourbe avait attaqué l'aile gauche sur tous les points. Les forces françaises dans cette partie, en y comprenant la division du général Thurreau, qui était dans le Valais, pouvaient s'élever à 30,000 hommes environ. En trois jours, par une suite de marches savamment combinées, de combats opiniâtres, Lecourbe réussit à s'emparer de toutes les sommités du Saint-Gothard, du Furca et du Grimsel, des vallées de la Reuss et d'Urseren, et des principaux passages de celle de Disentis. Nous allons rendre compte du plus grand nombre de ces actions glorieuses qui doivent placer la réputation du général Lecourbe au-dessus de celle du fameux duc de Rohan, dans la guerre de montagnes[1].

[1] Henri, duc de Rohan, colonel général des Suisses et Grisons, l'un des plus grands capitaines de son temps est surtout célèbre par sa campagne

Le général Lecourbe se réserva pour lui-même d'agir sur son centre en remontant le lac de Lucerne, et d'emporter les passages de la vallée de la Reuss au haut du lac, pour remonter ensuite cette dernière rivière jusqu'à ses sources; et, ayant d'ailleurs à forcer devant lui les défilés du pont du Diable et ceux du trou d'Uri, il devait faire seconder son attaque du centre par les mouvements de sa droite et de sa gauche, et diriger celles-ci de manière à leur faire tourner ou devancer, autant que possible, les principaux obstacles qui se trouvaient sur sa route. Afin de profiter des petites vallées latérales par lesquelles coulent les ruisseaux qui se jettent dans la Reuss, Lecourbe dirigea dans toutes ces directions de petites colonnes chargées d'occuper ces vallées, et de concourir ainsi à l'exécution du plan général d'attaque.

1799 — an VII. Suisse.

Telles furent, en conséquence, les dispositions qu'ordonna ce général. La colonne de droite, aux ordres du général Gudin, fut chargée de remonter la vallée de l'Aar, de franchir les sommités du Grimsel et du mont Furca, et de redescendre dans la vallée d'Urseren pour gagner le devant des défilés du trou d'Uri et du pont du Diable, et marcher ensuite, en descendant la vallée de la Reuss, à la rencontre du corps français qui était destiné à la remonter.

Une autre colonne, commandée par le général Loison, fut dirigée par le Gadmen-Thal, et le Meyen-Thal, de manière à déboucher dans la vallée de la Reuss, sur la rive gauche de cette rivière à Wasen, au confluent du torrent de Meyen.

Une troisième colonne, aux ordres du chef de brigade Daumas, devait partir d'Engelberg, franchir le mont Surenen, et déboucher dans la vallée de la Reuss par Attighausen. Par cette manœuvre, le chef de brigade Daumas devait tourner Altorf et Seedorf, poursuivre ainsi l'ennemi dans le Schächen-Thal, et faire en même temps sa jonction avec la colonne du général Loison venant de Wasen.

Deux bataillons, commandés par l'adjudant général Porson, avaient ordre de se porter dans la vallée d'Altorf sur Bauen,

dans les Grisons. On a de lui des mémoires fort estimés et plusieurs autres ouvrages politiques et militaires. Il mourut en 1638.

1799 — an VII. Suisse. l'Issisthal et Seedorf. Un détachement de cette petite colonne était chargé de chasser les postes autrichiens qui occupaient les montagnes du Rothstok, avant de redescendre sur Seedorf.

Le général Lecourbe, s'étant réservé l'attaque de front qui devait s'effectuer par le lac de Lucerne, avait résolu de s'embarquer sur le lac avec les grenadiers qui composaient sa réserve. Son projet était de s'emparer en passant de Brunnen et du débouché de Muotta-Thal, et de venir ensuite, sous la protection de ses chaloupes canonnières, débarquer son monde à l'embouchure de la Reuss, pour, de là, en remontant cette rivière, faire successivement sa jonction avec les différentes colonnes qu'il avait dirigées en avant et qui devaient arriver par les vallées transversales aboutissant à cette rivière. Un petit détachement, partant de Gersau par terre, devait longer le lac pour venir seconder l'attaque de Brunnen et du pont de la Muotta et pour couper la retraite de l'ennemi dans le Muotta-Thal.

Enfin la brigade de gauche, aux ordres du général Boivin, reçut ordre de se porter sur Schweitz par Steinen et Seewen, et de pousser l'ennemi dans le Muttenthal.

Cette attaque de l'aile droite de l'armée du Danube sur la gauche de l'archiduc, ayant pour objet de s'emparer du Saint-Gothard et de forcer les Autrichiens d'évacuer les cantons de Schweitz et d'Uri, devait être secondée d'un côté par un mouvement de la division Thurreau dans le haut Valais, et de l'autre par une attaque de la division Chabran sur tout son front le long des bords de la Sil.

Examinons maintenant le résultat de tous ces mouvements compliqués.

Le 14 août, les Autrichiens furent attaqués sur tous les points, depuis le haut Valais jusqu'à leur centre en avant de Zurich. Le général Lecourbe, embarqué sur le lac de Lucerne avec sa réserve de grenadiers, sous la protection de sa flottille, et arrivé à la hauteur de Brunnen, fit mettre à terre cinq compagnies pour seconder le petit détachement parti de Gersau, et qui, ayant pénétré déjà à deux reprises jusque sur la Muotta, avait été obligé de se replier. A l'aide de ce renfort de grenadiers, que conduisait l'aide de camp du général Lecourbe, Mont-

fort, l'ennemi fut attaqué une troisième fois au pont de la Muotta. Les Autrichiens et les paysans armés qui défendaient Brunnen furent mis en déroute, malgré leur vive résistance, et le poste resta au pouvoir des Français, ainsi que les batteries qui le défendaient. Le général fit poursuivre les vaincus et dirigea une colonne sur Schweitz, afin de communiquer avec le général Boivin. 1799 — an VII. Suisse

Continuant de remonter ensuite le lac avec la flottille, Lecourbe ne put arriver devant le village de Fluelen qu'à six heures du soir, malgré le zèle des officiers, sous-officiers et pontonniers qui montaient ses bâtiments. Il apprit à Fluelen que les Autrichiens avaient coupé les ponts de Seedorf et d'Attighausen : le débarquement des grenadiers se fit à la droite de la Reuss, sous la protection de l'artillerie de la flottille. Schumacher, citoyen de Lucerne, qui commandait la barque équipée par cette ville, mérita, par sa conduite en cette circonstance, les éloges du général Lecourbe. Le projet de ce dernier était de seconder l'attaque que l'adjudant général Porson devait faire sur Altorf. Les Autrichiens se défendirent avec valeur dans les différents postes qu'ils occupaient sur les bords du lac et notamment à la chapelle de Guillaume Tell ; cependant le général Lecourbe ayant réussi à les repousser marcha droit sur Altorf, que défendaient les troupes du général Simpschen, mit celles-ci en déroute, et les força à se retirer par le Schächen-Thal, où elles furent poursuivies jusqu'au delà de Bürglen et d'Erstfeld.

Les colonnes commandées par l'adjudant général Porson et le chef de brigade Daumas étaient également parvenues à leur destination respective, après des marches extrêmement pénibles à travers les montagnes. La première trouva les Autrichiens retranchés à Seedorf, et ce ne fut qu'après de grands efforts qu'elle réussit à les repousser dans la vallée d'Altorf. Celle de Daumas n'avait pas éprouvé des difficultés moindres dans son attaque d'Attighausen ; cependant le chef de brigade réussit à chasser les Autrichiens de ce poste et à les rejeter sur la rive droite de la Reuss ; mais ceux-ci ayant pris la précaution de rompre les ponts, ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, l'impossibilité de passer la Reuss empêcha les Français de les poursuivre dans le Schächen-Thal, par où ils se retirèrent.

1799 — an VII. Suisse. Le général Loison, qui s'était mis en marche comme toutes les autres colonnes, le 14 août, rencontra sur son passage des chemins affreux, couverts de neige et de glace, et n'arriva que le soir devant un fort qui défendait la vallée de Meyen. Ce fort était un hexagone revêtu, placé entre les précipices du torrent de Meyen et des rochers coupés à pic; un seul sentier, prolongé par le feu du canon et de la mousqueterie, conduisait à ce fort, défendu par 400 hommes ; cependant les troupes républicaines n'hésitèrent point à demander l'assaut : la 100e demi-brigade, ayant en tête ses deux compagnies de grenadiers, s'élança par l'étroit sentier qui conduisait au fort, et, bravant les coups de canon et la fusillade, pénétra jusqu'aux retranchements, les emporta à la baïonnette, et força la garnison à se rendre prisonnière. Ce ne fut point toutefois sans une perte assez considérable que les Français réussirent ainsi dans leur attaque. Le général Loison, après la prise du fort, continua de s'avancer dans la vallée de la Reuss par Wasen, d'où il envoya un bataillon de la 109e à la rencontre de Lecourbe, en descendant cette même vallée.

Celui-ci, arrivé la veille à la hauteur d'Erstfeld, avait bivouaqué en cet endroit pour se remettre en marche le lendemain. Le 15 août, à la pointe du jour, il remonta la Reuss par la rive droite, à l'effet d'opérer sa jonction avec les généraux Loison et Gudin. Il rencontra bientôt les Autrichiens qui occupaient la position d'Amsteg à l'entrée du Maderaner-Thal : les attaquer, les culbuter et leur faire 300 prisonniers fut pour Lecourbe l'affaire d'un moment, et il les fit poursuivre par un bataillon. Il continua ensuite sa marche sur Wasen, où il trouva le bataillon de la 109e dont nous venons de parler plus haut.

Après avoir ainsi rallié la colonne du général Loison, Lecourbe se porta à la rencontre de celle de Gudin, qui avait dû s'avancer par les cimes du Grimsel et du Furca. Il n'avait encore aucune nouvelle de cette colonne; toutefois, dissimulant l'inquiétude que lui causait ce retard, il continua de remonter la vallée de la Reuss, et attaqua les Autrichiens au village de Goeschenen. Après un court engagement, ceux-ci se replièrent, et Lecourbe les poursuivit vivement jusqu'au pont du Diable, espérant y passer

pêle-mêle avec eux, ainsi qu'au trou d'Uri [1]. Mais le pont du Diable était défendu par une ligne de retranchements couverts par des chevaux de frise et appuyés d'une part à la Reuss et de l'autre à des rochers à pic. Toutefois, les grenadiers français se présentèrent à la tête du pont, en colonne et au pas de charge. Ils se trouvèrent arrêtés tout à coup par une large coupure que l'ennemi avait pratiquée sur le pont même suspendu au-dessus d'un abîme. L'impossibilité de franchir cette ouverture inattendue, qui avait plus de trente pieds de largeur, obligea la tête de la colonne de s'arrêter, et bientôt les grenadiers rétrogradèrent sous le feu violent de la rive opposée. 799 — An VII. Suisse.

Cependant le pont fut réparé pendant la nuit; et, le 16 au matin, les Français se disposaient à marcher en avant, lorsqu'à la grande satisfaction de Lecourbe et de ses troupes, on vit s'avancer, sur la rive droite, la colonne du général Gudin, descendant le Saint-Gothard par Urseren et venant rejoindre les autres colonnes. Gudin fut accueilli par les acclamations des soldats; et Lecourbe fut si satisfait de la précision du mouvement de ce général, qu'il l'embrassa à la tête de sa brigade.

Cet accueil était mérité : Gudin avait eu à surmonter des obstacles invincibles pour tous autres que des Français. En mouvement depuis le 14, il avait rencontré l'ennemi qui occupait les passages du Valais, le Grimsel et le Furca. Un corps de 2,000 hommes s'était placé dans des positions d'un accès presque impraticable : Gudin attaqua les Autrichiens; et, après un combat opiniâtre, il les culbuta dans leurs différents postes, et les obligea de se retirer dans leur camp entre Oberwald et Goschenen. Cette nouvelle position fut attaquée, et bientôt les sommités du Grimsel furent au pouvoir des Français. Outre les morts et les blessés, l'ennemi eut encore 600 hommes faits prisonniers.

[1] Le pont du Diable sur la Reuss (*Teufelsbrücke*) est à six lieues du pays d'Altorf, fait d'une seule arche en plein cintre, de huit mètres (vingt-quatre pieds) d'ouverture, cinq mètres (quinze pieds) de largeur, et vingt-quatre mètres (soixante-douze pieds) d'élévation au-dessus du torrent. Le trou d'Uri est un passage taillé dans le roc, de quatre-vingts pas de longueur, et peu éloigné du pont du Diable. C'est à la sortie de ce défilé que commence la vallée d'Urseren.

1799 — an VII. Suisse.

La colonne de Gudin bivouaqua sur le Grimsel, et se remit en marche, le lendemain 15 août, dans la direction d'Urseren et du Saint-Gothard que les Autrichiens évacuèrent sans attendre l'arrivée des Français, pour se retirer dans la vallée de Disentis. Le 16, Gudin descendit la vallée de la Reuss; et c'est alors qu'il rejoignit, au pont du Diable, les troupes qui se trouvaient avec Lecourbe.

La colonne aux ordres du général Boivin, en marchant par Steinen et Seeven, rencontra, en avant de Schweitz, quelques troupes autrichiennes réunies à un corps de 12 ou 1,500 paysans insurgés, et les attaqua : l'ennemi fit une résistance d'autant plus vive qu'il était supérieur en nombre; mais Boivin, encourageant sa troupe par l'exemple de sa propre intrépidité, réussit à déposter ses adversaires et à les jeter dans la vallée de Muotta-Thal. Il les atteignit le lendemain dans cette vallée, s'empara de leur ambulance et de plusieurs pièces de canon.

Le général Chabran avait reçu l'ordre, ainsi que nous l'avons dit, de favoriser, avec la division sous ses ordres, l'attaque générale entreprise par la droite de l'armée. Conformément à ses instructions, il s'avança sur la haute Sil qu'il passa le 14 août, surprit et fit replier tous les postes autrichiens sur la rive occidentale du lac de Zurich, gravit les hauteurs de Richtenschwyl et d'Hirzel, tourna et attaqua avec avantage un corps assez considérable d'Autrichiens qui gardait la position entre Lachen et Notre-Dame-des-Ermites. Ce dernier corps intermédiaire entre le centre et la gauche de l'armée autrichienne, occupant le cours de la Reuss, et couvrant les cantons de Schweitz et d'Uri, fut presque en entier détruit, pris ou dispersé. Le général Jellachich, qui le commandait, obligé d'abandonner ainsi les postes qu'il avait sur la rive gauche du lac de Zurich, rallia tous les débris dans la forte position de Rapperschwyl, où il fut attaqué de nouveau, et qu'il fut obligé d'évacuer pour chercher un asile auprès du centre de l'armée autrichienne, laissant ainsi à découvert le canton de Glaris. Le mouvement de la division Chabran avait singulièrement favorisé les attaques du général Lecourbe sur Schweitz et sur tout le cours de la Reuss, depuis Altorf jusqu'au Saint-Gothard.

La division du général Thurreau, qui occupait le Valais, s'était également mise en mouvement pour seconder l'attaque faite par Lecourbe. Il s'était rendu maître de toute la vallée du Rhône et du mont Furca. L'ennemi, culbuté sur tous les points où il voulut faire de la résistance, fut rejeté au delà du Simplon, perdit dans ces engagements 3 pièces de canon et 1,800 hommes faits prisonniers, sans compter les morts et les blessés. L'occupation du Furca et des revers du Simplon, par le général Thurreau, assurait désormais la communication entre le corps du Valais et l'aile droite de l'armée. 1799 — an VII. Suisse.

Cependant, après le passage de la Reuss, sur le pont du Diable, et la jonction du général Gudin avec Lecourbe, les Autrichiens s'étaient ralliés sur les montagnes du Crispalt. Lecourbe, sachant que cette position donnait à l'ennemi la facilité de déboucher dans la vallée d'Urseren, et prévenu d'ailleurs que les passages du pays des Grisons étaient fortement occupés, se remit en marche sur deux colonnes. La première tourna le Saint-Gothard par Airolo, tandis que la seconde, et la plus nombreuse, se dirigeait par le lac de l'Ober-Alp. Celle-ci força le chemin de Disentis, quoiqu'il fût défendu par trois bataillons du régiment de Kerpen, qui avaient couronné les hauteurs et couvraient en échelons les débouchés du Gemmi et de San-Giacomo : le combat fut très-sanglant. Humiliés par leurs défaites précédentes, et ayant à cœur de les réparer, les généraux et chefs autrichiens chargèrent à la tête de leurs troupes qui se battirent avec beaucoup de valeur; mais les Français, animés par les succès qu'ils venaient de remporter, ne combattirent pas avec moins d'intrépidité. Le régiment de Kerpen, quoique soutenu par d'autres troupes, fut taillé en pièces ou dispersé. L'ennemi fut poursuivi jusqu'à Tavetsch; quelques débris de ce corps autrichien parvinrent seuls à se retirer jusqu'à Disentis.

Ainsi, le 16 août, trois jours après avoir commencé son mouvement, Lecourbe était maître du Saint-Gothard et de tout le cours de la Reuss, avait rétabli ses communications avec le général Thurreau dans le haut Valais, et se trouvait en mesure de rentrer dans les Grisons, dont il avait défendu les passages, trois mois auparavant, avec une fermeté et une persévérance

1799 an VII. Suisse. dignes des plus grands éloges. Le principal résultat de cette glorieuse opération fut l'effet moral qu'elle produisit sur l'esprit de toutes les troupes de l'armée du Danube et sur celui des habitants de la Suisse, qui commencèrent à se persuader qu'il n'était pas impossible aux Français de sortir vainqueurs de la lutte dans laquelle ils étaient engagés.

Telle était, au surplus, la position des deux partis après la défaite de l'aile gauche autrichienne par Lecourbe. La division Thurreau occupait tout le haut Valais et le Simplon, et ses communications étaient assurées avec les autres corps de l'aile droite française. Le détachement du colonel Strauch, que Thurreau avait chassé en dernier lieu du Simplon, s'était rejeté dans le Piémont après avoir éprouvé des pertes telles qu'il ne lui était plus possible de combattre avec quelque succès.

Les troupes de Lecourbe occupaient le Saint-Gothard et tous les passages qui communiquent en Italie et dans les Grisons. La ligne française gagnait ensuite la haute Linth, et gardait la rive gauche de cette rivière jusqu'à son entrée dans le lac de Zurich vers Grynau; elle s'étendait ensuite le long de ce lac jusque près de Wollishofen, d'où elle regagnait les sommets de l'Albis et de l'Uetliberg, et rejoignait la rive gauche de la Limmat, en avant d'Altstetten.

Les troupes du général Simpschen, non moins maltraitées que celles du colonel Strauch, s'étaient retirées dans les Grisons et sur la haute Linth. Le général Hotze, avec un corps assez considérable, s'était avancé jusqu'à Usnach pour couvrir l'intervalle qui se trouvait entre les lacs de Zurich et de Wallenstadt et pour sauver les débris de la gauche. Le général Jellachich, dans le même état que Strauch et que Simpschen, ayant pris position entre les troupes de ce dernier et le corps dont nous venons de parler, servit de communication à tous les deux.

La rapidité avec laquelle le général Lecourbe avait exécuté son mouvement n'avait pas permis à l'archiduc Charles d'envoyer des secours à sa gauche ainsi écrasée; mais ce prince paraissait décidé à faire lui-même un mouvement général par son centre et sa droite, pour appeler sur ces deux points l'attention de Masséna et l'engager à arrêter la marche de con-

version de Lecourbe. Il avait envoyé courriers sur courriers au général Korsakof pour l'inviter à forcer de marche et à opérer le plus promptement possible sa jonction avec l'armée autrichienne. Korsakof reconnut l'urgence de son arrivée, et, le 16 août, jour même où Lecourbe achevait son expédition, les têtes de colonnes russes arrivèrent à Schaffhausen. Presque aussitôt, et sans leur donner de repos, l'archiduc s'occupa de l'exécution d'un mouvement qui, s'il eût réussi, eût séparé les deux ailes de l'armée du Danube, eût ôté à Masséna toute communication avec Bâle et le bas Rhin, et eût infailliblement forcé l'armée républicaine à évacuer presque tout le territoire suisse pour prendre des positions défensives dans la chaîne du Jura. 1799 — an VII. Suisse.

D'après le plan qu'il venait de former, l'archiduc tenta, le 16 août, le passage de l'Aar à Dettingen, au-dessous de Baden, avec un corps de 40,000 hommes. A cet effet, il avait fait commencer, dans la nuit, deux ponts de bateaux sur cette rivière et dans la partie la plus rentrante du coude qu'elle forme en cet endroit. Il était favorisé dans cette entreprise par un brouillard épais, et les travaux s'exécutaient sous la protection de 38 pièces de canon de fort calibre; cette artillerie était si avantageusement placée, que, battant en tous sens et à revers la plaine basse qui est sur la rive gauche, il était impossible de s'y présenter. Pour masquer encore mieux les travailleurs, l'archiduc avait fait mettre le feu au hameau du petit Dettingen, situé vis-à-vis du point de passage. Mais, malgré toute ses précautions et la présence même de l'archiduc, qui s'était porté sur les lieux pour accélérer les travaux; quoique cette position fût faiblement gardée par les Français, qui n'avaient point soupçonné le projet du prince, l'entreprise échoua, autant par de mauvaises dispositions prises pour le passage que par la difficulté de faire tenir les ancres des pontons sur le fond de roches de cette partie de la rivière. Lorsque le brouillard se dissipa vers les neuf heures du matin, un des ponts n'était qu'à moitié construit, et l'autre était à peine commencé. Vers midi, les généraux Ney et Heudelet, qui étaient accourus au bruit de la canonnade, le premier de Nieder-Frick, le second de Brugg, avaient déjà rassemblé 10 ou 12,000 hommes sur le plateau de Boerstein et

1799—an VII. Suisse. dans un bois qui domine la plaine du petit Dettingen. Au même moment, toutes les troupes de réserve disponibles avaient été mises en mouvement et se dirigeaient sur ce point. L'archiduc vit alors que son entreprise était presque impraticable, et cette opération, pour laquelle les Autrichiens avaient fait d'immenses préparatifs, se termina par une proposition que fit faire le prince et qui fut acceptée. Il obtint la faculté de faire retirer les pontons, à condition que le feu d'artillerie cesserait aussitôt. Ce pitoyable résultat d'un projet sur lequel l'archiduc avait fondé les plus belles espérances contraria singulièrement ce prince, qui donna les signes du plus vif mécontentement : son humeur, en cette circonstance, fut d'autant mieux remarquée, qu'elle contrastait avec la douceur ordinaire et l'aménité de son caractère.

Il n'est pas étonnant, au surplus, que ce prince vit avec regret s'évanouir le plan qu'il avait médité. En effet, si le passage eût réussi, les Autrichiens, en remontant l'Aar sur sa rive gauche, eussent facilement intercepté les communications par les points de Brugg, d'Arau et d'Olten. Le centre et la droite des Français se trouvant séparés de leur gauche, Bâle et les départements du Rhin eussent été exposés à une invasion presque inévitable, et Masséna se serait vu forcé d'abandonner la Limmat, de repasser l'Aar, et de se jeter dans le canton de Berne et sur le lac de Neuchâtel. Non-seulement ce général eût ainsi perdu le fruit des succès de sa droite au Saint-Gothard, mais encore il eût été réduit de nouveau à la défensive, avec d'autant plus de désavantage que l'arrivée du général Korsakof mettait à la disposition de l'archiduc 30,000 hommes de plus. Nous allons maintenant retourner vers l'armée d'Italie et rapporter les suites de la bataille livrée à Novi.

17 septemb. (1er j compl.) Italie. *Suite de la bataille de Novi; la citadelle de Tortone capitule; opération du général Championnet dans les Alpes; mouvements dans l'État de Gênes; cette ville est mise en état de siége*, etc. — La victoire de Novi n'avait point donné aux alliés les avantages qu'ils avaient pu s'en promettre. En effet, soit que l'armée austro-russe, accablée par les pertes qu'elle venait d'essuyer, ne se trouvât point assez en mesure d'agir avec vigueur, soit que Souwarof négligeât de mettre

dans ses opérations cette même activité qui avait signalé jusqu'alors son commandement suprême, on ne voit point qu'il ait tiré de sa victoire tout le parti dont elle était susceptible. L'armée française s'était retirée dans les Apennins, sans être poursuivie, après la catastrophe de Pasturana, et avait eu le loisir de se rallier. Il ne paraît pas même que le généralissime des Austro-Russes ait fait aucun mouvement pour s'opposer à ceux que tentait le général Championnet dans les Alpes, comme nous le dirons plus bas. Les seuls résultats que Souwarof retira de la défaite de l'armée française furent donc de conserver ses positions, de rester maître de continuer le siége de Tortone, de menacer l'État de Gênes.

Toutefois, la perte de la bataille de Novi rendait très-critique la position de la capitale de la république ligurienne. Plusieurs vaisseaux anglais bloquaient le port, et avaient à bord quelques troupes de débarquement, tandis que le général Klenau, qui venait de s'emparer du fort de Santa-Maria et de Sestri di Levante, s'approchait de la ville pour la bloquer de ce côté. Les habitants de Gênes éprouvaient déjà une grande disette de vivres, et étaient, en général, assez disposés à ouvrir leurs portes aux alliés; il est même probable que si Souwarof eût continué à poursuivre les Français après la bataille et l'échauffourée de Pasturana, il eût peut-être amené la reddition de Gênes, avant que les Français eussent pu y organiser un bon système de défense. Des mouvements insurrectionnels avaient déjà eu lieu dans cette ville importante, toujours si malheureuse dans les guerres d'Italie, toujours la première proie du vainqueur et la dernière ressource des vaincus. Quelques jours après l'événement de Novi, au moment où le conseil des Anciens de cette république allait sanctionner un décret de celui des Soixante, qui autorisait le Directoire ligurien à armer 7,000 hommes destinés à former, conjointement avec les Français, la garnison de Gênes, 5 ou 600 bateliers, charbonniers, portefaix, et autres hommes des dernières classes du peuple, excités par les nobles et les négociants dont les affaires étaient en souffrance depuis le blocus du port par les Anglais, se portèrent en tumulte au palais du corps législatif, empêchèrent la sanction du décret, insultèrent les députés connus par leur attachement à la France,

1799 — an VII. Italie. et annoncèrent hautement qu'ils voulaient la paix et qu'il fallait traiter avec les alliés. Les révoltés parcoururent ensuite la ville en vociférant contre les partisans des Français et en les accusant de ne vouloir s'armer que pour livrer Gênes au pillage. Deux des citoyens les plus distingués de Gênes, Venceslas Picardo et Louis Lambrescini, négociants très-riches et députés au conseil des Soixante, ne rougirent point de donner leur approbation à cette levée ridicule de boucliers, osèrent même se présenter devant le Directoire ligurien pour le sommer de traiter avec les alliés, et s'offrirent pour aller en faire la proposition à Souwarof. Afin de faire cesser ces agitations et de rétablir l'ordre convenable dans une ville menacée, Moreau déclara Gênes en état de siége. Il était d'autant mieux autorisé à prendre cette mesure, que le général Klenau s'avançait de plus en plus vers la place. Il est à propos de relater ici comment ce dernier général se trouvait si près de Gênes.

On a vu précédemment qu'à la fin de juillet la ville de Sarzana et tout le golfe de Spezzia étaient déjà occupés par les alliés. Le fort Santa-Maria avait seul résisté; le général Miollis, que Joubert avait chargé de réoccuper le golfe, déboucha le 7 août de la Bocchetta avec une colonne de 2,000 hommes moitié français, moitié liguriens. S'étant concerté avec le commandant de Santa-Maria, il attaqua un détachement assez considérable d'Austro-Russes renforcés par 8 ou 900 paysans insurgés, tandis que la garnison de Santa-Maria faisait sur ce même détachement une sortie vigoureuse. Cette double attaque eut un plein succès; les alliés et les insurgés commandés par un capitaine italien, nommé Cortesi, furent mis dans une déroute complète, et obligés de se retirer en grand désordre sur la rive gauche de la Magra. Cet avantage rendit momentanément les Français maîtres du golfe de Spezzia.

A la première nouvelle de l'échec éprouvé ainsi devant Santa-Maria, Souwarof donna l'ordre au général Klenau, alors en Toscane, de rassembler sans délai de nouvelles forces et de se porter dans la rivière du Levant pour en chasser les Français. Le général Frölich remplaça alors le général Klenau dans le commandement de la Toscane et de la Romagne; et ce dernier, s'avançant par Sarzana, attaqua, le 12 août, les troupes du

général Miollis. Après une résistance assez vive, les Franco-Liguriens regagnèrent les défilés de la Bocchetta, abandonnant encore une fois le golfe de Spezzia au pouvoir des alliés. Ceux-ci reprirent le blocus de Santa-Maria par terre, tandis qu'une petite escadre anglaise bloquait ce fort par mer. La bataille de Novi se livra sur ces entrefaites, et si le général Klenau eût été soutenu par quelques corps de l'armée de Souwarof, il eût pu facilement compromettre la retraite des Français sur Gênes. Mais le généralissime, au lieu de renforcer Klenau, se borna à lui envoyer des instructions, d'après lesquelles, avec les seules forces qu'il avait sous ses ordres, il devait s'emparer de toute la rivière du Levant, investir Gênes de ce côté, et tenter de s'en rendre maître, soit par force, soit par surprise. Une telle expédition était évidemment impossible au général Klenau avec les moyens qu'il avait à sa disposition. 1799 — an VII. Italie.

Toutefois, celui-ci, qui avait son quartier général à Sarzana, y rassembla 7,000 hommes, dont 800 hussards hongrois, 600 cosaques, et 5,600 croates à pied; il réunit ensuite à cette troupe 3,000 paysans insurgés, et marcha sur Gênes avec ces forces. Il s'empara d'abord, sans résistance, de la petite ville de Sestri, que les Français, trop peu nombreux, évacuèrent. Le 21 août, la ville de Chiavari fut enlevée de vive force, après avoir été longtemps défendue par un détachement, qui se retira au delà de Rapallo. Le général Klenau poursuivit les Français dans cette dernière position, s'en rendit maître, et s'y établit. Il poussa alors des patrouilles jusqu'à une journée des fortifications de Gênes. Le colonel Oreskowitz, commandant les 600 cosaques du corps de Klenau, fut chargé par ce général du siége de Santa-Maria : quelques jours suffirent pour raser les fortifications de cette petite place, également battue par mer et par terre. La garnison, forte de 300 hommes, capitula le 26 août et demeura prisonnière de guerre. Les alliés trouvèrent dans la place vingt canons et des munitions.

Après la prise de Santa-Maria, Klenau s'avança le long de la côte, sous la protection des frégates anglaises, et vint attaquer la ville de Recco, poste assez important et situé à quatre lieues de Gênes. Il fut repoussé par les troupes du général Miollis, qui alors couvrait Gênes du côté de l'est, entre la

1799 — an VII. Italie.

mer et la route de Bobbio. Le général Moreau se porta lui-même à cette attaque, et fit soutenir Miollis par un corps de 1,600 hommes sous les ordres du général Watrin. Celui-ci, ayant tourné l'aile droite des alliés par les hauteurs de Torriglia et Fontana-Bona, attaqua Klenau en flanc pendant que le général Miollis l'attaquait de front. Le général autrichien, après un combat où il perdit beaucoup de monde, fut obligé de se retirer au delà de Rapallo.

L'armée française conservait toujours ses positions retranchées dans l'État de Gênes, et quinze jours après la bataille de Novi le fameux poste de la Bocchetta n'avait pas même été attaqué. Ce fut vainement que les Austro-Russes tentèrent par la suite de s'emparer de ce débouché important et du fort de Gavi qui en défend les accès. Souwarof, tout occupé du soin de réduire la citadelle de Tortone, employa des forces trop peu considérables pour réussir dans cette expédition. Les alliés furent repoussés avec perte, et leurs efforts aboutirent peu de temps après à occuper le poste peu important de Voltaggio. Il est assez remarquable que Souwarof se soit ainsi reposé sur ses lauriers sous les murs de Tortone, au lieu de songer à appuyer les mouvements du général Klenau autour de Gênes : dans la position où se trouvaient les Français, il n'y avait pas de très-grands risques à courir en les attaquant sur leur ligne en avant de la capitale de la Ligurie.

Enfin, après trois mois de blocus ou de siége, le généralissime eut la satisfaction de voir la citadelle de Tortone ouvrir ses portes. Cette place, alors la plus forte du Piémont, était défendue par une garnison de 2,000 hommes, que commandait le chef de brigade Gast. Cet officier fit preuve d'une rare intrépidité et d'une grande fermeté pendant le long espace de temps qu'il resta assiégé. Resserrée même avant la bataille de la Trebia, la citadelle de Tortone avait été un moment dégagée lors de la diversion qu'avait faite Moreau en attaquant le prince de Hohenzollern, que Souwarof avait chargé du blocus ; mais lorsque le général français fut dans l'obligation de se retirer dans l'État de Gênes, la forteresse fut pressée avec plus de vigueur qu'auparavant. Le comte Ulcaini, chargé de la conduite du siége, commença à ouvrir la tranchée ; toutefois les

sorties fréquentes et vigoureuses de la garnison rendirent longtemps inutiles les travaux et les efforts des assiégeants; les batteries et les ouvrages ne purent être perfectionnés que quelques jours avant la bataille de Novi : le feu de la tranchée commença le 10 août. Les alliés disposaient d'une artillerie si considérable, qu'en peu de temps la place fut très-endommagée. Le 12, les assiégeants prolongèrent la seconde parallèle et renouvelèrent le bombardement avec plus de violence encore que les jours précédents. Cependant l'espoir d'être secourue par l'armée inspira à la garnison une telle confiance, qu'elle repoussa les sommations de Souwarof avec indignation. 100 bouches à feu, servies jour et nuit, couvraient la forteresse de bombes et de boulets rouges. Le 18, presque toutes les batteries des assiégés étaient écrasées; mais ils les rétablirent et firent pendant toute la journée du 29 un feu si violent que plusieurs batteries des alliés furent démontées. Cependant le commandant Gast reçut la nouvelle officielle de la perte de la bataille de Novi, et dès lors sa situation devint plus critique. Le bombardement avait rasé presque tous les édifices de la forteresse, et la garnison avait perdu beaucoup de monde. Gast, pour éloigner encore le moment de sa reddition, fit proposer au généralissime un armistice de trente jours, promettant de rendre la place si, ce délai expiré, il ne recevait point de secours. Cette proposition, d'abord rejetée par Souwarof, fut acceptée le 21 août, pour vingt jours seulement, à dater de la veille, et d'ailleurs aux mêmes conditions. Le siége fut suspendu, et les hostilités cessèrent de part et d'autre.

C'est surtout cette circonstance qui a fait blâmer Souwarof de n'avoir fait aucune tentative contre l'armée française pendant ces vingt jours de trêve; il lui eût été facile, en laissant seulement un faible corps devant la forteresse de Tortone, de s'avancer sur Gênes, et peut-être de forcer les Français à évacuer cette ville. Les historiens qui ont voulu justifier le guerrier russe prétendent que, déjà instruit du nouveau plan arrêté par la coalition, et d'après lequel il était appelé à agir en Suisse, il dut donner tous ses soins aux préparatifs de son départ. Cette excuse est bien faible et bien peu militaire, et nous paraît plus offensante que bienveillante pour la réputation du vainqueur d'Ismailof.

1799— an VII. Italie. Quoiqu'il en soit, à l'expiration des vingt jours, c'est-à-dire le 11 septembre, les alliés prirent possession de la citadelle de Tortone, qui fut évacuée le 12 par la garnison française. Cette troupe, réduite à 1,200 hommes, demeura prisonnière de guerre : toutefois le chef de brigade Gast avait obtenu qu'elle sortirait avec les honneurs de la guerre. Souwarof ne laissa que deux bataillons dans cette forteresse; et le reste des troupes de siége se réunirent à la grande armée austro-russe, forte encore de plus de 60,000 hommes.

Ce fut vers l'époque de la reddition de la citadelle de Tortone que le général Championnet fit ses derniers mouvements pour se réunir avec les troupes de l'armée des Alpes à l'armée d'Italie, dont le commandement en chef venait de lui être confié. Mais, avant de rendre compte des événements ultérieurs, nous devons rapporter les opérations que ce général avait faites dans les Alpes depuis la bataille de Novi.

Championnet, destitué, ainsi qu'on l'a vu, par l'ancien Directoire, pour avoir voulu s'opposer aux exactions et à la conduite arbitraire des agents de ce gouvernement dans le royaume de Naples, avait été mis en état d'arrestation et devait être jugé par une commission militaire réunie à cet effet dans la ville de Grenoble. La révolution du 30 prairial, en ramenant le gouvernement à des sentiments de modération plus conformes au caractère national, brisa les fers du général accusé. Le nouveau Directoire, par l'arrêté qui cassait celui de l'ancien, déclara même que Championnet serait remis en activité de service aussitôt que les circonstances pourraient le permettre. Lorsque la création de l'armée dite des Alpes fut reconnue nécessaire, Championnet en fut nommé le chef, et dut s'occuper de l'organiser le plus promptement possible. Le ministre de la guerre, Bernadotte, en annonçant à son ancien compagnon d'armes la décision du gouvernement, lui écrivit une lettre flatteuse dont nous croyons devoir citer quelques passages : « Il y a quinze jours, disait ce ministre, vous étiez dans les fers; le 30 prairial vous a délivré : l'opinion publique accuse aujourd'hui vos oppresseurs; ainsi votre cause est devenue pour ainsi dire nationale. Pouvez-vous désirer un sort plus heureux? Assez d'autres, dans les accidents de la révolution, ont saisi le pré-

texte de calomnier la république; pour des hommes tels que vous, l'injustice est une raison d'aimer encore davantage notre belle patrie. On a voulu vous punir d'avoir renversé les trônes qui menaceront encore la forme de notre gouvernement...... Allez, mon ami, couvrez encore de nouveaux lauriers la trace de vos chaînes! Effacez...... ou plutôt conservez cette honorable empreinte: il n'est pas inutile de remettre incessamment sous les yeux les attentats du despotisme. »

1799—AN VII
Italie.

Championnet se rendit promptement à sa destination, et s'occupa avec tant d'activité de la mission qui lui était confiée, qu'en moins d'un mois il avait réuni à Grenoble plus de la moitié des soldats destinés à composer son armée, qui devait être portée à 30,000 hommes, d'après les ordres du Directoire; mais, sans attendre que ce nombre fût complet, Championnet, instruit que Joubert devait attaquer les Austro-Russes dans les premiers jours d'août, se mit lui-même en mouvement pour seconder, autant qu'il lui serait possible, les efforts de l'armée d'Italie. Le 8 août, il dirigea une partie de ses forces par la droite sur les places de Coni et de Fenestrelle, bloquées par les alliés; et par sa gauche, sur le Mont-Cenis et la Novalèse, le Saint-Bernard et la vallée d'Aoste. Le 10, le chef de brigade Mossel, de l'artillerie légère, attaqua les cols de Fenestrelle et des Fatières, que l'ennemi, en raison de leur position, regardait comme imprenables. Cependant, malgré les retranchements dont ils étaient hérissés et l'escarpement long et difficile de la montagne, ils furent enlevés sans trop de perte. Le capitaine Duclos, de la 99ᵉ demi-brigade, parvint, après des peines infinies, à passer entre le poste avancé et les retranchements de droite du col de Fenestrelle, et arriva jusque sur les palissades, qu'il franchit. L'ennemi, stupéfait de tant d'audace, ne fit point de résistance et mit bas les armes.

Pendant que le détachement conduit par le brave Duclos s'emparait ainsi du col de Fenestrelle, les capitaines Fabre et Molinard, de la 68ᵉ, obtenaient le même succès au col des Fatières. Le premier, ayant gravi la montagne dans son plus grand escarpement, arriva au pied des retranchements sans être aperçu; il fit battre la charge, franchit les palissades, et attaqua vigoureusement le détachement qui défendait ce poste.

1799 — an VII. Italie. Le capitaine Molinard devait se jeter dans une espèce de caponnière servant de communication entre les retranchements des deux cols, et faire main-basse sur tout ce qui se présenterait ; malheureusement, ce mouvement ne s'exécuta pas assez tôt. Les ennemis profitèrent de cette circonstance pour effectuer leur retraite, et se jetèrent dans les montagnes après avoir abandonné leurs magasins, leurs munitions et quelques pièces d'artillerie de montagne.

Après ce premier succès, Championnet continua son mouvement offensif sur la frontière du Piémont. Le même jour que l'armée d'Italie combattait avec tant de vaillance et si infructueusement à Novi, le poste de la Thuile, sur le mont Saint-Bernard, fut emporté par le général de brigade Compans [1]. Des colonnes françaises débouchant du Mont-Cenis s'emparèrent de la Ferrière et de la Novalèse ; l'avant-garde des troupes campées à Tournoux, sur la rivière d'Ubaie, conduite par l'adjudant général Flavigny, s'empara du poste des Barricades, déjà fameux dans les anciennes guerres, et de celui de la Montagnetta. Cette dernière expédition était d'autant plus difficile, qu'indépendamment des obstacles présentés par les localités, la colonne française avait à combattre une multitude de ces paysans piémontais connus sous la dénomination de *Barbets*, excellents tireurs, qui s'étaient réunis aux Austro-Russes pour défendre les deux points menacés. Les Français poussèrent leurs avant-postes jusqu'au fort de Demonte.

Ce même jour, le centre de l'armée, commandé par le général Duhesme, remis comme Championnet en activité après avoir partagé la disgrâce de celui-ci, s'était également porté en avant sur trois colonnes. Le première, aux ordres du général de brigade Lesuire, se dirigea sur Fenestrelle, pour attaquer les Austro-Russes qui bloquaient ce fort, dont la garnison, forte de 500 hommes, devait seconder le mouvement de la colonne en faisant une sortie. Les Français attaquèrent d'abord la position de Villaret, défendue par deux redoutes et un corps de 3,000 hommes. Après un combat assez vif, dans lequel l'ennemi perdit 600 hommes environ, la position fut en-

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France, etc.

levée ; les Français prirent deux pièces de canon et firent 120 prisonniers. Lesuire fit poursuivre les vaincus jusqu'aux portes de Pignerol, et prit position à la Perosa, après avoir fait diverses démonstrations du côté de Coni et du col de Tende. 1799—an VII. Italie.

La seconde colonne, forte de deux bataillons et commandée par l'adjudant général Molard, ainsi que la troisième, dirigée par le chef de bataillon Taskin, débouchèrent du Mont-Genèvre; et, s'étant portées sur Oulx et Exilles dont elles s'emparèrent, elles s'avancèrent rapidement sur Suse, attaquèrent cette ville et s'en rendirent maîtresses, malgré la vive résistance du détachement autrichien qui l'occupait, et qui perdit plus de 500 hommes, au nombre desquels se trouva le commandant de place.

Championnet, ayant ainsi ses avant-postes auprès de Pignerol, établit son quartier général à Villa-Fallet. Le corps qu'il avait porté en avant de Suse, et dont la force était de 7 ou 8,000 hommes, s'avançait vers Turin, où commandait le général Bellegarde, frère du feld-maréchal de ce nom, alors à Vienne. La gauche de l'armée française marcha parallèlement au centre et à la droite, et se porta d'Aoste sur Ivrée qu'occupait le général Haddick, dont la forte division formait la droite de l'armée austro-russe.

En pénétrant par les deux vallées principales, Championnet menaçait la ville de Turin et le flanc droit de l'armée ennemie; c'est pourquoi il ne tarda pas à se porter avec son centre à l'entrée de la vallée de la Stura, non loin du champ de bataille de Staffarde, où le maréchal de Catinat battit si glorieusement le duc de Savoie, en 1690.

Mais tandis que le général en chef de l'armée des Alpes manœuvrait ainsi pour essayer de se lier à l'armée d'Italie ou d'opérer une diversion utile, de grands changements venaient d'avoir lieu dans les dispositions des alliés. D'après le nouveau plan que nous avons exposé plus haut, les troupes russes quittaient l'Italie pour se rendre en Suisse, et, réunies au corps du général Korsakof, sous le commandement du maréchal Souwarof, elles devaient seules agir contre l'armée de Masséna. Quelques jours après la prise de Tortone, le généralissime des Austro-Russes adressa, dans un ordre du jour, ses adieux à

1799 — an VII. Italie. l'armée autrichienne, et se mit en marche pour la Suisse. Il manifesta quelques regrets d'abandonner ainsi des contrées dont il venait de faire la conquête; et c'était avec répugnance qu'il laissait à d'autres mains que les siennes le soin de recueillir les fruits de ses travaux, tandis qu'il allait entreprendre une expédition hasardeuse. Ses soldats et lui-même, sortant des plaines de la Lombardie et du Piémont, accoutumés d'ailleurs à manœuvrer sur de pareils terrains, n'avaient aucune expérience de la guerre de montagnes. Il semblait que ce vieux guerrier, qui n'avait connu jusqu'alors d'autres revers que ceux qu'il avait essuyés dans les cours, éprouvât un secret pressentiment de voir flétrir ses lauriers sur le nouveau théâtre où il était appelé, et d'être forcé à retourner, humilié et vaincu, dans sa patrie.

Dès les premiers jours de septembre, Souwarof avait concentré les troupes russes dans les environs d'Asti, et celles-ci s'approchèrent ensuite d'Alexandrie, où le maréchal porta son quartier général, le 11 septembre. Après quelques jours de repos sous les murs de cette place, il ordonna le départ, et lui-même se mit en marche pour la Suisse. L'avant-garde, aux ordres du général Rosemberg, avait déjà pris cette direction, et s'était portée sur Novare pour s'avancer ensuite, par Bellinzona, sur le Saint-Gothard.

Moreau s'aperçut de ce mouvement, qui eut lieu vers l'époque de la reddition de la forteresse de Tortone, par ceux que fit dans ce même temps le général Kray. Voulant mettre à profit cette diminution des forces alliées, pour former contre ses adversaires quelques tentatives fructueuses, comme de secourir Tortone qui ne s'était pas encore rendue alors, le général français sortit de ses positions, le 9 septembre, avec un corps de 20 à 25,000 hommes divisé en trois colonnes. La première se porta sur Acqui, et la seconde sur Novi et Serravalle. Le général Kray marcha à la rencontre des Français avec la gauche et partie du centre de l'armée autrichienne, et il y eut un engagement très-vif entre les deux partis. Les Français furent repoussés avec une perte assez considérable, et Moreau rentra dans ses positions. Cet échec, qui avait été immédiatement suivi de la reddition de Tortone, fut très-défavorable aux intérêts des Français, en ce qu'il porta obstacle aux mouvements du général

Championnet, qui s'avançait pour opérer sa jonction avec l'armee d'Italie. 1799 — an VII. Italie.

Le 12 septembre, à midi, le gros de l'armée russe quitta les environs d'Alexandrie pour se rendre à Valence, de là à Varese, petit bourg près du lac de même nom, où les troupes séjournèrent pour donner aux pionniers le temps de réparer les chemins, que des pluies avaient rendus impraticables. L'artillerie fut embarquée sur le lac de Como pour suivre et joindre l'armée du côté de Chiavenna. Les gros bagages ne pouvant pas suivre le chemin le plus court, Souwarof les fit rétrograder sous l'escorte des cosaques pour prendre la direction des montagnes du Tyrol, à l'effet de leur faire rejoindre l'armée dans le pays des Grisons. Les colonnes firent une marche longue et pénible, n'ayant pu obtenir des moyens suffisants de transport; elles défilèrent par Agno, et campèrent à Faverna, Brenia et Bedano, dans les environs du mont Cenere. Le 17 septembre, le quartier général fut porté à Bellinzona, à six milles au-dessus du lac Majeur. Ce fut dans cette ville que Souwarof et le prince Constantin, partis ensemble d'Alexandrie, rejoignirent l'armée. Nous laisserons les Russes dans cette position, et nous dirons plus tard quelles furent les suites du mouvement de Souwarof sur la Suisse.

Championnet, ayant eu connaissance des changements survenus dans l'armée des alliés, redoubla d'efforts pour se joindre à l'armée d'Italie, dont Moreau conservait toujours le commandement provisoire. Le 14 et le 15 septembre, il s'avança jusqu'auprès de Fossano et de Savigliano, que le général Gottesheim défendait avec une avant-garde de 8,000 hommes qui devaient être soutenus par le général Mélas. Gottesheim résista longtemps dans ces deux positions, que Championnet parvint enfin à forcer; toutefois les Autrichiens firent leur retraite en bon ordre.

Le général Kray, informé de la prise de Fossano et de Savigliano, entreprit d'en chasser les Français; il sentait d'ailleurs la nécessité de repousser Championnet, qui n'avait plus qu'une marche à faire pour joindre la gauche de l'armée d'Italie. Le général autrichien se porta donc en deux colonnes sur les troupes de l'armée des Alpes; à la tête de la première, il se di-

1799—an VII. Italie. rigea par la gauche sur Fossano. La seconde, conduite par le général Mélas, appuyant à droite, marcha sur Savigliano et commença l'attaque. Les Français qui ne s'attendaient pas à voir l'ennemi si promptement, laissèrent surprendre leurs avant-postes, et furent repoussés; les Autrichiens étaient déjà dans Savigliano avant que leurs adversaires fussent en mesure de se défendre.

Le général Kray n'arriva en vue de Fossano qu'à la chute du jour, et commença sur-le-champ son attaque. Quoique les troupes qui défendaient ce poste eussent à combattre des forces bien supérieures à leur propre nombre, elles résistèrent avec tant de vigueur, que le général Kray fit replier son monde, et bivouaqua sous les murs de Fossano, remettant au lendemain le soin de s'emparer de cette petite ville. Mais les Français, ayant été informés de la prise de Savigliano, se retirèrent pendant la nuit sur Maira, en remontant la rivière de ce nom, l'une de celles qui forment la vallée de Castel-Delfino.

Le général Championnet confia alors la direction des troupes de l'armée des Alpes au général Duhesme, et se rendit à Gênes pour prendre le commandement de l'armée d'Italie : les deux armées devaient être réunies sous cette dernière dénomination. Moreau, pressé par le Directoire, se rendit à Paris, où il devait s'entendre avec le ministre de la guerre, avant d'aller sur le Rhin recevoir du général Muller le commandement de l'armée d'observation dont celui-ci avait commencé l'organisation.

Nous avons dit que Moreau, quelques jours avant l'arrivée de Championnet, avait cru devoir mettre la ville de Gênes en état de siége. Dans une proclamation publiée à ce sujet, le nouveau général en chef (Championnet), tout en promettant aux Génois la protection qu'ils étaient en droit d'attendre d'un peuple libre, annonça le maintien de la mesure que l'urgence des circonstances avait fait prendre à son prédécesseur.

L'effet que le gouvernement français s'était proposé en faisant agir si promptement l'armée des Alpes était de réunir ces troupes avec celles de l'armée d'Italie dans les plaines du Piémont, afin de prendre l'offensive ou de faciliter la défense du territoire ligurien, défense devenue plus difficile par l'embarras des communications; mais l'armée des Alpes s'était trouvée

CARTE
DE LA
NORD-HOLLANDE

Kleine K

Grote Ke

Kallants Oog

Petten

Krabbendam

Kamp

Groet

Schoorl

Egmond Op de Hoef

Egmond aan Zee

Egmond Binne

Bakkum

Kastrikum

Uitgeest

Noord Dorp

Heemsk

Beve

Dunes

HAARLEM

ALKM

SLOTEN

Lemmer

Urk

S E

É E

HARDERWYK

trop faible pour distraire les alliés du siége de Tortone et les tirer des positions dans lesquelles ils resserraient l'État de Gênes. Au moment où cette même armée eût été en mesure de tenter des diversions profitables, peut-être aussi aurait-il été plus convenable de lui faire porter des secours directs à l'armée d'Italie par le comté de Nice. Au surplus, les opérations déjà faites avaient été mal combinées, ou, pour mieux dire, n'avaient point été concertées avec celles de l'armée d'Italie; vers le 9 septembre, le corps d'observation du général Kray remporta des avantages qu'il n'aurait pas dû pouvoir espérer. En effet, si les mouvements des deux armées françaises eussent été concertés, le général autrichien s'exposait à perdre l'un ou l'autre appui de ses ailes. Mais ce défaut d'harmonie favorisa Kray, qui sut en profiter avec célérité et précision pour se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts qui devaient remplir le vide causé par le départ des Russes. Ainsi, par le défaut d'activité nécessaire, de plans sagement combinés, de prévoyance et peut-être d'habileté, les Français assurèrent aux Autrichiens les nouveaux succès dont nous parlerons dans un autre chapitre.

1799 — an VII.
Italie.

CHAPITRE X.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

Expédition d'une armée anglo-russe en Hollande; prise de la flotte hollandaise au Texel; combat du Helder et des Dunes; bataille de Bergen, etc. — Événements militaires dans le royaume de Naples. Capitulation du fort Saint-Elme, de Capoue, de Gaëte, etc. Évacuation de Rome par les Français, etc. — Suite des opérations de l'armée du Danube en Suisse; marche de Souwarof sur le Saint-Gothard; passage de la Limmat; bataille de Zurich, retraite de Souwarof; affaire de Constance, etc., etc., etc.

1799 — an VII. Hollande. *Débarquement d'une armée anglo-russe en Hollande; prise de la flotte hollandaise au Texel; combat du Helder et des Dunes; bataille de Bergen, etc.* — Depuis les échecs nombreux éprouvés au nord par les troupes de la Grande-Bretagne, dans la campagne d'hiver de 1794, cette puissance s'était bornée à fournir des subsides à ses alliés pour les opérations de la guerre continentale, et croyait avoir assez fait jusqu'alors pour la coalition en combattant les Français sur mer, en entretenant dans l'intérieur de la république de nombreux agents de discorde, enfin en payant le prix du sang répandu par l'effet de ses intrigues. Cependant le cabinet de Saint-James venait de s'engager, par le dernier traité d'alliance, à fournir un contingent de troupes, et dès lors on put prévoir qu'il s'agissait pour les Anglais d'un intérêt plus spécial que celui qui réunissait les puissances alliées.

De tous les pays qui depuis le commencement de la guerre de la révolution étaient tombés au pouvoir des Français, aucun n'avait excité plus vivement la jalousie de l'Angleterre que la Batavie ou les Provinces-Unies. Longtemps rivaux heureux des Anglais sur la mer[1], les Bataves s'étaient montrés jadis les

[1] On doit se rappeler le temps où le célèbre amiral hollandais Ruyter faisait entrer jusque dans la Tamise ses vaisseaux victorieux, au grand mât desquels il avait fait attacher des *balais*, pour indiquer qu'il avait balayé la mer et forcé les bâtiments anglais à prendre la fuite devant lui.

ennemis les plus prononcés de la puissance britannique; mais depuis qu'affaiblis par les guerres nombreuses qu'ils eurent à soutenir pendant et depuis le règne de Louis XIV, et amollis par le luxe, ils avaient vu leur pavillon s'abaisser devant celui de l'Angleterre, dont l'influence maritime avait reçu tout à coup un développement prodigieux, ces mêmes Bataves s'étaient rapprochés d'une nation qui avait appelé leur stathouder à la couronne d'Angleterre. On vit, au grand étonnement de l'Europe, les escadres hollandaises, réunies à celles de la Grande-Bretagne, concourir à l'agrandissement de cette dernière puissance. Toutefois, ce peuple de marchands, qui croyait, par une pareille condescendance, mettre à couvert son commerce et ses possessions orientales, n'en retira d'autre résultat que de se voir dépouillé plus vite et d'avoir donné à l'Angleterre le temps et les moyens d'affermir la tyrannie maritime qu'elle a exercée depuis dans toutes les parties du globe.

1799 — an VII.
Hollande

La Hollande était tellement persuadée que sa prospérité dépendait de son état de paix avec l'Angleterre, qu'à l'époque de la guerre de l'indépendance dans l'Amérique du nord, elle prit parti pour les Anglais contre la France et l'Espagne. Depuis ce temps jusqu'à la révolution française, elle était devenue comme l'alliée obligée de la Grande-Bretagne. Le stathouder, uni d'amitié et de parenté avec la maison régnante de Brunswick, ne se conduisit plus que d'après les désirs et les conseils de la cour d'Angleterre.

Ce n'était donc pas sans des motifs bien légitimes de crainte que le ministère britannique avait vu les Provinces-Unies menacées par la France dès le commencement de la révolution. Ce ministère attachait une si grande importance au maintien de l'autorité du stathouder, qu'il avait fait passer des troupes sur le continent pour se joindre à celles qu'avait réunies le prince d'Orange à l'effet de repousser l'invasion des Français. Nous avons fait connaître le résultat des efforts des troupes anglaises réunis à ceux des autres coalisés, pour préserver les Provinces-Unies de l'irruption que Dumouriez avait méditée contre elles et qui avait reçu déjà un commencement d'exécution en 1793. La cour de Londres avait fait, pour le même objet, plus de sacrifices encore en 1794. Ses trésors, ses soldats, ses vaisseaux

1799 — an VII. Hollande.

avaient été prodigués pour conserver à la maison d'Orange la domination d'un pays qui offrait un débouché toujours ouvert au commerce de la Grande-Bretagne. L'activité de Pichegru et la valeur des troupes républicaines dispersèrent, comme on l'a vu, les bataillons réunis du duc d'York et du prince d'Orange, et l'âpreté d'un hiver extraordinaire ne put garantir le territoire marécageux de la Batavie de la conquête de ses places et de ses vaisseaux. Une révolution morale affermit le pouvoir des vainqueurs; et les Provinces-Unies, devenues république batave sous la protection de la France, ne répugnèrent point à faire preuve de fidélité et d'attachement envers une nation qui leur avait rendu une sorte d'indépendance.

L'état déplorable des affaires de la république française vers le milieu de 1799; les revers presque continuels éprouvés par ses armées depuis l'ouverture de la campagne; la situation embarrassante du Directoire, menacé au dehors d'une invasion prochaine, et au dedans par des factions qui cherchaient dans sa faiblesse des moyens faciles de succès et de triomphe : toutes ces causes réunies amenèrent le gouvernement britannique à penser qu'il ne pouvait pas trouver une occasion plus favorable de mettre à exécution ses projets contre la république batave. L'Angleterre, indépendamment du rétablissement du stathoudérat, trouvait dans son entreprise contre la Hollande les moyens d'une utile diversion en faveur des alliés, qui se battaient avec tant d'opiniâtreté en Suisse et en Italie; elle enlevait à la France la disposition d'un pays qui était d'une grande ressource pour cette dernière sous le rapport des finances et de la marine. Enfin, les débris de la marine hollandaise excitaient encore la convoitise du cabinet de Saint-James, et l'expédition projetée en assurait pour ainsi dire la possession [1].

[1] Les Anglais n'ont pas même pris la peine de dissimuler leur intention à cet égard. En prenant avec le prince d'Orange l'engagement de le rétablir dans le stathoudérat, ils n'en projetaient pas moins la conquête ou la destruction de la marine hollandaise. Le passage suivant d'un ouvrage anglais sur la campagne de 1799 en Hollande va fournir la preuve de cette assertion : « L'honneur des armes de la Grande-Bretagne, aussi bien que ses intérêts (dit le colonel Graham, auteur de l'ouvrage), voulaient, quel que fût d'ailleurs le résultat de cette expédition relativement à la Hollande, qu'elle fût justifiée, et que les dépenses qu'elle devait occasionner *fussent compensées*

La république batave avait, à l'époque dont nous parlons, une flotte commandée par l'amiral Story, et mouillée au Texel, à peu près à la même position où la cavalerie française de l'armée du Nord s'empara des vaisseaux des Provinces-Unies, vers la fin de la campagne de 1794. De toutes les parties de la côte hollandaise, celle où se trouvait la flotte de Story était la mieux préparée contre les dangers d'une invasion par mer ; et cependant, pour ne pas manquer le but *direct* de l'expédition, le ministère britannique décida que le débarquement des troupes aurait lieu sur ce point à proximité de la flotte batave. Les Anglais attachaient peut-être moins d'importance au succès des opérations de terre qu'à la prise de ces vaisseaux, qui devaient aller grossir le nombre de ceux déjà enlevés en 1794. On verra bientôt quelles mesures furent prises pour l'entière réussite de cette partie essentielle de l'attaque dirigée contre la république batave. 1799 — an VII. Hollande.

Tant que la France avait paru menacer les côtes de l'Irlande, le cabinet de Saint-James, tenu en éveil, n'avait pas songé à l'exécution du projet dont nous venons de parler ; mais lorsque la flotte française de Brest eut passé dans la Méditerranée, il s'occupa sérieusement et activement de cette entreprise. Une grande partie des troupes employées à la défense de l'Irlande furent retirées de ce malheureux pays, où il ne fut laissé que le nombre d'hommes indispensable pour river les chaînes des habitants catholiques. Débarrassé de toute inquiétude de ce côté, le ministère ordonna aussitôt les préparatifs de l'expédition de Hollande. L'empereur de Russie, Paul Ier, s'était engagé à seconder les efforts des Anglais, dont le but apparent était, comme nous l'avons dit, le rétablissement de la maison d'Orange dans le stathoudérat. Un contingent nombreux de troupes russes devait incessamment se réunir à l'armée anglaise, qui

par l'obtention d'un grand avantage national. Ce but ne pouvait être mieux atteint qu'en privant le gouvernement français de la disposition des débris de la marine hollandaise...... L'Angleterre augmentait ainsi *ses forces navales*, et se débarrassait de la nécessité d'entretenir une flotte dans les mers du Nord..... Le premier de ces buts (celui du rétablissement du stathoudérat) était indiqué par *l'honneur et la bonne foi politique* de l'Angleterre ; le second l'était par son *intérêt direct*. »

1799 — an VII. Hollande. commença à se rassembler, dès les premiers jours de juillet, dans les ports de Southampton et d'Yarmouth.

L'objet de ces préparatifs fut d'abord tenu secret : on parla vaguement d'une grande expédition continentale, que devait commander le général sir Ralph Abercromby, et qui serait dirigée contre les côtes de France. Toutefois, les derniers avantages remportés par Souwarof en Italie, et la situation difficile où se trouvait Masséna en Suisse, inspirèrent une telle confiance au ministère britannique, qu'il ne chercha plus à dissimuler son projet, et les journaux annoncèrent ouvertement la destination véritable de l'expédition dont on s'occupait.

Il y avait un motif politique dans cette divulgation : le gouvernement savait qu'un grand nombre de Hollandais regrettaient, par intérêt ou par opinion, l'ancien ordre de choses; il connaissait surtout le mécontentement de la marine batave, réduite à des opérations purement militaires, à des stations longues et sans profit, et commandée par des officiers qui presque tous préféraient les honneurs et les faveurs dont ils avaient joui tous à la cour du stathouder aux formes simples et austères d'un gouvernement républicain. C'était donc pour encourager les partisans cachés du prince d'Orange, et les déterminer à seconder l'expédition par tous les moyens qu'ils croiraient les plus convenables, que le ministère anglais en annonçait ainsi le but. Il espérait que l'espoir fondé d'être bientôt appuyés par une armée formidable engagerait les orangistes à prendre les armes, et que le parti républicain, découragé, opposerait moins de résistance. Le prince d'Orange, qui se trouvait alors à Lengen, dans le Hanovre, fit, de cette ville, un appel à tous les anciens officiers de la marine hollandaise qui n'étaient pas employés, ainsi qu'à tous ceux qui, ayant pris parti pour le gouvernement républicain, voudraient expier cette faute en quittant son service; en même temps des agents secrets furent envoyés dans les ports du Texel afin de provoquer les équipages de la flotte à la désertion.

Cependant, tout en donnant cette publicité à ses desseins, l'Angleterre ne désignait pas le point où devait s'effectuer le débarquement. La station des bâtiments destinés à transporter les troupes semblait menacer la Zeelande, les bouches de l'Es-

caut et de la Meuse; d'un autre côté, l'éloignement des Russes, 1799— an VII.
la longueur du trajet qu'ils avaient à parcourir pour se rendre Hollande.
à leur destination, l'importance d'une diversion sur un point diamétralement opposé, et vers les provinces de l'est, qui passaient pour renfermer le plus grand nombre des partisans du stathouder : toutes ces causes faisaient présumer que les Russes, entrant par le Weser et l'Ems, attaqueraient l'Ost-Frise et la province de Groningue. La présence du prince d'Orange à Lengen, sur l'Ems, les magasins qu'on avait commencé à former à Brême, justifiaient en quelque sorte cette présomption. Ainsi l'attention du gouvernement batave devait être distraite, et le fut en effet, jusqu'au moment du débarquement, par l'incertitude du point où il était convenable de porter des forces imposantes.

Trente mille Anglais et 20,000 Russes réunis, d'après la convention arrêtée entre les deux cours, sous le commandement de S. A. R. le duc d'York, devaient composer l'armée expéditionnaire. Le transport des troupes ne se fit pas, comme celui de l'armée française destinée pour l'Égypte, en un seul convoi; on en forma deux divisions. Les bâtiments de moindre proportion, ceux que leur construction rendait plus légers et plus commodes pour la promptitude de l'embarquement, pour le débarquement des troupes des différentes armes, et pour l'arrivage de l'artillerie et des bagages, furent destinés à la première division, dont le général Abercromby reçut le commandement direct. Les plus gros bâtiments, quelques vaisseaux de ligne ou armés en flûte, des frégates et des bâtiments de la compagnie des Indes, furent envoyés à Revel dans la Baltique pour y prendre le corps d'armée russe et l'amener à Yarmouth, où le duc d'York devait l'attendre avec 10,000 hommes de l'armée anglaise; car sir Ralph Abercromby n'en devait conduire que 20,000 dans le premier convoi. Les bâtiments destinés à prendre les Russes à Revel firent voile de Yarmouth le 14 juillet, sous le commandement de sir Home-Popham, qui surveilla l'embarquement des troupes, et s'acquitta de cette mission avec une si grande activité, qu'en rapprochant la date du départ et celle du retour de ces mêmes bâtiments dans la rade d'Helsingor[1], on trouve à peine le temps nécessaire pour le trajet.

[1] Ou Elseneur, port de Danemark, en Seeland.

1799 — an VII. Hollande.

Déjà la première division, aux ordres d'Abercromby, était sur le point de mettre à la voile sous l'escorte de l'amiral Mitchell lorsqu'on apprit à Londres l'arrivée dans la rade de Brest de la flotte combinée française et espagnole, sous les ordres des amiraux Bruix et Massaredo. Cette flotte, échappée à la croisière active de lord Keith dans la Méditerranée, renouvela tout à coup les inquiétudes des Anglais au sujet de l'Irlande. La crainte de voir les mécontents de ce pays à peine soumis recevoir des secours plus efficaces que ceux qu'ils avaient reçus jusqu'alors fit presque perdre de vue au ministère anglais que l'état précaire où se trouvait la France avait décidé l'entreprise sur la Hollande. Comment le Directoire français, qu'on avait supposé impuissant pour défendre la république batave, pouvait-il réunir de nouvelles forces pour attaquer l'Irlande? Cette question ne fut pas même débattue. Troublé par l'apparition des vaisseaux français et espagnols dans l'Océan, le cabinet de Saint-James suspendit son projet d'invasion en Hollande jusqu'à ce qu'il eut acquis la certitude que lord Keith, après avoir suivi la flotte combinée, la tenait bloquée dans le port de Brest. Ceci doit, au surplus, donner une idée de l'extrême circonspection que le gouvernement britannique apporte dans ses opérations militaires. La présence de lord Keith devant Brest rendit aux Anglais l'allégresse et l'espérance.

Rassuré sur le sort de l'Irlande, le ministère hâta le départ du général Abercromby. Les bâtiments de transport se rendirent de Yarmouth et Southampton à Barham, Douvres, Deal, Ramsgate et Margate, pour prendre à leur bord les troupes réunies dans ces différents endroits. L'amiral Mitchell appareilla de la côte des Dunes le 13 août, avec cent trente bateaux plats, le vaisseau de ligne *l'Iris*, et plusieurs frégates et corvettes, rangea les côtes de France, et se trouva le lendemain à vingt milles de Nord-Foreland. La seconde division, que le duc d'York devait conduire en personne, se rapprocha en même temps de Margate et des autres points d'embarquement; mais elle ne devait mettre à la voile que lorsqu'on aurait reçu la nouvelle que le général Abercromby était arrivé à sa destination.

L'amiral Mitchell, après avoir pris tous les renseignements nécessaires sur le meilleur point de débarquement à la côte de la

Nord-Hollande, et d'après l'avis même des officiers et matelots de l'ancienne marine hollandaise qu'il avait sur son escadre, choisit celui du Helder. La facilité des abords de cette côte par des temps ordinaires, la certitude de trouver dans la presqu'île de ce nom une position avantageuse pour les troupes, et la possession d'un port où la cavalerie et l'artillerie pouvaient être facilement débarquées, firent partager au général Abercromby la détermination de l'amiral. Pour mieux assurer l'opération du débarquement, Mitchell détacha plusieurs frégates et quelques bâtiments de transport sur l'île de Walcheren et l'embouchure de la Meuse, en donnant à cette escadrille l'ordre d'arrêter tous les navires et les barques qui auraient pu faire connaître la direction du convoi.

Les vents parurent d'abord favoriser l'expédition, et, dès le 14 août, l'amiral Mitchell espérait apercevoir les côtes de la Nord-Hollande; mais des tempêtes survinrent et dispersèrent plusieurs bâtiments, qui, poussés sur les côtes de Zeelande et sur celles de l'Ost-Frise et de Groningue, répandirent l'alarme dans ces provinces et avertirent le gouvernement batave de l'imminence du danger qu'il courait. Retenu par les vents contraires, le gros du convoi ne parut en vue des côtes de la Nord-Hollande que le 20; cependant la mer s'était apaisée, et l'on fit rencontre du vaisseau que montait l'amiral lord Duncan, commandant la flotte anglaise des mers du Nord. Mitchell et Abercromby se rendirent à bord de cet amiral, et reçurent du noble lord la promesse de la coopération de ses vaisseaux dans l'attaque du Helder et du Zuyderzée.

Le 21, les reconnaissances nécessaires pour opérer le débarquement s'effectuèrent; sur le soir, le colonel Maitland et le capitaine de vaisseau Winthrop furent envoyés en parlementaires, sur le cutter *le Cobourg*, vers l'amiral hollandais Story et le colonel Guilquin, commandant au Helder. Ces deux émissaires étaient chargés de remettre à l'amiral et au commandant une espèce de sommation, dans laquelle on engageait ceux-ci à trahir les intérêts de la république batave, et à reconnaître sur-le-champ l'autorité du prince d'Orange, s'ils ne voulaient pas être traités en ennemis par la flotte et les troupes anglaises. Story et Guilquin répondirent à cette sommation de manière à

1799 — an VII. Hollande.

faire craindre aux Anglais une résistance beaucoup plus opiniâtre que celle à laquelle ces derniers s'attendaient. Toutefois, le débarquement allait s'opérer, lorsque, les vents étant redevenus contraires, on fut obligé de couper les câbles des bâtiments déjà mouillés et de regagner la haute mer, pour éviter les suites d'une tempête effrayante qui semblait interdire l'abord des côtes de la Hollande. Ces contre-temps étaient d'autant plus fâcheux qu'ils donnaient au gouvernement batave le temps de se reconnaître.

Nous devons ici présenter un aperçu de la situation militaire où se trouvait le pays que l'Angleterre venait attaquer avec une espèce de confiance.

La flotte hollandaise que commandait l'amiral Story, forte de neuf vaisseaux de ligne et quelques frégates, était, ainsi que nous l'avons dit, mouillée dans le chenal intérieur du Texel, en arrière de l'île de ce nom et du fort du Helder, situé à la pointe septentrionale de la Nord-Hollande. Les forces de terre ne montaient pas à plus de 20,000 hommes : la faute en était tout entière au gouvernement français, qui, aux termes du traité d'alliance entre les deux républiques, était tenu d'avoir constamment sur le teritoire batave un corps complet de 24,000 hommes de troupes françaises, payées et entretenues par les Hollandais ; mais les embarras financiers où s'était trouvé le Directoire, et surtout la nécessité de porter des secours en Suisse et en Italie, avaient déterminé ce gouvernement, bien qu'il reçût toujours les sommes destinées à l'entretien de son corps d'armée, à retirer successivement une partie des troupes de la Batavie, de manière qu'au moment de l'invasion, sur les 20,000 hommes présents sous les armes, il n'y avait guère que 8 ou 10,000 Français. Cependant, d'après le conseil et sur l'invitation du Directoire français, celui de Hollande s'occupait de l'organisation d'une garde nationale et du recrutement de ses troupes de ligne. La levée extraordinaire ordonnée pour ce dernier objet commençait à être mise à exécution lorsque les Anglais se présentèrent devant le Helder.

Le général Brune commandait les troupes gallo-bataves. Chargé par le gouvernement hollandais de faire toutes les dispositions de défense dans un moment où l'on ignorait encore

sur quel point des côtes s'effectuerait le débarquement ennemi, 1799 — an VII. Hollande.
Brune s'était plus particulièrement occupé de la Zeelande qui lui semblait plus exposée que les autres, et les troupes françaises avaient leurs cantonnements dans cette province. Les généraux Daendels et Dumonceau, qui commandaient les divisions bataves, se trouvaient, le premier dans la Nord-Hollande, le second dans les provinces de l'est.

Trois partis divisaient alors la nation hollandaise. Le premier, composé de la grande masse des citoyens, paraissait sincèrement attaché à la constitution républicaine imposée par la France; le second était formé d'un certain nombre de ces hommes turbulents et inquiets, frondeurs du pouvoir quand ils ont perdu l'espérance de devenir ses agents. Toutefois cette faction donna, dans la circonstance extraordinaire où se trouvait la Hollande, un exemple bien remarquable et qui ne s'est point renouvelé depuis. A l'aspect des dangers qui menaçaient la commune patrie, les hommes dont nous parlons, faisant abnégation de leurs sentiments dissidents, se réunirent aux amis de la constitution, pour défendre avec eux la cause qui les intéressait tous. Noble et belle leçon donnée aux nations dont les partis politiques seraient tentés d'aller chercher des auxiliaires jusque dans les rangs des ennemis de leur pays, et voudraient se servir tour à tour de la victoire des étrangers pour se livrer à des vengeances contre le parti vaincu. L'Italie avait déjà donné dans l'aberration que nous signalons; mais, comme l'a fort bien observé un auteur judicieux [1], les peuples du Nord, moins enthousiastes et plus froids que ceux du Midi, savent peut-être mieux aimer leur patrie. La conduite des Hollandais, à l'époque dont nous parlons, semble fournir la preuve de la justesse de cette remarque.

Le troisième des partis qui divisaient le peuple batave se composait des hommes qui regrettaient les anciennes formes du gouvernement, et surtout le stathoudérat. Trop faibles pour se déclarer ouvertement, ils attendaient que les troupes étrangères eussent fait des progrès pour se montrer et essayer d'entraîner dans leur parti cette masse inerte d'individus qui, dans tous

[1] Le général Mathieu Dumas.

1799 — an VI Hollande. les pays, dans toutes les révolutions, est toujours prête à se ranger du côté du plus fort. De tels hommes ne sont point dangereux quand on les surveille; aussi le gouvernement batave, fort de la réunion des deux premiers partis, mit-il dans ses apprêts de défense un ordre et une énergie dont le Directoire français lui-même le croyait incapable; il pressa les levées, forma des magasins, rassembla des munitions, et donna au général Brune toute la latitude que celui-ci pouvait désirer pour organiser ses plans défensifs.

Lorsque le général de l'armée gallo-batave fut informé que les Anglais menaçaient la Nord-Hollande, il voulut profiter des retards que les vents faisaient éprouver à leur flotte. Le général Daendels reçut l'ordre de réunir sa division, de s'approcher des côtes pour s'opposer au débarquement, et, dans le cas où ce dernier s'effectuerait, de retenir l'ennemi assez de temps pour que les troupes françaises accourussent au secours de celles qui seraient déjà engagées. Daendels se rendit le 23 août à Schagen, où se trouvait déjà la brigade du général Van-Guerick. Le surplus de la division arriva le lendemain dans la même ville, à l'exception cependant de trois bataillons et de deux escadrons qui furent laissés en réserve à Haarlem. Les troupes réunies à Schagen furent réparties, le 25, de la manière suivante : la droite, formée par la brigade Van-Guerick, occupa le Helder, Huysduinen, le Wieringer-Waard, Groot et Kleine-Keet, Schagen et ses environs; la gauche, aux ordres du général Van-Zuylen-Van-Nyveldt, occupa Kallants-Oog et Kamp, et, derrière cette première ligne, Schagen, Warmenhuysen, Groet, Schoorl, Bergen, Koedyk, Oud-Karspel et quelques autres villages ou positions. Cette disposition des troupes de Daendels leur faisait occuper une ligne d'à peu près douze lieues d'étendue, depuis le Helder jusqu'à Haarlem, où se trouvaient les trois bataillons mentionnés plus haut; les deux escadrons se trouvaient à Alkmaar. Le général Daendels, en plaçant ainsi sa division, voulait être à même de se porter sur la côte par deux débouchés principaux : la droite par le Zand-Dyk, vers les deux Keet, et la gauche par Kallants-Oog; mais il est assez difficile d'expliquer les motifs de la dispersion de chaque brigade dans un si grand nombre de villages ou de positions.

Les Anglais éprouvèrent des vents contraires jusqu'au 26 août; et, ce même jour, leur flotte, qui était en vue depuis quelque temps, vint mouiller le long de la côte, depuis le pas du Texel jusqu'auprès de Kallants-Oog. Elle se composait alors de quinze vaisseaux de ligne, quarante-cinq frégates, bricks ou cutters, et d'à peu près cent trente bâtiments de transport. Dans l'après-midi, tous les préparatifs se firent pour le débarquement des troupes. Le général Abercromby divisa celles-ci en deux corps principaux, dont l'un, sous son commandement immédiat, devait attaquer le Helder, où il supposait que les Gallo-Bataves concentreraient leurs forces, tandis que l'autre, commandé par le général Pulteney, devait rester en observation sur la droite du débarquement. 1799 — an VII. Hollande.

Le 27, à trois heures du matin, les embarcations, où toutes les troupes étaient descendues dès la veille, s'approchèrent fort près de terre : un feu très-violent d'artillerie fut dirigé sur le rivage pour le balayer, et ce fut sous la protection de ce feu que les Anglais débarquèrent sans trouver d'obstacles de la part de leurs adversaires.

Le général Daendels s'était avancé sur les dunes aussitôt qu'il fut informé que le débarquement s'effectuait vers le Helder, et il avait disposé, vers l'endroit où était placé le télégraphe, deux bataillons de chasseurs pour éclairer la côte et les mouvements de l'ennemi; derrière les chasseurs était placé, dans les dunes, un bataillon de ligne pour soutenir les deux premiers. Deux autres bataillons, postés sur le flanc droit des Anglais, avaient leur gauche appuyée à la mer, et leur droite à Groot-Keet. Le général Van-Guerick avait eu ordre de placer dans les dunes, en avant du camp de Huysduinen, un bataillon ayant sa droite appuyée à la mer et sa gauche prolongée du côté de la plaine; cinq compagnies disposées en échelons appuyaient ce bataillon, et trois autres gardaient une redoute appelée *de la Révolution*. Dans le même prolongement et à la droite, le général Van-Guerick avait placé un autre bataillon qu'appuyait un régiment de cavalerie et que protégeaient quatre pièces de campagne. Par ces dispositions, Daendels espérait couvrir la redoute *de la Révolution*, le village de Helder, et rendre plus difficile le débarquement de l'ennemi.

1799 — an VII. Hollande.

Mais la terrible canonnade que les Anglais dirigèrent, ainsi que nous l'avons dit, sur le rivage, déjoua les mesures du général hollandais. L'ennemi, débarqué en forces, attaqua vigoureusement les deux bataillons de chasseurs placés au poste du télégraphe; cette troupe n'opposa qu'une faible résistance, et lâcha le pied presque aussitôt. Le chef de brigade Luck, qui voulut rallier les chasseurs et leur donner l'exemple du dévouement, trouva la mort au milieu des rangs anglais. Le bataillon placé dans les dunes voulut en vain soutenir la retraite précipitée des deux premiers; il fut repoussé avec perte, et son commandant Herbig fut tué en combattant vaillamment.

Le général Van-Guerick, témoin de ce premier échec, et craignant que les Anglais ne débouchassent des dunes, accourut, sans en avoir reçu l'ordre, avec le bataillon placé à la droite et les deux escadrons de cavalerie qui devaient appuyer ce dernier pour se rapprocher du poste du télégraphe. Il recueillit, chemin faisant, le bataillon du brave Herbig, que l'ennemi avait repoussé après la dispersion des deux bataillons de chasseurs. Daendels, attiré lui-même sur ce point, parvint à rallier les chasseurs qu'il emmena à son quartier général de Groot-Keet. Les Anglais, malgré leur premier succès, n'avaient point encore osé déboucher des dunes, et Daendels prit de nouvelles dispositions pour s'opposer à leurs progrès ultérieurs.

On appelle dunes les masses de sable que le flux de la mer amoncelle sur la côte. Celles dont nous parlons, coupées presque à pic du côté de la terre, ne pouvaient être franchies qu'avec beaucoup de précaution par l'ennemi; très-profondes et très-inégales, elles avaient également le désavantage, pour les Français, de ne pas permettre d'employer plus de deux bataillons de front pour leur attaque. Le général Daendels ordonna au chef de brigade Kross de s'avancer à cet effet avec deux bataillons de sa demi-brigade, tandis que le général Van-Zuylen-Van-Nyveldt formerait une seconde et une troisième lignes avec quatre autres bataillons de sa brigade, à mesure qu'ils arriveraient sur le terrain. Deux pièces d'artillerie légère devaient soutenir cette attaque, et Daendels ordonna aux deux bataillons de chasseurs qu'il avait ralliés de couronner les dunes de Zand-Dyk. L'attaque du chef de brigade Kross eut le plus

grand succès ; il repoussa les Anglais à la baïonnette, et gagna plus d'une demi-lieue de terrain. 1799 — an VII Hollande.

Mais, pendant que cet engagement avait lieu avec l'avant-garde ennemie, les autres troupes achevaient presque leur débarquement et s'avançaient en force sur la plage. Le général Van-Guerick, qui s'était rapproché du télégraphe, se trouvait alors dans la plaine en face de ce poste. Sa marche intempestive avait laissé sans ordres, et par conséquent inactifs, les deux bataillons placés, comme nous l'avons dit, en avant du camp de Huysduinen. Toutefois Daendels ordonna à ce général de faire, sur la gauche des Anglais, une diversion qui pût aider le chef de brigade Kross dans ses progrès sur l'ennemi ; mais, se trouvant séparé des Anglais par des fossés nombreux et profonds qu'il lui fallait franchir, Van-Guerick ne put effectuer son mouvement assez tôt pour atteindre le but proposé. Ainsi le chef de brigade Kross eut à soutenir tout l'effort des Anglais dont les troupes augmentaient sans cesse. La cavalerie de Van-Guerick voulut essayer une charge qui fut sans succès parce que les chevaux enfonçaient jusqu'au ventre dans le sable mouvant. Les bataillons de la brigade Van-Nyveldt, que Daendels fit avancer ensuite, ne furent pas plus heureux ; ils ne purent franchir les dunes dont l'ennemi couronnait la crête. Quelques pelotons s'étant portés en avant furent forcés de rétrograder, parce qu'ils se trouvèrent exposés par leur flanc au feu des bâtiments ennemis.

Ce combat, commencé à quatre heures du matin, dura jusqu'à six heures du soir. Les deux partis montrèrent un égal acharnement dans l'attaque et la défense : les Hollandais s'y présentèrent, pour la plupart, en hommes qui se battent pour la défense de leur territoire. Leur perte avait été considérable ; le général Daendels la porta, dans son rapport, à 1,400 hommes, dont 57 officiers tués, blessés ou faits prisonniers. Celle des Anglais fut un peu moins forte, parce qu'ils avaient combattu sous la protection de l'artillerie et avec l'avantage du terrain ; on l'évalua dans le temps à 1,000 hommes mis hors de combat[1].

[1] Nous nous voyons encore dans l'obligation de réfuter le colonel Graham, qui prétend que les Anglais n'eurent à regretter que cinquante-sept hommes

1799 — an VII. Hollande.

Les lieutenants-colonels Smolett et Hay restèrent morts sur le champ de bataille; le général Pulteney, les colonels Graham, Macdonald, John Hope et Murray furent blessés.

Daendels, convaincu que tous les efforts qu'il pourrait tenter désormais pour chasser des dunes un ennemi aussi supérieur en nombre et soutenu par une artillerie aussi formidable que celle de sa flotte seraient inutiles et ne feraient que diminuer les moyens de résistance ultérieure, fit replier ses troupes sur Groot-Keet, et vint, à l'entrée de la nuit, occuper la position avantageuse du Zyp, ayant ses flancs appuyés aux deux mers, la gauche à Petten, et la droite à Oude-Sluys. Les Anglais s'étendirent dans les dunes entre Kallants-Oog et Huysduinen, et achevèrent de débarquer leurs troupes.

Maîtres de Kleine-Keet, en s'avançant dans la plaine, ils allaient se trouver à même de s'emparer de la digue de Kœgross, seule communication qui restât encore entre le Helder et Huysduinen, et qu'occupaient encore les deux bataillons de la brigade Van-Guerick, auxquels ce général n'avait point donné d'ordres. Daendels, prévoyant qu'il lui serait impossible de conserver la position du Helder, envoya au chef de brigade Guilquin l'ordre d'enclouer les pièces de la redoute *de la Révolution*, et de se retirer sur-le-champ par la digue de Kœgross pour se joindre à la droite de la division.

Les 28 et 29 août, l'ennemi s'occupa de mettre à terre tout son matériel, et ne tenta rien sur ses adversaires. De son côté, Daendels concentra ses troupes; la gauche occupait toujours Petten, le centre au Zand, et la droite à Keet; le quartier général était à Schagen. Les forces de cette division, en y comprenant la garnison du Helder, ne s'élevaient pas à plus de 7,000 hommes. Comme les Anglais pouvaient tenter de débar-

tués, dont trois officiers, et trois cent soixante-onze blessés, y compris dix-huit officiers. « Perte bien peu considérable, ajoute ce véridique auteur, si l'on fait attention à la longue durée du combat, à la nature de l'entreprise, *et à l'inégalité des armes.* » Le colonel aurait dû expliquer ce qu'il a voulu dire par cette dernière partie de sa phrase apologétique. Il nous semble que *l'inégalité* dont il parle était toute au désavantage des troupes hollandaises, puisqu'elles n'avaient qu'un petit nombre de pièces de campagne, dont elles firent peu d'usage, et que les Anglais combattaient sous la protection de la nombreuse artillerie de leurs vaisseaux.

quer des troupes au-dessous de Petten, Daendels pensa que sa gauche était mal assurée; et c'est ce qui le détermina à faire un mouvement en arrière. Il refusa sa droite, qu'il porta le 30 au matin au confluent des canaux près d'Avenhorn, plaça sa gauche derrière Petten, et établit son centre et son quartier général à Schermerhorn. Dans cette dernière position, il était à même d'attendre facilement les renforts des troupes françaises et bataves que Brune faisait avancer à marches forcées sur la Nord-Hollande, depuis que le point de débarquement avait été connu.

Cependant le général Abercromby, ayant mis ses troupes à terre, se trouvait maître de la langue de terre ou presqu'île du Helder; mais, plus empressés encore de s'emparer de la flotte hollandaise que de rétablir promptement le stathouder, les Anglais donnèrent leurs premiers soins à cet objet si intéressant pour eux. Du moment où le général Daendels s'était décidé à faire évacuer les retranchements du Helder, l'amiral Story avait quitté son mouillage du Texel, et s'était retiré plus au nord dans le chenal appelé le Vlieter, entre les îles de Texel et de Vlieland. Cet officier général de la marine hollandaise était sincèrement attaché au gouvernement républicain; mais il n'en était pas de même du plus grand nombre des officiers employés sous ses ordres : ceux-ci n'attendaient qu'une occasion favorable pour se déclarer partisans de la maison d'Orange. Depuis longtemps les Anglais s'étaient assurés des dispositions de ces officiers, et en hâtaient présentement le résultat. Le 29 août, une grande partie du convoi et quelques frégates anglaises se trouvaient déjà dans dans la rade du Texel; les vents avaient fraîchi au nord, et l'amiral hollandais se disposait à profiter de la première marée pour reprendre la rade et chasser ou détruire les bâtiments ennemis qui s'y trouvaient, lorsqu'une insurrection éclata à bord du vaisseau amiral *le Washington*. L'équipage prit pour prétexte qu'il savait que l'intention de Story était de mettre le feu à son bâtiment pour le faire sauter. Pendant la nuit les matelots des autres vaisseaux, séduits et excités par les officiers du bord, s'emparèrent des écoutilles et de la sainte-barbe. Ce fut en vain que les capitaines et plusieurs des officiers, restés fidèles à leur patrie, voulurent ramener les mutins à l'o-

1799 — an VII. Hollande

béissance : la punition de quelques chefs apparents de l'insurrection, les actes de rigueur, les prières, les menaces, tout fut inutile, et les officiers patriotes durent dès ce moment renoncer à l'espoir de conduire de tels équipages au combat.

Le 30 août au matin, la flotte anglaise, entrée dans le Texel, pénétra dans le Vlieter avec le vent et la marée favorables. Parmi les onze vaisseaux de ligne, six frégates et quatre corvettes qui les composaient, se trouvaient les bâtiments hollandais pris par l'amiral Duncan en 1797. L'amiral Mitchell envoya, à dix heures et demie, le capitaine Rennie sommer l'amiral hollandais d'amener le pavillon républicain. Story, ne pouvant plus compter sur ses équipages, se trouvait dans la position la plus embarrassante; toutefois, pour essayer de gagner du temps, il fit proposer une suspension d'armes, à l'effet, disait-il, de consulter son gouvernement.

Les deux officiers bataves chargés de présenter cette proposition à l'amiral Mitchell trouvèrent celui-ci à bord de la frégate *l'Isis*, faisant ses dispositions d'attaque. Il était si bien informé de ce qui se passait à bord des vaisseaux hollandais, qu'il répondit aux envoyés de Story : « Je donne une heure à votre amiral pour délibérer, sous la condition toutefois que ses vaisseaux resteront dans la position où ils se trouvent maintenant. »

L'amiral batave avait peine à croire encore que les fils des marins qui avaient combattu avec tant de gloire sous les Tromp, les Ruyter, seraient assez lâches pour se rendre sans aucun engagement, et il fit en conséquence le signal de branle-bas général de combat; mais ce signal fut celui d'une défection générale. Les équipages déchargèrent les pièces, jetèrent à la mer les gargousses et les boulets, en déclarant hautement qu'ils ne se battraient point contre une flotte qui venait leur rendre le prince d'Orange[1]. Story se vit donc forcé de céder à la nécessité. Il écrivit à l'amiral Mitchell une lettre dans laquelle il déclarait qu'en ne reconnaissant pas d'autre souve-

[1] Le capitaine Van-Senden, commandant le vaisseau *le Batave*, assura par la suite qu'il avait su préserver son équipage de la contagion, et qu'il était prêt à combattre les Anglais, si le vaisseau amiral lui en eût donné l'exemple; mais on vient de voir que Story n'était pas plus maître du vaisseau qu'il montait que des autres.

rain que le peuple batave, il consentait à rendre ses vaisseaux aux Anglais et à rester prisonnier de guerre ainsi que tous ses officiers. 1799 — an VII. Hollande.

Le même jour, le pavillon orange, qui flottait déjà sur les tours et les batteries du Texel et du Helder, fût arboré sur tous les bâtiments de la flotte hollandaise. Outre l'escadre que commandait Story, et qui était composée de huit vaisseaux et trois frégates, le capitaine Winthrop s'empara du *Niewendiep*, de trois autres vaisseaux de ligne et de cinq bâtiments de la compagnie des Indes, ainsi que de l'artillerie et des approvisionnements de marine qui se trouvaient au même endroit. Cette prise des vaisseaux de la compagnie des Indes est une nouvelle preuve des motifs qui dirigeaient réellement l'Angleterre dans son entreprise *en faveur de la maison d'Orange*. A la masse énorme des vaisseaux que cette puissance possédait déjà, elle ajoutait ainsi ceux qui restaient à la Hollande, soit qu'ils appartinssent à l'État, soit qu'ils fussent la propriété des particuliers.

La défection spontanée de tous les équipages de la flotte hollandaise fit penser au général Abercromby que le gouvernement batave ne serait peut-être pas éloigné de traiter avec lui avant l'arrivée des troupes françaises : les Anglais préfèrent les voies plus faciles de l'intrigue et des négociations à l'obligation de combattre. Il fit donc demander au général Daendels, par le général-major Don, des passe-ports pour ce dernier, à l'effet de se rendre à La Haye. Le général batave, sachant que Brune n'avait pas encore réuni toutes ses troupes, saisit l'occasion qui lui était offerte de gagner du temps. Il déclara au général Don que, ne pouvant lui accorder de passe-ports sans y être autorisé, il allait consulter le général en chef qui se trouvait à La Haye. Un exprès fut effectivement envoyé au général Brune; mais Daendels invitait celui-ci à retarder sa réponse jusqu'à ce que la tête de colonne des troupes françaises eût joint la division batave dans sa première ligne.

La réponse parvint au bout de deux jours : elle était négative; mais, dans cet intervalle, les troupes françaises, en marche depuis quelque temps, arrivèrent successivement à Alkmaar, et Brune y vint lui-même le 2 septembre. Le lendemain, il fit

1799 — an VII. Hollande. l'inspection de la ligne occupée par la division Daendels, et, sur l'avis de ce général, il fit appuyer les troupes sur la gauche, et prit une position moins étendue en avant d'Alkmaar. Le 4 septembre, Avenhorn fut évacué, la droite se porta sur Rustenburg, et la gauche à Koëdyk; les avant-postes de cette dernière furent poussés jusqu'à Schoorl et Groet. Brune s'occupa en même temps de la défense d'Amsterdam du côté du Zuyderzée et de la langue de terre appelée Buiksloot, dont la proximité pouvait faire craindre un bombardement. Le général Van-Guerick fut chargé de cette partie du plan défensif.

La division batave du général Dumonceau, forte d'environ 6,000 hommes, passa le 3 septembre à Amsterdam, et arriva le 8 à Alkmaar avec le reste des troupes françaises venant par La Haye de la Zeelande et de l'embouchure de la Meuse. Le gouvernement batave envoya auprès du général Brune une commission formée du directeur van Hoeft et de quatre membres des deux conseils, pour lui faire connaître, ainsi qu'à l'armée, la ferme résolution où il était de faire tous les sacrifices qui seraient nécessaires pour défendre jusqu'à la dernière extrémité le territoire sacré de la patrie. Le Directoire donna en même temps des ordres pour que dans les villes, les bourgs et les villages, on organisât et on armât des compagnies de gardes nationales qui devaient se rendre immédiatement dans la Nord-Hollande pour renforcer l'armée. Cette attitude menaçante que prenait le gouvernement batave, et la promesse que fit le Directoire français d'envoyer promptement des secours efficaces, excitèrent chez les patriotes hollandais un enthousiasme beaucoup plus vif qu'on ne l'aurait peut-être attendu d'un peuple aussi flegmatique.

Sur ces entrefaites, les Anglais s'étaient avancés et avaient pris poste dans le Zyp, terrain bas et entrecoupé, ayant trois lieues et demie d'étendue à l'entrée de la presqu'île, et défendu des eaux supérieures par une forte digue, derrière laquelle ils se retranchèrent et qu'ils garnirent de batteries. Les postes avancés de leur droite s'étendaient de Petten à Eenigenburg; le centre se trouvait placé parallèlement à la grande digue, dans les villages de Saint-Maarten, Walkoog et Schagen. La gauche occupait Harinkhuysen et Zyde-Wind.

Le général Brune fit plusieurs changements dans la disposi-

tion et la formation de l'armée gallo-batave; il rendit les deux divisions bataves à peu près égales en forces. Celle du général Dumonceau forma le centre; Daendels, la droite; et les troupes françaises, sous la direction immédiate du général en chef, la gauche. Ces trois corps avaient chacun une avant-garde composée de 2 bataillons de chasseurs et de 2 compagnies de grenadiers. La division Dumonceau occupait l'ancienne position de Koëdyk, et son avant-garde était à Schoorl. Daendels occupait Saint-Pankras, ayant son avant-garde, que commandait le brave chef de brigade Kross, à Oud-Karspel, l'un des villages contigus qui forment le Langendyk. La situation de l'armée gallo-batave était, au 9 septembre, de 16,000 et quelques combattants en ligne.

1799 — an VII. Hollande.

Outre le corps placé directement sous les ordres du général Abercromby, les Anglais avaient encore à terre 4 ou 5,000 hommes des troupes de la deuxième expédition, amenées par le général-major Don. Des vaisseaux envoyés par l'amiral Mitchell pour avertir les bâtiments qui portaient les troupes russes, commandées par les généraux Hermann et Essen, de s'avancer directement vers le Texel, n'avaient point rencontré cette partie du convoi. Le contingent russe s'était donc rendu au premier rendez-vous convenu, à Yarmouth, et s'y trouvait retenu par les vents contraires. Le reste de l'armée anglaise, composé de la plus grande partie de la cavalerie, et le duc d'York lui-même, embarqué sur la frégate *l'Améthiste*, étaient retardés par le même obstacle. Abercromby, n'ayant avec lui que des forces à peu près égales à celles des Gallo-Bataves, croyait devoir éviter conséquemment tout engagement sérieux, jusqu'à l'entière réunion de l'armée alliée, et s'était borné à élever des retranchements dans sa position derrière le Zyp. Le général Brune, instruit, de son côté, du nombre d'ennemis auquel il avait affaire en ce moment, prit la résolution de marcher à eux avant qu'ils ne reçussent les renforts attendus : les généraux Kellermann et Vandamme lui annonçaient d'ailleurs des secours tirés des garnisons de la Belgique. Le 9 septembre, à la pointe du jour, l'armée gallo-batave s'ébranla, et Brune se mit lui-même à la tête des troupes de la gauche, composée, comme nous l'avons dit, de corps français.

1799 — an VII. Hollande.

L'avant-garde de cette colonne s'avança par Groet et Kamp sur Pettin, et enleva les premiers postes avec beaucoup de vigueur. Les grenadiers, malgré le feu des batteries anglaises qui couvraient la digue du Zyp, et celui de deux frégates et deux sloops, auxquels le vent avait permis de venir s'embosser près du rivage, pénétrèrent jusque sur le revers de la digue, et ne reculèrent que lorsque, se trouvant à découvert, ils perdirent un grand nombre d'entre eux par le triple feu des bâtiments, des ouvrages et de la mousqueterie. Ce combat inégal, qui fut soutenu par le gros de la colonne, dura plus d'une heure; mais les Français furent forcés de se retirer, et regagnèrent en bon ordre leur première position. 30 grenadiers qui avaient voulu traverser à la nage le canal, en avant des retranchements, s'y noyèrent. Le général de brigade David, commandant l'avant-garde, reçut une blessure dont il mourut quelques jours après.

Le centre de l'armée gallo-batave ne fut pas plus heureux dans son attaque. Une méprise dans la direction de la marche fit avancer une partie des troupes sur le village d'Eenigenburg, occupé en force, et d'où elles furent repoussées. Le général Dumonceau, à la tête du reste de sa division, s'avança sur le poste retranché de Krabbendam et l'attaqua, malgré le feu meurtrier de deux pièces de canon qui prenaient les Bataves à revers. Déjà il avait repoussé les cinq compagnies anglaises qui défendaient ce poste, et il marchait droit aux retranchements du Zyp, lorsque le général Abercromby accourut en personne avec quelques bataillons, mit pied à terre, et, marchant à la tête des siens, culbuta les Bataves, qui se retirèrent en désordre. Leur arrière-garde eut beaucoup à souffrir en repassant le pont de Krabbendam. Si cette partie de la division Dumonceau eût été soutenue par les troupes qui s'étaient égarées sur Eenigenburg, il est probable que le centre de l'armée gallo-batave fût parvenu à s'emparer des retranchements du Zyp, et peut-être à s'y maintenir.

Cette méprise d'une partie des troupes du centre devint également fatale à l'aile droite, commandée par le général Daendels. En effet, elle était déjà maîtresse de Haringkarspel et de Dirkshorn, lorsque les bataillons du chef de brigade Bonhomme, ayant rencontré dans le chemin d'Eenigenburg les troupes du

général Dumonceau qui rétrogradaient, vinrent se jeter eux-mêmes sur la colonne que conduisait Daendels et y répandre le désordre, en faisant croire qu'ils étaient vivement poussés par l'ennemi. Des lâches qui se trouvaient à la gauche de cette colonne mirent le comble à la confusion en répandant les cris funestes de *Sauve qui peut, nous sommes tournés!* Toute la division se mit en déroute, et Daendels ne put pas même retenir un seul bataillon. 1799—an VII.

Toute l'armée rentra dans ses premières positions. Daendels demanda et obtint l'autorisation de faire juger par un conseil de guerre les misérables dont les cris de terreur, vraie ou simulée, avaient causé cette étrange débandade. On n'a point connu le résultat de cette enquête.

Pendant le débarquement des Anglais sur les côtes de la Nord-Hollande, le prince d'Orange, pour opérer une diversion, s'était approché de la frontière de la province d'Over-Yssel. Sa présence avait d'abord occasionné une espèce de soulèvement en sa faveur contre les autorités républicaines. 12 à 1,500 hommes de ses partisans vinrent investir la petite place de Koeverden qui confine au comté de Bentheim, tandis qu'un autre détachement d'insurgés se portait également contre la ville d'Arnheim au confluent de l'Yssel et du Rhin. Ces deux tentatives furent sans succès. Les proclamations du prince et les promesses qu'elles renfermaient ne produisirent point l'effet qu'il en espérait. Les paysans de ces contrées, satisfaits de vivre sous un gouvernement qui ne les opprimait point, s'armèrent contre les insurgés et les dispersèrent. Le prince d'Orange aurait peut-être été fort maltraité, s'il ne se fût sauvé à Emden, où il s'embarqua avec quelques officiers pour venir joindre l'armée alliée, lorsqu'il eut appris la prise de la flotte hollandaise. Il arriva au Texel le 8 septembre, et prit *momentanément* possession de la flotte, sur laquelle ses couleurs étaient arborées, dont les Anglais lui faisaient en quelque sorte hommage, mais qu'ils se proposaient bien de lui reprendre. En effet, quelques jours après cette momerie politique, les vaisseaux *orangistes* furent conduits dans les ports de la Grande-Bretagne, au grand mécontentement des équipages, qui n'avaient pas entendu se rendre aux Anglais, et qui croyaient rester en Hol-

1799 — an VII Hollande.

lande sous le pavillon du stathouder. Ces lâches marins ornaient ainsi, en punition de leur félonie, le triomphe d'un vainqueur qui n'avait pas brûlé une amorce contre eux.

Les mêmes causes qui avaient retenu Abercromby sur la défensive existaient toujours, et la journée du 6 septembre ayant convaincu ce général de la bonté de la position qu'il occupait derrière les digues du Zyp, il résolut d'y rester et d'attendre l'arrivée de la seconde expédition. Toutefois, enhardi par le succès obtenu sur les Gallo-Bataves, il étendit un peu sa gauche, afin de se procurer dans le pays quelques ressources en vivres.

La flotte anglaise était entrée dans le Zuyderzée et s'était emparée du petit port de Medenblik. Cette agression maritime répandit l'alarme dans la cité d'Amsterdam. Le gouvernement se hâta d'achever les préparatifs de défense de la rade. Des bâtiments furent embossés en avant du Pampus, les batteries de Durgerdam et de Deimerdam furent augmentées et complétement armées. Un officier du génie français fut chargé de l'inspection de tous les travaux de défense, et le général de brigade d'Hinnisdal, son compatriote, prit le commandement d'Amsterdam et de tout le département de l'Amster.

De son côté, le général Brune attendait l'arrivée des secours que lui avait promis le Directoire français, et pressait vivement le gouvernement batave d'accélérer la levée des gardes nationaux. Lui-même faisait d'éloquents appels au patriotisme des républicains hollandais. Il craignait l'arrivée prochaine du reste de l'armée anglaise et du contingent russe; et cette crainte augmentait encore son impatience. Toutefois, ne voulant rien hasarder avant d'avoir les moyens d'attaquer avec succès, il se bornait à fortifier par des coupures et des retranchements son camp d'Alkmaar. Les pressentiments qu'avait eus le général français ne tardèrent pas à se vérifier. Le 14 septembre, la deuxième division du corps auxiliaire russe, aux ordres du général Hermann, ainsi que les troupes anglaises restées à Yarmouth avec le duc d'York, parurent en vue du Helder, où elles débarquèrent le 15. Le même jour, le général Brune fit attaquer par un détachement de la division Dumonceau le village de Warmenhuysen que les Anglais venaient d'occuper. Ce poste, situé au centre des deux lignes, fut vivement

disputé ; mais les Bataves finirent par en rester maîtres. 1799 — an VII. Hollande.

Le 20 septembre, toutes les troupes anglo-russes étaient débarquées et réunies à celles qui occupaient déjà la position du Zyp. L'armée alliée se trouvait alors (d'après les états de situation les plus exacts) forte de cinquante-neuf bataillons, dont trente-sept anglais et vingt-deux russes, de vingt-quatre escadrons, dont quatorze anglais et dix russes; elle présentait un total de 44,120 combattants, dont 2,400 de cavalerie, masse énorme, si on la compare à la faible armée commandée par le général Brune. Avec des moyens aussi puissants, il devenait facile au duc d'York de remporter d'abord quelques avantages. Ce prince, aussitôt après son débarquement, se rendit au quartier général de Schagen.

Le duc d'York avait maintenant le même motif pour attaquer l'armée gallo-batave que celui qui avait engagé le général Brune à faire la tentative du 9 septembre; c'est-à-dire qu'il importait au prince de déposter son adversaire avant qu'il eût reçu les renforts qui devaient lui être envoyés de la Belgique. Il divisa en conséquence son armée en quatre grandes colonnes. Celle de droite, conduite par le général russe Hermann, devait marcher pour attaquer la gauche des Gallo-Bataves, formée par la division française commandée par le général Vandamme. Le duc d'York dirigeait en personne la colonne du centre, qui était destinée à l'attaque des positions occupées par la division Dumonceau, et celle de gauche devait se porter sur la division Daendels; cette dernière était commandée par le jeune prince d'Orange, ayant sous ses ordres le général anglais Pulteney. Les Anglais comptaient beaucoup sur l'effet que produirait la présence du prince devant des troupes toutes composées de Hollandais. Une quatrième colonne devait pénétrer entre la droite de l'armée gallo-batave et le Zuyderzée, envelopper cette droite au moment où le général Hermann aurait fait plier la gauche, et lui ôter tout espoir de retraite le long de la mer. Comme cette attaque sur la ligne française devait avoir lieu le 19, et que le mouvement ordonné au général Abercromby exigeait plus de temps que celui des autres colonnes, il avait été arrêté que cette même colonne se mettrait en marche dès le 18 à midi, et se rendrait à Hoorn, afin d'être

1799 – an VII. Hollande. en mesure d'agir suivant ses instructions. Ce mouvement du général Abercromby n'éprouva point d'obstacles : deux compagnies bataves qui se trouvaient à Hoorn, entourées par plus de 9,000 hommes, mirent bas les armes et furent faites prisonnières.

Le 19 septembre, l'attaque devait avoir lieu au même moment sur tous les points. Cependant les Anglais, dans leurs relations, ont accusé les Russes d'avoir attaqué trop tôt, et les Russes, de leur côté, disent que les Anglais ont commencé trop tard : reproches ordinaires que s'adresseront toujours des troupes de différentes nations dans le mauvais succès des entreprises faites en commun. Quoi qu'il en soit, le général Hermann, à la tête d'une division russe forte de 9,000 hommes, et de 2,400 Anglais, s'empara d'abord des retranchements et coupures que les Français avaient faits en avant de leurs positions. Les avant-postes, placés à Kamp et à Groet, qui couvraient la gauche de la division française, furent repoussés. Le général Vandamme, ayant perdu ses appuis, céda successivement les villages de Schoorl et de Bergen, et se concentra dans le bois qui avoisine ce dernier endroit, pour arrêter l'attaque impétueuse du général russe, qui marchait directement sur Alkmaar, quartier général de Brune, et dont il n'était plus éloigné que d'une petite lieue. Vandamme disposa son artillerie sur son front, la fit soutenir par de la cavalerie et quelque infanterie légère, et jeta sur ses flancs des détachements de tirailleurs ; il ordonna qu'on laissât approcher les Russes jusqu'à demi-portée de canon, et, quand ils furent à cette distance, il les fit accueillir par des volées de toute son artillerie et par des feux de peloton bien nourris. Ce feu, dirigé et exécuté avec autant d'ensemble que de bonheur, produisit l'effet le plus meurtrier sur la colonne russe, qui s'arrêta pour attendre son artillerie, à l'effet de riposter au canon des Français. Le désordre s'était déjà introduit dans leurs rangs, et les généraux Hermann et Essen durent faire les plus grands efforts pour rallier leurs troupes, intimidées par cet accueil inattendu. Toutefois, étant parvenus à former de nouveau la colonne, les deux généraux se mirent à sa tête et s'avancèrent au pas de charge sur l'artillerie française. Un combat sanglant et opi-

niâtre fut la suite de cet engagement. L'adjudant général Rostollant, officier très-distingué, commandant l'avant-garde de la division française, forte seulement de trois bataillons, eut la gloire d'arrêter pendant longtemps et de contenir 9,000 Russes. 1799 — an VII. Hollande.

Cependant les derrières du centre de la ligne gallo-batave se trouvèrent menacés par les Russes, qui s'étaient avancés par leur gauche, tandis que la colonne conduite par le duc d'York attaquait de front ce même centre. Ce mouvement des Russes coupait entièrement la division Vandamme du reste de l'armée. Dans cette situation critique, Brune fit marcher sur les dunes de Bergen la réserve qui se trouvait à Alkmaar, ainsi qu'un détachement de la division Dumonceau, qui se portèrent directement sur ce même village (de Bergen) par un pont de communication établi sur le canal qui conduit au Zyp. Le général en chef fit renforcer en même temps les troupes du centre, que ce mouvement affaiblissait, par quelques bataillons tirés de sa droite, aux ordres du général Daendels. Lorsque le général Vandamme aperçut les renforts que Brune lui envoyait, il se porta en avant pour attaquer les Russes à son tour. La brigade du général Essen, qui était dans les dunes, fut tournée par le détachement de la division Dumonceau, et plia presque aussitôt. Le général Hermann, coupé de la colonne anglaise par la réserve et prêt à être assailli sur ses flancs, se replia en toute hâte sur le village de Bergen; mais il ne put éviter d'être enveloppé par le général Vandamme, qui s'était dirigé à gauche du côté des dunes, et par la réserve venant d'Alkmaar. Les Français attaquèrent à la baïonnette le village de Bergen. Les Russes s'y défendirent avec la plus grande opiniâtreté. Ils avaient placé leur artillerie au débouché du village vers le Koedik : les troupes de Vandamme se précipitèrent à travers la mitraille sur ces pièces, s'en emparèrent après avoir égorgé les canonniers et les soldats qui les défendaient, et pénétrèrent dans le village. Le général Hermann, à la tête d'une réserve de grenadiers, contint un moment les assaillants près du château de Bergen, d'où il cherchait à opérer sa retraite sur les dunes; mais, coupé par un détachement de la division Dumonceau, qui venait de dissiper les troupes du général Essen, il fut obligé de se rendre prisonnier avec tout

1799 — an VII. Hollande. son monde. Le général Essen était parvenu à se retirer sur Schoorl; mais, poursuivi par quelques troupes françaises, il se jeta dans le Zyp avec ce qu'il avait pu recueillir de ses troupes.

Ce brillant succès, remporté par la gauche de l'armée gallo-batave, couvrit de gloire les généraux Vandamme et Gouvion, et l'adjudant général Rostollant, dont la vigoureuse résistance, au commencement de la journée, fut une des causes de cet heureux résultat.

La seconde colonne de l'armée anglo-russe, composée en très-grande partie de troupes anglaises, et conduite par le duc d'York, s'était mise en mouvement dès la pointe du jour, précédée par une avant-garde de trois bataillons russes, commandée par le général Sedmoratsky. Cette dernière attaqua l'avant-garde du général Dumonceau au village de Tuitgenhorn, que le régiment des gardes anglaises devait tourner par la droite. L'avant-garde batave abandonna le village, et les trois bataillons russes obliquèrent à droite pour se lier avec la gauche du général Hermann, qu'ils devaient soutenir. Les Anglais ralentirent alors leur marche pour se trouver à la hauteur de la première colonne. Cependant le général Dumonceau avait établi sa ligne de bataille derrière le canal d'Alkmaar, que les Anglais passèrent avec beaucoup de circonspection. Déjà les troupes du général Hermann étaient en pleine déroute et poursuivies par la division française : le duc d'York sentit qu'il allait être compromis par cette retraite, qui découvrait sa droite, et, au lieu de s'avancer vigoureusement sur la division Dumonceau, il appuya à droite, et fit occuper par les bataillons du général Sedmoratsky le village de Schoorl, que les Français venaient de quitter pour continuer la poursuite des Russes et empêcher ceux-ci de se rallier à la droite des Anglais.

Le général Dumonceau, dont la division était affaiblie par les détachements que Brune en avait tirés pour renforcer la division Vandamme, ne profita pas, comme il aurait pu le faire dans une autre circonstance, du mouvement singulier que venait de faire la colonne du duc d'York, et ne se porta que mollement sur cette dernière; cependant le duc s'était étendu sur sa droite pour contenir les Français et les empêcher de se

jeter sur ses derrières. Différentes attaques dirigées contre le village de Bergen furent repoussées par le général Vandamme avec cette impétuosité qui l'a toujours distingué à la guerre. Le général anglais Manners et le duc de Glocester, après l'occupation de Schoorl, ayant essayé de faire une trouée entre ce village et les dunes, pour rallier les débris du général Essen, furent battus complétement et obligés de se retirer en désordre sur Petten et Zyperluys. 1799 — AN VII. Hollande.

Ce dernier succès donna de l'émulation aux troupes du général Dumonceau; elles attaquèrent alors avec vigueur le village de Schoorldam, dont les troupes de la seconde colonne ennemie s'étaient emparées le matin. Le régiment des gardes anglaises, qui défendait ce poste, en fut chassé, et le général Dundas, dont les troupes se trouvaient derrière le même village en seconde ligne, fut forcé de se replier. Protégé par trois bateaux canonniers, portant chacun une caronade de douze livres de balles, et qui se trouvaient sur le canal d'Alkmaar, ce général se retira par Warmenhuisen et Krabbendam.

Tandis que le centre et la droite de l'armée ennemie échouaient aussi complétement dans leurs attaques, la partie de l'aile gauche commandée par le prince d'Orange avait attaqué la droite de l'armée gallo-batave avec plus de bonheur et plus de résolution que la colonne conduite par le duc d'York. Les troupes du général Daendels, attaquées vivement par le général Pulteney dans leurs retranchements de Dirkshorn et d'Oud-Karspel qui couvraient la tête du Langen-Dik, se défendirent avec vigueur. L'adjudant général Durutte [1] et le chef de brigade Kross se distinguèrent particulièrement et furent blessés tous deux.

Ce premier échec ne rebuta point le général anglais, qui renouvela bientôt son attaque en faisant d'abord canonner très-fortement les retranchements. Les Anglais s'avancèrent ensuite; mais ils furent repoussés jusqu'à trois fois avec une perte considérable. Deux pièces ennemies démontées étaient restées en avant des retranchements : l'adjudant général Durutte marcha avec quelques troupes pour s'en emparer; mais,

[1] Depuis lieutenant général.

1799 — AN VII. Hollande.

s'étant un peu trop avancés, les Bataves, coupés par l'infanterie anglaise qui s'était embusquée derrière une digue, furent mis en déroute. Durutte, rentré dans les retranchements, fit une vigoureuse résistance avec une poignée d'hommes qui se réunirent à lui. Le feu de l'artillerie batave arrêta longtemps la colonne anglaise; mais les retranchements furent enfin emportés, et les Bataves se retirèrent à quelque distance d'Oud-Karspel.

Il était alors dix heures du matin. Le général Daendels, accouru de Saint-Pankras, où il avait été pour diriger les bataillons destinés à renforcer la division Dumonceau, et où il venait d'apprendre que ce général avait été obligé de se retirer derrière le canal d'Alkmaar, craignant d'être lui-même attaqué en flanc par le centre de l'armée alliée, qui avait alors dépassé sa ligne de bataille, et de front par la colonne qui venait de s'emparer d'Oud-Karspel, ordonna la retraite, qui se fit avec beaucoup de difficultés par l'étroit défilé du Langen-Dyk. Un bataillon qui occupait une redoute en arrière et sur la droite d'Oud-Karspel, n'ayant pas opéré son mouvement assez vite, fut coupé par le général Pulteney, et obligé de mettre bas les armes. Un bataillon de grenadiers placé à Broek, à la queue du défilé, couvrit heureusement la retraite de la division, et, prenant ensuite une position en avant de Saint-Pankras avec trois autres compagnies de la 4e demi-brigade batave, il empêcha les Anglais de déboucher.

Daendels se maintint dans la position de Saint-Pankras jusqu'au moment où, informé que la gauche et le centre de l'armée avaient repris l'avantage, il résolut de se porter en avant. Le bataillon de grenadiers et les trois compagnies postés en avant du village attaquèrent à leur tour les grand' gardes du général Pulteney et les tinrent longtemps en échec; mais ce dernier, apprenant de son côté que la droite et le centre des Anglo-Russes étaient repoussés, replia tous ses postes, afin de suivre le mouvement de ces deux colonnes. Il fut poursuivi vivement par le général Daendels, et éprouva dans les défilés du Langen-Dyk la même difficulté que ses adversaires, lorsque ceux-ci s'étaient retirés sur Saint-Pankras. La retraite de cette colonne se fit avec tant de précipitation, que les Bataves re-

trouvèrent dans les retranchements d'Oud-Karspel l'artillerie qu'ils y avaient abandonnée, et s'emparèrent des deux pièces de canon qui avaient été la cause première de l'échec qu'ils avaient éprouvé. 1799 — an VII. Hollande.

La division Daendels avait essuyé une perte aussi considérable que celles du centre et de la gauche réunies, et le général lui-même l'évalue, dans ses rapports, à 1,600 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Le général Pulteney perdit 500 hommes restés morts sur le champ de bataille.

Cette journée, qui reçut le nom de bataille de Bergen, coûta aux alliés une perte totale en tués, blessés ou prisonniers, de 4,500 hommes, dont 1,500 Anglais et 3,000 Russes; sept drapeaux, vingt pièces de canon, six obusiers, dix-huit caissons, vingt-quatre voitures d'équipages, environ 200 chevaux d'artillerie et plus de 4,000 fusils, furent le résultat des succès obtenus par la gauche de l'armée gallo-batave.

Une des causes de la perte de cette bataille par les Anglo-Russes fut, sans contredit, le mouvement que le duc d'York avait fait faire sur Hoorn par la colonne aux ordres du général Abercromby. Le prince s'était privé ainsi d'une réserve qui lui eût été d'un grand secours, et avait compté trop légèrement sur le succès des attaques de ses trois premières colonnes; et d'ailleurs, bien que le général Abercromby, en tombant sur les derrières de l'armée gallo-batave, eût pu lui ôter tout espoir de retraite, toujours est-il vrai qu'il n'était pas nécessaire d'employer à ce mouvement un corps de troupes aussi considérable, sans songer à conserver une réserve en cas d'échec.

Ce qui achève de démontrer la faute grave commise par le général en chef des alliés, c'est que le général Abercromby, une fois arrivé à Hoorn, ne put guère s'avancer plus loin, à cause du mauvais état des chemins et de la difficulté du terrain. Ainsi, un corps de 9,000 hommes resta inactif dans cette journée et ne fut d'aucun secours pour les Anglo-Russes. Abercromby fut obligé d'évacuer Hoorn et de se replier sur le gros de l'armée dans ses retranchements du Zyp, après avoir fait un grand détour pour éviter les Gallo-Bataves; le général Brune rentra de son côté dans les positions qu'il occupait avant la bataille

1799 — an VII. Hollande. L'heureuse issue de la journée de Bergen dissipa les vives inquiétudes que l'arrivée des Russes, les mouvements de la flotte anglaise dans le Zuyderzée, et en dernier lieu la présence d'Abercromby à Hoorn, avaient causées à la ville d'Amsterdam. Celle-ci fut encore bien plus rassurée sur la défense du Pampus par l'arrivée d'une soixantaine de chaloupes canonnières françaises venues de Dunkerque par les canaux intérieurs de la Belgique et de la Hollande. L'effroi général causé par les premiers succès des Anglais et par la présence du duc d'York et des Russes se calma sensiblement : les patriotes hollandais, ayant perdu la flotte nationale par l'effet de la trahison et de la lâcheté de leurs matelots, purent espérer du moins de conserver le territoire de la république par le zèle et le dévouement de leurs soldats et l'énergique appui des Français.

1799 — an VIII, 30 septemb. (8 vend.). Italie. *Événements militaires dans le royaume de Naples. Capitulations du fort Saint-Elme, de Capoue, de Gaëte, etc. Évacuation de Rome par les Français, etc.* — On doit se rappeler qu'en donnant les détails de l'évacuation du royaume de Naples et de l'État ecclésiastique, nous avons dit que des garnisons françaises avaient été laissées par le général Macdonald à Gaëte, dans les forts de Naples et dans la capitale du monde chrétien : nous allons faire connaître maintenant le sort de ces garnisons abandonnées ainsi dans l'intérieur de l'Italie aux entreprises des habitants insurgés et des troupes alliées.

L'armée française avait à peine évacué le royaume de Naples, que l'insurrection, déjà commencée dans ce malheureux pays, éclata de toutes parts de la manière la plus effrayante. On a vu quelles difficultés éprouva une des divisions de Macdonald dans son mouvement rétrograde. Les efforts des insurgés se tournèrent bientôt contre le gouvernement républicain établi à Naples, et contre les faibles garnisons françaises laissées dans le pays à l'effet de contenir les habitants et de favoriser les tentatives du Directoire parthénopéen pour le maintien du nouvel ordre de choses. Tous ceux des Napolitains qui tenaient au parti royal, ou que le zèle des nobles, des prêtres et des moines avait ramenés dans les anciennes voies, se rallièrent alors, s'organisèrent en bandes armées, et se livrèrent avec plus d'espoir à tous les excès qui signalent les guerres civiles. La pro-

vince de Calabre fut, de toutes les parties du territoire des Deux-Siciles, celle où les ennemis du système républicain se montrèrent les plus nombreux. Championnet et Macdonald, son successeur, n'avaient pu réussir à dompter entièrement les Calabrois. Au temps même de la présence des troupes françaises sur son territoire, cette portion farouche et à demi sauvage du peuple napolitain avait conservé les formes du gouvernement monarchique, et, dans l'impossibilité où le roi Ferdinand, retiré à Palerme, se trouvait de rien entreprendre contre ses États de terre ferme, c'est dans la Calabre que ses agents et surtout les Anglais avaient tenté de former un noyau de résistance; c'est de cette province que devait partir la bande la plus dévouée et la mieux organisée pour relever le trône et l'autel, et détruire jusque dans ses derniers fondements le gouvernement mal affermi que les Français avaient voulu donner aux Napolitains.

1799 – an VIII. Italie.

Toutefois, malgré les efforts de la cour de Palerme et le zèle de ses agents, le parti royal avait été longtemps à prendre une force régulière et réelle. On ne vit d'abord sous les étendards de la monarchie que ces hommes sans morale et sans patrie, qui, n'ayant rien à perdre, ont tout à gagner dans les bouleversements politiques; qui, passant successivement d'un parti à un autre, ne s'arrêtent qu'à celui qui leur offre momentanément les plus grands avantages et les garanties du pillage. A cette lie de la population on ne rougit point d'adjoindre 500 malfaiteurs, ramassés dans les bagnes et dans les prisons de Messine et de Palerme. A la tête de ces bandits se trouvait un moine apostat qui se faisait appeler *Fra Diavolo* (le diable moine). Dans tout autre pays que celui de Naples, de semblables soutiens eussent été plus propres à perdre la cause royale qu'à la restaurer; mais en Calabre, dans une contrée encore si éloignée de la civilisation, dont les indigènes sont habitués à la pratique et au spectacle de tous les excès, Fra Diavolo et les brigands sous ses ordres passèrent bientôt pour des héros, et les Napolitains ne se crurent point déshonorés en portant les armes à côté d'eux.

D'un autre côté, les croisières anglaises avaient formé une espèce d'établissement dans la petite île de Procida, à douze milles de Naples, et protégeaient de tous leurs moyens ces premiers efforts des royalistes : nous avons fait voir de quelle ma-

1799—an VIII. Italie.

nière ils avaient déjà secondé quelques-unes des insurrections contre les troupes françaises pendant le séjour de l'armée; cependant, depuis le départ de celle-ci, le feu de la révolte avait paru se ralentir dans quelques-unes des provinces. On eût dit que les habitants, satisfaits d'avoir vu partir leurs dominateurs étrangers, étaient devenus indifférents sur le mode de gouvernement; aussi les Anglais eurent-ils besoin d'avoir recours à toutes les intrigues de leur politique astucieuse pour contre-balancer l'influence des autorités républicaines.

Chargés d'entretenir une correspondance active entre les principaux chefs royalistes dans l'intérieur, ces fidèles alliés du roi de Naples dirigeaient les opérations, et fournissaient les insurgés d'armes et d'argent. Pour se rendre encore plus agréables à ces derniers, les Anglais traitaient ceux des partisans du système républicain qui tombaient entre leurs mains avec la dernière rigueur; une commission établie à Procida jugeait souvent à mort ces malheureuses victimes que le zèle britannique immolait ainsi à la vengeance royale. On va voir bientôt le vainqueur d'Aboukir, le héros de la Grande-Bretagne, lord Nelson lui-même, flétrir ses lauriers et entacher à jamais sa renommée en jouant un rôle qu'il aurait dû abandonner au chef des bandits calabrois, Fra Diavolo.

L'insurrection de la Calabre commençait à prendre quelque consistance, lorsqu'un des princes de l'Église romaine, le cardinal Ruffo, né sujet de Naples, quittant tout à coup le rochet pour la cuirasse, s'offrit à la cour de Palerme pour diriger les opérations des insurgés. Connu déjà par quelques aventures remarquables, Ruffo, élevé à Rome, avait passé par les différents degrés de la milice chrétienne. Nommé trésorier de la chambre apostolique, sa conduite scandaleuse avait presque fait repentir le vertueux Pie VI de la confiance dont il l'avait honoré. Cependant, au bout de quelque temps, il fut nommé cardinal, afin, dit-on, de l'enlever honorablement aux fonctions dont il abusait. Ruffo, mécontent du pape, et voulant s'ouvrir une carrière plus conforme à ses vues cupides et ambitieuses, vint à Naples, où le roi lui donna l'intendance de Caserte. Ayant suivi la cour à Palerme, lors de la conquête du royaume de Naples par Championnet, ce cardinal crut avoir trouvé l'occasion de

témoigner sa reconnaissance et son dévouement au roi des Deux-Siciles; et c'est alors qu'il sollicita l'honneur de débarquer en Calabre pour organiser d'une manière régulière l'insurrection de toutes les provinces de terre ferme.

Il aborda à Scylla, où il s'était ménagé quelques intelligences et où il se mit, en effet, à la tête de 300 Calabrois dont il forma sa garde particulière. S'avançant ensuite dans le pays, et tenant, comme Pierre l'Ermite, un crucifix dans une main et une épée dans l'autre, Ruffo appela tous les Napolitains à la vengeance des droits de l'autel et du trône; il promit à ses sectateurs le bonheur éternel pour l'autre vie, et dans celle-ci la jouissance des dépouilles de leurs ennemis; il assura un pardon général aux criminels, pourvu qu'ils se rangeassent sous les drapeaux de l'insurrection; il ordonna que tous les vrais catholiques, les amis du roi, portassent, en signe de ralliement, une croix blanche à leurs chapeaux, et fit abattre tous les arbres de la liberté qui furent remplacés par des croix. La Calabre ne tarda point à se lever tout entière; les habitants arborèrent la croix blanche et vinrent en foule se ranger sous les bannières du cardinal.

Fra Diavolo se présenta le premier avec sa troupe de galériens, augmentée d'un grand nombre d'autres malfaiteurs. Un sicaire, nommé Panzanera, convaincu de quatorze homicides, vint offrir ses services et fut honorablement accueilli par Ruffo, qui ne reçut pas avec moins de bienveillance l'ancien chef de sbirres Sciarpa : celui-ci, exilé en raison de ses excès, par le tribunal de Salerne, fut nommé par le cardinal grand-prévôt de l'armée royale.

Il convenait d'abord de s'attacher d'une manière sûre ce ramas de bandits, que l'amour seul du pillage et des excès entraînait dans le parti de l'insurrection; le cardinal leur présenta, en conséquence, le sac de Crotone, une des villes les plus riches de la Calabre. Vainement cette malheureuse cité offrit-elle d'ouvrir ses portes, vainement ses honnêtes habitants essayèrent-ils d'exciter la pitié du commandant en chef : Crotone fut abandonnée pendant deux jours entiers à la rapacité et à la barbarie des croisés napolitains. Après ce début, Ruffo conduisit sa bande à Catanzaro, résidence du gouverneur de Calabre, et où déjà le bruit du triste sort de Crotone était parvenu. La crainte d'é-

1799—an VIII. Italie. prouver un pareil traitement donna de l'énergie aux habitants : ils fermèrent les portes de la ville, et préparèrent tous les moyens de résistance dont ils pouvaient disposer. Le cardinal, désespérant de pouvoir réduire Catanzaro par la force, proposa une capitulation qui fut acceptée. La ville se soumit au roi, paya une contribution convenue, et fournit un contingent d'hommes à l'armée royale. Celle-ci se porta ensuite sur Cosenza, capitale de la Calabre citérieure.

Cependant la nouvelle des succès obtenus par Ruffo causa tant de satisfaction à la cour de Palerme, que le roi s'empressa de nommer le cardinal vicaire général de la couronne dans le royaume de Naples, et lui envoya comme lieutenants le prince Leporano et le chevalier Micheroux, avec un renfort composé d'un régiment de cavalerie et d'un corps de volontaires siciliens. D'autres secours furent encore promis pour l'avenir.

Les habitants de Cosenza, à l'approche de l'armée royale, s'étaient hâtés de suivre l'exemple de ceux de Catanzaro, en fermant leurs portes et armant leurs remparts ; ils espéraient par là obtenir une composition avantageuse et se garantir du pillage. Mais Ruffo, informé que Cosenza n'avait pas les mêmes moyens de résistance que Catanzaro, déploya ses troupes devant la ville, et ordonna qu'elle fût prise de force. Les royalistes y pénétrèrent bientôt par différents points, culbutèrent tous ceux qui voulurent se défendre, et pillèrent toutes les propriétés publiques et particulières.

Ces excès, que le cardinal se voyait dans la nécessité de tolérer pour assouvir la cupidité de ces bandes indisciplinées, répandirent la terreur dans tout le royaume. Les villes et les bourgs s'empressèrent d'envoyer leur acte de soumission ; et tous ceux des habitants qui désirèrent partager avec les bandes organisées le pillage des propriétés accoururent offrir leurs services au vicaire général. Celui-ci, pour entraîner les citoyens plus aisés et moins turbulents dans son parti, promit, dans une proclamation, l'exemption des impôts pendant dix ans à tous ceux qui auraient concouru activement au rétablissement du roi Ferdinand IV sur le trône de ses pères.

La Calabre et la Pouille étaient déjà rentrées sous la domination royale. Un abbé, nommé Pronio, chargé de soulever les

Abruzzes, parcourut cette province pour exciter les partisans de la royauté à piller et à saccager les propriétés de tous ceux des habitants qui ne se déclaraient point assez vite pour la bonne cause. Les troupes de Ruffo occupèrent le pont de Campestrino, passage important qui assurait la communication de la Calabre avec la Basilicate, et, conséquemment, la possession de cette dernière province. La ville de Muro fut prise et livrée au pillage, et celle d'Altamura, dans la terre de Bari, menacée du même sort.

Sur ces entrefaites, la cour de Palerme avait redoublé d'efforts pour envoyer des secours au cardinal. L'armée royale se composa bientôt d'autant de nations qu'Alaric ou Attila en avaient rassemblé sous leurs étendards : on y voyait, outre les Napolitains et les Siciliens, des Anglais, des Autrichiens, des Russes, des Romains, des Toscans, des Portugais, des Grecs, et jusqu'à des Turcs. Ces forces s'avancèrent vers Naples et le littoral de la Méditerranée : les unes, pour attaquer les Français qui occupaient encore quelques places fortes; les autres, et c'était le plus grand nombre, pour piller et ravager le pays, sans distinction d'amis et d'ennemis. Ce fut en vain que le chevalier Micheroux et le prince de Leporano essayèrent d'introduire quelque discipline dans cette armée, qui comptait déjà plus de 60,000 hommes. Il devint impossible de retenir par aucune digue ce torrent dévastateur.

Toutes les provinces du royaume ne tardèrent pas à être en proie aux horreurs d'une guerre terrible; l'anarchie devint complète, et la république parthénopéenne se trouva circonscrite dans les murs de la capitale. Les Napolitains qui avaient embrassé le parti des Français se retirèrent de toutes parts à Naples, dans l'espoir d'y trouver une protection contre les fureurs des royalistes. Réunis au peu de Français qui se trouvaient dans cette ville, ils formèrent une petite armée, qui aurait pu, avec un autre concours de circonstances, devenir redoutable à ses nombreux adversaires. Dirigé par le ministre de la guerre Mantoni, un détachement de ces Napolitains osa s'avancer contre les royalistes, et obtint d'abord quelques succès; mais bientôt entourés par un corps d'insurgés, qui avait à sa tête l'évêque de Capaccio, les républicains se virent contraints de se faire jour

1799—an VIII. Italie.

à travers les rangs de l'ennemi pour rentrer dans Naples, après avoir abandonné leur artillerie et perdu un grand nombre des leurs. Le cardinal Ruffo s'avança rapidement avec le gros de ses troupes pour profiter de cet avantage; et, secondé par les vaisseaux anglais et turcs, il investit Naples, dont il commença de suite le siége.

Les patriotes napolitains et les Français renfermés dans Naples avaient la double tâche de se défendre au dehors contre l'armée du cardinal Ruffo, et au dedans contre les nombreux partisans de la royauté. Ils réussirent toutefois à maintenir pendant quelque temps la tranquillité dans la ville et à repousser quelques-unes des attaques des assiégeants. Le 17 juin, le vicaire général fit assaillir le château fortifié de Villiena; les assiégés s'y défendirent pendant toute la journée avec l'opiniâtreté qu'on peut supposer à des hommes réduits au désespoir; mais, vers le soir, une brèche permit aux royalistes de pénétrer dans le château. Le commandant napolitain, nommé Antonio Torcano, se traîna, malgré les blessures dont il était couvert, jusqu'au magasin à poudre, y mit le feu, et ensevelit ainsi sous les ruines les vainqueurs et les vaincus.

Le cardinal menaçait la ville de Naples sur trois points différents: les postes della Maddalena, di Forca et de Capo di Monte. Les assiégés éprouvèrent bientôt le fléau de la famine; car il avait été impossible d'approvisionner convenablement une cité aussi populeuse. Les forts avaient seuls des vivres pour quelque temps, et les républicains, ayant résolu de faire une sortie générale à l'effet de s'en procurer, l'effectuèrent le 19 juin, à midi. Les deux partis se battirent jusqu'à la nuit avec le dernier acharnement; mais, à huit heures du soir, 500 Russes étant venus renforcer les troupes irrégulières du cardinal, les républicains de Naples, écrasés par le nombre bien supérieur de leurs ennemis, furent forcés de se retirer en désordre dans les forts qui défendent l'entrée de la rade. Le résultat de cet engagement si malheureux pour les Napolitains fut l'entrée de l'armée royale dans la ville. Toutes les horreurs qui avaient signalé la marche de cette armée depuis la Calabre se renouvelèrent alors avec plus d'excès encore. Le pillage, le meurtre, le viol, furent exercés dans Naples pendant deux jours entiers; et les mal-

heureuses victimes qui échappèrent aux différents genres de supplices mis en usage par les vainqueurs furent promenées dans toutes les rues et battues de verges. La plume se refuse à retracer les détails de la conduite atroce des cannibales conduits par le cardinal Ruffo. 1799 - an VIII. Italie.

Il restait encore à soumettre les forts Saint-Elme, Castel-Nuovo, del Ovo, Castellamare : le vicaire général les fit attaquer par ses bandes et les troupes auxiliaires, aussi vigoureusement que ses moyens le lui permettaient. Le premier de ces forts avait seul une garnison française, commandée par le chef de bataillon Méjan[1]; les autres étaient gardés par les Napolitains. Les tentatives des troupes royales ayant échoué, le cardinal eut recours aux négociations; il proposa aux Français et aux Napolitains des conditions de capitulation trop avantageuses pour que ceux-ci hésitassent à les accepter.

Les Français devaient être transportés en France, à la seule condition de ne point servir contre les alliés jusqu'à ce qu'ils eussent été échangés; et les patriotes napolitains, auxquels on reconnaissait le droit de traiter avec les puissances coalisées, devaient sortir en armes des châteaux, avec la faculté de pouvoir se retirer en France sur des bâtiments neutres, en conservant ou aliénant librement leurs propriétés, ou de rester dans le royaume des Deux-Siciles. Le bénéfice de ces conditions devait s'étendre à la garnison de Pescara et à tous les Napolitains des deux sexes, soit qu'ils fussent libres ou incarcérés. Des otages livrés par le cardinal, et au choix du Directoire et du corps législatif parthénopéens, devaient garantir l'exécution de cette capitulation. Elle fut consentie : les Français et les Napolitains patriotes évacuèrent les forts et se retirèrent, les premiers, et un certain nombre des seconds, sur les bâtiments qui devaient les conduire en France; les autres, dans la ville de Naples.

[1] La conduite de cet officier lui valut, dans le temps, de graves inculpations de la part des patriotes napolitains, et même de la part des Anglais. Ces derniers ont accusé Méjan de leur avoir proposé la remise du fort Saint-Elme moyennant une somme considérable. Le silence du gouvernement français en cette occasion ne nous a permis d'entrer dans aucun détail sur la validité de ces récriminations.

1799—an VII. Italie.

D'après cette capitulation, le sort des patriotes parthénopéens semblait être assuré; mais la politique anglaise vint mettre obstacle à l'entière exécution des conditions stipulées. L'acte avait été approuvé et signé, au nom de Sa Majesté britannique, par le capitaine de vaisseau Foote, commandant *le Sea-Horse*. L'amiral Nelson, qui s'était hâté de quitter la Sicile pour venir jouir du triomphe des Napolitains royalistes, prétendit, à son arrivée dans la rade de Naples, que l'approbation donnée par le capitaine Foote était nulle, et, par une perfidie indigne d'un guerrier tel que lui, il refusa de souscrire aux conditions accordées, spécialement aux Napolitains, par le cardinal Ruffo[1]. Sous le prétexte de mettre les partisans du gouvernement républicain plus sûrement à l'abri de la vengeance des royalistes, Nelson ordonna à tous les individus, ayant joué un rôle ou accepté des emplois dans le nouvel ordre de choses, de se rendre au Château-Neuf (Castel-Nuovo) pour y donner leurs noms et leurs demeures. La plupart eurent l'imprudente confiance d'obéir à cette injonction de l'amiral, dont ils étaient loin de soupçonner les cruels projets; mais à peine eurent-ils mis le pied dans le fort, que Nelson les retint prisonniers, les jugea lui-même prévôtalement, et en fit pendre un grand nombre aux vergues de ses vaisseaux; d'autres furent exécutés sur les places publiques de la ville. Ceux de ces malheureux qu'une juste défiance empêcha de se rendre à l'invitation cauteleuse faite par le noble lord furent recherchés avec soin et partagèrent bientôt le sort commun. Exécuteur empressé des vengeances de la cour de Naples, l'amiral poussa le zele si loin, qu'il envoya des bâtiments courir après ceux qui, sur la foi de la capitulation, s'étaient déjà embarqués et faisaient voile vers la France. Les transports eurent ordre de virer de bord et de rentrer dans la rade : les républicains parthénopéens furent alors enchaînés deux à deux sous les batteries du château de l'Œuf (Castel del Ovo), et mitraillés impitoyablement sans qu'il en échappât un seul.

[1] On verra plus tard un nouvel exemple de cet odieux machiavélisme, et l'amiral Keith s'empresser de marcher sur les traces du héros naguère son lieutenant.

Après ces épouvantables exécutions, bien propres à couvrir d'une honte éternelle les Anglais qui en furent les agents, la commissiou extraordinaire ou chambre ardente instituée par Nelson en vint à cet excès de délire de faire le procès à saint Janvier, sous le motif que ce patron du royaume avait paru approuver la révolution napolitaine en opérant le miracle de la liquéfaction de son sang. Le saint fut déclaré coupable, et, comme tel, déchu du titre honorable qu'il avait sur la terre; défense lui fut faite d'opérer de nouveaux miracles à l'avenir; son sang fut condamné à une coagulation éternelle, ses biens furent confisqués au profit du trésor royal, et enfin on lui donna pour successeur saint Autoine de Padoue, dont la fête se célébra le jour où les troupes royales entrèrent dans Naples sous la conduite de Ruffo. 1799—AN VII. Italie.

La populace napolitaine vit, dans les horreurs légales dont on lui donnait ainsi le spectacle, une invitation de se livrer elle-même à tous les excès qu'elle n'est déjà que trop portée à commettre, et dont nous nous abstiendrons d'offrir le hideux tableau. Il nous suffira de dire que Naples fut à ce moment un théâtre d'abominations telles, que le roi de Naples lui-même, ayant horreur de ce spectacle, et craignant peut-être pour sa sûreté personnelle au milieu de la horde d'assassins qui l'entourait, s'empressa de retourner à Palerme, sous le prétexte d'y célébrer la fête de sainte Rosalie[1].

[1] Pour éviter le reproche d'exagération que l'on pourrait peut-être nous faire en lisant cette faible quoique affreuse esquisse, nous allons rapporter textuellement un passage d'un écrivain anglais dont les récits ne doivent pas être suspects :

« On pendait, dit M. Ritchie dans ses *Mémoires politiques et militaires*, on étouffait, ou l'on faisait dévorer par des chiens nombre de personnes qui étaient ou que l'on supposait avoir été du parti des Français. On mit à mort toutes celles qui composaient les familles des membres du gouvernement. Outre plusieurs négociants, quarante citoyens de Naples, jurisconsultes ou médecins, furent brûlés vifs. On pendit l'évêque de Capri. Le duc della Torre, son frère, la duchesse del Popolo, et plusieurs autres seigneurs furent traînés par les rues et jetés dans les flammes. Les princes Belmonte et della Rocca, les ducs d'Andria, de Cassano, de Tarento, les marquises de Capreglia, de Rosa, de Filamarino et de Littizia, les princes Stigliano, Marscio-Nuovo et Angri, les marquises de Battiloro et d'Auletta, le duc d'Aradia, le prince de Strongoli, furent massacrés, ainsi que toute leur famille;

1799—an VIII. Italie. Cependant le capitaine Trowbridge, commandant le vaisseau de ligne anglais *le Culloden*, s'étant mis à la tête d'un détachement de troupes de sa nation, auquel se joignirent des Napolitains, des Portugais, des Russes et des Suisses, partit de Naples le 20 juillet, et se dirigea sur Capoue pour en faire le siége. Cette ville était défendue par une garnison dont les Français faisaient la moindre partie; aussi ne purent-ils point opposer aux efforts de leurs ennemis toute la résistance désirable. Contrarié par les troupes nationales qui occupaient les forts, instruit des désastres éprouvés par l'armée française en Italie, et ne pouvant par conséquent conserver l'espoir d'être secouru, le commandant capitula aux mêmes conditions qui avaient été accordées à la garnison du fort Saint-Elme. Deux jours après (31 juillet), Gaëte, également assiégée par les troupes royales et auxiliaires, obtint une capitulation plus avantageuse que les précédentes. Les 1,500 Français qui en formaient la garnison furent sur-le-champ reconduits en France; les autres postes occupés par les Français furent évacués à des conditions plus ou moins favorables. La ville de Pescara exigea seule un siége de deux mois. Entourés par des troupes napolitaines et craignant d'éprouver le même sort que les autres villes du royaume prises par les bandes de Ruffo, les habitants, secondés par quelques Français, se défendirent jusqu'à la dernière extrémité. La famine seule put les forcer à entrer en accommodement. Ils obtinrent l'exécution de l'article de la capitulation des forts de Naples qui les concernait, c'est-à-dire l'oubli entier du passé et la permission à ceux d'entre eux qui

on pilla leurs maisons, puis on y mit le feu. En un seul jour, des jeunes gens des meilleures familles de Naples et quelques moines du monte Olivetto, qui tous, au nombre de quatre-vingt-cinq, s'étaient réfugiés dans le couvent de San-Pietro, subirent le même sort.

« Parmi ceux qui avaient été *condamnés par l'amiral Nelson lui-même*, on remarquait Giacinto Dragonelli, auteur d'un *Traité des vertus et des récompenses*, faisant suite à celui de Beccaria sur *les délits et les peines*, Nicolo Grinnotti et Onofrio Colace, tous trois distingués par leurs vertus, leurs connaissances et leur caractère; cependant, par une faveur singulière, les deux premiers ne furent condamnés par Nelson qu'au bannissement. Le dernier périt sur l'échafaud avec le prince Caracciolo, également jugé et condamné par l'amiral anglais.

le voudraient de se retirer en France ou de rester dans le pays. 1799—an VIII. Italie.

Ferdinand IV n'était rentré dans la capitale de ses États que lorsque la tranquillité lui avait paru être suffisamment rétablie. C'est par ses ordres et sous son autorité que les places dont nous venons de parler avaient été assiégées et les capitulations consenties. Remis en possession de son royaume, il pensa à s'acquitter des services que lui avait rendus la coalition, en coopérant lui-même aux opérations des alliés en Italie. L'armée napolitaine, réorganisée, reçut en conséquence l'ordre de s'avancer sur l'État romain, où les Autrichiens, sous les ordres du général Frölich, avaient déjà pénétré. L'entrée des troupes napolitaines sur le territoire de l'Église fut précédée d'une proclamation, par laquelle le roi Ferdinand annonçait aux Romains que son armée marchait pour leur rendre leur souverain légitime, pour mettre fin à leur oppression, et rétablir le trône pontifical sur les ruines de l'anarchie. « Romains, disait le monarque sicilien, quelle satisfaction n'éprouverez-vous pas en cet heureux instant! Ceux qui s'avancent vers vous sont les adorateurs de la croix, de ce signe sacré que la victoire attend, et à l'aspect duquel les ennemis de Dieu, du trône et de l'humanité sont confondus et dispersés. A l'apparition de cet étendard triomphant, porté par mes soldats, tous les hommes placeront une croix au côté droit de leur chapeau, et toutes les femmes en attacheront une à leur poitrine du même côté, et à gauche ils porteront tous la cocarde napolitaine. Empressez-vous, Romains, d'arracher cet arbre infâme qui souille encore, à votre honte, votre territoire. Au lieu de ce funeste emblème de l'irréligion, de la dissolution et des vices les plus abominables, plantez l'étendard de la croix, qui accompagne toujours la vertu. Recevez mes braves soldats parmi vous; c'est un devoir que la religion vous impose. Ils viennent défendre votre honneur, vos familles, votre existence même. »

Nous avons dit, dans le quatrième volume, que, lorsque le général Berthier avait occupé Rome et établi un gouvernement républicain dans les États du pape, des consuls et un sénat, faible imitation de celui sous l'influence duquel les Romains s'étaient placés au premier rang des peuples du monde, avaient remplacé le vicaire de Jésus-Christ. Mais comme la nouvelle

1799 – an VIII. Italie. république avait besoin, pour se maintenir, d'autres forces que les siennes, le Directoire français y avait laissé un corps de troupes, qui devait, avec les légions levées dans le pays, concourir à l'affermissement du nouvel ordre de choses. Huit départements formaient la république romaine. Les généraux Garnier et Monnier commandaient les troupes françaises, ainsi que les légions, dont tous les officiers avaient d'ailleurs été choisis parmi les Romains.

Tant que les armes françaises prospérèrent en Italie, la république romaine jouit d'une certaine tranquillité. Le gouvernement consulaire avait pris de l'aplomb, et les nouveaux citoyens ne se montraient point indignes du bienfait de la liberté; et, quoique, au lieu de chercher à gagner l'affection de tous les Romains en se montrant généreux à leur égard, le Directoire français parût vouloir traiter la nouvelle république en province tributaire, cependant le peuple romain fut, de tous les alliés de la république-mère, celui qui se montra le plus longtemps fidèle et dévoué. Quand Schérer fut obligé d'évacuer la Cisalpine, et que les Autrichiens se répandirent dans les départements romains, voisins du gros de leur armée, plusieurs villes refusèrent de les recevoir, et se réunirent aux Français pour se défendre. Le gouvernement consulaire employa tous les moyens qui étaient en son pouvoir à l'effet de résister à l'invasion dont la république était menacée. Un grand nombre de citoyens s'armèrent, et le général Garnier, qui commandait à Rome, se mit à la tête d'une petite armée dont le dévouement aurait pu produire des résultats utiles s'il eût été soutenu.

Mais si les Français conservaient des partisans fidèles chez les Romains, l'ancien gouvernement papal en avait de bien plus nombreux. Parmi les premiers se trouvaient les hommes instruits, qui avaient espéré pouvoir rendre à la république une partie de son ancien éclat ; parmi les seconds on comptait cette tourbe de prêtres et de moines qu'alimentait le gouvernement papal, un certain nombre de nobles qui regrettaient sans doute qu'en restaurant la république on eût oublié le patriciat, enfin la masse ignorante du peuple, s'estimant heureuse de reprendre les chaînes de la superstition et du fanatisme.

Encouragés par les alliés, les chefs du parti papal travaillèrent activement à faire soulever ceux des départements romains où le transfuge Lahoz n'avait point encore exercé ses menées et ses intrigues : on se rappelle que ce général cisalpin avait été suspendu par le général Montrichard, comme suspect d'entretenir des intelligences avec les ennemis des Français. Se voyant découvert, Lahoz jeta le masque ; et, prenant ouvertement parti pour les Autrichiens, dont il était déjà l'agent secret, il s'occupa du soin d'organiser l'insurrection des trois départements du Tronto, du Musone et du Metauro. N'étant plus retenus par la crainte que leur avait inspirée jusqu'alors le voisinage de l'armée française, et se voyant au contraire soutenus par les alliés, les prêtres, les moines, quelques nobles et la troupe de fanatiques qu'ils avaient séduits s'empressèrent de secouer le joug républicain : le feu de l'insurrection s'alluma sur tous les points. Un rassemblement considérable s'organisa d'abord à Fossombrone, près de Pesaro ; les routes furent infestées de bandes de fanatiques et de voleurs commandés par des moines et d'anciens sbirres : Arezzo, Viterbe, Civita-Vecchia étaient autant de quartiers généraux, ou plutôt de repaires de ces bandes, qui étendaient leurs ravages jusque dans la Campagne de Rome ; l'intérieur de cette dernière ville renfermait aussi un très-grand nombre d'individus qui n'attendaient que l'approche des troupes alliées pour se jeter sur les Français et les Romains républicains. La vigueur des mesures prises par le gouvernement consulaire et le général Garnier avait cependant maintenu jusqu'alors la tranquillité. Rome, au milieu de la fermentation générale qui régnait autour d'elle, présentait un aspect rassurant : la justice s'y rendait avec fermeté ; les spectacles, aussi fréquentés qu'au temps de la plus grande puissance des Français, n'avaient encore été témoins d'aucun trouble et d'aucune rixe. Beaucoup de nobles romains montraient un bon esprit et de l'attachement pour un gouvernement dont la durée leur semblait cependant plus que douteuse. On remarquait à leur tête le prince Borghèse, ses deux fils et les deux princes de Santa-Croce.

1799—an VIII.
Italie.

Telle était la situation de la république romaine lorsqu'elle fut envahie par le corps autrichien du général Frœlich d'un

1799—an VIII. Italie.

côté, et par l'armée napolitaine de l'autre. Cette dernière était bien plus à craindre par les excès des brigands qu'elle renfermait dans son sein que par la science de ses généraux et la valeur de ses soldats. Frœlich commença ses opérations par occuper Civita-Castellana, d'où il s'avança ensuite sur Rome. Dans le même temps, un Suisse, nommé Burchard, qui commandait l'armée du roi de Naples, se dirigeait vers le même but par la rive gauche du Tibre. Cette double invasion n'intimida point le général Garnier et les patriotes romains. Au lieu d'attendre l'ennemi dans la ville, ils sortirent de ses murs; et, malgré l'infériorité de leurs forces, ils osèrent se porter au-devant des Napolitains. Les Français, commandés par Garnier, et les troupes nationales, dirigées par les princes Borghèse, Santa-Croce, Marescotti et Bonelli, rencontrèrent l'armée de Burchard auprès de Monte-Rotondo. Le général des Napolitains avait ramassé sur la route une foule d'insurgés romains, et ses forces étaient plus que décuples de celles de Garnier; mais celui-ci avait l'avantage de commander à des troupes diciplinées et qui avaient l'habitude des combats, tandis que la plupart des soldats de Burchard ne connaissaient que le pillage et les assassinats. L'engagement qui eut lieu le 21 septembre dura depuis le matin jusqu'au soir, et les troupes de Garnier durent faire les plus grands efforts pour vaincre la nuée d'ennemis qui leur était opposée. Enfin, à la nuit, les Napolitains, entamés sur plusieurs points, se retirèrent en désordre en remontant la rive gauche du Tibre, et abandonnèrent le champ de bataille, couvert de leurs morts et de leurs blessés. La perte des républicains, quoique peu considérable en comparaison de celle de leurs ennemis, était plus difficile à réparer. Les princes Marescotti, Bonelli et l'un des Santa-Croce furent grièvement blessés dans cette action.

Le lendemain, 22 septembre, la faible armée du général Garnier, quoique harassée des fatigues de la veille, se porta sur le corps autrichien commandé par Frœlich, qui menaçait Cornetto et Civita-Vecchia. Après un combat meurtrier où les deux partis montrèrent une égale valeur, la victoire se décida encore en faveur des Franco-Romains, et le général Frœlich fut obligé de se retirer à quelques lieues du champ de ba-

taille. Mais ce dernier avantage avait coûté si cher aux vainqueurs, que Garnier ne put se dissimuler la presque impossibilité de résister à un troisième effort de ses ennemis. Deux partis s'offraient à ce général pour échapper aux dangers de sa position : le premier, en faisant une trouée pour se réunir au général Monnier, qui défendait le littoral de l'Adriatique ; le second, en traitant avec ses ennemis, à l'effet d'obtenir une capitulation avantageuse. La réunion avec le général Monnier convenait mieux au caractère français de Garnier ; mais, en s'ouvrant un passage à travers les forces nombreuses qui l'entouraient, il abandonnait au sort le plus déplorable tous les Romains qui avaient pris plus ou moins de part à la révolution. 1799—an VIII. Italie.

Cette considération décida le généreux chef des Franco-Romains : il fit proposer au général Burchard et au commodore Trowbridge, qui commandait les forces anglaises réunies aux Napolitains, une capitulation en vertu de laquelle les troupes françaises qui occupaient Rome et ses environs, ainsi que les troupes polonaises et italiennes qui servaient sous ses ordres, auraient la faculté de retourner en France sans être échangées. Garnier stipulait également que les Romains qui en auraient le désir pourraient s'embarquer avec les Français et leurs alliés, et emporter tout ce qu'ils possédaient.

Cette capitulation, qui fut consentie et signée le 25 septembre par le général Burchard et le commodore Trowbridge, fut dénoncée le même jour au général Frœlich, auquel Garnier proposa une ligne de démarcation ; mais l'Autrichien, piqué de ce que le général français ne s'était point adressé à lui, refusa de consentir à l'exécution de la capitulation. Après d'inutiles négociations pour lever cet obstacle, Garnier, indigné d'une obstination aussi intempestive, résolut d'obtenir, les armes à la main, ce qu'il avait proposé à l'amiable. Le 28, les Franco-Romains eurent un second engagement avec les Autrichiens entre Corneto et Civita-Vecchia, et les maltraitèrent assez pour que Frœlich se trouvât trop heureux à son tour d'accéder à la capitulation.

L'armée napolitaine entra dans Rome le 30 septembre ; et, le même jour, les troupes françaises, italiennes, polonaises, et les patriotes romains qui voulurent les suivre, s'embarquèrent

9.

1799—an VIII. Italie. pour la France. Le général Frœlich n'entra point dans Rome, et fut se joindre, ainsi que nous le dirons plus tard, aux troupes alliées qui avaient déjà investi le général Monnier dans Ancône. Le premier acte que les Napolitains exercèrent dans Rome fut de brûler solennellement le grand arbre de la liberté planté en face du Vatican. Ils le remplacèrent par une croix, qu'ils dressèrent avec tout le pompeux appareil des cérémonies catholiques.

D'après la capitulation accordée par l'Anglais Trowbridge et le Suisse Burchard, un grand nombre de patriotes romains, même de ceux qui avaient rempli des emplois publics, étaient restés dans Rome, n'imaginant pas qu'on oserait violer une capitulation qui garantissait leur vie et leurs propriétés; mais les mêmes hommes qui avaient commis à Naplés les atrocités que nous avons rapportées pouvaient-ils se montrer plus scrupuleux dans une ville étrangère? A peine les Français furent-ils embarqués, que les Napolitains se répandirent comme des furieux dans Rome et renouvelèrent les excès qui avaient signalé leur entrée dans Naples. Le sang ruissela de toutes parts, répandu au nom d'un culte qui ordonne à tous les hommes de se traiter en frères. Des potences furent élevées sur toutes les places et dans les principales rues de la capitale du monde chrétien. Les consuls Zuccalcone et Malter furent arrachés de leurs foyers domestiques, promenés sur des ânes par toute la ville, et massacrés par cette même populace romaine qui, naguère encore, se courbait devant leurs faisceaux au palais Quirinal et montrait l'enthousiasme le plus exagéré pour la république.

8 octobre. (15 vend.) Suisse. *Suite des opérations militaires en Suisse; marche du maréchal Souwarof sur le Saint-Gothard; passage de la Linth et de la Limmat; bataille de Zurich; retraite de Souwarof; affaire de Constance, etc.* — Nous avons dit, dans le chapitre précédent, que le général Souwarof avait établi, vers le milieu de septembre, son quartier général à Bellinzona sur le Tésin, à six milles au-dessus du lac Majeur. L'armée russe séjourna quelque temps à Taverna, Bironico Bedano, dans les environs du mont Cenere; et le maréchal, accompagné du prince Constantin, passa, le 17 septembre, une revue générale au milieu des acclamations *vive l'empereur! vive le prince Constantin! vive Souwarof!*

Le projet de celui-ci était de pénétrer en Suisse par le Saint-Gothard, en formant une attaque sur la droite de l'armée française, de concert avec celles que les généraux Hotze et Korsakof devaient tenter sur le centre et la gauche de cette même armée. Le corps russe venant d'Italie devait, à cet effet, s'avancer par les deux rives du lac de Lucerne et la vallée de la Reuss, pendant que le corps autrichien du général Hotze se serait porté entre la Reuss et la Limmat, et que les troupes russes commandées par le général Korsakof auraient débouché par le pont de Zurich et attaqué les Français dans leurs positions du mont Albis. La réunion des trois corps d'armée devait avoir lieu ensuite sur les bords de l'Aar, vers le confluent de la Reuss. 1799—an VIII. Suisse.

Après avoir remonté la vallée du Tésin, Souwarof avait d'abord à forcer l'entrée de celle d'Urseren; descendant ensuite la Reuss jusqu'au lac de Lucerne, il devait être secondé sur sa droite par les troupes autrichiennes aux ordres des généraux Jellachich et Linken, qui occupaient les vallées des Grisons, vers Sargans et Ragaz; et, sur sa gauche, par celles des généraux Landon et Strauch, qui devaient, de leur côté, attaquer les Français et se rendre maîtres de l'entrée du Valais.

Le 18 septembre, les troupes de Souwarof commencèrent leur mouvement, et vinrent camper à Salvedra. Le 23, l'avant-garde pénétra dans la Levantine, ou vallée du Tésin, que Souwarof remonta ensuite avec le gros de son armée. Jusque-là le maréchal n'avait eu qu'à se féliciter du zèle et du dévouement que ses soldats avaient manifestés en toutes circonstances; mais lorsqu'en abandonnant les plaines riantes et fertiles de la Lombardie et du Piémont les premières colonnes russes furent en présence des cimes sourcilleuses du Saint-Gothard, constamment couvertes de glaces et de neiges, leur enthousiasme et leur énergie parurent s'éteindre tout à coup, et de sinistres pressentiments s'élevèrent dans ces âmes grossières. Ce changement se manifesta d'abord par des murmures presque outrageants pour leur chef, et bientôt après un esprit de mutinerie et d'insubordination s'empara d'eux. Un grand nombre jetèrent leurs armes et refusèrent de marcher plus loin. Les généraux et les officiers recoururent vainetent aux punitions usitées en Russie dans des cas semblables; vainement firent-ils saisir les

1799—an VIII. Suisse. plus mutins pour les faire périr sous le bâton : il devint impossible d'arrêter les progrès de la sédition et de faire avancer la grande majorité des soldats. En apprenant ce désordre, Souwarof, qui marchait ainsi que le prince Constantin avec les dernières colonnes, accourut à l'avant-garde. Par un de ces élans bizarres qui le caractérisaient, voyant que les exhortations et les châtiments étaient inutiles, il fit creuser une fosse sur le chemin qu'il fallait suivre, s'étendit dedans dépouillé de tous ses vêtements, et, s'adressant aux mutins restés sourds à la voix de leurs chefs et insensibles aux traitements rigoureux exercés contre eux par les officiers et sous-officiers, il leur dit : « Couvrez-moi de terre et abandonnez ici votre général ; vous n'êtes plus mes enfants ; je ne suis plus votre père : je n'ai plus qu'à mourir. » Cette démonstration et ces paroles éloquentes obtinrent un succès complet. Les grenadiers russes se précipitèrent vers la fosse, en tirèrent leur général, le tinrent quelque temps entre leurs bras en poussant des hurlements effroyables, et le supplièrent de les conduire sur-le-champ à l'ennemi, en jurant d'escalader les sommets les plus escarpés du Saint-Gothard pour en chasser et y tuer jusqu'au dernier des Français. C'est ainsi que le vieux guerrier russe parvint, par un moyen qui ne pouvait sortir que d'une tête aussi singulièrement organisée que la sienne, à ramener ses soldats à leur discipline première, et à leur rendre cette intrépidité et ce mépris de la mort qu'une étonnante fatalité leur avait momentanément ravis.

Le Saint-Gothard était occupé par une partie du corps du général Lecourbe, fort d'à peu près 13,000 hommes répartis en trois brigades. La première, aux ordres du général Gudin, appuyait sa droite au Tésin et sa gauche à l'Ober-Alp, dans la vallée de Disentis ; Gudin avait son quartier à l'Hospital, au pied du Saint-Gothard. Le général Loison commandait la seconde brigade, à Steig, gardant le Madera-Thal et le Schachen-Thal. La troisième brigade, aux ordres du général Molitor, venait d'être détachée, comme on le verra plus bas, par ordre du général en chef Masséna, dans la vallée de Glaris.

Souwarof, voulant mettre à profit l'enthousiasme qu'il avait excité parmi ses troupes, attaqua le même jour (23 septembre) le poste d'Airolo. 600 Français qui s'y trouvaient retranchés se

défendirent pendant douze heures contre 2,000 grenadiers que le maréchal avait employés à cette attaque. Le général Gudin, voyant cette position importante forcée, fit replier ses troupes en bon ordre sur l'Hospital et sur Urseren, où le général Loison envoya deux bataillons de renfort. Le 24, les Russes s'avancèrent sur la ligne française, et manœuvraient de manière à envelopper la brigade tout entière, lorsque le général Gudin, profitant de la pluie froide qui tombait en abondance et que le vent portait au visage des Russes, évacua la petite vallée d'Urseren, passa la Reuss à l'Hospital, emmenant toute son artillerie, gravit pendant la nuit les hauteurs du mont Furca, et vint prendre une très-bonne position sur le Grimsel ainsi que sur le sommet du Furca. De là Gudin se trouvait à même de défendre l'entrée des vallées du Rhône et de l'Aar, points de la plus haute importance pour la défense de la Suisse et pour la position générale de l'armée française. La présence de cette brigade sur l'extrême frontière du Valais lui donnait la facilité de reprendre le Saint-Gothard aussitôt que l'ennemi s'en éloignerait.

1799—an VIII. Suisse.

Pendant qu'une partie des Russes forçaient les Français à leur livrer passage par Airolo, le général Rosemberg, détaché par Souwarof dans la petite vallée de Plora, avait attaqué vivement l'Ober-Alp, afin d'arriver au pied du Saint-Gothard par Urseren avant que la troupe qui défendait Airolo eût pu effectuer sa retraite sur l'Hospital; mais ce mouvement n'avait pas été exécuté assez promptement pour atteindre le but proposé.

L'occupation du Saint-Gothard était de la plus haute importance pour les progrès des alliés en Suisse; aussi Lecourbe, informé de l'attaque sérieuse faite sur Airolo et du mouvement rétrograde de la brigade Gudin, s'avança avec une partie des troupes du général Loison, et occupa le 27 septembre, à la pointe du jour, la tête des défilés du pont du Diable. Son dessein était d'attaquer et de forcer l'avant-garde russe dans la vallée d'Urseren, afin d'opérer sa jonction avec le général Gudin; mais les colonnes russes avaient déjà débouché par le trou d'Uri, et le général Auffemberg venait de rejoindre Souwarof à Amsteg. Lecourbe dut se borner alors à défendre le passage de la Reuss entre Wasen et Altorf, afin de retenir les

1799—an VIII. Suisse.

Russes dans la vallée, et les empêcher de tourner le flanc droit de l'armée française en pénétrant par Engelberg sur Stanz. Comme ce général venait de charger le général Loison de défendre avec quelques bataillons les ponts d'Attinghausen et d'Erstfeld, il n'avait plus avec lui que trois bataillons et neuf compagnies de grenadiers, formant un total d'environ 1,500 hommes, qu'il plaça sur le versant du mont Surenen, près de Seedorf et de l'embouchure de la Reuss dans le lac de Lucerne. Ce fut cependant avec cette poignée de braves et les faibles troupes dirigées par Loison que Lecourbe parvint à arrêter, pendant trois jours, les 30,000 Russes que Souwarof amenait d'Italie en Suisse.

Le général russe avait déjà tenté inutilement de forcer le poste important d'Erstfeld, lorsque, le 27 septembre, il renouvela son attaque avec plus de fureur que jamais. Il réussit enfin à faire établir, sous le feu le plus meurtrier, une solive sur les traverses du pont. Ses troupes commençaient déjà à traverser la Reuss, lorsque Lecourbe, pour faire diversion à cette entreprise décisive, osa lui-même traverser la rivière au pont de Seedorf, avec un bataillon, quatre compagnies de grenadiers et deux pièces de canon, et vint se jeter sur les postes russes, après avoir tourné la petite ville d'Altorf. L'ennemi, effrayé de cette brusque attaque, se mit à fuir en désordre; les Français le poursuivirent et pénétrèrent au pas de charge jusqu'au camp des Russes, où ils répandirent une terreur telle, que ceux qui défendaient Altorf l'abandonnèrent et vinrent communiquer leur effroi à Souwarof lui-même. Celui-ci n'eut pas la sagacité de deviner l'intention de son rival : il renonça à l'attaque d'Erstfeld, et courut au secours des siens. Lecourbe soutint le combat jusqu'à la nuit, pour ne point faire connaître la faiblesse de sa colonne, et vint se joindre au général Loison, sans avoir perdu beaucoup de ses soldats dans ce mouvement aussi périlleux qu'habilement combiné. Les nouvelles de la prise de Zurich et de l'occupation du canton de Glaris par les Français déterminèrent alors le général Souwarof à quitter précipitamment la vallée de la Reuss pour se jeter dans le Muotta-Thal; mais avant de rendre compte de ce dernier mouvement, auquel les circonstances forcèrent le général en chef russe, nous allons rapporter les glo-

rieux succès remportés par Masséna auprès de Zurich et dans le canton de Glaris. 1799—an VIII Suisse.

Nous avons dit précédemment qu'après avoir échoué dans sa tentative pour passer l'Aar[1], le prince Charles avait marché avec une partie des troupes autrichiennes sur le bas Rhin, pour secourir Mannheim et Philippsbourg. Le corps russe aux ordres du général Korsakof avait alors remplacé les Autrichiens dans la position centrale de Zurich, et le corps du général Hotze regardait toutes les autres positions des alliés en Suisse. A cette époque, c'est-à-dire vers le milieu de septembre, telles étaient les positions respectives occupées par les Français et les alliés :

Le général Thureau gardait le haut Valais, avec un corps séparé, qui avait cependant la dénomination de première division de l'armée du Danube. Thureau avait pénétré par le Simplon en Italie, et ses avant-postes s'étendaient jusque sur le lac Majeur : il avait devant lui quelques troupes autrichiennes commandées par le général-major Strauch.

Le général Lecourbe, commandant la deuxième division, forte, comme nous l'avons déjà dit, de 12 à 13,000 hommes, occupait le Saint-Gothard, et nous venons de rendre compte des événements qui l'avaient forcé à se retirer en arrière de cette position.

La troisième division, aux ordres du général Soult, forte d'environ 10,000 hommes, appuyait sa droite sur la haute Linth à Glaris, et portait sa gauche jusqu'à Atliswyl sur la Sil; elle couvrait l'intervalle entre le lac de Wallenstadt et celui de Zurich, et bordait une partie de celui-ci; elle avait en opposition le corps autrichien du général Hotze, fort d'à peu près 20,000 hommes, et bien retranché sur la rive droite de la Linth.

La quatrième division, commandée par le général Mortier, forte de 6,000 hommes, occupait le mont Albis et les bords de la Sil, depuis Atliswyl jusque vers Altstetten; elle masquait le débouché que l'ennemi s'était ménagé sur la rive gauche de la Limmat en occupant Zurich : devant elle se trouvait une partie des troupes du corps russe de Korsakof, placé d'une part au village de Wollishofen, et campé de l'autre dans la plaine de la Sil, en deçà de Zurich.

[1] *Voyez* pages 71 et suivantes de ce volume.

1799—An VIII Suisse. La cinquième division, que commandait le général Lorges, forte de 12,000 hommes, avait sa droite à Altstetten, et appuyait sa gauche près de Baden en suivant le cours de la Limmat: elle gardait la rive gauche de cette rivière, dont la droite était bordée par des troupes russes, et occupait aussi les revers des montagnes qui séparent la Reuss de la Limmat.

Le général Menard avait sous ses ordres la sixième division, forte de 9 à 10,000 hommes, et s'étendant depuis Baden, qu'elle occupait, jusqu'au confluent de la Limmat: de là les troupes françaises bordaient la rive gauche de l'Aar jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le Rhin; des troupes russes lui étaient opposées sur la plus grande partie de son front, et, vers la gauche, elle était en présence de quelques troupes de la réserve autrichienne aux ordres du général Nauendorf.

Une réserve française, commandée par le général Klein, occupait le Frickthal, et était campée en avant de Nieder-Frick, observant le général Nauendorf, qui occupait les villes forestières.

Enfin le général Chabran gardait la tête du pont en avant de Bâle avec quelques mille hommes.

Le général en chef Masséna avait passé près d'un mois à se fortifier dans ces positions, et ses ailes seules avaient eu quelques engagements peu importants, si l'on en excepte le mouvement du général Lecourbe sur le Saint-Gothard. Avant d'en venir à un engagement général, Masséna avait voulu attendre, comme nous l'avons dit plus haut, l'arrivée de tous les renforts qui étaient en marche de l'intérieur pour son armée, et reposer en même temps ses troupes des fatigues qu'elles avaient essuyées, depuis le commencement de la campagne, par une guerre aussi active, et, pour ainsi dire, aussi minutieuse que celle des montagnes. Cependant, lorsqu'après la perte de la bataille de Novi, il apprit que le maréchal Souwarof se disposait à passer en Suisse pour y diriger les opérations des alliés, le général français sentit que le moment était venu d'attaquer les généraux Korsakof et Hotze, avant que le corps russe venant d'Italie pût opérer sa jonction avec ceux-ci. Pour mettre ce projet à exécution, il fallait passer la Limmat, et cette opération offrait de grandes difficultés: elles n'arrêtèrent point

Masséna; et, pendant que les officiers de l'artillerie et du génie 1799—an VIII s'occupaient des préparatifs nécessaires, Masséna, pour favoriser son entreprise, ordonna au général Lecourbe de faire occuper le canton de Glaris, qui devait fortifier la tête de la position du général Soult. Suisse.

Ce fut le général Molitor qui fut chargé de cette expédition : sa brigade, détachée de l'aile droite, formait, entre le général Lecourbe et le général Soult, une espèce de garde avancée. Molitor, en raison de l'étendue du terrain que ses troupes étaient obligées de garder, ne put guère disposer que de 12 à 1,500 hommes des 2e et 84e demi-brigades. Avec cette colonne il attaqua brusquement les troupes ennemies qui gardaient les sommités du mont Bragel. Après avoir emporté cette position à la baïonnette, Molitor poussa ses adversaires jusqu'au débouché du Klön-Thal. Les Autrichiens s'étaient retranchés avec de l'artillerie dans le village de Netstall, qui ferme ce débouché à l'entrée de la vallée de Glaris. Le général français, afin d'assurer sa droite, laissant un bataillon au débouché du Klön-Thal se porta sur Glaris avec quatre compagnies, qu'il plaça à la tête de la ville sur la grande route du Lintthal; mais, en retournant pour diriger l'attaque de Netstall, il trouva le chemin intercepté, et tomba, lui dixième, au milieu d'un corps de 1,500 Suisses, organisés et soldés par l'Angleterre. S'étant fait jour l'épée à la main en courant les plus grands dangers, il regagna le Klön-Thal, où le bataillon de la 84e demi-brigade se trouvait déjà engagé. Les Suisses avaient suivi Molitor; et, traversant le torrent de Lontsch, ils attaquèrent les Français en queue, et jetèrent le désordre dans les rangs de ces derniers. Molitor, secondé par son aide de camp Fridolsheim, se mit à la tête des grenadiers qui avaient gardé leurs rangs, chargea les assaillants à la baïonnette, et culbuta dans le torrent tout ce qui ne fut pas tué ou fait prisonnier.

Sur ces entrefaites, les quatre compagnies placées en avant de Glaris avaient été également enveloppées par une partie des Suisses et le bataillon autrichien de Kaiser arrivé de Lintthal. Après un combat sanglant, ces quatre compagnies se firent jour à la baïonnette, et vinrent rejoindre leur général au débouché du Klön-Thal. Molitor fut obligé de se défendre toute

1799—an VIII Suisse. la nuit avec sa colonne de 1,200 hommes contre cinq bataillons autrichiens et 1,000 à 1,200 Suisses.

Un combat aussi prolongé avait épuisé presque toutes les munitions de la colonne française. Molitor occupait une hauteur dont le front formait un amphithéâtre très-resserré ; il fit rassembler sur ce front une grande quantité d'énormes pierres pour s'en servir contre l'ennemi lorsque les cartouches viendraient à lui manquer tout à fait. Le lendemain, dès que le jour parut, les Autrichiens tentèrent d'enlever d'assaut la position des Français ; mais, forts de leur supériorité numérique, ils négligèrent de prendre les précautions qui pouvaient assurer le succès de leur attaque : toutefois, malgré la plus vigoureuse résistance de la part des assaillis, les assaillants commençaient à faire quelques progrès, lorsque Molitor ordonna à ses soldats de faire rouler les quartiers de rocs qu'ils avaient amoncelés la veille. Cette défensive meurtrière, à laquelle l'ennemi était loin de s'attendre, épouvanta tellement les Autrichiens et les Suisses, qu'ils rétrogradèrent aussitôt dans le plus grand désordre. Molitor saisit cet instant pour faire battre la charge : les soldats, à la tête desquels il se place lui-même, se précipitent alors des rochers et tombent sur leurs adversaires à la baïonnette, les culbutent et restent maîtres de la position retranchée de Netstall. Cet éclatant fait d'armes valut aux Français la possession de la vallée de Glaris. Molitor put faire alors sa jonction avec les troupes de la division Soult au delà de Nafels, et il porta le lendemain ses avant-postes de droite à Engi, Matt et Elm, et ceux de gauche près de Kerenzen, sur la route de Wallenstadt. Les Autrichiens s'étaient retirés, les uns par Engi, Matt et Panix, les autres sur Wallenstadt par Mollis et Kerenzen.

Cette occupation du canton de Glaris exerça, comme on le verra bientôt, une influence bien importante sur les déterminations que prit le maréchal Souwarof après avoir renoncé à forcer le passage de la Reuss. Le général Hotze, qui ne s'était point trouvé en mesure de l'empêcher, prit alors une position avantageuse derrière la Linth, entre Wesen et Uznach, et porta son quartier général à Kaltbrun. Le général Masséna eut lieu de s'applaudir de la réussite du mouvement exécuté par le général Molitor, qui facilitait singulièrement ses opérations ul-

térieures en ce qu'il éloignait le général Hotze de Souwarof; des ordres furent donnés par le général français pour accélérer avec la dernière activité les préparatifs du passage de la Limmat. Le chef de brigade d'artillerie Dedon, qui s'était déjà distingué par des opérations semblables, mit tant de zèle dans l'exécution de celle-ci, que tout fut prêt avant le terme fixé par Masséna. Deux attaques devaient avoir lieu en même temps, l'une contre le général Korsakof à Zurich, et l'autre contre le général Hotze à Kaltbrun. Le général Soult fut chargé de cette opération; et, à cet effet, il devait passer la Linth au moment que les divisions Menard, Lorges et Mortier et la réserve du général Klein passeraient la Limmat pour attaquer Korsakof. 1799—an VIII Suisse

A proprement parler, ces deux attaques n'en formaient qu'une générale; mais le général en chef considérait qu'en forçant le général Hotze à quitter la position avantageuse qu'il occupait à l'entrée des deux vallées de la Glatt et de la Toss (dont le cours du sud-est au nord-ouest, parallèle à celui de la Limmat, coupait, par la plus courte direction, les derrières du centre de l'aile droite des alliés), il obtiendrait nécessairement pour résultat l'avantage de séparer ce même général d'avec le général Jellachich, et d'attaquer avec plus de confiance le centre quand les derrières de celui-ci seraient menacés. En conséquence, Masséna avait résolu de commencer son attaque générale par celle du corps autrichien de Hotze; et Soult reçut l'ordre de se tenir prêt à passer la Linth au premier signal.

Afin d'entretenir la sécurité de l'ennemi et d'attirer son attention sur d'autres points, Masséna fit faire, sur sa gauche, dans le Frickthal et sur l'Aar, différentes démonstrations. Il avait fixé son attaque générale au 26 septembre; mais, étant informé du dernier mouvement fait par le maréchal Souwarof sur le Saint-Gothard, il arrêta que les passages de la Linth et de la Limmat auraient lieu vingt-quatre heures plus tôt. Ainsi il est facile de remarquer que, si le général Lecourbe n'eût point arrêté les Russes pendant trois jours sur les bords de la Reuss, le mouvement projeté par Masséna n'aurait pu s'effectuer, et que dès lors la jonction des trois corps qui devaient former l'armée alliée en Suisse eût été inévitable.

La division Soult se trouvait séparée du gros de l'armée fran-

1799—an VIII. Suisse.

caise de toute la longueur du lac de Zurich, et son action ne pouvait être entièrement liée aux opérations qui allaient avoir lieu au-dessus de ce lac : c'était comme un corps détaché, dont les succès devaient néanmoins entrer pour beaucoup dans le résultat général.

Nous avons dit qu'il était important de séparer, dès le premier moment, les troupes du général Hotze des forces aux ordres particuliers du général Jellachich. Le passage de la Linth, non moins indispensable au succès de l'attaque générale que celui de la Limmat, dont elle n'est que la prolongation sous un autre nom, présentait de grandes difficultés, à cause du peu de moyens que l'on avait pour cette opération, et surtout à cause des marécages, qui ne permettent pas aux voitures d'approcher de cette rivière. Cependant, grâce aux soins et à l'activité des officiers du génie et de l'artillerie employés auprès du général Soult, le passage s'effectua plus heureusement qu'on ne l'avait espéré.

Par suite des reconnaissances faites à cette occasion, on choisit, pour traverser la Linth, le point de Bilten, comme étant celui où la rivière, quoique rapide, avait moins de largeur (elle n'était que de cent vingt pieds). Huit bateaux tirés du lac de Zug devaient y être amenés par celui de Zurich : deux de ces bateaux étaient destinés à transporter l'artillerie. L'embarquement général de la division devait être précédé par le passage à la nage d'une compagnie d'infanterie dite *des nageurs*, composée d'hommes qui s'étaient exercés, à cet effet, dans le lac de Zurich, armés de piques, de sabres et de pistolets, commandée par l'adjudant-major Delort, et dont la destination, en cette circonstance, était de surprendre et d'égorger les premiers postes autrichiens.

Le passage de Bilten devait être secondé par des troupes embarquées à Lachen, et qui, sous la protection de trois chaloupes canonnières, devaient se diriger par le lac de Zurich, une partie sur le village de Schmerken, pour y aborder, et l'autre vers l'embouchure de la Linth, pour la remonter et débarquer à la hauteur d'Uznach : elles avaient l'ordre de coopérer à l'attaque que le général Leval, après avoir passé la Linth sur le pont rétabli de Grynau, allait faire sur le bourg d'Uznach.

Le 25 septembre, vers quatre heures du matin, les bateaux du lac de Zug, arrivés la veille à Bilten, furent transportés de ce village au bord de la rivière, qui en est éloignée de six cents toises, trajet d'autant plus difficile à faire, que, le terrain étant marécageux, il avait fallu construire un chemin sur des madriers, et que le bruit des voitures sur ce plancher attira l'attention de l'ennemi, qui dirigea aussitôt un feu assez vif sur le convoi; mais les bateaux n'en parvinrent pas moins, sans accident grave, à l'endroit du rivage où ils étaient attendus impatiemment. 1799—an VIII Suisse.

Tandis que l'on s'occupait de les mettre à flot, la compagnie de nageurs se jeta à l'eau, et aborda la rive droite. Quelques soldats du régiment de Bender furent faits prisonniers presque aussitôt et contraints par les Français de crier en allemand : « *En retraite, Bender, sauve qui peut ! les Français sont débarqués!* » Les intrépides nageurs balayèrent la rive droite, et facilitèrent ainsi l'embarquement des troupes. Lorsque les Français eurent six compagnies de grenadiers sur cette même rive, ils attaquèrent le village de Schannis, éloigné d'un quart de lieue du point de débarquement, et ils l'emportèrent après un engagement assez vif; mais les Autrichiens, qui venaient d'évacuer ce poste, ayant reçu quelques renforts, revinrent à la charge et recommencèrent un combat opiniâtre. Schannis fut pris et repris trois fois, et toujours attaqué ou défendu avec un égal acharnement. Les Autrichiens en étaient restés maîtres lorsque, six nouvelles compagnies de grenadiers et le 2ᵉ bataillon de la 25ᵉ demi-brigade légère étant venus renforcer les premiers débarqués, l'attaque se renouvela avec une vigueur à laquelle les Autrichiens furent obligés de céder. Cet engagement, où l'ennemi montra d'ailleurs un grand courage et une rare intrépidité, fut très-meurtrier; les abords et les rues de Schannis étaient jonchés de morts et de blessés. Le général Hotze, accouru de son quartier général avec trois bataillons de renfort, paya d'exemple pour arracher la victoire aux Français. Son dévouement lui devint fatal : atteint de deux coups de feu, le premier dans la cuisse, et le second à travers la poitrine, il fut trouvé mort sur le champ de bataille, entouré de ses braves grenadiers, qui s'étaient inutilement sacrifiés pour le défendre. Le colonel

1799—an VIII. Suisse.

Plunket, chef d'état-major de ce corps d'armée autrichien, fut tué presque en même temps que Hotze. Les alliés ne pouvaient pas faire une perte plus grande que celle de ce dernier général, dans une circonstance surtout où ses talents et la connaissanee particulière qu'il avait du théâtre de la guerre auraient été de la plus grande utilité pour les généraux russes. Hotze, né sur les bords du lac de Zurich, succomba ainsi sous les yeux de ses compatriotes : il fut vivement regretté des Autrichiens, qui le regardaient comme un de leurs meilleurs généraux.

La mort du général Hotze n'avait pas peu contribué à répandre parmi ses soldats, témoins de sa chute, le désordre et la confusion. Ils essayèrent pourtant de se défendre encore au quartier général de Kaltbrun ; mais ce village ayant été emporté à la baïonnette, tout ce qu'il y avait de troupes autrichiennes dans cette partie fut mis en déroute, et se retira, les unes sur Wesen, et les autres sur Lichtensteig.

Pendant que la droite de la division Soult s'acquittait d'une manière si glorieuse de l'opération dont elle était chargée, le débarquement qui devait avoir lieu à Schmerken avait obtenu un égal succès ; mais celui que le chef de brigade Lochet devait diriger en remontant la Linth pour prendre terre à la hauteur d'Uznach échoua, parce que les eaux se trouvèrent beaueoup trop basses à l'embouchure, et que l'ennemi eût trop incommodé les troupes par son feu. Au lieu donc de débarquer vis-à-vis d'Uznach, Lochet vint remonter la Linth par terre, pour passer au pont de Grynau. Le chef de brigade Lapisse avait reçu ordre de venir également passer la Linth à Grynau, après avoir favorisé, avec deux bataillons de la 56e demi-brigade, l'attaque faite sur Schannis, par un feu continuel dirigé de la rive gauche; mais, au moment où la tête de sa colonne passait sur le pont, il se rompit. Pendant que l'on s'occupait de réparer cet accident, le chef de brigade Lochet fut attaqué vivement sur la rive droite par une colonne de trois bataillons russes, commandés par le prince de Würtemberg, et qui venaient au secours des Autrichiens. Les Français, trop inférieurs en nombre pour résister à cette attaque, se retirèrent d'abord sur le pont de Grynau, qu'ils croyaient pouvoir repasser; mais, le trouvant rompu, et ne voyant plus de retraite pour

PASSAGE
DE LA LIMMAT
à
Dietikon.

Regensdorf
Dellikon
Ob. Affholtern
Hongg
Riethof
Sparenberg
Weiningen
Wipchingen
Limmat R.
Zurich
Lac de Zurich
Wiedikon
Sihl R.
Schlieren
Albisrieden
Friesenberg
Otweil
Geroldsweil
Dikikon
Nieder Urdorf
Heitersperg
Une Lieue

1799 — an VII. Suisse.

eux, ils se rallièrent et résolurent de se défendre sous la protection de quatre pièces de canon placées sur la rive gauche, et du feu de mousqueterie des deux bataillons de la 56e demi-brigade, aux ordres du chef de brigade Lapisse, qui, en voyant cette attaque, avait rangé sa troupe en bataille sur la même rive. Les bataillons du prince de Würtemberg, s'étant avancés vers le pont, furent accueillis par le triple feu du détachement de la rive droite, des quatre pièces et des deux bataillons dont nous venons de parler. Ces décharges meurtrières, et surtout celles de l'artillerie, mirent hors de combat un grand nombre de soldats ennemis; et la colonne de Lochet, profitant du désordre momentané qui régnait dans les rang des trois bataillons, s'avança alors sur ceux-ci à la baïonnette, et acheva de les culbuter : une partie de cette troupe fut tuée, blessée ou prisonnière : le reste se dispersa.

Le général Soult poussa vivement le lendemain les avantages qu'il avait obtenus la veille. Un pont-volant avait été établi à Bilten, et l'on s'en était servi pour faire passer la cavalerie et l'artillerie. L'ennemi, chassé de Kaltbrun, essaya de reprendre ce poste à la faveur des ténèbres, et s'avança jusqu'à Benken, avec 1,800 hommes d'infanterie et un escadron de hussards; mais le général Soult, prévenu de ce mouvement, fit cerner la colonne des alliés par trois bataillons, qui lui firent mettre bas les armes et s'emparèrent en même temps d'un drapeau et de cinq pièces de canon. Soult fit ensuite attaquer Wesen par le chef de bataillon Godinot. Les Autrichiens qui défendaient ce poste furent faits prisonniers au nombre de 800, et livrèrent aux Français huit pièces de canon, vingt caissons et un drapeau. Les petites villes de Lichtensteig et Rapperschwyl tombèrent également au pouvoir des Français. Par le mouvement que ceux-ci venaient d'opérer, l'aile gauche de l'armée ennemie, dont le général Petrasch avait pris le commandement après la mort du général Hotze, se trouva entièrement séparée du centre de l'armée, dont le flanc gauche et les derrières restèrent dès lors à découvert.

Nous avons jugé convenable de faire précéder, par les détails de cette attaque partielle du général Soult, le récit de l'attaque principale dirigée par Masséna en personne, attaque

1799 – an VIII. Suisse. qui amena la bataille de Zurich et la défaite complète de l'armée des alliés en Suisse.

Après avoir longtemps hésité sur le choix du point où s'effectuerait le passage de la Limmat, Masséna, sur le rapport des officiers d'artillerie et du génie chargés de cette reconnaissance, se décida pour celui de Dietikon, où la rivière forme un coude considérable, dont la convexité, se présentant du côté des Français, leur donnait l'avantage d'avoir leur passage protégé par les feux croisés d'une nombreuse artillerie placée sur un plateau élevé en avant de Nieder-Urdorf. Le terrain de la rive droite, renfermé dans ce coude, est bas et favorable au débarquement des troupes. Il y avait en outre sur les deux rives deux grands bouquets de bois très-propres à masquer l'embarquement. La partie du bois située sur la rive droite, une fois occupée par les Français, pouvait leur servir comme d'une tête de pont, d'où il devenait difficile aux alliés de chasser l'infanterie légère qu'on y jetterait. Toutefois, avec les avantages que nous venons de décrire, la localité du passage présentait aussi de grandes difficultés. La principale était la presque impossibilité d'y faire parvenir les bateaux nécessaires autrement que sur des haquets ou à force de bras. Cependant les officiers déjà cités mirent tant de zèle et d'activité dans cette opération, et furent si bien secondés par les troupes de leurs armes (artillerie et génie), que tous les obstacles furent surmontés.

Le 25 septembre, avant le jour, tous les préparatifs pour passer la Limmat à Dietikon étaient achevés, et le chef de brigade d'artillerie Dedon n'attendait plus que les derniers ordres du général en chef pour commencer l'embarquement. De son côté, le chef d'escadron Foy, commandant l'artillerie de la division Lorges, avait disposé et placé les différentes batteries qui devaient protéger le passage sur la droite. Il avait garni de canons le petit plateau en avant de Nieder-Urdorf : cette dernière batterie prenait à revers la gauche de l'ennemi, balayait la plaine entre les deux bois, et empêchait que les troupes alliées, une fois chassées de l'espèce de presqu'île formée par le coude de la rivière, ne pussent y revenir pour empêcher les travaux du pont. Foy avait également placé du canon dans le repli infé-

rieur de la rivière, à l'effet de battre le camp ennemi, de prendre sa droite en écharpe, et de faire un feu croisé avec celui du plateau de Nieder-Urdorf. Dans l'intervalle de ces deux emplacements principaux, Foy avait disposé plusieurs pièces et notamment des obusiers, destinés à battre le bois en avant de la position des alliés et à empêcher ceux-ci de s'éclairer. Enfin, vis-à-vis et au-dessous du village d'Othweil, l'intelligent chef d'escadron d'artillerie avait établi une batterie de pièces de 12 sur une éminence près de la rivière, dans le but de battre et d'intercepter la seule communication qui existât entre les deux camps de l'ennemi à Wirenlos et Weiningen. 1799—an VIII Suisse.

Toute l'artillerie était placée dans ces différentes positions à deux heures. Cette opération s'était faite avec un ordre et un silence tels, qu'elle fut dérobée, non-seulement aux avant-postes russes, mais même aux troupes françaises qui se trouvaient en bataille sur la rive gauche. Ces dernières étaient celles de la division Lorges toute entière, et de la brigade de droite de la division Mesnard, destinées à passer sur ce point.

La réserve de l'armée, commandée par le général Klein, et composée de grenadiers et d'un corps de cavalerie, se trouvait placée entre Dietikon et Schlieren. Elle était destinée à tenir en échec les postes que le général Korsakof avait sur la rive gauche, en face d'Altstetten, à deux lieues de Dietikon. Ces postes, avertis du passage, pouvaient s'avancer tout à coup par la route de Zurich, prendre à dos les Français sur la rive gauche, et mettre ainsi entre deux feux les troupes des divisions Lorges et Mesnard. La division Mortier devait également faire diversion et attirer l'attention des Russes campés en avant de la Sil, par une attaque vigoureuse sur Wollishofen. La brigade de gauche du général Mesnard était destinée à faire une fausse attaque sur le village de Brugg.

L'embarquement commença à quatre heures du matin. Les troupes, disposées sur le rivage, sautèrent gaiement dans les barques qui devaient les transporter sur la rive droite. On commença par remplir les bateaux les plus légers, qui, se trouvant trop surchargés dans un endroit de la rivière où les eaux étaient basses, s'engravèrent et ne purent avancer d'abord; cet accident, quoique promptement réparé, retarda pendant quelque

1799—an VII Suisse. temps l'opération. Cependant le bruit que l'on fit pour remettre les barques à flot jeta l'alarme dans les postes russes, dont toute la ligne prit sur-le-champ les armes et fit feu sur la rivière. Il était cinq heures du matin : il n'y avait pas une minute à perdre si l'on voulait réussir; aussi les soldats français témoignaient-ils hautement leur vive impatience par les cris *en avant! en avant!* Les barques engravées furent dégagées. les autres se remplirent successivement de troupes, et le passage s'effectua avec tant de rapidité, que, trois minutes après les premiers coups de fusil tirés par l'ennemi, il ne restait plus une seule barque sur la rive gauche. Le chef de bataillon Maransin, à la tête de trois compagnies de carabiniers et d'un bataillon d'infanterie légère, aborda le premier la rive droite, malgré la rapidité du courant, qui entraînait les barques légères sur lesquelles sa troupe était montée. Il fut suivi par les autres troupes de l'avant-garde, commandée par le général Gazan, qui marcha de suite à l'ennemi sous le feu le plus meurtrier. Il n'y eut pas un seul bateau de submergé et pas un seul homme ne fut noyé dans cette première traversée. Les batteries du commandant Foy avaient répondu au feu de l'ennemi avec tant de vivacité et de bonheur, que tout ce qui voulut s'avancer pour repousser les premiers assaillants et empêcher le débarquement fut culbuté.

Les bateaux retournaient déjà sur la rive gauche pour opérer un second transport de troupes, lorsqu'on entendit celles qui étaient déjà débarquées battre vigoureusement la charge. Alors, dans la crainte de tirer sur ces dernières, le feu cessa sur la rive gauche, et l'on se borna à accélérer le passage successif des autres troupes.

Le chef de brigade Dedon, voyant le succès du débarquement assuré, et les Français assez forts sur l'autre rive pour s'y maintenir, commença la construction du pont destiné au passage de l'artillerie et de la cavalerie. Pendant que l'on s'occupait de ce dernier travail, les troupes françaises débarquées, après s'être formées en colonnes dans le bouquet de bois de la rive droite, débouchèrent en bon ordre et s'avancèrent l'arme au bras pour attaquer l'ennemi, qui s'était rallié sur un plateau boisé dont son camp était couvert. Les troupes russes attendirent à peine

le choc des Français, et se retirèrent presque aussitôt; mais ce mouvement de retraite fut moins l'effet de la terreur que celui d'une manœuvre du général ennemi. En effet, les Français, en continuant de s'avancer, trouvèrent toutes les troupes du camp russe de Weiningen rangées en bataille sur leur front de bandière. Cette contenance de l'ennemi ne déconcerta point les assaillants, qui engagèrent sur-le-champ une fusillade vive et meurtrière, pendant laquelle les troupes qui arrivaient successivement de la rive gauche vinrent rejoindre ces premiers. Les Russes, placés dans une position avantageuse, et soutenus par le feu de sept pièces de canon, se défendirent longtemps avec un courage opiniâtre contre des adversaires qui n'avaient point encore d'artillerie. Mais enfin, les renforts qui venaient de joindre les premières colonnes françaises permirent à celles-ci une attaque plus franche. Elles s'avancèrent au pas de charge, et, fonçant sur les Russes à la baïonnette, elles les obligèrent à se retirer avec une perte énorme en hommes tués, blessés ou prisonniers. Ce premier succès rendit les Français maîtres du plateau boisé du camp des Russes, que ceux-ci abandonnèrent tout tendu, et les mit à même de prendre une position plus avancée. 1799 – an VII Suisse.

Sur ces entrefaites, le pont jeté sur la Limmat avait été terminé après des peines infinies surmontées avec un courage et une obstination dont les Français sont seuls capables. Le général en chef Masséna avait présidé lui-même aux travaux; sa présence et les encouragements donnés aux pontonniers et aux ouvriers contribuèrent puissamment à l'achèvement de ce pont, commencé à cinq heures et prêt à huit heures du matin. Cette opération n'avait point retardé le passage des troupes en bateaux, puisque, au moment où elle était achevée, 8,000 hommes étaient déjà passés sur la rive droite. A neuf heures, l'artillerie légère, la cavalerie et le reste de l'infanterie occupèrent le plateau de Fahr, qui s'étend jusqu'à Weiningen, et qui se lie par une pente douce aux penchants des hauteurs qui bordent la rive droite de la Limmat. Deux bataillons s'avancèrent sur Otweil, et y prirent position pour couvrir la gauche de l'attaque et tenir en échec les troupes du camp de Wirenlos. Tandis que les troupes de la division Lorges et la brigade de droite de la division Mesnard manœuvraient ainsi

1799—an VIII Suisse. sur la rive droite de la Limmat, les autres divisions dont nous avons parlé s'acquittaient avec un égal succès des opérations dont elles étaient chargées. Dès le point du jour, le général Mesnard avait fait faire sur les rives de l'Aar, au confluent de la Limmat, un feu très-vif de toutes les batteries qu'il avait près de Baden, afin de démonter les batteries ennemies qui leur étaient opposées. Il avait fait avancer en même temps les bateaux restés sur l'Aar, et fait mettre sur un seul rang la brigade qu'il avait sous ses ordres, afin de faire croire à l'ennemi que son dessein était de tenter le passage sur ce point. Ces démonstrations retinrent toute la journée dans la plaine entre Freudenau et Wurenlingen les troupes russes qui se trouvaient dans les environs et qui formaient l'aile gauche du corps de Korsakof. Ces forces, commandées par les généraux Durassof et Marckof, restèrent ainsi paralysées une bonne partie du jour, et ne levèrent leur camp que le soir. Mesnard réussit même à jeter un détachement de troupes légères sur la rive droite de la Limmat, au moyen de quelques barques qui furent transportées à bras, et sous le feu de la mitraille, des eaux de l'Aar dans celles de la Limmat à Vogelsang, en traversant la langue de terre qui sépare ces deux rivières un peu au-dessus de leur réunion; il parvint ainsi à se rendre maître du cours de la Limmat au-dessous de Vogelsang, de manière à pouvoir faire remonter un pont volant qui y fut établi, et qui lui servit le lendemain matin à faire passer une partie de la 2e brigade; le surplus vint passer l'Aar à Klingenau sur des bateaux plats que le chef de brigade Dedon y fit descendre pendant la nuit.

De son côté, le général Mortier avait fait une attaque vigoureuse contre le village de Wollishofen. Les Russes qui défendaient ce poste résistèrent assez longtemps pour donner le temps à six bataillons venant de Zurich par la rive gauche de la Limmat d'arriver à leur secours; mais Mortier, venant de recevoir lui-même un bataillon de la réserve des grenadiers commandée par le général Humbert, ne craignit point de continuer son attaque sur le village, dont il déposta les Russes qu'il contraignit à se retirer précipitamment dans Zurich après avoir abandonné les revers de l'Albis.

A huit heures les troupes de la division Lorges n'avaient plus d'ennemis devant elles ; car les Russes, forcés d'évacuer leur camp de Weiningen, s'étaient retirés par les deux rives de la Limmat vers Zurich. A dix heures, ceux qui se trouvaient sur la rive gauche se présentèrent en bataille dans la plaine de la Sil en avant de Zurich et sous la protection du canon des ouvrages de la place. Ce corps ennemi, se trouvant exposé au feu d'une grande partie de l'artillerie française, éprouva une perte considérable en tués ou blessés. 1799—an VIII Suisse.

Cependant les Français, après s'être formés sur le plateau de Fahr, vinrent attaquer et emportèrent le village de Hongg ainsi que les batteries qui s'y trouvaient, malgré la résistance opiniâtre des Russes. Korsakof, se voyant pressé aussi vivement, réunit une grande partie des troupes qu'il avait à Zurich et sur la rive droite de la Limmat, et en forma une forte colonne serrée en masse par bataillons, avec laquelle il s'avança contre les troupes qui débouchaient de Hongg. Cette colonne russe était forte de 14 à 15,000 hommes, et par conséquent plus nombreuse que les troupes qu'elle avait devant elle; aussi cette masse imposante fit-elle d'abord des progrès ; mais Masséna reploya ses ailes sur son centre, afin d'opposer une plus forte résistance, tandis que l'artillerie légère manœuvrait sur les flancs de la colonne ennemie pour l'entamer. Celle-ci s'arrêta et resta longtemps inébranlable aux charges impétueuses des Français et au feu de leur artillerie; mais enfin le canon ayant, comme à la bataille de Fontenoi, causé de grands ravages dans les rangs russes, Masséna ordonna à ses troupes de pénétrer à la baïonnette dans les vides que ces décharges meurtrières venaient de faire, et alors commença un des plus effroyables carnages dont les annales de la guerre fassent mention. Les Français se jetèrent avec furie sur les Russes, achevèrent de rompre leur masse, et couvrirent en peu de temps le champ de bataille de morts et de blessés. L'ennemi se mit à fuir dans le plus grand désordre, et Masséna le fit poursuivre par la cavalerie du général Klein, qui n'avait point encore donné et qui brûlait de prendre part au succès de la journée. Cette cavalerie acheva de disperser les bataillons russes et poursuivit les débris de la redoutable colonne jusque dans les faubourgs de Zurich, où elle serait entrée

1799—an VIII Suisse. pêle-mêle avec les fuyards si l'artillerie des ouvrages ne l'eût pas arrêtée.

Après cette victoire signalée ; les Français, quoique harassés de fatigue, ne prirent point de repos. Masséna, croyant, comme César, n'avoir rien fait tant qu'il lui restait à faire, donna l'ordre d'occuper toutes les hauteurs qui séparent la Limmat de la vallée de la Glatt, poussa ses avant-postes sur les revers du Zurich-Berg jusqu'à la route de Wintherthur par Schwamedingen, et le soir même fit sommer la ville de Zurich d'ouvrir ses portes ; mais le général russe proposa des conditions qui ne furent point acceptées.

Après avoir fait toutes ses dispositions pour continuer ses succès sur le corps russe, Masséna fit prendre à ses troupes victorieuses un repos devenu bien nécessaire après les fatigues de cette première journée. Le général Korsakof fit abandonner pendant la nuit les positions occupées par ses troupes vers la jonction de l'Aar avec le Rhin ; et celles-ci, faisant un long détour pour éviter les postes français, vinrent se réunir, derrière Zurich, aux corps battus la veille. Se croyant alors en mesure de reprendre l'offensive, le général russe fit descendre du Zurich-Berg une forte colonne, à l'effet d'attaquer les avant-postes français vers la route de Wintherthur. A ce moment même, Masséna commençait son mouvement pour attaquer son adversaire et presser la ville de Zurich des deux côtés de la Limmat. Les avant-postes français se replièrent d'abord sur les hauteurs qui se trouvent entre Affoltern et Hongg ; mais bientôt, soutenus par le gros des troupes de la division Lorges, ils se reportèrent en avant : le combat s'engagea alors vivement, et le succès fut longtemps indécis. Les Russes firent des efforts incroyables pour rester maîtres de la route de Wintherthur, par où ils commençaient à faire filer leurs équipages qu'ils évacuaient de Zurich : une seule position leur restait pour faciliter cette évacuation ; elle fut prise et reprise successivement par les deux partis. Mais enfin les Français, par une dernière charge vigoureusement exécutée en colonne serrée, culbutèrent entièrement les troupes russes et les mirent dans une déroute complète, après leur avoir tué, blessé ou fait prisonniers un grand nombre d'hommes ; le reste se sauva dans le plus grand désordre, n'emmenant

qu'une seule pièce de canon : une partie de l'artillerie, des munitions et des bagages du corps d'armée de Korsakof tomba dès lors au pouvoir des Français. 1799—an VIII Suisse.

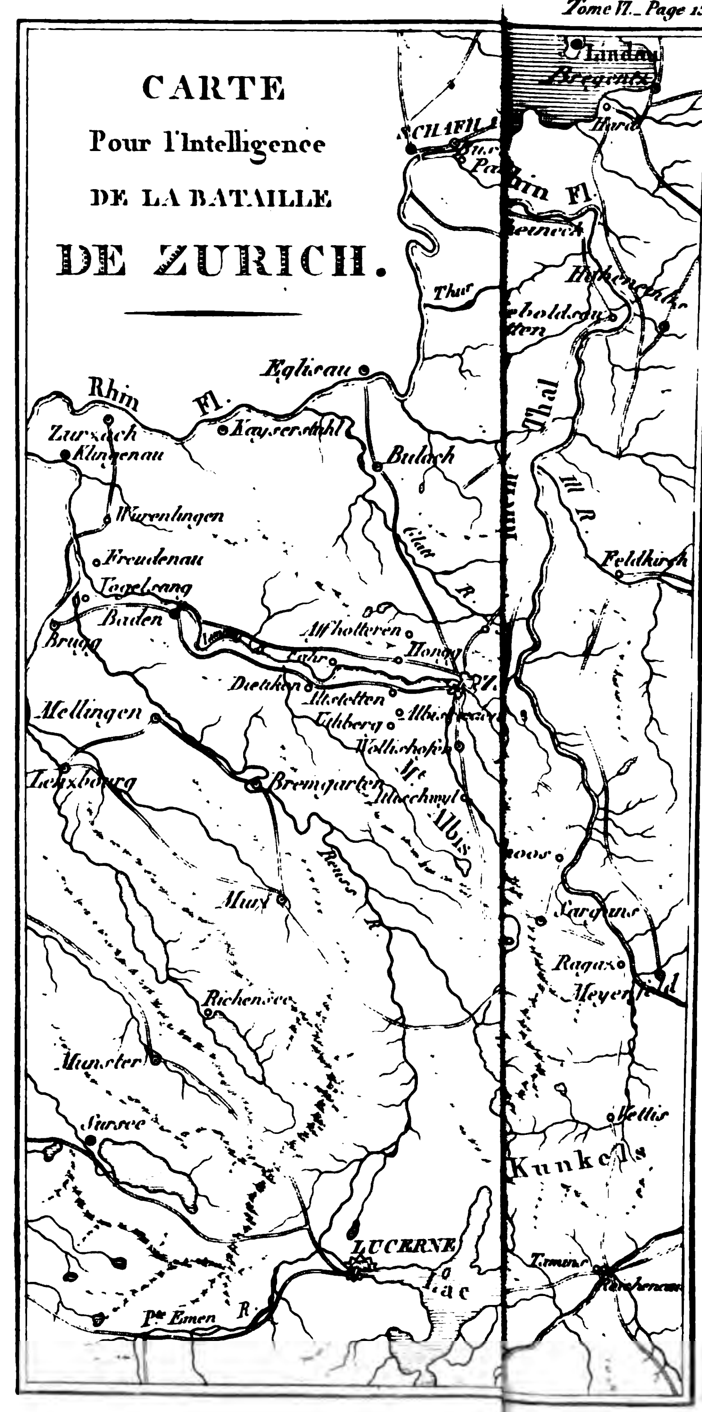
Immédiatement après cette nouvelle victoire, Masséna s'occupa de l'attaque de Zurich. Le général Oudinot, qui avait succédé au général Chérin dans les fonctions de chef d'état-major de l'armée, et qui s'était déjà emparé du faubourg de Baden, s'avança avec une colonne vers la porte du même nom, qu'il fit enfoncer à coups de canon. Ayant tué ou dispersé le détachement russe qui défendait cette porte, Oudinot pénétra au pas de charge dans la ville, en poursuivant l'ennemi de rue en rue. Il était alors midi ; et pendant que la colonne d'Oudinot forçait ainsi la porte de Baden, les grenadiers de la réserve, aux ordres du général Klein, que Masséna avait fait porter du côté opposé, pénétraient également dans Zurich par le quartier dit la Petite-Ville, que les Russes avaient laissé sans défense.

La prise de Zurich achevait la ruine et la dispersion du corps d'armée russe. Cette ville était le quartier général du prince Korsakof; tous les magasins, les blessés, le grand parc d'artillerie, et jusqu'aux femmes à la suite de l'armée, tombèrent au pouvoir des Français, ainsi que le reste de l'artillerie et des munitions. Les Russes n'avaient cherché à prolonger leur résistance à la porte de Baden que pour avoir le temps de sauver une colonne de leurs équipages qui était engagée dans les rues. Tous les prisonniers français faits dans les dernières affaires furent également délivrés dans cette occasion : l'ennemi, pressé si vivement depuis trente-six heures, n'avait pas eu le temps d'évacuer ces prisonniers sur les derrières. La caisse militaire russe, prise et reprise plusieurs fois dans la journée, resta définitivement au pouvoir des vainqueurs. La ville de Zurich eut nécessairement beaucoup à souffrir d'une action aussi meurtrière; elle présentait, après le combat, le spectacle le plus effrayant des fureurs et des résultats de la guerre, quoiqu'un très-petit nombre d'habitants eussent d'ailleurs péri dans la mêlée; mais elle fit dans cette circonstance une perte bien douloureuse, et qui fut vivement ressentie par les amis des sciences, d'une saine philosophie et de la vertu. Le célèbre Lavater, pasteur de Zurich, éprouva le même sort qu'Archimède à la prise

1799—an VIII Suisse. de Syracuse; mais, plus dévoué à l'humanité que le philosophe sicilien, le vertueux pasteur était sorti de sa maison quand les citoyens, glacés de terreur, se tenaient renfermés chez eux. Sauver ceux de ses compatriotes dont les jours étaient menacés, arrêter la vengeance exercée sur les vaincus par les soldats vainqueurs, telle était la noble mission que remplissait Lavater, lorsqu'il fut atteint d'une balle, dirigée peut-être sur un autre que lui. Ce coup funeste enleva quelques jours après à la religion un de ses plus dignes ministres; à l'humanité, l'apôtre le plus dévoué. L'armée française partagea la douleur que les citoyens de Zurich éprouvèrent d'un événement aussi fâcheux.

Les débris du corps d'armée russe, poursuivis vivement par les Français, se retirèrent d'abord sur Eglisau et ensuite sur Schaffhausen. Masséna, maître des deux rives du lac de Zurich et du cours de la Glatt, par suite des succès qu'il venait de remporter et de ceux qu'avait obtenus Soult sur le général Hotze, fit suivre, dans les deux directions de Schaffhausen et de Saint-Gall, les Russes et les Autrichiens, désormais séparés, et qui, ne pouvant ni se rallier ni prendre de bonnes positions sur la Thur, furent contraints de passer le Rhin et de mettre entre eux le lac de Constance. Les villes de Constance et de Petershausen furent même occupées par les troupes légères françaises; mais, trop peu nombreuses pour s'y maintenir, celles-ci évacuèrent ensuite ces deux postes.

On a vu plus haut que Souwarof, en apprenant ces derniers événements, avait renoncé à son projet de marcher par la vallée de la Reuss et les deux rives du lac de Lucerne, à l'effet d'opérer sa jonction avec les corps des généraux Hotze et Korsakof. Privé maintenant du grand appui que lui aurait offert la position de ce dernier sur les hauteurs de Zurich, le maréchal s'était déterminé à pénétrer dans le Muotta-Thal, pour s'avancer ensuite vers le canton de Zurich, en traversant les montagnes escarpées et presque impraticables qui séparent les deux vallées. Il espérait, par ce mouvement, contraindre Masséna à replier son centre et sa gauche, et rallier les deux corps d'armée de Korsakof et de Hotze, pendant que les troupes détachées sous les ordres des généraux Linken et Jellachich se réuniraient à lui Souwarof, flanqueraient sa gauche et tiendraient tête aux


CARTE
Pour l'Intelligence
DE LA BATAILLE
DE ZURICH.
Lindau
Bregentz
Rhin Fl.
Thur
Eglisau
Rhin Fl.
Zurzach
Klingenau
Kayserstuhl
Bulach
Thal
Ill R.
Feldkirch
Freudenau
Baden
Brugg
Affholteren
Hongg
Dietiken
Altstetten
Mellingen
Wollishofen
Lenxbourg
Bremgarten
Albis
Reuss R.
Muri
Sargans
Ragaz
Meyenfeld
Richensee
Munster
Sursee
Kunkels
LUCERNE
Lac
Reichenau
Emen R.

troupes du général Lecourbe[1]. Souwarof fit alors marcher ses troupes sur deux colonnes : la première se porta sur Brunnen et Schweitz, et la seconde sur Glaris par le Klön-Thal. Pour protéger ce mouvement, le maréchal envoya aux généraux Linken et Jellachich l'ordre d'attaquer les troupes françaises qui défendaient la vallée de Glaris. Le général Molitor, commandant ces troupes, opposa aux efforts des deux généraux autrichiens, bientôt appuyés par les Russes, une défensive si brillante, et qui eut une influence si marquée sur les événements qui suivirent, que nous ne pouvons nous dispenser d'entrer à ce sujet dans des détails circonstanciés. 1799—an VIII Suisse.

Le général Molitor avait reçu de Masséna l'ordre de menacer Wesen, afin de faciliter au général Soult le passage de la Linth. Au moment où il se disposait à faire ce mouvement, il fut informé que le général Jellachich, avec trois régiments d'infanterie, formant un total d'environ 7,000 hommes, s'avançait par Kerenzen, Mollis, et par les défilés d'où l'on débouche des montagnes sur Glaris et Netstall, pour venir l'attaquer lui-même dans la vallée. En effet, le 26 septembre, à 11 heures du matin, Jellachich descendit par les versants des montagnes sur la rive droite de la Linth et commença l'attaque des ponts que les Français avaient sur cette rivière. Le général français n'avait alors avec lui que les trois bataillons de la 84ᵉ demi-brigade, avec lesquels il sut cependant se maintenir et repousser les attaques de son adversaire. Les troupes, placées dans les ouvrages qu'il avait fait construire en arrière des ponts, résistèrent avec succès aux charges réitérées des Autrichiens ; et la nuit vint suspendre le combat. Les Autrichiens bivouaquèrent à portée de fusil des retranchements français.

Molitor apprit, sur ces entrefaites, le passage de la Linth par la division Soult, la retraite du corps autrichien de Hotze

[1] On pourra juger de l'importance que le maréchal russe attachait à ce dernier plan par la lettre originale et concise qu'il écrivit aux généraux qui commandaient les troupes dépostées de Zurich : « Messieurs, disait-il, vous répondrez sur votre tête d'un pas de plus que vous feriez en arrière. J'arrive et saurai réparer vos fautes. Ainsi, tenez ferme comme des murailles, car je serai inexorable et ne ferai point de grâce. »

1799 — an VIII Suisse. sur Wesen, et la prochaine arrivée d'un autre corps de 9,000 hommes, commandé par le général Linken, qui, parti du pays des Grisons, s'avançait, par les vallées d'Engi et de la Linth, sur Glaris, à l'effet de faire sa jonction avec les troupes de Jellachich. Ces différents rapports, parvenus presque au même moment au général Molitor, le mirent dans une position embarrassante. Inquiété du côté de Wesen par les débris de Hotze, menacé par Jellachich du côté de Kerenzen, et par Linken du côté d'Engi sur ses derrières, il semblait impossible qu'il pût éviter d'être écrasé par les forces réunies contre lui. Bien des officiers généraux, dans une circonstance pareille, n'auraient pas même osé se défendre; mais Molitor était du nombre de ces guerriers dont l'intrépidite réfléchie calcule tous les moyens de résistance, et que l'imminence du danger n'aveugle point sur les ressources qui peuvent leur rester encore. Placé par Masséna dans un poste difficile, il voulut et sut répondre à la confiance de son illustre chef. Au lieu donc de songer à se retirer, il ne pensa qu'à tirer le meilleur parti de sa position pour empêcher la réunion des troupes de Jellachich et de Linken.

Le 26 septembre, il plaça un de ses bataillons à Mitlodi, en avant de Glaris, pour attendre et arrêter le général Linken, qu'il savait avoir encore une petite journée de marche à faire pour arriver jusqu'à Glaris, et s'avança ensuite avec le reste de son monde contre Jellachich pour attaquer de front ce général. Il présumait avec raison que les troupes de la division Soult, ayant emporté Wesen, où elles avaient poursuivi les Autrichiens du corps de Hotze, menaceraient le général Jellachich sur sa droite. En effet, ces deux mouvements eurent un succès complet. Les troupes de Soult, après avoir chassé les débris du corps de Hotze de Wesen, s'étendirent vers la droite de Jellachich, firent craindre à celui-ci d'être enveloppé, et l'obligerent de céder le terrain au général Molitor, qui le pressait de front. Les Autrichiens repassèrent les montagnes de Kerenzen, en se laissant prendre plus de 600 hommes.

Jamais succès ne fut plus opportun; car à peine le général Jellachich avait-il commencé son mouvement rétrograde, que Molitor fut informé que le bataillon posté à Mitlodi était vive-

ment attaqué par l'avant-garde du général Linken : toutefois 1799—an VIII Suisse. l'arrivée de ce corps autrichien sur la frontière du canton de Glaris était bien moins le résultat d'une marche hardie que l'effet de l'un de ces hasards dont la guerre offre de nombreux exemples. Masséna, avant d'avoir connaissance de la marche de Souwarof, avait ordonné, comme on l'a vu, au général Lecourbe de se porter, par Disentis, dans la haute vallée des Grisons, à l'effet de seconder l'attaque générale faite sur Zurich. Le général Linken, en exécutant l'ordre que lui avait transmis de son côté le maréchal russe, avait profité de ce mouvement oblique du général Lecourbe pour opérer le sien sans obstacle; et il se flattait d'autant mieux de trouver la même facilité dans sa marche sur Glaris, qu'il connaissait la faiblesse des moyens à la disposition du général Molitor pour défendre la vallée; mais son espoir ne tarda pas à être déçu, comme on va le voir.

Prévenu de l'arrivée du général Linken devant Mitlodi, Molitor laisse un bataillon pour suivre la retraite des troupes de Jellachich, et avec celui qui lui reste il accourt en toute hâte au secours du troisième, qui défend Mitlodi. Tous les efforts de la colonne autrichienne pour forcer le passage et s'avancer sur Glaris sont rendus inutiles par la vigoureuse résistance des deux bataillons de la 84e, et la nuit arrive sans que Linken ait fait aucun progrès. Molitor, encouragé par ce succès, espérait attaquer lui-même les Autrichiens le lendemain, et obtenir sur cette colonne le même succès qu'il avait eu la veille sur Jellachich, lorsqu'une dépêche du général Lecourbe l'instruisit d'un nouveau danger beaucoup plus imminent que ceux qu'il avait courus jusqu'alors. Lecourbe écrivait que Souwarof, après avoir tenté de percer vers Zurich par la vallée de la Reuss, venait de se jeter tout à coup dans le Muotta-Thal, et se dirigeait sur Glaris par le Klön-Thal, avec un corps de plus de 20,000 hommes, dont le régiment autrichien de Kerpen, déjà placé sur le lac de Klön-Thal, formait l'avant-garde.

Cette nouvelle était accablante : il ne s'agissait plus de se défendre contre une ou deux colonnes d'une force médiocre; c'était aux vainqueurs de l'Italie, au maréchal Souwarof, qui conduisait lui-même ces derniers, qu'il fallait tenir tête dans un moment où le général Linken n'était pas encore repoussé.

1799—an VIII Suisse.

Molitor savait combien il importait au succès de la grande entreprise du général Masséna de retenir Souwarof le plus longtemps possible : il ne désespéra point de la situation où il se trouvait ; et d'abord, pour donner le temps d'arriver au renfort que lui promettait Lecourbe par la lettre dont nous venons de parler, il se borna à contenir le général Linken dans la journée du 28 septembre.

Le 29, à la pointe du jour, et au signal d'un coup de canon, les petites colonnes que Molitor avait disposées pendant la nuit pour attaquer la ligne des Autrichiens commencèrent leur mouvement. Le renfort promis par Lecourbe venait d'arriver, et Molitor n'avait point dissimulé à ses troupes l'approche du maréchal Souwarof. Chaque soldat semblait pénétré de la grandeur du rôle qui lui était confié ; et, pour se trouver en mesure de résister aux Russes, tous ces dignes Français jurèrent de vaincre les Autrichiens. La première ligne de ceux-ci fut enfoncée : vainement la seconde ligne s'avança-t-elle pour repousser la vigoureuse charge des colonnes françaises, les ailes du général Linken, débordées par suite des mouvements ordonnés par le général Molitor aux deux bataillons que lui avait envoyés le général Lecourbe, plient et se retirent avec précipitation ; les colonnes qui combattent de front culbutent le centre des Autrichiens et poursuivent ceux-ci la baïonnette aux reins jusque dans la vallée d'Engi.

Désormais la jonction des Autrichiens avec les Russes dans la vallée de Glaris devenait de la plus grande difficulté. Afin de s'opposer à tout retour du corps de Linken, Molitor poursuivit ce général jusqu'à Panix, dans l'Oberland, et ne revint sur ses pas que quand il se fut assuré que les Autrichiens, repassant les montagnes, se retiraient dans le pays des Grisons. Deux bataillons furent laissés à Panix pour observer cette partie, et Molitor vola de suite au secours du deuxième bataillon de la 84e demi-brigade, qui s'était dirigé la veille vers le petit lac de Klön-Thal, et qui était alors attaqué par le régiment de Kerpen, formant, comme nous venons de le dire plus haut, l'avant-garde du corps russe de Souwarof.

Ce maréchal s'avançait en effet dans le Klön-Thal, et suivait de très-près son avant-garde. Persuadé qu'en exécution des dis-

positions qu'il avait précédemment ordonnées, les généraux Jellachich et Linken étaient réunis à Glaris, Souwarof supposait en conséquence que la petite troupe de Molitor était environnée de toutes parts, et il envoya un officier pour lui enjoindre de se rendre à discrétion. Molitor fit dire au maréchal que le rendez-vous donné par S. E. aux deux généraux autrichiens était manqué, parce que ceux-ci venaient d'être battus et rejetés dans les Grisons, et que l'armée française, après avoir forcé Zurich, était en marche contre lui, Souwarof. Voulant sans doute en imposer encore plus sur sa position critique par un acte d'audace bien remarquable que par ses représentations, qu'il supposait ne devoir pas arrêter un guerrier aussi entreprenant que le maréchal, Molitor fit plus; il osa sommer Souwarof de mettre lui-même bas les armes.

1799—an VIII. Suisse.

On croira facilement que, malgré l'étonnement où dut le jeter une pareille sommation, le maréchal ne balança point à faire attaquer les Français. Dans cette lutte à jamais mémorable, et que nous nous estimons heureux de pouvoir consigner dans notre ouvrage, trois bataillons présentant une force totale de 12 à 1,300 hommes continrent jusqu'à la nuit une masse de 15,000 Russes qu'électrisait encore le souvenir de leurs exploits récents en Italie, qu'encourageaient la présence et l'exemple d'un chef d'une si haute renommée. Mais, convaincu qu'une résistance plus longtemps prolongée devenait au-dessus des efforts déjà surnaturels des braves qu'il commandait, Molitor évacua le Klön-Thal pendant la nuit, en silence et dans le meilleur ordre, pour se retirer sur la Linth, à l'effet de défendre les ponts de Næfels et de Mollis. Ce digne général, qui devait ajouter à la gloire dont il venait de se couvrir avec sa troupe, par la belle défense qu'il allait encore faire dans sa nouvelle position, eut ainsi l'honneur de faire manquer le second plan du vainqueur de Novi. Celui-ci reçut dans le Klön-Thal la confirmation de ce que Molitor lui avait fait dire : que la jonction du corps russe d'Italie avec les troupes autrichiennes de Jellachich et de Linken ne pouvait plus s'effectuer à Glaris. Cette nouvelle exaspéra le caractère naturellement irascible du vieux guerrier et influa beaucoup sur ses dernières opérations en Suisse.

1799 — an VIII Suisse. Pendant que ces événements se passaient dans le canton de Glaris, Masséna, pour arrêter le mouvement de Souwarof, fit marcher, immédiatement après la prise de Zurich, la division Mortier (quatrième) sur Schweitz, et fit occuper Wesen par la totalité de la troisième division, alors commandée par le général Gazan en l'absence du général Soult. Il rappela même des bords de la Thur la réserve des grenadiers qui, longeant le lac de Zurich par la rive gauche, prit position à Richtenschwyl.

Le général en chef se rendit lui-même à Schweitz, et poussa des reconnaissances sur le corps russe en remontant la vallée de Muotta-Thal. Il replia les avant-postes ennemis jusqu'à Muotta où se trouvait la division du général comte de Rosemberg, formant la colonne de gauche des troupes russes venues d'Italie. Cette colonne, qui s'était avancée dans le Muotta-Thal à travers mille obstacles que lui opposait la nature du terrain, avait eu encore à soutenir des attaques presque continuelles du général Lecourbe. Le pont de Muotta venait d'être le théâtre d'un engagement où les troupes des deux partis s'étaient battues avec un acharnement qui donnait à cette guerre un caractère de férocité qu'elle devait aux incitations du maréchal russe. Les troupes de Lecourbe n'avaient cédé que lorsqu'accablées par le nombre, le général français avait cru devoir leur faire abandonner un poste que les Russes voulaient enlever au risque d'y périr jusqu'au dernier. Ce même pont devint encore l'objet d'un combat non moins terrible entre les troupes de la division Mortier et l'ennemi qui en était resté maître. Le 29 septembre, l'avant-garde des Français, après avoir escarmouché avec les avant-postes du général Rosemberg, fut d'abord repoussée et perdit même 200 hommes que les Russes firent prisonniers ; mais le lendemain Masséna, ayant appelé à lui la 67e demi-brigade, qui faisait partie de la division Lecourbe, renforça par ce moyen la division Mortier, et le combat recommença avec une fureur extraordinaire. La gorge où les deux partis étaient engagés se trouvait tellement resserrée, qu'elle ne permettait aucun développement de colonne : ainsi les Russes et les Français combattaient sur quelques hommes de front avec une profondeur considérable. Ceux qui ne pouvaient pas atteindre leurs ennemis désiraient impatiemment que les premières files

fussent renversées pour être à même d'assouvir leur rage. Le pont de Muotta et le village de Brunnen, pris et repris quatre fois, restèrent à la fin aux Français. Le champ de bataille était couvert de morts et de blessés des deux partis. 1799—an VIII Suisse.

Le 1er octobre, les Français, qui n'avaient pu poursuivre les Russes au delà du pont de Muotta, renouvelèrent leur attaque avec peut-être plus d'ardeur que la veille. L'ennemi, toujours resserré dans un espace qui permettait à peine le déploiement d'un bataillon, opposa encore la plus forte résistance avant de céder le terrain. Le général Rosemberg, à qui Souwarof avait recommandé de conserver à tout risque sa position dans la vallée, fit de grands efforts pour repousser la masse de baïonnettes qui le pressaient de front et renversaient ses rangs. Deux fois il se mit à la tête des grenadiers russes, et deux fois il fut culbuté avec une perte immense. Alors il se décida à se replier sur la colonne que Souwarof en personne amenait par le Linth-Thal, après avoir forcé, comme on vient de le voir, le passage du Klön-Thal. Un chef des cosaques avait perdu la vie dans l'un des combats qui venaient d'ensanglanter la Muotta.

Maître du Klön-Thal par la retraite des Français, Souwarof avait marché sur Glaris, qu'il trouva également évacué. Molitor s'était retiré, ainsi que nous l'avons dit, derrière la Linth par le pont de Netstall, qu'il fit brûler sans délai; et, ayant disposé ses troupes et son artillerie par échelons, il attendit les Russes de pied ferme, résolu de défendre jusqu'à la dernière extrémité les points importants de Næfels et de Mollis. Souwarof le fit attaquer presque sans interruption et avec une grande opiniâtreté pendant les deux journées des 1er et 2 octobre : soit qu'il persistât dans son dessein de marcher sur Zurich par la rive droite du lac et de rallier les débris du corps de Korsakof, soit qu'il voulût couvrir par ces attaques réitérées la marche de ses troupes et de son artillerie qui défilaient pour gagner la vallée d'Engi. Le point de Næfels, sur lequel se portaient principalement les efforts des Russes, fut pris et repris jusqu'à six fois. A la fin, les troupes de Molitor, renforcées par un bataillon de grenadiers que le général Gazan amena lui-même de Wesen, restèrent en possession de ce défilé, qui fermait à Souwarof l'entrée du canton de Zurich. Ce dernier engagement ter-

1799 — an VIII Suisse. mina la série des succès que le général Molitor venait d'obtenir dans l'espace de sept jours en battant successivement deux corps autrichiens et en arrêtant la marche d'une masse de plus de 15,000 Russes que les champs d'Italie n'avaient point accoutumés à une résistance aussi opiniâtre et aussi extraordinaire.

Souwarof dut se convaincre dès lors de l'impossibilité de pénétrer plus avant dans la vallée de la Linth, et de gagner, comme il en avait le projet, la tête du lac de Zurich, afin de pouvoir recueillir les débris des corps des généraux Hotze et Korsakof. Il était parvenu, à la vérité, par le Muotta-Thal, jusqu'auprès de Schweitz, d'où il eût pu, avec les troupes du général Rosemberg, gagner la vallée de la Sil par Sattel et par Alpthal, et se déployer ensuite dans la plaine d'Einsiedeln, où Masséna chercha même à l'attirer. Mais, harassé par les combats nombreux qu'il avait livrés depuis Airolo, manquant de vivres et de fourrages, n'ayant pu forcer le défilé de Næfels, il sentit qu'en s'avançant sur la Sil il exposait sa gauche à être entièrement coupée du reste de ses troupes; il prit donc le parti de se rejeter dans la vallée des Grisons : détermination d'autant plus sage de sa part, que Masséna avait déjà fait ses dispositions pour l'attaquer vigoureusement. Lorsque Molitor se présenta, le 4 octobre au matin, devant Glaris, les Russes avaient déjà évacué cette ville pendant la nuit. Le gros de leurs troupes se dirigea par le val d'Engi et par Schwanden et Elm, d'où elles débouchèrent dans le pays des Grisons par le chemin d'Ilanz. Souwarof précipita tellement cette retraite, qu'il abandonna ses blessés et la plus grande partie de son artillerie et de ses bagages. Les régiments russes, en partie désorganisés, étaient frappés d'une telle terreur, que les soldats n'osaient pas même s'arrêter ni s'écarter pour aller à la maraude et se procurer des vivres, dont ils manquaient. Lorsque dans les lieux de passage ils étaient parvenus à découvrir des subsistances, le pillage le plus affreux et les vexations les plus atroces signalaient leur marche rétrograde. Les vallées de la Reuss, d'Urseren, de la Linth et le Muotta-Thal présentèrent, encore longtemps après leur évacuation par l'armée russe, le tableau le plus déchirant.

Les troupes françaises s'étaient immédiatement jetées à la

poursuite des Russes, et harcelèrent vivement leur arrière-garde. Prévenue au point de Schwanden par l'infatigable Molitor, et débordée par le général Loison qui descendait sur elle par le Linth-Thal, cette troupe fut obligée de se faire jour à la baïonnette et le sabre à la main, et n'y réussit qu'en perdant trois pièces de canon, 200 chevaux, ses bagages et 1,200 prisonniers. La poursuite continua le jour suivant, et les Russes éprouvèrent encore de nouvelles pertes. Dans le même temps, le corps de Jellachich était poussé sur Sargans et Ragaz.

1799—an VIII
Suisse.

On se rappellera sans doute que le mouvement offensif de Souwarof devait être secondé sur son extrême gauche par une attaque du corps du général Strauch, réuni aux troupes du général Laudon, sur la division du général Thurreau (première) qui occupait les revers du Simplon. Cette attaque avait effectivement eu lieu : Thurreau, qui s'était avancé jusqu'au lac Majeur, fut d'abord forcé de céder du terrain ; mais, n'ayant pas été poussé avec la vigueur que semblait annoncer la première agression, ce général réussit à reprendre ses premières positions.

La deuxième division, dont le général Loison prit le commandement en remplacement du général Lecourbe appelé à l'armée du Rhin, fut chargée de balayer la haute vallée de la Reuss, de reprendre le Saint-Gothard et de pénétrer par Disentis dans le pays des Grisons. Cette opération s'exécuta heureusement ; Loison battit les Russes en plusieurs rencontres et leur fit beaucoup de prisonniers.

La troisième division (celle du général Mortier) prit position à Mels et à Sargans pour observer les troupes du général Rosemberg, réunies à celles de Jellachich, occupant Coni et une partie du pays des Grisons.

Le général Gazan, commandant la quatrième division en l'absence du général Soult, porta la brigade du général Brunet à Rheineck pour observer les débris du corps de Hotze, qui, sous les ordres du général Petrasch, avaient traversé le Rheinthal et s'étaient retirés sur Feldkirch et Bregentz.

Ainsi l'armée française occupait alors, comme on vient de le voir, une ligne qui s'étendait depuis le lac Majeur et le Saint-Gothard jusqu'à la tête du lac de Constance.

1799 – an VIII
Suisse.

Il nous reste à présenter la suite des opérations des deux divisions Lorges et Mesnard contre le corps de Korsakof. Ce général, après s'être occupé de rassembler ses débris sous la tête du pont de Busingen sur le Rhin, avait été rejoint par le corps d'émigrés français aux ordres du prince de Condé, et qui se trouvait alors à la solde de la Russie, ainsi que par le contingent bavarois. Afin de faire une diversion utile aux projets de Souwarof, qui ne cessait de lui écrire des lettres remplies de reproches et même de menaces, le général Korsakof, qui se trouvait alors dans le Thurgau, résolut de tenter un grand effort contre les deux divisions Lorges et Mesnard, restées en observation sur la Thur pendant que Masséna avait marché à la rencontre de Souwarof.

Le général en chef français, après la retraite de son adversaire, avait ordonné au général Gazan, comme nous l'avons dit plus haut, de porter une de ses brigades à Rheineck pour observer le lac de Constance; laissant ensuite aux généraux Loison et Mortier le soin de poursuivre les troupes du maréchal, il accourut à la gauche de son armée pour diriger lui-même les mouvements des deux divisions qui la formaient. Le 7 octobre, les troupes du général Lorges marchèrent sur Diessenhofen et Stein; la division Mesnard, en se dirigeant sur Paradis et la tête du pont de Busingen, rencontra une forte colonne de plus de 12,000 Russes et Bavarois, que Korsakof dirigeait en personne pour venir attaquer les Français ce jour même. Chargé vigoureusement par la cavalerie ennemie, le général Mesnard éprouva d'abord quelque perte, parce qu'il n'eut pas le temps de se développer devant des forces plus considérables que les siennes, et qui le débordèrent. Cet engagement allait même lui devenir funeste, lorsque la réserve de grenadiers, arrivant en toute hâte d'Andelfingen, vint le secourir et rétablir le combat. Attaqué alors sur ses flancs par des troupes fraîches, tandis que les troupes de Mesnard, encouragées par l'arrivée de ce renfort, le pressaient sur son front, l'ennemi fut repoussé sur tous les points et contraint de rentrer dans les ouvrages de la tête de pont de Busingen. De son côté, la division Lorges arriva à Diessenhofen, après avoir replié les postes avancés de l'ennemi. Celui-ci, s'étant avancé contre la ligne française, es-

saya inutilement plusieurs charges de cavalerie et d'infanterie pour la rompre. Après un combat opiniâtre et prolongé, les Russes finirent par être culbutés et se retirèrent en désordre sur la rive droite du Rhin par le pont de Diessenhofen, auquel ils mirent le feu après leur passage. Les Français occupèrent le soir le bourg de Diessenhofen.

1799.—AN VIII
Suisse.

Dans le même temps, la division commandée par le général Gazan, que Masséna avait renforcée de deux régiments de cavalerie tirés de la réserve, avait marché sur Constance. Un régiment d'infanterie russe, les hussards de Bauer, et deux régiments du corps de Condé, avec un escadron du régiment autrichien de l'archiduc Ferdinand, étaient placés en avant de la ville, sous le commandement du duc d'Enghien et du général Bauer. Le général Gazan fit attaquer ces troupes par sa cavalerie et son infanterie légères, soutenues par le gros de la division. Après un combat de plusieurs heures, pendant lequel le prince de Condé fit filer ses bagages sur Stockach, l'ennemi fut obligé de plier et de rentrer dans Constance. Le village de Kreuzlingen, qui touche aux portes de la ville, fut emporté par les Français, repris ensuite par le régiment émigré de Duras, qui venait d'en être délogé, et occupé une seconde fois par les troupes républicaines, qui en chassèrent définitivement leurs ennemis. Le duc d'Enghien, placé à l'arrière-garde, voulut en vain faire couper le pont par où les Français devaient passer pour pénétrer dans la ville; ceux-ci ne lui donnèrent pas le temps d'achever cette opération, et y entrèrent presque en même temps que les émigrés. Le duc continua de se défendre avec beaucoup de résolution et d'opiniâtreté, pour donner le temps au prince, son aïeul, de faire sa retraite et de gagner le pont de Constance, ce que celui-ci fit assez heureusement, malgré la vive fusillade qu'il essuya en traversant la ville. Les Français, en entrant dans Constance, en fermèrent les portes pour couper la retraite à une colonne composée de 200 chasseurs nobles et du régiment de Bourbon émigrés, des hussards de Bauer et du régiment russe de Titof; plusieurs officiers français de l'état-major du prince accompagnaient cette colonne, qui, restée en dehors, n'avait plus qu'à mettre bas les armes ou qu'à enfoncer une des portes pour se frayer un passage à travers la ville. Le général Bauer

1799 — an VIII Suisse. choisit ce dernier parti. Il fit rompre une porte par les grenadiers de Bourbon, qui marchaient en tête de la colonne, et celle-ci se fit jour à la baïonnette à travers les rues de Constance, en donnant des preuves d'un courage et d'un dévouement dignes d'éloges dans toute autre occasion, mais qui, dans celle-ci, ne peuvent que faire gémir sur le malheureux aveuglement de Français à la solde de l'étranger et combattant leurs concitoyens armés pour la défense de la patrie. Au milieu du désordre et de la confusion inséparables d'une action de nuit, les émigrés et les étrangers leurs alliés parvinrent à opérer leur retraite sans une perte trop considérable. 400 hommes furent faits prisonniers, parmi lesquels une centaine de Français émigrés. Les Français républicains restèrent maîtres de Constance.

L'ennemi n'occupait plus sur la rive gauche du Rhin, au-dessous du lac de Constance, que la forte tête de pont de Busingen, entre Schaffhausen et Diessenhofen; et le général Masséna faisait ses dispositions pour attaquer ce poste, lorsqu'il apprit que les Russes l'évacuaient pour se retirer entièrement sur la rive droite.

Ainsi se termina cette longue suite d'attaques, de combats et d'engagements qui avaient eu lieu depuis quinze jours sans interruption, et que les historiens militaires ont cru devoir désigner sous le nom générique de bataille de Zurich, livrée sur un terrain de vingt-cinq à trente lieues de longueur, sur quinze à dix-huit de largeur, où il n'y eut pas une vallée, un passage, une communication qui ne fussent occupés comme poste, par des combats opiniâtres, traversés par des troupes marchant et manœuvrant pour une même action. Ce fut cette victoire qui détruisit le prestige de la grande renommée des troupes russes et de leur illustre chef, et qui posa un glorieux terme aux revers éprouvés par les armées françaises depuis l'ouverture de la campagne. Pendant ces quinze jours, trois corps d'armée avaient été battus et complétement défaits par l'armée d'Helvétie; ils avaient perdu ensemble près de 10,000 hommes tués ou blessés, 15 à 20,000 prisonniers, cent pièces de canon, quinze drapeaux, presque tous leurs bagages avec une énorme quantité de chevaux et de mulets. Un pareil avantage, obtenu par les sages dispositions du général Masséna,

qui donna à l'Europe, en cette occasion, le plus beau gage de sa haute réputation militaire, ne coûta à l'armée française qu'une perte totale de 6 à 8,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. 1799—an VIII Suisse.

Cependant les alliés occupaient encore dans la vallée des Grisons quelques positions sur la rive gauche du Rhin. Masséna, afin de les forcer à passer ce fleuve, ordonna au général Loison de s'avancer, en descendant cette vallée, de Disentis vers Reichenau, tandis qu'un détachement de la division Mortier seconderait ce mouvement en se portant également sur Reichenau, par Vettis et le mont Kunkels; un bataillon de la 44e demi-brigade, en s'avançant par le val d'Engi, devait aussi prendre la même direction et se réunir vers Flims aux troupes du général Loison. Cette expédition eut lieu vers la fin d'octobre; et, malgré tous les efforts de l'ennemi pour conserver l'importante position de Tamins au-dessus de Reichenau; malgré la résistance de quatre bataillons au débouché du Kunkels, les alliés n'en furent pas moins battus, dépostés, mis en fuite, et forcés de brûler les ponts de Reichenau et de Feldsberg. Un régiment autrichien fut presque entièrement détruit dans cette affaire.

Cette opération du général Loison fut la dernière de cette campagne de l'armée française en Suisse, où il ne se passa plus d'événements militaires remarquables.

Aussitôt que l'archiduc Charles eut reçu la nouvelle de la défaite successive des trois corps d'armée de Hotze, Korsakof et Souwarof, et qu'il sut que les troupes de l'armée du Rhin commençaient à filer vers Strasbourg et Bâle, il partit avec la plus grande partie de celles qu'il avait lui-même à son quartier général de Mannheim, laissant au général Schwartzenberg un corps suffisant pour couvrir cette ville et Philippsburg, et arriva à Donaueschingen, où il tint un conseil de guerre. D'après la décision qui y fut prise, l'archiduc dut rallier et concentrer ses forces, rapprocher de lui le général Nauendorf, qu'il avait placé en observation du côté du Brisgau, et prendre position dans la haute Souabe et sur les frontières de la Suisse à Donaueschingen, où le prince établit son quartier général. Il surveillait le rentrant de Bâle, ou Masséna faisait des démons-

1799—an VIII Suisse. trations d'attaque pour favoriser le passage et les nouveaux mouvements que les Français préparaient sur le bas Rhin, comme nous le dirons plus tard. Soutenant en même temps par sa droite les corps du général Sztarray et du prince Charles de Lorraine, l'archiduc se trouvait à même de remplir avec sa gauche le vide que le départ des Russes allait laisser dans les Grisons et dans le Vorarlberg.

Masséna, après des efforts aussi grands que ceux faits par son armée, ne jugea point convenable de pousser plus loin les opérations d'une campagne aussi glorieuse, et procura à ses troupes un repos que la saison semblait recommander. D'ailleurs, les deux rives du Rhin était également ruinées; et ce n'était qu'avec la plus grande peine qu'on avait pu se procurer jusqu'alors les vivres et les fourrages nécessaires à une masse d'hommes et de chevaux aussi considérable, dans un pays déjà peu abondant par lui-même. Les troupes françaises entrèrent donc en quartiers d'hiver. L'archiduc, par les mêmes motifs qui avaient dirigé Masséna, resta tranquille dans les positions qu'il venait de prendre et ne fit aucune tentative pour troubler le repos d'un ennemi dont il avait appris à craindre le réveil.

Quant au maréchal Souwarof, furieux d'avoir été vaincu par ces mêmes républicains dont il avait trop prématurément annoncé l'extermination, ayant trop bonne opinion de son propre mérite pour s'attribuer une grande part dans la honte de sa défaite, il s'était persuadé, et voulait persuader à l'Europe que la trahison ou la lâcheté des Autrichiens avait causé en grande partie les revers qui déshonoraient sa vieillesse. Contraint à évacuer la Suisse, il avait pris l'engagement de ne rien entreprendre pour la coalition avant d'avoir reçu les derniers ordres de l'empereur son maître, auquel il s'était empressé d'exposer ses griefs contre les Autrichiens. L'archiduc avait invité le maréchal à venir prendre séance au conseil de guerre tenu à Donaueschingen; l'inflexible vieillard, tout entier à ses ressentiments, écrivit au prince une lettre très-dure, qu'il terminait en déclarant « qu'il cessait de faire cause commune avec des généraux qui s'étaient laissé battre pour lui donner l'humiliation de fuir devant des Français. »

Souwarof tint parole : il rassembla ses troupes aux environs

de Lindau, rappela à lui celles de Korsakof, qui occupaient encore le poste de Bregentz, vis-à-vis de Rheineck; et, aussitôt que les colonnes d'artillerie russe qui revenaient d'Italie par le Tyrol furent arrivées à la hauteur de Kempten, il déclara qu'il allait se mettre en marche pour la Russie. Toutes ses troupes réunies pouvaient alors monter à 30,000 hommes: c'était le reste des 80,000 que Paul Ier avait fournis pour son contingent dans la coalition. L'empereur de Russie était entré dans tous les sentiments de Souwarof à l'égard de l'Autriche. Les agents de cette dernière puissance s'efforcèrent en vain de dissiper ces préventions fâcheuses. Paul Ier persista dans sa résolution, et finit par dire qu'il ne croirait à la sincérité de l'Autriche que quand tous les généraux autrichiens qui commandaient en Suisse à l'époque de la bataille de Zurich seraient destitués et traduits devant un conseil de guerre. Il demandait en outre, comme un gage des dispositions loyales de l'Autriche, le rétablissement de la république de Venise et la remise du Piémont au roi de Sardaigne. Ces demandes et d'autres griefs dont nous parlerons en leur lieu éloignèrent tout rapprochement; et, à la fin de l'année 1799, une rupture éclatante entre l'Autriche et la Russie paraissait prochaine. Ainsi la victoire remportée par Masséna allait enlever à la seconde coalition un de ses principaux appuis.

Nous avons anticipé sur les dates en donnant ces derniers détails; mais comme ils ne se rattachent à aucun événement de guerre important, il nous convenait de terminer dans ce paragraphe tout ce que nous avions à dire sur les opérations des troupes russes jusqu'à la fin de la campagne.

CHAPITRE XI.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

Suite des événements militaires d'Égypte; Bonaparte quitte l'armée pour revenir en France; il débarque à Fréjus, etc. — Suite des opérations militaires en Hollande; bataille d'Alkmaar et de Kastricum; retraite de l'armée anglaise; le duc d'York capitule pour évacuer le territoire batave, etc. — Révolution du 18 brumaire (9 novembre 1799); création du gouvernement consulaire; le général Bonaparte est nommé premier consul, etc. — Opérations militaires sur le bas Rhin, etc., etc., etc. — Suite des opérations en Italie; bataille de Genda; défense de l'État de Gênes par le général Gouvion Saint-Cyr; Coni se rend aux Autrichiens, etc. — Siége et belle défense d'Ancône.

1799—an VIII 9 octobre (17 vend.). Égypte.

Suite des événements d'Égypte; Bonaparte quitte l'armée pour revenir en France; il débarque à Fréjus, etc. — Nous avons dit que, le lendemain de la bataille d'Aboukir, Bonaparte s'était rendu à Alexandrie. Il avait emmené avec lui le séraskier Mustapha-Pacha et les Turcs de la suite de ce dernier faits prisonniers par le général Murat, afin de présenter à la nombreuse population du Caire ce trophée vivant de la victoire signalée que venait de remporter l'armée française. En effet, le pacha fut dirigé de suite sur la capitale de l'Égypte, escorté par un fort détachement. Les divisions de l'armée, à l'exception de celle que commandait le général Lannes, et qui était chargée, ainsi qu'on l'a vu, de reprendre le fort d'Aboukir, se rendirent à leurs destinations respectives, c'est-à-dire dans les postes qu'elles occupaient avant leur rassemblement; mais le général en chef, malgré le désir empressé qu'on pouvait lui supposer de se montrer aux habitants du Caire, demeura quelque temps à Alexandrie.

Le séjour de Bonaparte dans cette dernière ville a été jusqu'à présent l'objet de divers commentaires : les uns ont dit

qu'il avait eu pour motif une négociation avec les Anglais, à l'effet d'évacuer l'Égypte à des conditions que la victoire récente d'Aboukir devait rendre plus avantageuses; d'autres ont prétendu que c'était pour faire les préparatifs du départ secret qu'il méditait. Cette version serait entièrement vraie, si l'on n'eût pas ajouté que le départ projeté devait avoir lieu sans l'assentiment du gouvernement français, et par la seule volonté de l'homme qui craignait moins les chances qu'il allait courir par une désertion coupable que celles d'un séjour prolongé dans un pays où il pouvait à la fin succomber sous les efforts d'un ennemi sans cesse renaissant. 1799—an VIII Égypte.

Pour ne pas nous livrer aussi nous-mêmes à des conjectures hasardées sur la disposition d'esprit où Bonaparte avait pu se trouver avant et pendant l'expédition d'Égypte, sur ses appréhensions d'un avenir funeste, en restant sans espoir de secours dans ce coin de l'Afrique, enfin sur l'étendue des vues ambitieuses du triomphateur de l'Italie, du vainqueur des mameloucks, nous nous bornerons à présenter quelques documents authentiques, qui éclaireront d'une manière plus positive l'opinion de nos lecteurs.

Bonaparte était encore devant Saint-Jean-d'Acre lorsqu'il reçut, par la voie d'Alexandrie, des journaux et des papiers publics d'Europe, qui l'instruisaient de la situation de la France, et une lettre de son frère Joseph, dans laquelle celui-ci confirmait la plus grande partie des détails contenus dans ces papiers. Il lui faisait connaître les querelles du Directoire avec les deux conseils, l'engageait à revenir en France, et l'assurait que sa présence était ardemment désirée par les amis de la patrie, qui tous se rallieraient à lui, s'il parvenait à mettre le pied sur le territoire de la république [1].

En effet, la France était à cette époque, c'est-à-dire au moment où Joseph Bonaparte écrivait ces détails à son frère, dans la situation critique que nous avons déjà fait connaître: la mésintelligence entre le Directoire et les conseils, surtout

[1] Cette lettre fut apportée à Alexandrie par un Grec nommé Barbaki, qui, se trouvant à Paris et ayant un bâtiment dans le port de Livourne, reçut la promesse d'une somme de trente mille francs si elle était remise à Bonaparte en personne.

1799—an VIII Égypte. celui des Cinq-Cents, faisait craindre à tous les bons citoyens le retour de l'anarchie. Les armées de la république, battues en Italie et sur le Rhin, ne garantissaient plus à la patrie qu'une protection bien précaire. Une crainte générale s'était emparée des esprits en voyant dans l'intérieur la discorde secouer ses torches incendiaires, et au dehors les généraux de la révolution ne plus imprimer à leurs soldats l'élan de la victoire. Un seul, et c'était Bonaparte, entretenait encore de sa gloire la république humiliée ; aussi était-il appelé par les vœux de l'armée et des citoyens : lui seul paraissait propre à repousser l'ennemi des frontières menacées, et à ramener le calme et la paix. Joseph ne s'aventurait donc pas trop en écrivant à son frère que la France entière applaudirait à son retour.

La connaissance de tous ces détails devait sans doute réveiller dans Bonaparte l'amour de la patrie, ou plutôt exalter encore cet instinct de gloire et d'ambition qu'il avait ressenti dès son début dans la carrière des armes. On ne doit pas se dissimuler que le désir d'acquiescer aux vœux de tout un peuple disposé d'avance à le proclamer son libérateur ne soit entré pour beaucoup dans la détermination prise par le général de l'armée d'Orient de lever le siége de Saint-Jean-d'Acre.

Un nouveau motif lui fit bientôt un devoir de ce qui aurait pu n'être que le seul résultat des illusions de son ambition. Il était à peine de retour au Caire avec l'armée de Syrie, quand on lui remit dans cette ville une dépêche du Directoire. Ce gouvernement, s'appuyant sur la situation critique de la France, faisait part au général en chef de l'intention où il était de rappeler l'armée d'Égypte en totalité ou en partie, et, dans ce dernier cas, l'autorisait à céder le commandement des troupes à celui des généraux qu'il jugerait le plus digne de ce poste honorable et difficile. La lettre était terminée par l'assurance de la satisfaction que le Directoire éprouverait en voyant en Europe, à la tête des armées de la république, le général qui les avait jusqu'alors si glorieusement dirigées [1].

Si l'on admet que le désir manifesté par le gouvernement d'une manière aussi flatteuse aurait pu être, même dans toute

[1] Cette lettre est un document si important pour l'histoire, et combat si

autre circonstance que celle dont nous parlons, un ordre impérieux pour Bonaparte, l'empressement de ce général à profiter de la voie légale qui s'offrait à lui pour l'accomplissement de ses propres desseins serait justifié. L'escadre dont le Directoire annonçait le départ pour venir chercher le général en chef et une partie de son armée était effectivement à la mer depuis un mois; mais Bonaparte connaissait trop bien les difficultés presque insurmontables qu'elle avait à vaincre en tentant de gagner les côtes d'Égypte, pour oser compter sur ce moyen de transport[1]. D'ailleurs, au moment où il recevait la lettre du Directoire, il était déjà informé que les troupes ottomanes s'embarquaient à Rhodes, à l'effet de venir attaquer l'Égypte par le Delta. Trop généreux ou trop adroit pour se séparer, dans une circonstance aussi critique, d'une armée qui lui avait donné tant de preuves de confiance et de dévouement, Bonaparte remit à un temps plus opportun l'exécution d'un projet qui rentrait dans les intentions de son gouvernement. 1799 - an VIII Égypte.

On a vu avec quelle rapidité, avec quel bonheur, le général

victorieusement l'imputation d'un retour non autorisé, d'une lâche désertion, que nous croyons devoir la rapporter ici textuellement :

Paris, le 7 prairial an VII (26 mai 1799).

Au général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Orient.

« Les efforts extraordinaires, citoyen général, que l'Autriche et la Russie viennent de déployer, la tournure sérieuse et presque alarmante que la guerre a prise, exigent que la république concentre ses forces. Le Directoire vient, en conséquence, d'ordonner à l'amiral Bruix d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour se rendre maître de la Méditerranée et pour se porter en Égypte, à l'effet d'en ramener l'armée que vous commandez. Il est chargé de se concerter avec vous sur les moyens à prendre pour l'embarquement et le transport. Vous jugerez, citoyen général, si vous pouvez, avec sécurité, laisser en Égypte une partie de vos forces, et le Directoire vous autorise, dans ce cas, à en confier le commandement à qui vous jugerez convenable.

« Le Directoire vous verrait avec plaisir ramené à la tête des armées républicaines, que vous avez, jusqu'à présent, si glorieusement commandées. »

« *Signé* TREILHARD, LA RÉVEILLÈRE-LÉPAUX et BARRAS. »

[1] On verra, dans la relation détaillée de la campagne de l'armée navale aux ordres de Bruix, combien de circonstances vinrent ajouter encore à ces difficultés, et par quelles causes le premier plan du Directoire ne fut point mis à exécution.

1799—an VIII Égypte. de l'armée d'Orient avait anéanti l'armée turque sur la plage d'Aboukir. Cette victoire assurait, au moins pour quelque temps, la possession de l'Égypte aux Français. A la vérité, le grand vizir rassemblait alors, disait-on, une seconde armée, dont celle qui avait été vaincue à Aboukir n'était, en quelque sorte, que l'avant-garde; mais cette nouvelle expédition était encore bien éloignée; et Bonaparte, pouvant espérer que d'autres circonstances changeraient les dispositions de la Sublime-Porte, dut revenir à son plan de départ pour la France. Tel fut le motif qui l'amena à Alexandrie le lendemain même de la bataille d'Aboukir.

Sous le prétexte de l'échange des prisonniers, mais en effet pour savoir par les Anglais, en ouvrant des communications avec ceux-ci, des nouvelles plus récentes que celles qui étaient parvenues avec la dépêche du Directoire (elles étaient, comme cette dernière, à la date du mois de mai), Bonaparte envoya son aide de camp Merlin et le lieutenant de vaisseau Descorches-Sainte-Croix proposer un cartel d'échange au commodore sir Sidney Smith. Au même moment, le chef de bataillon du génie Vinache[1] était renvoyé à Alexandrie sur parole, avec une pareille mission. Cette circonstance amena de fréquentes communications, au moyen desquelles Bonaparte réussit à se procurer les papiers publics anglais jusqu'à la fin de juin, et apprit par conséquent les suites de la bataille de la Trebia, la retraite des armées françaises sur le territoire génois, et la position où se trouvait Masséna en Suisse. Ces détails pénibles affectèrent visiblement le général en chef, et redoublèrent l'impatience qu'il avait de se rendre en France.

Mais comment entreprendre un voyage aussi périlleux avec la faible marine qu'il avait à sa disposition? Les Anglais, réunis aux Turcs et aux Portugais, étaient maîtres de la mer, et croisaient avec tant de soin sur les côtes de l'Égypte, qu'il était bien difficile d'échapper à leur vigilance. Le seul espoir qui pût rester à Bonaparte était que les bâtiments anglais se relâcheraient sans doute de leur surveillance lorsque la flotte

[1] On doit se rappeler que cet officier avait été fait prisonnier, ainsi que la faible garnison du fort d'Aboukir, lors du débarquement des Turcs.

turque retournerait sur les côtes de la Karamanie ou dans les ports de la domination ottomane. La fortune, déjà si heureusement invoquée par le vainqueur de l'Italie, devait, ainsi qu'on le verra bientôt, lui sourire encore dans cette occasion.

Après avoir donné les ordres les plus précis au contre-amiral Ganteaume et au chef de division Dumanoir-Lepley (sans toutefois mettre ces deux officiers dans la confidence de ses desseins) d'accélérer les approvisionnements des deux frégates ex-vénitiennes *la Muiron* et *la Carrère*, déjà armées et équipées, et de lui donner avis des mouvements de la croisière anglaise, il quitta Alexandrie, le 5 août, pour se rendre au Caire. Il coucha le 6 à Rahmanieh, et arriva le 10 dans la capitale de l'Égypte, où il fut reçu avec tous les honneurs et l'appareil qui avaient déjà signalé son retour de Syrie. Grâce à l'activité et aux soins du général Dugua et de l'administrateur général Poussielgue, la tranquillité la plus parfaite, le plus grand ordre avaient régné dans cette ville pendant l'absence du général en chef. Il est bien probable que les vœux des musulmans étaient en faveur des armes turques; mais aucun d'eux n'osa manifester ses sentiments, et tous se montrèrent aussi indifférents sur l'issue de la lutte d'Aboukir que s'il se fût agi d'une querelle entre les Français et les Anglais. Cependant il convient de dire, à la gloire de l'armée d'Égypte, que plusieurs scheicks, gagnés par la conduite loyale et généreuse des Français à leur égard, désiraient que ceux-ci fussent vainqueurs : plus honorés qu'ils ne l'étaient sous la domination des mameloucks, ces hommes d'un rang distingué se réjouirent, ainsi que les Égyptiens musulmans de leur dépendance, de la défaite d'une armée qui leur eût rendu un régime arbitraire et tyrannique.

Le général en chef crut devoir profiter de la victoire qu'il venait de remporter pour tenter d'entrer en négociation avec le grand vizir. Celui-ci était alors à Damas, attendant la réunion de cette seconde armée, à la tête de laquelle il devait venir reprendre l'Égypte sur les vainqueurs des mameloucks. Bonaparte lui écrivit une longue lettre, dont il chargea Séid-Mustapha-Pacha, son prisonnier, et dans laquelle il s'attachait à prouver au premier ministre du sultan combien était impolitique de la part de la Sublime Porte une alliance avec les An-

1799—an VIII
Égypte.

glais, et surtout avec les Russes, qui, eux-mêmes alliés avec l'empereur d'Allemagne, avaient si souvent fait une guerre désastreuse à la Turquie, et nourrissaient encore le dessein de détruire cette puissance. Il représentait que la France, au contraire, avait été pendant trois cents ans la fidèle alliée du Grand Seigneur; que, par sa situation, elle était intéressée à la conservation de l'empire ottoman; qu'elle en avait donné la preuve en attaquant souvent l'Allemagne; et qu'ainsi, dans la circonstance présente, la Turquie s'était unie avec ses plus dangereux ennemis pour faire la guerre à ses meilleurs et à ses plus anciens amis. Bonaparte s'efforçait encore de démontrer au vizir que l'occupation de l'Égypte ne devait pas être regardée comme une levée de boucliers contre la Porte; que les Français avaient voulu uniquement venger leurs frères persécutés par les mameloucks, véritables usurpateurs de ce beau pays et rebelles aux lois du Grand Seigneur; que la république française avait voulu par cette agression nuire aux Anglais qui protégeaient les mameloucks, et non à son grand et fidèle ami le sultan Sélim; que lui, Bonaparte, avait, par toutes ses actions, prouvé le respect qu'il portait à Sa Hautesse et l'amitié qu'il avait pour la nation ottomane; que des esclaves turcs avaient été rendus à la liberté par lui, à Malte; et que tout ce qui appartenait au Grand Seigneur en Égypte avait toujours été protégé par ses ordres. Enfin, cette lettre était terminée par l'offre de restituer l'Égypte à son maître légitime, si, mieux éclairée sur ses intérêts véritables, la Porte voulait renoncer à l'alliance de la Russie et de l'Angleterre pour revenir à celle de la France. « Mon armée est forte, disait Bonaparte, parfaitement disciplinée, et approvisionnée de tout ce qui peut la rendre victorieuse des armées ennemies, fussent-elles aussi nombreuses que le sable de la mer; des citadelles, des places fortes, se sont élévées sur les côtes et sur les frontières du désert : je ne crains donc rien et suis ici invincible; mais je dois à l'humanité, à la vraie politique, au plus ancien comme au plus vrai des alliés, l'empereur Sélim, la demande que je fais. »

Le vizir se serait peut-être montré accessible aux propositions de Bonaparte. En effet, quels avantages la Porte pouvait-elle retirer de son alliance avec l'Angleterre et surtout avec la

Russie? et puisque Bonaparte offrait de rendre l'Égypte, quels motifs restait-il aux Turcs pour continuer la guerre avec la France? Mais depuis longtemps l'Angleterre avait eu soin de multiplier ses agents à Constantinople et auprès du grand vizir pour circonvenir ce ministre et le divan. C'est par suite du crédit obtenu par ses agents que l'envoyé Beauchamp avait été, contre le droit des gens, jeté dans un cachot sur les bords de la mer Noire. Il ne leur fut pas difficile de faire repousser les propositions contenues dans la lettre du général en chef. Cette dernière démarche ne fut cependant pas inutile à celui qui l'avait faite. Effrayé du tableau gigantesque que Bonaparte lui traçait de la situation de l'armée française en Égypte, le grand vizir ne voulut point se mettre en campagne avant d'avoir réuni toutes les forces qui devaient être mises à sa disposition; et pendant que son ennemi demeurait ainsi inactif à Damas, Bonaparte put donner ses derniers ordres pour la défense de l'Égypte, et s'occuper définitivement de son départ pour la France.

1799—an VIII Égypte.

Le général en chef s'était appliqué, par tous les moyens qui lui restaient encore, à attacher les Égyptiens aux Français. Des ordres venaient d'être donnés à tous les commandants de provinces et de places pour que ceux-ci apportassent la plus grande douceur et les meilleurs procédés dans l'exercice de leur autorité. Il leur était surtout recommandé de faire tous leurs efforts pour persuader aux musulmans que la cause de leur religion ne courait aucun danger par suite du séjour des Français au milieu d'eux. « Quelque chose que l'on fasse, disait Bonaparte dans ses instructions, vous êtes bien sûrs que les chrétiens du pays seront toujours pour vous; étudiez-vous donc à donner toujours la préférence sur eux aux musulmans. C'est surtout de cette manière que vous convaincrez ceux-ci que vous êtes justes, et que vous ôterez au fanatisme, auquel ils sont tous enclins, tout prétexte pour éclater; n'oubliez jamais que notre conservation dépend de l'amitié des habitants du pays, et que, si une guerre de religion venait à s'allumer, nous serions tous perdus. »

Par cette conduite adroite, Bonaparte avait déjà enlevé aux mameloucks et aux osmanlis un grand nombre de partisans;

1799—an VIII Égypte. il voulut encore persuader aux sectateurs de l'islamisme qu'il aimait et respectait leur religion, et se ferait toujours gloire de la protéger. Dans une lettre adressée au grand divan du Caire, après la bataille d'Aboukir, il annonçait qu'il avait abjuré le dogme de la Trinité, véritable blasphème aux yeux d'un vrai croyant, pour ne professer que le dogme de l'unité, principe fondamental de la religion prêchée par Mahomet; il entachait les Turcs, ses ennemis, du reproche de leur alliance avec des chrétiens trinitaires, reproche que les théologiens et les casuistes musulmans n'ont cessé de faire aux osmanlis depuis les traités de la Porte avec les princes européens. La plupart des scheicks et des gens de la loi musulmane au Caire étaient enchantés de ces dispositions du général français; ils souriaient à l'idée que leurs nouveaux dominateurs finiraient par embrasser la religion mahométane. La conversion du général Menou accréditait cette opinion, qui prit d'autant plus de consistance, qu'à l'époque dont nous parlons, Bonaparte, dans une assemblée des grands scheicks, au Caire, leur renouvela solennellement la promesse qu'il leur avait déjà faite après l'insurrection de cette capitale, de bâtir, à ses frais, une grande et belle mosquée. Il en assigna même l'emplacement sur la place Ezbekieh, en face de son palais, et assura les scheicks qu'il ferait de cette mosquée, par la richesse de ses dotations et la magnificence de sa construction, la rivale de Sainte-Sophie de Constantinople.

A ces moyens politiques de tranquillité intérieure, Bonaparte ajouta ceux qui pouvaient assurer le bien-être matériel de ses braves soldats. Les instructions les plus étendues furent adressées à toutes les administrations de l'armée, afin que chacune redoublât de zèle pour faire marcher de front tous les genres de service. Les manufactures d'armes, de poudre, d'habillement, d'équipement, l'agriculture même, reçurent une nouvelle impulsion. La situation du soldat n'avait jamais été meilleure, et l'armée se trouvait dans une situation florissante. Les généraux d'artillerie et du génie eurent ordre d'achever tous les travaux de fortifications commencés sur les côtes et dans l'intérieur, et non encore terminés.

Jusqu'alors, Vivant-Denon et un petit nombre de savants et d'artistes aussi courageux que lui avaient pu seuls visiter le Saïd

ou haute Égypte, qui renferme encore tant de superbes ruines et d'objets dignes de l'investigation des hommes éclairés. Bonaparte ne voulut pas laisser à un autre le privilége d'ouvrir aux sciences et aux arts une carrière si féconde. Il présida lui-même au départ de la commission qui fut nommée à cet effet et divisée en deux sections, dont la première eut pour chef le secrétaire perpétuel de l'Institut, Fourrier, et la seconde le géomètre Costaz. Les généraux Desaix et Belliard reçurent tous deux l'ordre de protéger de tous leurs moyens les études et les recherches de cette commission; enfin, pour dernière marque de confiance, et en leur faisant ses adieux, Bonaparte donna aux savants qui se rendaient dans le Saïd une série de questions qu'il les pria de faire aux naturels du pays, sur l'agriculture, les produits industriels, l'histoire ou plutôt les traditions, etc.; questions à la solution desquelles il parut attacher un grand intérêt.

1799 — an VIII
Égypte.

Cependant le général en chef fut informé que les bâtiments anglais en croisière ne paraissaient plus, depuis le 11 août, devant Alexandrie et sur toute la côte jusqu'à Rosette. On a cru qu'ayant compté sur le succès de l'expédition turque pour renouveler ses approvisionements, le commodore sir Sidney Smith avait négligé les moyens de s'en procurer sans être obligé de quitter la côte d'Alexandrie, et que, les vivres venant à lui manquer par suite de cette négligence, il s'était vu dans l'obligation d'aller en chercher à l'île de Chypre avec d'autant plus de sécurité qu'il ne supposait pas aux Français l'intention de former quelque entreprise contre laquelle le secours de ses bâtiments fût nécessaire. Bonaparte n'attendait que cette nouvelle pour se rendre à Alexandrie; mais, pour s'épargner sans doute le regret de faire des adieux pénibles à des hommes qui avaient des droits si légitimes à son attachement, il voulut cacher jusqu'au dernier moment son départ. Au lieu donc d'annoncer à ses nombreux amis qu'il se dirigeait sur Alexandrie pour s'embarquer, il donna le change à tout le monde en faisant répandre le bruit qu'il allait faire une tournée dans le Delta. Le but du général en chef, disait-on, dans une absence qui ne serait que de quelques jours, était de visiter cette terre si fertile, qu'il n'avait pas encore vue, et de faire procéder au rétablissement des canaux négligés depuis trop longtemps. Afin d'entretenir les habitants du Caire

1799—an VIII Égypte. dans cette opinion, Bonaparte écrivit lui-même au divan de cette ville qu'il partait pour se rendre à Menouf, d'où il ferait ensuite différentes tournées dans le Delta, afin d'examiner par ses propres yeux les injustices qui pourraient avoir été commises, et de prendre connaissance des hommes du pays. Il lui recommandait de maintenir la confiance parmi le peuple, en lui disant que lui, Bonaparte, aimait surtout les musulmans, et que son intention était de faire leur bonheur; qu'il avait deux grands moyens pour conduire les hommes, la persuasion et la force; qu'avec l'un il cherchait à se faire des amis, et qu'avec l'autre il détruisait ses ennemis.

« Je désire, ajoutait-il en terminant sa lettre, que vous me donniez le plus souvent possible de vos nouvelles, et que vous m'informiez de la situation des choses. »

Tout était tranquille dans l'intérieur de l'Égypte. Les places, les forts et les batteries des côtes étaient bien armés et bien approvisionnés. L'avant-garde du grand vizir n'avait point encore quitté Damas; le manque d'approvisionnements, qui avait retardé sa marche; l'épuisement des provinces de Syrie, dévastées par les Français et par les troupes de Djezzar-Pacha, et le peu d'accord qui régnait entre ce dernier et le suprême ministre ottoman : toutes ces causes réunies ne permettaient pas de craindre que les frontières de l'est fussent prochainement menacées. Bonaparte pouvait donc quitter l'Égypte sans avoir de sérieuses inquiétudes sur le sort de l'armée française, et croire que sa présence en France (à part l'influence qu'elle allait exercer sur les événements militaires), le mettant à même d'accélérer plus que jamais l'envoi des secours dont la colonie aurait besoin par la suite, devait être du plus grand avantage pour celle-ci.

Bonaparte partit du Caire le 18 août, emmenant avec lui les généraux Berthier, Lannes, Murat, Marmont et Andréossi, les savants Monge, Berthollet et Denon, et 250 guides que commandait le général Bessières. Arrivé le 21 à Alexandrie, il écrivit au divan d'Égypte la lettre suivante :

« Ayant été instruit que mon escadre était prête et qu'une ar-

mée formidable était embarquée dessus ; convaincu, comme je l'ai dit plusieurs fois, que tant que je ne frapperai pas un coup qui écrase à la fois tous mes ennemis, je ne pourrai pas jouir tranquillement et paisiblement de la possession de l'Égypte, la plus belle contrée du monde, j'ai pris le parti d'aller me mettre moi-même à la tête de mes vaisseaux, en laissant pendant mon absence le commandement au général Kléber, homme d'un mérite distingué, et auquel j'ai recommandé d'avoir pour les ulémas et les scheicks la même amitié que moi. Faites ce qu'il vous sera possible pour que le peuple d'Égypte ait en lui la même confiance qu'il avait en moi, et qu'à mon retour, qui sera dans deux ou trois mois, je sois content du peuple d'Égypte, et que je n'aie que des louanges et des récompenses à donner aux scheicks [1]. » 1799—an VIII Égypte.

Le même jour, il écrivit à Kléber une lettre confidentielle, dans laquelle il donnait à ce général toutes les instructions nécessaires pour le commandement qu'il allait exercer, et à la position dans laquelle allait désormais se trouver l'armée [2].

[1] Il est aisé de concevoir pourquoi, dans cette lettre emphatique, Bonaparte parlait de son escadre, de la formidable armée qui s'y trouvait embarquée, et de son prochain retour; mais, en s'attribuant de prétendues forces qu'il était bien loin d'avoir, il fallait qu'il comptât beaucoup sur la crédulité des scheicks et sur la discrétion de son armée, pour chercher ainsi à frapper l'imagination du peuple égyptien; et ce moyen qu'il employait ne paraîtra jamais, aux yeux de tout homme sensé, digne des hautes conceptions qu'il avait manifestées en tant d'autres occasions.

[2] Cette lettre est d'un trop grand intérêt pour que nous négligions de la consigner ici, quoiqu'elle soit très-longue et déjà connue.

Alexandrie, le 5 fructidor an VII (22 août 1799).

Au général Kléber.

« Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un ordre pour prendre le commandement de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne paraisse d'un moment à l'autre me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'emmène avec moi les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andréossi, Marmont, et les citoyens Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joint tous les papiers anglais et de Francfort jusqu'au 10 juin : vous y verrez que nous avons perdu l'Italie, que Mantoue, Turin et Tortone sont bloquées. J'ai lieu de croire que la première de ces places

1799—an VIII Égypte.

A cette lettre était jointe une pièce officielle ainsi conçue :
« Il est ordonné au général Kléber de prendre le commandement

tiendra jusqu'au mois de novembre ; j'ai l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir, dans le courant d'octobre, Junot, ainsi que les effets que j'ai laissés et mes domestiques ; cependant je ne trouverai pas mauvais que vous engagiez à votre service tous ceux qui vous conviendront.

« L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événements majeurs.

« La commission des arts passera en France avec un parlementaire que vous demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de novembre, immédiatement après qu'ils auront achevé leur mission ; ils sont dans ce moment-ci occupés à ce qui reste à faire pour visiter la haute Egypte. Cependant, ceux que vous jugerez vous être utiles, vous les mettrez en réquisition sans difficulté.

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de l'envoyer en Chypre. Il est porteur de la lettre dont vous trouverez la copie ci-jointe.

« L'arrivée de notre escadre à Toulon, venant de Brest, et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse aucune espèce de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte les fusils, sabres et fers coulés dont vous aurez besoin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues suffisante pour réparer la perte des deux campagnes. Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions, et moi, homme public ou particulier, je prendrai des mesures pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

« Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France ; si cette année, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte, et que vous perdissiez plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle que les événements de la guerre occasionneraient journellement ; je dis que, dans ce cas, vous ne devez point vous hasarder à soutenir la campagne prochaine, et vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte Ottomane, quand même l'évacuation devrait en être la condition principale. Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cet ordre, si cela était possible, jusqu'à la paix générale.

« Vous savez aussi bien que personne, citoyen général, combien la possession de l'Égypte est importante pour la France. L'empire turc, qui tombe en ruines de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte par la France serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions, de nos jours, cette belle province passer en d'autres mains européennes.

en chef de l'armée d'Orient, le gouvernement m'ayant appelé auprès de lui. » « BONAPARTE. » 1799—an VIII Égypte.

« Les nouvelles des revers ou des succès qu'aurait la république en Europe doivent influer puissamment sur vos calculs. Si la Porte répondait aux ouvertures de paix que je lui ai faites, avant que vous n'eussiez reçu des nouvelles de France, vous devez déclarer que vous avez tous les pouvoirs pour continuer la négociation que j'ai entamée. Faites-lui connaître que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte. Demandez que la Porte sorte de la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire; qu'elle mette en liberté les Français prisonniers, et enfin six mois de suspension d'hostilités, afin que, pendant cet intervalle, les échanges de ratifications puissent avoir lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir conclure le traité avec la Porte, vous feriez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié, selon l'usage de toutes les nations. L'intervalle entre la signature d'un traité et la ratification doit toujours être une suspension d'hostilités.

« Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir la politique de l'Égypte. Quelque chose que vous fassiez, les chrétiens seront toujours pour nous. Il faut les empêcher d'être trop insolents, afin que les Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les chrétiens, ce qui nous les rendrait irréconciliables ennemis. Il faut endormir le fanatisme en attendant qu'on puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands scheicks du Caire, on a l'opinion de toute l'Égypte et de tous les chefs du peuple. Il n'y a rien de plus dangereux pour nous que ces chefs peureux et pusillanimes, qui ne savent pas se battre, et qui, semblables à tous les prêtres, imposent le fanatisme sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications d'Alexandrie et d'El-Arich, voilà les deux clefs de l'Égypte. J'avais le projet de faire établir cet hiver des redoutes de palmiers : deux depuis Salahieh jusqu'à Katieh, et deux de Katieh à El-Arich; une de ces dernières se serait trouvée dans l'endroit où le général Menou a trouvé de l'eau potable.

« Le général de brigade Samson, commandant le génie, le général Songis, commandant l'artillerie, vous mettront au fait, chacun en ce qui concerne son arme. Le citoyen Poussielgue a été exclusivement chargé des finances. Je l'ai reconnu travailleur et homme de mérite; il commençait à avoir quelques renseignements sur l'administration du pays. J'avais le projet, si aucun événement ne survenait, de chercher les moyens d'établir cet hiver un nouveau système d'impositions qui aurait à peu près permis de se passer des Cophtes; cependant, avant de l'entreprendre, je vous conseille de réfléchir longtemps. Il vaut mieux entreprendre un jour plus tard qu'un jour trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre paraîtront indubitablement cet hiver à Alexandrie, ou à Burlos, ou à Damiette. Faites construire une tour ou une bat-

1799—an VIII Égypte. Bonaparte prévint ensuite l'armée de son départ par la proclamation suivante, que Kléber fut chargé de publier :

« Soldats !

« Des nouvelles de l'Europe m'ont décidé à partir pour la France. Je laisse le commandement de l'armée au général Kléber ; l'armée aura bientôt de mes nouvelles : je ne puis en dire davantage. Il me coûte de quitter des soldats auxquels je suis le plus attaché ; mais ce ne sera que momentanément, et le général que je leur laisse a la confiance du gouvernement et la mienne [1]. »

terie à Burlos ; tâchez de réunir cinq à six cents mameloucks, que, lorsque ces vaisseaux français seront arrivés, vous ferez arrêter dans un jour au Caire, ou dans d'autres provinces, et embarquer pour la France. A défaut de mameloucks, des otages d'Arabes, des scheiks El-Beled, qui, pour une raison quelconque, seront arrêtés, pourront y suppléer. Ces individus, transportés en France, y seront retenus un ou deux ans, verront la grandeur de la nation, prendront une idée de nos mœurs et de notre langue, et, de retour en Égypte, nous formeront autant de partisans.

« J'avais déjà demandé une troupe de comédiens ; je prendrai un soin particulier d'en envoyer. Cet article est important pour l'armée, et pour commencer à changer les mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper va vous mettre à même de déployer les talents que la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui se passe est vif, et les résultats en seront immenses sur le commerce et la civilisation : ce sera l'époque d'où dateront les grandes révolutions.

« Accoutumé à ne voir la récompense des peines et des travaux de la vie que dans l'opinion de la postérité, j'abandonne l'Égypte avec le plus grand regret. L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événements extraordinaires qui viennent de se passer, me décident à traverser les escadres ennemies pour me rendre en Europe. Je serai d'esprit et de cœur avec vous ; vos succès me seront aussi chers que ceux où je me trouverai moi-même, et je regarderai comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferai pas quelque chose pour vous. Consolidez le magnifique établissement dont les fondements viennent d'être jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfants. J'ai eu dans tous les temps, même au milieu de leurs plus grandes peines, des marques de leur attachement. Entretenez-les dans ces mêmes sentiments ; vous le devez, pour l'amitié et l'estime toute particulière que j'ai pour vous, et l'attachement que je vous porte. »

[1] Cette proclamation se ressent de la gêne de cœur et d'esprit où Bonaparte se trouvait en l'écrivant. Il est d'ailleurs à remarquer qu'il évite de

Le général Menou, auquel Bonaparte écrivit également le même jour, était chargé de faire passer au général Kléber les dépêches et la proclamation qu'on vient de lire. La lettre adressée au divan ne devait être envoyée que quarante-huit heures après le départ des frégates. Menou recevait le commandement supérieur des trois provinces d'Alexandrie, Rosette et Bahireh. 1799—an VIII Égypte.

Bonaparte avait donné rendez-vous au général Kléber, pour le 24, dans la ville de Rosette; mais la crainte de voir reparaître la croisière anglaise et l'urgence de profiter des vents favorables lui firent avancer son départ de deux jours. Le 22, à dix heures du soir, il sortit du port dans une embarcation pour monter à bord de la frégate *la Muiron*, où l'attendait le contre-amiral Ganteaume. Au moment où s'opérait l'embarquement, une frégate anglaise parut en vue d'Alexandrie. Les officiers qui accompagnaient le général en chef tiraient de cette circonstance un funeste présage, et disaient tous qu'il serait difficile d'échapper à la vigilance de l'ennemi. « Ne craignez rien, leur dit Bonaparte, nous arriverons. La fortune ne nous trahira point; nous arriverons, en dépit des Anglais. » On mit à la voile le lendemain 23 août, et Bonaparte ainsi que ceux qui étaient avec lui saluèrent la terre d'Égypte pour la dernière fois.

La frégate *la Muiron* avait à bord, avec Bonaparte et le contre-amiral Ganteaume, les généraux Berthier et Andréossi, MM. Monge, Berthollet et Denon, l'aide de camp Lavalette, le secrétaire Bourienne. Sur la frégate *la Carrère*, commandée par le chef de division Dumanoir, se trouvaient les généraux Lannes, Murat et Marmont [1].

dire qu'il obéit à un ordre du gouvernement : serait-ce parce qu'il se rappelait en ce moment que le Directoire, dans la lettre que nous avons rapportée, *désirait* mais n'*ordonnait* pas son départ?

[1] Au moment où les frégates levaient l'ancre, on vit arriver, à force de rames, un bateau qui portait M. Parseval-Grandmaison, poëte et littérateur distingué, membre de l'Institut d'Égypte, et à qui sa santé ne permettait plus de supporter le climat d'Égypte. Il suppliait qu'on voulût bien le recevoir à bord. Bonaparte, qui avait pris la ferme résolution de n'emmener que ceux qu'il avait désignés, voulait d'abord que le bateau retournât à terre avec M. Parseval; mais, cédant aux sollicitations de MM. Monge, Berthollet et Denon, il permit au suppliant de monter sur *la Carrère*.

1799—an VIII Égypte.

Trois petits bâtiments étaient destinés à accompagner les frégates et à leur servir d'éclaireurs. L'un était la pinque *la Revanche*, l'autre l'aviso *l'Indépendance*, et le troisième l'aviso *la Foudre*. Ce dernier avait été, la veille, à la découverte pour s'assurer s'il n'y avait point de bâtiments ennemis au large. Il portait les drapeaux pris à la bataille d'Aboukir; mais Bonaparte, s'apercevant que ce bâtiment ne suivait que difficilement la marche de la petite escadre, ordonna au capitaine de remettre ses instructions et les drapeaux qui lui étaient confiés, et de retourner à Alexandrie.

Le contre-amiral Ganteaume longea la côte d'Afrique, prenant à la vérité une route plus longue, mais plus sûre, en ce qu'elle devait naturellement être moins fréquentée par les Anglais. Cependant ce fut par un très-grand bonheur que l'escadre échappa à tous les vaisseaux ennemis qui parcouraient alors toute la Méditerranée. Les vents, soufflant constamment de la partie du nord-ouest, forcèrent les frégates à courir des bordées le long des côtes d'Afrique, contre-temps si défavorable, qu'on mit vingt jours à faire moins de cent lieues. Les marins attendaient impatiemment les vents de l'équinoxe, dont la violence pouvait seule faire passer le cap Bon et éviter les croisières anglaises qu'on craignait d'y trouver.

Le 28 septembre, les deux frégates et deux bâtiments légers eurent connaissance de l'île de Corse, et mouillèrent, le 1er octobre, dans le port d'Ajaccio. Bonaparte apprit dans cette ville les derniers événements arrivés sur le continent : la prise de Mantoue, la bataille de Novi, la descente des Anglo-Russes en Hollande et la conquête entière de l'Italie par les Austro-Russes.

Les vents retinrent les bâtiments français dans le port d'Ajaccio jusqu'au 7 octobre. Bonaparte profita de ce retard pour faire préparer une felouque munie de bons rameurs, et qu'il fit prendre à la remorque par *la Muiron*. Il prenait cette précaution pour, dans le cas d'une rencontre et d'un engagement avec les Anglais, pouvoir gagner la côte de France pendant le combat et se dérober aux chances de ce dernier.

Les frégates remirent à la voile dans la soirée du 7 octobre; et, le lendemain, au coucher du soleil, on signala les côtes de France; mais, dans le moment où chacun se livrait au plaisir

de revoir la patrie, où tous se félicitaient mutuellement du bonheur d'avoir échappé aux croisières ennemies, on signala au large huit à dix voiles que l'on crut être des bâtiments de guerre anglais. Au milieu de la consternation générale produite par cet incident fâcheux, Bonaparte seul conserva tout son sang-froid. Le péril paraissait si imminent, que le contre-amiral Ganteaume voulut faire virer de bord pour revenir sur la Corse. « Non, non! s'écria Bonaparte, cette manœuvre nous conduirait en Angleterre, et je veux arriver en France. » C'était pour la première fois depuis le départ d'Égypte qu'il se prononçait d'une manière aussi absolue : jusque-là il s'était abandonné aveuglément à la conduite du contre-amiral. Sa volonté, dans cette occasion comme dans tant d'autres, allait le tirer d'un pas difficile. 1799—an VIII Égypte.

Ganteaume ordonna donc le branle-bas général de combat, et mit le cap au nord-nord-ouest; à minuit, on toucha la côte de France, mais la grande obscurité empêchait de reconnaître le point où l'on se trouvait. Les bâtiments mirent en panne pour attendre le jour : il parut, et l'on put distinguer le cap Taillat entre la presqu'île d'Hyères et Fréjus. Le débarquement fut décidé pour ce dernier point; et, le 9 octobre, après quarante-huit jours de la traversée la plus étonnante sur une mer couverte de vaisseaux ennemis, Bonaparte se retrouva en France, un an, quatre mois et vingt jours après en être sorti à la tête de l'expédition d'Égypte. Le général fut déclaré, ainsi que sa suite, exempt de l'observance de la quarantaine par une décision expresse du bureau de santé.

La nouvelle de l'arrivée de Bonaparte en France se répandit avec une rapidité que la grande réputation dont il jouissait peut seule expliquer. Tant de calamités étaient venues fondre sur la république depuis qu'il s'en était éloigné, qu'un état plus prospère semblait désormais dépendre uniquement de son retour. A peine avait-il débarqué qu'il s'était vu entouré d'une foule immense, accourue pour le contempler. Quel triomphe pour un citoyen! Quelle plus belle récompense des services rendus à la patrie? Et comment Bonaparte ne contracta-t-il pas dès lors l'engagement sacré, inviolable, de consacrer sa vie au bonheur d'une nation qui lui témoignait avec tant d'éclat son affection, sa confiance sans bornes et son dévouement absolu?

1799—an VIII Égypte. La même affluence de peuple le suivit sur toute sa route jusqu'à Paris. Les habitants des campagnes et des villes, abandonnant leurs travaux, leurs occupations, se rendaient en foule sur son passage et se disputaient le bonheur de voir de plus près le héros de l'Italie, le vainqueur de l'Orient. Cet enivrement universel, cet enthousiasme, excité par la présence du général de l'armée d'Égypte, ne fut pas moindre dans l'immense capitale de la France. Il y fut reçu avec de semblables démonstrations d'allégresse et d'admiration.

On va voir bientôt comment Bonaparte sut mettre à profit cette explosion de sentiments divers, manifestés avec tant de franchise par tous les Français. Secondé par l'opinion générale, qui, de tous côtés le rappelait, il revenait avec l'intention de faire sortir la France du cahos de la révolution, en établissant un nouvel ordre de choses propre à la mettre dans de meilleurs rapports avec les autres puissances continentales. Sa présence était donc indispensable à la république menacée sur ses frontières, en proie à l'anarchie, sous un gouvernement sans force, sans considération, devenu le jouet des factions.

18 octobre (26 vend.). Hollande. *Suite des opérations militaires en Hollande; bataille d'Alkmaar et de Kastricum; retraite de l'armée anglaise; le duc d'York capitule pour évacuer le territoire batave, etc.,* — Nous avons laissé l'armée anglo-russe battue à Bergen par l'armée gallo-batave aux ordres du général Brune. Depuis ce dernier événement jusqu'au 1er octobre, il ne s'était rien passé de bien intéressant entre les deux partis. Brune, toujours inférieur en forces, malgré les succès obtenus le 19 septembre, attendait pour agir l'arrivée d'une division française organisée dans la Belgique par l'inspecteur général Kellermann, et la jonction de bataillons de garde nationale mobile, dont la levée et l'organisation, ordonnées par le Directoire batave, s'effectuaient avec beaucoup plus d'activité depuis quelque temps. Toutefois, le général en chef avait profité des moments de repos que lui laissait l'ennemi pour s'affermir dans ses positions et ajouter à ses moyens matériels de défense. N'ayant point encore assez de troupes pour faire occuper tout l'espace compris entre le Zuyderzée et l'Océan, il fit inonder les trois grands polders, le Purmer, le Beemster et le Schermer, et retrancher avec le

plus grand soin tous les abords du village de Bergen, déjà pro- 1799—an VIII Hollande.
tégé par les bois qui le couvrent et le dominent du côté du nord dans la direction de l'avenue boisée de Schoorldam. Ces travaux rendaient la gauche de l'armée gallo-batave presque inabordable, et la débarrassaient du soin de défendre, excepté par quelques faibles détachements, l'espace compris entre Alkmaar et le Zuyderzée; le centre et la droite se trouvaient également a l'abri de toute attaque imprévue. Le gonflement des eaux avait permis d'étendre la grande inondation de Heer-Hugo-Waard, et, quoiqu'elle ne fût pas encore complète, elle avait au moins rendu le pays marécageux et impraticable; toutes les routes et tous les passages entre Alkmaar et Medenblick se trouvaient coupés en tout sens.

De son côté, le duc d'York s'obstinant, on ne sait trop par quel motif, à rester dans sa position du Zyp, au lieu de renouveler contre l'armée gallo-batave une attaque qui pouvait seule assurer le succès de l'expédition, il avait employé le temps, depuis le 19 septembre jusqu'au 1er octobre, à rétablir et renforcer sa droite, appuyée à la mer; il avait fait occuper aussi Medenblick et Enkhuizen; une flottille, organisée par l'amiral Mitchell, cherchait par des diversions à seconder les mouvements de l'armée alliée, et inquiétait différents points des côtes du Zuyderzée. Maîtres des petites villes de Lemmer et de Staveren dans la province de Frise, les Anglais sommèrent Harderwyck, et firent tous leurs efforts pour engager les habitants de cette même province à se déclarer en faveur du prince d'Orange; mais ces tentatives n'eurent pas plus de succès que celles qu'avait faites précédemment le prince lui-même. Le pavillon orange ne fut arboré que dans les lieux occupés ou visités en force par les Anglais : partout ailleurs, et surtout dans les campagnes, les habitants restaient fidèles au gouvernement républicain, et s'empressaient même d'obtempérer à tout ce qu'on exigeait d'eux pour la défense de la patrie.

Sur ces entrefaites, une troisième division de troupes russes, ou plutôt l'arrière-garde des deux autres, aux ordres du général Emmé, débarqua au Helder, tandis que le duc d'York s'occupait à se retrancher dans ses positions avec autant de soin que s'il se fût agi seulement de rester toujours sur la défensive.

1799 — an VIII Hollande. Ce renfort russe était accompagné de plusieurs détachements appartenant aux différents régiments qui avaient essuyé des pertes dans la journée du 19 septembre. L'intention du gouvernement britannique était donc bien évidemment que la guerre fût poussée avec vigueur en Hollande. Il parut même, par les discours prononcés dans les deux chambres du parlement d'Angleterre, et par le bill proposé pour l'emploi des milices hors du royaume, que le ministère était décidé à suivre opiniâtrément son plan, sans avoir égard aux déclamations du duc d'York sur les difficultés prétendues insurmontables qu'offraient la nature du terrain et la saison dans laquelle on allait entrer, les efforts aussi énergiques qu'inattendus faits par le gouvernement batave et les secours de la France, beaucoup plus efficaces qu'on ne l'avait cru d'après la situation où se trouvait alors cette république. Mais, pour remplir ses vues, le cabinet de Saint-James aurait dû confier à un autre général la direction de l'armée anglo-russe. Le duc d'York avait déjà prouvé, dans les campagnes de 1793 et 1794, qu'il n'était pas propre à assurer le succès d'une expédition où l'expérience militaire, une sage politique et de grandes connaissances en administration étaient d'une nécessité rigoureuse.

A peine les derniers détachements dont nous venons de parler avaient-ils rejoint l'armée alliée, que le duc d'York, en conséquence des ordres réitérés qu'il reçut, se croyant sans doute plus en mesure qu'auparavant, fit ses dispositions pour attaquer de nouveau l'armée gallo-batave. Le 29 septembre, à la pointe du jour, toutes les troupes alliées s'étaient mises en mouvement sur les différents débouchés qui conduisaient aux positions occupées par leurs adversaires, lorsque le duc d'York se ravisa, et envoya aux différentes colonnes l'ordre de rentrer dans leurs cantonnements, alléguant pour motif de cette bizarre détermination que la pluie tombée en abondance pendant toute la nuit avait rendu les chemins impraticables.

Les troupes anglaises exécutèrent leur mouvement rétrograde sans se permettre d'en blâmer le motif; mais les généraux russes déclarèrent hautement que reculer ainsi sans en venir aux prises avec l'ennemi, et après une démonstration aussi positive, était une lâcheté insigne, qui déshonorerait

l'armée alliée. Leur indignation à cet égard devint tellement prononcée, que l'on dût craindre de voir la mésintelligence s'établir entre les troupes des deux nations destinées à agir de concert et pour le même but. Le duc d'York, ne voulant pas voir son autorité compromise, et forcé de répondre à l'impatience des Russes, annonça que l'attaque aurait lieu le 1er octobre, jour anniversaire de la naissance de l'empereur Paul 1er. Toutefois, le mauvais temps fit encore différer le mouvement des colonnes jusqu'au lendemain. 1799—an VIII Hollande.

Le général des alliés avait dû, dans cette nouvelle attaque, changer les dispositions qu'il avait prises le 19 septembre. Les innondations l'empêchaient de manœuvrer par sa gauche, et il devait éviter de s'engager dans des passages difficiles pour tourner le Waard. Il n'ignorait pas d'ailleurs qu'il avait à combattre principalement les troupes françaises formant la gauche du général Brune. Au lieu donc de diriger de fortes colonnes sur le centre et la droite de l'armée gallo-batave, formés par les deux divisions hollandaises Dumonceau et Daendels, il résolut de tenir seulement ces dernières en échec, tandis qu'avec sa masse principale il tenterait un effort décisif contre les positions occupées par les troupes françaises. Ces dispositions prises par le duc d'York étaient dues aux sages avis du général Abercromby.

En conséquence, l'armée alliée fut divisée en quatre colonnes : celle de droite, composée de trois brigades d'infanterie, de neuf escadrons, et d'une compagnie d'artillerie à cheval, formant en tout 9,000 hommes, dont 1,000 de cavalerie, était sous les ordres du général Abercromby; elle devait s'avancer par le rivage de la mer jusqu'aux villages d'Egmond-aan-Zee et d'Egmond-op-de-Hoef, afin de tourner le flanc gauche des Français, et de prendre ceux-ci à dos, s'ils continuaient de se maintenir dans leur position de Bergen.

Une seconde colonne, composée des troupes russes commandées par le général Essen, et forte de 8,800 hommes, devait s'avancer le long de la route qui borde les dunes de Kamp, et de là, par Groet et Schoorl, sur Bergen.

La troisième colonne, commandée par le général Dundas, avait plusieurs buts à atteindre : une brigade devait suivre, en

1799–an VIII Hollande. partant de Petten, l'avant-garde du général Abercromby, tourner la gauche du village de Kamp, prendre la digue de Slaper à revers, balayer la route de Groet, afin de favoriser la marche de la colonne russe d'Essen et de couvrir la droite de ce dernier en jetant quelques bataillons dans les dunes. Une autre brigade de la colonne de Dundas devait gagner la gauche du général Essen, et coopérer à l'attaque de Bergen; le reste de cette troisième colonne devait s'avancer à gauche du canal d'Alkmaar, pour coopérer à l'attaque qu'unedes brigades d'Essen devait faire sur Schoorldam, et devait aussi entretenir une communication par sa gauche avec la quatrième colonne. Cette dernière, dirigée par le général anglais Pulteney, et forte de plus de 7,000 hommes, était chargée de couvrir la gauche de l'armée alliée jusqu'au Zuyderzée, et devait s'occuper principalement de tenir en échec la division Daendels, pour empêcher celle-ci de porter du secours au centre et à la droite de l'armée gallo-batave.

On voit, par ces dispositions, que le général des alliés allait diriger ses principaux efforts sur ce même village de Bergen, que les Français avaient défendu et repris avec tant de valeur dans la journée du 19 septembre.

L'armée alliée se mit en mouvement le 2 octobre, à la pointe du jour. L'avant-garde du général Abercromby déposta les Français de Kamp et des dunes qui avoisinent ce village; la brigade du général Coote (de la colonne Dundas), qui suivait cette avant-garde, tourna à gauche quand elle fut arrivée à Kamp, et fraya ainsi le chemin aux Russes du général Essen: celui-ci s'avança sur Groet. Les deux autres brigades du général Dundas exécutèrent les mouvemens qui leur étaient prescrits. La colonne du général Pulteney s'avança vers les retranchements d'Oud-Karspel et de la Lang-Dyk (digue de Lang).

En voyant paraître les différentes têtes de colonnes du centre des alliés, les Gallo-Bataves replièrent leurs avant-postes et concentrèrent leurs forces de Schoorl à Schoorldam, occupant ainsi l'espace compris entre les dunes et le canal d'Alkmaar. Des batteries établies sur différents points de cette ligne en défendaient les approches. Vers onze heures, les Anglo-Russes réussirent à s'emparer des deux villages de Schoorl et Schoorldam, et les républicains abandonnèrent leurs positions pour se retirer sur les

hauteurs les plus rapprochées de Bergen. Les Anglais continuèrent de s'avancer sur leurs adversaires jusqu'à portée de canon, et prirent alors une position avantageuse. Toutefois, une contestation survenue entre les généraux alliés donna un moment de répit aux troupes françaises. Le duc d'York voulait que le général Essen attaquât de front et avec vivacité le redoutable village de Bergen; mais ce général, ayant présente à la pensée l'issue de la tentative faite par lui sur ce même point dans la journée du 19 septembre, et craignant de courir encore la chance de n'être pas secouru à temps par les Anglais, s'obstina à ne point attaquer sans le concours des troupes des généraux Abercromby et Dundas[1]. 1799—an VIII Hollande.

Les Français, postés sur les hauteurs qui dominent Bergen, s'apercevant de l'hésitation que les ennemis apportaient dans leurs mouvements, reprirent alors l'offensive. Protégés par le feu de leur artillerie, ils s'avancèrent sur deux colonnes: celle de droite par l'avenue du village de Bergen, et celle de gauche à travers les bois. Cette attaque fit cesser l'indécision des alliés. Les troupes anglaises, sur le front desquelles les colonnes françaises marchaient, se déployèrent aussitôt et menacèrent d'envelopper les assaillants, qui dans cette crainte se retirèrent une seconde fois sur les hauteurs.

Tandis que ceci se passait sur le point de Bergen, le général Abercromby, avec la plus grande partie de sa colonne (celle de droite), s'était avancé le long du rivage de la mer, en repliant les faibles détachements français qui se trouvaient sur ce point; mais, parvenu à un mille d'Egmond-aan-Zee, il fut attaqué avec beaucoup de résolution par le général Vandamme. Celui-ci occupait avec sa division les dunes voisines du village d'Egmond, et avait placé en travers du rivage plusieurs pièces de canon, soutenues par de la cavalerie. Il fallut au général anglais toute la supériorité du nombre et le feu des chaloupes canonnières qui suivaient le mouvement de sa colonne pour soutenir la vivacité de cette attaque. Afin d'obliger l'infanterie française à abandonner les dunes qu'elle occupait, Abercromby

[1] Le colonel Graham prétend, dans la relation qu'il a donnée de cette campagne, que le général Essen voulut même se retirer sur Schoorldam.

1799—an VIII Hollande. donna l'ordre au général Hutchinson de faire un mouvement sur la gauche comme pour couper les Français d'Egmond-aan-Zee : cette manœuvre détermina Vandamme à se replier sur ce village.

Il était déjà nuit. Le général Abercromby, ne jugeant pas convenable de continuer le combat et de s'étendre davantage, résolut de bivouaquer dans la position où il se trouvait; mais Vandamme, trop actif pour attendre patiemment l'attaque que son adversaire remettait ainsi au lendemain, se mit à la tête de sa cavalerie, chargea l'artillerie anglaise qui tiraillait encore et s'en empara. Les Français s'empressaient de conduire au village ce beau trophée de leur valeur, lorsqu'un des caissons anglais prit feu et sauta. Cet accident ayant jeté quelque désordre dans les rangs français, la cavalerie anglaise, commandée par lord Paget, qui arrivait en toute hâte, en profita pour charger le détachement de Vandamme, et toute l'artillerie que celui-ci venait d'enlever fut reprise.

L'attaque des Anglais sur le centre de l'armée gallo-batave avait eu à peu près le même résultat que celle qui avait été faite sur la gauche. Lang-Dyk et Kœdyk furent évacués par le général Dumonceau. Nous avons dit que le village de Schoorldam avait été emporté dès le commencement de l'action, avec le secours des bateaux armés que l'ennemi avait sur le canal d'Alkmaar, par quelques bataillons de montagnards écossais (highlanders) qui combattaient avec beaucoup d'intrépidité au milieu même des inondations. La fausse attaque du général Pulteney contre la division Daendels avait été à peu près sans résultat. Le général hollandais ne prit point le change sur l'intention de son adversaire, et, ne gardant avec lui que le nombre de troupes nécessaire pour rester maître de son terrain, il put diriger le surplus vers le centre et l'aile gauche; mais ces secours arrivèrent trop tard pour remplir l'objet désiré.

Les deux armées bivouaquèrent une partie de la nuit dans les positions respectives où elles se trouvaient à la fin de la journée; et si l'entière possession du terrain sur lequel on a combattu est ce qui constitue la victoire, cette dernière était encore indécise à dix heures du soir. Toutefois, le général Brune, voyant sa gauche débordée par les troupes du général Abercromby et son

centre entamé par la prise des postes de Schoorldam, de Lang-Dyk et Kœdyk, pensa qu'il serait plus avantageux pour lui de faire un mouvement en arrière que de s'opiniâtrer à vouloir défendre une position désormais trop hasardée. Il ordonna donc aux troupes gallo-bataves de se mettre en marche après minuit pour prendre une ligne plus resserrée et par conséquent plus forte. La gauche de l'armée vint s'établir sur les bords de la mer vers Wyk-aan-Zee, et le centre à Krommenie-Dyk, derrière l'étang. La droite, quittant les villages de Broek, Saint-Pankras et Oud-Karspel, se retira sur Purmerend et Monnikendam, derrière les inondations du Schermer et du Beemster. Les avant-postes gallo-bataves étaient à Limmen, Bakkum et Akersloot; Brune porta son quartier général à Beverwyk, village à trois lieues de Haarlem.

1799—an VII
Hollande.

Cette retraite des gallo-bataves ne fut point troublée par l'armée ennemie. Accablés par la fatigue et livrés au sommeil dans leurs bivouacs, les Anglo-Russes ne s'aperçurent du départ de leurs adversaires qu'au jour : il est vrai que Brune avait pris la précaution de faire allumer de grands feux sur le front de sa ligne. Le duc d'York fit occuper par ses troupes les positions que les Français venaient d'abandonner, et lui-même établit son quartier général à Alkmaar. Brune, après avoir envoyé une partie de ses bagages sur Haarlem, se fortifia dans l'excellente position qu'il venait de prendre et où il ne tarda pas à recevoir le renfort qu'il attendait si impatiemment de la Belgique.

Les Anglais, dans leurs rapports, ont porté la perte des Français à 3,000 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers, et n'évaluent celle des alliés qu'à 2,000; mais il y a exagération dans ce calcul. Nous sommes fondés à croire que les deux armées perdirent à peu près le même nombre d'hommes dans cette affaire, à laquelle on a donné le nom de bataille d'Alkmaar, au lieu de la désigner plus convenablement sous celui de seconde bataille de Bergen, puisque c'est en effet autour de ce village et pour s'en emparer que l'action principale s'est passée. Toutefois, nous devons dire que les Français perdirent de plus sept pièces de canon et quelques caissons.

En s'établissant sur la ligne que les Français venaient de quitter, le duc d'York avait distribué ses troupes de la ma-

1799—an VIII Hollande. nière suivante : la division du général Abercromby occupait le village d'Egmond-aan-Zee et ses environs ; celle du général russe Essen s'établit à Egmond-op-de-Hoef et Egmond-Binnen ; le centre, c'est-à-dire la division du général Dundas, placé à Alkmaar et dans le voisinage, avait ses avant-postes au village d'Hyloo, et envoyait des reconnaissances sur Limmen, occupé par l'avant-garde de la division française de Vandamme. Le 4 octobre, le général Pulteney reçut l'ordre de venir prendre position derrière le canal d'Alkmaar, entre cette ville et Schermerhoorn. La ville de Hoorn fut occupée par la brigade du prince Guillaume de Gloucester. Ainsi, la ligne des Anglo-Russes s'étendait depuis Hoorn sur le Zuyderzée jusqu'à Egmond-aan-Zee, les troupes se trouvant plus particulièrement concentrées entre ce dernier village et celui de Schermerhoorn.

Cependant les alliés n'avaient gagné que quelques lieues de terrain ; il leur fallait s'avancer encore et attaquer de nouveau l'armée gallo-batave, s'ils ne voulaient pas laisser au général Brune la faculté de recevoir les renforts qui étaient en marche pour le rejoindre. Les généraux anglais formant le conseil du duc d'York étaient unanimement d'avis qu'il devenait urgent de marcher sur-le-champ, à l'effet d'obtenir enfin les résultats espérés d'une expédition qui avait engagé l'Angleterre dans des frais si considérables, et sur laquelle toute l'Europe avait maintenant les yeux fixés. S'arrêter après un succès médiocre, disaient ces généraux, au lieu de continuer à pousser l'ennemi, c'était engager celui-ci à reprendre une vigoureuse offensive, et exposer l'armée alliée à être acculée à la mer sans espoir de retraite. D'après ces considérations sans réplique, le duc d'York se détermina à attaquer le général Brune dans ses nouvelles positions, le 6 octobre, à la pointe du jour, et comme les inondations rendaient inabordable la droite de l'armée gallo-batave, le prince fit les dispositions nécessaires pour forcer les troupes que Brune avait placées à Beverwyk, et les repousser au delà de Haarlem.

Les Anglo-Russes s'avancèrent à peu près dans le même ordre que celui du 2 octobre, c'est-à-dire que l'effort principal se fit sur la gauche des Gallo-Bataves. Les Anglais s'emparèrent d'abord de Limmen et d'Akersloot, défendus par deux bataillons

et un escadron, qui, se voyant sur le point d'être coupés, se retirèrent sur Uitgeest. La brigade du général Bonhomme, de la division Dumonceau, occupait ce dernier village et communiquait par Heemskerk avec les troupes du général Boudet [1]. Attaqué par les Anglais, Bonhomme se maintint dans Uitgeest et arrêta l'ennemi sur ce point. 1799 - an VIII Hollande.

Les Russes attaquèrent vivement Bakkum et les dunes voisines de ce dernier village, et contraignirent les Français qui occupaient ces postes à se replier sur Kastricum. Ils s'étendirent ensuite sur la partie des dunes qui sont au-dessus de Bakkum. Les Anglais occupaient déjà celles qui s'étendent d'Egmond a Wyk-aan-Zee.

Promptement informé de ce qui se passait à ses avant-postes, Brune ordonna au général Boudet de rassembler ses troupes à Noorddorp pour de là marcher sur les Russes, maîtres de Bakkum, et au général Gouvion de tenir les Anglais en échec dans l'intérieur des dunes, pour les empêcher de tourner Kastricum. Brune se porta lui-même sur ce point où l'action commençait à s'engager vivement.

En effet, le général Essen, encouragé par le succès qu'il venait d'obtenir, s'était avancé sur Kastricum, défendu en ce moment par le général Pacthod avec trois bataillons de la 42e demi-brigade, et qui avait porté à la gauche de ce village, par les dunes, une colonne pour le tourner. Le général français, après avoir opposé une résistance vigoureuse aux premières attaques faites sur son front, apercevant le mouvement de la colonne qui filait par les dunes, craignit avec raison d'être coupé, et se retira en arrière du village, également dans les dunes. Il masqua le débouché sur Noorddorp par une batterie d'artillerie légère que le capitaine Leroux disposa de manière à balayer la plaine en arrière de Kastricum, la grande route et le pied des dunes.

Le général Pacthod était déjà fortement engagé avec les Russes et leur disputait vigoureusement le terrain, lorsque le général en chef Brune arriva avec les troupes du général Boudet et quelques bataillons qu'avait réunis le général Vandamme.

[1] Depuis lieutenant général.

1799 - an VIII Hollande. Ces troupes engagèrent alors un nouveau combat avec celles du général Essen. Le terrain fut cédé et repris successivement avec un égal acharnement, mais sans avantage pour aucun parti.

A trois heures après midi, Brune se décida à tenter un effort vigoureux pour repousser ses adversaires. Après avoir jeté dans la plaine deux bataillons pour contenir les mouvements que l'ennemi pourrait faire sur ce point, il réunit le reste de ses troupes, et leur ordonna de s'avancer à la baïonnette. Les Russes, malgré leur nombre et la résistance qu'ils opposèrent, ne purent arrêter l'impétuosité des Français. Culbutés de toutes parts, ils furent forcés d'abandonner les dunes et de descendre dans le plus grand désordre jusque dans les prairies en arrière de Kastricum, sans pouvoir se rallier : l'artillerie légère française les foudroyait de front et en écharpe. Une partie chercha alors un refuge dans le village de Kastricum, qui dès ce moment resta à découvert du côté des dunes. Le général en chef français, voulant profiter de cet avantage, donna l'ordre au général Pacthod de faire une attaque sur Kastricum, et se prépara lui-même, accompagné des généraux Vandamme, Boudet, Fuzier et Malher, à la soutenir avec trois bataillons.

Le général Essen, qui avait réuni dans Kastricum sept bataillons de grenadiers et toute l'artillerie de sa colonne, se trouva en mesure d'opposer aux efforts des Français une résistance longue et désespérée. Toutefois, les troupes du général Pacthod s'étant emparées, par une charge à la baïonnette, des canons qui défendaient l'approche et les issues du village, elles purent y pénétrer. La mêlée la plus sanglante eut alors lieu dans les rues de Kastricum. Assaillis sur presque tous les points et pressés avec la dernière vigueur, les Russes abandonnèrent le village et se retirèrent, malgré tout ce que tenta le général Essen pour les rallier à la sortie, les uns par le grand chemin et les prairies sur Limmen, et les autres sur Bakkum en longeant les dunes. Une partie de l'artillerie de cette colonne fut prise à Kastricum et dans la poursuite.

La cavalerie française, commandée par le général Barbou [1],

[1] Depuis lieutenant général.

suivit les Russes sur Bakkum par le pied des dunes, mais le 10[e] régiment de dragons qui marchait en tête, s'étant porté trop imprudemment en avant, tomba dans une embuscade formée par les Anglais dans les gorges des dunes. La charge imprévue de l'ennemi surprit les dragons, les mit en désordre, et les obligea de revenir au galop sur la colonne, qui se ressentit de ce mouvement rétrograde. Cependant le général Barbou parvint à rallier cette cavalerie et la mit en bataille à la hauteur de Kastricum. 1799—an VIII Hollande.

Le général Pacthod, ayant de son côté suivi l'ennemi sur Limmen, fut arrêté, au bord du Schilp-Water, par le feu de deux pièces placées par les Russes vis-à-vis du pont qu'ils avaient eu la précaution de couper. Les Français se bornèrent à tirailler quelque temps sur ce point.

L'embuscade dont nous venons de parler plus haut, et qui avait occasionné la retraite du général Barbou, provenait d'un mouvement de cavalerie dirigé par le général Abercromby. Au moment où les Russes avaient été repoussés de Kastricum, le général Essen avait envoyé demander du secours au général anglais. Celui-ci, arrêté comme on l'a vu dans les dunes par les troupes du général Gouvion, sans pouvoir obtenir sur elles un avantage décidé, laissa deux brigades sur ce point; et, se portant avec le reste de sa colonne vers Kastricum pour essayer de tirer les Russes d'embarras, il rencontra ceux-ci dans leur retraite sur Bakkum. C'est alors qu'il avait disposé dans les dunes l'embuscade dans laquelle donna le 10[e] régiment de dragons.

Les Anglais s'avancèrent vers Kastricum par suite du mouvement rétrograde du général Barbou. Les Russes, encouragés par l'arrivée de ces derniers, réparèrent à la hâte le pont sur le Schilp-Water sous la protection de leur artillerie, et débouchèrent de Limmen pour combiner leur mouvement avec celui des Anglais; mais ils furent contenus par le général Pacthod. Le combat recommença avec une nouvelle fureur vers Kastricum : les troupes gallo-bataves, harassées de fatigue et inférieures en nombre, ne purent soutenir longtemps cette nouvelle attaque formée par des troupes fraîches qui n'avaient été jusqu'alors que faiblement engagées. Repoussés jusqu'à la hauteur

1799—an VIII Hollande. de Kastricum, où ils furent ralliés par les généraux Boudet et Fuzier, les Français revinrent à la charge sans pouvoir empêcher l'ennemi de s'avancer. Le jour baissait et la victoire était indécise; la cavalerie anglo-russe, parvenue à dépasser la gauche de la ligne gallo-batave, menaçait de prendre à dos l'infanterie qui était dans la plaine, lorsque le général Brune ordonna aux hussards bataves de charger en colonne pour dégager les troupes du général Boudet, et il se porta lui-même à la tête des escadrons que commandait le colonel Quaita. Ce mouvement eut un succès décisif; la cavalerie ennemie fut enfoncée, sabrée et ramenée en désordre. Dans cette charge brillante, le général en chef eut deux chevaux tués sous lui. Le général Vandamme s'avança alors avec ce qu'il avait pu réunir des 42e et 49e demi-brigades sur l'infanterie anglaise, la repoussa malgré l'obscurité de la nuit, et la força à se retirer sur Bakkum.

Les troupes de gauche de la ligne gallo-batave, aux ordres du général Gouvion, avaient été presque étrangères à ces dernières actions; mais elles n'en avaient pas moins contribué au succès de la journée en retenant devant elles, comme on l'a vu, une partie de la colonne anglaise du général Abercromby.

En exécution de l'ordre que le général Brune lui avait donné le matin, Gouvion avait envoyé la brigade du général Simon par l'intérieur des dunes à la hauteur du centre de l'armée, pour se lier aux opérations du général Boudet, et il avait placé la brigade du général Aubrée en bataille sur la plage, avec ordre de s'avancer sur l'ennemi à la première apparition de celui-ci. Lui-même, avec deux bataillons de la 72e demi-brigade et le 5e régiment de chasseurs, se réserva le soin de porter des secours sur le point où ils seraient nécessaires. Vers neuf heures du matin, l'avant-garde du général Abercromby ayant débouché, comme nous l'avons dit, du village d'Egmond-aan-Zee, le général Aubrée avec un peloton de chasseurs qui masquait une compagnie d'artillerie légère française, commandée par le capitaine Couturier, et une demi-compagnie batave de la même arme marcha à la rencontre de cette troupe, composée de quatre escadrons, et soutenue par quatre pièces d'artillerie légère. L'ennemi s'avançait avec confiance, croyant n'avoir affaire qu'à un faible détachement de cavalerie; mais il fut étran-

gement déconcerté lorsque les rangs des chasseurs s'ouvrirent pour donner passage aux pièces d'artillerie, qui, le foudroyant à l'instant, le forcèrent de se retirer au galop, avec une perte assez considérable en hommes et en chevaux. Le général Aubrée poursuivit cette avant-garde jusqu'auprès d'Egmond-aan-Zee; mais il se trouva alors en présence de la colonne entière du général Abercromby. Celui-ci attaqua les Français à son tour, et envoya quelques bataillons dans les dunes, pour couper le général Aubrée de la brigade Simon. Le général Gouvion, ayant par bonheur suivi le mouvement de cette dernière troupe, marcha lui-même sur les dunes par la grande gorge, et ordonna au général Simon de se porter sur l'infanterie anglaise qui était dans la plaine. Ce mouvement s'exécuta avec succès : les Anglais furent repoussés, tant par le général Aubrée que par les généraux Gouvion et Simon, et rentrèrent dans le village d'Egmond-aan-Zee. A six heures du soir, les deux partis étaient encore en observation; mais on a vu que le général Abercromby, laissant deux brigades devant le général Gouvion, s'était porté au secours du général Essen. Lorsque ses troupes furent repoussées, comme nous l'avons dit, sur Bakkum, le général anglais envoya des renforts à celles qui étaient à Egmond-aan-Zee, et qui voulurent alors faire un mouvement en avant. Cette nouvelle et dernière tentative n'eut pas plus de succès que les précédentes, et le général Gouvion resta inébranlable sur le terrain qu'il occupait.

La position avantageuse de la division batave formant la droite de l'armée gallo-batave avait mis le général Daendels à l'abri d'une attaque sérieuse de la part des Anglais. Ceux-ci, n'espérant aucun succès des tentatives militaires qu'ils auraient pu faire sur ce point, recoururent à un moyen moins dangereux, que leur suggéra l'astucieuse politique dont le gouvernement de la Grande-Bretagne fait profession. Tandis que l'action était engagée si vivement à la gauche des Gallo-Bataves, le général-major anglais Don se présenta aux avant-postes de la droite pour parlementer. Le prétexte de sa mission était de faire au gouvernement batave des communications importantes de la part du général en chef duc d'York; mais son but réel était de chercher à paralyser les mouvements que cette division

1799—an VIII Hollande. de droite pouvait faire, et d'engager les soldats hollandais à trahir la cause pour laquelle ils combattaient. Le général anglais était à cet effet porteur d'une proclamation excitant à la révolte contre le gouvernement batave et contre les Français. Le général Daendels, qui avait reçu l'ordre formel de ne permettre aucune communication publique ou privée entre les Bataves et les Anglais, s'assura d'abord de la personne du général Don, et l'envoya ensuite au général Brune. Celui-ci, ayant consulté le Directoire français, reçut l'ordre de diriger le prétendu parlementaire sur Lille, où il fut enfermé dans la citadelle.

Ainsi se termina une bataille justement célèbre par son résultat et par l'acharnement avec lequel les deux partis s'attaquèrent et se défendirent tour à tour. La perte des Gallo-Bataves fut évaluée à près de 2,000 hommes tués ou blessés, et celle des Anglo-Russes à 4,000, différence qui ne doit pas étonner, si l'on fait attention que, dans cette journée, les Anglais et les Russes furent mis plusieurs fois en déroute, et l'on sait que c'est alors que les armées font les plus grandes pertes. Quoique l'armée victorieuse ne fût point rentrée dans toutes ses positions du matin [1], l'avantage n'en était pas moins considérable, en ce que les alliés avaient complétement échoué dans une attaque, du succès de laquelle dépendaient les moyens d'achever leur entreprise : ceux de faire subsister une armée qui, ne pouvant s'étendre ni tirer ses vivres du pays qu'elle occupait, était réduite à recevoir par la voie de la mer tout ce qui lui était nécessaire.

Cette situation des Anglo-Russes, et la crainte de se voir attaqué bientôt lui-même par le général Brune, frappèrent tellement l'imagination du duc d'York, que, renonçant tout à coup à l'espoir de conquérir la Hollande, il assembla le lendemain même de la bataille de Kastricum un conseil de guerre, composé de ses principaux généraux, auxquels il soumit la question de savoir si le salut de l'armée n'exigeait pas l'abandon de la position d'Alkmaar pour reprendre celle du Zyp, bien plus

[1] Les Anglo-Russes s'étaient maintenus dans Akersloot, Limmen et Bakkum.

forte et moins éloignée de la mer, afin d'y attendre les ordres ultérieurs de la cour de Londres. Cette question fut résolue affirmativement, et les généraux anglais et russes convinrent qu'il serait plus qu'imprudent de rester plus longtemps dans la position avancée d'Alkmaar. Nous ne craignons point d'affirmer que des généraux français, dans une situation pareille, repoussant l'insinuation d'un chef timide, n'auraient point consenti à se retirer avec 40,000 hommes, quelque désavantageuse qu'eût été la position de ces derniers, avant d'avoir tenté encore une fois de forcer un ennemi qui n'en avait pas plus de 30,000. Mais les Anglais, dont la circonspection à la guerre a toujours été remarquable, ne croyaient pas rencontrer une résistance aussi prononcée dans un pays sur les bonnes dispositions duquel ils avaient beaucoup compté. En se voyant dans l'obligation de combattre encore longtemps des hommes dévoués au salut de la Hollande, sans l'espérance de faire déclarer en faveur du prince d'Orange une partie des habitants, ils renoncèrent à leur projet de conquête, pour ne plus songer qu'à sortir du mauvais pas où ils s'étaient engagés.

En conséquence de la décision prise par le conseil de guerre, le duc d'York donna, le jour même, à l'armée anglo-russe, l'ordre de commencer son mouvement pour reprendre les positions qu'elle occupait le 2 octobre. Dans l'après-midi du 7, le centre et la droite quittèrent Alkmaar et les environs, et arrivèrent le lendemain matin au Zyp. Cette retraite, dans un moment où le général Brune restait encore tranquille dans ses positions, sans démonstration de poursuite, se fit cependant avec tant de précipitation, que deux ambulances de malades et de blessés anglais et russes furent abandonnées dans Egmond-aan-Zee, sans même que l'on prît la précaution de les recommander à la générosité française. L'aile gauche, qui avait un plus grand espace à parcourir, se retira progressivement et avec plus d'ordre, pour aller reprendre son ancienne position, et son départ obligea la flottille de l'amiral Mitchell d'évacuer Medenbliek et Enkhuisen. Mais, en s'éloignant, les Anglais détruisirent les établissements de marine et les vaisseaux de la compagnie des Indes qui se trouvaient dans ces ports.

Cependant, le général Brune ne fut pas plutôt instruit du

1799 – an VIII Hollande.

mouvement rétrograde de l'ennemi, qu'il fit marcher à sa poursuite dans toutes les directions qu'il avait prises; toutefois les chemins étaient si mauvais, et les alliés les avaient tellement endommagés, que les Gallo-Bataves ne purent atteindre aucune arrière-garde. Le 8, les villages de Petten, de Staperdick et de Krabbendam furent occupés par les avant-gardes républicaines; Warmenhuysen, Haringkarspell et Dirkshoorn ne le furent que le 9. Ce même jour, les troupes du général Daendels s'emparèrent de Hoorn; et Brune porta son quartier général à Alkmaar. Le 10, Daendels chassa la brigade du duc de Gloucester de Winkel, Lutje-Winkel, Oude et Nieuwe-Nieudorp. Ces troupes ennemies se retirèrent sur les villages de Basingerhorn, Kolhorn et Harinkhuysen : elles reprirent ensuite le poste d'Haringkarspell, mais elles en furent chassées le lendemain. De cette manière, les deux divisions Dumonceau et Daendels communiquèrent entre elles par les villages de Dirkshoorn et d'Haringkarspell. Le 10, Daendels s'empara encore de l'écluse de Zee-Dyk, chaussée ou digue dans laquelle les Anglais avaient déjà fait une coupure de dix-neuf pieds, moyen atroce de se défendre, parce qu'il tendait à faire inonder par la mer un terrain immense et une population nombreuse. L'armée gallo-batave occupa du 12 au 13 la position la plus rapprochée du Zyp : la gauche devant Petten, le centre à Warmenhuysen et Dirkshoorn, et la droite en avant de Winkel.

Bien que la nature du terrain et les travaux faits avant la journée du 2 octobre rendissent la position des Anglo-Russes dans le Zyp déjà fort avantageuse, ces derniers ajoutèrent encore à leurs moyens défensifs. De nombreux et formidables ouvrages furent élevés, tant en avant du front de la droite que sur les digues. Le village d'Oude-Sluys, où le canal du Zyp communique avec la mer, fut retranché avec un soin particulier, afin d'assurer le débarquement et le transport des munitions et des subsistances; enfin, plusieurs redoutes furent établies entre le Zyp et le Helder. Toutes ces précautions prises par l'armée alliée démontraient assez qu'elle renonçait à l'offensive, pour ne plus s'occuper que de son salut.

Le général Brune ne crut pas devoir en cette circonstance

prodiguer le sang de ses soldats en cherchant à forcer ses adversaires dans leur redoutable asile. Prévoyant avec raison que l'armée ennemie allait se consumer elle-même dans la position étranglée ou elle se trouvait placée, il attendit patiemment un résultat obligé, qu'il ne pouvait hâter que de quelques jours, dans la supposition toutefois que l'attaque des lignes anglo-russes eût complétement réussi.

Cependant l'armée gallo-batave ne négligea aucun des moyens qui pouvaient la mettre elle-même à l'abri d'une entreprise désespérée de la part de ses adversaires. Une pareille résolution était au surplus fort loin de la pensée du duc d'York : le rembarquement de son armée lui paraissait le seul parti à prendre. Déjà il avait donné l'ordre de transporter à Yarmouth les malades, les blessés et le corps des Hollandais orangistes qui s'était formé au Helder. Le prince, informé que les magasins ne contenaient pas pour plus de onze jours de vivres, se débarrassait ainsi d'un grand nombre de bouches inutiles, et plaçait d'ailleurs hors d'atteinte des événements futurs des hommes qui se fussent trouvés, en cas de revers, dans la position la plus fâcheuse vis-à-vis de leurs compatriotes, dont ils avaient trahi la cause. La direction de ce premier embarquement fut confiée à sir Home Popham.

Le danger auquel l'armée anglo-russe pouvait être exposée en se rembarquant à la vue d'un ennemi vigilant fit prendre au duc d'York la détermination de négocier avec le général Brune sans attendre les instructions sollicitées, à ce sujet, auprès du cabinet de Londres. Le 15 octobre, il envoya au quartier général d'Alkmaar un parlementaire, chargé de proposer au général en chef des Gallo-Bataves un armistice, et par suite une capitulation, pour la libre retraite et le rembarquement de l'armée alliée. Brune, calculant les avantages qui pouvaient résulter de la prompte évacuation de la Hollande, accueillit favorablement les propositions du duc d'York, et l'armistice demandé fut consenti le même jour; mais il restait à déterminer sous quelles conditions il serait permis aux Anglo-Russes de se rembarquer. Brune voulait qu'avant tout, le duc d'York s'engageât à rendre à la république batave les vaisseaux dont l'amiral Mitchell s'était emparé au commencement

1799 — an VIII
Hollande.

de la campagne. Le prince répondait que, n'ayant point de pouvoir de son gouvernement à cet égard, une pareille condition ne pouvait pas être stipulée. Peu s'en fallut que cet objet de discussion ne rompît la négociation, Brune persistant à exiger la remise de la flotte hollandaise, et le prince alléguant toujours le même motif de refus. A la fin, le général français consentit à ce qu'il ne fût plus question de cet article; et, le 18 octobre, le général Knox du côté des Anglo-Russes, et le général Rostollant, chef de l'état-major de l'armée gallo-batave, arrêtèrent la capitulation suivante :

« Monsieur le général-major Knox, muni des pouvoirs de S. A. R. le duc d'York, commandant en chef l'armée combinée anglaise et russe; et le citoyen Rostollant, général de brigade, chef de l'état-major général, muni des pouvoirs du citoyen Brune, commandant en chef l'armée française et batave, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er. A compter de ce jour, toutes hostilités cessent entre les deux armées.

Art. 2. La ligne actuellement existante des avant-postes de chacune des deux armées servira respectivement de ligne de démarcation.

Art. 3. Tous ouvrages offensifs et défensifs restent suspendus de part et d'autre, et il ne peut en être fait de nouveaux.

Art. 4. Les batteries qui existaient au Helder et dans les positions où se trouve l'armée combinée anglaise et russe, lors de l'invasion, seront rétablies dans leur intégrité, ou resteront dans l'état présent amélioré, pourvu que les pièces d'artillerie batave y soient toutes conservées.

Art. 5. L'armée combinée anglaise et russe se rembarquera le plus tôt possible, et aura évacué le territoire des côtes, les îles et mers intérieures de la république batave, au 9 frimaire (30 novembre 1799), sans y avoir causé aucun dégât en pratiquant des inondations, coupures de digues ou obstruant les sources de la navigation.

Art. 6. Les vaisseaux de guerre et autres bâtiments qui viendraient avec des renforts pour l'armée combinée anglaise

et russe ne pourront effectuer aucun débarquement, et repartiront sur-le-champ. 1799—an VIII Hollande.

Art. 7. Le général en chef Brune pourra envoyer un officier dans le Zyp et au Helder pour lui rendre compte tant de l'état des batteries que des progrès de l'évacuation. S. A. R. le duc d'York pourra aussi envoyer un officier sur la ligne française et batave pour se convaincre qu'on ne fait pas de nouveaux ouvrages. Un officier supérieur de marque de chaque armée sera envoyé pour garantir l'exécution du présent accord.

Art. 8. Huit mille prisonniers de guerre français et bataves, faits antérieurement à la présente campagne, et détenus actuellement en Angleterre, seront, au choix et dans la proportion réglée par les deux gouvernements des deux républiques alliées, renvoyés libres et sans condition dans leur patrie. M. le général Knox restera à l'armée française pour garantir l'exécution du présent article.

Art. 9. Le cartel établi entre les deux armées pour l'échange des prisonniers faits dans la présente campagne continuera d'avoir son exécution. Il est, en outre, convenu que l'amiral Dewinter est considéré comme échangé.

Conclu à Alkmaar, le 26 vendémiaire de l'an VIII de la république française (18 octobre 1799), par les généraux soussignés.» (Suivent leurs signatures.)

Cette capitulation fut ratifiée le même jour par le duc d'York et par le général Brune.

Les Anglais, aussi empressés de quitter la Hollande qu'ils l'avaient été d'y débarquer pour en faire la conquête, se hâtèrent de remplir les conditions de la capitulation. L'amiral Mitchell se rendit au Helder, après avoir évacué les ports qu'il occupait dans le Zuyderzée, et reçut sur ses bâtiments les troupes anglaises et russes qui devaient être ramenées en Angleterre. Honteux du triste résultat d'une expédition commencée sous des auspices plus favorables, le duc d'York s'embarqua tout des premiers, et laissa au général Pulteney le soin de faire exécuter les clauses convenues. L'amiral Dickson détruisit ou mit hors de service les vaisseaux de guerre et marchands hollandais qui se trouvaient encore sur les côtes et que la capi-

1799 – an VIII Hollande tulation ne lui permettait pas d'emmener. Au 29 novembre toutes les troupes anglaises et russes étaient embarquées, et les Gallo-Bataves reprirent possession du Helder.

Telle fut l'issue d'une expédition qui avait attiré les regards et l'attention de toute l'Europe. Les Anglais, depuis la guerre de la révolution, n'avaient pas encore tenté d'efforts aussi considérables et dont eux et leurs alliés se fussent promis de plus grands avantages. Mais, nous le répétons, pour faire réussir une pareille entreprise, il fallait moins compter sur les dispositions du peuple batave ou les connaître mieux, et surtout confier le commandement des troupes à un autre général que le duc d'York. Ce prince, brave de sa personne, et entendu, dit-on, dans les détails de l'administration militaire, ne possédait point les talents nécessaires au commandement d'une grande armée. Ses opérations en Hollande, les succès obtenus contre lui par le général Brune, rappelèrent les échecs que le duc avaient essuyés dans les campagnes de 1793 et 1794; et, dans cette nouvelle circonstance, les reproches et les sarcasmes de la nation anglaise ne lui furent point épargnés.

9 novembr. (18 brum.) France. *Révolution du* 18 *brumaire; le Directoire français est remplacé par un gouvernement consulaire; Bonaparte est nommé premier consul, etc.*— La révolution qui plaça le général Bonaparte à la tête du gouvernement de la France a exercé une trop grande influence sur les premiers événements militaires du dix-neuvième siècle, et a imprimé à celui-ci un mouvement trop extraordinaire, pour que nous puissions nous dispenser d'en présenter au moins une esquisse.

Quoique nous ayons déjà fait connaître en partie la situation de la république au commencement et vers le milieu de l'année 1799, il n'est point hors de propos de rappeler l'attention de nos lecteurs sur quelques-unes des causes qui accélérèrent une catastrophe inévitable, et favorisèrent les vues secrètes de l'homme qui en fut le principal acteur.

Ce que les excès de la Convention nationale avaient préparé, la conduite tortueuse, les intrigues coupables et l'impéritie du Directoire exécutif venaient de l'achever. Au fanatisme révolutionnaire qui avait remplacé le désir d'une sage liberté, on vit succéder assez rapidement le dégoût que provoque l'emploi

toujours funeste des moyens extrêmes. Les revers de nos armées en Italie et en Allemagne firent évanouir en grande partie les prestiges de gloire qui fascinaient encore les yeux des Français vraiment amis de leur pays. Ceux-ci ne supportèrent plus qu'avec une extrême impatience le joug d'un gouvernement plus occupé de ses propres intérêts que de ceux de la république. 1799 — an VIII France.

On a vu, en effet, que des révolutions s'étaient opérées dans le sein du Directoire, divisé en deux partis presque dès sa naissance. Renouvelé plusieurs fois par les voies les plus illégales, ce gouvernement pouvait-il invoquer en faveur de sa durée la garantie du pacte qu'il avait violé lui-même, et la constitution de l'an III devait-elle être plus respectable aux yeux des mécontents que ne l'avaient été celles de 1791 et de 1793? Comment d'ailleurs la faction victorieuse avait-elle justifié cette violation, qu'elle ne s'était permise, disait-elle, que dans le plus grand intérêt de la nation, trahie par des mandataires infidèles? Il faut écouter un témoin non récusable en cette circonstance[1], et dont nous avons pu, nous, contemporains, apprécier la déposition.

« Le mérite partout persécuté, presque partout les hommes honnêtes exclus des fonctions publiques, des hommes tarés ou ineptes investis du pouvoir, la terreur trouvant des apologistes à la tribune nationale, la spoliation consacrée sous le nom d'emprunt forcé, l'assassinat préparé et de nombreuses victimes désignées sous le titre d'otages; le signal du pillage, du meurtre et de l'incendie prêt à être donné dans une proclamation de la patrie en danger; mêmes cris, mêmes hurlements dans les clubs qu'en 1793; plus de liberté, plus de propriété, plus de finances, plus de crédit pour l'État; l'Europe presque entière, l'Amérique même, déchaînées contre nous; des armées battues, l'Italie perdue, le territoire sur le point d'être envahi : tel était le déplorable spectacle que présentait la France aux abois », vers le milieu de l'année 1799.

Un pareil état de choses ne pouvait pas durer. Le Directoire ne se maintenait plus que par cette force d'inertie qui fait sub-

[1] Rœderer.

1799—an VIII France. sister souvent les plus mauvaises institutions parce que personne ne se présente pour les renverser. Toutefois, c'est dans le sein même de ce gouvernement que se trouvait l'homme destiné à préparer sa ruine. Sieyes, l'un des membres les plus influents de la première assemblée nationale, avait été rappelé de l'ambassade de Prusse pour venir occuper le fauteuil directorial. Avec la réputation d'un homme d'État, le nouvel élu s'était montré dans tous les temps le défenseur des principes libéraux. Il ne s'était souillé d'aucun excès, d'aucun brigandage; et son silence pendant qu'il siégeait à la Convention avait paru prouver son horreur pour les mesures violentes. On avait cru trouver en lui le génie qui raffermirait la république fortement ébranlée dans ses bases; mais cette illusion ne fut pas d'une longue durée; et elle n'avait pas même été partagée par quelques hommes qui avaient bien étudié le caractère et les opinions du prétendu sauveur de la république.

Sieyes fut à peine installé au palais du Luxembourg, qu'il s'empressa de réunir autour de lui tous ceux qu'il jugea propres à seconder ses vues secrètes. Le ministre de la police, Fouché, déjouant tous les soupçons, devint l'agent principal de cette association mystérieuse. D'abord, pour se délivrer de la surveillance et des criailleries des jacobins, et sous un prétexte assez futile, il fit fermer les clubs que ces soi-disant amis de la constitution avaient rouverts depuis quelque temps. Les conjurés marchèrent dès lors plus directement à leur but. Le ministre de la guerre, Bernadotte, honoré de la confiance des armées, et entouré d'une grande popularité, opposait sa loyauté et ses principes républicains à la nouvelle faction dont on commençait déjà à démêler les mouvements à travers le voile épais sous lequel elle cherchait à s'envelopper. Sieyes, qui n'espérait pas faire un prosélyte de ce ministre, eut assez de crédit auprès des autres directeurs pour faire prononcer son remplacement.

Le conseil des Cinq-Cents, où Bernadotte avait beaucoup d'amis, entra dans une grande fermentation en apprenant la disgrâce de ce général. C'était surtout de la part de cette assemblée que le Directoire recevait les attaques les plus vives et les moins ménagées. Ce dernier acte devint pour un grand nombre de

membres du conseil un nouveau texte de récriminations; et, si Bernadotte eût voulu profiter d'une circonstance aussi favorable, il pouvait peut-être alors renverser le Directoire; mais, soit qu'il manquât de l'énergie suffisante pour tenter ce coup hardi, soit qu'il sacrifiât son ambition au respect des lois établies, l'ex-ministre de la guerre reprit paisiblement son rang dans l'armée. 1799—an VIII France.

Cependant, Sieyes, persuadé que, dans une entreprise comme celle qu'il méditait, l'aveu et l'appui de l'armée étaient indispensables, cherchait parmi les généraux les plus renommés l'homme le plus capable d'exercer sur le soldat une grande influence, et qui voulût consentir à jouer le rôle le plus apparent dans le drame politique que le théâtre de la France allait offrir à l'Europe; mais le peu de lumières ou de popularité des uns, le trop d'habileté ou de loyauté des autres, la pusillanimité de plusieurs, avaient fait hésiter jusqu'alors le directeur dans son choix. On a dit que le général Joubert fut un de ceux qui avaient reçu les plus importantes ouvertures à cet égard; que, maître du secret de la conjuration, et ne croyant pas encore le moment favorable, il avait sollicité le commandement de l'armée d'Italie, à la tête de laquelle il espérait ajouter à sa renommée pour se rendre plus influent sur l'esprit des guerriers et des citoyens. De là les efforts plus grands et plus particuliers que fit le Directoire en faveur de l'armée d'Italie, lorsque Joubert en fut nommé le chef pour la seconde fois. Toutefois l'initiation de Joubert dans la conspiration de Sieyes est une de ces conjectures que nous devons simplement présenter sans chercher à l'appuyer de preuves ou de raisonnements hasardés. En la supposant vraie, les conjurés se trouvèrent, par la mort de Joubert aux champs de Novi, dans le même embarras qu'auparavant. On a prétendu encore, et toujours d'après des suppositions au moins douteuses, que, ne sachant plus sur qui jeter ses vues, Sieyes se décida, après la perte de Joubert, à faire des communications à Moreau, qui était bien à cette époque, et malgré l'espèce de disgrâce où il se trouvait auprès du Directoire, le général jouissant de la réputation la plus populaire en France, mais qui, par son caractère irrésolu, était peu disposé à devenir l'instrument actif d'une grande révolution.

1799—an VIII France.

Quoi qu'il en soit de toutes ces suppositions, le Directoire était divisé en deux partis bien prononcés : l'un voulant un chef unique avec la république, l'autre la république sans ce chef, lorsque Bonaparte, échappé aux croisières anglaises, débarqua à Fréjus, ainsi que nous l'avons rapporté. Tous les regards furent aussitôt tournés vers lui : tous les chefs militaires présents à Paris, les membres les plus influents des deux conseils, et jusqu'aux directeurs eux-mêmes, s'empressèrent autour du général. Par cela même qu'un changement de gouvernement était dans toutes les pensées, et que l'opinion publique désignait Bonaparte comme l'homme de la circonstance, chacun s'efforçait de l'attirer à ses plans de reconstruction politique ou de rénovation sociale, ou cherchait à s'associer à sa fortune. Reçu, fêté par le Directoire, accueilli par les acclamations des citoyens, qui voyaient en lui le véritable sauveur de la patrie en danger, le général sembla d'abord se dérober à ces hommages flatteurs pour ne s'occuper que du soin de répondre à la confiance nationale.

Quelque défiance que le caractère altier de Bonaparte pût inspirer aux hommes fins et adroits qui dirigeaient la conspiration ourdie contre le gouvernement directorial, un général tel que lui, éclipsant la gloire des autres généraux, exerçant non-seulement sur l'armée, mais encore sur tous les citoyens, une influence électrique, était, dans la conjoncture présente, le seul qui pût être choisi. Une association d'intérêts s'établit donc entre les deux hommes les plus ambitieux et les plus rusés de la république. Bonaparte, en se contentant en apparence du rôle d'agent principal, se promit toutefois de recueillir exclusivement le bénéfice de l'intrigue; et Sieyes, espérant rencontrer dans ce général l'appui qui lui était nécessaire, ne vit point qu'il devenait lui-même l'instrument politique dont le vainqueur de l'Italie allait se servir pour donner le plus grand essor à son ambition.

Quinze jours ne s'étaient pas écoulés depuis son arrivée à Paris, que Bonaparte avait déjà concerté avec les principaux membres du conseil des Anciens, plusieurs ministres, et les deux directeurs Sieyes et Roger-Ducos, le renversement du gouvernement directorial. Afin d'arriver plus sûrement à son

but, il s'appliqua à séduire tous les militaires qui se trouvaient 1799—an VIII France.
à Paris; et cela ne lui fut pas difficile, par l'ascendant qu'il exerçait sur tous ceux qui s'étaient empressés de se réunir autour de lui. Il put compter bientôt sur leur coopération dans tout ce qu'il lui conviendrait d'entreprendre. Les généraux Lefebvre et Macdonald se faisaient remarquer parmi ces hommes dévoués, indépendamment de ceux qu'il avait ramenés d'Égypte avec lui, tels que Berthier, Murat, Lannes, Marmont et Andréossi. Moreau lui-même, qui avait paru s'éloigner de l'ambitieux général, s'en rapprocha; et, quelques jours avant le 18 brumaire, on le vit assister à une fête donnée dans l'église de Saint-Sulpice, qu'on appelait alors le Temple de la Victoire, pour célébrer le retour du vainqueur de l'Orient

Tout était prêt, et les rôles étaient déjà distribués. Les directeurs Gohier et Moulins devaient être sacrifiés. Il paraît que Barras s'était décidé pour le parti d'une lâche neutralité ; mais on avait encore à craindre une forte opposition dans le sein du Corps législatif, malgré tout le zèle et l'adresse qu'on avait mis à gagner les députés les plus influents; la majorité du conseil des Anciens s'était, à la vérité, tacitement prononcée pour le mouvement, mais celui des Cinq-Cents n'était pas dans les mêmes dispositions. Lucien Bonaparte, frère du général, et alors président de ce conseil, avait fait de vains efforts pour déterminer un très-grand nombre de représentants à porter une nouvelle atteinte à la constitution de l'an III. Les menées et les intrigues du président des Cinq-Cents eurent même l'inconvénient de donner l'éveil et de faire tenir le parti de la démocratie sur ses gardes; celui-ci avait donc encore quelques chances de succès. La victoire devait rester à celui des deux partis qui préviendrait l'autre; mais le parti de l'opposition, par sa lenteur, son défaut de combinaison et d'ensemble, assura sa défaite.

Dans un conciliabule tenu le 7 novembre (16 brumaire) à la Malmaison, château à trois lieues de Paris, appartenant a madame Bonaparte, femme du général, les principaux conjurés décidèrent que, sans plus d'hésitation, il fallait marcher brusquement au dénoûment. Le surlendemain, 18 brumaire (9 novembre) au matin, le conseil des Anciens, convoqué par la

1799 — an VIII France. commission des inspecteurs, se réunit en séance. À dix heures le représentant Cornet[1] monta à la tribune et dénonça à ses collègues une conspiration qui menaçait la patrie et la liberté de dangers plus grands encore que tous ceux qu'elles avaient pu courir depuis 1792. Le représentant Regnier[2] remplaça Cornet à la tribune, sortit un papier de sa poche, et, sans plus d'explications, lut un projet de décret qui transférait dans la commune de Saint-Cloud les deux conseils composant le Corps législatif; ordonnait qu'ils s'y réuniraient le lendemain, à midi : leur interdisait ailleurs toute continuation de fonction ou de délibération ; confiait au général Bonaparte l'exécution du décret, ainsi que la garde du Corps législatif, et plaçait sous son commandement exclusif la garnison de Paris, les gardes nationales sédentaires, ainsi que toutes les troupes qui pouvaient se trouver dans le 17e division militaire[3].

Sieyes et Roger-Ducos, complices de la conjuration, avaient quitté le Luxembourg et s'étaient réfugiés dans le palais du conseil des Anciens : ils y écrivirent leurs démissions. Restaient Barras, Gohier et le général Moulins. Barras avait perdu toute influence, et ses négociations avec les émigrés [4] le plaçaient dans une fausse position et lui ôtaient toute hardiesse.

[1] Depuis comte de l'empire, sénateur, pair de France, etc.

[2] Depuis duc de Massa, grand-juge, etc.

[3] L'article 102 de la constitution de l'an III portait : « Le conseil des Anciens peut changer la résidence du Corps législatif; il indique en ce cas un nouveau lieu et l'époque à laquelle les deux conseils sont tenus de s'y rendre. » Mais ce qui était illégal, c'était de confier à Bonaparte le commandement exclusif de toutes les troupes réunies à Paris et aux environs. La constitution ne donnait pas ce droit au conseil des Anciens.

[4] Le vicomte Paul de Barras appartenait à la plus vieille noblesse de Provence. Ancien officier au régiment de l'Ile de France, il affectait au milieu des assemblées législatives une allure toute militaire. La hardiesse de son attitude, sa haute stature, la force de sa voix lorsqu'il parlait, lui donnaient un air de courage et de résolution qui firent jeter les yeux sur lui lors de la double lutte de la Convention contre la commune, en thermidor, et contre l'insurrection royaliste de vendémiaire. La part qu'il prit à ces deux journées le porta au Directoire. Membre de la majorité directoriale, en fructidor, ses collègues, Larevcillère-Lépeaux et Rewbell, tous deux avocats, lui abandonnèrent facilement le premier rôle. Les royalistes, dans leurs incurables illusions, attribuèrent alors ce succès à son importance personnelle. Gagner

Quant à Gohier et Moulins, qu'on savait ne pouvoir corrompre, Moreau, après avoir pris possession du palais directorial à la tête d'un corps de 500 hommes dévoués au nouveau généralissime, les tint emprisonnés dans les appartements intérieurs du Luxembourg. Mais le Corps législatif existait encore; il fallait le dissoudre. Ce fut l'œuvre du jour suivant. 1799 – an VIII France.

A peine les Anciens avaient-ils achevé leur délibération, que Bonaparte, accompagné des généraux Berthier, Lefebvre, Mac-

Barras était donc, à leurs yeux, gagner la république et le gouvernement républicain lui-même.

Le palais du Luxembourg, habité par Barras, investi d'une espèce de dictature depuis la journée de fructidor, était devenu un bazar où des courtisanes effrontées et des intrigants de tous les régimes tenaient boutique ouverte d'emplois de toute nature, de fournitures et de marchés pour les armées, de radiations d'émigrés qui, aussitôt rentrés sur le territoire de la république, ajoutaient encore au désordre en portant de toutes parts le meurtre et l'incendie sous le prétexte de guerre civile.

Barras, au milieu des débauches qui remplissaient sa vie, entrevoyait l'avenir que la corruption de son administration, la faiblesse ou la nullité de ses collègues préparaient au gouvernement directorial. Le pouvoir, il le sentait, échappait à leurs débiles mains. Trop faible et trop décrié alors pour arrêter le mouvement, il crut du moins pouvoir le conduire, et consentit à le diriger en faveur de Louis XVIII. La contradiction entre ce nouveau but et ses actes en fructidor n'était qu'apparente : le terrible proscripteur de 1797 avait voulu défendre sa position ; en 1799 il voulait assurer sa fortune ; les circonstances avaient changé, le mobile était toujours le même.

Les premières négociations entre Barras et la petite cour de Mittau eurent lieu vers le mois d'avril 1799, par l'entremise d'un certain marquis de La Maisonfort. La négociation fut assez vivement conduite ; et, au mois de juillet, Barras recevait des lettres patentes, signées du roi, qui lui assuraient douze millions de livres tournois au moins, sans comprendre deux millions à distribuer aux principaux coopérateurs, et les autres sommes nécessaires aux frais du mouvement à effectuer dans Paris. Les cours de Saint-Pétersbourg et de Londres s'engagèrent à faire les fonds de l'opération.

Un mouvement dans Paris n'était pas aussi facile que les agents royalistes voulaient le faire croire à Louis XVIII. Barras ne s'y trompait pas ; aussi comptait-il, pour le faire naître, sur les progrès de l'invasion de notre territoire par les armées coalisées, sur le découragement et sur l'agitation qui devaient en être l'inévitable résultat ; mais ces espérances de trahison ne purent se réaliser ; les 19 et 24 septembre, les victoires de Bergen et de Zurich sauvèrent la France de l'invasion, et vingt jours après on apprit à Paris que le général en chef de l'armée d'Egypte venait de débarquer en Provence. Vaulabelle, *Histoire des deux Restaurations*, t. 1er.)

1799—an VIII France. donald, Murat et plusieurs autres, entra dans la salle du conseil et parla en ces termes : « Citoyens représentants, la république périssait ; vous l'avez vu, et votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre! je les arrêterai, aidé du général Berthier, du général Lefebvre, et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche ; rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siecle.... Votre sagesse a rendu le décret, nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république fondée sur la liberté civile, sur la représentation nationale ; nous l'aurons, je le jure..... je le jure en mon nom et en celui de mes compagnons d'armes. »

On avait coloré le transfert du Corps législatif du prétexte de la tranquillité publique et de la liberté nécessaire aux deux conseils pour délibérer sur les nouveaux dangers qui menaçaient la république ; mais la véritable cause de cette mesure extraordinaire était la crainte de rencontrer dans la population parisienne des obstacles au mouvement politique qu'on allait opérer. Le système démocratique avait encore de nombreux partisans dans la capitale. Ceux-ci pouvaient éclairer les troupes, leur montrer qu'on cherchait à égarer leur dévouement, et surtout ameuter contre les conjurés les faubourgs qui conservaient encore les ferments de la licence dans laquelle on les avait entraînés en 1793, 1794 et 1795. A Saint-Cloud, une partie de ces dangers était évitée, et Bonaparte comptait bien se rendre sur ce nouveau théâtre avec des forces suffisantes au succès de l'entreprise. Il rassembla à cet effet toutes les troupes présentes à Paris, et que le décret mettait à sa disposition, et les passa en revue dans le Champ-de-Mars. Il chercha, par une harangue énergique, à leur faire partager l'indignation dont il se disait animé contre le Directoire, et leur insinua que la patrie n'avait plus d'espoir qu'en eux et qu'eux seuls pouvaient sauver la république. De nombreuses acclamations répondirent à cet appel.[1]

[1] Voici sa proclamation aux soldats composant la force armée de Paris :

Au quartier général de Paris, le 18 brumaire an VIII (*9 novembre* 1799).

« Soldats, le décret extraordinairé du conseil des Anciens est conforme aux

La mesure prise par le conseil des Anciens avait répandu dans Paris l'étonnement et la terreur. Barras, qu'on avait mis adroitement dans une demi-confidence et qui s'attendait à être prévenu du moment où la conjuration éclaterait; Gohier et Moulins, auxquels on avait tout caché, partagèrent la stupeur générale. Barras, trahi par ses deux collègues Sieyes et Roger-Ducos, envoya Bottot, son secrétaire, à Bonaparte pour connaître ses intentions. Le dictateur, entouré de ses officiers, répondit par cette foudroyante apostrophe qu'on a depuis rétorquée contre lui d'une manière si accablante : « Qu'a fait le Directoire de cette France que je lui avais laissée si brillante? Je lui avais laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre; je lui avais laissé des victoires, et j'ai retrouvé des revers; j'avais laissé les millions de l'Italie, et j'ai trouvé partout des lois spoliatrices et la misère. Qu'a-t-il fait de 100,000 Français, tous mes compagnons de gloire? Ils sont morts. » 1799—an VIII France.

L'agent de Barras rapporta cette réponse au Luxembourg. Une heure après, ce directeur, pressé par Talleyrand, envoya sa démission, qui, avec celles de Sieyes et de Roger Ducos, ôtait la majorité au Directoire et annulait ses pouvoirs. Sur un geste de Bonaparte, dont il essaya de se rapprocher, Barras se retira et disparut pour toujours de la scène politique.

Le parti républicain, dans le conseil des Cinq-Cents, avait manqué de temps ou d'audace pour organiser une résistance à l'usurpation du pouvoir, et, forcé de donner dans le piége qui lui était tendu, il obéit au décret de translation. Tous les membres de ce conseil se rendirent donc à Saint-Cloud le 10

art. 102 et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement de la ville et de l'armée.

« J'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va prendre et qui sont tout entières en faveur du peuple.

« La république est mal gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux; vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis. Vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours vues en vous.

« La liberté, la victoire et la paix replaceront la république française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison ont pu seules lui faire perdre. *Vive la république!* »

1799—an VIII France. novembre (19 brumaire), jour fixé pour la réunion des deux conseils dans cette commune. Dès la veille Bonaparte avait envoyé dans les villages environnants les troupes dont il avait la disposition. C'est au milieu de ces soldats dévoués à leur général qu'allait s'achever une révolution préparée depuis plus de six mois, et la seule à laquelle l'armée eût encore pris une part directe depuis le commencement des troubles civils. Cette circonstance devait garantir le succès de la nouvelle entreprise.

Le conseil des Anciens ouvrit sa séance à dix heures du matin dans la grande galerie du château. L'ordre et le calme n'y furent point troublés, parce que la plus grande partie des membres de ce conseil étaient déjà à peu près d'accord sur les mesures à prendre. Cependant les membres dont on redoutait l'opinion ou l'énergie, et qui n'avaient pas été convoqués la veille, demandèrent, dès l'ouverture de la séance, qu'on leur fît connaître les motifs et le but de la translation des conseils à Saint-Cloud. On leur répondit qu'on ne pouvait leur fournir, à cet égard, des explications publiques, parce qu'elles donneraient l'éveil aux hommes qui mettaient la patrie en danger. Une discussion était entamée sur un projet de proclamation au peuple français, lorsque Bonaparte, ayant demandé à être introduit, se présenta accompagné de plusieurs généraux et de ses aides de camp; il obtint sur-le-champ la parole.

« Représentants du peuple, dit-il aux Anciens qui l'écoutaient dans le plus grand silence, vous n'êtes point dans des circonstances ordinaires, vous êtes sur un volcan. Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat, avec celle d'un citoyen zélé pour le bien de son pays, et suspendez, je vous en prie, votre jugement jusqu'à ce que vous m'ayez entendu jusqu'à la fin.

« J'étais tranquille à Paris lorsque je reçus le décret du conseil des Anciens, qui me parla de ses dangers, de ceux de la république. A l'instant j'appelai, je retrouvai mes frères d'armes, et nous vînmes vous donner notre appui; nous vînmes vous offrir les bras de la nation, parce que vous en étiez la tête; nos intentions furent pures, désintéressées, et, pour prix de notre

dévouement, déjà on nous abreuve de calomnies. On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwell; on répand que je veux établir un gouvernement militaire. 1799—an VIII France.

« Représentants du peuple, si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, je ne me serais point rendu aux ordres que vous m'avez donnés, je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité du sénat; plus d'une fois, et dans des circonstances très-favorables, j'ai été appelé à la prendre. Après nos triomphes en Italie, j'y ai été appelé par le vœu de mes camarades, par celui de ces soldats qu'on a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres, de ces soldats qui sont obligés, encore aujourd'hui, d'aller faire dans les déserts de l'Ouest une guerre horrible, que la sagesse et le retour aux bons principes avaient calmée, et que l'ineptie ou la trahison viennent de rallumer.

« Je vous le jure, représentants du peuple, la patrie n'a pas de plus zélé défenseur que moi; je me dévoue tout entier pour faire exécuter vos ordres; mais c'est sur vous seuls que repose son salut; car il n'y a plus de Directoire..... Les dangers sont pressants, le mal s'accroît. Le ministre de la police (Fouché) vient de m'avertir que, dans la Vendée, plusieurs places étaient tombées entre les mains des chouans. Représentants du peuple, le conseil des Anciens est investi d'un grand pouvoir; mais il est encore animé d'une plus grande sagesse; ne consultez qu'elle et l'imminence du danger; prévenez les déchirements; évitons de perdre ces deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et l'égalité. »

Un membre (Linglet) interrompt Bonaparte et s'écrie : *et la constitution!*

« La constitution! vous l'avez violée au 18 fructidor, vous l'avez violée au 22 floréal, vous l'avez violée au 30 prairial. La constitution! elle est invoquée par toutes les factions, et elle a été violée par toutes; elle est méprisée par toutes; elle ne peut plus être pour nous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne. Représentants du peuple, vous ne voyez pas en moi un misérable intrigant qui se couvre d'un masque hypocrite : j'ai fait mes preuves de dévouement à la république, et toute dissimulation m'est inutile. Je ne vous tiens ce langage

1799—an VIII France. que parce que je désire que tant de sacrifices ne soient par perdus. La constitution, les droits du peuple ont été violés plusieurs fois; et, puisqu'il ne vous est plus permis de rendre à cette constitution le respect qu'elle devait avoir, sauvons au moins les bases sur lesquelles elle repose. Sauvons l'égalité, la liberté. Trouvons des moyens d'assurer à chaque homme la liberté qui lui est due, et que la constitution n'a pas pu lui garantir. Je vous déclare qu'aussitôt que les dangers qui m'ont fait confier des pouvoirs extraordinaires seront passés, *j'abdiquerai ces pouvoirs.* »

Cependant plusieurs membres s'écrient : « Quels sont ces dangers dont on nous menace? en quoi consistent-ils? Que Bonaparte s'explique. »

Alors le général reprend :

« S'il faut s'expliquer tout à fait, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai. Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé de me mettre à la tête d'un parti tendant à renverser tous les hommes qui ont des idées libérales[1].... Je le répète, qu'on ne croie pas que je tiens ce langage pour m'emparer du pouvoir après la chute des autorités. Le pouvoir ! on me l'a offert encore depuis mon retour à Paris; les différentes factions sont venues sonner à ma porte : je ne les ai point écoutées, parce que je ne suis d'aucune coterie, parce que je ne suis que du grand parti du peuple français.

« Plusieurs membres du conseil des Anciens savent que je les ai entretenus des propositions qui m'ont été faites, et je n'ai accepté l'autorité que vous m'avez confiée que pour sauver la république. Je ne vous le cache pas, représentants du peuple, en prenant le commandement je n'ai compté que sur le conseil des Anciens : je n'ai point compté sur le conseil des Cinq-Cents, qui est divisé ; sur le conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui voudraient nous rendre la Convention, les comités révolutionnaires et les échafauds ;

[1] Bonaparte désigne ici les royalistes. Il est certain, en effet, que Barras négociait sourdement avec les Bourbons et travaillait au rétablissement de la monarchie.

sur le conseil des Cinq-Cents, où les chefs de ce parti viennent de prendre séance en ce moment; sur le conseil des Cinq-Cents, d'où viennent de partir les émissaires chargés d'aller organiser un mouvement à Paris. 1799—an VIII France.

« Que ces projets criminels ne vous effrayent point, représentants du peuple : environné de mes frères d'armes, je saurai vous en préserver : j'en atteste votre courage, vous, mes braves camarades, vous, aux yeux de qui on voudrait me peindre comme un ennemi de la liberté, vous, grenadiers, dont j'aperçois les bonnets; vous, braves soldats, dont j'aperçois les baïonnettes, que j'ai si souvent fait tourner à la honte de l'ennemi, à l'humiliation des rois, que j'ai employées à fonder des républiques. Et si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre *hors la loi*, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même : s'il parlait de me mettre *hors la loi*, j'en appelle à vous, mes braves compagnons d'armes, à vous, mes braves soldats, que j'ai menés tant de fois à la victoire; à vous, braves défenseurs de la république, avec lesquels j'ai partagé tant de périls pour affermir la liberté et l'égalité : je m'en remettrais, mes vrais amis, à votre courage et à ma fortune. »

Bonaparte s'arrêta après cette véhémente péroraison, par laquelle il avait cherché à épouvanter les adversaires qu'il pouvait rencontrer dans l'Assemblée, comme pour en attendre l'effet, ou dans la persuasion qu'il avait subjugué ses auditeurs. Toutefois, quelques-uns de ces derniers insistèrent pour avoir des éclaircissements plus positifs sur les prétendus dangers dont le général avait tant parlé et qu'il ne dévoilait point encore. Celui-ci, éludant adroitement la question, reprit aussitôt :

« J'ai dit au conseil que la constitution ne pouvait plus sauver la patrie, et qu'il fallait arriver à un ordre de choses tel que nous pussions la retirer de l'abîme où elle se trouve. La première partie de ce que je viens de vous répéter m'a été dite par les deux membres du Directoire que je vous ai nommés, et qui ne seraient pas plus coupables qu'un très-grand nombre d'autres Français, s'ils n'eussent fait qu'articuler une chose qui est connue de la France entière. Puisqu'il est reconnu que la

1799—an VIII France.

constitution ne peut plus sauver la république, hâtez-vous donc de prendre des moyens pour la retirer du danger, si vous ne voulez pas recevoir de sanglants et d'éternels reproches du peuple français, de vos familles et de vous-mêmes. Vous trouverez toujours mon bras pour faire exécuter vos résolutions. »

En achevant ces mots, Bonaparte prend congé de l'assemblée pour se rendre au conseil des Cinq-Cents, où la séance allait être bien autrement orageuse.

Ce conseil s'était assemblé à deux heures dans l'orangerie du château, qu'on avait préparée pour le recevoir. La plus grande agitation régnait parmi ses membres; car la plupart d'entre eux, étonnés de se trouver à Saint-Cloud, ignoraient encore les motifs précis de cette étrange translation. D'autres causes contribuaient encore à augmenter leur inquiétude : Bonaparte avait, ainsi que nous l'avons dit, placé dans Saint-Cloud et tous les environs de nombreux piquets de troupes, et les députés, en se rendant au lieu de leur séance, avaient eu à traverser des files de soldats, dont l'attitude était peu propre à dissiper les alarmes. Aussi la terreur était dans l'assemblée, et les bruits les plus contradictoires circulaient tour à tour parmi ces hommes qui cherchaient à deviner plutôt qu'à voir les causes des événements qui se préparaient. Les républicains seuls avaient un pressentiment certain de ce qui se tramait; mais, s'étant maladroitement laissés surprendre, ils frémissaient d'avoir été trompés, et se livraient à de vaines récriminations, désormais infructueuses et sans résultat.

Cependant, une heure après, le calme parut se rétablir, et le député Gaudin [1] ouvrit la séance par un discours étudié, où il s'efforçait de donner une tournure favorable aux changements prêts à s'opérer. Mais à peine eut-il cherché à démontrer la nécessité des mesures arrêtées par le parti de Sieyes et de Bonaparte, qu'un membre (Delbret, l'un des plus fougueux républicains de l'assemblée) se leva en s'écriant : « La constitution, d'abord; la constitution ou la mort!.... les baïonnettes ne nous effrayent pas; nous sommes libres ici. . . . » D'autres voix ré-

[1] Depuis ministre des finances sous le consulat et sous l'empire.

pondent à l'unisson : *Point de dictature, à bas le dictateur!* etc. 1799 – an VIII France.
Pendant une heure le trouble et la confusion règnent dans la salle ; tous les membres se précipitent à la tribune, tous voulaient parler à la fois. Enfin, M. Grandmaison, qui avait obtenu la parole, obtint un moment d'attention, et proposa *de faire tous et par appel nominal le serment de s'opposer au rétablissement de toute espèce de tyrannie.* A peine ce serment était-il prononcé par un grand nombre de membres avec un égal enthousiasme, et s'était-on occupé de mesures réglementaires, qu'une des portes de l'Assemblée, s'ouvrant tout à coup, laisse paraître le général Bonaparte, la tête nue, précédant un détachement de grenadiers qui se groupèrent sur le seuil de la porte. Le général entre et s'avance vers la tribune.

A son aspect l'assemblée entière, entraînée par un mouvement spontané, se trouve debout. L'indignation la plus vive s'est manifestée parmi un grand nombre de députés ; ils s'écrient avec l'accent de la fureur : *Des sabres ici! des hommes armés !... A bas le dictateur, le Cromwell! hors la loi! hors la loi !* « Il semblait, dit une relation contemporaine, que César fût au milieu du sénat qui devait l'égorger. » Le tumulte augmente ; un bruit pareil à celui des tempêtes se fait entendre de toutes parts. Une foule de membres se précipitent au milieu de la salle. Bonaparte troublé s'arrête. Dans ce moment un membre, Bigonnet, s'avance vers le général et s'écrie : « Que faites-vous, téméraire? Vous violez le sanctuaire des lois ; sortez! » Bonaparte, à cet instant, était très-pâle ; il semblait frappé de stupeur. Un officier s'approcha et lui dit quelques mots : le général s'appuya sur son bras, rejoignit lentement son escorte et se retira.

L'absence de Bonaparte ne rétablit point le calme dans le conseil, justement irrité d'avoir vu un citoyen violer en armes l'asile de la représentation nationale. Le président, Lucien, frère du général, veut en vain excuser ce dernier et justifier sa démarche en l'attribuant à l'excès de son zèle pour la patrie. Il est interrompu par les cris mille fois répétés de : *A bas le dictateur, le Cromwell !* Un membre ajoute que *Bonaparte a terni en ce jour toute sa gloire ;* un autre, qu'*il s'est conduit en roi.* Plusieurs membres demandèrent que le général fût

1799 – an VIII France.

traduit à la barre pour rendre compte de sa conduite. Cette proposition allait mener évidemment à une *mise en accusation*. Lucien fit avertir son frère de ce qui se passait. Celui-ci, entouré d'un corps nombreux d'officiers qui le pressaient d'en finir par un coup de main, semblait irrésolu. La résistance qu'il venait d'éprouver étonnait et paralysait son génie entreprenant.

Lucien, en annonçant à son frère la marche que prenait la délibération, ajoutait qu'il était nécessaire que tous deux pussent se concerter; mais que, président du conseil, il ne pouvait quitter son fauteuil. Bonaparte donna aussitôt l'ordre à un fort détachement de pénétrer dans la salle et d'*enlever* le président, que menaçaient, disait-il, *une bande d'assassins*. Le détachement obéit, et, dès que Lucien le vit franchir la porte de l'enceinte, il se leva, fit signe aux soldats de s'arrêter, déclara que, puisque l'assemblée persistait à accuser son frère, il ne lui appartenait pas de conduire le débat, de mettre aux voix une condamnation, et, posant sur le bureau son costume de président, il sortit de la salle, protégé par les grenadiers de son frère.

Quand Lucien arriva au milieu des troupes, le bruit courait dans tous les rangs qu'un des soldats qui avaient accompagné le général dans la salle des Cinq-Cents, le grenadier *Thomé*, avait reçu dans le bras un coup de poignard. Le fait est que ce grenadier, pressé contre une des parois de la porte, avait eu la manche de son uniforme déchirée [1]. Bientôt la sottise, la mauvaise foi et la crédulité attribuèrent cette déchirure à un coup de poignard dirigé contre le général; on alla même jusqu'à désigner le député Aréna, compatriote de Bonaparte, comme l'assassin [2]; c'était à qui aurait vu le poignard ainsi que la main qui avait frappé. Du reste, cette circonstance favorisa singulière-

[1] Thomé fut créé officier dans la garde consulaire.

[2] Il est avéré aujourd'hui qu'à la fameuse journée du 19 brumaire, Aréna, qui figurait au nombre des adversaires les plus prononcés de Bonaparte, ne tira pas de poignard contre lui et même qu'il n'avait aucune arme sur lui. Depuis cette époque on l'a toujours vu réclamer contre cette accusation. Placé, après la journée de brumaire, sur la liste des députés qui devaient être déportés, Aréna eut le bonheur de se soustraire, par la fuite, à cette proscription, et il se retira à Livourne où il mourut en 1829.

ment les projets des deux frères. Lucien, à la suite d'une longue conférence avec le général, monta à cheval au milieu de la cour du château, et dit aux troupes qui l'entouraient : « que la majorité du conseil des Cinq-Cents était, en ce moment, sous la terreur de quelques représentants à stylets qui assiégeaient la tribune, présentaient la mort à leurs collègues, enlevaient les délibérations les plus affreuses et osaient parler de mettre *hors la loi* le général chargé de l'exécution du décret rendu par le conseil des Anciens. — « Au nom du peuple, et comme président du conseil des Cinq-Cents, s'écria Lucien en terminant, vous, général, vous tous, soldats et citoyens qui m'entendez, je vous confie le soin de délivrer la majorité de vos représentants ; vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre près de moi. Quant à ceux qui resteraient dans la salle, que la force les expulse ! *Vive la république!* »

Les moments étaient précieux : les Cinq-Cents, en prenant quelques mesures vigoureuses, pouvaient encore dessiller les yeux de la force armée, lui faire sentir l'inconvenance du rôle qu'on lui faisait jouer vis-à-vis des représentants de la nation, et paralyser la révolution naissante ; mais, après l'ardente allocution de Lucien, un fort détachement aux ordres du général Leclerc, beau-frère des Bonaparte, et précédé par de nombreux tambours battant la charge, se porta sur la salle des députés. Entraînés par leur chef, les soldats arrivèrent jusqu'aux premiers rangs des banquettes occupées par les représentants. A ce moment la plupart de ceux-ci étaient debout, adressant à la troupe et à ses officiers les interpellations les plus véhémentes. Sur un signe de Leclerc, un long et bruyant roulement de tambours couvrit toutes les voix. Formés d'abord en colonne serrée, les soldats se déployèrent alors dans toute la largeur de cette longue galerie, et, s'avançant l'arme au bras, ils refoulèrent lentement les députés, les invitant à se retirer, et occupèrent successivement tous les bancs. Les Cinq-Cents n'opposèrent qu'une résistance passive. Il n'y eut ni violence ni tumulte. Les députés ne sautèrent pas par les fenêtres, comme on l'a dit et écrit ; ils ne s'enfuirent pas, laissant leurs vêtements aux buissons du parc, ainsi qu'on l'a faussement raconté. Sortis de la salle, tous allèrent déposer leur costume au vestiaire. Le plus grand nombre

1799—an VIII France. prit ensuite la route de Paris. Une cinquantaine environ restèrent à Saint-Cloud.

Le conseil des Anciens continuait sa séance. Plusieurs membres avaient tour à tour commenté le discours de Bonaparte sans avoir encore pu s'accorder sur une résolution définitive; ils demandaient quels étaient les hommes qui mettaient la patrie en danger, quel était ce danger, lorsque le député Fargues vint annoncer à l'assemblée que le conseil des Cinq-Cents était dissous. Lucien, qui fut introduit ensuite, fit une peinture énergique de l'esprit de faction démagogique qui régnait dans la majeure partie du conseil qu'il présidait, et finit, comme son frère, par demander que le conseil des Anciens, plus calme et plus véritablement ami de la patrie que celui des Cinq-Cents, prît des mesures promptes et efficaces pour sauver la république.

Le danger que venait de courir Bonaparte par une menace de *mise en accusation;* la dispersion des Cinq-Cents, qui semblaient ainsi abandonner aux Anciens seuls le soin de la chose publique, étaient deux coups de théâtre bien propres à faire cesser les incertitudes de ces députés. Convaincus de la nécessité de s'arrêter enfin à un parti, ils n'hésitèrent plus et prirent la résolution de se former en comité général.

Le résultat de cette détermination fut l'accomplissement du projet médité depuis longtemps par Sieyes et auquel Bonaparte venait de prêter l'appui de son bras pour en profiter, comme nous l'avons dit, exclusivement.

Les Anciens rendirent un décret portant l'abolition du Directoire, l'expulsion de soixante membres du conseil des Cinq-Cents, la création *provisoire* d'une nouvelle magistrature, destinée à exercer le pouvoir exécutif jusqu'à la confection d'une nouvelle constitution, et la désignation de Sieyes, Roger-Ducos et Bonaparte sous les noms de CONSULS DE LA RÉPUBLIQUE.

Sur ces entrefaites, Lucien était parvenu à rassembler ceux des membres du conseil des Cinq-Cents que le dernier événement n'avait point terrifiés, et il ouvrit avec eux une nouvelle séance à neuf heures du soir. Voulant les amener à approuver toutes les mesures que les Anciens allaient décréter, il leur fit un long et éloquent discours dans lequel il chercha à éloigner la pensée que son frère pût aspirer à la tyrannie ou à la

royauté, ce qui alors était la même chose. Nous en citerons ce passage effrayant par sa vérité, et que Bonaparte aurait dû toujours avoir devant les yeux : 1799—an VIII France.

« Il périrait bientôt, sans doute, le tyran qu'un aveugle enthousiasme aurait investi d'un pouvoir absolu ; mais c'en serait fait de la grande nation ; à la suite de ces nouvelles crises révolutionnaires, il ne resterait plus personne pour relever l'édifice de la liberté ; et les peuples étonnés, en contemplant nos débats, ne rappelleraient les grandes choses que nous avons opérées depuis dix ans que pour en faire tourner les résultats à notre éternelle confusion [1]. »

Le discours de Lucien produisit sur l'esprit de la minorité des Cinq-Cents tout l'effet qu'il en attendait. Le conseil des Anciens ayant alors communiqué, par un message, le décret qu'il venait de rendre, les membres de cette minorité donnèrent leur sanction à tout ce qui avait été fait, et décrétèrent à leur tour que les généraux Bonaparte, Lefebvre, Murat, Gardanne, et tous les militaires qui, le matin, avaient sauvé le général et fait évacuer la salle, avaient bien mérité de la patrie. Des législateurs pouvaient ils ainsi manquer à leur conscience, justifier par un décret les attentats commis dans cette journée par la force armée contre la majesté du Corps législatif, réputé jusqu'alors inviolable, et appeler ainsi la reconnaissance de la nation sur une mesure qui pouvait devenir d'un si fatal exemple ?

La séance se prolongea dans la nuit, et à deux heures du matin les trois consuls, nommés provisoirement, vinrent dans l'assemblée pour prêter serment en ces termes : « Je jure fidélité à la souveraineté du peuple, à la république française, une et indivisible, à l'égalité, à la liberté et au système représentatif. »

Un mois après l'établissement *provisoire* des trois consuls, Sieyes et Roger-Ducos se virent obligés de donner leur démission, et furent remplacés par Cambacérès et Lebrun. Sieyes, qui prit alors, ainsi que son collègue, place parmi les sénateurs,

[1] Les événements de 1814 n'ont-ils pas justifié cette idée prophétique? C'est sans doute pour éviter d'être le témoin de ces *derniers résultats* que Lucien s'éloigna constamment de son frère, du moment où il le vit *investi* du pouvoir absolu.

1799 — an VIII France. sembla se vouer désormais à l'obscurité, honteux d'avoir été la dupe dans une intrigue ourdie par lui et à laquelle il avait associé quelqu'un de plus habile que lui [1].

A la Constitution de l'an III (1795), qui avait elle-même remplacé celle de 1793, succéda celle qui nous est connue sous le nom de l'an VIII, et Bonaparte se vit définitivement placé à la tête de l'État, sous le titre pompeux et modeste à la fois de premier consul de la république. Une chambre haute, sous le nom de Sénat; un Tribunat, et une troisième chambre appelée Corps législatif, complétèrent l'organisation du gouvernement représentatif promis à la France.

Lasse de l'administration des assemblées populaires, des comités de gouvernement et du Directoire, la nation applaudit généralement à l'élévation subite du guerrier dont jusqu'alors toutes les actions avaient tourné au profit de la gloire et de l'illustration de la patrie. Les royalistes, qui semblaient se bercer de l'idée d'avoir rencontré en Bonaparte un nouveau Monck, se félicitèrent du premier pas fait vers l'anéantissement du système républicain, et les intrigants, les parvenus de la révolution, se réjouirent de voir s'établir un gouvernement dont les formes plus vigoureuses et plus concentrées leur offraient un abri contre les secousses périodiques de l'état démocratique, ainsi que la garantie de tous les avantages qu'ils s'étaient procurés. La grande majorité des citoyens, convaincue que la patrie ne pourrait prospérer qu'avec un pouvoir exécutif plus rapproché du système monarchique, considéra dans Bonaparte l'homme dont le génie pouvait seul imposer aux factions par l'éclat de sa renommée, et conçut l'espoir d'obtenir, sous sa dictature, les institutions propres à terminer la révolution et à la faire jouir enfin des bienfaits d'une sage liberté.

La faction purement démocratique, réduite à ronger son frein

[1] Il répondit à quelqu'un qui le raillait à ce sujet : « Que voulez-vous? je me suis trompé, et j'ai mis un clou là où je ne croyais placer qu'une cheville. »

La journée du 18 brumaire fut appelée aussi *journée des dupes*; mais les événements de celle-ci étaient d'une tout autre importance que l'intrigue de cour à laquelle on donna ce nom, pour la première fois, sous le règne de Louis XIII.

en silence, se vit bientôt abandonnée par le plus grand nombre de ses adhérents, qui cherchèrent à faire oublier leurs excès passés par la plus vénale idolâtrie envers le nouveau chef de l'État. 1799—an VIII France.

L'histoire dira si, dans les premières années de sa suprême magistrature, Bonaparte parut en effet s'appliquer à réaliser les espérances des bons citoyens. Quant à nous, dont la tâche spéciale est de célébrer la gloire militaire de la patrie, qui va trouver désormais son appui dans le premier consul, nous nous bornerons à faire remarquer la puissante impulsion qu'il sut d'abord donner à toutes les branches de l'administration publique, et notamment à celles qui devaient concourir aux brillantes opérations militaires que nous décrirons bientôt.

11 décembre (20 frim.) Allemagne.

Opérations militaires sur le bas Rhin; le général Lecourbe prend le commandement de l'armée du Rhin; blocus de Philippsburg; combats vers le Neckar et sur l'Enz, etc. — Nous n'avons point parlé jusqu'à présent des opérations militaires sur le bas Rhin depuis l'ouverture de la campagne de 1799, parce que nous ne les avons point jugées assez importantes pour détourner l'attention de nos lecteurs, portée sur d'autres théâtres de guerre, et que nous nous proposions de réunir dans un seul et même article tous les événements qui ont eu lieu de ce côté avant et depuis l'évacuation de la Suisse par les Austro-Russes.

Le commandement du corps d'armée française dit d'observation, rassemblé sur le bas Rhin depuis l'ouverture de la campagne, avait été confié, comme nous l'avons dit, au général Bernadotte ; mais celui-ci, ayant été appelé au ministère de la guerre, fut remplacé par le général Muller, que l'on a vu commander, en 1794, l'armée des Pyrénées occidentales. Les instructions données à ce général portaient qu'il devait menacer à la fois Mannheim et Philippsburg, afin de tenir en échec le corps autrichien du général Sztarray, formant l'aile droite de l'armée commandée par l'archiduc Charles. Muller n'avait pas plus de 18,000 hommes sous ses ordres, quoique les cadres des régiments en supposassent 40,000; cependant il remplit assez heureusement les intentions du Directoire : Mannheim fut occupé dans les premiers jours d'août, et le 30 du même mois une division (celle de droite) investit Philippsburg. Afin de

1799 — an VIII Allemagne. concentrer ses forces et de couvrir le siége de la place, Muller fit occuper Viesloch et Sinzheim par la division du centre, et plaça celle de gauche à Heidelberg et Neckar-Gemünd.

La place de Philippsburg fut sommée; mais le gouverneur ayant refusé de se rendre, Muller fit commencer le siége ou plutôt le bombardement avec une activité remarquable : au bout de cinq jours, Philippsburg était abîmé. Quoique le rheingrave de Salm, qui y commandait, n'eût plus guère à défendre que des décombres, il s'obstinait cependant à ne point capituler. Le 9 septembre, le général Laroche ayant emporté à la baïonnette un des principaux ouvrages qui défendaient la place du coté de Rheinsheim, on pouvait présumer que le gouverneur se montrerait plus traitable, lorsque l'archiduc Charles s'avança avec des troupes considérables pour obliger les Français à lever le siége.

C'était à l'époque où, par suite du nouveau plan arrêté par les alliés, l'archiduc quittait la Suisse avec une partie de son armée, pour laisser au maréchal Souwarof la direction des opérations dans cette partie. Le général Muller fut informé de la marche du prince par des détachements envoyés en reconnaissance vers Durlach, Bretten et Heilbronn. Trop faible pour résister à des forces aussi considérables que celles conduites par l'archiduc, Muller pensa qu'il était convenable de lever le siége de Philippsburg, et d'opérer sa retraite sur Mannheim : ce mouvement s'exécuta avec un ordre et une précision qui ne permirent point aux Autrichiens de rien entreprendre pour s'y opposer. Les Français évacuèrent Heidelberg le 15 septembre. L'artillerie et les bagages passèrent sur la rive gauche du Rhin, et, le soir même, le corps d'observation campa en avant de Mannheim, dans la plaine de Neckarau.

Cependant l'archiduc, après avoir fait filer ses troupes par Saint-Blaise du côté de Bâle et d'Huningue, et par Donaueschingen, se porta en toute hâte sur Mannheim. Il ne restait plus dans cette ville qu'une faible division de 4 à 5,000 hommes, aux ordres du général de Laborde, formant l'arrière-garde du corps d'observation. Ce dernier, déjà retiré sur la rive gauche du Rhin par le pont de Mannheim, avait pris les deux directions de Mayence et de Spire. De Laborde entreprit de disputer

à l'ennemi la possession d'une place dont presque tous les ouvrages étaient ruinés ou rasés. L'archiduc fit attaquer Mannheim par les troupes des généraux Sztarray et Kosposth. Ceux-ci furent repoussés dans un premier engagement; mais, ayant été renforcés par la réserve des grenadiers, les assaillants emportèrent une redoute élevée sur la rive droite du Neckar, ainsi que tous les retranchements de Neckarau. L'artillerie ennemie, disposée avantageusement sur les bords du fleuve, faisait pendant ce temps un feu terrible sur le pont de bateaux pour essayer de le rompre; bientôt après, les portes de Mannheim ayant été assaillies et forcées, les Autrichiens pénétrèrent dans la ville et y semèrent la terreur et le carnage. Les Français furent obligés de faire leur retraite par ce même pont que foudroyait l'artillerie autrichienne. L'arrière-garde de la division se fit hacher en combattant pour protéger le passage, et tout ce qui ne fut pas tué fut obligé de mettre bas les armes. Le général de Laborde parvint cependant à rejoindre Muller vers Mayence.

1799--an VIII
Allemagne.

Maître de Mannheim et du pont de cette ville sur le Rhin, l'archiduc porta son quartier général à Schwetzingen, et détacha des troupes pour occuper les deux rives du Mayn au-dessous de Francfort. Supposant que l'intention des Autrichiens était de porter très-prochainement leur armée sur la rive gauche du Rhin, à l'effet de combiner leurs mouvements avec ceux de l'armée anglo-russe qui s'avançait alors dans la Hollande, le Directoire envoya au général Muller l'ordre de replier sur Ehrenbreitstein les détachements qu'il avait poussés jusqu'à Weilbourg et Wetzlar, et de se concentrer de manière à protéger Mayence. Muller établit son quartier général à Dürckheim, et cessa toute communication avec la rive droite du Rhin.

Les choses étaient dans cet état sur le Rhin, lorsque l'archiduc fut informé des avantages que Masséna venait d'obtenir sur le général Korsakof, et par suite sur le maréchal Souwarof. Ces fâcheuses nouvelles déterminèrent le prince à se porter, comme nous l'avons dit, à marches forcées dans la haute Souabe et sur les frontières de la Suisse, à l'effet de prendre une position centrale qui pût le mettre à même de surveiller à la fois le haut et le bas Rhin. Le général prince de Schwartzenberg couvrit Mann-

1799—an VIII Allemagne. heim et Philippsburg avec un corps de troupes assez nombreux pour s'opposer aux Français s'ils tentaient de repasser sur la rive droite.

Depuis les succès obtenus en Suisse par Masséna, le gouvernement français, tranquille sur ce point, avait dirigé son attention du côté de la Hollande et du bas Rhin. Des secours avaient été promis aux généraux Muller et Brune ; mais quand celui-ci eut annoncé les premiers avantages obtenus sur le duc d'York, une partie des renforts destinés pour la Hollande eut ordre de prendre une autre direction, et fut affectée à la composition d'une nouvelle armée qui se formait entre Mayence et Strasbourg, et qui, sous le nom d'armée du Rhin, devait avoir pour noyau le corps d'observation commandé par le général Muller. Moreau avait été nommé pour commander cette armée ; mais, retenu d'abord en Italie, après la mort de Joubert, et ensuite à Paris quand il fut de retour dans cette ville, ce général ne s'était point rendu à son nouveau poste, et, pendant son absence, Muller avait conservé le commandement. Le Directoire, dans la conjoncture présente, ayant hâte de réunir des forces imposantes sur le Rhin, confia au général Lecourbe le commandement destiné à Moreau, alors en congé pour rétablir sa santé.

Lecourbe ne démentit point l'idée que le gouvernement s'était formée de son zèle et de son activité. En moins de dix ou douze jours l'armée du Rhin fut organisée, réunie à Strasbourg au nombre de 18 à 20,000 hommes, et se trouva à même d'entrer sur-le-champ en campagne. Le général Ney, commandant l'avant-garde, porta son quartier général à Landau et se disposa à passer le Rhin. Lecourbe se rendit le 10 à Strasbourg.

Le corps du général Schwartzenberg avait été augmenté depuis que l'archiduc savait que les Français se préparaient à agir sur la rive droite. Ces troupes occupaient le Berg-Strass, entre le Mayn et le Neckar.

L'armée française, divisée en trois colonnes, passa le Rhin le 28 octobre (20 vendémiaire) sur trois points différents. La première colonne, composée presque en entier de cavalerie, défila par le pont de Mayence ; le général Ney, ayant aussitôt formé l'avant-garde sur la rive droite, repoussa facilement les avant-

postes autrichiens, et s'établit dans une position avantageuse. 1799—an VIII
La deuxième colonne, composée d'infanterie, traversa le fleuve Allemagne.
près d'Oppenheim, et la troisième à Frankenthal. Cette dernière se porta sur Heidelberg, et attaqua vivement le pont de cette ville sans pouvoir le forcer. Mais le 28, le prince de Schwartzenberg, qui s'était porté sur ce point, ayant été attaqué par des forces plus considérables, se retira sur Mannheim, qu'il abandonna également deux jours après, afin de chercher à couvrir Philippsburg. A quelque temps de là le général Gorger vint remplacer Schwartzenberg dans le commandement du corps autrichien, établit son quartier à Knitlingen, et jeta quelques troupes dans Philippsburg, pour en augmenter la garnison.

Le général Lecourbe déboucha de Mannheim et de Heidelberg le 27 octobre, et, ayant repoussé devant lui tous les postes autrichiens, il porta son quartier général à Viesloch. Un corps de cavalerie aux ordres du prince de Lorraine voulut vainement s'opposer à la marche rapide des Français; il fut obligé de se replier vers Knitlingen. Déjà une division française bloquait en partie Philippsburg; Lecourbe acheva de compléter l'investissement de cette place en poussant quelques troupes vers Durlach. Le général Ney attaqua un petit corps de troupes qui occupait Heilbronn sur le Neckar, le battit, s'empara de la ville, et poussa ses avant-postes jusqu'à Lauffen.

Au premier bruit des dangers que courait encore une fois Philippsburg, l'archiduc envoya au général Gorger le peu de troupes qu'il avait de disponibles: ce renfort n'était pas considérable, parce que le prince ne pouvait pas trop dégarnir les frontières de Suisse sans se compromettre lui-même. En effet, le général Masséna se trouvait alors à Bâle et y avait rassemblé une forte réserve de grenadiers, menaçant de franchir le fleuve et de pénétrer dans la Souabe, si l'archiduc faisait un mouvement pour se porter contre la diversion de Lecourbe. Ce dernier général avait le double but de s'emparer de Philippsburg et de pénétrer par la vallée du Neckar jusque sur les derrières de la position centrale de l'archiduc, pour obliger celui-ci à la quitter; mais il fallait pour cela battre le général Gorger, qui se trouvait en mesure d'opposer une vigoureuse résistance.

1799—an VIII Allemagne. Le général Ney, s'étant dirigé avec l'avant-garde sur Bictighiem, menaça le général autrichien sur sa droite, tandis qu'un détachement envoyé par Lecourbe s'avançait jusqu'à Pforzheim. Gorger, pressentant l'intention de son adversaire, refusa son aile gauche, et vint prendre une fort bonne position sur l'Enz, où il espérait être soutenu par la division du général Merfeld, qui gardait les débouchés de la Kintzig; mais Lecourbe, prévoyant le mouvement que Merfeld pourrait faire en faveur de Gorger, avait envoyé l'ordre aux troupes qui défendaient Kehl d'attaquer cette division autrichienne pour la tenir en échec. Ces sorties de la garnison de Kehl furent repoussées avec plus ou moins d'avantage par un ennemi qui avait des forces supérieures à leur opposer: toutefois elles ne furent pas moins favorables au dessein du général Lecourbe, en ce qu'elles retinrent la division Merfeld sur les bords de la Kintzig.

L'importance de Philippsburg, qui avait arrêté autrefois les armées victorieuses de Louis XIV, n'était plus la même depuis qu'on commençait à négliger les places fortes et à les laisser derrière soi dans les grandes invasions. Cependant, dans les circonstances présentes, où les Français ne se trouvaient point assez forts pour s'avancer dans l'intérieur de l'Allemagne, en laissant sur leurs flancs des garnisons qui pouvaient les inquiéter, la possession de cette forteresse devait d'autant moins être dédaignée, qu'elle assurait la libre occupation de la rive droite du Rhin et couvrait la vallée du Neckar. Il convenait donc de s'en emparer avant de tenter aucune autre entreprise plus considérable. Philippsburg, toujours défendue par le rheingrave de Salm, avait alors une garnison de 5,000 hommes, composée en grande partie de troupes des cercles allemands, et baraquée dans l'intérieur de la ville, à défaut de casernes, qui toutes avaient été brûlées lors du bombardement dirigé par le général Muller. Le rheingrave avait établi ses meilleurs soldats dans les ouvrages extérieurs, pour les défendre jusqu'à la dernière extrémité; et les inondations et la rigueur de la saison vinrent augmenter la difficulté des approches.

Le général Gorger ayant étendu son aile droite de manière à déborder et à tourner la gauche des Français, Lecourbe s'était vu forcé de prolonger lui-même cette gauche en raison des

positions successives que prenaient les Autrichiens, ce qui lui ôtait les moyens de presser la place de Philippsburg avec la vigueur qu'il aurait désiré pouvoir y mettre. Pour se débarrasser même des inquiétudes que lui causaient les mouvements progressifs de son adversaire, le général français résolut d'attaquer la droite de celui-ci vers le confluent de l'Enz et du Neckar, à Bietigheim et à Lauffen; mais le général Gorger porta sur ces points des forces qui paralysèrent complétement la tentative de Lecourbe. Ce dernier dut alors replier son aile gauche sur Fuhrfeld et Sinzheim; et le prince de Hohenlohe, qui commandait l'aile droite des Autrichiens, occupa Heilbronn et Lauffen le soir même de l'action. Cet échec contraignit Lecourbe d'abandonner tous les postes qu'il occupait vers l'Enz et au-dessous de Philippsburg jusqu'à Durlach. La jonction des troupes de Gorger avec celles de Merfeld fut encore une des suites du combat de Bietigheim; elle donnait aux Autrichiens, surtout en cavalerie, une supériorité numérique telle, que le général Lecourbe abandonna son premier plan. Le général de Laborde, après un combat très-vif qu'il eut à soutenir contre des forces quadruples des siennes, leva, le 10 novembre, le blocus de Philippsburg, qui se trouva ainsi dégagé pour la troisième fois depuis le commencement de la campagne. Les Français se retirèrent vers Mannheim, où ils se concentrèrent sur la rive gauche du Neckar, entre cette rivière et le Rhin. Lecourbe appuya sa droite à ce dernier fleuve, et sa gauche à Heidelberg: il avait son centre à Schwetzingen.

1799—an VIII Allemagne.

L'armée du Rhin resta dans cette position jusqu'au 16 novembre, et c'est dans cet intervalle qu'elle reçut la nouvelle de la révolution du 18 brumaire. Le général en chef profita de cet événement inattendu pour inspirer à ses troupes le désir de mériter l'estime et les encouragements du nouveau chef de l'État par des succès qui signalassent les premiers jours de son élévation; et il fit ses dispositions pour attaquer vigoureusement les Autrichiens au moment même où ceux-ci pensaient avoir mis leurs adversaires dans la presque impossibilité de rien entreprendre, au moins de quelque temps.

Lecourbe divisa donc ses troupes en quatre colonnes principales: celle de droite était formée de la division commandée par le général de Laborde; la colonne du centre était commandée

1799—an VIII Allemagne. par le général Decaen ; le général Baraguey d'Hilliers commandait la troisième ; enfin, une quatrième colonne était formée par la réserve de cavalerie, aux ordres du général d'Hautpoul.

Toutes ces colonnes se mirent en mouvement le 16 au matin, sur la ligne des Autrichiens entre le Neckar et Philippsburg. Le général de Laborde porta sa brigade de droite, commandée par le général Legrand, sur Henhofheim, et celle de gauche sur Wiesenthal. Ce double mouvement avait pour but de tourner l'avant-garde ennemie à Waghäusel ; malheureusement la brigade de droite ne put arriver assez promptement à ce but. Toutefois les Autrichiens furent culbutés, et un de leurs bataillons, qui se laissa cerner, fut obligé de mettre bas les armes : cinq pièces de canon tombèrent également au pouvoir des Français. Cet avantage permit au général de Laborde de s'avancer sur Philippsburg, qui se trouva bloqué pour la quatrième fois.

La deuxième et partie de la quatrième colonne étaient destinées à agir principalement contre la position centrale qu'occupait le prince de Lorraine entre les deux rivières la Kraich et l'Eltzbach, à la droite de Philippsburg. A cet effet, le général Decaen marcha par Mingolsheim sur Waibstatd et Goesheim, et tourna les Autrichiens par sa gauche, tandis que le général en chef, Lecourbe lui-même, protégeait, avec deux régiments de cavalerie et une compagnie d'artillerie légère, le mouvement qu'opérait en ce moment le général de Laborde. Decaen déposta les Autrichiens de Goesheim, et le général Lecourbe, après que le général de Laborde eut marché sur Philippsburg, vint attaquer le prince de Lorraine à Bruchsal, le battit et le poursuivit jusqu'à Bretten.

Sur ces entrefaites, le général Ney, avec une partie des troupes des deuxième et quatrième colonnes, s'était porté vers la petite rivière d'Eltzbach, pour attaquer les troupes du prince de Hohenlohe entre Waibstadt et Sinzheim : il s'empara de ces deux derniers postes, et poursuivit les Autrichiens jusqu'au delà d'Eppingen. Le général Ney fut protégé dans ce mouvement par le général Baraguey, dont les troupes avaient éclairé le Neckar et s'étaient portées sur Dillsberg. Ainsi l'ennemi avait été battu sur tous les points de sa ligne.

Le général Gorger se vit forcé de reprendre ses anciennes

positions vers l'Enz. Les avant-postes de l'ennemi ne s'éten- 1799 -an VIII Allemagne.
daient pas au delà de Knittlingen et de Fuhrfeld, occupés par les troupes légères du prince de Hohenlohe. Le général Lecourbe put alors s'occuper du soin de resserrer Philippsburg. Le général de Laborde, chargé encore du blocus de cette place, poussa ses avant-postes jusqu'auprès de Durlach, occupé par les Autrichiens. Le général Ney étendit les siens jusqu'au delà de Heilbronn.

Lorsque l'archiduc fut informé de cet échec essuyé par le corps d'observation autrichien, il détacha le général Sztarray vers l'Enz, avec quelques renforts en infanterie et en cavalerie; et, mécontent de la conduite du général Gorger en cette circonstance, il priva ce dernier du commandement en chef. A cette époque, quelques troupes bavaroises et du duché de Würtemberg vinrent également renforcer le corps ennemi.

Cependant, d'après le nouveau plan d'opérations médité et arrêté par le général consul, l'armée d'Helvétie allait être dissoute. Masséna venait de recevoir l'ordre de se rendre en Italie pour prendre le commandement des débris qui s'y trouvaient, afin de les organiser en armée; et il ne prolongeait son séjour à Bâle que pour présider au mouvement de troupes que la dislocation de l'armée d'Helvétie allait entraîner. Le prince Charles crut alors le moment favorable pour reprendre l'offensive, dégager Philippsburg, et assurer enfin ses quartiers d'hiver sur le bas Rhin.

Le 23 novembre, le général Scheibler, qui occupait Durlach, replia jusque sur Graben les détachements français qu'il avait devant lui. Ce même jour, les troupes de l'électeur de Mayence attaquèrent les postes que le général Lecourbe avait au delà de Mannheim entre le Neckar et le Mayn, et les obligèrent de se retirer sur la première de ces rivières. Cette double tentative faite par l'ennemi pour déborder l'extrémité gauche et l'aile droite de l'armée française engagea Lecourbe à concentrer ses troupes. Il rapprocha de Sinzheim le centre de sa ligne, occupa par des détachements les deux routes qui conduisent à Heilbronn, et se fortifia dans les deux positions de Muntzingen et de Weyer, pour s'assurer la possession des deux rivières la Kraich et l'Eltzbach.

1799 — an VIII Allemagne. Le 29, le général Sztarray, commandant alors le corps autrichien sur le bas Rhin, réunit une partie de ses forces à Waihingen, dans l'intention d'attaquer l'armée française sur trois colonnes. La première, dirigée par le prince de Hohenlohe, eut ordre de marcher sur Fuhrfeld; le prince de Lorraine se forma avec la seconde sur les hauteurs entre Bretten et Eppingen; et la troisième, aux ordres du général Gorger, s'avança jusqu'auprès de Goesheim. Une réserve fut placée à Bretten. Ces mouvements furent achevés dans la soirée du premier décembre, et le lendemain la ligne française fut attaquée avec la plus grande vigueur. Tous les avant-postes furent repliés; les Français abandonnèrent Sinzheim après un combat opiniâtre et meurtrier, et se retirèrent assez en désordre jusqu'à Weyer, où se trouvait Lecourbe, qui parvint à les rallier. L'action recommença avec un nouvel acharnement : le général en chef se défendit longtemps avec avantage contre les forces nombreuses qui le pressaient; mais il fut enfin obligé de céder le terrain et d'ordonner la retraite, qui s'effectua assez heureusement sur Viesloch. Pendant ce temps, la colonne de Gorger et la réserve s'étaient avancées sur Muntzingen; les troupes qui défendaient ce poste, après une résistance longtemps prolongée, se retirèrent sur la position que venait de prendre Lecourbe en avant de Viesloch. Les troupes des deux partis bivouaquèrent en présence.

Le 3 décembre, le général Sztarray renouvela son attaque à peu près dans le même ordre que la veille. Lecourbe parvint à contenir les troupes du prince de Hohenlohe; mais le général Gorger pénétra jusqu'à Viesloch et s'en empara, incident qui allait avoir les plus graves résultats, si les Français ne parvenaient point à reprendre sur-le-champ cette petite ville qui était leur seul point de retraite. Les Autrichiens en furent chassés à la baïonnette, et Lecourbe s'y maintint assez de temps pour assurer sa retraite par Leimen sur Schwetzingen. Philippsburg se trouva dégagé pour la quatrième fois par suite de ces derniers combats. Le général Sztarray, dont la gauche vint s'appuyer au Rhin, occupa tout le Bergstrass et manœuvra pour resserrer de plus en plus l'armée française.

La saison, déjà fort avancée, menaçait de devenir de plus en plus rigoureuse, et il n'existait plus de ressources en vivres dans

un pays pris et repris tant de fois dans le cours de la campagne; d'un autre côté, les renforts attendus de la Hollande n'arrivant point, Lecourbe avait devant lui des forces trop supérieures pour espérer de les repousser. Ces considérations déterminèrent le général français à proposer à son adversaire un armistice qui pût procurer aux troupes des deux partis quelques instants d'un repos bien chèrement acheté. Le général Sztarray accéda à la proposition de Lecourbe sous la condition que l'armistice serait ratifié par l'archiduc. 1799—an VIII Allemagne.

D'après l'un des articles de cette suspension d'armes, qui fut conclue provisoirement le 5 décembre, les troupes françaises devaient occuper une ligne dont la droite, s'appuyant au Rhin en deçà de Mannheim, couperait la route de Schwetzingen en avant du pont de Neckarau, et dont la gauche s'étendrait jusqu'au-dessus de Seckenheim. Cette ligne d'occupation et l'armistice lui-même étaient trop favorables à l'armée française pour que l'archiduc consentît à son exécution : aussi fit-il parvenir promptement son refus; mais le général Lecourbe, qui pressentait la détermination du prince, avait su déjà mettre à profit les instants de relâche que lui avait laissés le général Sztarray. Dès le 5 il avait fait passer le Rhin à deux de ses divisions, et les jours suivants il évacua Mannheim et les retranchements de Neckarau, dont les Autrichiens prirent possession le 11 décembre. Cette retraite amena forcément la cessation des hostilités : le général Sztarray fit entrer ses troupes en quartiers d'hiver, et les Français restèrent tranquilles sur la rive gauche du Rhin.

Suite des événements militaires en Italie; bataille de Genola ou Fossano; défense de l'État génois par le général Gouvion-Saint-Cyr, etc.; fin de la campagne. — Le général Mélas avait succédé au maréchal Souwarof dans la direction des opérations militaires des coalisés en Italie. Nous avons dit que, par suite des mesures concertées entre les cabinets alliés, il était réservé aux troupes autrichiennes d'achever seules la conquête de ce pays, et d'en expulser entièrement les Français en les rejetant sur la rive droite du Var. Aussi, tandis qu'en affaiblissant ses forces en Suisse, l'Autriche abandonnait presque exclusivement aux troupes russes les chances de la guerre dans cette partie, 15 décembre (24 frim.). Italie.

1799—an VIII Italie. elle avait fait de grands efforts pour augmenter l'armée qui devait agir en Italie sous les ordres du général en chef Mélas. Les levées organisées dans les États héréditaires et dans celui de Venise furent dirigées successivement, et avec beaucoup d'activité, sur les points où se trouvaient les deux généraux Mélas et Kray : ce dernier, depuis l'affaire de Fossano et Savigliano, commandait un corps séparé.

Mélas s'était approché de Coni pour en former l'investissement en cherchant à se rendre maître des hautes vallées que les Français occupaient encore, et Kray s'était porté avec un fort détachement dans la vallée d'Aoste pour contraindre ces derniers à repasser le mont Jouves. Deux divisions, sous les ordres des généraux Frœlich et Ott, assiégeaient Ancône et achevaient l'occupation de l'État ecclésiastique ; le général Klenau continuait à resserrer Gênes du côté de la rivière du Levant, et poussait ses avant-postes jusqu'à Rapallo. Toutes ces forces, réunies sous le commandement du général Mélas, formaient une armée de plus de 60,000 hommes, auxquels les Français ne pouvaient pas alors opposer plus de trente et quelques mille combattants.

Le général autrichien avait reçu, entre autres instructions, l'ordre de presser la reddition de Coni, afin d'ôter aux républicains cette clef du Piémont, bien importante pour eux, surtout en leur supposant le dessein de reprendre l'offensive à l'ouverture de la campagne prochaine. Mais si les Autrichiens avaient hâte de s'emparer de cette place, leurs adversaires n'étaient pas moins jaloux de sa conservation, qui leur permettait d'étendre et d'affermir la base de leur défensive dans l'État de Gênes. Afin donc de protéger Coni, et d'être également en mesure de repousser les attaques que l'ennemi pourrait tenter sur sa gauche, le général en chef Championnet avait porté son quartier général de Cornigliano à Finale. Mélas avait alors le sien à la Trinità, à une lieue et demie de Fossano, entre la Stura et le Tanaro, et à cinq lieues environ de Coni. Il avait poussé ses avant-postes par sa droite jusqu'à Busca au débouché de la vallée de la Maira, et commencé l'investissement de Coni par sa gauche, en pénétrant dans le val de Pesio et s'emparant des postes de Villa-Nuova et de la Chiusa. Les premiers jours du mois d'octobre furent signalés par des attaques très-vives de

part et d'autre contre les postes qui entourent Coni. Celui de Santa-Margarita, près de Morizzo, fut pris et repris plusieurs fois avec un acharnement égal. Le 14 octobre, les Autrichiens voulurent tenter une nouvelle attaque sur ce point, resté au pouvoir des Français et défendu par le général Victor; mais ils furent repoussés avec une perte considérable, et cet avantage permit aux Français d'inquiéter le flanc droit de leurs adversaires du côté de Savigliano. 1799—an VIII Italie.

Pendant que ceci se passait à la gauche de l'armée française, le général Klenau menaçait fortement l'État de Gênes par sa droite. Le général Gouvion-Saint-Cyr, qui commandait dans cette partie, avait la tâche difficile de garder les places qui restaient encore à la république ligurienne dans la rivière du Levant, de défendre la chaîne des Apennins depuis les sources de la Trebia jusqu'à celles de la Bormida, d'attirer sur lui une partie des forces de l'ennemi, pour retarder les progrès de celui-ci; enfin de contenir la nombreuse population de Gênes, disposée, comme on l'a vu, à s'insurger contre la république. Saint-Cyr s'acquitta glorieusement de la mission qui lui était confiée, et prépara par ses bonnes dispositions cette longue et célèbre défense de Gênes, qui suffirait seule à la renommée de Masséna, si ce dernier général n'eût point acquis tant d'autres titres à l'estime de la postérité.

On a blâmé toutefois, et nous partageons cette opinion, la détermination prise par le gouvernement de défendre la Ligurie jusqu'à la dernière extrémité. Championnet et Saint-Cyr furent les premiers à regarder ce parti comme contraire aux règles de la prudence : ils pensaient avec raison qu'au lieu d'achever la ruine de l'armée française dans un pays déjà épuisé, il eût été bien plus avantageux de la retirer tout entière en deçà des Alpes, de l'établir dans des quartiers d'hiver en gardant les débouchés que les neiges allaient bientôt obstruer, et de la faire rentrer ensuite dans le Piémont, avant que les Autrichiens, forcés par les mêmes causes d'étendre leurs quartiers dans la Lombardie, eussent été en mesure de s'y opposer. Mais ces observations furent dédaignées par un gouvernement qui marchait à sa ruine et qui fermait l'oreille aux avis des hommes sages et vraiment amis de leur pays.

1799—an VIII Italie. Les troupes aux ordres directs du général Saint-Cyr étaient distribuées de la manière suivante :

La division polonaise du général Dombrowski occupait Campofreddo ; celle du général Watrin gardait la Bocchetta ; le général Laboissière était posté avec la sienne en avant de la Bocchetta sur le revers des montagnes entre Voltaggio et Novi ; le général Miollis se trouvait avec quelques bataillons vers Nervi ; le général Saint-Cyr était à Gênes avec la réserve de ce corps d'armée.

Les généraux Watrin et Laboissière avaient devant eux la division autrichienne du général Karackzay, qui tenait la position de Pozzolo-Formigaro avec un corps d'environ 10,000 hommes. Ce dernier se préparait à marcher sur la Bocchetta pour favoriser l'attaque que le général Klenau méditait sur le même point par la rivière du Levant. L'effectif des deux divisions françaises était tout au plus de 8 à 9,000 hommes, dont 200 de cavalerie. La disproportion était bien plus remarquable entre les troupes de Klenau et celles de Miollis. Celui-ci ne réunissait pas plus de 3,000 hommes sous ses ordres, tandis que son adversaire en avait 7,000.

Saint-Cyr, ne doutant plus de l'intention qu'avait l'ennemi de forcer le passage de la Bocchetta, et de rejeter toute la droite de l'armée française dans Gênes, où la croisière anglaise ne laissait parvenir aucun secours en vivres et autres approvisionnements, résolut d'attaquer les Autrichiens avant leur réunion vers la Bocchetta, afin de rendre impraticable le mouvement combiné que les généraux Klenau et Karackzay se proposaient d'opérer. Klenau s'étant déjà avancé en deçà de la montagne de Cento Croci par la rivière du Levant, Saint-Cyr crut convenable de marcher à lui le premier, et fit ses dispositions de manière à envelopper les Autrichiens dans Rapallo et à leur couper la retraite vers la Toscane.

En conséquence, le général Watrin reçut l'ordre de se mettre en mouvement le 14 octobre, avec sa brigade de droite, pour tourner les montagnes en se dirigeant sur Bracco par San-Pietro di Vara, et gagner les derrières de la position de Rapallo, tandis que les Polonais, forts d'à peu près 2,000 hommes, ainsi que la réserve, dont le nombre était égal, s'embarque-

raient sur la flottille que les Français avaient dans le port de Gênes, et iraient, en prolongeant la côte du Levant et doublant la pointe de Sestri, débarquer dans le petit port de Moneglia près de Bracco. Le général Miollis devait attaquer le général Klenau de front; pendant cette première attaque, les généraux Watrin et Dombrowski, réunis à Bracco et soutenus par la réserve, avaient ordre de se jeter avec impétuosité sur les derrières de l'ennemi, pour précipiter sa défaite et lui enlever tous les moyens de se retirer. 1799—an VIII Italie.

Cette attaque, dont le plan était parfaitement conçu, eut malheureusement l'issue de presque toutes les entreprises de ce genre, dont le succès dépend d'un ensemble de mouvements très-difficile à obtenir. Le général Watrin, retardé dans sa marche par le passage des torrents et les autres difficultés des communications, ne put déboucher sur Bracco que quelques heures après l'attaque du général Miollis. Le général Klenau, averti par l'apparition de la flottille française sur la côte qu'il allait avoir à repousser une double attaque combinée, masqua son front par un rideau de postes, et se hâta d'effectuer sa retraite : il fut cependant atteint par le général Watrin à Bracco; son arrière-garde, forte de 1,200 hommes, entièrement coupée du gros des troupes, fut obligée de mettre bas les armes.

Quoique son entreprise n'eût pas obtenu tout le succès qu'il en attendait, Saint-Cyr avait cependant réussi à forcer le général Klenau d'abandonner la position de Rapallo; et, pour mettre à profit cet avantage, il résolut d'attaquer le général Karackzay avant que le général Mélas lui eût fait parvenir des renforts. Le 15 octobre, c'est-à-dire le lendemain même de l'affaire de Rapallo, le général Dombrowski, suivi de la réserve, eut ordre de se porter vers Novi, afin de se joindre aux troupes du général Laboissière; le général Watrin dut rallier ses deux brigades pour se porter à marches forcées sur le même point; mais la première, déjà fatiguée du mouvement de la veille, ne put avancer plus loin que Gavi, où elle se reposa; et la seconde, qui suivait la rive gauche du Lemme, torrent qui se jette dans l'Orba, se trouva entièrement séparée de la première par la crue subite des eaux, et ne put arriver au point où le général Saint-Cyr l'attendait. Ce retard ayant fait remettre l'attaque

1799 — an VIII Italie.

au lendemain, le général ennemi en profita pour évacuer la position de Pozzolo-Formigaro, en se retirant par la route d'Alexandrie. Saint-Cyr ordonna au général Laboissière de suivre les Autrichiens, mais sans se compromettre, et de lui donner avis de la nouvelle position que prendrait le général Karackzay.

Un des motifs qui avaient déterminé le général autrichien à faire sa retraite sur Alexandrie sans accepter de combat était celui de se porter au-devant des renforts que lui envoyait le général Mélas sur sa demande, et qu'il croyait indispensables pour contraindre les Français de renoncer à toute entreprise offensive. Il fut rejoint, en effet, le lendemain 16 octobre, par un détachement assez considérable, formé principalement de cavalerie : ce secours lui permit de revenir promptement sur ses pas et d'attaquer la division du général Laboissière, presque entièrement composée d'infanterie. Le choc inattendu d'une cavalerie formidable jeta un grand désordre dans les rangs de la colonne française, qui n'eut pas le temps de se former et fut mise en déroute. Le général Watrin, qui venait d'arriver enfin à Novi avec une de ses brigades, aperçut le premier les fuyards, et informa le général Saint-Cyr de ce qui venait de se passer sur la route d'Alexandrie. A cette nouvelle, Saint-Cyr marcha sans hésiter sur Bosco avec la division Dombrowski et la réserve, à l'effet de tourner le général ennemi par ses derrières pour dégager la division Laboissière, dont une partie cherchait à gagner les montagnes.

Le mouvement qu'opérait alors le général Saint-Cyr était extrêmement audacieux : un corps de 4,000 et quelques cents hommes d'infanterie, sans canon et sans cavalerie, s'avançait isolément dans la plaine de Bosco, pour attaquer un ennemi bien supérieur, ayant 2,000 chevaux et une artillerie formidable ; deux pièces de canon et 200 chasseurs à cheval, formant toute l'artillerie et la seule cavalerie dont Saint-Cyr aurait pu disposer, se trouvaient avec la colonne du général Laboissière.

Cependant celui-ci, sur les ordres réitérés du général Saint-Cyr, s'était arrêté dans sa marche précipitée, et avait réussi à rallier une partie de sa division dans le moment même où le général Karackzay faisait des dispositions pour s'opposer à la marche de la colonne de Saint-Cyr, dont il ne connaissait

point encore les forces ni l'intention. Le mouvement de conversion ordonné par le général autrichien n'avait pu se faire sans qu'il en résultât momentanément un peu de confusion. Le coup d'œil exercé du général Saint-Cyr lui fit saisir cet instant avec une précision admirable : tout en adressant à ses soldats quelques exhortations énergiques, et en leur rappelant que le salut de l'armée entière et celui de la Ligurie dépendaient du courage qu'ils allaient montrer, il forma sa ligne de bataille obliquement et par échelons, refusant un peu sa droite, formée par la 106e demi-brigade, qui lui servit de réserve. La cavalerie de l'ennemi, qui s'avança presque aussitôt, fut accueillie par un feu de file si vif, qu'elle recula en désordre sur son infanterie, dont elle ébranla les premiers rangs. Le général Saint-Cyr fit marcher alors la 106e demi-brigade au pas de charge et à la baïonnette. Cette charge, exécutée avec toute l'impétuosité française, pendant que le reste de la ligne s'avançait dans la contenance la plus menaçante, acheva de porter la confusion dans les rangs autrichiens : l'infanterie fut culbutée sur Bosco, malgré tous les efforts du général Karackzay pour la rallier. 1,000 prisonniers et cinq pièces de canon restèrent au pouvoir des Français.

1799—an VIII Italie.

Les Autrichiens repassèrent en toute hâte la Bormida près de Marengo; et les Français, maîtres de la plaine, occupèrent Bosco et Pozzolo-Formigaro à leur droite, et s'étendirent par leur gauche jusqu'à Rivalta et Acqui. Le général Saint-Cyr profita de son succès pour faire vivre les troupes pendant trois semaines, hors du malheureux territoire génois, qui n'offrait plus aucune ressource.

Un des principaux résultats du combat de Bosco devait être de mettre le général Mélas dans l'obligation d'opposer des forces plus considérables aux troupes du général Saint-Cyr, c'est-à-dire à la droite de l'armée française; et par là Championnet se serait trouvé plus libre dans ses mouvements. Mais le général en chef autrichien, au lieu de se dégarnir auprès de Coni pour envoyer des renforts aux généraux Karackzay et Klenau, ordonna au général Kray de se rendre lui-même sur la Bormida avec une partie de ses forces. Le général Bellegarde reçut également l'ordre d'envoyer des renforts au général Klenau, et ce

1799—an VIII Italie. dernier fut bientôt en mesure de reprendre les positions qu'il avait cédées le 14 octobre. De cette manière, le général Mélas conserva toutes les troupes qu'il avait avec lui, et continua de se concentrer entre la Stura et le Tanaro. Trois divisions resserrèrent la place de Coni, en s'emparant des postes de Peveragno et de Beinette; Mélas porta son quartier général à Montanera, et s'occupa des préparatifs du siége qu'il se proposait d'entreprendre.

Cependant le général Championnet n'avait pas mis moins d'activité à rassembler autour de Coni toutes les forces dont il pouvait disposer pour la défense de cette place; les détachements qui avaient été envoyés dans les vallées de Suse et d'Aoste furent rappelés en grande partie; ces détachements, réunis à d'autres qui furent tirés des dépôts de l'ancienne armée des Alpes sur les frontières de la Savoie, du Dauphiné et du comté de Nice, formèrent, avec la gauche de l'armée d'Italie, que Championnet commandait alors en personne, une masse de 20 à 25,000 hommes. Vers cette époque, le quartier général français fut transféré de Finale à Coni. Cette position respective des deux partis autour de la place donna lieu à une multitude de petits engagements trop peu importants pour les détailler ici, mais dans lesquels les troupes des divisions Grenier, Lemoine, Victor et Muller, remportèrent presque toujours l'avantage.

Toutefois, le général Championnet, voyant avec peine son corps d'armée se consumer dans des combats partiels le plus souvent sans résultat, résolut de tenter les chances d'une bataille décisive, pour contraindre l'ennemi à s'éloigner de Coni. Son plan était d'envelopper l'aile droite de l'armée autrichienne du côté de Savigliano et de Fossano, de lui couper ses communications avec ses magasins de Bra [1] et de Turin, et de forcer le général Mélas à combattre dans une position désavantageuse ou assez éloignée de Coni, en abandonnant l'entrée de la plaine du Piémont. En conséquence, et pour donner le change à son ennemi, Championnet dirigea la division Duhesme par la vallée de Suse, en ordonnant à ce général de faire marcher une co-

[1] Bourg du Piémont, auprès de Cherasco.

lonne sur Pignerol et Saluces ; il feignit ensuite de vouloir manœuvrer par sa droite, en faisant attaquer par le général Victor le poste de la Chiusa, que les Autrichiens évacuèrent sans combattre, ainsi que Villa-Nuova et Beinette. Victor s'avança jusqu'à Mondovi, qu'il somma ; mais le commandant se défendit avec vigueur, et, bientôt secouru par une brigade autrichienne, il força les Français à se retirer vers Ceva. Cette place fut bloquée et le général Victor s'empara de plusieurs postes intermédiaires. 1799 – an VIII Italie.

Plusieurs jours étaient nécessaires pour achever les mouvements médités par le général en chef français. La division Lemoine marcha sur Centallo et Maddalena sur la rive gauche de la Stura ; celle du général Grenier entra à Morizzo et s'approcha de Fossano ; le général Championnet, avec la division Muller, se porta lui-même sur Ronchi ; enfin, le 1er novembre, au moment même où le général de brigade Fressinet[1] s'emparait des retranchements de Castelletto, sur la rive droite de la Stura, le général Duhesme attaquait et emportait les postes autrichiens retranchés près de Pignerol.

Les Français, étant déjà parvenus à rompre la ligne d'investissement de Coni et à faire beaucoup de prisonniers, se disposaient à exécuter une attaque générale. Mais le général Mélas avait pénétré les desseins de son adversaire, et il ne lui fut pas difficile de parer le coup qui le menaçait. Soupçonnant avec raison que l'intention du général français était d'envelopper sa droite, il porta de suite la plus grande partie de ses forces de ce côté, et les réunit dans le camp de la Trinità ; et, pour envelopper à son tour l'aile gauche des Français, il fit évacuer Mondovi, et refusa tout à fait sa propre aile gauche : l'armée française allait éprouver le funeste effet de ces sages dispositions du général autrichien.

Pendant que le général Mélas manœuvrait ainsi pour prévenir l'attaque de Championnet, celui-ci, croyant nécessaire de contenir la gauche de l'ennemi, afin de favoriser le déploiement des colonnes françaises vers Savigliano, s'empressa de faire occuper Mondovi et Bene que les Autrichiens venaient d'évacuer ; en

[1] Depuis lieutenant général.

1799 — an VIII Italie. même temps il donna ordre au général Lemoine de suivre le cours du Pesio jusqu'à Carru, afin d'inquiéter le flanc gauche, et, s'il était possible, les derrières de l'armée ennemie ; mais toutes ces démonstrations ne changèrent rien aux dispositions arrêtées par le général autrichien. Dès le 3 novembre il abandonna les retranchements qu'il occupait entre la Stura et le Tanaro, à Margarita et à Morizzo en avant de la Trinità. Le même jour il acheva son mouvement en arrière sur la rive gauche de la Stura, et, prenant une position oblique, il appuya sa gauche à Fossano et sa droite à Marenne au-dessous de Savigliano, que le général Grenier venait d'occuper quelques heures auparavant. Les deux partis se trouvèrent alors en présence entre les rivières de Grana et de Stura, ayant entre elles un terrain marécageux et coupé par plusieurs canaux. Le général Championnet n'avait laissé qu'un détachement de 1,500 hommes sur la rive droite de la Stura, destiné à communiquer avec la division Lemoine et à garder les postes de Montanera et de Castelletto. Le général Mélas, en étendant sa droite, avait éloigné les Français de Coni, et s'était choisi, malgré les projets de Championnet, un champ de bataille où il pouvait tirer un parti avantageux de sa nombreuse cavalerie.

Le général Championnet, pressé d'effectuer sa jonction avec la division Duhesme qui n'était plus qu'à une demi-journée de marche, venait de s'emparer de Saluces, et était prêt à passer la Vraita ; la division Victor s'était avancée à quelque distance de Fossano, celle du général Grenier occupait Valdigi et Savigliano : les Français se disposaient à attaquer le lendemain en marchant sur Marenne, Genola et Fossano. Par un hasard assez remarquable, le général Mélas avait résolu de son côté d'attaquer les Français sur les mêmes points et dans les mêmes directions. Deux colonnes ennemies sous les ordres des généraux Ott et Mitrowski devaient s'avancer de Marenne sur Savigliano ; une troisième colonne, commandée par le général Elsnitz, devait se porter de Fossano sur Genola ; enfin, pour occuper la droite et le centre des Français pendant les attaques contre leur gauche à Savigliano, le général Mélas ordonna au général Gottesheim de faire, avec la garnison de Fossano, deux fausses attaques sur Morizzo. Ainsi, les deux partis devaient

se rencontrer à moitié chemin, et le combat allait commencer beaucoup plus tôt que les deux généraux en chef ne l'avaient prévu. 1799—an VIII Italie.

En effet, dans la matinée du 4 novembre, et à la même heure, les divisions des deux armées se formèrent et se mirent en mouvement. Les généraux Grenier et Ott se rencontrèrent les premiers sur la route de Savigliano à Marenne et l'action s'engagea entre ces deux divisions : les troupes des deux partis, manœuvrant pour parvenir à leur but réciproque, s'attaquèrent avec impétuosité, s'entremêlèrent plusieurs fois, cherchant mutuellement à se tourner, et combattirent longtemps sans que l'avantage se décidât pour les uns ou pour les autres. Enfin, l'infanterie du général Grenier, enfoncée par les charges réitérées de la cavalerie d'Ott, fut obligée de céder et opéra sa retraite en bon ordre sur Savigliano. Suivis par les Autrichiens, les Français furent attaqués dans cette position avant d'avoir pu se rallier entièrement ; ils se défendirent toutefois avec vigueur, et se seraient peut-être maintenus dans Savigliano, si le général Mitrowski, en s'avançant, sans être aperçu, par le village de San-Lorenzo, n'eût pas joint le général Ott, et attaqué de son côté la petite ville que nous venons de nommer. Le général Grenier, se voyant pris entre deux feux et presque enveloppé, évacua Savigliano, et se jeta, par son flanc gauche, du côté de Genola.

Le général Victor rencontra les colonnes des généraux Elsnitz et Gottesheim sous le feu de la place de Fossano ; mais les Français furent plus heureux sur ce point. Après un combat opiniâtre et trois charges successives, les Autrichiens furent repoussés avec une perte considérable. Le général Richepance, à la tête de la faible cavalerie française, chargea la réserve de l'artillerie ennemie. Les Autrichiens songeaient déjà à se retirer, lorsque la perte de Savigliano engagea Championnet à faire retirer Victor lui-même sur Valdigi, qui se trouvait au centre de la position française. Mais ce fut en vain que le général en chef essaya, par ce mouvement, de s'opposer aux progrès de l'ennemi sur son centre. Mélas fit attaquer Victor dans Valdigi, vers trois heures de l'après-midi. La division française se défendit longtemps avec succès ; toutefois la crainte de se voir

1799 - an VIII Italie. enveloppé par les divisions ennemies détermina encore Championnet à appeler Victor sur Ronchi et Morizzo, et à faire rétrograder son aile gauche sur Centallo. A ce moment, le général Duhesme, qui venait d'arriver, après une marche forcée et très-pénible, trop tard sur la Maira, s'emparait de Savigliano, où le général Ott, en se portant sur Valdigi, n'avait laissé qu'un bataillon et deux escadrons. Duhesme marcha ensuite sur Marenne; et il se trouvait en mesure de tomber sur les derrières des colonnes autrichiennes, lorsqu'il apprit la retraite complète du centre français. Bientôt attaqué par le général Sommariva, Duhesme fut obligé de se retirer, en combattant dans le meilleur ordre possible, jusque sur Saluces. Le général Mélas, maître du champ de bataille, rallia ses colonnes; et il allait marcher sur Centallo lorsque la nuit le força de remettre cette entreprise au lendemain, mais Championnet profita de l'obscurité pour abandonner Centallo et pour jeter quelques troupes dans le val de Grana du côté du fort Demonte. La division Grenier repassa la Stura, traversa Coni et vint camper à Borgo San-Dalmazzo, derrière la place, sur la rive gauche du torrent de Cesso. 600 hommes restés en arrière-garde à Ronchi furent attaqués et faits prisonniers par les troupes du général Ott. Ce dernier avantage des Autrichiens coupait au détachement français posté à Morizzo sa retraite sur Coni, aussi une partie des 1,500 hommes laissés par Championnet à Morizzo et à Margarita pour l'objet que nous avons indiqué plus haut, cernés et attaqués par les généraux Elsnitz et Gottesheim, furent-ils obligés de mettre bas les armes, le lendemain même de la bataille de Genola. Quelques Français qui essayèrent de passer la Stura à la nage furent noyés ou tués par l'ennemi. Ce même jour, 5 novembre, la division Victor se réunit à celle de Lemoine près de Mondovi, et quelques troupes dispersées se jetèrent dans le camp retranché de Madona del Olmo.

Après la bataille de Genola ou Fossano, dans laquelle les Français venaient de perdre le tiers de leurs forces actives, environ 8,000 hommes, le général Championnet se trouvait à la tête d'un faible corps d'armée divisé ou séparé en trois parties : la première sous Coni, l'autre couvrant sa retraite par le col de Tende, et la troisième sous Mondovi, pouvant se retirer

par la vallée du Tanaro. Cette dispersion des troupes françaises engagea le général Mélas à faire poursuivre les divisions Grenier, Muller et Duhesme par les hautes vallées, afin de les éloigner de Coni, dont il était nécessaire d'achever l'investissement du côté de l'ouest pour commencer enfin le siége régulier de cette place importante. Le général Elsnitz marcha, en conséquence, dès le 5 novembre, sur le camp retranché de Madona del Olmo; mais les Français venaient déjà de l'évacuer. Le général Ott marcha sur Tarantasca et Caraglio, remonta le val de Grana et poussa des partis, du côté de Vignolo, jusqu'au fort de Demonte. Le même jour, le général Lattermann partit de Savigliano, longea la rive gauche de la Maira, traversa Busca et remonta la vallée jusqu'à Dronero. Le général Kaim, du corps d'armée du général Kray, poursuivit le général Duhesme, qui remontait la vallée du Pô pour se retirer, par Suse et Oulx, sur Briançon. Au 9 novembre, la division Grenier, forcée de se retirer, occupait le camp de Limone près du col de Tende sur les premières cimes de l'Apennin : le fort Demonte fut occupé par les Autrichiens. 1799—an VIII Italie.

Cependant les Français conservaient encore la position de Mondovi, défendue par les divisions Victor et Lemoine; mais le général Mélas, qui venait de porter son quartier général à Morizzo, ne les laissa point longtemps tranquilles : il ordonna aux généraux Lichtenstein et Mitrowsky de se porter, le premier sur les hauteurs en arrière de Mondovi, où les Français étaient retranchés; et le second, sur la ville même : Mitrowski, après avoir replié les postes que Championnet avait placés sur l'Elero, emporta à la baïonnette les deux faubourgs de Breo et de Carasson. Les troupes qui défendaient la ville profitèrent, pour l'évacuer, de l'obscurité de la nuit. Le général Lichtenstein obtint le même avantage dans l'attaque des hauteurs, et poursuivit les Français jusque sur Pompara, non sans avoir éprouvé la plus vigoureuse résistance. Le général Championnet remonta dès lors le Tanaro se retirant définitivement par Garessio. Son arrière-garde, poursuivie pied à pied par les Autrichiens, fut attaquée le 15 novembre à Bagnasco, et dut faire les plus grands efforts pour rejoindre le corps des troupes. Le général autrichien Bellegarde se porta sur Ormea, occupa cette ville, et

1799—an VIII
Italie.

poussa ses avant-postes jusqu'à Ponte di Nave. Le même jour, le général Mélas fit attaquer le camp retranché de Limone, et força le général Grenier à se retirer sur le col de Tende. Une colonne autrichienne, détachée de la division Sommariva, s'empara des Barricades et s'établit à l'Argentière.

Le général autrichien se trouvait maintenant en mesure de presser le siége de Coni. Le 18 novembre, le commandant de cette place fut sommé de se rendre et fit la réponse d'usage; Mélas fit alors commencer les travaux avec la plus grande activité. Les troupes autrichiennes s'établirent dans les positions suivantes : le gros de l'armée campa à Borgo San-Dalmazzo où Mélas fixa son quartier général; deux corps d'observation furent placés, le premier du côté de Mondovi, et le second dans la direction du col de Tende. Des détachements fermèrent toutes les issues des vallées de Santa-Anna et de Vraita. Plus de 7,000 travailleurs furent employés aux tranchées et aux batteries, qui devaient recevoir plus de deux cents bouches à feu réunies à cet effet. Mélas chargea particulièrement le prince de Lichtenstein du commandement des troupes de siége.

On avait d'abord commencé par détourner les eaux pour paralyser les moulins qui se trouvaient dans le fort. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 26 au 27 novembre, à quatre cents pas du chemin couvert devant San-Angelo, entre la Stura et le Gesso, et sur le front de la place qui regarde la Madona del Olmo. La garnison tenta une sortie, dans la nuit du 29 au 30, pour chasser les travailleurs et renverser les ouvrages; mais elle fut obligée de rentrer dans la place sans avoir obtenu le résultat qu'elle se proposait. Les Autrichiens poussèrent leurs travaux avec tant d'activité, que, le 1er décembre, la première parallèle et les boyaux de communication se trouvèrent entièrement achevés. Dix-neuf batteries furent armées; et le lendemain matin elles ouvrirent à la fois un feu si vif, qu'au bout de quatre heures les assiégés, ne pouvant plus se maintenir dans les ouvrages extérieurs, les abandonnèrent en partie. Une bombe tomba sur le magasin à poudre d'une redoute et la fit sauter. La seconde parallèle fut ouverte le 3, et achevée presque le même jour. Le soir, le feu se manifesta dans plusieurs endroits de la place, et un second magasin à poudre sauta avec un fracas

épouvantable : les maisons voisines du magasin prirent feu, et l'incendie gagnant de proche en proche menaça de consumer la totalité des habitations, très-rapprochées les unes des autres. Une pluie continuelle de boulets, de bombes et d'obus ne permettait pas d'arrêter les progrès des flammes, et, dans cette situation désastreuse, les habitants envoyèrent une députation au prince de Lichtenstein pour lui représenter qu'étrangers à la résistance que les Autrichiens éprouvaient devant leur ville, ils méritaient qu'on épargnât au moins leurs maisons; mais le général autrichien répondit que les usages de la guerre n'admettaient point de distinction entre la volonté des habitants d'une place assiégée et celle de la garnison qui la défendait, et qu'il ne consentirait à cesser le bombardement qu'alors que le commandant de Coni lui aurait envoyé un parlementaire. Les habitants eurent alors recours à la pitié du commandant français. Celui-ci, considérant qu'il ne pouvait plus espérer de secours et qu'une plus longue résistance causerait infailliblement l'entière destruction de la place sans en pouvoir conserver la possession, consentit à capituler. Il envoya, dans la soirée du 5 décembre, un de ses officiers pour proposer au général autrichien une capitulation, qui fut consentie après quelques débats. La garnison, forte de 2,500 hommes, put sortir avec les honneurs de la guerre, mais ne dut rentrer en France qu'après avoir été échangée. Ainsi tomba au pouvoir des Autrichiens la principale clef du Piémont, après neuf jours de tranchée ouverte. Mélas, qui s'attendait à une résistance désespérée, avait rassemblé les moyens les plus formidables pour réduire Coni, et il convient de dire, pour justifier le commandant de cette place de sa prompte reddition, qu'il n'aurait pas pu prolonger sa défense au delà de quatre à cinq jours.

1799—AN VIII Italie.

Sur ces entrefaites, le général Saint-Cyr se montrait toujours le digne et valeureux soutien de la gloire nationale, en continuant de défendre le territoire ligurien contre les efforts réitérés que faisaient les généraux Kray et Klenau pour l'en déposter. Nous avons dit que le premier de ces généraux était venu remplacer le général Karackzay dans le commandement des troupes autrichiennes opposées à la droite de l'armée d'Italie. Kray, amenant avec lui un renfort de seize bataillons, 2,000

1799—an VIII Italie. chevaux et vingt-cinq pièces de canon, passa la Bormida le 5 novembre, déboucha par Marengo et s'avança sur Pozzolo-Formigaro. Un détachement, qui fermait à Acqui l'extrême gauche du corps de Saint-Cyr, fut vivement attaqué et se retira à Sassello. Saint-Cyr quitta alors la plaine, et vint prendre position sur les hauteurs de Novi, où il résolut d'attendre son adversaire. La position était très-avantageuse : le général français avait devant lui un terrain resserré et coupé par des ravins qui ne permettaient pas à l'ennemi de se déployer. Quatre pièces de canon, les seules que Saint-Cyr eût à sa disposition, furent placées de la manière la plus favorable à la défense. Il y avait nécessité pour les Français de défendre ces pièces jusqu'à la dernière extrémité, car elles n'étaient pas même attelées.

Le général Kray, connaissant la faiblesse numérique des troupes qu'il avait devant lui, fut très-étonné de les voir ainsi disposées à lui disputer fièrement le terrain, et il ne s'en montra pas moins empressé de les attaquer. Après s'être avancé sur quatre colonnes, ayant chacune quatre pièces d'artillerie en tète, vers la position de Novi, il engagea le combat par une forte canonnade, à laquelle Saint-Cyr, pour inspirer plus de confiance à son adversaire, ne jugea pas à propos de répondre.

La première colonne de droite s'avança ensuite au pas de charge, et gravit un escarpement qui la séparait de la gauche des Français, formée par la division Watrin. Celle-ci, qui se trouvait un peu en avant, se replia en bon ordre sur le terrain où Saint-Cyr voulait combattre. Le général Laboissière suivit ce mouvement, ainsi que le reste de la ligne française. Le général autrichien, attribuant cette manœuvre à un sentiment de terreur inspiré par la vue de ses nombreuses colonnes, se crut presque sûr de la victoire. Le général Saint-Cyr, en rétablissant sa ligne, plaça la division polonaise du général Dombrowski au centre ; et les quatre pièces de canon placées dans la nouvelle position commencèrent alors leur feu sur les colonnes autrichiennes, qui s'arrêtèrent comme de concert. Le moment ayant paru favorable, le général français fit avancer ses troupes au pas de charge, pendant que l'ennemi achevait son déploiement, et le culbuta jusque dans Novi sans lui donner le temps de se reconnaître. La valeureuse 106ᵉ demi-brigade, encore fière de

la part glorieuse qu'elle avait eue au succès de Bosco, attaqua Novi avec la plus grande impétuosité et en chassa les Autrichiens, qui s'enfuirent en désordre par la plaine entre les routes de Bosco et d'Alexandrie. Le général Kray eut, dans cette journée, plus de 2,000 morts ou blessés, autant de prisonniers, et perdit quatre pièces de canon. Saint-Cyr devait d'autant mieux s'applaudir de ce succès, qu'il venait de battre son adversaire sur le même terrain où l'infortuné Joubert, encore cher aux soldats, avait teint de son sang les lauriers cueillis par l'armée austro-russe sous les ordres de Souwarof. Les guerriers français ne pouvaient point offrir de sacrifice plus expiatoire, une hécatombe plus légitime et plus glorieuse aux mânes de leur illustre chef.

1799—an VIII
Italie.

Le général autrichien avait d'abord rallié ses troupes sur la rive droite de l'Orba; mais, informé par ses avant-postes des mouvements que le général Saint-Cyr commençait à faire sur la rive gauche, il continua sa retraite vers Alexandrie, et attendit une occasion plus favorable pour renouveler, avant l'arrière-saison, l'attaque générale de la ligne française dans les Apennins, attaque que l'activité et les talents de son adversaire venaient de rendre deux fois infructueuse.

Cependant la ville de Gênes, dont le territoire était défendu avec tant de valeur et de constance par les Français, était en proie à tous les désordres de l'anarchie. Depuis les succès brillants remportés par les ennemis de la France, les partisans du gouvernement aristocratique avaient repris courage et s'étaient recrutés d'un grand nombre de nouveaux mécontents; plus ils montraient d'audace et faisaient connaître leurs espérances, plus le parti démocratique, exaspéré par les dangers qui le menaçaient, donnait de champ aux fureurs qui l'agitaient. Les premiers mettaient à profit l'état de misère où les croisières anglaises avaient réduit la population de Gênes, pour gagner cette partie des citoyens qui n'envisagent jamais dans les révolutions politiques que les avantages éventuels qui peuvent résulter pour eux de l'ordre des choses; et comme la situation où se trouvaient ceux-ci n'était rien moins qu'heureuse, la faction aristocratique s'en faisait un appui contre ses adversaires, protégés par les Français. Au moyen de leurs intrigues et par leurs promesses insidieuses, les chefs des mécontents réussirent à exciter

1799—an VIII Italie. plusieurs soulèvements dans les différents quartiers de la ville, et à entraîner même dans la révolte un certain nombre de soldats français. La cessation de tout envoi de fonds, la suspension du payement de la solde, le manque presque absolu d'effets d'habillement, enfin la disette de vivres, qui commençait à se faire sentir dans la ville, furent les prétextes et les motifs dont les mécontents se servirent pour attirer à eux ceux-là mêmes dont le devoir eût été de les réprimer.

Saint-Cyr fut promptement informé de ce qui se passait à Gênes. Le danger de voir la faction aristocratique ouvrir le port et la ville aux Anglais, qui attendaient avec impatience le résultat de leurs intrigues, décida le général français à renoncer à ses avantages en quittant les positions importantes qu'il occupait, pour se rendre à Gênes et y rétablir la tranquillité. Il fit donc évacuer tous les postes où il s'était établi après la défaite du général Kray à Novi, et replia son corps d'armée sur les Apennins, la droite à Novi, le centre à Ovada, et la gauche à Sassello. Il se convainquit, à son arrivée à Gênes, de la véracité des rapports qu'on lui avait adressés sur la situation de cette ville. Les symptômes de la guerre civile commençaient à se développer d'une manière effrayante, et il y avait même lieu de s'étonner de ce que les citoyens n'étaient pas encore aux prises les uns contre les autres. Le Directoire ligurien, trop fidèle copie de celui de France, ne se faisait connaître, comme ce dernier, que par des vexations, des injustices et des inepties. Le désordre le plus absolu régnait à la place des lois dans toutes les branches de l'administration; les citoyens honnêtes, persécutés parce qu'ils avaient le malheur de prévoir le résultat de cet ordre de choses et d'exprimer franchement leur opinion à cet égard, se voyaient presque forcés de se jeter dans le parti aristocratique pour échapper aux fureurs de la démocratie. Toute l'autorité, toutes les places étaient dans les mains d'hommes, la plupart sans talents, sans honneur et sans patriotisme. Des murmures, des vociférations se faisaient entendre contre les Français, qu'on accusait de soutenir les jacobins (car, de même qu'en France, on désignait ainsi à Gênes les partisans des idées révolutionnaires), et tous les jours le faible Directoire ligurien était menacé dans son existence.

Le général Saint-Cyr pensa sagement que s'il n'allait point au-devant d'une révolution inévitable, les Génois l'opéreraient sans sa participation. Il résolut donc de l'effectuer lui-même, et par conséquent de se placer comme suprême arbitre au milieu des deux partis également désappointés : cette mesure était devenue d'ailleurs indispensable au salut de l'armée. Dans une proclamation adressée au peuple génois, le général français annonça que le gouvernement directorial était aboli, et que jusqu'à nouvel ordre il serait remplacé par une commission exécutive, dont M. Corvetto[1] fut nommé président. La garde nationale ligurienne, dont on avait cependant à craindre la turbulence et les excès, ne fut point licenciée, parce que Saint-Cyr, craignant d'augmenter les ennemis des Français s'il rejetait ces hommes dans la classe inactive de la population, préféra l'attacher au nouvel ordre de choses en lui faisant prêter serment de fidélité à la commission exécutive : il prit d'ailleurs toutes les précautions convenables pour empêcher que le service de cette troupe sédentaire ne devînt nuisible aux autres citoyens. 1799—an VIII Italie.

Cependant la victoire remportée à Genola et les autres succès qui en furent la suite avaient permis au général Mélas d'envoyer quelques détachements au général Kray pour mettre celui-ci à même de reprendre l'offensive. La ligne du général Saint-Cyr fut attaquée. Le général Watrin, forcé d'abandonner Novi, se replia sur Voltaggio; la division Dombrowski évacua Ovada pour se retirer sur Ronciglione et Campo-Freddo; et le général Miollis, qui occupait Sassello, se jeta dans Savone et s'y renferma. Pendant ce temps, le général Klenau, renforcé par quelques bataillons russes venant du midi de l'Italie, rentrait dans la rivière du Levant, et contraignait le général Darnaud à se retirer sur Nervi.

Si la position physique et morale du corps d'armée aux ordres de Saint-Cyr eût répondu au courage et à la résolution que ces troupes avaient montrés dans les derniers engagements, ce digne général aurait pu conserver l'espoir de se maintenir contre les forces qui lui étaient opposées. Mais les soldats républi-

[1] Depuis naturalisé Français, comte, et ministre secrétaire d'État au département des finances.

1799—an VIII Italie. cains, privés de leur solde, sans souliers, sans vêtements, sans vivres, obligés de se répandre dans les campagnes pour arracher aux habitants le peu de ressources qui pouvaient leur rester encore, étaient devenus accessibles à tous les sentiments qui excluent le dévouement et la discipline. On a vu que des germes de rébellion s'étaient déjà manifestés parmi les bataillons qui composaient la garnison de Gênes : la contagion ne tarda pas à gagner les autres postes et les divers cantonnements du corps d'armée. Déjà il n'était plus possible d'étouffer les murmures insurrectionnels qui éclataient de toutes parts : « Nous sommes condamnés à périr de faim et de misère, disaient ces malheureux soldats, qui, la plupart, ressemblaient à des cadavres sortis du tombeau; que faisons-nous ici? On nous abandonne, on nous sacrifie. Marchons vers la France, retournons dans cette patrie ingrate, et puisque nous devons expirer pour prix de tant d'efforts et de sacrifices que nous avons faits pour elle, que ce soit du moins sur le sol paternel, et à la vue de nos indifférents compatriotes. » A ces cris déchirants succédèrent les mouvements du désespoir le plus prononcé. Les drapeaux furent arrachés des mains des officiers, témoins muets et impuissants de ces scènes désastreuses. Les retranchements de la Bocchetta furent abandonnés par les mutins, qui descendirent dans Gênes, emmenant avec leurs enseignes quelques pièces de canon, et conservant encore au milieu de ce désordre quelque apparence de formation militaire.

Jamais général ne s'était trouvé de nos jours dans une circonstance plus éminemment critique. Les soldats rebelles avaient déjà nommé entre eux des officiers pour les commander, et menaçaient de traiter en ennemis tous ceux qui tenteraient de s'opposer à leur marche vers la frontière de France, lorsque Saint-Cyr, tout à la fois intrépide et calme comme Germanicus, se présente seul devant eux. « Où courez-vous, soldats? — En France. — En France! reprend le général, eh bien! si le devoir ne vous retient plus; si vous restez sourds à la voix de l'honneur, à celle de la patrie, malheureux! écoutez du moins celle de votre intérêt, de cet intérêt auquel vous sacrifiez les plus nobles sentiments. Votre perte est certaine : voyez le chemin qu'il vous faut suivre, l'espace que vous avez à parcourir, les

dangers inévitables qui vous attendent. Pensez-vous que l'ennemi qui vous poursuit déjà et que votre honteuse fuite anime encore davantage, ne vous atteindra pas dans le désordre de votre marche? Oubliez-vous qu'un désert existe entre vous et la France, et que ce désert est votre ouvrage? Qui vous nourrira dans ces montagnes? Quelles ressources trouverez-vous dans ces vallées? Ou bien, voulez-vous donc, comme les hordes sauvages qui errent sur les plages du nouveau monde, dévorer les habitants, les femmes et les enfants dont vous avez consommé les subsistances? Que les lâches, que les fuyards aillent chercher la mort infamante, horrible, qui les attend : je ne veux point m'y opposer ; mais qu'ils ne profanent point les drapeaux de la patrie, qu'ils les laissent aux mains des braves qui préféreront périr avec eux sur le champ de bataille. Soldats! vous n'avez de salut que dans vos baïonnettes. Si vous voulez vivre et revoir la patrie, repoussez l'ennemi loin de ces murailles, de ce port, où le premier vent favorable va faire arriver nos convois, nos vivres, nos habits et nos munitions, que votre lâcheté livrerait à nos adversaires. » 1799 — 1800 Italie.

Saint-Cyr parlait à des hommes égarés, séduits par des traîtres, à des Français qui n'avaient point réfléchi sur les suites d'une détermination aussi désespérée : rappelés à la raison, ramenés dans le sentier de l'honneur, par les énergiques accents de leur général, ils sentirent leur faute ; humiliés et confus, ils sollicitèrent de lui les moyens de la réparer, en faisant le serment de se soumettre à toutes les privations, à tous les châtiments, pour reconquérir son estime. Ces mêmes soldats, qui venaient d'abandonner leur poste avec la ferme résolution de ne plus combattre, maintenant demandaient à grands cris qu'on les menât à l'ennemi. « Retournez, leur dit Saint-Cyr, retournez dans les positions que vos officiers ont su conserver pendant votre absence ; mais je ne vous rendrai vos drapeaux que lorsque vos actions m'auront prouvé que vous êtes véritablement les défenseurs de la patrie, et que vous avez lavé dans le sang de ses ennemis la tache dont vous vous êtes souillés. » C'est ainsi que le général Saint-Cyr réussit à étouffer, au moment de sa première explosion, une révolte qui aurait eu, comme on doit le penser, l'issue la plus funeste et les conséquences les plus désastreuses.

1799—an VIII Italie. Sur ces entrefaites, les généraux Kray et Klenau concertèrent une nouvelle attaque sur toute la ligne des postes du général Saint-Cyr, et le général Mélas, pour favoriser le mouvement qu'il avait ordonné, étendit l'aile gauche du corps d'armée dont il s'était réservé la direction immédiate vers Ormea, en cherchant en même temps à couper sur Oneglia la communication des Français avec le comté de Nice.

Le 10 décembre, le général Klenau, avec des forces très-supérieures, attaqua dans Nervi le général Darnaud, qui se replia jusqu'à une lieue de Gênes, au village de San-Martino d'Albaro. Le général Kray fit attaquer les retranchements de la Bocchetta par les généraux Hohenzollern et Eidel; mais le général Watrin, ayant sous ses ordres ces mêmes troupes qui naguère s'étaient insurgées pour retourner en France, repoussa vigoureusement les Autrichiens. Saint-Cyr fit remettre aux soldats qui venaient de s'acquitter si bien de leur promesse les drapeaux qu'il n'avait pas voulu leur rendre avant cette glorieuse réparation de la faute dont ils s'étaient rendus coupables.

Le succès obtenu à la Bocchetta permit à Saint-Cyr d'arrêter les progrès du général Klenau. Celui-ci, protégé par quelques bâtiments de guerre anglais qui suivaient le mouvement de ses troupes, avait fait avancer une colonne le long du rivage, tandis qu'avec une seconde il marchait lui-même sur Fontana-Bona et s'emparait du Monte-Fascio. Le 15 décembre, le général français dirigea par les sommités des montagnes qui dominent Gênes un fort détachement, qui eut ordre de s'assurer des postes de Torriglia, de Scoffera et Montoggio sur les derrières de l'ennemi. Le général Darnaud, avec sa brigade, eut ordre de s'avancer de San-Martino d'Albaro sur la colonne ennemie qui suivait la route de Gênes au bord de la mer, et d'arrêter ce mouvement de la gauche de Klenau le plus longtemps possible. Enfin Saint-Cyr lui-même, à la tête d'une réserve de quatre bataillons de ses meilleures troupes, commandés par les chefs de brigade Roussel [1] et Mouton [2], se plaça entre Gênes et la brigade du général Darnaud, forte de cinq bataillons.

[1] Mort général de division.

[2] Depuis comte de Lobau, lieutenant général, maréchal, etc.

Cependant le général Klenau avait détaché de sa colonne de droite deux bataillons russes qui vinrent couper la communication de la réserve de Saint-Cyr avec la brigade Darnaud, en se plaçant derrière une muraille qui longeait la route. Saint-Cyr pouvait facilement rétablir cette communication, puisqu'il ne s'agissait que de marcher sur les Russes, qui se trouvaient eux-mêmes compromis; mais, ne voulant point dévoiler le plan qu'il avait conçu, il pensa que le général Darnaud prendrait le soin d'attaquer les deux bataillons ennemis pour dégager ses derrières, et se tint tranquille en attendant l'occasion opportune de se montrer. En effet, Darnaud, averti de la présence des Russes, les attaqua. A ce signal, le général Saint-Cyr se développa sur une ligne assez étendue et menaça d'entourer les deux bataillons ennemis. Ceux-ci, se voyant entre deux feux, se retirèrent précipitamment vers le point d'où ils étaient partis. Malheureusement, l'infanterie légère du général Darnaud s'abandonna un peu trop imprudemment à la poursuite de l'ennemi. Celui-ci, ayant gravi une hauteur, se rallia dans un château, qui lui servit d'asile. Les Russes accueillirent les tirailleurs français par un feu si vif, que ces derniers se retirèrent en désordre et entraînèrent dans ce mouvement rétrograde les détachements que le général Darnaud avait fait avancer pour les soutenir. Les Russes, encouragés par la fuite de leurs adversaires, s'avancèrent de nouveau et reprirent leur position sur la route de Gênes. 1799—an VIII Italie.

Cette fois, le général Saint-Cyr envoya deux compagnies de grenadiers, qui attaquèrent brusquement les Russes à la baïonnette et les mirent en déroute, quoique ceux-ci fussent à peu près dix contre un. Darnaud reçut ensuite l'ordre d'attaquer les alliés sur plusieurs petites colonnes, que la réserve devait soutenir. Lorsque l'ennemi fut ébranlé par ces colonnes d'attaque, Saint-Cyr s'avança à la tête de ses quatre bataillons et chargea à la baïonnette. Ce dernier mouvement, exécuté par des troupes fraîches et remplies d'ardeur, eut un plein succès. Les Austro-Russes furent culbutés, éprouvèrent une perte immense en morts, blessés ou prisonniers, et se jetèrent en désordre sur les revers du Monte-Fascio et dans les gorges de la Scoffera. Le détachement envoyé précédemment de ce côté par le

1799 — AN VIII Italie. général Saint-Cyr, s'étant emparé de Torriglia et de Scoffera, le général autrichien fut obligé de donner à la hâte une autre direction à sa retraite. Son arrière-garde, attaquée à Scoffera, fut encore très-maltraitée et perdit des prisonniers. Poursuivi avec vigueur, Klenau ne put rallier ses troupes que derrière la rivière de Magra.

Cette action fut la dernière d'une campagne bien mémorable, dans laquelle les Français, malgré la grande supériorité numérique de leurs adversaires, soutinrent dignement la gloire de leurs armes. Les deux partis entrèrent alors en quartiers d'hiver. Harassés de fatigue par les marches et contremarches qu'ils n'avaient point cessé de faire depuis dix mois, abîmés par les combats nombreux qu'ils avaient livrés pendant cet espace de temps, les Français et les alliés éprouvaient un égal besoin de repos, et ils en virent arriver l'époque avec une égale satisfaction.

Le général Saint-Cyr, rentré dans Gênes après le combat de Monte-Fascio, s'aperçut que la situation de cette malheureuse ville était encore devenue plus critique pendant son absence. Les convois de vivres et de munitions attendus depuis si longtemps n'étaient point arrivés. Toutefois, la croisière ennemie, forcée par le mauvais temps de quitter sa station, avait laissé la mer libre durant quelques jours : un moment d'espoir avait même ranimé le courage également abattu des Français et des Génois patriotes. Les vigies avaient signalé un convoi qui s'avançait vers le port, et déjà la plus vive allégresse se manifestait dans la ville ; mais elle ne fut pas de longue durée : par une fatalité bien remarquable, les bâtiments qui entrèrent n'étaient chargés que de combustibles dont on n'avait pas besoin. Ceux qui portaient les vivres, retenus par le mauvais temps, n'avaient point osé se mettre en mer et étaient restés dans les ports de France. La famine et la misère régnaient donc plus que jamais dans Gênes. Ce ne fut que longtemps après que les convois de vivres, parvenus enfin à leur destination, furent reçus par les habitants comme un don du ciel et par les Français comme la récompense de leur constance héroïque. Dans cet intervalle, Saint-Cyr avait eu besoin de toute son habileté, de la fermeté de son caractère pour maintenir dans l'ordre une population nom-

Infanterie Française.

Cavalerie Française.

...... Leurs Lignes de Marches.

breuse, toujours prête à accuser les Français des maux dont elle était la victime. 1799 -AN VIII Italie.

Nous dirons plus tard comment Masséna vint remplacer le général Saint-Cyr, et comment, dans des circonstances encore plus difficiles, il sut ajouter à sa propre gloire sans diminuer toutefois l'éclat de celle dont son prédécesseur venait de se couvrir par sa belle défensive.

Siége d'Ancône. — Avant d'entrer dans les détails du siége mémorable d'Ancône, si glorieusement soutenu par le général Monnier contre les efforts des alliés, nous devons reprendre le fil de plusieurs événements de la campagne d'Italie, que nous avons renvoyés à ce paragraphe, parce qu'ils se lient essentiellement au fait mémorable qui en est l'objet spécial. Nov.-Déc. * (Frim.- Niv.) Italie.

L'armée d'Italie était en pleine retraite; celle de Naples abandonnait ce royaume pour venir en toute hâte rejoindre la première, et les troupes françaises, disséminées dans les États romains, se concentraient en grande partie dans la capitale de cette nouvelle république, lorsque, vers la fin du mois de mai, deux divisions de l'escadre turco-russe, qui venait de terminer la conquête des îles Ioniennes par la prise de Corfou, se présentèrent devant le port d'Ancône, où le général français Monnier avait établi son quartier général. Chargé de garder et de défendre les trois départements romains du Tronto, du Musone et du Metauro, Monnier n'avait qu'une faible division de troupes franco-italiennes composée de 2,400 hommes, à laquelle il ajouta pendant le siége environ 500 auxiliaires volontaires. Ce général avait alors à lutter contre des bandes d'insurgés qui s'organisaient de toutes parts à la suite des revers éprouvés chaque jour par les armes françaises. Le Cisalpin Lahoz, dont nous avons rapporté la défection, et un autre Italien nommé Donato de Donatis, étaient à la tête des révoltés qui combattaient le général français. Ces chefs, à l'apparition de la flotte alliée, s'abouchèrent avec l'amiral russe Woinowich qui la commandait, afin de concerter avec lui les opérations nécessaires pour se rendre maîtres d'Ancône.

* La date de la reddition d'Ancône est du 16 novembre; mais nous avons cru devoir rappeler celle de la rentrée de la garnison en France.

La position du général Monnier était devenue très-critique. Indépendamment des dangers qui le menaçaient du côté de terre, le port d'Ancône ne présentait point, du côté de la mer, des moyens de défense bien rassurants. Les batteries étaient en mauvais état et sans canonniers pour les servir. Les habitants d'Ancône, mal disposés envers les Français, et ramenés par la crainte à des sentiments d'affection envers leur ancien souverain, faisaient des vœux en faveur du triomphe des alliés. L'entrée du port était défendue par trois vaisseaux ex-vénitiens embossés et presque sans équipages pour le service des manœuvres; et dans l'intérieur se trouvaient le vaisseau *le Hoche* en désarmement, le brick *le Rivoli* en réparation, la corvette *la Cybèle* et la pinque *la Fortune*, toutes deux hors d'état de tenir la mer. La seule batterie qui fût en état de répondre au feu des vaisseaux ennemis, était celle du phare d'Ancône, que le chef de brigade d'artillerie Alix[1] venait de disposer à la hâte sur des affûts à coulisse.

Le 18 mai, l'amiral russe envoya un canot parlementaire sommer le général Monnier de lui remettre la place; mais celui-ci ne permit point à l'officier russe de mettre pied à terre, et se prépara à la défense. La garnison fut distribuée dans les différents postes, des ordres furent donnés pour faire rentrer tous les détachements qui se trouvaient à l'extérieur, et l'on alluma les fourneaux à réverbère pour faire rougir des boulets destinés à être lancés sur les bâtiments ennemis.

L'amiral Woinowich, très-irrité du refus que Monnier avait fait de recevoir son parlementaire, commença le 19 au matin à tirer sur la place; mais les boulets, mal dirigés, passèrent presque tous par-dessus la ville sans occasionner le moindre dommage; l'inexpérience et la maladresse des marins turcs fut même la cause d'un accident qui tourna à l'avantage des assiégés. Les vaisseaux ottomans, placés au vent et presque derrière les bâtiments russes, tirèrent sur ces derniers et criblèrent le pavillon et une partie des manœuvres de l'amiral Woinowich. Les Français, témoins de cette gaucherie des Turcs, n'en servirent qu'avec plus d'ardeur les batteries qui

[1] Depuis lieutenant général.

ripostaient au feu des vaisseaux alliés ; et ceux-ci, après cinq heures d'une vaine canonnade, retournèrent à leur mouillage pour se réparer, remettant à un moment plus opportun les tentatives qu'ils se proposaient de faire pour seconder les opérations des insurgés. 1799—an VIII. Italie.

Monnier profita de cette absence pour s'entourer de nouveaux moyens de défense. Le Monte-Gardetto lui parut le point le plus convenable pour établir son centre de résistance au dehors de la place. Bonaparte, en visitant Ancône en 1797, avait déjà regardé cette position comme essentielle au système de défense de la place, puisqu'elle liait naturellement entre eux la citadelle et le fort dit des Capucins. Monnier fit élever en conséquence sur le Monte-Gardetto les ouvrages convenables au but dont nous parlons. Une redoute armée de pièces de 24, fraisée, palissadée et entourée d'un fossé profond, fut construite sur la sommité ; une autre batterie fut placée à mi-côte du Monte-San-Ciriaco, une troisième au niveau de la mer du côté du bagne, et une quatrième sous le fanal. Le lazaret, un des beaux ouvrages dont Pie VI avait ordonné la construction sous son règne, fut également garni d'artillerie et devint un pentagone formidable. Une autre redoute fut construite à l'est de la place sur un mamelon appelé Montagnola. Ainsi, la place d'Ancône, dont l'enceinte n'avait eu jusqu'alors que des moyens de résistance presque nuls, présenta bientôt, à l'aide des ouvrages, l'aspect d'une forteresse formidable, et les positions qui l'entourent, jusque-là négligées, se trouvèrent liées par un système général de défense.

L'actif et intelligent général, défenseur d'Ancône, surveillait l'achèvement de tous ces travaux, lorsque, le 29 mai, il reçut par Florence un courrier extraordinaire qui lui apportait l'ordre de faire évacuer le port d'Ancône par la marine française, d'expédier pour Malte la corvette *la Cybèle*, les bricks *le Rivoli*, *l'Isis* et *l'Osiris*, chargés de tous les vivres que ces bâtiments pourraient transporter ; d'employer le reste de ses ressources en ce genre à l'approvisionnement de la place et de la citadelle ; enfin, de brûler ou couler bas les trois vaisseaux ex-vénitiens *le Beyrand*, le *la Harpe* et *le Stengel*, ainsi que tous les autres bâtiments qui n'étaient pas en État de tenir la

1799 — an VIII Italie. mer. Cet ordre, qui condamnait la garnison d'Ancône à perdre ses communications par mer au moment où elle allait être entourée par les nombreux insurgés du pays, parut si extraordinaire au général Monnier, qu'il crut devoir assembler un conseil de guerre pour savoir si les circonstances lui permettaient d'obtempérer à la volonté du Directoire. Après avoir mûrement délibéré sur cette question délicate, le conseil décida à l'unanimité que l'évacuation projetée était aussi impraticable qu'impolitique, attendu que les bâtiments, en faisant voile pour Malte, ne pourraient point échapper aux croisières ennemies, et que l'incendie ou la destruction des vaisseaux vénitiens porterait le découragement dans l'âme des partisans que la France conservait encore dans le pays, en même temps que cette dernière mesure augmenterait l'audace des insurgés, qui ne verraient eux-mêmes en cela qu'un acte de désespoir. Il fut donc convenu que la marine française resterait à Ancône pour concourir avec les troupes de terre à la défense de cette place, sauf à prendre par la suite des mesures pour empêcher ces bâtiments de tomber au pouvoir de l'ennemi.

Cependant le feu de l'insurrection se propageait avec une extrême rapidité dans toutes les villes de la Marche d'Ancône, et cette dernière place se trouvait renfermée comme dans un quart de cercle dont les rivières l'Esino et le Musone formaient les deux côtés. La flotte turco-russe avait déjà essayé, le 28 mai, de jeter quelques troupes de débarquement vis-à-vis de Fiumesino et Fano; mais cette tentative avait été vigoureusement repoussée par les détachements français qui gardaient cette partie de la côte. 600 Russes, débarqués au pont du Metauro, vers Fano, furent culbutés dans la mer par quatre compagnies d'une demi-brigade cisalpine, commandées par le capitaine d'état-major Demoly. Toutefois, les habitants insurgés de Fano n'en furent pas moins rejoindre les insurgés réunis sous les ordres du transfuge Lahoz et de Donato. Ceux-ci manœuvraient alors pour resserrer les troupes françaises dans Ancône.

Monnier, voyant sa droite menacée par ce dernier mouvement, résolut de faire un effort pour la dégager. Le 1er juin, il sortit de la place à la tête d'une colonne composée de deux

bataillons des 8e et 9e demi-brigades d'infanterie légère et de deux autres bataillons romain et cisalpin, avec quelques chevaux et quatre pièces de campagne. En deux jours de temps, il chassa les insurgés de San-Benedetto, Acqua-Viva, Belforte, Calderola, Tolentino, Camerino, Macerata, Ripatransone, Offida et Montalto, et, s'étant avancé ensuite sur Ascoli, dont les insurgés avaient fait, en raison du voisinage du royaume de Naples, une de leurs principales places d'armes, il résolut de la prendre d'assaut. Le lieutenant de carabiniers Munant, monté le premier sur la muraille, y arbora le drapeau républicain, tandis que le capitaine Demoly, aide de camp du général Monnier, pénétrait par une des portes de la ville. Les insurgés essayèrent en vain de se défendre de maison en maison; le plus grand nombre fut massacré ou pris. Lahoz, Donato, et un autre chef de bande nommé Cellini, faillirent tomber entre les mains des vainqueurs, et n'échappèrent à leur poursuite qu'en se jetant dans les Abruzzes[1].

1799—an VIII
Italie.

Victorieux sur ce point, Monnier se dirigea vers le Métauro, où d'autres rassemblements appelaient la présence de ses troupes. La flotte turco-russe, forte de huit vaisseaux de ligne et d'un grand nombre de bâtiments légers, venait de reparaître, le 6 juin, à l'embouchure de cette rivière, et ce retour, encourageant l'espoir des mécontents avait rallumé le feu de l'insurrection. On doit se rappeler que le général cisalpin Pino était venu chercher un refuge à Ancône, et qu'il avait offert ses services au général Monnier. Celui-ci,

[1] Ripatransone, San-Benedetto, Acqua-Viva, furent enlevés par les carabiniers de la seizième légère et un détachement de la quatrième légion romaine. Dubarry, chef de ce dernier corps, Blanc, capitaine de la vingt-septième légère, Mille, sous-lieutenant, Matucci et Lamothe, sergents de la légion romaine, Philippeaux, sous-lieutenant de la seizième légère, se firent remarquer. Ascoli fut emportée le 2 juin. Ce furent les carabiniers de la seizième légère, conduits par leur capitaine Lecouturier, qui montèrent seuls à l'assaut, ouvrirent l'une des portes par l'intérieur. Le lieutenant Munant fut fait capitaine sur le champ de bataille, pour être monté le premier sur la muraille d'Ascoli. Les braves de la seizième légère, et surtout la compagnie de carabiniers, se conduisirent en cette occasion comme ils l'avaient déjà fait dans toutes les circonstances glorieuses où ce corps s'était trouvé depuis le commencement de la guerre.

1799—AN VIII Italie. persuadé de la bonne foi et du dévouement du réfugié, n'hésita point à l'employer, et s'en fit accompagner lorsqu'il marcha lui-même sur Pesaro, où se trouvait le principal foyer du nouveau rassemblement. Cette ville, ayant une enceinte revêtue et des fossés larges et profonds, venait d'être mise en état de défense par quelques officiers autrichiens envoyés par le général Frœlich : plus de 6,000 insurgés l'occupaient, et ses remparts étaient garnis d'une artillerie formidable. Monnier divisa sa petite troupe en trois colonnes : et, gardant pour lui le commandement de celle du centre, il confia la gauche au général Pino et la droite au général Lucotte. Les insurgés, pleins de confiance en leur nombre, sortirent de la ville pour venir à la rencontre des Français, et les deux partis en vinrent bientôt aux prises : l'action fut sanglante et longtemps indécise. Une autre colonne d'insurgés ayant paru pendant le combat sur les derrières des Français, le général Monnier se vit un moment dans une position très-critique, et ne trouva point d'autre expédient pour échapper au danger qui le menaçait que celui d'abandonner l'attaque de Pesaro ; mais, dans son mouvement rétrograde, il écrasa un détachement de 800 insurgés qui venaient de s'emparer de la petite ville d'Iesi sur l'Esino [1].

[1] Lorsque les insurgés, conduits par Lahoz, s'étaient emparés de Pesaro, il s'y trouvait un détachement de grenadiers cisalpins; quelques habitants, d'accord avec l'ennemi, l'introduisirent pendant la nuit par une petite porte inconnue à la garnison, et qui, se trouvant dans les fossés, avait été couverte par une maçonnerie. La garde de la place d'armes fut surprise, mais se battit pourtant avec un grand courage, et repoussa d'abord les assaillants. Le reste de la garnison, étonné d'entendre la fusillade dans les rues, sortit précipitamment de ses logements, et se battit corps à corps, un contre trente, jusqu'à ce que, forcée par le nombre, cette poignée de braves effectua sa retraite sur Fano. Dans cette circonstance, un Italien, M. Billi, vice-consul de France, chez lequel deux Français étaient venus chercher un asile, se conduisit avec une très-grande magnanimité. Les insurgés, furieux de la résistance et de la perte qu'ils avaient éprouvées, avertis que deux Français étaient cachés chez M. Billi, fouillèrent sa maison; ne trouvant par leurs victimes, ils le firent mettre à genoux et menacèrent de le fusiller s'il ne livrait pas à l'instant les deux réfugiés. Le consul persista à dire qu'il n'avait aucun étranger dans sa maison. En effet, pendant ce débat, les deux

Le tentative infructueuse des Français sur Pesaro encouragea singulièrement les insurgés de cette ville, auxquels se réunirent bientôt des détachements que la flotte turco-russe débarqua sur la côte, et qui se composaient de soldats russes, turcs, albanais et esclavons des bouches du Cattaro. Cette bande d'alliés marcha sur Fano pour chasser les Français, qui occupaient encore cette ville avec une compagnie de la 55e demi-brigade, commandée par le capitaine Chevalier. Trop faible pour entreprendre de défendre Fano contre des forces si supérieures, Chevalier profita des ténèbres de la nuit; et, sortant par le côté opposé à celui de l'ennemi, il se retira jusqu'à Sinigaglia sans être inquiété.

Toutefois, les habitants de Fano, qui avaient sollicité la présence de leurs prétendus libérateurs, ne tardèrent pas à se repentir de cette démarche, et il leur arriva ce qui doit toujours arriver aux citoyens assez insensés pour appeler dans leurs murs des troupes étrangères, alors même que celles-ci se présentent comme amies. Ils étaient sortis de la ville pour prévenir les insurgés de la retraite des Français, et les inviter eux et leurs étranges alliés à entrer sur-le-champ ; mais à peine cette troupe eut-elle pénétré dans Fano, qu'oubliant qu'ils étaient reçus par des frères, par des amis, les brigands qui la composaient se livrèrent au pillage le plus affreux [1]. Les Turcs et les Esclavons, surtout, commirent toutes les horreurs qui signalent une prise d'assaut. Lorsque le jour parut, plusieurs quartiers

Français venaient de s'échapper presque miraculeusement et gagnaient le bord de la mer.

Quand le général Monnier voulut reprendre Pesaro, M. Dulong, l'un des deux Français dont nous venons de parler, alors employé du consulat général d'Ancône, et sergent de la compagnie auxiliaire, s'offrit pour faire le service de canonnier (tous ceux que le général avait amenés avec sa colonne ayant été tués ou blessés). Sa conduite, en cette circonstance, lui valut d'être nommé sur le champ de bataille sous-lieutenant de la compagnie des hussards volontaires. Les chefs de bataillon Magnen et Boudin, le sous-lieutenant Deschamps, s'étaient également distingués dans cette attaque infructueuse de Pesaro.

[1] Ce fut principalement contre les juifs que les excès furent commis. Ceux-ci étaient en grand nombre dans la ville, et y occupaient un quartier.

1799—an VIII Italie. de Fano présentaient le spectacle le plus effrayant et le plus digne de pitié.

Les alliés marchèrent ensuite sur Sinigaglia, et entrèrent, le 18 juin, dans cette ville, après en avoir brisé les portes à coups de canon. Le 3e bataillon de la 8e légère, chargé de la défense de cette ville, s'était formé sur la place publique : après avoir opposé une longue résistance au torrent qui s'avançait vers lui, et défendu le terrain pied à pied, il se vit contraint de se retirer par la seule porte qui lui ouvrit une retraite sur Fiumesino ; mais, en sortant de Sinigaglia, les Français n'échappaient à un danger que pour tomber dans un autre : poursuivis par l'ennemi, maître de la ville, ils trouvèrent une colonne d'insurgés, qui s'était avancée pour leur fermer le passage.

L'officier qui commandait le bataillon, se portant alors à la tête des quatre compagnies de la gauche, contint l'ennemi qu'il avait en queue, tandis que les quatre compagnies de droite, marchant à la baïonnette sur la colonne qui barrait le chemin de Fiumesino, la culbutèrent et la mirent en déroute. Les Français réussirent ainsi à opérer leur retraite sans avoir éprouvé une perte trop considérable.

Le sac de Sinigaglia fut encore plus déplorable que celui de Fano. Les chefs des insurgés ordonnèrent la recherche la plus exacte de tous les individus soupçonnés d'être les partisans des Français, et les firent égorger sans autre forme de procès. Les féroces Albanais, sans distinction d'amis et d'ennemis, se livrèrent au pillage, au viol et au meurtre, et incendièrent presque toutes les maisons où leur aveugle fureur avait dirigé leurs pas.

Cependant plusieurs autres villes de la Marche d'Ancône ne partagèrent point le délire de ces Italiens qui appelaient ainsi les barbares dans leurs foyers, pour les rendre les instruments de leurs passions et de leur vengeance. La nouvelle des horreurs commises dans Fano et dans Sinigaglia excita une indignation presque générale ; et un grand nombre d'individus, restés jusqu'alors tranquilles spectateurs des événements, ou ayant fait précédemment des vœux pour l'expulsion des Français, refusèrent de faire cause commune avec les brigands et leurs alliés, et se rangèrent sous les drapeaux des hommes qu'ils regardaient maintenant comme leurs véritables et loyaux défenseurs. Le général

Monnier eut la satisfaction de voir accourir auprès de lui les mêmes hommes qui avaient témoigné plus que de l'indifférence pour le succès des armes françaises. 1799—an VIII Italie.

Les forces des insurgés et de leurs dignes soutiens occupant un espace trop étendu pour qu'on pût espérer de les combattre en masse et de frapper un coup décisif, Monnier résolut de concentrer son petit corps d'armée dans Ancône ou aux environs, afin d'engager l'ennemi à venir l'attaquer en masse dans cette position.

Cette ruse réussit au gre du général. Les colonnes françaises eurent à peine achevé leur mouvement rétrograde, que l'ennemi se présenta en force devant Camurano et Osimo, et menaça la redoute de Montagnola ainsi qu'un petit camp retranché placé à Fiumesino pour la défense du pont. Monnier sortit alors d'Ancône pour manœuvrer sur le flanc et les derrières de ses adversaires. Il les fit attaquer, le 20 juin, par le général Pino, ayant avec lui de forts détachements des 8e et 16e demi-brigades légères. L'ennemi fut repoussé jusqu'au delà de Lorette et de Castel-Fidarolo. Rallié à Filatrano, il se représenta, le 22, devant Osimo; mais il fut encore une fois battu et obligé de fuir en désordre.

Sur ces entrefaites, la flotte turco-russe ayant quitté la rade de Sinigaglia, une colonne française se porta sur cette malheureuse ville et la délivra des barbares qui l'avaient presque détruite [1]. Fano fut également réoccupé. Lahoz, que les Français manquèrent encore de prendre dans cette dernière ville, s'étant retiré à Pesaro, y fut arrêté par les Autrichiens, qui se méfiaient de la sincérité des nouveaux sentiments de ce transfuge, malgré les preuves qu'il en avait déjà données. Toutefois sa détention ne fut pas de longue durée; et il réussit non-seulement à faire revenir le général autrichien de ses préventions, mais encore à se faire nommer commandant général de toutes les bandes insurgées. Pour justifier la nouvelle confiance qu'on lui accordait, il reprit Fano, qui devint une troisième fois le théâtre des excès les plus odieux.

[1] Monnier fit fusiller plusieurs matelots du pays qui avaient eux-mêmes ouvert les portes aux Turcs lorsqu'ils étaient entrés dans cette ville.

1799—an VIII. Italie. Le 25 juin, le général Monnier, continuant d'attaquer les insurgés, arriva devant le défilé de Fourlo [1]. L'avant-garde fut repoussée et les tirailleurs ramenés assez vivement; les insurgés occupaient ce poste avec des forces nombreuses, et firent échouer plusieurs autres tentatives renouvelées avec une grande intrépidité. Renoncer à ce passage, rétrograder, c'était tout perdre, car l'arrière-garde de la colonne française se trouvait alors attaquée par une forte colonne ennemie. Le sous-lieutenant des hussards volontaires Dulong proposa au général Pino d'essayer une dernière charge à fond sur le défilé, pendant que des tirailleurs amuseraient l'ennemi, qui, posté sur les rochers à droite et à gauche, en défendait les approches. Le général Pino ayant pris les ordres du général Monnier, la charge fut exécutée. Rien ne put résister au choc de ce petit nombre de hussards volontaires conduits par le général Pino et le sous-lieutenant Dulong; le passage fut forcé, et l'ennemi mis en déroute avec une perte considérable.

Le lendemain, le général Monnier fit enlever d'assaut la ville de Fabriano, malgré la vive résistance de la garnison qui s'y trouvait. Le chef de bataillon Fontanelli (depuis lieutenant général au service d'Autriche) fut blessé; le capitaine cisalpin Rossier, le sous-lieutenant Deschamps, le sergent-major Castan, les chasseurs Caplan et Grosset se distinguèrent particulièrement dans cette affaire. Après la prise de Fabriano, les insurgés furent poursuivis l'épée dans les reins jusque dans les gorges de la Roussa, second défilé qui fut forcé avec la même intrépidité que celui de Fourlo.

Le 4 juillet, une colonne composée des bataillons de la 16e légère, d'un détachement de la 8e, de la brigade cisalpine et de la 3e légion romaine, partit de Loretto et de Recanati, dont le chef de bataillon Pontavice s'était emparé le 24 juin : ces troupes marchèrent sur Macerata, occupée par plus de 5,000 insurgés. Le général Monnier, précédé d'un petit parc d'artillerie, et suivi de quelque cavalerie, arriva le lendemain sous les murs de la même ville. Les dispositions avaient déjà été prises pour

[1] C'est un rocher creusé par Annibal pour ouvrir un passage à son armée; sa profondeur est d'environ soixante mètres, sur six de hauteur.

faire un siége prompt et rapide. Les pièces furent mises de suite en batterie. Des obus incendièrent plusieurs maisons, et les murs offrirent bientôt une brèche praticable. Le 2e bataillon de la 16e légère, formé en colonne serrée, les carabiniers en tête, monta le premier à l'assaut. Le lieutenant Sigalas y fut tué. La ville fut prise, et un grand nombre d'insurgés, combattant avec la rage du désespoir, se firent massacrer dans les rues et sur les places publiques. Le chef de bataillon Boudin, l'aide de camp Demoly, le capitaine Lecouturier, le capitaine des dragons romains Schiassetti, le capitaine Lange et le chasseur Scicoti furent honorablement cités dans les rapports officiels. Le lieutenant Dulong, à la tête de 50 hussards, poursuivit la garnison dans sa retraite, et prit les équipages du commandant des insurgés, Vanni, avec sa femme et sa fille. Celles-ci furent respectées par les soins du brave officier français.

Instruit de la reprise de Fano par Lahoz, Monnier se porta de nouveau sur cette ville, défendue par l'élite des bandes du transfuge, et par des détachements turcs et esclavons que l'amiral Woinowich avait débarqués de nouveau. Les troupes françaises et italiennes, divisées en trois colonnes, dont deux étaient commandées par les généraux Lucotte et Pino, et la troisième par Monnier lui-même, enfoncèrent les portes de la ville et y pénétrèrent. Les Esclavons et les Turcs, distribués dans les rangs des insurgés pour inspirer à ceux-ci plus de résolution, se défendirent longtemps avec une intrépidité remarquable. Il fallut que Monnier et Lucotte fissent avancer des pièces chargées à mitraille pour pouvoir rompre la masse que ces ennemis formaient sur la place publique de Fano. Le combat se convertit alors en boucherie. Les troupes françaises et italiennes, irritées de la longue résistance de leurs adversaires, ne cessèrent le massacre que lorsque la fatigue eut lassé leurs bras. Huit canons, que Lahoz avait placés sur les remparts de Fano, tombèrent, ainsi que cette ville, au pouvoir des Français [1].

[1] Las de brûler la ville, Monnier avait ordonné qu'on abattît les portes et qu'on ouvrît la brèche. Le général Pino, les capitaines Chevalier et Zenardi, suivis des carabiniers et des autres compagnies de la 16e demi-brigade, franchissent les fossés, montent à la brèche, s'élancent sur les remparts, et

1799 – an VIII Italie. L'expérience avait prouvé aux alliés que les habitants insurgés réduits à leurs propres forces, ou faiblement secourus, ne parviendraient point à forcer le général Monnier d'évacuer le pays ou de se renfermer dans Ancône; aussi l'amiral Woinowich, qui venait de mouiller vis-à-vis de Fermo, reçut-il l'ordre de débarquer la plus grande partie des troupes régulières russes et esclavones qu'il avait à bord de sa flotte, ainsi que tous les soldats turcs-albanais. Le gouverneur autrichien de la Lombardie fit parvenir en même temps à Lahoz les instructions et les moyens nécessaires pour donner à ses bandes une organisation plus régulière. Nous avons déjà dit que l'ex-général cisalpin ne manquait point d'expérience et d'une certaine habileté. Quand il se vit en mesure, il s'occupa activement du soin de former son armée en régiments armés, équipés et habillés uniformément; il essaya aussi d'introduire une meilleure discipline

traversent la ville au milieu d'une grêle de balles. La ville est enlevée. L'ennemi cherche à effectuer sa retraite par mer; mais les hussards et les dragons romains, commandés par Palombini, excités par l'aide de camp Demoly, se portent, sous un feu terrible venant des vaisseaux ennemis, sur le port, et coupent toute retraite aux fuyards. Le général Lucotte s'avance au pas de charge vers la porte de Pesaro, et ferme le passage aux cavaliers ennemis qui se sauvaient par la grande route. Deux cent-soixante hommes tués, cinquante prisonniers, tous Esclavons, dont le commandant désarmé et pris en mer par le lieutenant de hussards Dulong; le commandant de la marine, le chef de l'artillerie, huit pièces de canon et une grande quantité d'armes : tels furent les résultats de la reprise de Fano, sans compter une grande quantité d'insurgés qui se noyèrent, et dont la plage était couverte. Le général Pino, à la tête de la cavalerie, poursuivit l'ennemi pendant quatre milles, et sabra encore bon nombre de fuyards. Les 8e et 16e demi-brigades légères, la compagnie auxiliaire, le chef de brigade Allix, les chefs de bataillon Boblique et Magnen, le capitaine Chevalier, l'aide de camp Gravier, les lieutenants cisalpins Decocquel et Banco, le sergent Janot, furent cités honorablement dans les rapports officiels. Le lieutenant Dulong avait chargé l'ennemi jusque dans la mer; le commandant des Esclavons et celui de la marine étaient dans une barque avec une cinquantaine de soldats, qui, avec les crosses de leurs fusils, poussaient au large. Dulong met pied à terre; armé de son sabre et d'un pistolet, et, entrant dans l'eau jusqu'à la ceinture, il s'approche de la barque, ajuste le commandant esclavon, et le somme de se rendre, ce que celui-ci fait aussitôt, en remettant son épée et sa bourse entre les mains de l'audacieux lieutenant. Aucun soldat ne chercha à se défendre, et Dulong conduisit ses prisonniers au général Monnier.

parmi les Esclavons et surtout parmi les Turcs, réunis ainsi que les Russes sous son commandement. 1799—an VII. Italie.

Soutenu par la flotte turco-russe, encouragé par les Autrichiens dont il paraissait avoir obtenu de nouveau la confiance, Lahoz se trouva bientôt en état de tenir la campagne avec plus de probabilité de succès qu'auparavant. Dès le 23 juillet, il s'avança pour attaquer derechef la trop malheureuse ville de Fano, dont le capitaine Chevalier, qui l'avait évacuée précédemment avec tant de bonheur, se trouvait encore commandant. Les troupes insurgées étaient protégées par les chaloupes canonnières russes, qui s'étaient avancées jusque vis-à-vis de Fano. Lahoz ordonna d'abord un assaut qui fut repoussé; mais Chevalier, cerné de toutes parts, et n'ayant avec lui qu'une soixantaine d'hommes, se crut dans l'impossibilité de soutenir une nouvelle attaque, et demanda à capituler. Il s'adressa, à cet effet, à l'amiral russe Woinowich, pour éviter de se mettre en rapport avec le chef des insurgés. Les négociations entamées pour la reddition de Fano duraient encore, lorsque le général Monnier, à la tête d'une colonne de 12 à 1,500 hommes, parut en vue de la place, pour délivrer Chevalier et sa garnison. Toutefois, avant d'attaquer les assiégeants, il se crut obligé, par égard pour le général russe, de prévenir celui-ci de son intention, et de son refus de ratifier la capitulation qui se traitait, quelles qu'en fussent d'ailleurs les conditions; et il chargea le colonel Allix de cette mission. Woinowich fut si peu sensible à la démarche honnête du général français, et en conçut même une humeur telle, qu'au mépris des usages de la guerre et du droit des gens, il fit arrêter et retint prisonnier le colonel Allix. Pendant ce temps, Chevalier avait souscrit à une capitulation en vertu de laquelle il devait être conduit à Venise, ainsi que sa garnison. Monnier, instruit de cette particularité, se retira sans chercher à reprendre Fano, déjà occupée par l'ennemi, et rentra dans Ancône.

A cette époque, de nouvelles bandes armées arrivaient de toutes parts pour coopérer à l'expulsion des Français. Lahoz se vit à la tête d'un corps de 40,000 combattants, venus en partie de la Cisalpine, des États romains, et même du royaume de Naples. Cette masse était trop imposante, quelle que fût d'ail-

1799 — an VIII Italie. leurs l'inexpérience militaire du plus grand nombre des hommes qui la composaient, pour que l'ex-général cisalpin ne tentât point des efforts plus grands et plus décisifs. Il résolut donc de resserrer son adversaire pour le tenir entièrement bloqué dans Ancône, et fit attaquer simultanément tous les postes que les troupes de Monnier occupaient encore. Iesi, Fiumesino, Monte-Sicuro, Castel-Fidardo furent enlevés par les insurgés, et les troupes qui les défendaient, obligées de se retirer vers Ancône, où elles prirent position, les unes sur Montagnola, et les autres sur Monte-Galeazzo. Le général Lucotte, qui occupait Camurano et Osimo, se vit forcé, par suite de cette retraite, d'évacuer ces deux postes et de se replier aussi sur Ancône.

Le 6 août, Lahoz poussa ses avant-postes jusqu'auprès de Santa-Margarita, dont il fit attaquer les hauteurs, qui furent emportées après une longue résistance de la part des Français.

Le lendemain, les troupes russes et turques s'avancèrent sur la redoute de Montagnola et l'emportèrent après un combat qui dura quatre heures, et où 200 républicains eurent à soutenir le choc de 5,000 assaillants. Lahoz fit arborer sur cette redoute les drapeaux autrichien, russe, napolitain, papal et ottoman[1], c'est-à-dire ceux des différentes nations dont les troupes étaient réunies sous ses ordres : il voulait, par ce charlatanisme, intimider la garnison d'Ancône, en lui donnant une idée des forces qui allaient agir contre elle, et entraîner les habitants dans quelques mouvements de révolte contre leurs défenseurs.

Ces progrès de l'armée ennemie ne ralentirent point le zèle du général Monnier : quoique réduit à 2,000 hommes environ de troupes sur lesquelles il pût compter, il ne désespéra point de défendre Ancône assez longtemps pour lasser ses adversaires, et recevoir du secours, si le sort des armes françaises en Italie le permettait plus tard. Une proclamation énergique ranima le dévouement des soldats, et leur fit connaître les intentions et les espérances du général.

Lahoz, malgré ses derniers succès et le nombre de ses troupes, n'osa point ouvrir sur-le-champ la tranchée devant An-

[1] Quelques émigrés français qui se trouvaient dans les bandes de Lahoz firent ajouter le pavillon blanc, avec les armes de la France monarchique.

cône, malgré les instances de Woinowich, et se contenta d'en garder soigneusement tous les débouchés, en se mettant lui-même à l'abri des entreprises de la garnison, par des ouvrages, des coupures et des abatis : une batterie de dix-sept pièces de grosse artillerie fut élevée entre la mer et Montagnola.

Le général Monnier, de son côté, fit creuser des fossés en avant des remparts depuis la citadelle jusqu'au fort des Capucins, et réparer les murailles. Le même fort des Capucins fut entouré d'un rempart en gazon, et Monnier en confia le commandement au général Lucotte. Le général Pino commanda au Monte-Gardetto. La citadelle, bien approvisionnée, avait pour commandant le chef de bataillon Gazan [1].

Le général Monnier ordonna la création d'une compagnie de partisans pris dans les troupes de la garnison. Cette compagnie, composée de 200 et quelques hommes de choix, eut pour commandant Lecouturier, capitaine des carabiniers de la 16e légère, promu à ce grade en récompense de plusieurs actions d'éclat. La valeur et l'audace de ce corps d'élite lui valurent par la suite le nom de *Colonne infernale*. Sa mission était de garder les avant-postes extérieurs, et de faire le plus de mal possible à l'ennemi.

Tranquille sur la sûreté de la place du côté de terre, Monnier combina cette défense avec celle du port, et établit trois batteries du côté du lazaret : la première dirigée sur la route de Bologne, et les deux autres sur la mer. La prise de Fiumesino avait privé la place d'Ancône des seuls moulins qu'elle eût à sa disposition, mais le genie d'un Français sut parer à ce grave inconvénient. M. Briche, ex-commissaire français à Corfou, fit, en cette occasion, ce qu'avait fait en Égypte l'estimable et savant Conté. Il inventa des moulins qui pouvaient être mis en mouvement par des hommes ou par des chevaux. Cet ingénieux mécanicien ne borna point son dévouement et son savoir-faire à cette preuve unique : devenu la providence de la garnison, c'est lui qui, pendant toute la durée du siége, alimenta l'artillerie de la poudre nécessaire au service des pièces, suppléa a

[1] Ce n'est point le même que l'officier général de ce nom, depuis lieutenant général, et qui commandait alors une des brigades de l'armée du Danube en Suisse.

1799—an VIII Italie. l'insuffisance des approvisionnements, et sut découvrir des ressources jusqu'alors inconnues.

Cependant la batterie de dix-sept pièces d'artillerie élevée par les assiégeants en avant de leurs retranchements commençait déjà à tirer sur le fort des Capucins, le Monte-Gardetto et la citadelle; au bout de quelques jours, elle endommagea considérablement les édifices que renfermait cette dernière. Les casernes n'étaient plus habitables, et la garnison était réduite à bivouaquer dans les ouvrages. Vingt-deux chaloupes canonnières s'étaient approchées du port, et, formant une ligne demi-circulaire, elles tiraient des bordées de 36 et de 24 contre les remparts et les batteries croisées du lazareth, du môle et des trois vaisseaux embossés.

Le 18 août, les assiégeants firent une tentative pour s'emparer du Monte-Pelago, tandis qu'une fausse attaque était dirigée sur le Monte-Galeazzo. Le général Monnier sortit de la citadelle avec une colonne, et se porta sur le Monte-Pelago, tandis qu'un autre détachement, commandé par le capitaine Demoly, marchait sur le Monte-Galeazzo. Les troupes de Lahoz, qui s'étaient déjà emparées de ces deux postes, furent attaquées avec impétuosité, culbutées, et poursuivies la baïonnette dans les reins jusqu'au pied de leurs ouvrages. Cet échec ne permit pas à l'ennemi de renouveler ses entreprises avant le 28 août. Ce jour-là, les assiégés repoussèrent encore avec succès les différentes attaques que Lahoz avait dirigées contre eux.

Le 11 septembre, une colonne formidable vint attaquer le Monte-Gardetto. Ce fort, qui domine la mer par une falaise de cent cinquante pieds en ligne perpendiculaire, n'avait rien à redouter de ce côté : sur celui de terre, la pente n'était guère moins rapide, et, pour arriver aux premières palissades, les assaillants étaient forcés de marcher sur un étroit plateau bordé par des précipices. Le général laissa l'ennemi parvenir jusque-là; mais, en même temps, il dirigea une colonne pour le tourner et l'attaquer par l'un de ses flancs, tandis que lui-même se chargeait de soutenir l'attaque de front. Le mouvement ordonné réussit. En voyant sa colonne attaquer le flanc des assaillants, Pino, après avoir fait faire une décharge d'artillerie, s'avança à la tête d'un fort détachement et fondit sur l'ennemi, pris ainsi

entre deux feux sur le plateau où il se trouvait amoncelé. Le carnage fut d'autant plus horrible, que les assaillants qui voulaient échapper au fer ou au feu de leurs adversaires étaient obligés de se précipiter du haut du plateau sur les rochers ou dans la mer. Ce fut en vain que les prêtres et les moines, qui se trouvaient en grand nombre parmi les paysans insurgés, l'épée dans une main et le crucifix dans l'autre, exhortèrent leurs ouailles à se précipiter sur les palissades pour les forcer ; le courage et l'intrépidité des Français et des Italiens fidèles paralysèrent les efforts de ces fanatiques. 1799—an VIII Italie.

Lahoz perdit dans cette échauffourée presque toutes les troupes qu'il avait employées à cette attaque ; mais cet avantage coûta fort cher aux assiégés. Le lieutenant de la 16ᵉ légère Chavanet, l'aide de camp Espanet, plusieurs autres officiers, et un certain nombre de soldats français et cisalpins furent tués ; le nombre des blessés était considérable.

Le Monte-Galeazzo fut attaqué le 24 septembre ; et le détachement qui le gardait ayant été forcé à la retraite, le capitaine Madier sortit d'Ancône avec une compagnie de grenadiers de la 4ᵉ légion romaine, rallia les fuyards, et s'avança avec eux pour chasser les insurgés de ce poste avant que ceux-ci s'y fortifiassent. Cette position, qui commande la ville et les forts à sept cents toises, était bien plus avantageuse pour l'ennemi que celle du Monte-Pelago, sur lequel il s'était déjà établi. Les braves, conduits par Madier, reprirent le poste du Galeazzo, et, s'avançant même vers le Monte-Pelago, ils comblèrent ou renversèrent les fossés, boyaux et tranchées que Lahoz avait fait creuser pour cheminer sur le Galeazzo.

Le 27 septembre, l'amiral Woinowich envoya une nouvelle sommation au général Monnier. Celui-ci transmit la réponse suivante : « Nous sommes résolus, la garnison et moi, à nous défendre jusqu'à extinction ; l'honneur de la république, nos devoirs nous le commandent. » Deux jours après, les Russes et les Turcs attaquèrent le poste de la Maison brûlée, qui fut défendu avec beaucoup de valeur par un détachement aux ordres du capitaine Gravier. Toutefois, se laissant emporter à son ardeur, cet officier, après avoir repoussé les assaillants bien au delà du poste, donna dans une embuscade que ceux-

1799—an VIII Italie. ci lui dressèrent. Entourés de tous les côtés, les Français se firent jour à la baïonnette et parvinrent à gagner la Maison brûlée. Serré de près par six Turcs, Gravier leur tint tête avec un sang-froid admirable; mais, au moment où il s'échappait de leurs mains, après avoir mis deux hommes hors de combat, il fut atteint de trois balles, tirées à bout portant, qui lui traversèrent et lui fracassèrent le bras droit : il demeura prisonnier. Les Français se maintinrent cependant dans la Maison brûlée, et les Turco-Russes se retirèrent.

Lahoz renouvela en personne et avec des forces considérables l'attaque du Monte-Gardetto, le 1er octobre. Le général Monnier dirigea sur ce point un renfort dont il confia le commandement au chef de bataillon Gazan. L'ennemi fut repoussé avec une perte considérable, et poursuivi jusqu'au pied de ses retranchements : le but de la sortie était atteint puisque les assiégés s'étaient retirés; mais Gazan, animé par le succès, s'obstina, malgré les ordres de Monnier, à vouloir attaquer les retranchements. Il fut promptement puni de sa désobéissance; car, au moment où il se jetait dans le fossé pour atteindre l'ennemi, il reçut deux coups de feu presque à bout portant et tomba mort. Son corps allait devenir la proie de l'ennemi : le sergent Milton, de la 16e demi-brigade, et Hallé [1], caporal d'une compagnie auxiliaire (formée dans Ancône des employés de l'administration française), se précipitèrent et arrachèrent le malheureux commandant des mains de ceux qui se préparaient à le dépouiller et à le mutiler. Gazan fut regretté de tous ses camarades; il passait pour le plus vaillant officier d'une garnison qui renfermait un si grand nombre de braves. Le commandement de la citadelle, venant à vaquer par la mort de Gazan, fut confié au général Lucotte, et celui-ci fut remplacé au fort des Capucins par le général Pino.

Cependant les troupes nombreuses de Lahoz ne paraissant point encore suffisantes pour réduire une place qui renfermait moins de 2,000 combattants, le général autrichien Frœlich reçut l'ordre de se diriger sur Ancône avec sa division, forte de 8,500 hommes, après avoir pris part, ainsi que nous l'avons dit,

[1] Depuis capitaine de la garde impériale.

aux opérations qui forcèrent le général Garnier à capituler dans Rome. L'arrivée de ce corps autrichien sous les murs d'Ancône allait donner au siége de cette place un aspect bien différent, et terminer enfin une lutte que le courage des Français et l'activité de leur général devaient cependant prolonger encore au delà des probabilités. 1799—an VIII Italie.

Le 8 octobre, le baron Schall, quartier-maître général (chef d'état-major) du corps de Frœlich, envoya au général Monnier une longue sommation, dans laquelle il récapitulait tous les succès obtenus par les alliés en Italie depuis le mois d'août, les revers essuyés par les Français en Piémont, en Suisse et sur le Rhin. Cette démarche du général autrichien n'eut point le résultat qu'il en espérait. Loin d'être découragé par les détails affligeants que renfermait la missive du chef d'état-major de Frœlich, Monnier résolut d'attaquer les Autrichiens dans le camp qu'ils venaient d'établir vis-à-vis du Monte-Gardetto.

Mais afin d'entretenir la sécurité de ses adversaires, et tout en répondant convenablement au général Schall, il pria ce dernier de lui faire parvenir les articles de la capitulation accordée au général Garnier pour l'évacuation de Rome, du fort Saint-Ange, de Civita-Vecchia et de Cornetto. Cette réponse fut envoyée au camp autrichien, le 9 octobre, à neuf heures du soir: et presque aussitôt après Monnier mit ses troupes en mouvement sur trois colonnes, pour attaquer à la fois ce même camp autrichien et celui des insurgés. La première colonne, celle de droite, commandée par le général Lucotte, devait chasser les troupes de Lahoz de leurs retranchements avancés, et couvrir l'opération du centre en arrêtant les secours que la gauche de l'ennemi pourrait envoyer. La colonne de gauche, commandée par le général Pino, devait suivre les bords de la mer, et enlever les redoutes de droite défendues par les troupes de Lahoz; enfin, la colonne du centre, commandée par le capitaine des partisans Lecouturier, sous la direction du général Monnier, devait attaquer la division autrichienne, et s'emparer, s'il était possible, de la grande batterie qui, depuis le commencement du siége, n'avait point cessé de tirer sur la place.

Le mouvement de ces colonnes s'exécuta dans le plus grand ordre et avec le silence le plus profond. La charge ne fut battue

1799—an VIII Italie. qu'à vingt pas de l'ennemi. La grande redoute fut emportée, après trois assauts consécutifs, par la colonne de Monnier : sept canons et deux mortiers furent encloués, et les Français prirent sept drapeaux autrichiens. Le général Lucotte, s'étant précipité dans les tranchées occupées par les insurgés, les en chassa, et égorgea tout ce qui voulut résister, tandis que son aide de camp Zenardi, avec un seul détachement de 100 hommes, arrêtait, sur sa gauche, une colonne turco-russe quatre fois plus nombreuse. La colonne de gauche, ayant forcé la première redoute sur laquelle elle s'était dirigée, était sur le point de s'emparer de la seconde, lorsque deux insurgés s'étant glissés, à la faveur de l'obscurité, jusqu'auprès du général Pino, le saisirent, le terrassèrent et l'entraînèrent avec eux dans le fossé, où il se défendit vigoureusement et parvint à se dégager. Le jour commençait à paraître : Pino put apercevoir Lahoz s'avançant à la tête d'un détachement pour secourir la redoute attaquée. A cette vue, le général cisalpin veut se précipiter sur le transfuge; mais, au moment où ils étaient près de se joindre, un grenadier ajuste Lahoz et le blesse mortellement. On vit alors un exemple terrible des extrémités auxquelles les guerres civiles portent les hommes de partis opposés : la vengeance de Pino n'était point encore satisfaite ; et, au lieu de traiter son adversaire en ennemi généreux, il ordonna à ses soldats d'achever, à coups de sabre et de baïonnette, celui qui avait été son frère d'armes et son ami.

Cependant le soleil était déjà sur l'horizon : tout le camp ennemi avait pris les armes, et allait faire repentir les faibles troupes de la garnison d'Ancône de leur audacieuse témérité. Monnier pensa, avec raison, qu'il serait imprudent de prolonger le combat contre des forces plus que décuples, et donna l'ordre de la retraite. Elle fut protégée par l'artillerie des forts, et la garnison rentra dans la place sans être trop vivement inquiétée, emportant pour trophées le sabre et le panache de Lahoz. Cette sortie du général Monnier donna aux Autrichiens une haute idée de la valeur et du dévouement des soldats qui défendaient Ancône : elle dut convaincre les alliés que le terme de la résistance qu'ils éprouvaient n'était point encore arrivé.

Le général Frœlich fit baraquer ses troupes sous Varano,

comme s'il eût eu dessein de leur faire passer l'hiver dans cette position. Pendant ce temps, les Russes, les Albanais et les insurgés continuèrent d'escarmoucher avec les avant-postes de la garnison, sans que les Autrichiens prissent part à ces petits engagements, presque tous sans aucun résultat pour les assiégeants.

1799 – an VIII
Italie.

Toutefois, la situation intérieure de la place devenait chaque jour plus déplorable; la misère des habitants était à son comble. Touché de leurs souffrances et de leur résignation, Monnier s'empressa de faire tout ce qui dépendait de lui pour adoucir leur sort, et il permit à un grand nombre de sortir de la ville. Mais les Autrichiens, ne voulant pas, en recevant ces malheureux, alléger le fardeau des assiégés, les repoussèrent. Pour ne pas exposer ceux-ci à périr sous le feu des deux partis, Monnier fut obligé de leur faire ouvrir les portes de la ville.

Les subsistances devinrent bientôt d'une rareté extrême et leur prix haussa en proportion : les poulets se vendaient cinq piastres (plus de vingt-cinq francs) pièce, et un œuf douze sous. Il n'y avait plus ni bœufs, ni moutons, ni porcs; on était réduit à la viande de cheval ou d'âne, encore était-elle fort chère. La pêche du poisson dans le port avait été interdite à cause du feu continuel que les bâtiments turco-russes dirigeaient sur ce point.

Malgré leur apparente inactivité, les Autrichiens avaient cependant travaillé à augmenter les travaux de siége. Ils démasquèrent des batteries à la faveur desquelles ils attaquèrent et prirent les monts Galeazzo et San-Stefano, situés à deux cents toises de la citadelle. Dès qu'ils y furent établis, ils firent serrer la ligne du côté de la mer par les Russes, les Turcs et les insurgés, qui, soutenus par le régiment des hussards de Barco, s'emparèrent du chemin établi sur le rivage, et de celui qui s'embranche avec la route de Sinigaglia. Ainsi, la péninsule où se trouvent placés la ville et les forts d'Ancône était traversée par une ligne de circonvallation de cent toises, à partir du point de la mer, de deux cents dans son milieu, et de six cents vers son extrémité; mais l'ennemi ne se trouvait point encore assez près des murs; et, avant de continuer ses travaux, il tenta une troisième sommation auprès du général Monnier. Cette fois, afin de dissiper tous les doutes de celui-ci au sujet de l'évacuation

1799—an VIII Italie. du territoire romain par les troupes du général Garnier, le quartier-maître général Schall joignit à sa sommation toutes les pièces officielles qui pouvaient donner la certitude de cet événement ; il apprenait en outre au général français l'entière évacuation de l'Italie par les armées républicaines, et partait de là pour engager Monnier à ne point prolonger une défense inutile. Celui-ci répondit que rien ne pourrait lui faire transgresser son devoir et les lois de l'honneur.

Convaincu que la force seule pourrait vaincre la résistance de son adversaire, le général Frœlich se détermina à tenter une attaque générale sur la place, et en fixa l'époque au 2 novembre, jour de la commémoration des morts. Quatre-vingts bouches à feu commencèrent d'abord un feu terrible sur les forts et sur la ville ; bientôt après, tous les postes avancés furent attaqués, et les Français qui les défendaient repoussés jusque sous les murs de la place. Le général autrichien déploya alors la plus grande partie de ses forces. 1,500 hommes exténués par les fatigues d'un service continuel, pendant l'espace de trois mois et demi qu'avait déjà duré le siége, eurent à se défendre contre plus de 10,000 hommes de troupes régulières. Tandis que deux fortes colonnes débouchant par le Monte-Pelago se portaient, l'une vers la mer, et l'autre par le grand chemin qui conduit du Monte-Gardetto à la porte Farina, une troisième colonne composée des grenadiers hongrois et croates, filant par la hauteur de San-Stefano, vint entourer une chapelle située au-dessous du camp retranché, et se trouva sous les murs à l'abri du feu de la place. Pendant ce temps, les Russes, les Albanais et les insurgés repoussaient le poste avancé de la porte de France, et plantaient leurs drapeaux à cinquante toises de la citadelle.

Cependant, le général Monnier, voyant l'ennemi faire des progrès sur tous les points de son attaque, avait ordonné une sortie générale par les portes de France, de Capo-di-Monte, de Farina, de la citadelle et du Monte-Gardetto. Les petites colonnes françaises s'avancèrent contre les assaillants avec la dernière intrépidité ; les plus grands efforts eurent lieu à San-Stefano, hauteur qui plonge la citadelle, comme nous l'avons déjà dit, et qui domine entièrement Ancône. Les Autrichiens, attachant la plus grande importance à la possession de ce poste, s'y défendirent

avec opiniâtreté. Deux fois chassés par les Français, ils revinrent deux fois à la charge, et, à la dernière, le général Frœlich envoya une colonne sur la Maison brûlée, avec ordre de s'en emparer à quelque prix que ce fût; mais le chef de brigade romain Palombini et les deux aides de camp de Monnier, Girard et Demoly, réunirent leurs colonnes pour arrêter les Autrichiens. Frœlich fit en vain appuyer son attaque par quelques pièces de canon; vainement il envoya un second détachement pour appuyer le premier : les Français restèrent maîtres des postes où les Autrichiens, de leur propre aveu, venaient de perdre plus de 800 grenadiers. L'aide de camp Demoly se distingua éminemment dans cette occasion, où son sang-froid et sa présence d'esprit avaient égalé sa valeur.

Les Autrichiens, obligés de se replier sur presque tous les points, s'étaient arrêtés en avant des positions qu'ils voulaient reprendre. Le feu avait cessé sur la ligne, où l'on n'entendait plus que le bruit des tambours ennemis qui battaient le rappel, lorsqu'un parlementaire se présenta devant le général Monnier, pour demander, au nom du général autrichien, une trêve de trois heures, à l'effet d'enterrer les morts. Monnier accorda quatre heures, et, pendant ce temps, les deux partis se rapprochèrent pour se complimenter réciproquement sur le courage avec lequel ils venaient de combattre. Les Turcs seuls avaient refusé d'accéder à la suspension d'armes, et continuaient d'insulter, par des tirailleries sans effet, la citadelle et la porte de France. Les Autrichiens, indignés, voulaient forcer ces barbares à respecter les lois de la guerre; mais le général Monnier se chargea de ce soin. Il fit attaquer les farouches Albanais par un détachement que commandait le brave capitaine Zenardi, qui les ramena, la baïonnette aux reins, jusqu'au pied de leurs retranchements, où les Français parvinrent même à enlever plusieurs drapeaux placés sur l'épaulement.

Lorsque la trêve fut expirée, les Autrichiens renouvelèrent leurs tentatives pour s'emparer de San-Stefano et de la Maison brûlée. Mais elles ne réussirent pas mieux que les précédentes; et la nuit, qui survint, termina le combat. Il était temps, au surplus, que cette lutte inégale cessât. Les Français, accablés par la fatigue, n'étaient plus soutenus que par leur courage

1799—an VIII Italie. surnaturel et par l'envie de se montrer dignes de leur général et des vaillants chefs qui les dirigeaient. Les Romains et les Cisalpins avaient rivalisé de zèle et de gloire avec leurs aînés sur le champ de bataille. Généraux, officiers, soldats, tous s'étaient conduits en héros ; et cependant, malgré l'extrême disproportion de leur nombre, les assiégés n'avaient point essuyé une perte trop considérable, puisqu'il ne resta guère qu'une centaine de soldats sur le champ de bataille. Le lieutenant de hussards volontaires Dulong[1], qui, atteint de deux coups de feu, continua de combattre jusqu'à ce qu'il eût reçu une troisième blessure, assez grave pour le forcer à quitter le champ de bataille ; un caporal de la 8e demi-brigade légère, nommé Ponseff, et le tambour de la 16e, Jean-Louis, furent particulièrement cités dans le rapport du chef d'état-major de la place, comme ayant donné des preuves plus remarquables de leur valeur. Le chef de l'état-major cita encore avec de grands éloges les chefs de bataillon Lecouturier, Boudin, Madier ; les capitaines de la 16e demi-brigade légère Dunoguès (tué), Delage, Médon ; les lieutenants Witz, Legras, Lesage et Wonalin (tous de la 16e) ; le lieutenant Malpey, de la 8e ; le sous-lieutenant Casaubon, de la 55e ; les lieutenants romains Belamour et Bouillé ; les sergents Bremont, Lasale, Segriste, Fournier, Loyau, Blancard et Maille ; les caporaux Desolé, Leguin et Spada ; les chasseurs Launay, Sernon, Daralon, Mereau, Heller et Ramicau.

L'échec éprouvé par l'ennemi rendit celui-ci plus circonspect, et il se borna désormais au feu de ses batteries. Le 10 novembre, l'une des courtines du grand bastion de la citadelle s'écroula en deux endroits. Le feu des assiégés ne répondait plus que faiblement à celui de l'artillerie des alliés ; presque toutes les munitions étaient épuisées, et la saison, devenue trop humide, ne permettait plus à l'ingénieux Briche d'en fabriquer de nouvelles. A deux heures après midi, le général Frœlich fit déboucher de ses lignes plusieurs colonnes qui vinrent menacer le Monte-Gardetto et le camp retranché ; et, vers quatre heures du soir, un nouveau parlementaire se présenta aux postes avancés.

[1] Depuis lieutenant général et lieutenant commandant la première compagnie des gardes du corps du roi.

C'était le général Schall lui-même qui venait, accompagné du chef de l'artillerie autrichienne et d'un aide de camp du général Frœlich, apporter une quatrième et dernière sommation. Cette pièce est trop honorable pour la garnison d'Ancône, et démontre trop bien l'estime que la conduite de celle-ci avait inspirée au général Frœlich, pour que nous ne la consignions point ici toute entiere : 1799—an VIII Italie.

« Les dégâts opérés jusqu'à ce jour par le feu de mon artillerie, disait le général autrichien, doivent vous convaincre, Monsieur le général, que je ne manque pas de moyens d'en faire de plus grands encore pour mettre un terme à ce siége.

« Si je vous assure de plus que, d'après votre résistance outrée, j'ai demandé qu'on me triplât mon artillerie et mes munitions, et qu'elles sont en route, il ne me reste, Monsieur le général (après avoir prouvé à l'univers, qui nous jugera, que j'ai épuisé tous les moyens de conciliation), il ne me reste qu'à vous sommer pour la dernière fois de rendre Ancône avec toutes ses dépendances.

« Voudrez-vous donc, Monsieur le général, avec une garnison affaiblie, manquant de vivres, accablée de tant d'autres besoins....... voudrez-vous pousser les choses à la dernière extrémité? Voudrez-vous prolonger des maux auxquels le véritable guerrier est toujours sensible, des maux que votre résistance ultérieure ne justifierait jamais?

« Dans ce cas, Monsieur le général, voilà la dernière syllabe que vous recevrez de moi..... et comptez d'avance que dès lors je ne pourrai ni ne voudrai écouter aucune proposition, de telle teneur qu'elle soit, hormis, et tout au plus, celle de vous rendre à discrétion.

« Persuadez-vous bien aussi, Monsieur le général, que je devrai au sang que mes braves soldats, mes braves frères d'armes ont versé devant Ancône, comme à celui que j'aurai la douleur de leur voir répandre encore, de vous rendre personnellement responsable (dans toute l'étendue du terme) de tous les événements, Monsieur le général, et de vous abandonner, vous et les vôtres, à toutes les rigueurs du sort que votre conduite sans exemple pourra attirer sur vous.

« C'est pourquoi je vous envoie M. le général-major Schall, qui est instruit de mes intentions, et auquel je donne pleins pouvoirs de s'aboucher, traiter et convenir provisoirement avec vous des bases d'une capitulation qui s'accorde avec la gloire de ma très-haute cour et celle de ses armes.

« L'unique but de la proposition que je vous fais est de mettre enfin un terme aux calamités réciproques. Je vous prie donc, Monsieur le général, de vouloir la rendre à votre conseil de guerre, assemblé conformément à vos lois militaires. Je me réserve néanmoins la ratification de ce dont on sera convenu ; et le parti que vous prendrez sera décisif pour moi.

« Je vous adjure, Monsieur le général, d'être aussi sensible au cri de l'humanité que vous l'avez été jusqu'à présent à celui du guerrier.

« J'attends donc votre réponse prompte et satisfaisante, si ce n'est la capitulation elle-même que, comme philanthrope, je désire et aime à prévoir.

« *Signé* FRŒLICH, lieutenant général. »

Si le général Monnier n'eût voulu suivre que son sentiment particulier, il eût probablement répondu par la négative à cette dernière sommation ; mais, effrayé de sa responsabilité dans cette grande circonstance, il sentit que refuser d'écouter les propositions du général autrichien, c'était vouloir, sans avantage pour la patrie, s'exposer au reproche d'avoir causé la perte de tous les braves qui pouvaient la servir encore. Cette considération le détermina donc à assembler un conseil de guerre, pour discuter la question de savoir : si l'on continuerait de se défendre, ou si l'on consentirait à une capitulation. Après une discussion très-longue, Monnier donnant son avis comme simple membre, et persistant dans l'opinion qu'on pouvait tenir encore, le conseil reconnut d'abord, à la presque unanimité :

1° Que les approvisionnements de siége complétés par le zèle infatigable du commissaire Martin pour 1,500 hommes étaient presque totalement épuisés, et qu'il n'en restait plus que pour quelques jours ;

2° Qu'il était constant que la ville d'Ancône, défendue par

une seule enceinte, n'était plus fermée que par le courage et les 1799—an VIII Italie.
baïonnettes ; que les fortifications des Capucins, endommagées par le feu de l'ennemi et par les pluies, n'étaient plus à l'abri d'un coup de main ; que les deux dernières attaques avaient tellement écrasé la citadelle, qu'on ne pouvait s'y maintenir qu'en réparant les brèches faites et les autres ouvrages abattus, réparation qui était désormais impossible ; que le Monte-Gardetto pouvait d'un moment à l'autre être séparé de la ligne de défense, si l'ennemi parvenait à se rendre maître des deux autres forts ; que le lazaret tomberait également par la même cause, ainsi que la porte de France ; que c'était un miracle si le port n'avait pas encore été forcé par la flotte turco-russe ;

3° Qu'il n'existait de poudre que pour une demi-journée d'attaque un peu chaude (quinze milliers) ; que la saison ne pouvait permettre de perfectionner celle qu'on avait fabriquée jusqu'alors ; qu'il était impossible de remplacer les affûts démontés par le feu de l'ennemi ;

4° Que, s'il restait des vivres pour quelques jours encore, en supposant des privations, il ne fallait pas oublier une population de dix-huit mille âmes, accablée depuis trois mois de la plus grande misère, et qui ne s'alimentait depuis quinze jours que par les secours que lui fournissaient les forts ; que le principal moyen de défense consistant dans les munitions, il n'en restait pas même assez pour s'ensevelir sous les ruines de la place ;

5° Que, par sa vigoureuse défense, la garnison ayant inspiré à l'ennemi la plus haute estime envers ceux qui la composaient, on devait par conséquent espérer qu'elle serait traitée honorablement ; et qu'enfin les membres du conseil, tout résolus qu'ils étaient à soutenir l'honneur national jusqu'à extinction, ne devaient pas oublier que l'intérêt de la patrie exigeait qu'on lui conservât des défenseurs, et qu'une lutte trop longtemps prolongée pourrait compromettre l'existence et la liberté de la garnison, sans aucun avantage réel pour la république.

D'après ces considérations, le conseil de guerre arrêta qu'il serait présenté au général Frœlich un projet de capitulation ; mais il déclara formellement qu'il ne voulait et n'entendait négocier qu'avec les troupes impériales seules, préférant plutôt la mort

1799—an VIII Italie. au déshonneur de traiter avec des Russes et des Turcs qui avaient violé les usages de la guerre et le droit des gens [1].

Le refus d'admettre, dans les négociations relatives à la capitulation, les commandants russes et turcs, parut d'abord mettre quelque obstacle à sa conclusion. Le général Frœlich se souvenait d'avoir lui-même refusé son assentiment à la capitulation de Rome parce que le général Garnier ne s'était adressé qu'au général napolitain Burchard et au commodore anglais Towbridge; et il craignait de s'exposer au mécontentement des Russes et des Turcs, alliés de l'empereur son maître; cependant, après avoir longtemps hésité, et sur la menace des commissaires français de rompre la négociation si cette condition ne faisait point partie essentielle de la capitulation, le général Frœlich consentit à traiter seul; et, le 18 novembre, il approuva la convention dont nous citerons les articles suivants [2], débattus entre MM. le général Lucotte, le consul français Mangourit, le chef d'état-major Girard, le chef de bataillon Lecouturier, tous commissaires nommés à cet effet par le général Monnier; et le général-major Schall, chargé des pouvoirs du général Frœlich :

« Art. 1[er]. Les troupes de la garnison d'Ancône et des forts en dépendant, aux jour et heure convenus, sortiront de la place avec tous les honneurs de la guerre demandés, pour se rendre en France comme prisonniers de guerre; et ne serviront contre S. M. I. et R., ni contre ses alliés, qu'après parfait échange. La troupe déposera les armes dans le lieu qui sera fixé par un article additionnel. Les soldats et sous-officiers conserveront leurs havresacs; le général commandant la division, le consul de la république française, les généraux, officiers de terre et de mer, les employés civils et militaires conserveront leurs armes, leurs chevaux, suivant leurs grades, et leurs effets personnels. Le général Frœlich, voulant donner une preuve d'estime aux troupes de la garnison pour la défense courageuse et *au-des-*

[1] Nous rappelons ici la détention illégale du colonel Allix par l'amiral Woinowich, et le refus fait par les Turcs de reconnaître la suspension d'armes du 2 novembre.

[2] (En raison de leur importance et de l'honneur qu'ils font à la brave garnison d'Ancône.)

sus de toute attente qu'elles ont faite, accorde aux sous-officiers *le port de leurs sabres pour se rendre à leur destination.* Et pour donner à toute la division, comme au général Monnier, qui la commande, un témoignage de sa considération particulière *et d'estime de nation à nation contractantes*, lui accorde *une garde d'honneur composée de quinze cavaliers montés, armés, équipés, et de trente carabiniers armés.* 1799 — an VIII Italie.

« 2. La division sera accompagnée et protégée dans sa marche jusqu'aux avant-postes français de l'armée d'Italie par un corps déterminé de troupes impériales, commandé par un officier d'état-major.

« 3. La division, se rendant en France par la voie qu'elle jugera la plus commode, fera route aux frais de S. M. l'empereur et roi; chaque militaire ou employé recevra les rations en tous genres et le logement attribués à son grade par les lois et règlements français; sa marche ne sera point forcée, mais réglée militairement d'après celle de l'infanterie française. Le général Monnier, commandant la division, fera, de concert avec l'officier d'état-major autrichien, la fixation du logement au bivouac, s'il était jugé convenable, ainsi que des heures de départ et des lieux de séjour.

« 4. Il sera accordé, aux frais de S. M. l'empereur et roi, le nombre de chariots nécessaire au transport des effets personnels des officiers, employés, conseils d'administration et dépôts des corps de la division. Le nombre desdits chariots sera convenu d'après l'état des besoins que fournira le commissaire des guerres français. Le général commandant la division, le consul de la république française, les généraux de brigade Lucotte, Pino, Palombini, le chef d'état-major de la division, les commandants du génie et de l'artillerie, le payeur de la division, les commissaires des guerres et de la marine française, l'agent du commissaire civil des finances de la république romaine, sont autorisés à emmener chacun leurs fourgons couverts, pour le transport de leurs papiers d'administration comme de comptabilité, et de leurs effets personnels quelconques.

« 5. Les malades de l'hôpital de la division qui pourront être transportés le seront, aux frais de S. M. l'empereur et roi, avec les vivres, médicaments, coffre de chirurgie et officiers de santé

1799 — an VIII Italie. suffisants pour le voyage d'Ancône en France. Les malades qui ne pourraient être évacués sans péril resteront à Ancône; ils y seront protégés comme un dépôt sacré, et traités à l'instar des malades de S. M. I. et R. La division les confie à la générosité, à la loyauté et à l'humanité de la nation autrichienne. Le général Monnier leur assignera le nombre d'officiers de santé et d'infirmiers indispensable, sous la surveillance d'un officier militaire français et d'un commissaire des guerres. Aussitôt que lesdits officiers et commissaires requerront le transport des convalescents, soit par terre, soit par mer, suivant qu'il sera le plus convenable à leur état, ce transport leur sera religieusement accordé.

« 8. Tous les individus, de quelque nation ou religion qu'ils soient, habitants de la ville d'Ancône, et notamment les Hébreux, ne pourront être troublés, molestés et recherchés, directement ou indirectement, eux ni leurs familles, pour le soupçon et pour la manifestation de leurs opinions civiles, politiques et religieuses, ainsi que pour les faits qui sont résultés du changement de gouvernement sur le territoire romain. Cette disposition s'appliquera à ceux d'entre eux qui ont pris les armes ou exercé des emplois civils ou administratifs pendant cette époque, et que l'on voudrait poursuivre sur les faits de leur gestion.

« 9. La commission administrative d'Ancône, les ex-membres des administrations centrales des ci-devant départements du Tronto, du Musone et du Metauro, de leurs tribunaux et municipalités; les subordonnés de tous ces corps politiques; les patriotes de la république romaine, comme les citoyens et sujets des puissances alliées de la république française, qui voudront suivre la division d'Ancône, eux, leurs familles et effets, en auront la liberté la plus entière, et ne pourront être retardés ni empêchés sous aucun prétexte que ce soit. »

Cette capitulation, glorieux témoignage de l'estime des vainqueurs pour les vaincus, fut fidèlement exécutée par les deux parties contractantes à Ancône. Les Autrichiens, enthousiasmés de la belle défense du général Monnier, ne savaient quels honneurs lui rendre pour lui prouver leur profonde admiration. Le commandant de l'artillerie autrichienne étant venu avec d'autres commissaires, après la capitulation, pour constater l'état

des forts et des magasins, ne voyant de tous côtes que brèches et décombres, observant toutes les pièces démontées ou crevées, et n'ayant trouvé que quatorze milliers de poudre, dont la moitié était avariée, ne put s'empêcher de manifester un étonnement approbateur; et, se retirant sans donner de reçu, il dit aux officiers français qui l'entouraient: « Vous n'avez conservé que la gloire, nos reçus n'y ajouteraient rien. »

Le 16 novembre était le jour fixé pour la prise de possession d'Ancône par les Autrichiens et pour l'évacuation de la place par les Français. La garnison, après avoir défilé, s'arrêta en colonne sur la chaussée de la porte de France, attendant sous les armes son général en chef. Trois bataillons de grenadiers autrichiens étaient rangés devant elle : Monnier parut, et, se portant au centre, il adressa aux troupes le discours suivant :

« Soldats républicains! la longue et opiniâtre résistance que vous avez faite en défendant Ancône vous couvre de gloire, elle sera citée par la postérité. La nécessité a voulu que je traitasse avec l'ennemi, et je me suis attaché à ce que les conditions fussent communes au soldat, à l'officier, à votre général. Nous rentrons en France sur parole. Vous allez traverser *l'Italie abandonnée, mais qu'un jour les armes françaises, mieux dirigées, sauront reconquérir*. Vous aurez des marches pénibles et la rigueur de la saison à braver; je veillerai à ce qu'il soit pourvu à tous vos besoins. Mon dernier soin, en quittant ces lieux que nous avons illustrés, est de vous recommander le plus grand ordre, afin que, rendus à la patrie, vous soyez toujours les dignes enfants de la république. »

Nous avons déjà fait remarquer que la garnison avait trouvé des vainqueurs généreux dans les braves qu'elle avait combattus; mais, en arrivant à Pavie, elle y fut retenue quatorze jours, au mépris de la capitulation. Le général Mélas, qui commandait toujours les forces autrichiennes en Italie, voulut même forcer les Français à franchir les montagnes du Tyrol et à gravir les monts helvétiques pour revenir en France par Bâle.

Monnier réclama avec fermeté l'exécution de la capitulation : il représenta que l'article 3 accordait aux Français la faculté de se rendre dans leur patrie par la voie *qu'ils jugeraient la plus*

1799—an VIII Italie. *commode;* et il annonça que ses soldats indignés avaient pris la résolution de mourir plutôt que de souffrir que cette convention fût violée. Une détermination aussi désespérée imposa au général autrichien, qui se décida à les laisser passer par la route du mont Cénis; mais les chemins se trouvèrent impraticables. Les rivières débordées et les fréquentes avalanches offrirent à la marche de la garnison des obstacles tels, qu'elle fut obligée de revenir sur ses pas, après avoir supporté des fatigues inouies. Elle se dirigea ensuite par Alexandrie, Acqui, Fossano, Asti, sur Gênes, où elle arriva dans les derniers jours de décembre, pour rentrer en France par la route de la mer. Bonaparte, alors premier consul, s'empressa de témoigner au général Monnier la profonde estime que lui avait inspirée sa belle conduite, et l'éleva au grade de général de division. Échangé, peu de temps après, contre le général autrichien Lusignan, Monnier se hâta de reprendre de l'activité; et nous le retrouverons, dans l'année qui va suivre, à la tête d'une division de la nouvelle armée qui, *mieux dirigée* que la dernière, devait, suivant l'expression prophétique de ce général, *reconquérir l'Italie abandonnée.*

CHAPITRE XII.

ANNÉE 1800.

Démarches du premier consul pour obtenir la paix; insurrection et pacification de la Vendée; préparatifs pour l'ouverture de la campagne sur le Rhin et en Italie, etc. — Suite des opérations militaires en Égypte; Kléber prend le commandement de l'armée; Mourad-Bey est poursuivi dans le Sayd. Les Turcs, débarqués à Damiette, sont défaits par le général Verdier; convention d'El-Arich pour l'évacuation de l'Égypte par les Français, etc. — Ouverture de la campagne en Italie; combats dans la Ligurie; prise de Savone; Masséna renfermé dans Gênes, etc., etc., etc.

Démarches du premier consul pour obtenir la paix, etc. 1800—an VIII France.
— La révolution du 18 brumaire venait de placer le général Bonaparte au plus haut degré de puissance qu'un citoyen pût atteindre dans sa patrie, par le choix ou de l'aveu de ses concitoyens. Devenu légalement premier consul de la république, l'heureux guerrier, échappant à ce genre d'ivresse qui est l'écueil d'une ambition satisfaite, sentit que, pour s'affermir dans le poste périlleux qu'il enlevait à l'intrigue et à l'impéritie, il devait jouer le seul rôle qui pût répondre à l'attente des gens de bien, celui de pacificateur de la France et de l'Europe. Pour parvenir à ce but, il était nécessaire de négocier d'abord avec la puissance qui, depuis le commencement de la révolution, n'avait point cessé d'attiser le feu de la guerre. Le consul, dédaignant les détours d'une politique artificieuse, s'adressa donc directement au souverain de la Grande-Bretagne, pour lui faire part de ses intentions, avec une franchise et une loyauté peu usitées jusqu'alors dans la diplomatie européenne. Il proposa au roi Georges III de s'entendre avec lui pour mettre un terme aux ravages d'un fléau qui durait

1800—an VIII France. depuis huit ans sans que les peuples eussent obtenu quelque allégement dans leurs malheurs [1].

Cette démarche du premier consul ne fut point accueillie, comme semblaient l'exiger les intérêts de l'humanité, par le ministère anglais. Le célèbre Pitt, dont le génie exerçait depuis longtemps une si grande influence sur la politique de l'Europe, s'opposa formellement et avec son énergie accoutumée à ce qu'on prêtât l'oreille aux propositions de Bonaparte. « Dans aucun cas ne traitez avec cet homme, » disait-il à la fin de ses discours. Il ajoutait que l'intérêt de l'Angleterre ne permettait pas de faire la paix tant que la France ne rentrerait pas dans ses anciennes limites. Lord Grenville avait dit à la chambre des pairs que « quand même on supposerait qu'on dût compter « sur la sincérité de Bonaparte, il resterait encore à examiner

[1] Voici la lettre que Bonaparte écrivit à ce sujet au roi d'Angleterre :

Paris, le 5 nivôse an VIII de la république.

Bonaparte, premier consul de la république française, à Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté.

La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? n'est-il donc aucun moyen de s'entendre?

Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins comme la première des gloires?

Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté, qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des États faibles, ne décèlent dans les Etats forts que le désir de se tromper.

La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier.

De Votre Majesté, etc.

BONAPARTE.

« s'il pourrait conclure la paix aux conditions que l'Europe était 1800—an VIII France.
« dans le cas d'imposer à la France; qu'il aurait à craindre la « masse du peuple à qui ces conditions ne plairaient pas; « enfin, que le gouvernement français n'était pas constitu- « tionnel. » Le premier ministre s'expliqua plus positivement encore à la chambre des communes; il fit devant l'Europe attentive une concession remarquable; il dit « que le roi d'Angleterre n'avait point l'intention de prescrire à une nation étrangère la forme de son gouvernement; qu'il ne croyait même pas, dans l'état actuel des choses, qu'il fût possible de rétablir de force la monarchie en France; qu'il ne le désirait point, mais qu'il espérait que cette nation, dégagée du poids de l'autorité militaire par les efforts des armées combinées, pourrait enfin exprimer un vœu réel. » Toutefois, plusieurs membres distingués de l'opposition manifestèrent des sentiments différents. MM. Erskine, Fox et Sheridan se signalèrent particulièrement dans cette lutte mémorable, en défendant la cause de l'humanité contre les arguties de la politique, en repoussant toutes les doctrines sur lesquelles s'appuyaient les amis et les créatures du ministère pour démontrer la nécessité de continuer la guerre. Ils répondirent aux déclamations de leurs adversaires dans la chambre des communes par des arguments tirés du droit naturel et du droit des citoyens; ils développèrent l'esprit et la marche du siècle, prirent leurs exemples dans l'histoire même d'Angleterre, et cherchèrent à insinuer que le changement opéré dans le système politique de la France pouvait être favorable à l'établissement d'une paix durable entre les deux nations.

Mais l'éloquence de ces dignes amis de la liberté générale demeura sans effet contre le crédit du fils de lord Chatam. Ce ministre, fidèle aux principes de la vieille politique insulaire, n'admettait aucune garantie tant que la France conserverait, avec la Belgique et la disposition des ressources maritimes de la Hollande, une situation toujours hostile contre l'Angleterre. Une note officielle évasive, transmise par lord Grenville, en réponse à la lettre du premier consul, détruisit toute espèce de rapprochement. Ainsi le ministère anglais répond en 1799, au sortir de la révolution, dans l'état des esprits en France, qu'il ne peut entendre à des ouvertures de paix que si l'on rétablit la

1800—AN VIII France. maison de Bourbon et si la France consent à rentrer dans ses anciennes limites, comme si l'on proposait à l'Angleterre d'abandonner les Indes et de rétablir les Stuarts. C'est ce que répondit M. de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères. C'était donc une nouvelle déclaration de guerre, un virulent manifeste que le gouvernement britannique s'empressait d'opposer au vœu des peuples pour la paix.

Cependant, un des souverains les plus puissants de la coalition, celui sur lequel l'Angleterre comptait le plus dans la grande lutte qu'elle se proposait de continuer contre la France, Paul I[er], empereur de Russie, semblait déjà vouloir se détacher sérieusement d'une ligue où ses armes n'avaient brillé que d'un éclat éphémère, entièrement effacé par les revers éprouvés en Suisse et en Hollande. Bonaparte crut le moment opportun pour tirer parti du mécontentement du monarque russe et de la mésintelligence qui s'était manifestée entre ce prince et le chef de l'empire germanique. Une seule démarche du consul produisit plus d'effet sur l'esprit bizarre de Paul I[er] que n'en auraient obtenu peut-être les négociations les plus habilement dirigées et les mieux suivies. Les troupes russes faites prisonnières en Hollande et en Suisse furent rassemblées dans l'intérieur de la France, habillées à neuf, et renvoyées dans leur patrie sans aucune proposition d'échange. Ce trait de générosité captiva le souverain moscovite, et, sans vouloir approfondir les adroits desseins du nouveau chef du gouvernement républicain, il crut devoir répondre à cette avance obligeante en rappelant les troupes qu'il avait encore en Allemagne. Il déclara qu'il ne voulait plus faire partie de la coalition, et s'empressa d'éloigner de Saint-Pétersbourg tous les agents anglais, qui lui étaient devenus odieux depuis la malheureuse issue de l'expédition de Hollande, où il supposait que ses soldats avaient été perfidement sacrifiés.

Cette détermination de l'empereur Paul débarrassait la France d'un ennemi d'autant plus à craindre, que, malgré les échecs précédents, il ne s'était point encore affaibli dans la proportion des autres puissances, pendant une guerre qui durait, pour ces dernières, depuis huit années; elle facilitait à Bonaparte les moyens de maintenir dans la neutralité les souverains qui avaient

déjà fait leur paix avec la république, et que l'Angleterre aurait peut-être réussi à entraîner une seconde fois dans son parti. En effet, le consul s'appliqua surtout à resserrer les liens de bonne intelligence qui unissaient la France avec la Prusse. Frédéric-Guillaume avait observé religieusement jusqu'alors les conditions du traité de 1795. En sollicitant la médiation de ce monarque pour obtenir la paix avec l'Allemagne, Bonaparte voulut l'engager à étendre le cordon des troupes prussiennes sur le bas Rhin, afin d'avoir lui-même une ligne moins considérable à défendre. Il chargea de cette mission délicate le colonel Duroc, son aide de camp, et celui-ci s'en acquitta avec toute l'adresse qui pouvait la faire réussir. Le roi de Prusse promit de suivre invariablement le système qu'il avait adopté, et d'employer ses bons offices auprès de quelques autres puissances voisines de ses États pour les amener au même but. En effet, l'exemple de ce prince, et les démarches qu'il fit faire par ses agents, contribuèrent beaucoup à la détermination que prirent successivement les gouvernements de Saxe, de Danemark et de Suède, de rester tranquilles spectateurs de la querelle qui menaçait d'ensanglanter l'Europe encore une fois.

1800 — an VIII France.

L'Angleterre, l'Autriche, la Bavière et quelques princes de l'empire étaient donc les seuls ennemis que la France eût à combattre. Bonaparte crut alors devoir renouveler auprès de l'empereur d'Allemagne la proposition qui avait échoué vis-à-vis du roi ou plutôt du ministère de la Grande-Bretagne, et François II ne parut pas éloigné de l'accueillir. Des négociations s'ouvrirent entre les cabinets de Vienne et de Paris; mais les intrigues, et principalement l'or de l'Angleterre, prévalurent sur les dispositions du souverain de l'Autriche. Ces deux puissances, s'unissant bientôt par un nouveau pacte, résolurent de pousser la guerre avec encore plus de vigueur que dans la campagne précédente, bien qu'elles fussent privées du formidable appui de la Russie, à laquelle la coalition était redevable de la plus grande partie des succès obtenus dans cette même campagne. Quelques historiens ont accusé le cabinet de Vienne d'avoir cherché à mettre à un plus haut prix son alliance avec l'Angleterre, en paraissant d'abord disposé à écouter les propositions que lui faisait le chef du gouvernement français.

1800—an VIII France. Des ordres furent donnés pour effectuer des levées considérables dans les États héréditaires de la maison d'Autriche et pour compléter le contingent de l'empire. L'Angleterre promit de prendre à sa solde 12,000 Bavarois, et fournit de l'argent pour organiser les levées en masse des habitants de la Souabe et du bas Rhin.

Toutefois, si Bonaparte n'avait pu réussir dans ses démarches pour obtenir la paix, il obtint du moins un résultat heureux de ses intentions loyales, par la confiance sans bornes dont ses concitoyens l'investirent. Le refus fait par le cabinet de Saint-James de répondre aux avances du premier consul causa une indignation générale parmi les Français; ils ne pensèrent plus qu'à courir aux armes pour se venger de l'obstination que les alliés mettaient à continuer la guerre dans le seul but de détruire l'indépendance nationale. Tout citoyen se crut insulté dans la personne du chef de l'État. Irritée du mépris qui lui avait été prodigué dans les débats du parlement d'Angleterre, l'immense majorité du peuple français fut prête à tous les sacrifices qu'exigeaient l'honneur et le salut de la patrie. Ainsi, secondé par l'opinion publique, Bonaparte put s'occuper de tous les moyens propres à donner à son administration une marche ferme et vigoureuse, et à forcer les ennemis de la France d'accepter le bienfait de la paix générale.

La pitoyable gestion du dernier directoire, et la terreur inspirée par la loi des otages, avaient rallumé la guerre civile de la Vendée avec non moins de violence qu'avant la pacification du général Hoche. Cependant, la plupart des anciens chefs des armées royales et catholiques, autrefois si redoutables pour la république, avaient disparu. Les hommes qui se disaient leurs successeurs manquaient sans doute du crédit, de l'énergie ou des talents nécessaires pour opposer une certaine masse de résistance au gouvernement républicain, puisqu'ils n'avaient su organiser que des bandes isolées, sans discipline, plus propres à des assassinats partiels, au vol, au pillage des voyageurs et des habitations écartées, qu'à exécuter les entreprises, les coups de main hardis des anciens Vendéens.

Les chefs Georges Cadoudal, le Mercier, Dandigné, de Bourmont, Suzannet, Frotté, d'Autichamp, le Loureux, la Préva-

laye, etc., etc., avaient, à la vérité, remplacé Bonchamp, d'Elbée, Lescure, Larochejaquelein, ces valeureux soutiens de la cause royale dans les départements de l'Ouest; mais, trop faibles ou trop mal secondés, ils n'avaient pu parvenir à rallier sous les bannières de la royauté le grand nombre de mécontents que renfermait alors la France. On vit se renouveler sous ces chefs, divisés entre eux, tous les excès qui avaient signalé l'existence des premiers chouans. 1800—an VIII France.

Notre intention n'est point d'entrer dans les détails de cette nouvelle guerre impie, où des Français se faisaient un affreux devoir de tremper leurs mains dans le sang de leurs concitoyens, et d'imiter la conduite de ces misérables qui sont presque toujours atteints par le glaive de la justice, chez les peuples civilisés. D'ailleurs l'insurrection des chouans en 1799 et en 1800 offre des faits trop peu importants, sous le rapport militaire, et trop odieux sous plusieurs autres, pour que nous prenions la tâche d'en faire le récit. Nous nous bornerons donc à dire que dans une partie de la Bretagne et de la Normandie, dans l'Anjou, le Maine et le Poitou, des rassemblements plus ou moins nombreux se formèrent; mais ils ne furent jamais bien redoutables pour la république, par le défaut d'ensemble dans les opérations, ou plutôt par la nature même de ces opérations partielles. En effet, les différents commandants des insurgés se conduisaient comme s'ils n'eussent voulu agir que pour leur propre compte. Toutefois, à l'époque de la création du gouvernement consulaire, les choses en étaient venues au point que les moyens ordinaires de répression ne suffisaient plus, et qu'il fallut employer de plus grandes forces pour arrêter les progrès toujours croissants de cette nouvelle guerre civile.

Bonaparte ordonna aux deux généraux Brune et Hédouville de se rendre dans les départements de l'Ouest, avec une partie des troupes qui venaient de forcer les Anglais à évacuer le territoire batave, et leur enjoignit de réduire les rebelles par le fer, si la voie de la persuasion était impuissante pour les faire rentrer dans l'ordre social. L'envoi de ces forces fut précédé d'une proclamation dont nous croyons devoir citer quelques passages. « Une guerre impie, disait le premier consul, menace d'embraser une seconde fois les départements de l'Ouest..... Ce sont en-

core des traîtres vendus à l'Angleterre et instruments de ses fureurs, ou des brigands qui ne cherchent dans les discordes civiles que l'aliment et l'impunité de leurs forfaits. A de tels hommes le gouvernement ne doit ni ménagement, ni déclaration de ses principes. Mais il est des citoyens chers à la patrie qui ont été séduits par leurs artifices ; c'est à ces citoyens que sont dues les lumières et la vérité. Des lois injustes ont été promulguées, des actes arbitraires ont alarmé la sécurité des citoyens et la liberté des consciences....... C'est pour réparer ces injustices et ces erreurs qu'un gouvernement fondé sur les bases sacrées de la liberté, de l'égalité et du système représentatif a été proclamé...... Il pardonnera et fera grâce au repentir ; mais il frappera quiconque oserait encore résister à la souveraineté nationale. »

Cette proclamation ordonnait en outre la dissolution des rassemblements royalistes et leur désarmement sous dix jours. A ces conditions, le gouvernement accordait une amnistie entière et absolue. Après avoir annoncé aux soldats républicains la mission dont il les chargeait, le consul ajoutait : « Marchez ! des brigands, des transfuges, des stipendiés de l'Angleterre, ne peuvent être que des hommes sans aveu, sans cœur, sans honneur. Marchez donc contre eux ! vous ne serez pas appelés à déployer une grande valeur. Que j'apprenne bientôt que les chefs des rebelles ont vécu...... Exterminez ces misérables, le déshonneur du nom français ! Faites une campagne courte et bonne. » Les intentions de Bonaparte furent remplies. Le général Brune, arrivé à Nantes vers la fin de janvier, annonça, avant le premier mars, que la pacification était complète.

Cependant les deux généraux avaient bien moins fait usage des moyens de rigueur qu'ils avaient à leur disposition que de l'esprit de conciliation, dont ils surent se servir avec succès. Ils gagnèrent à prix d'argent ou par des promesses quelques-uns des chefs de l'insurrection. Ils parvinrent à faire connaître dans les campagnes les changements survenus dans le gouvernement de la république, et à ranimer la confiance dans les mesures de tranquillité intérieure, que les persécutions intempestives du Directoire avaient fait perdre.

Ils insinuèrent que le parti royaliste allait être abandonné par

l'Angleterre, par suite des négociations que le premier consul 1800 – an VIII. France.
venait d'entamer, disaient-ils, avec cette puissance. Abandonnés de leurs soldats, et persuadés que le seul moyen de salut qui leur restât était de se soumettre au gouvernement consulaire, la plupart des chefs royalistes se déterminèrent à capituler et obtinrent des conditions avantageuses. Quelques-uns d'entre eux, tels que Bourmont et Scépeaux, furent admis dans la suite à prendre du service dans les armées françaises. Frotté, Georges Cadoudal et le Mercier, dit *La Vendée*, restèrent seuls en armes pendant quelque temps, et voulurent vainement résister aux colonnes dirigées contre eux par le général Brune. Battus complétement dans toutes les rencontres, ils furent enfin obligés de se soumettre comme les autres et d'accepter le pardon qui leur était offert. Georges Cadoudal, après avoir hésité, finit cependant par se sauver en Angleterre, dans l'espérance de trouver, sans doute, de plus grands avantages que ceux qui lui avaient été offerts par les agents du premier consul.

Cette prompte pacification de la Vendée, délivrant le gouvernement des vives inquiétudes que lui donnait la renaissance de la guerre civile, augmenta encore la confiance dans son nouveau chef, et celui-ci put appliquer toutes ses ressources à la guerre extérieure. C'est à cette même époque que Bonaparte donna connaissance de l'issue de ses démarches auprès du gouvernement britannique. Dans la proclamation qu'il adressa au peuple français à cette occasion, il déclarait « que le ministère anglais ayant repoussé la paix, il fallait, pour la commander, de l'argent, du fer et des soldats. »

En s'exprimant ainsi, le consul indiquait assez clairement quels sacrifices il allait exiger d'un peuple déjà épuisé par huit années d'une guerre désastreuse; mais tel était l'ascendant qu'il avait déjà pris sur la majorité des citoyens, qu'aucun de ces sacrifices ne parut coûteux à la nation, et qu'elle répondit généreusement à l'appel de son premier magistrat.

Bonaparte ayant réussi à persuader que ses démarches pour procurer la paix à la république avaient été sincères, la guerre devait prendre nécessairement un caractère tout à fait national. Aussi, loin de rencontrer des obstacles dans ses mesures préparatoires, fut-il secondé avec ardeur et reçut-il les témoignages

1800—an VIII France

les moins équivoques d'obéissance et de dévouement. La conscription de la première année du dix-neuvième siècle, cette grande et belle institution empruntée au peuple roi, et dont Bonaparte fera par la suite un si funeste abus, s'effectua sur tous les points de la France (à l'exception de quelques-uns des départements de l'Ouest où elle fut politiquement suspendue) sans qu'on entendît un seul murmure. On vit se renouveler le même élan national qui avait porté en 1793 et en 1794 un si grand nombre de défenseurs de la patrie sur ses frontières. Indépendamment de ce moyen de recrutement, les congés accordés antérieurement furent révoqués, et les réformes soumises à une nouvelle révision.

La création d'un nouveau matériel, après les consommations désordonnées qui avaient eu lieu dans les campagnes précédentes, parut encore plus extraordinaire que la promptitude avec laquelle les lois sur le recrutement venaient d'être exécutées. Toutes les parties de l'administration militaire reçurent une impulsion si active, qu'en moins de deux mois plus de 40,000 chevaux furent rassemblés, et qu'un parc d'artillerie considérable, le mieux attelé qu'on eût vu depuis le commencement de la guerre, fut formé à Paris. L'empressement de toutes les classes du peuple français à concourir au but général ne fut pas même soupçonné par les alliés; ils doutaient encore de ses effets et de l'étendue des préparatifs ordonnés, que déjà ces derniers étaient terminés avec une rapidité qui parut tenir de l'enchantement. L'espèce de sécurité où les ennemis restèrent dans cette circonstance fut une des causes les plus puissantes des triomphes éclatants qui signalèrent la campagne de 1800.

Les levées d'hommes étaient dirigées, au fur et à mesure qu'elles s'opéraient, dans les divers cantonnements occupés par les armées françaises depuis la rivière de Gênes jusque sur le Bas-Rhin, et formant un cordon destiné à couvrir les frontières menacées; ce qui fit penser aux alliés que le premier consul, n'étant point assez fort pour ouvrir lui-même la campagne, se tiendrait sur la défensive, et ne formerait de plan d'opérations que lorsque celui de ses adversaires lui serait bien connu.

La formation d'une armée de réserve, annoncée officiellement par Bonaparte, dut maintenir cette croyance dans l'esprit des puissances coalisées; mais le camp de Dijon, indiqué comme point de rassemblement de cette armée, ne fut d'abord, ainsi que nous le ferons remarquer plus tard en parlant de l'armée de réserve, qu'un grand dépôt où l'on exerçait quelque temps les recrues avant de les diriger sur la frontière. Décidé à faire faire une diversion importante en Allemagne, afin d'empêcher l'Autriche de porter des forces trop considérables en Italie, où il se proposait de combattre en personne l'hydre de la coalition, Bonaparte fit marcher les premiers détachements disponibles vers le Rhin, où l'armée française fut portée en peu de temps à un effectif de plus de 120,000 combattants, tandis que celle d'Italie, que commandait alors Masséna, comptait à peine 25,000 hommes, dans un état de misère et de dénûment presque absolu. Le général Moreau, choisi l'année précédente par le Directoire pour commander l'armée du Rhin, fut continué par Bonaparte dans ce poste honorable, et ce général trouva dans le bon esprit, dans le patriotisme des habitants des Vosges et de l'Alsace, des moyens auxiliaires très-puissants pour commencer la campagne sous les plus heureux auspices. 1800—an VIII France.

Les troupes de l'armée de Hollande, qui venaient, par leur seule présence, d'opérer la pacification des départements de l'Ouest, remplacèrent au camp de Dijon les troupes envoyées au général Moreau. « On vit pour la première fois, dit le général Mathieu Dumas dans son *Précis militaire de la campagne de* 1800, des divisions, marchant en ordre et ensemble, traverser le pays, comme si elles eussent été ou continué d'être sur le théâtre des opérations. Tout reprit en France un air de guerre, un meilleur ton militaire; le luxe, même dans les camps, les grands spectacles, les revues de parade réveillèrent le goût des armes dans presque toutes les classes de la société. »

Cependant les alliés ne restaient point dans l'inaction : au moment où Bonaparte activait ainsi les préparatifs d'une guerre qu'il allait diriger avec tant de bonheur et de gloire, l'Autriche pressait aussi l'organisation de ses levées, et l'Angleterre pro-

1800- an VIII France. diguait l'or pour en effectuer de nouvelles. Outre le corps de 12,000 Bavarois que cette puissance avait, ainsi que nous l'avons dit, pris à sa solde, l'envoyé britannique Wickham, un des plus habiles agents d'intrigues politiques de cette époque, recrutait, au nom de son gouvernement, dans la Souabe, un nouveau corps de 10,000 combattants; d'autres levées avaient lieu dans l'Odenwald, à Francfort, dans les contrées situées sur le Mayn, et dans la Franconie; 6,000 Wurtembergeois, les régiments suisses et le corps noble d'émigrés aux ordres du prince de Condé, qui venait de quitter le service de la Russie, passèrent à la solde de l'Angleterre. Une armée considérable se rassemblait sur le Rhin, pour tenir tête aux nombreuses troupes que Moreau avait sous ses ordres; mais le projet des alliés était d'ouvrir la campagne en Italie. L'Autriche envoyait ses meilleures troupes au général Mélas; les nouvelles levées, les contingents de l'empire et les troupes stipendiées par l'Angleterre étaient plus particulièrement destinés à agir sur le Rhin.

Une intrigue de cour venait d'enlever à l'archiduc Charles le commandement de l'armée des alliés dans cette partie du théâtre de la guerre, quoique ce prince se fût montré, dans la dernière campagne, bien supérieur aux autres généraux autrichiens, et qu'on le considérât généralement en Europe comme le seul guerrier qu'on pût opposer à Moreau ou à Bonaparte. Sa disgrâce eut pour premier résultat de ralentir le zèle du plus grand nombre des habitants des États héréditaires, dont il était chéri, et de refroidir leur enthousiasme pour la cause de leur souverain. L'archiduc emporta les regrets de son armée en s'éloignant d'elle. Il en avait reçu les plus touchants témoignages à son quartier général de Donaueschingen, où il fut remplacé, le 17 mars, par le général Kray. Celui-ci s'était distingué, à la vérité, dans la dernière campagne d'Italie; mais il était bien loin de jouir du même crédit que le prince sur l'esprit des troupes; et peut-être n'avait-il pas autant de moyens personnels pour commander une grande armée.

Telles étaient, au surplus, les positions occupées, au commencement de cette campagne, par les troupes des alliés et celles de la France. L'armée impériale du Rhin était cantonnée

sur la rive droite de ce fleuve, et ses avant-postes, commandés par le général comte Giulay, occupaient des positions très-rapprochées sur ses bords. L'aile droite, aux ordres du général Merfeld, s'étendait depuis Friburg jusqu'au-dessus des défilés de la Kintzig. Un corps considérable de cavalerie légère formait l'extrémité de cette aile, sous le commandement du général Sztarray. Le centre, que commandait le général Nauendorf, était placé dans la direction de Bâle et dans le triangle formé par cette dernière ville, Freyburg et Schaffhausen. L'aile gauche occupait le pays situé entre le lac de Constance, cette dernière ville et Schaffhausen, l'extrémité gauche s'étendant par le Vorarlberg jusque dans les Grisons. Les généraux Kospoth, Sporck et Petrasch commandaient les troupes de cette partie de l'armée. Le général en chef Kray avait son quartier général à Donaueschingen, à peu près au centre de la vaste ligne de ses cantonnements. L'armée française du Rhin, qui n'était point encore complétement organisée, était cantonnée en Alsace et en Suisse, bordant la rive gauche du fleuve, et occupant les têtes de pont de Kehl et de Vieux-Brisach. Les deux partis s'observaient de près, mais sans chercher à commencer les hostilités.

1800 — an VIII
France.

Les armées française et autrichienne, en Italie, conservaient encore les positions où elles s'étaient fixées à la fin de la campagne précédente. Nous avons dit que Masséna avait été envoyé pour prendre la direction des opérations dans cette partie et s'opposer aux tentatives que le général Mélas allait renouveler pour expulser les Français du territoire génois. Les troupes autrichiennes pouvaient d'autant mieux compter sur un plein succès, qu'elles venaient d'être considérablement renforcées, tandis qu'au contraire l'armée française, en proie à des maladies contagieuses, affaiblie par la famine, n'avait reçu aucun secours. Cependant on verra bientôt qu'avec un effectif qui n'égalait même que la moitié de celui du général autrichien, le général Masséna sut résister glorieusement à tous les efforts de son adversaire, et donner au premier consul le temps d'organiser complétement l'armée de réserve, avec laquelle celui-ci allait marcher une seconde fois à la conquête de l'Italie.

Bonaparte, prévoyant que les hostilités ne pourraient pas

1800—an VIII France. être retardées longtemps, chercha à exciter de plus en plus ardeur des soldats de la république, en leur adressant la proclamation suivante :

« Soldats ! en promettant la paix au peuple français, j'ai été votre organe, je connais votre valeur : vous êtes les mêmes hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs de Vienne effrayée. Soldats ! ce ne sont plus vos frontières qu'il faut défendre, ce sont des États ennemis qu'il faut envahir ; il n'est aucun de vous qui n'ait fait plusieurs campagnes, qui ne sache que la qualité la plus essentielle du soldat est de savoir supporter les privations avec constance. Plusieurs années d'une mauvaise administration ne peuvent être réparées en un jour. Premier magistrat de la république, il me sera doux de faire connaître à la nation entière les corps qui mériteront par leur discipline et leur valeur d'être déclarés les soutiens de la patrie. Soldats ! lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe se souviendra que vous êtes de la race des braves qui l'ont déjà étonnée. »

Mais, avant de raconter les événements de la campagne de 1800 sur le sol européen, nous devons reprendre le récit des opérations de l'armée d'Égypte, et mettre nos lecteurs au courant de ce qui s'était passé dans cette contrée depuis que Bonaparte avait remis le commandement des troupes entre les mains du général Kléber.

28 janvier (4 pluv.). Égypte. *Suite des opérations militaires en Egypte : Kléber prend le commandement de l'armée ; Mourad-Bey est poursuivi dans le Saïd ; les Turcs débarqués à Damiette sont défaits par le général Verdier ; convention d'El-Arich pour l'évacuation de l'Égypte par les Français, etc.* — A peine l'escadrille sur laquelle Bonaparte et sa suite venaient de s'embarquer avait-elle quitté les parages d'Alexandrie, que la nouvelle de ce départ extraordinaire se répandit dans l'intérieur de l'Égypte avec une rapidité égale à l'importance de l'événement. Elle parvint au Caire avant même que le gouverneur de cette ville, le général Dugua, eût reçu du général Menou la lettre que Bonaparte avait chargé celui-ci de lui transmettre. Dugua refusa d'abord d'accréditer un bruit qu'il regardait comme favorable aux manœuvres de l'ennemi et des mécontents, en ce qu'il pouvait ex-

citer le peuple à l'insurrection et tendait à démoraliser l'armée; 1800 – an VIII Égypte.
mais lorsqu'il ne lui fut plus permis de douter de l'embarquement, il s'empressa de l'annoncer aux troupes réunies dans le Caire ou aux environs, ainsi qu'aux scheicks qui composaient l'assemblée du grand-divan, en leur communiquant l'ordre qu'il venait de recevoir pour faire reconnaître le général Kléber en sa nouvelle qualité de général en chef de l'armée d'Orient.

Divers sentiments partagèrent alors l'esprit des troupes et des autres Français de la colonie. Habitués depuis longtemps à regarder Bonaparte comme l'arbitre de leur destinée, un grand nombre d'officiers et de soldats n'envisagèrent plus que la mort sur cette même terre où ils étaient venus chercher la gloire sous les auspices du vainqueur de l'Italie, qui les abandonnait ainsi au moment où sa présence était encore si nécessaire. Au premier sentiment de regret, qui fut pour ainsi dire général, succéda promptement celui d'une espèce d'indignation. Chacun, guidé par son intérêt particulier, et persuadé que Bonaparte se devait tout entier à la conservation de tous, ferma les yeux sur les motifs qui avaient pu déterminer ce général à quitter l'Égypte : on lui fit un crime d'avoir laissé à un autre le soin de terminer une expédition aventureuse qu'il avait lui-même provoquée. Toutefois, ceux qui s'étaient plus particulièrement attachés à la personne et à la gloire du chef fugitif cherchèrent à l'excuser en attribuant son départ si secret et si précipité au désir légitime d'aller lui-même chercher les secours qui manquaient depuis longtemps à l'armée; d'autres enfin, comme s'ils eussent pénétré dans les replis de son cœur et deviné sa pensée, annonçaient d'avance qu'il était parti pour aller arracher la France aux dangers qui la menaçaient : « Il va sauver la patrie, disaient-ils, il terrassera le monstre de l'anarchie, et, devenu d'autant plus puissant qu'il aura rendu des services plus éminents, il se souviendra des braves et fidèles soldats qu'il a laissés en Égypte, et mettra sa gloire à consolider une conquête qui est le résultat de ses hautes conceptions. »

Cette dernière opinion finit par devenir presque universelle, et, par suite de la bizarrerie de l'esprit humain, après avoir épuisé toutes les conjectures les plus défavorables, toutes les

1800—an VIII Égypte. probabilités d'un avenir affligeant; après avoir regretté ou maudit le général qui la livrait ainsi par son départ aux réflexions les plus pénibles, l'armée parut se réjouir de cet événement en concevant l'espérance que Bonaparte, vainqueur des ennemis de la république en Europe, ne tarderait point à revenir triompher de ceux qui lui restaient à dompter en Égypte.

Il eût été difficile à Bonaparte de se choisir un plus digne successeur que Kléber. Toutefois, ce général, si justement chéri et vénéré des troupes de l'ancienne armée du Rhin, était loin d'exercer la même influence sur celles que son prédécesseur avait si glorieusement commandées en Italie. Quelques nuages qui s'étaient élevés entre les deux généraux pendant l'expédition de Syrie avaient fait murmurer les nombreux partisans que Bonaparte ne cessa point de conserver dans l'armée d'Orient. Aux yeux de la grande majorité des officiers et des soldats, Kléber, aussi brave, et peut-être aussi actif et aussi intelligent que le premier, n'avait pas une réputation aussi colossale : la froideur naturelle de son caractère, sa fierté et ses manières brusques et franches, contrastaient singulièrement avec la bouillante ardeur et l'adroite familiarité par lesquelles Bonaparte avait su se concilier l'amour et le dévouement des troupes.

Dans l'état actuel des choses, les regards d'une partie de l'armée se portaient sur un autre général dont le nom, si souvent et si honorablement consigné dans les bulletins, balançait avec quelque avantage celui du nouveau commandant en chef. Appelées à émettre leur vote, les troupes eussent peut-être désigné le modeste Desaix, dont la réputation militaire égalait celle de Kléber, et que ses manières simples et toutes françaises entouraient de plus de popularité. Mais, quoique Bonaparte eût eu quelquefois à souffrir de la fermeté et de l'indépendance des opinions de Kléber, il avait reconnu dans ce guerrier, outre les talents qui constituent l'habile général, toutes les qualités d'un administrateur éclairé, et il le considérait comme l'homme le plus convenable à la direction d'un établissement colonial aussi important que celui d'Égypte. Il avait voulu d'ailleurs prévenir les querelles entre deux partis qui divisaient alors sourdement l'armée d'Orient et qui se désignaient entre eux par

la dénomination de Français du Rhin et Français d'Italie. Sûr de l'affection de ces derniers, et persuadé qu'ils ne chercheraient point à compromettre sa gloire, Bonaparte crut pouvoir retenir les autres en prenant son successeur parmi leurs généraux et en choisissant celui dont le caractère sévère pût imposer aux agitateurs et aux mécontents des deux partis. 1800—an VIII Égypte.

Kléber était à Rosette lorsqu'il reçut les deux lettres dont nous avons parlé précédemment et qui l'investissaient du commandement en chef des troupes et de la colonie. Il se rendit sur-le-champ au Caire, où il publia (le 31 août 1799) la proclamation suivante, adressée à l'armée :

« Soldats !

« Des motifs impérieux ont déterminé le général en chef Bonaparte à passer en Europe. Les dangers que présente une navigation entreprise dans une saison peu favorable, sur une mer étroite et couverte d'ennemis, n'ont pu l'arrêter : *il s'agissait de votre bien-être !*

« Soldats ! un puissant secours va vous arriver ; ou bien une paix glorieuse, une paix digne de vous et de vos travaux, va vous ramener dans votre patrie. En recevant le fardeau dont Bonaparte était chargé, j'en ai senti toute l'importance, tout ce qu'il avait de pénible ; mais, appréciant votre constante patience à supporter tous les maux, à supporter toutes les privations ; appréciant enfin tout ce qu'avec de tels soldats on peut faire ou entreprendre, je n'ai plus consulté que l'avantage d'être à votre tête, que l'honneur de vous commander ; et mes forces se sont accrues.

« Soldats ! n'en doutez pas, vos pressants besoins seront sans cesse l'objet de ma plus vive sollicitude. »

Le nouveau général en chef se fit également reconnaître par le grand divan, les scheicks et les ulémas du Caire. Il donna à cette cérémonie toute la pompe et la solennité dont elle était susceptible. Une grande députation, composée de tous les personnages les plus distingués dans la nation égyptienne, se rendit au palais du général sur la place Esbekieh. L'un des membres du divan, le scheick El-Mohady, portant la parole au nom de son corps, réclama protection pour la religion musulmane, té-

1800—an VIII Égypte. moigna les regrets qu'éprouvaient les vrais croyants du départ du général Bonaparte, et termina par dire que les chefs et le peuple trouvaient de grands motifs de consolation dans la bonté et la justice du digne successeur de leur ami. Kléber répliqua en ces termes à l'orateur de la députation égyptienne : « C'est par mes actions que je me propose de répondre à vos demandes et à vos sollicitations. Mais les actions sont lentes, et le peuple est impatient de connaître le sort qui l'attend sous le nouveau chef qui vient de lui être donné. Eh bien! dites-lui que le gouvernement de la république française, en me conférant le gouvernement particulier de l'Égypte, m'a spécialement chargé de veiller au bonheur de la nation égyptienne, et c'est, de tous les attributs de mon commandement, le plus cher à mon cœur. Le peuple d'Égypte fonde principalement ce bonheur sur sa religion : la faire respecter est donc un de mes principaux devoirs; je ferai plus, je l'honorerai et contribuerai, autant qu'il sera en mon pouvoir, à sa gloire et à sa splendeur. Cet engagement pris, je crains peu les méchants : les gens de bien les surveilleront et me les feront connaître. Là où l'homme juste et bon est protégé, le pervers doit trembler; le glaive est suspendu sur sa tête. Bonaparte, mon prédécesseur, a acquis des droits à l'affection des ulémas, des scheicks et des grands, par une conduite intègre et droite; je la tiendrai aussi cette conduite; je marcherai sur ses traces, et j'obtiendrai ce que vous lui avez accordé. Retournez donc parmi les vôtres; réunissez-les autour de vous, et dites-leur encore : RASSUREZ-VOUS! LE GOUVERNEMENT DE L'ÉGYPTE A PASSÉ EN D'AUTRES MAINS; MAIS TOUT CE QUI PEUT ÊTRE RELATIF A VOTRE FÉLICITÉ SERA CONSTANT ET IMMUABLE. »

Immédiatement après son installation, Kléber s'occupa avec une grande activité de tous les devoirs que lui imposaient les importantes et délicates fonctions de sa place. Il visita la citadelle et les forts établis pour la défense régulière de la capitale de l'Égypte; il inspecta les fortifications et les établissements du vieux Caire, de l'île de Rouda et de Giseh; il se rendit dans les hôpitaux et dans les prisons, voulut tout voir par ses yeux, et ordonna tout ce qui pouvait contribuer au soulagement ou au rétablissement des malades et à la salubrité des détenus; il examina les ateliers et magasins de l'administration des poudres

et salpêtres, le gymnase ou lycée de la patrie que Bonaparte avait fondé pour l'éducation des enfants des Français en Égypte, l'intéressant atelier de mécanique, dirigé par le chef de brigade Conté, qui avait rendu de si grands services à la colonie depuis la conquête; il assista à quelques séances de l'Institut; enfin, le 19 septembre, il passa une revue générale de tous les corps d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie qui se trouvaient au Caire, à Boulaq et aux environs. 1800—an VIII Égypte.

Voulant mettre à profit les loisir que lui donnait la tranquillité dont presque toute la colonie jouissait après la dernière victoire remporté par Bonaparte à Aboukir, Kléber s'appliqua, avec tout le zèle qu'on pouvait attendre d'un chef tel que lui, à introduire dans l'administration de l'armée et dans le sort des soldats les améliorations désirables. Il accéléra l'exécution des dernières dispositions de son prédécesseur, relatives à l'habillement des troupes. Il accéléra l'approvisionnement des magasins de subsistances, pour prévenir les résultats d'une disette inattendue, pour subvenir aux besoins d'une campagne, si les Français se voyaient bientôt dans la nécessité de combattre une seconde fois les Ottomans ou de nouveaux ennemis.

Le successeur de Bonaparte, que sa stature imposante et héroïque avait fait surnommer par les soldats le MARS français, aimait beaucoup la représentation; il exigea donc que désormais les habitants du pays lui rendissent les mêmes honneurs que ceux qui étaient affectés aux pachas et aux chefs des beys. Bonaparte avait dédaigné cet appareil, et l'avait interdit, excepté dans les cérémonies publiques; il ne se faisait accompagner ordinairement que par ses aides de camp et par quelques guides. Toutefois, pour se conformer en quelque chose aux usages du pays, il avait pris à son service des fellahs ou habitants des villages égyptiens, dont deux, portant des djerids[1], marchaient à ses côtés, et tenaient, l'un la bride, et l'autre l'étrier, quand il montait à cheval ou lorsqu'il en descendait.

Kléber, trouvant l'étiquette trop simplifiée, se fit précéder, comme le pacha d'Égypte et les beys, par une double rangée

[1] Espèce de fort javelot, ou demi-pique, fait de bois de palmier, et sans fer.

1800—an VIII
Égypte.

de ces kabouas ou bâtonniers qui, frappant à terre avec de longs et gros bâtons, criaient en arabe : « Voilà le seigneur (sultan), commandant en chef; musulmans! prosternez-vous. » Les passants devaient alors se ranger pour laisser la voie libre; ceux qui étaient montés sur des mulets ou des ânes en descendaient; et tous, s'inclinant et croisant les mains sur la poitrine, saluaient le général en chef à la manière des Orientaux. Kléber se faisait aussi accompagner souvent par l'aga des janissaires, par plusieurs scheicks ou membres du divan. Ce cérémonial, qu'on eût blamé en Europe, imposait aux musulmans habitués aux démonstrations du despotisme, et qui ne regardent un homme comme véritablement grand qu'alors qu'ils se sont prosternés à ses pieds. Ils avaient eu beaucoup de peine à se persuader que Bonaparte fût digne d'être le chef des Français en le voyant affecter une aussi grande simplicité et ne pas exiger les hommages de la multitude; sa petite taille et sa mine chétive ne leur paraissaient point en rapport avec toutes les qualités que ses soldats lui attribuaient et le rang éminent qu'il occupait. Le général Kléber, au contraire, avec sa haute stature, ses formes athlétiques et sa figure guerrière et majestueuse, leur parut un homme appelé au commandement, un véritable sultan; et plus il exigeait les hommages du peuple, plus ce même peuple se plaisait à lui payer un juste tribut d'obéissance et d'admiration.

Ce fut surtout à la fête du 1er vendémiaire au VII (23 octobre), jour anniversaire de la fondation de la république, que le nouveau général en chef déploya tout le luxe d'une grande représentation. Il avait choisi pour emplacement la vaste plaine qui s'étend entre la ferme d'Ibrahim-Bey et le fort dit de l'Institut. Toute la population du Caire s'y réunit, et Kléber y parut dans tout l'appareil et avec toute la pompe qui peut environner un monarque. Avant de s'y rendre, il avait rassemblé dans son palais, dont l'ameublement et les autres décorations se trouvaient richement renouvelés, les grands du Caire, scheicks, ulémas, imams, ministres des mosquées, membres des divans, et les plus riches négociants. Là, entouré d'un grand nombre d'officiers généraux, de l'état-major général, des administrateurs de l'armée, il distribua des présents à l'aga des

janissaires, au président du divan, au chef des gens de loi. 1800—an VIII Egypte.
Il dit au premier : « Recevez cette pelisse comme un témoignage de ma confiance, comme une marque de l'autorité dont je veux que vous soyez investi. Lorsque vous veillez, je dois dormir tranquille. » S'adressant ensuite au président du divan : « Rappelez sans cesse au corps que vous présidez qu'il est établi pour aider l'autorité de sa sagesse et de ses conseils ; qu'il doit prévenir les passions désordonnées qui portent au crime, mais qu'il n'appartient qu'aux dépositaires des lois de les punir. » Enfin, il dit au cadi ou chef des gens de loi : « Ministre de la justice, rendez-la impartialement à tous les hommes qui sont égaux devant la loi, et faites bénir par l'équité de vos jugements le gouvernement français, auquel vous êtes lié par des serments solennels. »

Des détachements de toutes les armes attendaient le général en chef dans la plaine que nous venons de désigner. L'infanterie formait les deux côtés d'un grand carré, dont l'extrémité opposée à celle par où Kléber et son brillant cortége devaient arriver était fermée par l'artillerie, le régiment des dromadaires, et des escadrons de dragons, chasseurs et hussards. Les monticules qui séparent la plaine de la ville étaient couronnés par d'autres troupes d'infanterie et formaient le fond de cet imposant tableau. Kléber parut, passa en revue les différents corps, et vint se placer avec son escorte sur un tertre élevé au milieu du carré. Il était en grand uniforme de général en chef, et les superbes panaches de son chapeau ombrageaient sa noble figure. Là, d'une voix forte et sonore, il harangua ainsi l'armée : « Soldats ! vous venez de finir la septième année depuis l'époque mémorable à laquelle le peuple français, brisant les entraves de la servitude, abolit la monarchie et se donna un gouvernement républicain. Vous avez soutenu la république ; vous l'avez défendue par votre valeur. Au nord, au midi, au levant, au couchant, vous avez reculé nos frontières ; et les ennemis qui, dans le délire de leur orgueil, s'étaient déjà partagé nos belles provinces, n'ont bientôt plus calculé qu'avec effroi les bornes où vous pouviez vous arrêter. Mais vos drapeaux, braves compagnons d'armes, se courbent sous le poids des lauriers, et tant de travaux demandent un terme : tant de

1800—an VIII Égypte. gloire exige un prix. Encore un moment de persévérance, vous êtes près d'atteindre et d'obtenir l'un et l'autre. Encore un moment, et vous donnerez une paix durable au monde après l'avoir combattu. »

Cette belle harangue, égale à celles que l'armée avait si souvent entendues de la bouche de Bonaparte, plus consolante et non moins énergiquement exprimée, fut accueillie par les acclamations unanimes de l'armée. Kléber fit ensuite exécuter aux troupes différentes évolutions qui remplirent d'étonnement et de crainte le pacha et les officiers turcs faits prisonniers à Aboukir, et que Kléber avait voulu rendre témoins de ce spectacle extraordinaire [1].

Mais tandis que Kléber signalait ainsi les premiers moments de son commandement en chef, le général Desaix, resté dans le Saïd, était aux prises avec l'infatigable Mourad-Bey. Nous avons dit que celui-ci, en apprenant la nouvelle du prochain débarquement d'une armée turque en Égypte, avait abandonné la grande oasis où il s'était réfugié, et s'était rapproché du rivage de la mer pour se trouver en mesure de profiter des événements, s'ils étaient défavorables aux Français. Chassé et poursuivi avant la bataille d'Aboukir par le général Destaing, il était retourné dans la haute Égypte et s'était jeté encore une fois dans le désert qui lui avait si souvent servi d'asile. Vaincu, sans perdre l'espérance, Mourad épiait de sa retraite l'occasion de reprendre l'offensive avec quelque apparence de succès. Depuis que Desaix était parvenu à traiter avec le chérif de la Mecque, le bey ne pouvait plus compter sur aucun secours de ce côté. Les habitants de la haute Égypte, convaincus enfin par la sage administration du général français qu'ils

[1] De retour au Caire, le général en chef donna un festin magnifique aux scheiks, aux ulémas, et autres personnages de distinction que nous avons déjà cités, et la fête fut terminée par un brillant feu d'artifice, élevé sur une espèce de plateau qu'on avait conservé au milieu de l'inondation de la place Esbekieh. Il représentait un pont triomphal; des obélisques chargés de couronnes de chêne et d'olivier s'élevaient entre les arches. Sur celle du milieu était une statue représentant l'Europe; au-dessous on lisait : *Prise de Malte*. L'Asie et l'Afrique étaient au milieu des deux arches latérales. L'inscription placée sous la première était : *Bataille du Mont-Thabor;* sous la seconde on lisait : *Bataille d'Aboukir*.

avaient plus à gagner en restant tranquilles qu'en s'armant pour la cause de leur ancien dominateur, ne s'occupaient plus que de la culture de leurs terres. Débarrassés du soin de contenir ces ennemis intérieurs, les Français étaient plus en mesure que jamais de combattre Mourad ; et celui-ci, de quelque côté qu'il se présentât, les trouvait toujours préparés à repousser ses agressions et à l'en faire repentir. Toutefois, ayant appris que les Anglais étaient en force dans la mer Rouge et cherchaient à attaquer Kosseïr, Mourad crut le moment opportun, et résolut de seconder ses alliés dans leur expédition. Il quitta donc le désert, déboucha au-dessus de Syout et remonta vers Girgé, jusqu'au village d'El-Gunaïm. Desaix envoya contre lui le chef de brigade Morand, qui l'attaqua, lui tua plusieurs mameloucks, lui prit quelques hommes et des chameaux, et le força à fuir avec précipitation. La rapidité de la marche du bey ne le mit point hors de l'atteinte de son vainqueur. Morand et son infatigable colonne traversèrent, en quatre jours, cinquante lieues de pays, et rejoignirent le bey près de Samanhoud, lieu qui lui avait déjà été fatal six mois auparavant. Mourad perdit encore dans cette rencontre un certain nombre de mameloucks, cent chevaux harnachés et deux cents chameaux chargés. Lui-même n'échappa que très-difficilement et à la faveur de la nuit à la poursuite d'un détachement du 20e régiment de dragons.

1800—an VIII
Egypte.

Nous venons de dire que le bey s'était mis en mouvement afin de seconder une tentative que les Anglais méditaient sur Kosseïr. Deux frégates de cette nation parurent effectivement devant ce port dans la matinée du 14 août, et commencèrent à canonner le château qui le défendait. Dans l'après-midi, des chaloupes portant des troupes de débarquement s'avancèrent vers la terre, mais elles revirèrent promptement de bord en voyant la garnison se ranger en bataille sur le rivage. Le feu des frégates continua jusqu'à la nuit. Le lendemain, ces deux bâtiments vinrent s'embosser devant le fort afin de le battre en brèche, en même temps qu'un débarquement de 300 hommes s'effectuait sur le point où les chaloupes n'avaient pas pu aborder la veille. L'adjudant général Donzelot, qui commandait à Kosseïr, ayant placé en embuscade deux compagnies de la

1800—an VIII Égypte. 21[e] légère, avec ordre de laisser les Anglais s'avancer jusqu'à demi-portée de mousquet, un feu très-vif ne tarda pas à accueillir ces derniers, et les força de se rembarquer dans le plus grand désordre, en laissant sur le rivage plus de 60 hommes tués ou blessés; une seconde tentative eut lieu dans l'après-midi au sud du port, et n'eut pas plus de succès que la première. L'adjudant général Donzelot aurait peut-être noyé tous les hommes débarqués, si le feu des frégates n'eût point protégé leur retraite. Le 16, à sept heures du matin, les chaloupes anglaises réussirent à débarquer de nouveau 400 hommes et un canon de 6. Donzelot marcha sur-le-champ contre cette troupe, la rejeta en désordre dans ses embarcations, et s'empara de la pièce. Les deux frégates mirent à la voile, gagnèrent le large, et disparurent après ces tentatives infructueuses. Ces bâtiments avaient fait un feu si vif sur le fort, qu'après leur départ on ramassa plus de six mille boulets depuis le calibre de 8 jusqu'à celui de 24. L'adjudant général Donzelot cita dans son rapport, comme s'étant particulièrement distingués, le capitaine du génie Bachelu [1], le chef de bataillon de la 21[e] d'infanterie légère Valette, l'adjudant Lagarde [2], et le capitaine Gressin, pour lequel il demandait le grade de chef de bataillon.

Après la disparition des Anglais, Mourad erra encore dans le désert, se montrant quelquefois sur la lisière des terres où la famine le ramenait, et où il était repoussé presque aussitôt. Le général Desaix, qui estimait et admirait même le caractère fier et inébranlable de ce chef des mameloucks, avait vainement tenté, vis-à-vis de lui, les voies de la négociation, pour l'engager à déposer les armes et à considérer les Français comme ses amis. Il lui avait fait en vain l'offre d'un sort indépendant. Le bey, ne se croyant pas encore assez infortuné pour être réduit à reconnaître les lois des aventuriers qui lui avaient enlevé la domination de l'Égypte, repoussait toujours avec dédain les propositions de son généreux ennemi.

Desaix, perdant l'espoir d'entrer en accommodement avec Mourad, se détermina à faire un nouvel effort pour anéantir

[1] Depuis lieutenant général.
[2] Depuis maréchal de camp.

un adversaire qui, semblable au géant de la fable, n'avait pas plus tôt abordé le désert, qu'il revenait sur le Nil avec une nouvelle vigueur. Le général réunit, à cet effet, neuf cents dromadaires à Siout, et choisit un nombre égal de soldats dans les différentes armes pour monter ces infatigables animaux. Il fit exercer cette troupe aux manœuvres qui convenaient au nouveau genre de guerre qu'elle allait faire, et les dromadaires furent habitués au bruit de la fusillade et du canon. Lorsque Desaix se crut en mesure de commencer son opération, il partagea ce corps de dromadaires en deux colonnes, dont la première resta sous sa direction immédiate, et la seconde fut confiée à l'adjudant général Boyer. Ces colonnes partirent de Siout dans les derniers jours de septembre et marchèrent à la poursuite de Mourad. 1800—an VIII Égypte.

Boyer, après trois jours de marches forcées, atteignit le bey dans le désert, près des frontières du Fayoum. Dès que Mourad vit arriver sur lui ce nouveau genre de cavalerie, il ne douta point qu'il allait en avoir bon marché. Les Français mirent pied à terre et se formèrent en carré, au moment où les mameloucks s'ébranlaient pour fondre sur eux. Ceux-ci furent reçus par une fusillade presque à bout portant, et reculèrent aussitôt. Cependant les nombreuses montures de ses ennemis étant devenues pour Mourad un objet de convoitise, ce bey revint trois fois à la charge dans l'espérance de s'en emparer; mais les Français opposant toujours la même résistance et continuant leur feu meurtrier, les mameloucks renoncèrent à leur entreprise et se retirèrent précipitamment. La troupe de Boyer, remontée sur ses dromadaires, s'attacha à la poursuite de ses adversaires; toutefois Mourad parvint à éviter de nouvelles rencontres jusqu'au 22 octobre. Ce jour-là, il vint traverser le Nil près d'Atfiehheb, malgré les postes établis par le général Rampon pour garder le passage, et il prit sa direction vers Suez, par la vallée dite *de l'Egarement*. Changeant tout à coup de projet, il s'arrêta, revint sur ses pas, et remonta vers la haute Égypte. Quoique toujours poursuivi et harcelé sans relâche, il ne put être forcé à soutenir un engagement. Après une campagne aussi longue que pénible, presque toujours dans le désert, les colonnes de dromadaires revinrent à Siout sans

1800—an VIII Égypte. avoir obtenu d'autre résultat que la mort de quelques mameloucks et la perte de quelques chevaux.

Cependant cette petite guerre n'exigeait plus la présence ni les talents d'un général du mérite de Desaix, appelé à remplir une mission plus importante que celle de poursuivre un fugitif. L'activité des généraux employés sous ses ordres, et l'expérience qu'ils avaient acquise, les rendaient plus qu'en état de contenir désormais le bey Mourad. Il devenait, d'ailleurs, instant de porter du côté de la Syrie la plus grande partie des forces dont on pouvait disposer. Kléber, qui avait servi avec Desaix à l'armée du Rhin, devait mieux apprécier que personne l'utilité de ce général sur ce nouveau théâtre d'opérations, et il s'empressa de le rappeler de la haute Égypte pour lui confier un commandement dans le corps d'armée qu'il rassemblait pour marcher au-devant du grand vizir.

Celui-ci, devenu très-circonspect depuis le désastre d'Aboukir, avait cependant poussé un corps de troupes jusqu'à Gaza, et se trouvait lui-même dans cette ville. Nous avons dit précédemment que l'influence britannique avait déterminé le premier ministre ottoman à rejeter les ouvertures de paix que Bonaparte lui avait faites avant son départ. Les Anglais firent valoir habilement la disparition du général français pour démontrer au vizir que la faiblesse de l'armée française avait pu seule contraindre Bonaparte à tenter une pareille démarche, et qu'ainsi il devenait facile de détruire cette poignée de soldats abandonnés par le chef qui faisait leur force. Jussuf pacha, trop prudent pour adopter entièrement cette opinion, se contenta de porter son avant-garde à Gaza, sans hâter sa marche sur l'Égypte; toutefois, pour attirer les forces de son adversaire sur un autre point que la frontière de Syrie, il envoya un corps de 7,000 janissaires d'élite, sous le commandement de Seïd-Ali-Bey, tenter un débarquement sur la côte de Damiette.

Cinquante-trois bâtiments de toutes grandeurs furent dirigés par le commodore sir Sidney Smith devant le Bogaz ou bouche du Nil, à Damiette. Ils transportaient les troupes destinées au débarquement. Le commodore fit sonder la côte, depuis Tineh jusqu'à la tour de Bogaz; la passe de celui-ci fut

marquée par des bouées; et des chaloupes canonnières furent disposées en cette ligne. Le 29 octobre, les Turcs, débarqués sous la protection du feu des chaloupes, s'emparèrent de la tour de Bogaz, située à un quart de lieue en mer et destinée à défendre l'entrée du fleuve. Ils y établirent un poste et une pièce de canon. 1800—an VIII Égypte.

Aussitôt que Kléber reçut la nouvelle de ce débarquement, il donna l'ordre au général Desaix, qui s'était déjà rendu au Caire, de marcher sur Damiette avec deux bataillons et 150 dragons. Il pensait que ces troupes étaient nécessaires pour renforcer celles qui se trouvaient déjà sur ce point; mais le général Verdier, commandant à Damiette, n'attendit pas ce secours pour rendre inutiles les tentatives de l'ennemi.

Le 1er novembre, les janissaires opérèrent leur débarquement et se retranchèrent sur le rivage. Le point de la côte où ils se trouvaient est celui qui s'étend entre la rive droite du Nil, la mer et le lac Menzaleh; mais ils ne restèrent pas longtemps dans cette position. Le général Verdier, qui était campé entre le fort Lesbeh et la côte, ne les eut pas plus tôt vus s'établir sur le rivage, que, sans avoir égard à la grande disproportion de ses forces, il marcha sur-le-champ à eux, les attaqua avec la dernière vigueur, passa plus de 2,000 hommes à la baïonnette, fit 800 prisonniers, enleva trente-deux drapeaux, une pièce de 24 et quatre autres pièces de campagne avec tous leurs approvisionnements. Cette victoire était d'autant plus glorieuse pour les Français que les troupes aux ordres du général Verdier ne montaient pas à plus de 2,000 hommes formés de détachements de la 2e demi-brigade légère, de la 32e de ligne et du 18e régiment de dragons. Parmi les prisonniers de marque faits dans cette brillante action, on distinguait le lieutenant de l'aga des janissaires Seid-Ali, et le capitaine d'une caravelle ou vaisseau de ligne turc. Les Français n'eurent, dans un combat aussi vif, qu'une trentaine de tués, et 80 blessés, au nombre desquels se trouva le vaillant chef de la 2e légère, Desnoyers, qui mourut bientôt après de ses blessures. Le général Kléber fut si satisfait de la conduite des chefs et des soldats en cette occasion mémorable, qu'il en fit l'objet d'un ordre du jour, et fit remettre des armes d'honneur au général

1800—an VIII Égypte.

Verdier, à l'adjudant général Devaux [1], au chef de brigade Darmagnac, au chef de bataillon d'artillerie Ruty [2], et au chef d'escadron Guyon [3] du 18e de dragons. Ce dernier eut deux chevaux tués sous lui.

Un début aussi heureux semblait promettre au général Kléber une longue continuité de succès sur les ennemis qui voulaient lui disputer la possession de l'Égypte; mais il s'en fallait de beaucoup que les nouvelles qui lui parvinrent, à cette époque, de l'Europe, fussent aussi encourageantes. L'armée s'attendait, d'un moment à l'autre, à recevoir les secours que lui avait fait espérer Bonaparte; mais on apprit, par la voie des journaux que la croisière anglaise devant Alexandrie s'empressa d'envoyer dans cette place, que les deux flottes, française et espagnole, sur lesquelles se fondait tout l'espoir des Français en Égypte, avaient repassé le détroit de Gibraltar, et étaient rentrées dans l'Océan. Cette nouvelle, jointe au tableau affligeant de la situation des choses en France, et surtout des derniers revers éprouvés en Allemagne et en Italie, répandit d'abord le découragement parmi les vainqueurs de l'Orient [4]. Mais les chefs rappelèrent à ces braves leur gloire, les trophées élevés

[1] Depuis maréchal de camp.

[2] Depuis lieutenant général, inspecteur d'artillerie.

[3] Depuis maréchal de camp.

[4] La deuxième demi-brigade légère ternit un moment l'éclat dont elle venait de couvrir ses armes au combat de Lesbeh, en demandant impérieusement le payement de l'arriéré de sa solde. La mort de son chef Desnoyers avait fait disparaître dans ce corps la discipline sévère que cet officier avait su y maintenir jusqu'alors. Les soldats se révoltèrent et menacèrent le digne général Verdier d'en venir aux extrémités s'il refusait de satisfaire à leur demande. Ce général, qui venait de vaincre avec ces rebelles, ne sut point résister à leurs menaces, et promit de leur faire accorder ce qu'ils exigeaient si illégalement. Mais Kléber fit voir dans cette circonstance que s'il savait récompenser la valeur, il punissait aussi l'insubordination. Il licencia la demi-brigade. Les soldats furent incorporés dans les autres corps de l'armée, les principaux auteurs du soulèvement jugés par un conseil de guerre, et condamnés suivant la rigueur des peines militaires. Le supplice de ces derniers apaisa toutefois le général en chef, et le repentir des intrépides chasseurs de la deuxième émut son âme généreuse : il rendit à cette demi-brigade son numéro et le rang qu'elle avait dans l'armée.

par eux sur la terre égyptienne, et les firent rentrer dans la ligne du devoir et de l'honneur. 1800—an VIII Égypte.

Quelque temps après la défaite des janissaires à Lesbeh, le commodore sir Sidney Smith écrivit au général Kléber pour le prévenir qu'en réponse à la lettre envoyée par Bonaparte au grand vizir, aucune négociation ne pouvait avoir lieu sans le concours de l'Angleterre et de la Russie, d'après le traité d'alliance conclu entre ces trois puissances le 5 janvier 1799. Le commodore se qualifiait dans sa lettre de ministre plénipotentiaire de S. M. britannique près la Sublime Porte, et offrait d'entamer, à ce titre, des relations officielles avec le nouveau général en chef de l'armée d'Orient.

Kléber ne se voyait pas sans quelque inquiétude à la tête d'une armée pour ainsi dire abandonnée sur des plages lointaines, dont la force diminuait chaque jour, et avec laquelle il ne pouvait plus espérer de se maintenir longtemps avec succès contre les nombreux ennemis qui le menaçaient encore. Quelques écrivains ont prétendu que le général était impatient de se rendre en France pour y contre-balancer l'influence de Bonaparte, dont il avait deviné les vues secrètes, et qu'il n'estimait point; que, ne croyant pas le Directoire aussi près de sa chute, il avait voulu chercher par avance un appui dans ce même gouvernement, pour attaquer avec plus d'avantage l'ambitieux auquel il avait succédé. En effet, on voit percer dans les lettres de Kléber au Directoire un sentiment prononcé de haine contre Bonaparte, ainsi que l'intention de capter la bienveillance des membres de ce gouvernement : il n'y dissimule point le dessein qu'il a d'évacuer promptement l'Égypte, en donnant à entendre que la mauvaise administration de son prédécesseur l'oblige, en grande partie, à prendre cette détermination[1].

[1] Nous pourrions fournir la preuve de ce que nous venons d'avancer, en donnant l'extrait de plusieurs lettres de Kléber : nous nous bornerons à la transcription de celle qu'il écrivait au Directoire le 26 septembre. Cette lettre est un document historique d'une haute importance. La voici :

Au quartier général du Caire, le 4 vendémiaire an VIII (26 septembre 1799).

« Citoyens directeurs,

« Le général en chef Bonaparte est parti pour France, le 6 fructidor au matin, sans en avoir prévenu personne. Il m'avait donné rendez-vous à Ro-

1800—an VIII Égypte. La dépêche principale dans laquelle Kléber faisait connaître au Directoire, avec une imprudente franchise, son opinion et

sette le 7; je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie et de la lettre par laquelle il me donna le commandement de l'armée, et de celle qu'il adressa au grand vizir à Constantinople, quoiqu'il sût parfaitement que ce pacha était déjà arrivé à Damas.

« Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée.

« Vous savez, citoyens directeurs, et vous êtes à même de vous faire représenter l'état de sa force lors de son arrivée en Égypte. Elle est réduite de moitié, et nous occupons tous les points capitaux du triangle des Cataractes à El-Arich, d'El-Arich à Alexandrie, et d'Alexandrie aux Cataractes.

« Cependant il ne s'agit plus, comme autrefois, de lutter contre quelques hordes de mameloucks découragés, mais de combattre et de résister aux efforts de trois grandes puissances, la Porte, les Anglais et les Russes.

« Le dénûment d'armes, de poudre de guerre, de fer coulé et de plomb, présente un tableau tout aussi alarmant que la grande et subite diminution d'hommes dont je viens de parler; les essais de fonderie faits n'ont point réussi; la manufacture de poudre établie à Raouda n'a pas encore donné et ne donnera probablement pas le résultat qu'on se flattait d'en obtenir; enfin la réparation des armes est lente, et il faudrait, pour activer tous ces établissements, des moyens et des fonds que nous n'avons pas.

« Les troupes sont nues, et cette absence de vêtements est d'autant plus fâcheuse, qu'il est reconnu que dans ce pays elle est une des causes les plus actives des dyssenteries et des ophthalmies qui sont les maladies constamment régnantes. La première surtout a agi, cette année, puissamment sur des corps affaiblis et épuisés par les fatigues. Les officiers de santé remarquent et rapportent constamment que, quoique l'armée soit si considérablement diminuée, il y a cette année un nombre beaucoup plus grand de malades qu'il n'y en avait l'année dernière à la même époque.

« Le général Bonaparte, avant son départ, avait à la vérité donné des ordres pour habiller l'armée en drap; mais pour cet objet, comme pour beaucoup d'autres, il s'en est tenu là, et la pénurie des finances, qui est un nouvel obstacle à combattre, l'eût mis dans la nécessité sans doute d'ajourner l'exécution de cet utile projet. *Il est cause, en partie, de cette pénurie.*

« Le général Bonaparte a épuisé toutes les ressources extraordinaires dans les premiers mois de notre arrivée. Il a levé alors autant de contributions de guerre que le pays pouvait en supporter. Revenir aujourd'hui à ces moyens, alors que nous sommes au dehors entourés d'ennemis, serait préparer un soulèvement à la première occasion favorable; cependant Bonaparte, à son départ, n'a pas laissé un sou en caisse, ni aucun objet équivalent. Il a laissé

la situation critique où se trouvait l'armée d'Orient, devint malheureusement un grand obstacle pour la réussite de son projet de négociation. Cette lettre importante avait été confiée 1800—an VIII Égypte.

au contraire un arriéré de douze millions. C'est plus que le revenu d'une année dans la circonstance actuelle. La solde arriérée pour toute l'armée se monte à quatre millions.

« L'inondation rend impossible, en ce moment, le recouvrement de ce qui reste dû sur l'année qui vient d'expirer, et qui suffirait à peine pour la dépense d'un mois : ce ne sera donc qu'au mois de frimaire qu'on pourra recommencer la perception, et alors, il n'en faut pas douter, on ne pourra s'y livrer parce qu'il faudra combattre.

« Enfin, le Nil étant cette année très-mauvais, plusieurs provinces, faute d'inondation, offriront des non-valeurs auxquelles on ne pourra se dispenser d'avoir égard.

« Tout ce que j'avance ici, citoyens directeurs, je puis le prouver par des procès-verbaux et par des états certifiés des différents services.

« Quoique l'Égypte soit tranquille en apparence, elle n'est rien moins que soumise; le peuple est inquiet et ne voit en nous, quelque chose que l'on puisse faire, que des ennemis de sa propriété; son cœur est sans cesse ouvert à l'espoir d'un changement favorable.

« Les mameloucks sont dispersés, mais ils ne sont pas détruits. Mourad-Bey est toujours dans la haute Égypte avec assez de monde pour occuper sans cesse une partie de nos forces. Si on l'abandonnait un moment, sa troupe se grossirait bien vite, et il viendrait nous inquiéter jusque dans cette capitale, qui, malgré la plus grande surveillance, n'a cessé jusqu'à ce jour de lui procurer des secours en argent et en armes.

« Ibrahim-Bey est à Gaza avec environ deux mille mameloucks, et je suis informé que trente mille hommes de l'armée du grand vizir et de Djezzar-Pacha y sont déjà arrivés.

« Le grand vizir est parti de Damas il y a environ vingt jours; il est actuellement campé auprès d'Acre.

« Telle est, citoyens directeurs, la situation dans laquelle le général Bonaparte m'a laissé l'énorme fardeau de l'armée d'Orient. Il voyait la crise fatale s'approcher; vos ordres, sans doute, ne lui ont pas permis de la surmonter. Que cette crise existe, ses lettres, ses intructions, sa négociation entamée en font foi; elle est de notoriété publique, et nos ennemis semblent aussi peu l'ignorer que les Français qui se trouvent en Égypte.

« Si, cette année, me dit le général Bonaparte, malgré toutes les pré-
« cautions, la peste était en Égypte, et que vous perdissiez plus de quinze
« cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle que
« les événements de la guerre occasionneraient journellement, je dis que
« dans ce cas vous ne devez pas vous hasarder à soutenir la campagne pro-
« chaine, et vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte Ottomane,

1800—an VIII Égypte. par lui au chevalier de Malte Barras (cousin du directeur de ce nom), qui partit d'Alexandrie le 4 novembre sur le bâtiment *la Marianne*, avec le général Vaux et quelques autres officiers

« quand même l'évacuation de l'Égypte en serait la condition principale. »

« Je vous fais remarquer ce passage, citoyens directeurs, parce qu'il est caractéristique sous plus d'un rapport, et qu'il indique surtout la situation critique dans laquelle je me trouve.

« Que peuvent être quinze cents hommes de plus ou de moins dans l'immensité de terrain que j'ai à défendre et aussi journellement à combattre ?

Le général dit ailleurs : « Alexandrie et El-Arich, voilà les deux clefs de « l'Égypte. »

« El-Arich est un méchant fort à quatre journées dans le désert. La grande difficulté de l'approvisionner ne permet pas d'y jeter une garnison de plus de deux cent cinquante hommes; six cents mamelroucks et Arabes pourront, quand ils le voudront, intercepter sa communication avec Katieh; et comme, lors du départ de Bonaparte, cette garnison n'avait pas pour quinze jours de vivres en avance, il ne faudrait pas plus de temps pour l'obliger à se rendre sans coup férir. Les Arabes seuls étaient dans le cas de faire des convois soutenus dans les brûlants déserts; mais d'un côté ils ont été tant de fois trompés, que, loin de nous offrir leurs services, ils s'éloignent et se cachent. D'un autre côté, l'arrivée du grand vizir, qui enflamme leur fanatisme et leur prodigue des dons, contribue tout autant à nous en faire abandonner.

« Alexandrie n'est point une place : c'est un vaste camp retranché; il était à la vérité assez défendu par une nombreuse artillerie de siége; mais depuis que nous l'avons perdue, cette artillerie, dans la désastreuse campagne de Syrie, depuis que le général Bonaparte a retiré toutes les pièces de marine pour armer au complet les frégates avec lesquelles il est parti, ce camp ne peut plus offrir qu'une faible résistance.

« Le général Bonaparte enfin s'était fait illusion sur l'effet que devait produire le succès qu'il a obtenu au poste d'Aboukir. Il a, en effet, battu la presque totalité des Turcs qui avaient débarqué; mais qu'est-ce qu'une perte pareille pour une grande nation, à laquelle on a ravi la plus belle portion de son empire, et à qui la religion, l'honneur et l'intérêt prescrivent également de se venger et de reconquérir ce qu'on avait pu lui enlever? Aussi cette victoire n'a-t-elle retardé d'un instant ni les préparatifs ni la marche du grand vizir.

« Dans cet état de choses, que puis-je et que dois-je faire? Je pense, citoyens directeurs, que c'est de continuer les négociations entamées par Bonaparte; quand elles ne donneraient d'autre résultat que celui de gagner du temps, j'aurais déjà lieu d'être satisfait. Vous trouverez ci-joint la lettre que j'écris au grand vizir, en lui envoyant un duplicata de celle de Bona-

blessés. Arrivée jusqu'en vue des côtes de France, *la Marianne* 1800—an VIII Égypte.
fut arrêtée par une corvette ennemie, et les Anglais saisirent

parte. Si ce ministre répond à ces avances, je lui proposerai la restitution de l'Égypte aux conditions suivantes :

« Le grand vizir y établirait un pacha comme par le passé.

« On lui abandonnerait le miri, que la Porte a toujours perçu de droit et jamais de fait.

« Le commerce serait ouvert également entre l'Égypte et la Syrie.

« Les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, et percevraient tous les autres droits avec ceux des douanes, jusqu'à ce que le gouvernement ait conclu la paix avec l'Angleterre.

« Si ces conditions préliminaires et sommaires étaient acceptées, je croirais avoir fait pour la patrie plus qu'en obtenant la plus éclatante victoire ; mais je doute que l'on veuille prêter l'oreille à cette proposition. Si l'orgueil des Turcs ne s'y opposait pas, j'aurais à combattre l'influence des Anglais. Dans tous les cas, je me guiderai d'après les circonstances.

« Je connais toute l'importance de la possession de l'Égypte; je disais en Europe qu'elle était pour la France le point d'appui par lequel elle pourrait remuer le système de commerce des quatre parties du monde : mais pour cela il faut un puissant levier. Ce levier, c'est la marine. La nôtre a existé; depuis lors tout a changé, et la paix avec la Porte peut seule, ce me semble, nous offrir une voie honorable pour nous tirer d'une entreprise qui ne peut plus atteindre l'objet qu'on avait pu s'en proposer.

« Je n'entrerai point, citoyens directeurs, dans le détail des combinaisons diplomatiques que la situation actuelle de l'Europe peut offrir : elles ne sont point de mon ressort.

« Dans la détresse où je me trouve, et trop éloigné du centre des mouvements, je ne puis m'occuper que du salut et de l'honneur de l'armée que je commande : heureux si, dans mes sollicitudes, je réussis à remplir vos vœux ! Plus rapproché de vous, je mettrais toute ma gloire à vous obéir.

« Je joins ici, citoyens directeurs, un état exact de ce qui nous manque en matériel pour l'artillerie, et un tableau sommaire de la dette contractée et laissée par Bonaparte.

« Salut et respect,

« *Signé* KLÉBER.

« *P. S.* Au moment, citoyens directeurs, où je vous expédie cette lettre, quatorze ou quinze voiles turques sont mouillées devant Damiette, attendant la flotte du capitan pacha mouillée à Jaffa, et portant, dit-on, quinze à vingt mille hommes de débarquement. Quinze mille sont toujours réunis à Gaza, et le grand vizir s'achemine de Damas. Il nous a renvoyé ces jours derniers un soldat de la vingt-cinquième demi-brigade, fait prisonnier du côté d'El-Arich. Après lui avoir fait voir tout le camp, il lui a intimé de dire à ses compagnons ce qu'il avait vu, et à son général de trembler. Ceci paraît annoncer ou la confiance que le grand vizir met dans ses forces, ou

1800—an VIII Égypte. les dépêches dont Barras était porteur, malgré la précaution que celui-ci avait prise de les jeter à la mer [1]. Le capitaine de la corvette s'empressa de faire parvenir ces papiers à l'amiral Keith, commandant les forces navales de l'Angleterre dans la Méditerranée. Celui-ci, après en avoir pris connaissance, les transmit à son gouvernement. Nous dirons bientôt quelles furent les suites de cette capture des dépêches de Kléber au Directoire.

Cependant ce général, espérant que le gouvernement français accueillerait ses observations, n'avait point hésité à répondre aux ouvertures du commodore sir Sidney Smith. Dès le 30 octobre, il lui écrivit qu'il enverrait à son bord le général Desaix et l'administrateur général Poussielgue, pour y entamer des négociations, aussitôt que le grand vizir aurait envoyé, de son côté, deux officiers de marque chargés de la même mission.

L'adjudant général Morand, porteur de la lettre du général en chef, fut de retour au Caire vers le 6 décembre, et annonça que Sidney Smith, le ministre ou agent de la Russie, et le grand vizir lui-même agréaient les deux plénipotentiaires proposés; que le commodore consentait à ce que les conférences eussent lieu à bord de son vaisseau *le Tigre*, et qu'il allait à cet effet se rendre devant Alexandrie.

Après plusieurs délais occasionnés par le mauvais temps, qui ne permit point de communication entre la terre et le vaisseau anglais, le général Desaix et le sieur Poussielgue arrivèrent enfin à bord du *Tigre* le 31 décembre. La première demande des plénipotentiaires français fut le libre passage pour le retour en France des blessés et des membres de la Commission des

un désir de rapprochement. Quant à moi, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de cinq mille hommes en état d'entrer en campagne. Nonobstant ce, je tenterai la fortune, si je ne puis obtenir du temps par des négociations. Djezzar a retiré ses troupes de Gaza et les a fait revenir à Acre.

« *Signé* KLÉBER. »

[1] Barras avait enfermé ces dépêches dans un mouchoir de toile très-fine, avec un boulet pour les faire aller à fond; mais, en jetant le paquet à la mer, le boulet perça le mouchoir qui surnagea ainsi que les papiers qu'il contenait.

sciences et des arts : cet article fut consenti sans difficulté et sans discussion. On convint ensuite d'un armistice pendant la durée des conférences, puis on aborda la grande question de l'évacuation. Le général Desaix et son collègue voulaient stipuler comme conditions essentielles : que le traité qu'on allait conclure servît de préliminaire à celui de la paix entre la France et le Grand Seigneur ; que l'alliance entre cette dernière puissance, l'Angleterre et la Russie fût dissoute, puisqu'elle n'avait pour but que la garantie de l'intégrité du territoire ottoman et que ce dernier se trouvait replacé par l'évacuation *in statu quo ante bellum* ; que l'on rendît à la France, pour compensation, les îles Ioniennes dont les Russes s'étaient emparés ; enfin, que l'armée eût la faculté de se porter sur celle des possessions françaises qu'elle jugerait convenable. On objecta avec raison au plénipotentiaire français que personne, ni le vizir, ni le général Kléber, n'ayant pouvoir de leur gouvernement respectif pour négocier la paix, on ne pouvait s'occuper que d'un traité militaire et local.

1800—an VIII
Égypte.

Cependant, pour donner un appui imposant aux négociations entamées, et pour prouver aux Anglais et aux Turcs que la faiblesse ou la crainte avait moins de part que ceux-ci pouvaient le supposer, dans le dessein de restituer l'Égypte au Grand Seigneur, Kléber fit avancer une grande partie de ses troupes vers la frontière de la Syrie. Ce général avait encore à sa disposition des moyens plus que suffisants pour disputer l'entrée de l'Égypte au grand vizir et pour triompher du ramassis de troupes indisciplinées qui formait l'armée ottomane. Bonaparte avait fait voir sur la plage d'Aboukir le parti qu'un habile général peut tirer d'une poignée de braves soldats contre une horde nombreuse de barbares, et Kléber lui-même avait fourni un pareil exemple, lorsqu'au mont Thabor il tint si longtemps en échec, avec sa seule division, l'armée du pacha de Damas, dont les débris formaient encore alors une des principales divisions de celle du grand vizir.

La force effective de l'armée française, d'après un état de situation envoyé par Kléber au Directoire, était encore de 18,000 hommes environ. 10,000 se trouvaient dans la province de Charqieh, sur les trois points de Katieh, Salahieh et Belbeïs ;

1800—an VIII Égypte. 1,000 étaient campés près du fort de Lesbeb sur la côte de Damiette; 1,800 à 2,000, aux ordres du général Lanusse, formaient les garnisons d'Alexandrie, Aboukir et Rosette; 15 à 1,800 occupaient le Caire, Giseh et quelques autres villes du Delta; enfin 2,500 étaient disséminés dans la haute Égypte.

Les négociations étant entravées sur le vaisseau *le Tigre* par la lenteur des relations avec le grand vizir, qui n'avait point encore envoyé ses plénipotentiaires, sir Sidney, le général Desaix et le sieur Poussielgue convinrent de se rendre au camp même des Turcs pour hâter la conclusion du traité d'évacuation.

Sur ces entrefaites, plusieurs détachements de l'armée turque s'étaient approchés du fort d'El-Arich pour essayer de s'en rendre maîtres. Un officier anglais, nommé John Douglas, osa même sommer le commandant de ce fort, le colonel du génie Cazals, de se rendre prisonnier, ainsi que la garnison. Une telle démarche, faite contre toutes les règles de la guerre, et quand la place d'El-Arich avait encore presque toutes ses communications libres, était aussi ridicule que déplacée, surtout de la part d'un homme qui ne devait point ignorer les usages européens. Le colonel Cazals fit répondre à John Douglas, par l'émissaire qu'il avait envoyé, que la garnison d'El-Arich lui apprendrait comment de braves gens se conduisent lorsqu'ils sont chargés de défendre une place.

Quoique Douglas n'ignorât point que des négociations étaient entamées à bord du *Tigre*, et un armistice sur le point d'être arrêté, il n'en pressa pas moins le grand vizir de faire marcher la plus grande partie de ses forces sur El-Arich, et se chargea de la direction du siége. Différentes attaques avaient déjà été repoussées, et le commandant Cazals se flattait de pouvoir justifier ce qu'il avait fait dire à l'officier anglais, lorsqu'un événement horrible vint ouvrir aux Turcs les portes du fort.

La garnison d'El-Arich, presque tout entière, mue par cet esprit de mécontentement et de révolte que nous avons signalé plus haut comme s'étant introduit dans l'armée, et dont la 2e demi-brigade avait donné l'exemple la première, effrayée de se voir entourée par des forces aussi nombreuses que celles du grand vizir, excitée par les perfides suggestions de quelques

lâches, crut qu'en transgressant les lois de l'honneur, en abju- 1800—an VIII Égypte.
rant le nom français, elle obtiendrait ce qu'elle pouvait bien mieux conserver en combattant avec courage : la vie sauve. Les soldats se révoltèrent contre leurs officiers, contre le commandant Cazals, et jetèrent des cordes aux Turcs pour les aider à franchir les remparts. Une trahison aussi infâme reçut à l'instant la juste récompense qu'elle méritait. Les Turcs, maîtres du fort, firent main basse sur ceux mêmes qui les y avaient introduits. Le malheureux Cazals voulut en vain conserver la vie et l'honneur du petit nombre d'hommes qui n'avaient point pris part à l'abominable défection de leurs camarades; il s'adressa à l'Anglais Douglas et à Rajeb pacha qu'il aperçut dans cette affreuse mêlée, et leur proposa une capitulation qui fut sur-le-champ acceptée et réglée; mais il devint impossible à ces deux officiers ennemis d'arrêter le carnage. Dans cet instant épouvantable, un grenadier du nombre de ceux qui avaient refusé d'entrer dans le complot, après avoir tué ou blessé un grand nombre de Turcs, tira son dernier coup de fusil au milieu de plusieurs barils de poudre; l'explosion, en faisant sauter une partie du fort, ensevelit sous ses débris des hommes indignes de porter le nom français, les infortunés qui ne pouvaient plus échapper au fer des Turcs, et plusieurs centaines de ces derniers.

A la nouvelle du désastre d'El-Arich, le cri de la vengeance retentit dans tous les rangs de l'armée d'Égypte : généraux, officiers, soldats demandèrent à marcher contre les féroces ennemis qui, profitant de la trahison pour vaincre, abusaient aussi cruellement de la victoire. Si Kléber eût voulu mettre à profit cet élan des Français outragés, pour punir la horde d'assassins que commandait le grand vizir, il n'est pas douteux que ceux-ci n'eussent partagé le sort de leurs camarades vaincus à Aboukir et à Damiette. On doit s'étonner peut-être que le général qui va déployer bientôt une si grande énergie dans les plaines d'Héliopolis n'ait pas saisi l'occasion présente, où l'indignation avait doublé les forces des Français, pour venger à la fois et la violation d'un armistice presque conclu, et les Français si outrageusement massacrés dans El-Arich. Cet horrible événement, auquel les Anglais n'étaient point étrangers, aurait dû faire pressentir au général français ce qu'il devait at-

1800—an VIII Égypte. tendre de la loyauté de ces insulaires, et la nécessité où il allait être bientôt de recourir aux baïonnettes de ses soldats pour faire expier aux Turcs le crime de la politique britannique.

Les relations contemporaines n'indiquent point les motifs qui décidèrent le général de l'armée d'Orient à montrer, dans cette circonstance, une patience, disons mieux, une faiblesse si peu en harmonie avec le caractère qu'on lui connaissait. Kléber paraît avoir allégué, pour sa justification, les mêmes raisons qu'il avait déjà mises en avant pour légitimer l'ouverture des négociations; mais l'état des choses n'était plus le même. L'honneur français avait été outragé, la félonie avait répondu à la franchise, à la loyauté. Kléber se contenta d'adresser des plaintes au grand vizir et au commodore sir Sidney, qui s'excusèrent en disant qu'ils n'étaient pour rien dans l'attentat d'El-Arich. La reprise des conférences eut donc lieu dans le camp des Turcs. Le digne général Desaix ne se prêtait qu'avec répugnance aux négociations, dont il n'approuvait plus les motifs et les bases. Kléber envoya à ce général et au sieur Poussielgue l'ordre précis de traiter à toutes conditions : *pourvu*, disait-il, *que l'honneur de la France et de l'armée ne fût point compromis*. Il était assez difficile, de quelque manière qu'on s'y prît, de suivre ces deux conditions, lorsqu'il s'agissait d'un traité par lequel 18,000 Français vainqueurs consentaient à évacuer un pays dont ils étaient encore les maîtres, sans avoir tenté encore une fois la fortune des armes pour punir une déloyauté sans exemple.

Cependant le général Kléber insista fortement et jusqu'au dernier jour des conférences sur la rupture de l'alliance entre la Porte, l'Angleterre et la Russie. Mais, sur la déclaration qui lui fut faite que cette alliance n'était que défensive et non offensive, il abandonna cette clause et donna son approbation à la convention qui fut conclue à El-Arich le 24 janvier 1800. Nous allons transcrire textuellement cette pièce historique :

Convention pour l'évacuation de l'Égypte, passée entre les citoyens Desaix, général de division, et Poussielgue, administrateur des finances, plénipotentiaires du général en chef;

Et Leurs Excellences Moustafa-Rachid, effendi defterdar,

et Moustafa-Rasycheh, effendi reïs-ul-koulleb, ministres plénipotentiaires de Son Altesse le suprême vizir. 1800—an VIII Égypte.

L'armée française en Egypte, voulant donner une preuve de ses désirs d'arrêter l'effusion du sang et de voir cesser les malheureuses querelles survenues entre la république française et la Sublime Porte, consent à évacuer l'Egypte d'après les dispositions de la présente convention, espérant que cette concession pourra être un acheminement à la pacification générale de l'Europe.

Art. 1. L'armée française se retirera avec armes, bagages et effets, sur Alexandrie, Rosette et Aboukir, pour y être embarquée et transportée en France, tant sur ses bâtiments que sur ceux qu'il sera nécessaire que la Sublime Porte lui fournisse; et pour que lesdits bâtiments puissent être promptement préparés, il est convenu qu'un mois après la ratification de la présente, il sera envoyé au château d'Alexandrie un commissaire avec cinquante personnes de la part de la Sublime Porte.

Art. 2. Il y aura un armistice de trois mois en Égypte, à compter du jour de la signature de la présente convention; et cependant, dans le cas où la trêve expirerait avant que lesdits bâtiments à fournir par la Sublime Porte fussent prêts, ladite trêve sera prolongée jusqu'à ce que l'embarquement puisse être complétement effectué, bien entendu que, de part et d'autre, on emploiera tous les moyens possibles pour que la tranquillité de l'armée et des habitants, dont la trêve est l'objet, ne soit point troublée.

Art. 3. Le transport de l'armée française aura lieu d'après le règlement des commissaires nommés à cet effet par la Sublime Porte et par le général en chef Kléber; et si, lors de l'embarquement, il survenait quelques discussions entre lesdits commissaires sur cet objet, il en sera nommé un par M. le commodore Sidney-Smith, qui décidera les différends d'après les règlements maritimes de l'Angleterre.

Art. 4. Les places de Katieh et Salahieh seront évacuées par les troupes françaises le huitième jour, ou, au plus tard, le dixième jour après la ratification de la présente convention. La

1800—an VIII Égypte. ville de Mansourah sera évacuée le quinzième jour; Damiette et Belbéïs, le vingtième jour; Suez sera évacué six jours avant le Caire; les autres places situées sur la rive orientale du Nil seront évacuées le dixième jour; le Delta sera évacué quinze jours après l'évacuation du Caire. La rive occidentale du Nil et ses dépendances resteront entre les mains des Français jusqu'à l'évacuation du Caire, et cependant, comme elles doivent être occupées par l'armée française jusqu'à ce que toutes les troupes soient descendues de la haute Égypte, ladite rive occidentale et ses dépendances pourront n'être évacuées qu'à l'expiration de la trêve, s'il est impossible de les évacuer plus tôt. Les places évacuées par l'armée seront remises à la Sublime Porte dans l'état où elles se trouvent actuellement.

Art. 5. La ville du Caire sera évacuée dans le délai de quarante jours, si cela est possible, et, au plus tard, dans quarante-cinq jours, à compter du jour de la ratification de la présente.

Art. 6. Il est expressément convenu que la Sublime Porte apportera tous ses soins pour que les troupes françaises des diverses places de la rive occidentale du Nil, qui se replieront avec armes et bagages vers leur quartier général, ne soient, pendant leur route, inquiétées ni molestées dans leurs personnes, biens et honneurs, soit de la part des habitants de l'Égypte, soit par les troupes de l'armée impériale ottomane.

Art. 7. En conséquence de l'article ci-dessus, et pour prévenir toute dissension et hostilités, il sera pris des mesures pour que les troupes turques soient toujours suffisamment éloignées des troupes françaises.

Art. 8. Aussitôt après la ratification de la présente convention, tous les Turcs et autres nations sans distinction, sujets de la Sublime Porte, détenus ou retenus en France, ou au pouvoir des Français en Égypte, seront mis en liberté, et, réciproquement, tous les Français détenus dans toutes les villes et échelles de l'empire ottoman, ainsi que toutes les personnes, de quelque nation qu'elles soient, attachées aux légations et consulats français, seront mis en liberté.

Art. 9. La restitution des biens et des propriétés des habitants et des sujets de part et d'autre, ou le remboursement

de leur valeur aux propriétaires, commencera immédiatement après l'évacuation de l'Égypte, et sera réglée à Constantinople par des commissaires nommés respectivement pour cet objet. 1800—an VIII Égypte.

Art. 10. Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion qu'il soit, ne sera inquiété, ni dans sa personne, ni dans ses biens, pour les liaisons qu'il pourra avoir eues avec les Français pendant leur occupation de l'Égypte.

Art. 11. Il sera délivré à l'armée française, tant de la part de la Sublime Porte que des cours ses alliées, c'est-à-dire celles de la Grande-Bretagne et de Russie, les passe-ports, sauf-conduits et convois nécessaires pour assurer son retour en France.

Art. 12. Lorsque l'armée française d'Égypte sera embarquée, la Sublime Porte, ainsi que les alliés, promettent que jusqu'a son retour sur le continent de la France elle ne sera nullement inquiétée, comme, de son côté, le général en chef Kléber et l'armée française en Égypte promettent de ne commettre aucune hostilité pendant ledit temps ni contre les flottes ni contre les pays de la Sublime Porte et de ses alliés, et que les bâtiments qui transporteront ladite armée ne s'arrêteront à aucune autre côte que celles de France, à moins de nécessité absolue.

Art. 13. En conséquence de la trêve de trois mois stipulée ci-dessus avec l'armée française pour l'évacuation de l'Égypte, les parties contractantes conviennent que si, dans l'intervalle de ladite trêve, quelques bâtiments de France, à l'insu des commandants des flottes alliées, entraient dans le port d'Alexandrie, ils en partiraient après avoir pris l'eau et les vivres nécessaires, et retourneront en France munis de passe-ports des cours alliées, et, dans le cas où quelques-uns desdits bâtiments auraient besoin de réparations, ceux-là seuls pourront rester jusqu'à ce que lesdites réparations soient achevées, et partiront aussitôt après pour la France, comme les précédents, par le premier vent favorable.

Art. 14. Le général en chef Kléber pourra envoyer sur-le-champ en France un aviso, auquel il sera donné les sauf-conduits nécessaires, pour que ledit aviso puisse prévenir le gouvernement français de l'évacuation de l'Égypte.

1800 — an VIII Égypte.

Art. 15. Étant reconnu que l'armée française a besoin de subsistances journalières pendant les trois mois dans lesquels elle doit évacuer l'Égypte, et pour les autres trois mois, à compter du jour où elle sera embarquée, il est convenu qu'il lui sera fourni les quantités nécessaires de blé, viande, riz, orge et paille, suivant l'état qui en est présentement remis par les plénipotentiaires français, tant pour le séjour que pour le voyage. Celles desdites quantités que l'armée aura retirées de ses magasins après la ratification de la présente seront déduites de celles à fournir par la Sublime Porte.

Art. 16. A compter du jour de la ratification de la présente convention, l'armée française ne prélèvera aucune contribution quelconque en Égypte; mais, au contraire, elle abandonnera à la Sublime Porte les contributions ordinaires exigibles qui lui resteraient à lever jusqu'à son départ, ainsi que les chameaux, dromadaires, munitions, canons et autres objets lui appartenants qu'elle ne jugera pas à propos d'emporter, ainsi que les magasins de grains provenant des contributions déjà levées, et enfin les magasins de vivres; ces objets seront examinés et évalués par des commissaires envoyés en Égypte à cet effet par la Sublime Porte et par le commandant des forces britanniques, conjointement avec les préposés du général en chef Kléber, reçus par les premiers au taux de l'évaluation ainsi faite jusqu'à la concurrence de trois milles bourses, qui seront nécessaires à l'armée française pour accélérer ses mouvements et son embarquement; et si les objets ci-dessus désignés ne produisaient pas cette somme, le déficit sera avancé par la Sublime Porte à titre de prêt, qui sera remboursé par le gouvernement français, sur les billets des commissaires préposés par le général en chef Kléber pour recevoir ladite somme.

Art. 17. L'armée française ayant des frais à faire pour évacuer l'Egypte, elle recevra, après la ratification de la présente convention, la somme ci-dessous stipulée dans l'ordre suivant; savoir :

Le quinzième jour, cinq cents bourses;
Le trentième jour, cinq cents autres bourses;
Le quarantième jour, trois cents autres bourses;

Le cinquantième jour, trois cents autres bourses;
Le soixantième jour, trois cents autres bourses;
Le soixante-dixième jour, trois cents autres bourses;
Le quatre-vingtième jour, trois cents autres bourses;
Et enfin, le quatre-vingt-dixième jour, cinq cents autres bourses.

Toutes lesdites bourses de cinq cents piastres turques chacune, lesquelles seront remises en présence des personnes commises à cet effet par la Sublime Porte; et, pour faciliter l'exécution desdites dispositions, la Sublime Porte enverra immédiatement après l'échange des ratifications des commissaires dans la ville du Caire et dans les autres villes occupées par l'armée.

Art. 18. Les contributions que les Français pourraient avoir perçues après la date de la ratification et avant la notification de la présente convention dans les divers points de l'Égypte seront déduites sur le montant des trois mille bourses ci-dessus stipulées.

Art. 19. Pour faciliter et accélérer l'évacuation des places, la navigation des bâtiments français de transport qui se trouveront dans les ports de l'Égypte sera libre pendant les trois mois de trêve, depuis Damiette et Rosette jusqu'à Alexandrie, et d'Alexandrie à Rosette et Damiette.

Art. 20. La sûreté de l'Europe exigeant les plus grandes précautions pour empêcher que la contagion de la peste n'y soit transportée, aucune personne malade, ou soupçonnée d'être attaquée de cette maladie, ne sera embarquée; mais les malades pour cause de peste, ou pour toute autre maladie qui ne permettrait pas leur transport dans le délai convenu pour l'évacuation, demeureront dans les hôpitaux, où ils se trouveront sous la sauvegarde de Son Altesse le suprême vizir, et seront soignés par des officiers de santé français, qui resteront auprès d'eux jusqu'à ce que leur guérison leur permette de partir, ce qui aura lieu le plus tôt possible, et les articles 11 et 12 de cette convention leur seront appliqués comme au reste de l'armée, et le commandant en chef de l'armée française s'engage à donner les ordres les plus stricts aux différents officiers commandant les troupes embarquées de ne pas permettre que les bâtiments les débar-

1800—an VIII Égypte. quent dans d'autres ports que ceux qui seront indiqués par les officiers de santé comme offrant les plus grandes facilités pour faire la quarantaine usitée et nécessaire.

Art. 21. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever et qui ne seraient pas prévues par la présente convention seront terminées à l'amiable entre les commissaires désignés à cet effet par Son Altesse le suprême vizir et par le général en chef Kléber, de manière à faciliter et accélérer l'évacuation.

Art. 22. Le présent ne sera valable qu'après les ratifications respectives, lesquelles devront être échangées dans le délai de huit jours, ensuite de laquelle ratification la présente convention sera religieusement observée de part et d'autre.

Fait, signé et scellé de nos sceaux respectifs, au camp des conférences, près d'El-Arich, le 4 pluviôse an VIII de la république française (24 janvier 1800, vieux style), et le 28 de la lune de chaaban, l'an de l'hégire 1214.

Signé le général de division Desaix, le citoyen Poussielgue, plénipotentiaires du général Kléber; et Leurs Excellences Moustafa-Rachid, effendi defterdar, et Moustafa-Rasycheh, reis-ul-koulleb, plénipotentiaires de Son Altesse le suprême vizir.

Pour copie conforme à l'expédition française remise aux ministres turcs en échange de leur expédition en turc,

Signé Desaix et Poussielgue.

Ratification du général en chef, mise au bas du texte turc resté entre les mains du grand vizir :

Je soussigné, général en chef commandant l'armée française en Égypte, approuve et ratifie les conditions du traité ci-dessus pour avoir leur exécution en leur forme et teneur, devant croire que les vingt-deux articles y relatés sont entièrement conformes à la traduction française, signée par les plénipotentiaires du grand vizir et ratifiée par son altesse; traduction dont le sens sera constamment suivi chaque fois qu'à cet égard, et pour

raison de quelques variantes, il pourrait s'élever des difficultés. 1800—an VIII Égypte.

Au quartier général de Salahieh, le 28 janvier.

Signé Kléber.

Pour copie conforme, le général de division, chef de l'état-major général. *Signé* Damas. »

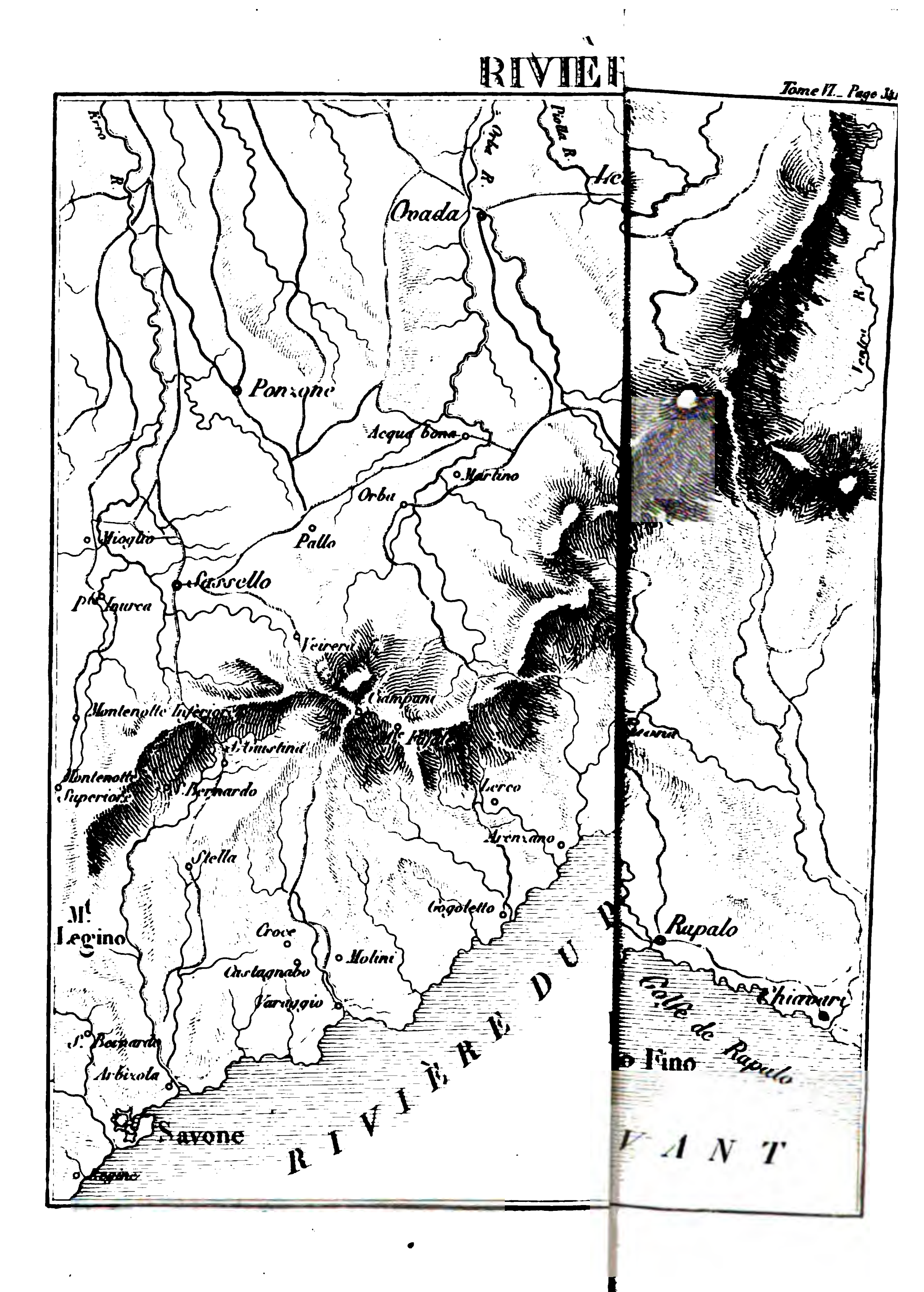
Il est à remarquer, dans la lecture de ce traité, devenu si célèbre par son inexécution, que la signature du commodore sir Sidney Smith ne s'y trouve point pour le fortifier, bien qu'il eût été conclu pour ainsi dire par les soins et sous les auspices de cet officier. Dans la première lettre écrite par le commodore au général en chef français, et pendant la tenue des conférences, il s'était qualifié de ministre plénipotentiaire de S. M. britannique près la Sublime Porte; les premières ouvertures avaient eu lieu sur son vaisseau; lui seul avait discuté les différents articles de la convention avec les plénipotentiaires français; il en avait posé les bases et réglé les détails; c'est de son propre mouvement et sans que l'on se fût adressé à lui qu'il était intervenu dans les premières propositions faites par Bonaparte, non comme auxiliaire de la Porte, mais comme partie principale. Toutefois, lorsqu'on s'abandonne à sa loyauté, et que l'on s'en rapporte à ce qu'il a réglé lui-même, il se retire, et n'engage dans le traité ni son gouvernement, ni les commandants des forces navales anglaises, au milieu desquelles l'armée française devait dès lors passer sans aucune garantie. Le traité porte, il est vrai, qu'il sera délivré des passe-ports des puissances alliées; mais qui prend cet engagement? Le vizir seul, quoiqu'il ait auprès de lui des ministres plénipotentiaires des autres puissances. Malgré le caractère loyal et franc développé par sir Sidney Smith dans plusieurs circonstances, ne peut-on pas supposer avec raison que le commodore, s'étant engagé dans celle-ci beaucoup plus loin qu'il n'avait mission de le faire, n'osa point sanctionner par sa signature un traité qui ne devait point recevoir l'approbation de son machiavélique gouvernement? Cette conjecture peut-être fausse; mais on ne peut pas se dissimuler que la suite des événements coïncide avec la non-apposition de la signature de sir Sidney à la convention d'El-Arich.

On doit s'étonner également que le général Kléber et les plé-

1800—an VIII Égypte. nipotentiaires français n'aient point exigé, comme une formalité essentielle au traité, l'intervention légale du ministre britannique. Cette négligence, qui fut sur le point d'avoir des suites si funestes pour les Français en Égypte, est d'ailleurs une nouvelle preuve du grand empressement de Kléber à quitter cette contrée. Nous avons dit que ce général avait donné à Desaix et à Poussielgue l'ordre positif de traiter à telle condition que ce fût; et ce fut sans doute pour obéir à cet ordre que les plénipotentiaires français n'insistèrent point sur la signature de sir Sidney.

Quoi qu'il en soit, la publication de la convention d'El-Arich causa presque généralement une fâcheuse sensation aux Français d'Égypte. Chaque individu désirait sans doute de revoir sa patrie ; mais, réunis en corps, ces mêmes hommes, habitués à vaincre, gémissaient sur la nécessité de quitter sans combattre, sans quelque glorieuse indemnité, un pays qu'ils avaient conquis au prix de tant de périls, de tant de sang répandu. Cette circonstance renouvela dans l'armée les regrets qu'avait excités le départ de Bonaparte. « Celui-là, disait-on, n'aurait point signé le traité d'El-Arich ; et, s'il eût jugé l'évacuation de l'Égypte indispensable, il ne s'y fût décidé qu'apres avoir forcé les Turcs, par une nouvelle victoire, à consentir à des conditions plus honorables, et les Anglais à les ratifier. » Desaix lui-même, honteux du rôle qu'on lui avait fait jouer dans cette négociation, et prévoyant que Bonaparte serait loin de l'approuver, écrivit au premier consul :

« L'évacuation de l'Égypte est signée, mon général ; vous serez sûrement surpris, surtout, de ce qu'elle l'est par moi, qui me suis toujours prononcé pour la conservation de cette importante conquête ; vous le serez moins quand vous connaîtrez les circonstances où je me suis trouvé. Je vous assure que je n'ai rien épargné pour vous donner le temps d'y envoyer des secours, et que je n'ai obéi qu'à l'*ordre très-précis du général en chef*...... Vous m'aviez donné ordre de vous rejoindre dans le courant de l'hiver ; je compte aussi vous revoir sous peu. Je vous demanderai de me faire connaître vos intentions ; je suis toujours prêt à faire tout ce qui pourra vous convenir davantage. Bien servir mon pays, et rester le moins possible sans rien faire, est tout ce que je désire. Personne ne vous


RIVIÈR
Onada
Orba R.
Piotta R.
Ponzone
Acqua bona
Martino
Orba
Pallo
Mioglio
Sassello
Veirera
Ciampani
Montenotte Inférieur
Montenotte Superiore
S. Bernardo
Stella
Mt Legino
Croce
Castagnabo
Varaggio
Molini
Cogoletto
Arenzano
Lerco
Arbizola
Savone
RIVIÈRE DU
VANT
Rapalo
Chiavari
Golfe de Rapalo
Fino

est plus dévoué que moi, personne n'a plus d'envie d'être utile à votre gloire. » 1800. an VIII Égypte.

Le caractère de Desaix se montre tout entier dans cette lettre. On y voit le regret d'avoir coopéré à la convention prématurée d'El-Arich, et l'intention de réparer cette faute involontaire en combattant sous les yeux de Bonaparte. La palme que Desaix cueillera bientôt dans les champs de Marengo sera le noble témoignage de ce qu'il avance dans sa lettre, que personne ne s'intéressait plus que lui à la gloire du premier consul.

Ouverture de la campagne en Italie; combats dans la riviere de Gênes et les Apennins; Savone occupée par les Autrichiens; combat de Voltri; le général Masséna bloqué dans Gênes, etc. — L'armée française d'Italie n'avait reçu que peu ou point de renforts pour réparer les pertes faites dans le cours de la dernière campagne, si longue et si désastreuse. Presque abandonnée par son gouvernement, réduite à l'état le plus déplorable, sans solde, sans vêtements, sans vivres, elle venait de passer l'hiver dans un pays ruiné, et la rigueur de la saison avait encore augmenté les privations et les maladies auxquelles les troupes étaient en proie depuis plus de six mois. Il n'est rien de plus attristant et de plus hideux que le tableau de la situation de cette armée, tracé par les écrivains contemporains. 21 avril (1er floréal). Italie.

Pâles, languissants, affamés, couverts de lambeaux, les soldats français, ayant perdu toute espèce d'énergie, ressemblaient à des fantômes errants au milieu des tombeaux. Les routes étaient couvertes de cadavres et de mourants, et les infortunés qui parvenaient à se traîner jusque dans un hôpital y étaient sans paille pour se coucher, sans aliments, sans secours d'aucune espèce. Étendus sur des pavés de marbre [1], à côté des cadavres de leurs camarades (qu'on laissait souvent un ou deux jours sans sépulture), ils y trouvaient bientôt une mort prompte, plus certaine et plus terrible encore que dans les hameaux malsains et sur les routes qu'ils venaient de quitter. Plus de service administratif : tout était vide, les magasins comme les caisses.

[1] Plusieurs palais des nobles énois avaient été convertis en hôpitaux.

1800 – an VIII
Italie.

Les efforts successifs des généraux en chef avaient été vains pour remédier à cette misère générale. Les ressources publiques et privées étaient épuisées, les espérances évanouies. L'armée, sans combattre, se consumait chaque jour avec une rapidite effrayante par les épidémies et par la désertion. Des corps entiers partaient sans ordres, sans chefs; et des officiers généraux eux-mèmes se rendaient en France sans congé ni permission. Tous cherchaient à éviter une mort sans gloire qui se présentait partout et à chaque instant sous l'aspect le plus terrible et le plus révoltant.

Tel était l'état des choses en Ligurie lorsque Masséna fut nommé pour prendre le commandement de l'armée. Championnet venait de succomber sous les atteintes de l'affreuse épidémie qui moissonnait journellement les officiers comme les soldats. Ce digne général, dont toutes les pensées étaient pour ses soldats, pendant sa maladie demandait sans cesse, dans le délire d'une fièvre ardente, si des bâtiments chargés de blé étaient arrivés des ports de France, si le gouvernement avait envoyé des vêtements et de l'argent pour payer la solde. Deux heures avant d'expirer, il fit encore écrire au gouvernement pour hâter l'envoi des secours de toute espèce dont l'armée avait un besoin si urgent[1].

La proclamation suivante précéda l'arrivée de Masséna à Gênes :

Bonaparte, premier consul de la république, à l'armée d'Italie.

« Soldats !

« Les circonstances qui me retiennent à la tête du gouvernement m'empêchent de me trouver au milieu de vous.

[1] On a prétendu, et beaucoup de personnes sont encore dans la croyance que Championnet, républicain très-prononcé, n'avait point approuvé l'élévation de Bonaparte à la dignité de consul, et que celui-ci se réjouit de la mort d'un général qu'il regardait comme son ennemi. Cette opinion est une erreur. Championnet, persécuté par le Directoire, partageait les espérances que la grande majorité des Français fondait alors sur l'homme qui venait de renverser ce gouvernement odieux.

« Vos besoins sont grands, toutes les mesures sont prises pour y pourvoir.

« Les premières qualités du soldat sont la constance et la discipline; la valeur n'est que la seconde.

« Soldats ! plusieurs corps ont quitté leurs positions, ils ont été sourds à la voix de leurs officiers : la 17e légère est de ce nombre.

« Sont-ils donc tous morts les braves de Castiglione, de Rivoli, de Neumarck ? Ils eussent péri plutôt que de quitter leurs drapeaux, et ils eussent ramené leurs jeunes camarades à l'honneur et au devoir.

« Soldats ! vos distributions ne vous sont pas régulièrement faites, dites-vous ? Qu'eussiez-vous fait si, comme les 4e et 22e légères, les 18e et 32e de ligne, vous vous fussiez trouvés au milieu du désert sans pain ni eau, mangeant du cheval et du mulet ? *La victoire nous donnera du pain*, disaient-elles : et vous, vous quittez vos drapeaux !

« Soldats d'Italie ! un nouveau général vous commande; il fut toujours à l'avant-garde dans les plus beaux jours de votre gloire. Entourez-le de votre confiance, il ramènera la victoire dans vos rangs.

« Je me ferai rendre un compte journalier de la conduite de tous les corps, et spécialement de la 17e légère et de la 63e de ligne. *Elles se ressouviendront de la confiance que j'avais en elles.* »

Masséna reçut du premier consul tous les pouvoirs nécessaires pour remédier à l'affligeante situation des troupes dont la direction lui était confiée. Mais l'essentiel était d'avoir de l'argent, et malheureusement les finances de la république étaient encore dans un tel désordre à l'époque dont nous parlons, qu'il n'était guère possible d'accorder les fonds même indispensables pour les différents services. Cependant Masséna parvint à passer des marchés pour l'habillement et les vivres. Prévoyant les dangers que les convois venant de France pouvaient courir sur mer avant d'arriver à Gênes, il se fit remettre douze lettres de marque pour des bâtiments destinés à protéger le petit cabotage.

Après avoir pris ces premières mesures, Masséna se rendit

1800—an VIII Italie. à Lyon pour hâter le rassemblement des chevaux destinés aux remontes et la formation des magasins d'habillement et d'équipement. De Lyon il vint à Marseille, où, s'étant aperçu que les fournisseurs avec lesquels il avait traité mettaient de la lenteur dans leurs opérations, il acheta lui-même douze mille quintaux de blé appartenant à des négociants génois, et qui se trouvaient dans le port. La désertion des troupes était telle, que les chemins de France en Italie se trouvaient couverts de soldats demandant des vivres et des vêtements, implorant la pitié des habitants des villes et des campagnes. Des bataillons entiers de ces déserteurs se trouvaient à Nice, à Fréjus, à Antibes. Masséna, joignant les menaces à la promesse de prompts secours, fit bientôt refluer tous ces hommes vers l'armée. Les 2e, 14e, 21e, 24e, 63e et 74e demi-brigades de ligne, les 5e, 17e et 25e légères, virent revenir sous leurs drapeaux le plus grand nombre des soldats qui les avaient abandonnés. Rappelés par leur nouveau général en chef aux sentiments de l'honneur et du devoir, ces mêmes soldats servirent pour ainsi dire d'escorte à Masséna dans son voyage par terre de Nice à Gênes.

Malgré le retour des déserteurs et les renforts de troupes fraiches qu'il avait amenés avec lui, le général de l'armée d'Italie n'avait pas sous ses ordres plus de 25,000 combattants, parce que la misère et les maladies avaient enlevé autant de monde que la désertion.

Tant de désordres s'étaient introduits dans l'administration, que le succès des mesures prises par Masséna ne répondit pas à ses espérances. Les efforts de ce général ne produisirent pour ses troupes qu'un soulagement momentané. L'armée ne reçut même pas la totalité des grains achetés à Marseille : à l'époque où les hostilités recommencèrent, cette ressource était déjà consommée. Bientôt le soldat vécut, au jour le jour, des grains achetés à un prix excessif ou fournis avec les plus grandes difficultés par le gouvernement génois : encore ne recevait-il souvent que partie des rations accordées par la loi. Le général en chef voyait ses soins paralysés et l'armée toujours à la veille de manquer entièrement de vivres[1]. La négligence,

[1] La faim de nos soldats était souvent telle, dit le général Thiébault,

la mauvaise foi, le défaut de moyens, les vents eux-mêmes qui, pendant près de quatre mois (circonstance inouie!) s'opposèrent à l'arrivage des convois par mer : tout semblait se réunir pour amener enfin l'anéantissement des troupes et la perte de la Ligurie. 1800—an VIII Italie.

Cependant Masséna avait réduit les cadres de l'armée dans la proportion du nombre des combattants : plusieurs demi-brigades furent fondues en une seule. Une mutation s'était opérée dans les officiers généraux. Gouvion-Saint-Cyr avait été rappelé à l'armée du Rhin, Victor et Lemoine étaient destinés à faire partie de l'armée de réserve : Soult, Suchet et Gazan les remplacèrent. Au 5 avril, l'armée d'Italie, partagée en deux corps ou deux grandes divisions, occupait les positions suivantes : le corps de droite, aux ordres du général Soult, était distribué dans les postes de Recco, Monte-Cornua, Torriglio, la Bocchetta (d'où il se liait par une avant-garde avec le fort de Gavi), Campofreddo, Stella, Monte-Legino et Cadibona. Il fournissait en outre des garnisons à Gênes, à Savone, à Gavi, devait pourvoir à la sûreté de la côte, et faciliter les arrivages des subsistances à Gênes. Le corps de gauche, commandé par le général Suchet, avait sa droite à Noli et sa gauche au Var : le quartier général était à la Pietra.

Un développement aussi considérable ne pouvait pas cependant être resserré, puisqu'il était important de garder les débouchés de la Toscane, du duché de Plaisance, de la Lombardie, du Piémont, de défendre l'entrée des Alpes, et par conséquent les frontières de la France. Par l'effet de la distribution des troupes sur cette ligne étendue, il ne s'y trouvait point de masse ou de réserve prête à se porter sur l'endroit plus spécia-

qu'ils dévoraient les herbes et les racines qu'ils pouvaient rencontrer dans les montagnes et sur les rochers arides au milieu desquels ils étaient cantonnés. C'est ainsi qu'une compagnie entière de la vingt-quatrième de ligne s'empoisonna en mangeant de la ciguë. Les hommes de corvée n'avaient plus la force de venir aux distributions qui se faisaient dans Gênes ou dans d'autres chefs-lieux. Faute de moyens de transport, ils étaient dans l'obligation de tout porter eux-mêmes, et, quoique ce fardeau fût souvent fort léger, un trajet de cinq à six milles dans les montagnes était pour ces hommes exténués par le besoin un effort au-dessus de leurs moyens physiques.

lement menacé. Il y avait du monde sur tous les points, mais il n'y avait de force réelle nulle part; aussi le général Mélas se préparait-il à rompre cette ligne et à isoler les deux corps qui la défendaient. Le 5 avril, le quartier général autrichien vint à Cairo. L'intention du général autrichien était d'attaquer simultanément les débouchés principaux de la chaîne des Apennins, depuis les frontières de Toscane jusqu'aux Alpes; mais il voulait surtout occuper la ligne française le plus près possible de Gênes, afin de forcer Masséna à replier ses troupes dans cette ville, de l'affamer par la coopération de l'escadre anglaise, et par conséquent d'en hâter la reddition. Ce plan, dont l'exécution présentait peut-être quelques difficultés, était cependant très-bien conçu; et s'il ne réussit pas d'abord complétement, il faut en attribuer la cause à l'extrême activité et au caractère ferme et énergique du général Masséna, qui sut imprimer à ses troupes un dévouement qu'on ne pouvait plus guère espérer d'elles dans leur déplorable situation.

En forçant la droite de l'armée française et le général en chef lui-même à se renfermer dans Gênes, Mélas avait aussi, comme nous venons de le dire, le dessein d'isoler le corps de gauche aux ordres du général Suchet. Il espérait que ce dernier, ayant des forces trop inférieures pour se maintenir dans la rivière du Ponent et tenter de secourir l'aile droite, se déciderait à profiter de son point de retraite vers l'embouchure du Var pour se placer sur la frontière de France. Afin d'atteindre ce double but, le général autrichien prit les dispositions suivantes :

Il réunit à Carcare un corps de 25,000 hommes pour attaquer l'armée française à peu près vers son centre. Une colonne de ces troupes devait se diriger par Altare et Torre sur la position fortifiée de Cadibona, regardée, avec raison, comme la clef de la rivière du Ponent. Une autre colonne, marchant sur les flancs de la première, avait ordre de se porter sur Sassello et Montenotte. Les divisions des généraux Elsnitz et Morzin étaient chargées d'emporter les retranchements du Monte-San-Giacomo, en marchant par Malere vers une des sources de la Bormida. Cette position était occupée par les troupes du général Suchet, qui communiquait avec le corps de droite par Vado et les deux escarpements du Monte-Alto. Afin de couper cette communi-

Tanaro R.
Elere R.
Dego
Cairo
Vico
Bormida R.
Montenotte Supérieur
Cassaria
Carcare
Mt. Legino
Mª di Savona
Altare
Torre
Cadibone
Monza R.
Cavollo R.
Bagnasco
Nazino
Bormida R.
Bº. d'Iranzo
Velego
M. di Loretto
Ferandi
S. Bartolomeo
Impero R.
C. Diano
Oneille

RIVIÈRE

DE GÊNES,

Seconde partie.

Lieues de 25 au Degré.

cation et d'isoler les deux corps d'armée française l'un de l'autre, les généraux Elsnitz et Morzin, après s'être emparés de Monte-San-Giacomo, devaient se porter, l'un sur Savone, afin d'obliger Masséna d'évacuer les hauteurs de cette ville, et l'autre sur le village de San-Giacomo, pour contraindre les troupes du général Suchet à se replier vers la Pietra et Loano. 1800—an VIII Italie.

Sur la gauche de l'attaque dirigée contre Cadibona, une autre colonne autrichienne, conduite par le comte de Hohenzollern, devait attaquer le col de la Bocchetta, et faire les plus grands efforts pour s'emparer de ce passage important. Vers l'extrémité droite de l'armée française, dans la rivière du Levant, le général Ott, avec un corps de 10,000 hommes, devait déboucher de la vallée de la Trebia, sur deux colonnes, dont la première était chargée d'attaquer le Monte-Cornua; la seconde, moins forte en troupes de ligne, mais qui devait se recruter d'une troupe d'insurgés rassemblée à Fontana-Buona. avait ordre de s'avancer sur N. S. di Rovo et Bogliasco, afin d'attaquer ces deux postes situés près de la mer. Ainsi, l'on voit que les Français allaient être assaillis sur une grande partie de leur ligne par des forces bien supérieures. Outre l'avantage du nombre, les Autrichiens avaient encore celui d'être secondés dans leurs mouvements par la flotte anglaise, qui intercepta dès ce moment à l'armée française toute communication par mer. Cependant on va voir quelle longue résistance Masséna sut opposer à ces efforts combinés.

Le jour même où Mélas portait son quartier à Cairo, il avait fait reconnaître tous les points qu'il voulait attaquer. Les Autrichiens comptaient si pleinement sur un succès facile, que les détachements chargés d'explorer la ligne française ne craignirent point d'attaquer les postes avancés; mais ils furent repoussés partout.

Le 6 avril, à la pointe du jour, les colonnes ennemies se mirent en mouvement pour se porter sur les différents points qu'elles devaient attaquer. Le général Ott s'avança sur l'extrême droite de l'armée française formée par la division aux ordres du général Miollis, forte à peine de 4,000 hommes et occupant les postes de Recco, Torriglio, San-Alberto, Scafera, Nervi, Albaro, et le Monte-Cornua. Le principal effort des Autrichiens se fit

1800—an VIII Italie. sur ce *dernier* point, qu'ils attaquèrent après avoir fait replier les détachements placés à Panesi, San-Alberto et Bargaglio. Le Monte-Cornua fut vigoureusement défendu par deux bataillons de la 74e; mais, sur le point d'être cernée, cette troupe se replia sur le Monte-Faccio, où se trouvait une partie de la brigade du général Darnaud. Ce brave officier fit, pour se maintenir dans cette position importante, les plus généreux efforts. Presque enveloppé par les colonnes ennemies, il combattit avec le dernier acharnement, défendant le terrain pied à pied, et chargeant souvent ses adversaires pour arrêter leurs progrès. C'est dans une de ces charges que l'intrépide Dupelin, chef de bataillon de la 116e demi-brigade, fut blessé de cinq coups de feu. Darnaud fit sa retraite sans être entamé jusqu'à Quinto, à deux lieues de Gênes, et il y prit position à l'entrée de la nuit. La seconde brigade du général Miollis, commandée par le général Petitot, fut également attaquée à Torriglio et à Scafera.

Petitot se défendit longtemps avec quelque avantage; mais l'occupation du Monte-Cornua et du Monte-Faccio par l'ennemi le força à se retirer dans le meilleur ordre sur Prato. Ce général, quoique blessé assez grièvement, ne voulut point quitter son arrière-garde, dont il dirigea les mouvements, pour protéger la retraite de la brigade. Le lieutenant de grenadiers Guimond, de la 24e de ligne, se distingua dans cette occasion où il fut blessé dangereusement.

Le général Gazan, commandant la seconde division du corps de droite, forte de 4 à 5,000 hommes, fut également attaqué dans les postes disséminés qu'il occupait entre les vallées de l'Orba et de la Scrivia par le corps autrichien, qui devait, ainsi que nous l'avons dit, enlever le passage important de la Bocchetta : le comte de Hohenzollern conduisit la principale colonne de ses troupes. Celles du général Gazan, distribuées sur une étendue de terrain trop considérable, ne pouvaient pas combattre longtemps avec avantage. Après avoir perdu, repris et reperdu plusieurs de ses nombreux postes, Gazan, instruit qu'une forte colonne ennemie, après avoir tourné Gavi, s'avançait sur ses flancs pour le tourner lui-même, se hâta de faire retirer ses troupes et de venir prendre position à Busatto sur

la Scrivia ; il fit également évacuer Voltaggio, pour que le détachement qui s'y trouvait ne fût point enveloppé par Castagna et Fiancone. 1800—an VIII Italie.

Pendant que les deux divisions des généraux Miollis et Gazan étaient ainsi forcées d'abandonner leurs positions, la 3e division du corps de Soult, aux ordres du général Gardanne, avait été également attaquée avec vigueur. Elle occupait, vis-à-vis du centre de l'armée autrichienne, les postes de Stella, San-Bernardo, la Madona di Savona et Vado; plus loin, sur les sommités, les redoutes de Montenotte, et en deçà les retranchements de Cadibona. Cette division, forte au plus de 5,000 hommes, eut à soutenir pendant toute la journée les attaques réitérées d'un corps de plus de 15,000 hommes, dirigé par le général Mélas en personne. Les troupes françaises se défendirent avec la plus grande résolution, et réussirent à arrêter l'ennemi pendant plus de trois heures devant les redoutes de Torre; mais enfin, accablées par le nombre, elles abandonnèrent la plupart de leurs positions, et se retirèrent au poste central de Cadibona. La même bravoure et les mêmes résultats signalèrent la défense du Monte-Ajuto, contre lequel marcha le général autrichien Lattermann.

Tous les postes français en avant de la ligne s'étant donc ralliés à Cadibona, où le général Gardanne se trouvait beaucoup mieux à même d'opposer une forte et longue résistance; les Autrichiens vinrent attaquer cette nouvelle position avec tant d'impétuosité, qu'ils l'enlevèrent, et forcèrent les Français à abandonner le village. Cette retraite s'effectuait même avec quelque désordre, et les Autrichiens commençaient à pousser l'arrière-garde un peu trop vivement, lorsque, fort heureusement, le général Soult accourut avec quelques bataillons tirés de la garnison de Gênes; il encouragea par sa présence les troupes du général Gardanne, et les ramena au combat. Après des efforts assez vigoureux, les troupes paraissaient encore céder le terrain à leurs adversaires : Soult saisit le drapeau d'un de ses bataillons, et, se précipitant vers l'endroit où l'action se trouvait plus fortement engagée, il fait un appel aux plus braves, et combat lui-même avec toute la vigueur d'un simple grenadier. Cet acte de dévouement électrise tous les soldats qui en sont les témoins. Ils s'avancent sur ses traces, et attaquent les Autrichiens avec

1800—an VIII Italie. une telle énergie, que ceux-ci reculent à leur tour. Le général Soult, dégagé du groupe ennemi où l'excès de son courage l'avait emporté, et où il vit tomber à ses côtés l'adjudant général Mathis, blessé grièvement, fit prendre à ses troupes la position de Monte-Moro, qui, se trouvant entre Vado et Savone, avait l'avantage de protéger encore cette dernière place.

Les Autrichiens, étonnés de la vivacité avec laquelle ils venaient d'être chargés en dernier lieu, donnèrent au général Soult le temps de se fortifier dans sa nouvelle position. Toutefois, le général Mélas, en différant d'attaquer les Français à Monte-Moro, n'en prenait pas moins des dispositions qui devaient le conduire au résultat qu'il espérait. Il ordonnait au général Saint-Julien, commandant une partie du corps formidable qui venait d'enlever la position de Cadibona, de faire filer une colonne sur Vado. Une autre colonne, après s'être emparée des hauteurs de Montenotte et de la redoute de Monte-Negrino, poursuivit les Français dans la direction de Madona di Savona, tandis qu'une troisième descendait de Stella sur Albissola, seul point de retraite qui restât aux troupes de Soult pour gagner Gênes. Ces mouvements, opérés dans le dessein de déborder les Français et de les envelopper, rendaient la position de Soult à Monte-Moro extrêmement critique. Affaiblie par les combats du matin, la division Gardanne était presque hors d'état de résister longtemps aux efforts nouveaux qu'on pouvait faire contre elle; toutefois, il était essentiel de tenir quelque temps encore, au moins jusqu'à la nuit, afin de profiter de son obscurité pour jeter quelques vivres dans le fort de Savone, que, dans la pénurie où il se trouvait, Soult n'avait pu approvisionner jusqu'à ce moment.

Ce général fit donc exécuter divers mouvements dans l'intention d'amuser l'ennemi, de couvrir les débouchés et de gagner du temps; mais le général autrichien ne se laissa point distraire de son but principal; assuré que le général Saint-Julien avait exécuté ses ordres, Mélas fit attaquer, deux heures avant la nuit, le Monte-Moro par des forces si considérables, qu'il fut impossible aux troupes françaises d'opposer une longue résistance, et qu'elles se replièrent précipitamment sur Savone. Elles furent poursuivies avec tant de vivacité, que les Autrichiens entrèrent pêle-mêle avec l'arrière-garde dans les faubourgs de

la ville. Il fallut combattre encore pour empêcher l'ennemi de pénétrer plus avant, et l'on se fusilla toute la nuit; mais Soult réussit, comme il le désirait, à faire entrer des vivres dans le fort, où il laissa une garnison de 600 hommes sous les ordres du général de brigade Buget. A trois heures du matin, il donna l'ordre d'évacuer la ville; et les troupes, rassemblées d'abord sur la hauteur des Capucins, opérèrent leur retraite sur celles qui se trouvaient en arrière d'Albissola. Cette dernière position était occupée par la troisième colonne du général Saint-Julien, qui s'en était emparée la veille au soir, sans pouvoir toutefois empêcher le détachement français déposté de Monte-Negrino de se faire jour à la baïonnette pour aller rejoindre le gros de la division Gardanne. Le général Soult ne perdit pas un moment pour faire attaquer les hauteurs d'Albissola. Les Autrichiens, chassés de cette position, furent poursuivis jusqu'à Stella, où ils s'arrêtèrent. Les deux partis avaient éprouvé dans ce long engagement, commencé le 6 au matin et terminé le lendemain, une perte considérable; mais celle des Français se trouvait bien plus sensible en raison de leur faiblesse numérique et de l'opiniâtreté avec laquelle ils s'étaient défendus. 1800—an VIII Italie.

La retraite du général Soult et les progrès des Autrichiens sur le centre de l'armée compromettaient le corps d'armée aux ordres du général Suchet. Le Monte-San-Giacomo, une des positions les plus avantageuses qu'il occupât, se trouvait tourné par les mouvements de l'ennemi dans la journée du 6. Mélas ordonna au général Elsnitz d'attaquer directement et de front cette position, dont l'occupation devenait nécessaire pour la régularité de la ligne des Autrichiens. Les troupes de Suchet se défendirent longtemps avec vigueur; et ce général ne céda que lorsqu'il s'aperçut que, en résistant davantage, il donnait à l'ennemi le temps de couper ses communications, et de rendre nulle sa coopération à la défense de la rivière de Gênes. Il fit évacuer également les redoutes de Sette-Pani, de San-Stefano et de Madona della Neve à l'approche d'une colonne autrichienne qui les occupa, et il vint s'établir à Vado. Le général Serras tint ferme dans Melogno, et repoussa toutes les attaques dirigées contre lui par un corps de grenadiers hongrois. Presque enveloppé par cette réserve autrichienne, Serras, sommé de

1800 — an VIII Italie.
mettre bas les armes, ne répondit à cette sommation qu'en chargeant de nouveau ses adversaires, et les força à rétrograder. Enfin une nouvelle colonne autrichienne, qui s'était avancée pour tourner plus au loin les troupes du corps de gauche, fut complétement battue par le général polonais Jablonowski au moment où elle débouchait sur les postes de ce dernier par la vallée du Tanaro. Ces succès partiels, honorables pour les Français, ne pouvaient pas avoir de grands résultats dans la situation présente des affaires. Suchet apprit à Vado les avantages remportés par l'ennemi sur le corps de droite, et il jugea convenable, pour ne point compromettre la sûreté du sien, de faire encore un mouvement rétrograde. En conséquence, après avoir fait tout ce qui dépendait de lui pour procurer le plus de vivres possible à la garnison de Savone, ce général évacua les positions qu'il occupait encore de ce côté, et se retira par Finale, Gora, Bardino-Vecchio, la Pietra et Loano, sur Borghetto, où il espérait trouver des ressources en vivres. Il se proposait d'y réunir le gros de ses troupes pour reprendre ensuite l'offensive et rétablir ses communications avec le général Soult. Cette retraite du corps de gauche, commencée dans la nuit du 7 avril, se continua dans la matinée du lendemain, en présence de l'ennemi, qui ne fit aucun mouvement pour la troubler.

Le général Mélas voulait surtout forcer les troupes du général Soult de se jeter dans Gênes, et c'est là le motif qui lui fit négliger de poursuivre le général Suchet sur Borghetto. Mais tandis qu'il attendait, pour exécuter son dessein, que les troupes autrichiennes se fussent reposées des fatigues qu'elles venaient d'éprouver dans les journées du 6 et du 7, Masséna méditait une entreprise qui devait relever la gloire de son armée, ranimer la confiance des troupes, et faire évanouir les espérances que les progrès des Autrichiens avaient fait concevoir aux ennemis de la France que renfermait la ville de Gênes.

Le projet de Masséna était de reprendre le Monte-Faccio, dont la position dans le voisinage et à la vue de Gênes était, sous le rapport militaire et pour l'effet moral, l'avantage le plus important que les Autrichiens eussent obtenu, et le plus décisif pour leurs progrès ultérieurs. Nous avons dit qu'après

avoir évacué Savone, le général Soult s'était retiré avec la division Gardanne sur les hauteurs d'Albissola. Le même jour et dans la matinée, ces troupes avaient continué leur mouvement rétrograde sur Vareggio, couvrant Ciampani par un fort détachement. La division du général Gazan occupait Basalta et Molini; celle du général Miollis avait sa droite à Quinto et sa gauche à Prato. Cette dernière division fut chargée par le général en chef d'attaquer de vive force le Monte-Faccio. Miollis forma deux colonnes de ses troupes: celle de droite, qu'il dirigeait en personne, déboucha par Quinto, et celle de gauche par Parizone. Le mouvement de cette dernière était protégé par une réserve aux ordres de l'adjudant général Hector, qui, suivant la vallée du Bisagno, devait attaquer les Autrichiens en flanc, dépasser leur position centrale, et se porter rapidement sur Carpanadigo, afin d'attirer de ce côté l'attention principale de l'ennemi. Ces divers mouvements s'effectuèrent avec beaucoup de régularité et d'intelligence. Le Monte-Faccio et le Monte-Cornua, attaqués de front par les deux colonnes de la division Miollis, furent emportés à la baïonnette. Les Autrichiens se retirèrent en désordre, parce que la petite colonne de l'adjudant général Hector, qui les avait tournés par Panesi, San-Alberto et Scofera, menaçait de leur couper la retraite. Le général Miollis fit 1,500 prisonniers parmi lesquels se trouvait le baron d'Aspre, chef des bandes insurgées de Fontana-Buona. La perte des Français fut peu considérable. Il n'y eut qu'un petit nombre de morts et une cinquantaine de blessés, au nombre desquels furent les chefs de bataillon Devilliers[1] et Lacroix, de la 25e demi-brigade légère. 1800—an VIII Italie.

La division Gazan avait coopéré à ce succès, en se portant sur les revers de Monte-Jovi, à Borgo-de-Fornari et Savignone. Elle se battit une partie de la journée, et le général Poinçot, qui conduisait cette diversion, réussit à reprendre ces deux postes ainsi que celui de Cosella. La division Gardanne était restée tranquille dans ses positions de Vareggio et de Ciampani.

La reprise du Monte-Faccio produisit l'effet que Masséna en

[1] Depuis maréchal de camp.

1800 – an VIII Italie.

attendait. Les soldats furent animés d'une nouvelle ardeur, et les mécontents génois n'osèrent plus manifester, comme ils le faisaient auparavant, leur haine contre les Français. L'ordre et le calme se rétablirent dans la ville.

Cependant la situation de Masséna n'en était pas moins critique. Il profita du loisir momentané que lui procura ce dernier avantage pour continuer de prendre les mesures propres à assurer la conservation de Gênes, dont il confia le commandement au général Miollis. La garnison fut renforcée, les forts intérieurs et extérieurs furent approvisionnés de vivres et de munitions, non sans de grandes difficultés. Séparé de son aile gauche, le général en chef dut donner une nouvelle organisation aux troupes qui lui restaient sous la main. Elles furent partagées en deux divisions, fortes chacune d'à peu près 5,000 hommes.

Toutefois, ne renonçant pas à l'espoir de rétablir ses communications avec le général Suchet, et ne voulant point céder au général Mélas l'avantage de l'offensive dans l'espace étroit où il se trouvait renfermé, Masséna résolut, malgré sa faiblesse, de se porter en avant, d'arrêter l'ennemi dans sa marche sur Gênes par la rivière du Ponent et de débloquer Savone, dont le sort l'inquiétait d'autant plus, qu'il savait que cette place avait à peine des vivres pour huit jours. Il fit donc instruire le général Suchet de ses projets, en lui envoyant l'ordre d'attaquer de son côté et de chercher à pénétrer jusqu'à Quilliano; Masséna disposa le mouvement offensif de son aile droite.

La première division, commandée par le général Gazan et dirigée par Soult, fut rassemblée à Voltri pour marcher sur Sassello; la seconde, aux ordres du général Gardanne, et conduite par Masséna en personne, devait déboucher par Vareggio et Stella pour se porter sur Montenotte; les deux divisions, réunies ainsi sur la crête des Apennins, devaient attaquer la droite des Autrichiens, après avoir coupé la ligne de leurs opérations par le point central, en marchant en toute hâte vers Savone et Vado. Masséna avait calculé que, s'il n'obtenait pas un succès assez décisif pour effectuer sa jonction avec Suchet, il pourrait réussir au moins à dégager et ravitailler le

fort de Savone, et à enlever les approvisionnements qu'un convoi venu de Livourne, sous l'escorte des vaisseaux anglais, avait débarqués dans le port de cette ville. 1800 – an VIII Italie.

Mais, dans le moment même où Masséna se préparait à exécuter son nouveau plan, Mélas faisait aussi ses dispositions d'attaque sur la gauche des troupes de l'aile droite, c'est-à-dire sur la division Gardanne. Son dessein était de forcer la position de Vareggio, afin d'assurer ses propres communications, de pousser les troupes de Gardanne sur Voltri, et même de leur couper la retraite sur Gênes en débouchant par la Bocchetta, dans la vallée de la Polcevera où les paysans étaient préparés à l'insurrection.

Il résulta de cette coïncidence des deux mouvements offensifs que le projet de Masséna ne put pas être exécuté et que ceux du général Mélas échouèrent en grande partie.

Le 9 avril, le général autrichien Rousseau attaqua les retranchements de la Bocchetta avec les régiments de Kray et d'Alvinzy : les Français, après s'être défendus vaillamment, furent obligés de céder ce fameux passage, qui ouvrait aux Autrichiens l'entrée de la Polcevera, et assurait entièrement leurs communications. Les détachements de la Bocchetta vinrent se rallier à Ponte-Decimo, et ceux du Monte-Cornua, également forcés de se retirer, se réunirent à Bisagno. Les généraux Saint-Julien et Sticker marchèrent pour attaquer le flanc droit de la portion de Vareggio, en passant par Sassello, Veirera et Stella, tandis que le général Lattermann se portait sur le même point en suivant le bord de la mer. Nous avons dit que la colonne chargée de forcer le passage de la Bocchetta devait déboucher par la vallée de la Polcevera : afin de rendre l'attaque plus décisive, en cherchant à envelopper les troupes forcées à Vareggio et Ciampani dans leur retraite sur Voltri, Mélas ordonna en outre à un fort détachement qui occupait les cabanes de Marcorolo de s'avancer jusqu'à la Madona d'ell' Acqua Santa, à trois milles de Voltri.

Le général Soult se disposait à exécuter son mouvement sur Sassello, lorsqu'il fut informé de ceux que faisait l'ennemi, et de l'occupation du poste de la Madona dell' Acqua Santa. Cet habile général changeant tout à coup ses dispositions, marcha

1800 — an VIII Italie. sans balancer sur la colonne ennemie qui se trouvait la plus rapprochée de lui. Le général Gazan, à la tête de la 25e demi-brigade légère et de la 3e de ligne, attaqua les Autrichiens à la Madona dell' Acqua Santa, dans le moment où ceux-ci se mettaient en mouvement pour descendre sur Voltri; ils furent forcés de rétrograder jusqu'aux cabanes de Marcorolo. Après avoir vainement essayé de tenir dans quelques autres positions intermédiaires, ils se rallièrent dans celle-ci. Le général Soult, les voyant disposés à s'y défendre, les fit attaquer sur-le-champ. L'engagement fut vif et meurtrier. L'artillerie autrichienne fit d'abord quelques ravages dans les rangs français, et les premières charges furent repoussées; mais une dernière, en colonne serrée, conduite par le vaillant chef de brigade de la 3e de ligne, Mouton, décida l'affaire et la déroute de l'ennemi, qui laissa 600 prisonniers entre les mains des vainqueurs, ainsi que deux pièces de canon. Poursuivis avec vigueur, les Autrichiens furent rejetés jusqu'au delà du torrent de la Piotta. Les Français bivouaquerent aux cabanes de Marcorolo.

Ce succès assurait les derrières du général Soult; mais celui-ci avait perdu une marche, et il se trouvait alors trop éloigné du général Masséna. Quoique ses troupes fussent excédées de fatigue, il se remit en mouvement le 10, dès la pointe du jour, afin de regagner le temps qu'il avait employé à combattre, et de concourir à l'attaque que Masséna avait ordonnée le même jour, également assigné par le général Mélas pour sa grande attaque, dont les mouvements du 9 n'avaient été que les préliminaires. Ainsi, les deux partis allaient se croiser sur tous les points. Le général Soult, après avoir rallié à Campofreddo la brigade du général Poinsot, se dirigea par Acqua-Buona, Martino et San-Pietro dell Orba, sur Sassello, où Masséna le croyait arrivé dès la veille. Il apprit, à deux milles de ce bourg, au village de Pallo, l'occupation de Verreria par le général Saint-Julien, et le dessein qu'avait celui-ci de se porter sur Ciampani à l'effet de couper la retraite de Masséna sur Voltri.

Ainsi, par une circonstance imprévue, Soult se trouvait en mesure d'attaquer le flanc et les derrières de la colonne du général Saint-Julien, qui, marchant pour tourner les troupes de la division Gardanne, était loin de s'attendre à être tourné lui-

même. Soult ne perdit pas un moment pour profiter de cet incident ; il ordonna au général Gazan de se porter avec une de ses brigades à la gauche de Pallo, sur le chemin qui conduit de Ponzone à la Verreria, tandis que lui-même, avec la brigade du général Poinsot, attaquerait vivement et couperait sur Sassello l'arrière-garde de Saint-Julien. Ce dernier mouvement fut heureusement exécuté. Le bourg de Sassello fut emporté à la baïonnette, ainsi que les hauteurs de gauche qui le dominent. Les Français y firent 600 prisonniers, s'emparèrent de trois pièces de canon et de plusieurs caissons d'infanterie renfermant près de deux cent mille cartouches. La 25e demi-brigade légère, qui avait été la plus exposée, perdit une cinquantaine d'hommes, au nombre desquels se trouvait le brave lieutenant de carabiniers Gavaret, qui reçut une balle dans le cœur au moment où il entrait dans Sassello.

Le gros de la colonne de Saint-Julien était parvenu à la Verreria ; mais ces troupes se trouvaient presque séparées du centre de l'armée autrichienne, et elles n'avaient pour s'y rallier que le chemin qui conduit par le Monte-Galera à Ponte-Ivrea, ou celui de Santa Giustina vers Montenotte. Le général Soult, laissant un détachement au delà de Sassello à l'effet d'observer les routes de Ponzone et d'Acqui, se porta le 11 su la Verreria pour en chasser le général Saint-Julien qui venait de détacher quelques troupes pendant la nuit sur le Monte-Galera pour se ménager la retraite vers Ponte-Ivrea. Les Autrichiens se défendaient avec opiniâtreté, mais ils durent céder aux efforts dirigés contre eux. Le chef de brigade Mouton conduisit la principale attaque avec une telle impétuosité que le général Saint-Julien ne put effectuer sa retraite sur Ponte-Ivrea qu'après avoir perdu plus de la moitié de sa troupe. Mouton avait forcé cette dernière, par une manœuvre aussi prompte qu'habile, à se jeter à travers champs, ne pouvant plus suivre le chemin de Ponte-Ivrea, qui se trouvait déjà coupé par les Français. 2,000 prisonniers, sept drapeaux et quelques pièces d'artillerie restèrent au pouvoir des vainqueurs.

Les débris de cette colonne ennemie se rallièrent aux troupes qui occupaient le Mioglio et la Galera. Le général Soult ne les fit pas poursuivre au delà de Grosso-Pasto, position qui

1800 — an VIII Italie. domine au nord et au sud toute la chaine dont elle fait partie, et se trouve opposée à une autre montagne appelée Hermette, que les Autrichiens occupèrent de suite pour arrêter les progrès de leurs adversaires et couvrir la communication d'Acqui.

Tandis que le général Soult remportait un avantage aussi remarquable, la division Gardanne, avec laquelle se trouvait Masséna, avait eu une chance bien différente. Opposés l'un à l'autre, les deux généraux en chef Masséna et Mélas, ignorant également la cause du retard des mouvements qu'ils avaient ordonnés, le premier au général Soult, le second au général Saint-Julien, avaient manœuvré dans de fausses suppositions, comptant sur des résultats qui ne pouvaient plus avoir lieu.

Masséna avait fait avancer ses troupes sur deux colonnes. La première devait se diriger à droite vers Santa-Giustina; celle de gauche, où le général en chef se trouvait lui-même ainsi que le général de division Gardanne et tous les officiers de l'état-major général, prit la direction de Stella par Castagnabo. Cette colonne était à peu près à moitié chemin, lorsqu'elle se trouva en présence d'un corps considérable autrichien qui marchait aussi sur Stella par le revers des hauteurs, opposé à celui que suivaient les Français. Une autre colonne autrichienne, celle du général Lattermann, s'avançant le long de la plage, attaquait à ce moment et s'emparait de Vareggio, que venait de quitter Masséna. Celui-ci, n'ayant pas 2,000 hommes avec lui, craignit d'être enveloppé par des forces aussi supérieures que celles du premier corps dont nous venons de parler, qui était l'aile gauche autrichienne aux ordres du général Bellegarde, et où se trouvait Mélas en personne. Il s'arrêta donc à Croce, autant pour attendre l'effet des attaques du général Soult, dont il n'avait point reçu de nouvelles, que dans l'espoir que la colonne qui marchait vers Santa-Giustina attirerait l'attention et une partie des forces de l'ennemi. Le combat s'engagea bientôt avec beaucoup de chaleur dès les premiers moments. Les Français furent débordés, ce qui ne les empêcha point de soutenir avec intrépidité jusqu'à six attaques successives; mais un grand nombre de braves perdirent la vie, et le général Gardanne, ainsi que la plupart des officiers de l'état-major, furent blessés : Masséna dut alors céder le terrain. Lais-

sant au général Fressinet [1] le soin de couvrir la retraite, il se 1800—an VIII Italie.
rendit par les montagnes et à travers champs, accompagné seulement de l'adjudant général Thiébault et de quelques hommes, à sa colonne de droite, qui, retardée par la difficulté des chemins, n'avait pu se trouver à même de combattre : Masséna la fit replier sur Cogoletto, point de retraite assigné à la colonne de gauche. Fressinet opéra ce mouvement avec autant de bravoure que de bonheur. Constamment à la tête de l'arrière-garde, il soutint les efforts de ses nombreux adversaires, et atteignit le lieu du rendez-vous à la chute du jour. Les deux colonnes ennemies bivouaquèrent dans cette position.

Cependant le général Mélas avait été informé de l'échec éprouvé par le général Saint-Julien à la Verreria, et se préparait à voler à son secours. De son côté, Masséna, aussi entreprenant dans sa défaite qu'il l'eût été un jour de victoire, voulait tenter un dernier effort pour se réunir au général Soult, attaquer en masse la gauche des Autrichiens, cette partie même de leurs forces que Mélas destinait à secourir Saint-Julien, la couper, et la rejeter sur Savone. Mais l'excessive fatigue des troupes, l'état de dispersion où elles se trouvaient encore, et surtout les pertes considérables qu'elles avaient éprouvées la veille à Croce, mirent un obstacle à cette résolution désespérée du général en chef français. Masséna se convainquit qu'il ne pouvait point quitter Cogoletto. Toutefois il détacha le général Fressinet avec ce qu'il y avait de moins entamé dans la division Gardanne, et lui ordonna de faire la plus grande diligence pour prévenir l'arrivée des Autrichiens sur la montagne de l'Hermette; mais il ne put empêcher ceux-ci, moins fatigués que les Français et marchant sur des crêtes parallèles presque a portée de canon, d'atteindre ce but.

Cependant le général Soult, voyant des sommités du Grosso-Pasto la masse des troupes autrichiennes se grossir incessamment sur la montagne de l'Hermette, se développer et déborder sa gauche, jugea qu'il devenait urgent d'attaquer cette forte position. Il forma donc ses colonnes d'attaque, et les troupes s'avancèrent avec leur résolution accoutumée. On

[1] Depuis lieutenant général.

1800 — an VIII Italie. se battit toute la journée avec le dernier acharnement et avec des succès variés. L'intrépide chef de brigade Mouton à la tête de ses grenadiers, conduisant l'attaque de gauche, avait obtenu un avantage décidé, lorsque la droite presque enveloppée fut forcée de plier. Soult accourut sur ce point avec sa réserve et rétablit le combat. Mais les soldats, harassés et affamés, commençaient à manquer de munitions et la nuit approchait. Le chef de brigade Godinot [1], de la 25e légère, négligeant une blessure assez grave qu'il venait de recevoir, tentait encore un dernier effort, et faisait quelques progrès, lorsqu'après cinq heures de marche les éclaireurs du général Fressinet parurent sur la gauche de la position. Nous avons dit que la colonne conduite par Fressinet marchait parallèlement avec celle que Mélas envoyait pour renforcer les généraux Saint-Julien et Sicker sur la montagne de l'Hermette. Le général français arrivait au moment où la tête de la colonne autrichienne cherchait à gagner les derrières des troupes de Soult. Les éclaireurs de Fressinet s'engagèrent avec l'ennemi, et couvrirent, à la faveur d'un petit bois où ils s'étaient postés, le ralliement et le débouché de la colonne à laquelle ils appartenaient. Le général Soult, averti par le feu qui se faisait entendre ainsi sur la gauche, et présumant avec raison que c'était une des colonnes de Masséna qui combattait pour arrêter les renforts autrichiens, dont le mouvement rendait fort critique la situation où lui-même se trouvait, Soult, ordonna une nouvelle charge à la baïonnette, et, bien secondé par le général Fressinet dont la colonne donnait en ce moment avec vigueur, il enleva enfin la montagne de l'Hermette. Les Autrichiens laissèrent sur le champ de bataille un grand nombre de tués et de blessés, et les Français firent près de 2,000 prisonniers. Toutes les demi-brigades avaient rivalisé de dévouement et d'intrépidit Les 3e légère, 62e et 63e de ligne, composant la colonne du général Fressinet, s'étaient particulièrement distinguées. Le chef de brigade Villaret, de la 63e de ligne, l'un des officiers les plus recommandables de l'armée, paya de sa vie ce succès inattendu, qui coûta d'ailleurs aux Français une perte assez forte.

[1] Mort général de division en 1811, à l'armée d'Espagne.

Le général Soult, sentant tout le danger de rester pendant la nuit au milieu d'un corps ennemi encore si nombreux malgré toutes ses pertes, défendit de poursuivre les Autrichiens, ne fit occuper l'Hermette que par des postes avancés, et rallia ses troupes en arrière de la position de Grosso-Pasto. 1800—an VIII Italie.

Sur ces entrefaites, le général Mélas, voyant la droite de l'armée française près de se réunir à la gauche, que commandait Suchet, par suite des progrès que pouvait faire le général Soult, résolut de faire attaquer vivement cette partie de la division Gardanne restée avec Masséna à Cogoletto et s'appuyant à la mer en avant de ce village. En conséquence, le général Lattermann, déjà maître de Vareggio, s'avança sur cette position. Les grenadiers du régiment de Saint-Julien dépostèrent les Français et les acculèrent au rivage, ou des chaloupes canonnières anglaises, qui suivaient le mouvement, les canonnèrent vivement. Les charges de cavalerie achevèrent de mettre ces troupes en désordre, et Masséna lui-même, déjà enveloppé, courait les risques d'être fait prisonnier, sans la présence d'esprit et le dévouement du général Oudinot, qui, ralliant autour de lui tous les officiers de l'état-major et quelques autres braves, fondit sur les hussards autrichiens et le dégagea. Masséna parvint à rallier sa troupe très-affaiblie, et lui fit prendre position à Arenzano.

Disons maintenant ce qui s'était passé au delà de Savone entre les troupes de l'aile gauche commandée par Suchet, et celles que Mélas avait dirigées contre cette partie de l'armée française.

On a vu plus haut que Masséna avait envoyé à Suchet l'ordre d'attaquer les Autrichiens vers Savone, pendant le mouvement qu'il opérait lui-même sur leur centre. Dès le 9 avril Suchet avait fait ses dispositions pour remplir l'intention du général en chef. Laissant la brigade du général Pouget dans la position principale de Borghetto, il dirigea la plus grande partie de ses forces sur Bardinetto et Calisano pour prendre à revers, par les sources de la Bormida, le Monte-Settepani, et fit avancer une autre colonne sur San-Pantaleone, laissant à dessein un grand intervalle entre cette dernière et la première. Il espérait, par ce mouvement, serrer entre ses attaques et celles de Masséna le

1800—an VIII Italie. corps autrichien qui avait débordé sa droite du côté de Casa San-Bernardo et de Monte-Spinordo. Le général Serras parvint à Calisano, que l'ennemi négligea de défendre ainsi que Bardinetto; et le général Clausel, continuant de s'avancer vers Settepani, enleva la tour et les redoutes de Melogno. Le chef de bataillon Vidal, chargé spécialement de cette attaque par Clausel, se conduisit avec beaucoup de distinction. A la tête des grenadiers de la 7e légère, il s'était précipité sur la redoute principale, avait tué tout ce qui voulut résister, et fait 300 prisonniers. Settepani fut attaqué le jour même par le général Compans : un poste de 100 hommes fut d'abord obligé de mettre bas les armes; le chef de brigade Boyer, qui conduisait les grenadiers de la colonne, continuant de gravir la montagne, était sur le point d'en atteindre le sommet, lorsque la démarche intempestive d'un officier d'état-major paralysa ce mouvement. Cet officier, voyant les Autrichiens près d'être forcés dans leur dernier retranchement, prit sur lui de les sommer de se rendre. Pendant que le parlementaire se rendait auprès des Autrichiens, les grenadiers s'arrêtèrent à portée de fusil du retranchement. L'ennemi répondit à la sommation ridicule de l'officier d'état-major par une fusillade très-vive, qui jeta d'abord beaucoup de désordre dans les rangs des grenadiers; ceux-ci lâchèrent pied, et le général Compans, ne pouvant arrêter ce mouvement rétrograde de sa tête de colonne, ramena ses troupes à Melogno, où était le général Clausel.

Le général Suchet, informé de cet événement, arriva le lendemain à Melogno avec quelques bataillons de renfort, et donna l'ordre au général Compans de marcher de nouveau sur Settepani. Tous les retranchemens furent forcés, les redoutes abordées à la baïonnette, malgré la vive résistance des Autrichiens et le feu de leur artillerie. Le général Compans entra le premier dans la dernière redoute avec les mêmes troupes qui avaient rétrogradé la veille si mal à propos.

Le combat eut lieu sur les sommités du Settepani, au milieu des neiges et des glaces, les deux partis se cherchant à travers d'épais brouillards, et ne s'apercevant qu'à la portée du sabre et de la baïonnette. Cette journée et la précédente coûtèrent encore aux Autrichiens plus de 2,000 hommes tués ou blessés,

1,800 prisonniers, dont 54 officiers. La perte des Français fut bien moins considérable, et ils n'eurent à regretter, en officiers, que le chef de bataillon Calvin, de la 10ᵉ demi-brigade, qui reçut un coup de baïonnette dans le bas-ventre. 1800—an VIII Italie.

Les généraux Serras, Clausel, Compans et Solignac [1] poursuivirent les Autrichiens jusqu'au plateau le plus élevé du Monte-San-Giacomo, où ceux-ci se rallièrent et se maintinrent malgré les efforts faits pour les en déposter.

Le général Solignac fut blessé dans cette action d'un coup de biscaïen à la cuisse. Le général Suchet, voyant ses troupes rebutées et exténuées de fatigue et de faim, se replia, pendant la nuit du 11 au 12, sur les positions de Settepani, de la Madona della Neve et de San-Pantaleone, et fit occuper les villages de la Pietra dell'Acqua et de Pogiolo, sur le Tanaro, ainsi que les hauteurs de Finale et de Gora : en sorte que sa droite s'appuyait à la mer et sa gauche au Tanaro; son centre était à Settepani. Dans cette position, il serrait de près les Autrichiens, qui voyaient au delà et au-dessus de leurs feux ceux des Français de l'aile droite, épiant l'occasion favorable et déterminée à tout entreprendre pour seconder les efforts de Masséna.

Nous avons dit qu'après avoir enlevé la montagne de l'Hermette, le général Soult, ne voulant point se hasarder trop avant, s'était replié sur le Grosso-Pasto, se contentant de tenir l'Hermette par quelques postes avancés. Les Autrichiens avaient profité de cette circonstance, et, pendant la nuit, une colonne de 5,000 hommes se reporta sur la montagne, chassa les détachements qui la gardaient, et s'empara de nouveau de cette position importante. Soult voulut tenter de la reprendre. Le 12 avril, à dix heures du matin, deux colonnes, conduites par les généraux Poinsot et Fressinet, s'avancèrent avec ordre de n'attaquer qu'à la baïonnette : le manque de munitions avait déterminé le général Soult à prendre cette mesure. La montagne fut emportée une seconde fois par les Français et occupée par eux.

Cependant Masséna, alors à Arenzano, n'avait reçu aucune nouvelle de Suchet : justement impatient de connaître le résultat des mouvements de ce général, il accueillit avec empres-

[1] Depuis lieutenant général.

1800—an VIII Italie. sement la proposition que lui fit le général Oudinot d'aller lui-même conférer avec le commandant de l'aile gauche, en bravant d'ailleurs tous les périls auxquels l'exposait une mission aussi délicate et aussi hasardeuse. Oudinot, embarqué le 13 sur un frêle esquif, échappa à la vigilance des croiseurs ennemis, prit terre à Loano, et apporta, dans la nuit du 17, à Suchet, dans son quartier général de Melogno, l'ordre d'attaquer l'ennemi le 19, jour où Masséna allait encore tenter de réunir ses deux corps d'armée.

Le général Suchet était resté dans les mêmes positions où il s'était replié après son infructueuse attaque sur le Monte-San-Giacomo : la nécessité de pourvoir à la subsistance des troupes avait été le motif de cette inaction. La disette la plus grande était dans tous les cantonnements ; le maraudage et le pillage qu'on ne pouvait plus empêcher ne procuraient que des ressources insuffisantes. Cependant, à force de soins, d'activité et d'industrie, Suchet était parvenu à rassembler quelques vivres au moment où le général Oudinot lui remit l'ordre du général en chef. Dès le 18, le général Serras marcha sur Murialto et s'en empara. Suchet, qui n'avait guère plus de 5,000 hommes disponibles, avait devant lui le général Elsnitz occupant avec quatre régiments d'infanterie et six bataillons de grenadiers cette même position du San-Giacomo, contre laquelle les Français venaient d'échouer, et la redoute dite espagnole : ces postes escarpés étaient d'un accès très-difficile du côté de la mer. Aussi Suchet ne voulait-il que les menacer, et se portant à Millesimo, en dérobant sa marche par la vallée de la Bormida, il proposait de les tourner, tandis que Soult marcherait sur Cairo par Mioglio et même par Dego pour réunir les deux corps d'armée à Carcare et écraser la gauche et le centre du principal corps du général Mélas. Mais le général Masséna devant attaquer les Autrichiens de front, en évitant de se trouver (même momentanément) coupé de Gênes, exigeait un effort prompt et direct qui fixât l'attention de l'ennemi et l'ébranlât sur les derrières.

Il fallait donc marcher directement sur le Monte-San-Giacomo. Aussitôt que le général Serras eut occupé Murialto, Suchet ordonna l'attaque degli Ronchi et des autres positions

de San-Giacomo. Trois colonnes, aux ordres des généraux Serras, Compans et Jablonowski, opérèrent ce mouvement préparatoire, qui réussit. Les Autrichiens n'opposèrent qu'une faible résistance, et laissèrent 300 prisonniers entre les mains des Français. Ceux-ci prirent position, dans la soirée du 18, en avant du village de Bormida, où Suchet, qui avait auprès de lui le général Oudinot et un aide de camp de Masséna, nommé Drouhin, établit son quartier général.

Le 19, à une heure après minuit, les troupes se mirent en marche sur quatre colonnes. Le chef de brigade Mazas, ayant sous ses ordres la 3e demi-brigade de ligne et la 7e légère, avait pris poste, dès la veille, au lieu dit le Rocher, et devait attaquer le Monte-San-Giacomo par la droite ; le général Clausel, ayant sous ses ordres le général Compans, dirigeait la colonne gauche ; celle du centre était aux ordres du général Jablonowski ; le général Serras conduisait une réserve destinée à appuyer la gauche et le centre ; la 99e demi-brigade de ligne, sous les ordres de l'adjudant général Blondeau, formait une autre réserve qui liait entre elles les colonnes du centre et de droite. Les généraux Clausel et Jablonowski marchèrent sur Malere, et 100 grenadiers eurent ordre d'aller prendre poste à Costa, pour couper à l'ennemi sa retraite sur Savone.

Il était difficile qu'une attaque aussi divisée pût réussir, et cependant le général Suchet ne pouvait pas prendre d'autres dispositions. Pour arriver jusque sur le Monte-San-Giacomo, il fallait suivre des chemins tellement étroits que deux hommes pouvaient à peine y passer de front. Le manque d'ensemble et de précision, défaut capital de ces sortes d'attaques, était l'obstacle le plus difficile à vaincre. En effet, la colonne du centre, qui avait le moins d'espace à parcourir, arrivée sous les retranchements ennemis avant les colonnes latérales, fut obligée de faire halte pour attendre qu'elles parvinssent à la même hauteur. Le général Elsnitz, placé sur la sommité la plus élevée, dominait sur toute la position. S'apercevant de l'irrégularité des mouvements que faisaient les colonnes françaises, il lui fut facile de prendre les mesures les plus convenables pour faire échouer la tentative de son adversaire. Lorsqu'il vit la colonne

1800—an VIII Italie. du centre arrêter son mouvement pour attendre les autres, il fit marcher sur-le-champ contre cette troupe la réserve de grenadiers aux ordres du général Ulm. Celui-ci attaqua le général Jablonowski, le culbuta jusqu'au pied de la montagne, et le poursuivit jusque dans le village de Malere, où la colonne se rallia derrière la colonne du général Serras qui s'y trouvait. Fort heureusement les deux colonnes de droite et de gauche arrivaient à ce moment à la hauteur du village. Le général Ulm se replia alors sur les retranchements et fut suivi avec chaleur par les généraux Clausel et Compans. Le combat s'engagea sous les retranchements ; le général Compans y reçut une blessure grave. Les grenadiers français firent des prodiges de valeur, et deux fois l'adjudant général Clavet planta le drapeau de la 68ᵉ demi-brigade sur l'épaulement des ouvrages sans pouvoir pénétrer plus avant. Tous les efforts des grenadiers et des autres troupes furent inutiles. Il fallut que le général Suchet se décidât à la retraite, après avoir perdu plus de 800 hommes. Le chef de la 34ᵉ demi-brigade, Vidal, commandant les grenadiers français et cisalpins réunis, après avoir rivalisé d'intrépidité et d'audace avec l'adjudant général Clavet, reçut à ce combat une blessure grave qui fut longtemps jugée mortelle.

Obligé de renoncer à l'attaque du Monte-San-Giacomo, Suchet rallia ses troupes, et il songeait à marcher par Millesimo, Cossaria et Cairo pour se joindre à Soult, lorsqu'il apprit que ce général venait d'échouer lui-même dans le mouvement qu'il avait opéré également sur Cairo pour le même but.

En effet, le général Mélas, prévoyant bien que le général Soult ne se bornerait point à l'occupation de l'Hermette et ferait de nouvelles tentatives pour se lier avec la gauche de l'armée, avait fait retrancher les postes de Ponte-Ivrea, de Mioglio, en même temps qu'il faisait enlever celui de Sassello.

Cette dernière affaire, qui termina l'expédition glorieuse, mais sans résultat, du général Soult dans les Apennins, et les efforts surnaturels que venait de tenter le général Masséna pour rallier ses deux corps d'armée, fut la plus chaude et la plus meurtrière. Le poste de Sassello fut attaqué et repris par le général Gazan, qui couvrit par là le flanc droit des troupes, auxquelles Soult ordonnait en même temps d'attaquer le camp de Mioglio.

Celles-ci étaient divisées en deux colonnes que commandaient le général Poinsot et le chef de brigade Cassagne. Mais le principal effort du général Soult, qui, blessé deux fois, ne voulut point abandonner le champ de bataille, était dirigé sur Ponte-Ivrea, point dont il fallait absolument se rendre maître pour percer la ligne ennemie et parvenir jusqu'à Cairo. Une partie des troupes du général Gazan était déjà sortie de Sassello pour gagner la crête des montagnes et déborder la gauche des Autrichiens; sur la droite, le chef de brigade Cassagne, avec la 3e légère, devait déboucher par Santa-Giustina, et le général Poinsot, avec la 25e, devait marcher directement sur Ponte-Ivrea. Tout ce que peuvent l'honneur, le dévouement et la bravoure la plus éclatante fut déployé par les Français dans cette action, où ils avaient à lutter contre des forces encore plus nombreuses que dans les combats précédents. Deux fois les troupes de Soult atteignirent les hauteurs qui dominent Ponte-Ivrea, et deux fois elles en furent repoussées. Cependant, malgré l'énorme disproportion de leurs moyens d'attaque, la résistance opiniâtre de l'ennemi, les abatis et les retranchements, les Français, qui marchaient à la baïonnette sur des troupes qui ne cessaient de faire un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, eussent peut-être réussi à enlever la position du Monte-Galera, si le général Mélas ne fût point accouru en toute hâte de Savone avec une réserve de 5,000 grenadiers. Les deux partis continuèrent de se battre jusqu'à la nuit, dans la proportion d'un Français contre trois Autrichiens, et les troupes de Soult ne reculèrent point. Elles perdirent plus de 500 hommes dans cette lutte si inégale; mais elles sauvèrent tous leurs blessés, parmi lesquels se trouvait le digne général Fressinet, qui, ayant la cuisse traversée d'une balle, n'avait pas voulu se retirer, et n'avait consenti à remettre le commandement de sa brigade à l'adjudant Gauthier que lorsque, atteint d'une seconde balle à la tête, il se vit dans l'impossibilité de combattre.

1800—an VIII
Italie.

Le général Soult profita de la nuit pour se retirer sur Sassello, où les troupes, qui avaient épuisé toutes leurs munitions et qui n'avaient point de vivres depuis trois jours, reçurent enfin une demi-ration de pain. Sans ce faible secours, il leur eût été impossible de continuer leur mouvement. La distribution fi-

1800—an VIII Italie. nissait à peine, que les Autrichiens attaquèrent Sassello. Le général Soult, trop affaibli pour entreprendre de se défendre dans ce poste, ordonna sur-le-champ la retraite sur la Verreria. L'arrière-garde française fut bientôt aux prises avec l'ennemi, tandis qu'une autre colonne de celui-ci se portait en toute hâte sur l'Hermette. Le général Soult fit hâter le mouvement rétrograde, et se replia sur Grosso-Pasto, où se trouvait déjà une partie de son infanterie légère : ses bataillons n'étaient pas encore formés et son arrière-garde se battait encore près de la Verreria, lorsque le général Bellegarde, maître de l'Hermette, où il avait filé sans obstacle, se présenta au revers du Monte-Fajale. Les Français se trouvaient, par ce mouvement, débordés et presque enveloppés. Bellegarde envoya son chef d'état-major au général Soult pour le sommer de mettre bas les armes, en lui faisant représenter que c'était le seul moyen de salut qui lui restât. Le général français était dans la situation la plus critique; ses soldats n'avaient pas deux coups de fusil à tirer; mais, plein de confiance dans leur résolution, il répondit au général autrichien « qu'avec des troupes françaises il n'y avait point de situation désespérée, et qu'il saurait bien s'ouvrir un passage avec les seuls moyens qui restassent encore à sa disposition. » Cette réponse énergique diminua la confiance de l'ennemi; celui-ci n'osa point attaquer sur-le-champ, quoiqu'il eût l'avantage des positions. Profitant de cette hésitation, et voyant que Bellegarde avait négligé de s'emparer d'un point important sur sa droite, Soult y marcha, et, favorisé par un brouillard épais qui dérobait son mouvement à l'ennemi, il y rangea sa troupe en bataille à portée de fusil, et déborda la droite du général autrichien. La contenance des Français imposa à leurs adversaires, et le général Soult put achever sans être inquiété sa retraite par Arenzano sur Voltri, où il fut rejoint par le général Masséna venant de Lerco.

Les Autrichiens se trouvaient maîtres de toutes les sommités qui entourent Gênes; Masséna n'avait plus d'autre parti à prendre que de se renfermer dans cette place et de s'y fortifier; car les positions de Voltri n'étaient point susceptibles d'être défendues avec avantage; mais le général en chef voulait évacuer les faibles magasins qu'il avait dans cette petite ville, et sur-

tout tirer parti aussi longtemps que possible des moulins qui fournissaient à Gênes une grande partie des farines nécessaires à la consommation des troupes et des habitants. 1800 – an VIII Italie.

Mais le général Mélas ne donna point à son adversaire le temps de suivre son dessein. Dès qu'il eut reconnu, du sommet du Monte-Fajale, la position assez forte, mais resserrée et dominée, des troupes françaises occupant encore à leur droite le poste de la Madona Santa dell'Acqua et celui des Cabanes de Voltri, il dirigea trois colonnes sur ces points (celle de droite formée de la réserve que Mélas avait amenée de Savone; les deux autres étaient des détachements tirés des corps des généraux Ott et Hohenzollern), en même temps qu'il faisait marcher sur les hauteurs en avant de Voltri les troupes réunies des généraux Bellegarde, Lattermann et Brentano.

Les Français reçurent ces différentes attaques avec leur intrépidité accoutumée, mais ils furent forcés d'abandonner la Madona Santa dell'Acqua et les Cabanes, et se retirèrent par le pont de Voltri, après avoir, pendant une grande partie de la journée, soutenu les efforts les plus meurtriers, en avant de cette position. Le chef de brigade Mouton, toujours au poste du péril, et resté en arrière avec sa demi-brigade (la 3e de ligne) pour protéger la retraite, combattit jusqu'à la nuit sans se laisser entamer. Les Français prirent position sur les hauteurs de San-Andrea pour couvrir le passage de la Polcevera au pont de Cornigliano. Les Autrichiens mirent tant d'ardeur à leur poursuite, que, pour se guider pendant la nuit dans les plis du terrain et sur les lieux escarpés, ils s'éclairaient avec des torches. C'était peut-être la première fois qu'on se servait d'un pareil moyen à la guerre pour joindre son ennemi dans l'obscurité. Une partie des troupes rentra dans Gênes pour en défendre les ouvrages, et le reste prit des positions au dehors de la ville.

Pendant que l'on s'était ainsi battu du côté de Voltri, les généraux Hohenzollern et Ott avaient attaqué les Français à l'est de Gênes; Miollis, chargé, comme nous l'avons dit, de défendre cette ville et les postes extérieurs, avait repoussé ces attaques et conservé les hauteurs de Torriglia et de San-Martino d'Albaro. Après différents engagements qui firent le plus grand honneur au commandant de Gênes et aux troupes dévouées qu'il

1800—an VIII Italie. avait sous ses ordres, les Autrichiens s'étaient retirés, convaincus de l'inutilité de leurs efforts.

Masséna se décida à ne plus tenir la campagne au delà d'un rayon dans lequel ses postes avancés pussent mutuellement se secourir. Le général Miollis eut ordre de concentrer ses positions du côté du levant, de manière à garder la Sturla, couvrir par des postes le fort Richelieu, tenir le Monte-del-Vento et lier sa défense avec le fort de l'Éperon. Du côté du Ponent, la division du général Gazan occupa la position de San-Pietro d'Arena, et la rive gauche de la Polcevera jusqu'à Rivarolo, se liant par sa droite au fort des Deux-Frères entre ceux del Diamante et de l'Éperon.

Ainsi, dès le 21 avril, le général Mélas, ayant lui-même rectifié toute ses positions, commença réellement à former le blocus de Gênes. Toutefois, malgré la perte considérable éprouvée par l'armée française dans les différents combats qui venaient d'avoir lieu, les positions qu'elle tenait encore au dehors rendaient difficile l'entier investissement de cette place.

Nous rapporterons dans un autre chapitre les événements qui suivirent la rentrée du général Masséna dans Gênes.

CHAPITRE XIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

Rupture de la convention d'El-Arich. Bataille d'Héliopolis; déroute de l'armée turque, dont un détachement se jette dans le Caire; révolte et siége de cette dernière ville; combat de Chouarah; reprise de Damiette et du fort Lesbeh; capitulation du Caire. Les Anglais sont chassés de Suez, etc., etc., etc. — Ouverture de la campagne sur le Rhin; passage de ce fleuve par l'armée française; batailles d'Engen, de Moëskirch et de Biberach. Combat de Memmingen, etc., etc., etc.

1800—an VIII. 27 avril (7 floréal). Égypte.

Rupture de la convention d'El-Arich. Bataille d'Héliopolis; déroute de l'armée turque, dont un détachement se jette dans le Caire; révolte et siége de cette dernière ville; combat de Chouarah; reprise de Damiette et du fort Lesbeh; capitulation du Caire. Les Anglais sont chassés de Suez, etc., etc., etc. — Aussitôt après la ratification de la convention d'El-Arich par le grand vizir, Kléber se rendit au Caire pour accélérer l'exécution des articles de ce traité, en ce qui concernait l'armée. Il tardait au général en chef de quitter le sol égyptien : on eût dit qu'il éprouvait un secret pressentiment de sa fin déplorable. Il croyait rencontrer dans les hommes avec lesquels il venait de traiter la même impatience, la même franchise et la même loyauté qui le caractérisaient; mais il fut cruellement déçu dans son attente.

Nous avons dit, en parlant des négociations entamées sur le vaisseau *le Tigre*, que le passage en France des blessés et de la commission des sciences et des arts avait été accordé et garanti par le commodore sir Sidney Smith; cependant le premier départ n'était pas encore effectué. Kléber nomma une commission pour régler et hâter les dispositions d'embarquement; et les sieurs Tallien, Coutelle, Franceschi, Germain et Maillot se rendirent en conséquence à Alexandrie; un bâtiment fut frété pour le transport des individus désignés, et le capitaine du

1800—an VIII Égypte. vaisseau anglais *le Theseus*, en déclarant qu'il ne s'opposait point au passage, renvoya à Alexandrie plusieurs Français arrêtés quelques jours auparavant sur la pinque *l'America* : ce navire, sorti du port pour se rendre en France, avait été pris par la croisière ennemie. Après avoir surmonté beaucoup de difficultés, les commissaires allaient enfin expédier le brick *l'Oiseau* et les bâtiments destinés aux blessés et aux malades, lorsqu'ils reçurent contre-ordre du général en chef. On n'a jamais bien connu les motifs de ce retard.

Cependant d'autres bâtiments se préparaient, à la même époque, pour conduire en France les généraux Desaix, Dugua et Davoust. Ces deux derniers attendaient à Aboukir le moment de s'embarquer, lorsque le 28 février, à la suite d'un gros temps qui avait éloigné le vaisseau *le Theseus* de la côte, ils virent entrer dans la rade l'aviso français *l'Osiris*. Ce bâtiment avait à bord le colonel Victor Latour-Maubourg[1], chargé par le premier consul de porter en Égypte la nouvelle et les détails des événements politiques survenus en France. Cet officier, après avoir satisfait aux premières questions que s'empressèrent de lui faire les généraux Dugua et Davoust, se rendit au Caire, auprès de Kléber, pour lui remettre les dépêches dont il était chargé. Le général en chef, à la lecture de ces différents papiers, ne fit rien paraître de ce qu'il éprouvait intérieurement ; mais il fut facile de deviner sa pensée dans l'ordre du jour par lequel il apprit à l'armée la révolution du 18 brumaire. Il se borna à dire qu'une nouvelle constitution avait été adoptée en France, et qu'il désirait qu'elle fût acceptée par les troupes de l'armée d'Orient. L'espèce d'indifférence qu'il montrait en cette circonstance fut attribuée par un grand nombre de Français à la secrète jalousie que l'élévation de Bonaparte faisait naître en lui.

Mais, tandis que le général en chef restait ainsi presque muet sur un événement d'une si haute importance, surtout pour les destinées de l'armée française en Égypte, la plupart des autres généraux, et notamment ceux qui avaient fait les campagnes d'Italie avec le nouveau consul, s'empressèrent d'écrire à celui-

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France.

ci pour le féliciter et lui renouveler l'assurance de leur affection et de leur dévouement. Abdallah Jacques Menou fut celui dont les expressions étaient les plus exagérées et qui dévoilait le plus ouvertement ses intentions ambitieuses. Il adressa deux lettres à Bonaparte : la première était censée écrite confidentiellement à l'ex-général en chef avant sa nomination au consulat, et renfermait des plaintes amères sur la détermination prise par Kléber d'évacuer l'Egypte *purement* et *simplement* ; Menou déclarait qu'il n'avait voulu se mêler en rien et pour rien de la capitulation qui venait d'avoir lieu. Dans sa seconde lettre, il disait au premier consul, après l'avoir complimenté sur le choix que la nation avait fait de lui pour chef suprême : « S'il vous reste quelques instants de loisir, rappelez-vous un de ces hommes que la calomnie a si souvent poursuivis, qui n'ambitionne que la gloire de son pays et l'estime de Bonaparte. »

Une grande partie de l'armée se livra à l'expansion du plus sincère enthousiasme à la nouvelle inattendue de l'élévation de son ancien général. Les officiers y virent la garantie de leur avancement, et, pendant longtemps, leur ardente imagination se créa des illusions de prospérité que beaucoup d'entre eux ne devaient jamais voir réalisées. Les soldats, en général, convaincus que Bonaparte était redevable d'une partie de sa gloire à leur courage et à leur dévouement, regardaient sa nouvelle fortune comme leur ouvrage. Enfin, à l'exception d'un certain nombre d'esprits inquiets, dégoûtés, déçus dans l'espoir de leur fortune, tourmentés de l'affection nostalgique, presque tous les Français se réjouirent d'un événement qui leur permettait d'espérer toute la sollicitude du chef de l'État. « Bonaparte, disaient-ils, va remplir son engagement envers nous ; à peine est-il à la tête du gouvernement, que déjà il s'occupe d'alléger notre situation, et nous prouve que nous sommes spécialement l'objet de sa pensée. Pourquoi s'est-on empressé de conclure une capitulation qui ne nous laisse aucun dédommagement de nos longs et glorieux travaux? Pourquoi n'a-t-on point consulté celui qui connaît mieux que personne ce qu'il convient de faire honorablement? Serons-nous donc obligés de rougir devant le premier consul d'avoir désespéré de notre

1800 — an VIII Égypte. propre valeur, d'avoir si mal gardé sa conquête ? » Ce retour sur la convention d'El-Arich était sans doute bien naturel au moment où le colonnel Latour-Maubourg annonçait à l'armée, de la part du consul, l'envoi de prompts secours.

Sur ces entrefaites, le général Desaix était arrivé à Alexandrie, suivi de plusieurs officiers qui devaient s'embarquer avec lui. Il partit le 3 mars sur un bâtiment appartenant à un négociant français, nommé Hamelin. Le général Davoust montait le même jour à bord de l'aviso *l'Étoile*. Quelques jours après, les généraux Dugua et Vial, l'administrateur Poussielgue et l'adjudant général Cambis se disposaient à suivre les deux bâtiments déjà en mer, lorsque le capitaine du *Theseus* informa le commandant de la marine à Alexandrie qu'il venait de recevoir du commodore Sidney Smith la défense de laisser sortir aucun bâtiment des ports de l'Égypte sous quelque prétexte que ce fût. Kléber allait bientôt connaître lui-même la cause de cette mesure inattendue.

Ce général s'occupait, ainsi que nous l'avons dit, avec la plus grande activité, de faire exécuter les articles de la convention arrêtée à El-Arich ; mais les agents de la Porte Ottomane apportaient dans cette même exécution une lenteur désespérante. L'indiscipline des troupes turques, les excès auxquels elles se livraient, les retards dans les payements des sommes qu'aux termes de la convention le grand vizir devait faire verser dans la caisse de l'armée française, occasionnaient des difficultés sans cesse renaissantes. Il fallait avoir le caractere a la fois ferme et conciliant du général en chef pour aplanir ces obstacles et éviter tout ce qui pouvait donner lieu au renouvellement des hostilités.

Déjà les approvisionements destinés au convoi qui devait ramener l'armée en France, les bagages, la plus grande partie des munitions de guerre étaient transportés à Alexandrie, où les préparatifs de l'embarquement se poussaient avec vigueur. Les troupes du grand vizir avaient pris possession des forts de Katieh, Salahieh, Belbeïs, et de ceux de la haute Égypte ; la ville de Damiette et le fort de Lesbeh venaient de leur être livrés ; le grand vizir, Jussuf-Pacha, était déjà arrivé avec son armée à Belbeis, et il avait établi une avant-garde de 6,000

hommes, sous les ordres de Nassif-Pacha, au village d'El-Khanka, à quatre lieues à peu près du Caire : deux jours encore, et la citadelle, ainsi que les forts de cette capitale de l'Égypte, allaient être complétement évacués.

C'est dans cet état de choses que Kléber reçut de sir Sidney Smith, ministre plénipotentiaire auprès de la Porte Ottomane, une lettre datée de l'île de Chypre du 20 février 1800 : le commodore informait le général français que le commandant en chef de la flotte anglaise dans la Méditerranée avait reçu des ordres qui s'opposaient à l'exécution immédiate du traité d'El-Arich, et il le prévenait sans délai de cette difficulté, pour qu'il pût agir en conséquence.

A la réception de cette étrange missive, Kléber, indigné, donna sur-le-champ des ordres pour le réarmement des forts, pour arrêter le départ des munitions et faire revenir celles qui étaient déjà transportées. Les troupes qui occupaient Rahmanieh et Rosette furent appelées au Caire, et des courriers expédiés sur des dromadaires durent accélérer la marche de celles qui descendaient de la haute Égypte. Le général réunit avec une égale promptitude tous les moyens réservés pour les cas extraordinaires, et bientôt l'armée vient prendre position au-dessus du faubourg de la Qoubbeh. Le général en chef prépara les troupes aux suites d'une rupture prochaine, par un ordre du jour spécial, et chargea en même temps le sieur Keith, secrétaire de sir Sidney Smith, et qui se trouvait en ce moment au Caire, de porter au grand-vizir, dans son camp de Belbeïs, copie de la lettre adressée à lui, Kléber, par le commodore. Mustapha-Pacha[1], qui présidait la commission nommée par le vizir pour l'exécution de la convention, était également dans la capitale de l'Égypte; Kléber le fit appeler pour lui déclarer que l'évacuation était différée, et que si Jussuf-Pacha dépassait Belbeïs avec son armée, ce mouvement des troupes ottomanes serait regardé comme une hostilité.

Le camp de Belbeïs était déjà levé, la tente du vizir ployée,

[1] C'est le même qui fut fait prisonnier à la bataille d'Aboukir : rendu après la convention d'El-Arich, le grand vizir l'avait choisi pour présider à l'exécution des articles de cette même convention.

1800—an VIII Égypte. et celui-ci se disposait à monter à cheval, lorsque le secrétaire Keith lui remit la dépêche de Kléber. Jussuf, en jetant un coup d'œil rapide sur la lettre du général en chef et sur celle de sir Sidney qui l'accompagnait, se borna à dire qui n'y avait aucune réponse, fit continuer la marche de son armée et se rendit avec elle à El-Khanka. L'avant-garde, qui était dans ce dernier village, se porta alors à Matarieh, à deux lieues du Caire, et Nassif Pacha, qui la commandait, poussa ses avant-postes dans la plaine de la Qoubbeh, à portée de pistolet de ceux des Français.

Kléber se disposait à repousser cette agression, lorsqu'un officier anglais arriva au quartier général, et remit au général en chef la lettre suivante, qui lui était adressée par l'amiral Keith.

A bord du vaisseau de S. M. B. *la Reine Charlotte*, à Minorque, le 8 janvier 1800.

« Monsieur,

« Ayant reçu des ordres positifs de S. M. de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française que vous commandez en Égypte et *en Syrie*, excepté le cas où elle mettrait bas les armes, se rendrait prisonnière de guerre et abandonnerait tous ses vaisseaux et toutes les munitions des ports et ville d'Alexandrie aux puissances alliées; et, dans le cas où une capitulation aurait lieu, de ne permettre à aucune troupe de retourner en France qu'elle ne soit échangée; je pense nécessaire de vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françaises à bord, en faisant voile de ce pays, d'après les passeports signés par d'autres que par ceux qui ont le droit d'en accorder, seront forcés, par les officiers des vaisseaux que je commande, de rentrer à Alexandrie, et que ceux qui seront rencontrés retournant en Europe d'après des passe-ports accordés en conséquence de la capitulation particulière avec une des puissances alliées seront retenus comme prise, et tous les individus à bord considérés comme prisonniers.

« *Signé* KEITH. »

Il est impossible de rendre l'effet que produisit sur Kléber

la lecture de cette missive; il se contraignit néanmoins en présence du lieutenant Wright, qui l'avait apportée, et dit avec calme à cet envoyé : « Vous connaîtrez demain la réponse que je fais à votre amiral. » Sa résolution était déjà prise de livrer bataille au grand vizir. Le général en chef de l'armée d'Orient ne pouvait pas douter des sentiments des dignes chefs et des intrépides soldats réunis sous ses ordres, et il n'hésita point à leur communiquer l'étrange lettre de lord Keith. Il la fit imprimer pendant la nuit : elle portait en tête PROCLAMATION, et il y ajouta ce *post-scriptum*, modèle le plus sublime et le plus éloquent des harangues militaires : 1800—an VIII Égypte.

« Soldats ! on ne répond à une telle insolence que par des victoires ; préparez-vous à combattre ! »

Jamais outrage fait à des hommes d'honneur ne fut plus vivement senti. Chaque général, chaque officier, chaque soldat brûlait de venger une injure commune à tous les Français, dit Kléber lui-même dans son rapport au gouvernement. « Tous les Français se reconnurent à cette généreuse indignation, et l'on eût dit que l'armée poussait un cri de guerre unanime. »

Le grand vizir n'avait rejeté les propositions de Kléber que parce qu'il croyait voir dans la modération de ce général une preuve de sa faiblesse, et parce qu'il ne le supposait pas en état de soutenir le choc de la nombreuse armée turque. Jussuf, non moins impudent que l'amiral anglais, exigea l'évacuation de la capitale de l'Égypte au terme convenu par le traité d'El-Arich, ainsi que celle de tous les forts encore occupés, et même celle des provinces du Delta.

Le reys-effendi et le tefterdar, commissaires du grand vizir pour l'exécution des articles de la convention, s'étaient rendus sur ces entrefaites au faubourg ou village de la Qoubbeh. Ils feignirent de regarder l'opposition des Anglais comme une chose peu importante, attendu que, n'ayant point été consentie à Constantinople, elle ne pouvait arrêter l'évacuation. L'orgueil de la Sublime Porte se révoltait contre l'idée qu'on pût exiger une autre garantie que les firmans émanés d'elle. La communication de la lettre si positive de lord Keith ne changea rien aux dispositions du vizir. Ce fut en vain que le commodore sir Sidney Smith, qui, dans ces circonstances difficiles, sut concilier ce qu'il de-

1800—an VIII Égypte. vait à l'honneur avec ce qu'exigeaient les ordres de son gouvernement, représenta qu'il convenait de tout suspendre de part et d'autre. Le grand vizir repoussa ce conseil dicté par la prévoyance et la loyauté, persista dans ses prétentions, et consentit seulement à promettre des otages et des subsides.

Les conférences duraient encore, et Jussuf renforçait son parc d'artillerie de plusieurs pièces qu'il tira d'El-Arich. Il appelait à lui la population de tous les villages des provinces de Charqieh, de Mansourah, de Garbieh, de Menoufieh, de Qelioubeh; et son armée s'augmentait de tous les fellahs conduits par leurs scheicks et arrivant au camp turc avec armes et drapeaux. Des firmans envoyés et répandus dans les provinces que nous venons de nommer, ainsi que dans les autres de l'Égypte du milieu et même du Saïd, représentaient, aux yeux des habitants, les Français comme des infidèles endurcis, ennemis de l'islamisme, infracteurs des traités. Les tribus nomades reçurent de pareils écrits, et des agents furent envoyés pour fomenter l'insurrection dans les villes les plus fanatisées, telles que le Caire, Mehaleh-el-Kebir, Tanta, qui ne tardèrent point à se révolter. Il existait en Égypte, même sous le régime des mameloucks, des corps turcs qui formaient la milice du pacha gouverneur, sous le nom d'odjalicks : ils reçurent l'ordre impératif de se rendre au camp du vizir avec leurs armes et leurs chevaux; enfin il fut enjoint à tous les Egyptiens, sous peine d'être traités comme rebelles, de se réunir au nom du prophète et du calife (les sultans de Constantinople prennent ce titre, qui signifie chef suprême de la loi musulmane) pour anéantir les Français, qui, en raison de leur petit nombre et de la terreur des armes ottomanes, étaient, selon le vizir, déjà glacés d'effroi.

Cependant, par suite des dispositions prises par Kléber, les troupes françaises qui occupaient le Saïd et la basse Égypte se réunirent sous le Caire. Elles étaient accourues à marches forcées, parce que le danger était imminent. Les deux armées se trouvaient trop rapprochées pour qu'on pût espérer de voir plus longtemps les hostilités différées. Le général français avait rassemblé tout ce dont il pouvait disposer à la rigueur, et le vizir se renforçait journellement. Dans cet état de choses, Kléber rompit brusquement les conférences, et, s'adressant à Mous-

tapha-Pacha : « Il faut, lui dit-il, que Votre Excellence sache que les desseins du vizir me sont connus; il me parle de concorde, et organise des séditions dans toutes les villes; c'est vous qu'il a chargé de préparer la révolte du Caire. Le temps de la confiance est passé. Le vizir m'attaque, puisqu'il est sorti de Belbeïs. Il faut que demain il retourne dans cette place, qu'il soit le jour suivant à Salahieh, et qu'il se retire ainsi jusqu'aux frontières de la Syrie : autrement, je l'y contraindrai. L'armée française n'a pas besoin de vos firmans; elle trouvera l'honneur et la sûreté dans ses forces. Informez Son Altesse de mes intentions. »

Le même jour, Kléber convoqua tous les officiers généraux présents au camp, en conseil de guerre ; et, ne leur présentant d'autres pièces que la lettre de l'amiral Keith et le plan de la bataille que lui, général en chef, se proposait de livrer, il leur dit : « Citoyens généraux, vous avez lu cette lettre; elle vous dicte votre devoir et le mien. Voici notre situation : les Anglais nous refusent le passage, après que leurs plénipotentiaires en sont convenus; et les Ottomans, auxquels nous avons livré le pays, veulent que nous achevions de l'évacuer conformément au traité. Il faut vaincre ces derniers, les seuls que nous puissions atteindre. Je compte sur votre zèle, votre sang-froid et la confiance que vous inspirez aux troupes. Voici mon plan de bataille. »

Cette exposition ne fut suivie d'aucune délibération; tous les membres du conseil partageaient les désirs du général en chef; pas un ne balançait à soutenir, au péril de sa vie, la gloire des armes et l'honneur du peuple français.

Pour achever de mettre tous les droits de son côté, Kléber ne voulut point attaquer Jussuf sans le prévenir, et il lui envoya la lettre suivante :

« L'armée dont le commandement m'est confié ne trouve point dans les propositions qui m'ont été faites de la part de Votre Altesse une garantie suffisante contre les prétentions injurieuses et l'opposition formelle du gouvernement anglais à l'exécution de notre traité : en conséquence, il a été résolu ce matin, en conseil de guerre, que ces propositions seraient re-

1800 – an VIII Egypte.

jetées, et que la ville du Caire, ainsi que ses forts, demeureraient occupés par les troupes françaises jusqu'à ce que j'aie reçu, du commandant en chef de la flotte anglaise dans la Méditerranée, une lettre directement contraire à celle qu'il m'a adressée le 8 janvier, et que j'aie entre les mains *les passe-ports signés par ceux qui ont le droit d'en accorder*.

« D'après cela, toutes conférences ultérieures entre nos commissaires deviennent inutiles, et les deux armées doivent, dès cet instant, se considérer comme en état de guerre. La loyauté que j'ai apportée dans l'éxécution ponctuelle de nos conventions donnera à Votre Altesse la mesure du regret que me fait éprouver une rupture aussi extraordinaire dans ces circonstances que contraire aux avantages communs de la République et de la Sublime Porte. J'ai assez prouvé combien j'étais pénétré du désir de voir renaître les liaisons d'intérêt et d'amitié qui unissaient depuis longtemps les deux puissances; j'ai tout fait pour rendre manifeste la pureté de mes intentions : toutes les nations y applaudiront, et Dieu soutiendra, par la victoire, la justice de ma cause. Le sang que nous sommes prêts à répandre rejaillira sur les auteurs de cette nouvelle dissension. Je préviens aussi Votre Altesse que je garderai comme otage, à mon quartier général, Son Excellence Moustapha-Pacha, jusqu'à ce que le général Galbaud, retenu à Damiette, soit rendu à Alexandrie avec sa famille et sa suite, et qu'il ait pu me rendre compte du traitement qu'il a éprouvé des officiers de l'armée ottomane, et sur lequel on m'a fait des rapports très-extraordinaires.

« La sagesse accoutumée de Votre Altesse lui fera distinguer aisément de quelle part viennent les nuages qui s'élèvent; mais rien ne poura altérer la haute considération et l'amitié bien sincère que j'ai pour elle.

« *Signé* KLÉBER. »

Déjà les préparatifs du combat étaient ordonnés. Dans la nuit du 19 au 20 mars, le général en chef, accompagné de son état-major et des guides de l'armée, se rendit dans la plaine de la Qoubbeh, où se trouvait déjà une partie des troupes : d'autres arrivèrent successivement du Caire et se formèrent en bataille. La clarté du ciel, toujours serein dans ces climats, suffisait pour

que les mouvements s'exécutassent avec ordre; mais elle n'était point assez forte pour les découvrir à l'ennemi. En parcourant les rangs, Kléber put remarquer toute la confiance et la gaieté des soldats, présage presque assuré de la victoire. 1800 – an VIII Égypte.

Quatre grands bataillons carrés formaient la ligne de bataille. Ceux de droite étaient sous les ordres du général Friant, et ceux de gauche obéissaient au général Reynier; Kléber plaça l'artillerie dans l'intervalle d'un carré à l'autre ; la cavalerie, formée en colonne, occupait l'intervalle du centre, c'est-à-dire l'espace entre les deux carrés du général Friant et ceux de Reynier. Le général Leclerc commandait cette troupe, qui avait sur ses flancs l'artillerie dont elle était acompagnée : la colonne de cavalerie était en outre soutenue par deux divisions du régiment des dromadaires.

Derrière ces derniers carrés (ceux de gauche) était placé, en seconde ligne, un petit carré de deux bataillons; l'artillerie de réserve était aussi en seconde ligne, derrière le centre, et était couverte (pour les cas où la cavalerie qui était en avant se trouverait repoussée) par quelques compagnies de grenadiers, et les sapeurs du génie, armés de fusils; d'autres pièces marchaient sur les côtés du grand rectangle, soutenues et flanquées par des tirailleurs; enfin des compagnies de grenadiers doublaient les angles de chaque carré, et pouvaient, au besoin, être employées à l'attaque des postes. La première brigade de la division Friant, c'est-à-dire le premier carré de droite, était commandée par le général Belliard, et se composait des 21ᵉ légère et 88ᵉ de bataille; les 61ᵉ et 75ᵉ de bataille formaient la 2ᵉ brigade ou le 2ᵉ carré de la droite, aux ordres du général Donzelot. Le général Robin commandait la première brigade de la division Reynier, c'est-à dire le premier carré de gauche, composé de la 22ᵉ légère et de la 9ᵉ de bataille; la 2ᵉ brigade ou le 2ᵉ carré, aux ordres du général Lagrange, était formée par les 13ᵉ et 85ᵉ de bataille. Le général Songis commandait l'artillerie, et le général Samson le génie.

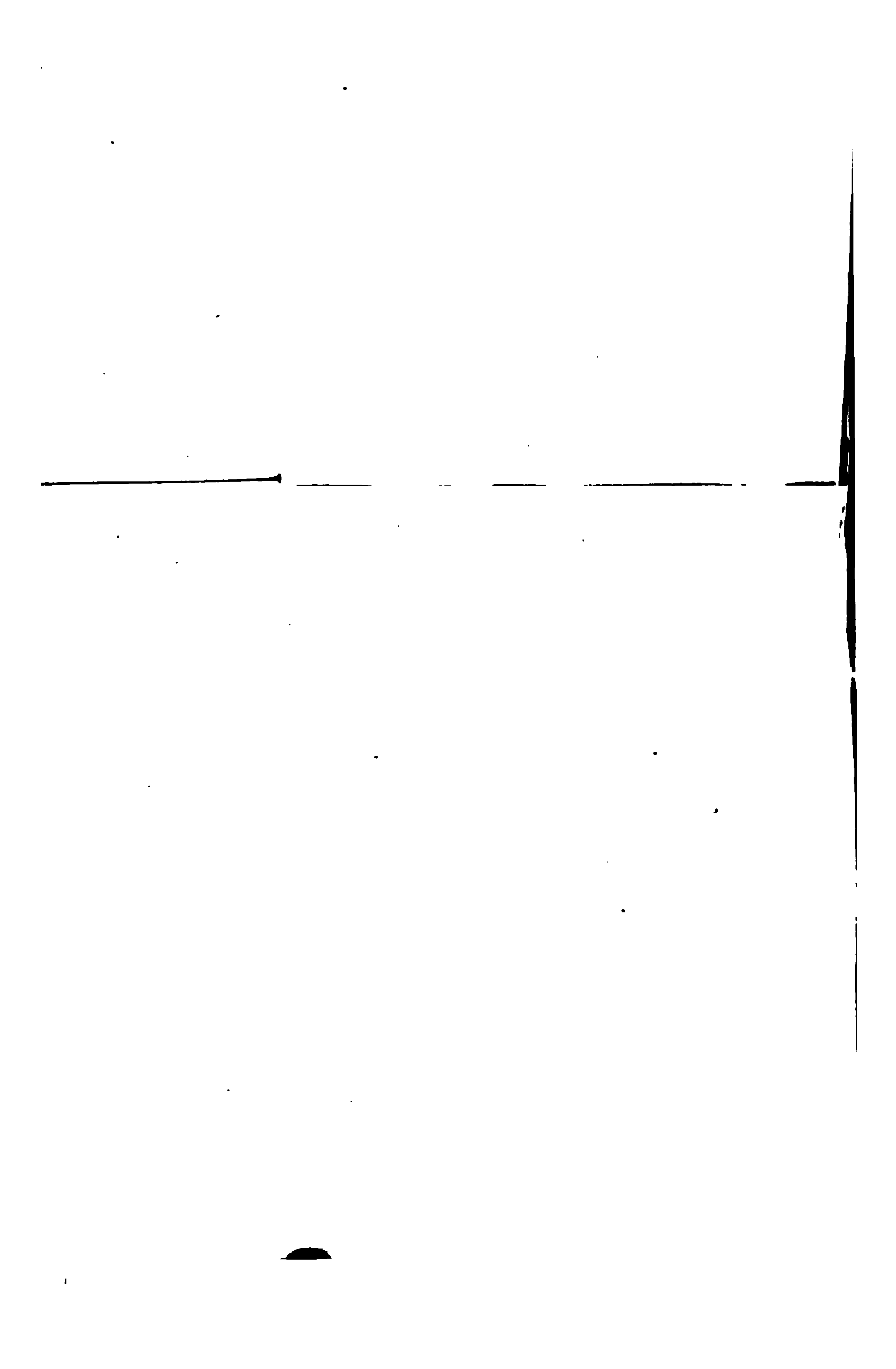
L'armée française avait alors devant elle l'avant-garde de l'armée turque, commandée par Nassif-Pacha ayant sous ses ordres deux autres pachas, et retranchée dans le village de Matarieh (bâti sur les ruines de l'ancienne Héliopolis). Ces troupes

1800—an VIII Égypte. se composaient d'un corps d'infanterie (5 à 6,000 janissaires d'élite) et d'un autre corps de cavalerie fort nombreux : seize pièces d'artillerie défendaient les approches du village. Les avant-postes se prolongeaient sur la droite (par rapport aux Turcs) jusqu'au Nil, et, sur la gauche, jusqu'à une mosquée isolée appelée Sibilly-Hallem. Plus loin était le camp du grand vizir, entre les villages d'El-Khanka et d'Abouzabel, occupant un espace considérable, dans un ordre de bataille qu'il est impossible de décrire. L'armée turque, d'après les différents rapports, présentait un total de 60 à 80,000 combattants. L'armée française ne s'élevait pas au-dessus de 10,000 hommes.

Celle-ci s'ébranla à trois heures du matin : l'aile droite arriva au point du jour près de la mosquée Sibilly-Hallem, où l'ennemi avait un poste ou grand'garde de 5 à 600 chevaux, qui se retirèrent aux premiers coups de canon. Les deux carrés de gauche arrivèrent devant Matarieh, et s'arrêtèrent hors de la portée du canon des retranchements, pour donner le temps aux carrés de droite de venir se placer entre les ruines d'Héliopolis et le village d'El-Mareck, à l'effet de s'opposer à la retraite de l'avant-garde ennemie et à l'arrivée des secours que le grand vizir pouvait envoyer à cette dernière.

Pendant que ce mouvement s'exécutait, Kléber vit une très-forte colonne de cavalerie et d'infanterie turque, précédée d'un corps de mameloucks, qui, après avoir fait un grand détour dans les terres cultivées, marchait dans la direction du Caire. Les guides reçurent l'ordre d'aller charger les mameloucks ; ceux-ci acceptèrent la charge, et, renforcés successivement par la cavalerie turque de la colonne, enveloppèrent leurs adversaires. L'issue de cette mêlée eût été funeste aux guides de Kléber, si, fort heureusement, le général Leclerc n'eût détaché sur-le-champ le 22e régiment de chasseurs et le 14e de dragons, pour soutenir la charge et dégager les premiers assaillants. Après un combat long et opiniâtre, où les cavaliers français, bien inférieurs en nombre, firent des prodiges de valeur, l'ennemi prit la fuite ; et, s'éloignant à perte de vue dans les terres où l'infanterie de la colonne s'était déjà jetée pendant le combat, il continua à se diriger vers le Caire. Kléber avait bien senti toute l'importance du mouvement de ce détachement turc, et


Nord
LE D'HELIOPOLIS
et Mouvemens,
ES FRANCAISE ET TURQUE
t et après la Bataille.
LÉGENDE
Gal Reynier entourée par la Cavalerie turque.
chargé par les turcs pres Korain est secouru
Reynier.
français le 2 Germinal.
3 Germinal à Salahieh dans le Camp du Visir.
voyée à la poursuite de l'Armée turque.
du Kaire, Boulaq et Gizeh qui sont plus
ent occupées par les français, les parties plus
uent par les turcs.
Echelle de 1500 Toises.
el Menagat
Salahieh
Amadieh
Kaf Amadieh
Pelusiaque
Branche
Ancienne
Damaum
Kafr Farachéh
Arabes Oulad
el Kedieh
Camp des Arabes Billi
Beni Marzouk
Hacheh
Chobak
Chabin
Tel Omon
Abouzabel
Santon
el Khanka
RUINES D'HELIOPOLIS
Embabeh
Gizeh



avait conçu l'espoir de l'empêcher en envoyant les guides, et, par suite, les chasseurs et les dragons, à la rencontre de la colonne; mais l'impossibilité où il se trouva de dégarnir davantage sa ligne de bataille ne lui permit pas de s'opposer à cette manœuvre fort adroitement combinée, et dont nous verrons bientôt les fâcheux résultats. 1800—an VIII Égypte.

Le général Reynier, chargé de l'attaque du village de Matarieh, forma deux colonnes des huit compagnies de grenadiers, placées, comme nous l'avons dit, aux angles de ses deux carrés : dans celle de droite, se trouvaient les deux compagnies de carabiniers [1] de la 22e légère et les deux compagnies de grenadiers de la 9e de ligne; elle était commandée par le capitaine Réal de la 9e : la colonne de gauche se composait des compagnies de grenadiers des 13e et 85e de ligne, et était dirigée par le chef de bataillon Tarayre [2], de la 85e.

Tandis que cette troupe d'élite s'avançait au pas de charge sous le boulet et la mitraille des ennemis, les janissaires sortirent du retranchement et se précipitèrent, à l'arme blanche, sur la colonne de gauche; arrêtés de front par le feu vif et soutenu de cette colonne, ils jonchent bientôt le terrain de leurs corps; ceux que cette fusillade n'a point atteints sont pris en flanc par la colonne de droite, et, bientôt entourés de toutes parts, ils périssent sous les baïonnettes : les grenadiers franchissent les fossés qui sont remplis de morts et de blessés; en un moment, pièces de canon, drapeaux, queues de pacha, effets de campement, tout ce qui se trouve dans les retranchements tombe au pouvoir des vainqueurs. Quelques soldats ennemis s'étaient jetés dans les maisons du village pour s'y défendre; ils sont égorgés ou deviennent la proie des flammes; d'autres, essayant de gagner la plaine, tombent sous le feu des carrés du général Friant; le reste est sabré ou dispersé par une charge de cavalerie menée par le général Leclerc. Les soldats français ne s'amusent point à piller les tentes et les riches bagages que les Turcs viennent d'abandonner; d'eux-mêmes,

[1] On appelait carabiniers, dans les régiments d'infanterie légère, les soldats d'élite, qui, dans les régiments de ligne, portent le nom de grenadiers.

[2] Depuis lieutenant général, etc.

1800—an VIII Egypte. et sans qu'il soit besoin de le leur rappeler, ils se disposent à marcher sur le gros de l'armée du vizir pour la rejeter promptement dans le désert.

Cependant Nassif-Pacha, commandant cette même avant-garde que le général Reynier venait d'abîmer, retiré à quelque distance de Matarieh, avec la partie de ses troupes qui n'avait point combattu dans les retranchements, demanda à capituler : Kléber lui envoya le chef de brigade Beaudot, son aide de camp. Mais à peine cet officier était-il arrivé auprès des Turcs, qu'il fut assailli par ces bàrbares, accablé d'outrages et blessé au bras et à la tête. Deux mameloucks de Nassif-Pacha, qui l'accompagnaient, ne réussirent à le sauver qu'en l'attachant à la queue du cheval de l'un d'eux, et le conduisirent ainsi au vizir, qui mit le comble à cette trahison en le retenant comme otage pour Moustapha-Pacha et Assem-Aga, tefterdar[1], qui étaient en ce moment auprès du général en chef.

Pendant l'attaque de Matarieh, et tandis que le général Reynier réunissait sa division autour de l'obélisque d'Héliopolis, l'armée turque, s'étant mise en mouvement pour venir au secours de son avant-garde, prenait position sur des hauteurs entre les deux villages de Serikhaurt et d'El-Mareck. Le grand vizir, dont on pouvait facilement distinguer la garde, à l'éclat de ses armes défensives, s'établit derrière un bois de palmiers qui entoure le dernier de ces villages.

La division du général Friant, qui était déjà en marche, fut bientôt attaquée par des tirailleurs ennemis qui garnissaient le bois. Kléber ordonna au général Reynier de se porter rapidement sur la droite de l'ennemi et d'attaquer le village de Serikhaurt. L'armée s'avança en reprenant insensiblement son ordre de bataille. Le général Friant eut bientôt repoussé les tirailleurs ennemis, les chassa du bois d'El-Mareck, et fit tirer quelques coups de canon et des obus sur un groupe de cavalerie qui couvrait le quartier général du vizir. L'artillerie turque, placée sur le front de l'armée, tira pendant quelques instants sur les

[1] Ce mot signifie *trésorier*. Assem-Aga était, ainsi que Moustapha-Pacha, commissaire nommé par le grand vizir pour l'exécution de la convention d'El-Arich. Kléber les avait retenus l'un et l'autre auprès de lui.

carrés français; mais tous les boulets passaient au-dessus des têtes des soldats : le feu des pièces françaises fit bientôt cesser celui de l'ennemi. Alors et presque au même moment, tous les drapeaux réunis des divers points de la ligne turque, dans une seule masse, annoncèrent une attaque soudaine. En effet les Osmanlis agglomérés, sans ordre, selon leur usage, se précipitèrent sur le carré de droite du général Friant, qui laissa approcher ce tourbillon jusqu'à demi-portée de mitraille : les premières décharges arrêtèrent les assaillants, qui se séparèrent en petits pelotons. Bientôt abîmés par le feu continu de l'artillerie des carrés, les Turcs se déterminèrent à prendre la fuite : l'infanterie française, qui ne voulait tirer qu'à bout portant, ne brûla pas une seule amorce. La chaleur qui succède à la retraite des eaux ayant occasionné, comme cela arrive presque toujours, de profondes crevasses dans le terrain, la cavalerie ennemie n'avait pas pu arriver à temps au soutien de l'infanterie; et cette même cause empêcha la cavalerie française de poursuivre les fuyards.

Cependant le grand vizir était dans le village d'El-Mareck, attendant l'issue de cette première attaque. C'est alors que sa cavalerie, se séparant en divers groupes, entoura les Français de toutes parts : ils se trouvèrent placés au milieu d'un grand carré, dont chaque côté avait une demi-lieue de développement. Mais comme les carrés français faisaient face et feu sur tous les points, l'ennemi n'osa point entamer de charge sérieuse. Voyant que cette attaque ne produisait aucun effet, le vizir s'enfuit précipitamment vers son camp d'El-Khanka. Nassif-Pacha, au lieu de suivre le vizir, fit un détour sur la lisière du désert, et fut joindre au Caire le détachement des Turcs et mameloucks qui s'était dirigé sur cette ville, comme nous l'avons rapporté au commencement de cette bataille.

Le vizir croyait pouvoir au moins se reposer à El-Khanka et y faire de nouvelles dispositions; mais Kléber ne lui en donna point le temps. L'interprète Lomaka, qui avait accompagné le chef de brigade Beaudot auprès de Nassif-Pacha, et qui avait été conduit comme cet officier au grand vizir, revint sur ces entrefaites auprès du général en chef : il était chargé de lui proposer de faire cesser les hostilités et d'évacuer le Caire aux

1800—an VIII Égypte. termes du traité. Kléber fit dire au vizir qu'il lui portait lui-même sa réponse à El-Khanka. En effet, l'armée s'avançait en toute hâte sur ce village. Les Turcs étaient tellement effrayés que leur nombreuse cavalerie, à la première apparition des Français, se replia en désordre et prit la fuite au galop. Une partie de ceux qui étaient sur les flancs et sur les derrières revint sur ses pas en faisant de longs circuits; d'autres se dispersèrent de divers côtés. Mourad-Bey avait joint l'armée du grand vizir pendant les négociations d'El-Arich; mais dès les premiers moments de l'attaque ce chef des mameloucks, s'étant porté sur la droite de l'armée française, s'éloigna à perte de vue dans le désert pour ne point prendre part à l'action.

Les troupes victorieuses arrivèrent au village d'El-Khanka avant le coucher du soleil. Elles y trouvèrent les effets de campement et les équipages de l'ennemi que celui-ci avait abandonnés dans sa fuite précipitée, et elles prirent sous ses tentes le premier repos et la première nourriture de la journée. Depuis vingt-quatre heures ces intrépides soldats ne s'étaient soutenus qu'avec de l'eau-de-vie dont on leur avait fait une distribution pendant la nuit; mais ils trouvèrent un ample dédommagement dans le camp turc, approvisionné en vivres de toute espèce. Indépendamment des nombreux effets de campement, on y recueillit une grande quantité de cottes de maille, de casques de fer, et des munitions en abondance. Kléber venait de donner des ordres pour le départ du lendemain, lorsque le silence de la nuit lui permit d'entendre le canon qui se tirait au Caire. En quittant cette ville, le général en chef y avait laissé la 32e demi-brigade et des détachements de différents corps dont la réunion formait à peu près 2,000 hommes sous les ordres du général Verdier. Prévoyant une émeute générale, Kléber avait ordonné que ces troupes se retirassent dans les forts, et Verdier devait se borner à maintenir les communications entre la ferme d'Ibrahim-Bey, la citadelle et le fort Camin : le général Zayonschek commandait à Gizeh. Ces dispositions auraient été sans doute suffisantes, si la ville du Caire eût été livrée à elle-même; mais, jugeant, par le bruit du canon, que le corps aperçu le matin marchant dans la direction de cette

capitale avait joint les séditieux, le général en chef crut indispensable d'envoyer un prompt renfort. Le général Lagrange reçut, en conséquence, l'ordre de se porter sur le Caire en toute hâte, avec quatre bataillons tirés des 25ᵉ, 64ᵉ et 75ᵉ demi-brigades : il partit à minuit. Bientôt après, Kléber, ayant réuni ses autres troupes, se mit en marche pour Belbeïs, où il arriva le 21 mars dans la matinée. L'armée trouva sur la route plusieurs canons, des litières, une voiture anglaise suspendue sur des ressorts, et quantité de bagages. Le fort et la ville étaient occupés par une arrière-garde. L'infanterie turque et 1,000 chevaux environ étaient en bataille sur la gauche. La division Reynier s'arrêta devant la ville; le général Friant fit prendre à la sienne une direction oblique vers la gauche, afin de s'élever sur le flanc de la cavalerie ennemie et de tourner celle-ci; mais quand les cavaliers turcs aperçurent ce mouvement, ils prirent la fuite. Pendant ce temps l'artillerie du général Reynier répondait au feu de la ville et des forts. Le général Friant, continuant de s'avancer, reçut ordre d'occuper quelques parties de l'enceinte. Le général Belliard, chargé de cette opération, n'éprouva qu'une faible résistance. Les Turcs, chassés des points les plus avantageux, se jetèrent tous dans un des forts de l'enceinte, et s'y défendirent le reste du jour. Kléber disposa pendant la nuit l'attaque du lendemain; mais, au jour, les Osmanlis proposèrent de rendre la place, sous la condition qu'on leur permettrait de rejoindre le gros de l'armée, en conservant leurs armes. Ce dernier article leur étant refusé, ils continuèrent leur feu; mais, dominés par celui des Français, ils éprouvèrent une perte considérable qui les obligea, avec le manque absolu d'eau, de se rendre à discrétion. Les chefs supplièrent le général en chef de leur permettre de rejoindre le grand vizir et d'emporter quelques armes pour se défendre contre les Arabes. Le généreux Kléber consentit à ces demandes, et les Turcs sortirent de la place le 22 mars à midi. Pendant qu'on leur faisait déposer leurs armes, un d'entre eux, excité par le désespoir et le fanatisme, ne voulut point se laisser désarmer, s'écriant qu'il préférait la mort à cette odieuse nécessité. Il s'avança même sur le chef de brigade Victor Latour-Maubourg, aide de camp du général en chef, et lui tira un coup de fusil à bout portant.

1800—an VIII Égypte.

1800.—an VIII Égypte. La balle n'enleva qu'une épaulette. A l'instant, par l'effet du caractère bizarre de ce peuple presque à demi sauvage, tous ceux à qui on avait laissé des armes les jetèrent aux pieds des soldats français, en disant qu'ils ne méritaient plus de les conserver, et qu'on vengeât sur eux l'attentat de leur camarade. Celui-ci fut puni de mort sur-le-champ par les grenadiers, et les chefs seuls conservèrent leurs armes. Tous prirent la route de Salahich, où le général Reynier les suivit de près. La ville de Belbeïs était armée de dix canons, non compris ceux qui étaient dans les forts, et que les Français y avaient lors de l'évacuation. Parmi les premiers se trouvaient deux pièces anglaises semblables aux pièces enlevées à Aboukir, et portant, comme elles, la devise : *Honni soit qui mal y pense*. La troupe turque qui évacuait Belbeïs était forte de 800 hommes. 300 avaient péri dans la place.

Pendant cette dernière attaque, le général Leclerc avait poussé des reconnaissances de cavalerie sur la route de Salahieh et dans l'intérieur des terres, afin d'examiner si quelques partis ne s'y étaient point jetés. Le 7ᵉ régiment de hussards ramena quarante-cinq chameaux avec leurs conducteurs. L'escorte était composée de mameloucks et de spahis (cavaliers turcs); ces hommes déclarèrent qu'ils conduisaient au Caire une partie des bagages de Nassif-Pacha et d'Ibrabim-Bey. Cette circonstance confirma le général en chef dans la croyance où il était déjà que ces deux chefs avaient été chargés par le vizir de se mettre à la tête des révoltés. Il jugea aussi que l'armée turque devait être bien diminuée, tant par la perte qu'elle avait essuyée pendant la bataille et dans sa retraite, que par la séparation du corps de troupes qui occupait le Caire. En conséquence il crut pouvoir détacher encore sur cette dernière ville les généraux Friant et Donzelot avec cinq bataillons, quelques pièces d'artillerie et deux escadrons. Ils reçurent pour instructions d'éviter les engagements qui pourraient entraîner une perte trop considérable d'hommes, et de maintenir les communications entre tous les forts qui entourent la ville, jusqu'au retour du général en chef.

Le général Reynier se mit en marche sur Salahich, ayant avec lui, outre sa division, une brigade de cavalerie. Kléber le

suivit avec la brigade du général Belliard, les guides et le 7e régiment de hussards. Cette seconde colonne était à peine en mouvement qu'un Arabe, escorté par un détachement du 22e de chasseurs, qui faisait partie de la cavalerie du général Reynier, remit au général en chef une nouvelle lettre du grand vizir, dans laquelle celui-ci proposait d'arrêter la marche des deux armées, d'établir des conférences à Belbeis, et d'entrer dans de nouvelles explications pour l'exécution du traité d'évacuation. Kléber retint le messager auprès de lui, et s'arrêta pour passer la nuit au village de Senekah : le général Reynier avait établi son bivouac à une lieue plus loin. Le lendemain, le général en chef atteignait Koraïn, lorsqu'il entendit une forte canonnade en avant de ce village. Présumant que la division Reynier était fortement engagée, il fit doubler le pas à l'infanterie du général Belliard, et se porta lui-même en avant avec ses guides et les hussards, pour être présent à l'action. Arrivé sur les monticules de sable qui avoisinent Koraïn, Kléber vit la division française entourée par un corps de 3 ou 4,000 cavaliers turcs, et cherchant à les repousser avec sa cavalerie. En apercevant le général en chef et son escorte, les Turcs se précipitèrent à sa rencontre.

La position de Kléber était à ce moment fort critique : il fallait franchir l'intervalle qui le séparait de la division Reynier et soutenir le choc de la masse qui s'avançait vers lui avec tant d'impétuosité que l'artillerie des guides n'eut pas le temps de se mettre en batterie ; les hommes qui conduisaient les pièces furent hachés. Pendant cet engagement, où la troupe du général en chef se trouvait presque enveloppée, les habitants de Koraïn, insurgés par les Turcs, sortent en foule de ce village, et assaillent les Français sur leur gauche. A ce moment le 14e régiment de dragons, qui venait de charger un gros de cette même cavalerie contre laquelle combattait la division Reynier, accourt sur ceux qui entourent le général en chef. L'escorte de celui-ci reprend l'offensive, et l'ennemi repoussé laisse 300 morts ou blessés sur le champ de bataille. Kléber se réunit par ce moyen au général Reynier, ainsi que la brigade du général Belliard qui arrive bientôt après.

C'est à Koraïn que le général français crut devoir faire ré-

1800—an VIII Égypte.

ponse à la dernière lettre du vizir : il se contenta de le prévenir que les Français continuaient leur marche sur Salahieh. L'Arabe porteur de la dépêche du vizir retourna vers celui-ci, et fut bientôt entouré par les cavaliers ennemis dont on venait de soutenir si glorieusement les charges. Le général Leclerc, voyant cette masse réunie une seconde fois, jugea le moment favorable pour l'attaquer; mais, au moment où les escadrons français allaient s'ébranler, les Turcs prirent la fuite vers Salahieh. Ils furent promptement suivis dans la même direction par toutes les troupes du général Kléber, qui eurent beaucoup à souffrir dans cette marche. Le vent du midi régnait alors avec force et portait dans la figure des soldats une poussière fine et brûlante qui les empêchait de voir et de respirer. On perdit dans cette occasion quelques chevaux et bêtes de somme.

Le général en chef s'attendait à trouver l'armée turque ralliée à Salahieh et déterminée à se battre jusqu'à la dernière extrémité plutôt que de repasser le désert. Il se disposa donc à livrer bataille le lendemain matin, et fit arrêter à cet effet ses troupes à deux lieues de Salahieh, pour passer la nuit.

Le 24, les Français étaient en marche à la pointe du jour, lorsqu'ils virent venir à leur rencontre les habitants de Salahieh, qui leur apprirent que la veille, à trois heures après *midi*, au retour de la cavalerie battue et dispersée à Koraïn, le grand vizir était monté à cheval, prenant la fuite à travers le désert, ayant à peine conservé 500 hommes de bonne escorte, et que, dans la confusion et le désordre de leur retraite, les Turcs, épouvantés, avaient abandonné leur camp, leur artillerie et leurs bagages.

Effectivement, en arrivant au camp du vizir, qui occupait un espace de trois quarts de lieue en carré, les Français le virent couvert de tentes placées sans ordre ou renversées; une multitude de coffres brisés et de caisses encore remplies de vêtements, de parfums, étaient répandus dans les intervalles; les pièces d'artillerie étaient éparses, et la plus grande partie des munitions avait été pillée. On y trouva une quantité considérable de selles et de harnais de chevaux, les outres qu'on n'avait pas eu le temps de remplir d'eau, plus de quarante mille fers à cheval, douze litières dorées et sculptées, des

ameublements de prix confondus avec les tentes et les dépouilles grossières des soldats. Les Arabes s'étaient rassemblés, selon leur usage, à la nouvelle du combat, pour se jeter sur les vaincus. Une partie suivait les débris de l'armée turque, les autres pillaient encore le camp lorsque l'arrivée des Français les força de s'éloigner. 1800—an VIII Égypte.

L'armée se reposa à Salahieh de sa longue fatigue, et chacun pouvant disposer pour son usage des objets abandonnés par l'ennemi, on eut lieu de s'applaudir de n'avoir point traîné de bagages dans cette marche rapide. Le général Leclerc poursuivit les Turcs jusqu'au pont d'El-Kasneh (du Trésor). La route était jalonnée par des mourants, des bêtes de somme et des effets de toute espèce. Les cavaliers français purent distinguer sur les monticules d'El-Kasneh, où ils s'arrêtèrent, les Arabes harcelant et dépouillant les traîneurs. « Jugeant l'affaire en bonnes mains, dit le général Kléber dans sa relation, » Leclerc revint au camp de Salahieh avec sa troupe.

C'en était donc fait de cette armée si nombreuse, si formidable, qui devait exterminer jusqu'au dernier Français sur le sol égyptien. La perfidie anglaise avait causé ce désastre, et le sort qu'une politique atroce réservait aux républicains était retombé sur les stupides alliés de la Grande-Bretagne. Le refus fait par ce gouvernement de reconnaître la convention d'El-Arich coûtait à l'empire ottoman plus de 50,000 hommes tués dans la bataille d'Héliopolis et les combats qui l'avaient suivie, massacrés par les Arabes, ou morts plus misérablement encore dans le désert.

Le principal objet de Kléber étant rempli par la fuite du vizir et de la plus grande partie de son armée à travers le désert, il dut porter toute son attention sur l'intérieur de l'Egypte. Il ne se dissimulait point toute l'étendue des difficultés qui l'attendaient au Caire; mais, avant de quitter Salahieh pour marcher sur cette ville, il prit toutes les dispositions nécessaires pour la prompte reddition des places que les Turcs occupaient sur le littoral de la Méditerranée. Le général Rampon, gouverneur du Menoufieh, reçut l'ordre de marcher sur Damiette, ainsi que le général Belliard, qui devait également s'emparer de Lesbeh. Le général Lanusse, déjà chargé avant la bataille d'Hé-

1800—an VIII Égypte. liopolis de contenir le Delta inférieur, dut s'avancer jusqu'à Samanhoud pour communiquer avec le général Rampon, et la division du général Reynier resta à Salahieh pour prévenir le retour des troupes qui avaient pris la route du désert, et disperser celles qui s'étaient jetées dans la province de Charqieh.

Kléber quitta Salahieh le 25 mars dans la soirée, et se dirigea sur le Caire avec la 88ᵉ demi-brigade, deux compagnies de grenadiers de la 61ᵉ, les 3ᵉ et 14ᵉ régiments de dragons et le 7ᵉ de hussards. Il arriva devant cette capitale le 27, et comme la place Esbekieh, sur laquelle était situé le quartier général, se trouvait alors occupée, ainsi que les diverses issues qui y conduisent, par les insurgés, qui faisaient même en ce moment le siége du palais du général en chef, celui-ci ne put y pénétrer que par les jardins, après avoir fait jeter quelques obus dans Boulaq.

Nous devons rapporter maintenant ce qui s'était passé au Caire pendant et depuis la bataille d'Héliopolis, c'est-à-dire à partir du 20 jusqu'au 27 mars.

En apprenant du général Kléber lui-même la résolution où celui-ci était de ne point évacuer la capitale de l'Égypte et ses forts avant que les Anglais n'eussent rétracté leur première détermination, le grand vizir Jussuf avait fait porter l'ordre aux nombreux agents qu'il entretenait déjà dans cette ville de faire tous leurs efforts pour pousser les habitants à s'insurger contre les Français.

En effet, en voyant l'armée s'éloigner pour marcher contre les Turcs, le peuple, n'imaginant pas que les Français pussent résister à une masse aussi imposante que celle qui accompagnait le premier ministre du sultan, se montra plus accessible que jamais aux suggestions des émissaires de ce dernier. Le feu de l'insurrection ne tarda pas à se manifester dans les différents quartiers du Caire; et, quelques heures après le commencement des hostilités, une révolte ouverte éclata dans le faubourg ou plutôt la ville de Boulaq. Les habitants se groupèrent autour d'un grand nombre de drapeaux blancs, après s'être armés de fusils et de sabres qu'ils avaient tenus cachés jusqu'alors, sortirent de Boulaq, et se portèrent avec fureur contre le fort Camin, qui n'é-

tait défendu que par dix hommes. Le commandant fit tirer à mitraille sur ce rassemblement, et le dissipa. Toutefois un certain nombre de fanatiques s'obstinèrent à l'attaquer, jusqu'à ce qu'un détachement de tirailleurs envoyé par le général Verdier vint au secours du fort et commença un combat opiniâtre, qu'une sortie faite par le poste du quartier général rendit enfin décisif. Les rebelles se retirèrent dans le plus grand désordre en laissant plus de 300 des leurs étendus morts sur le terrain. Les gens de Boulaq se bornèrent alors à tirer sur les troupes françaises, de quelque part qu'elles se présentassent pour entrer dans la ville.

Dans le même temps, le peuple du Caire s'était porté en foule hors de l'enceinte pour être informé plus tôt de l'issue de la bataille qui se livrait à Héliopolis. Il ne tarda pas à voir arriver les corps de mameloucks et d'Osmanlis qui étaient accourus en toute hâte vers le Caire, soit que le vizir les eût détachés lui-même dans le dessein d'opérer une diversion, soit que l'espoir de piller les premiers les maisons, les propriétés et les magasins des Français les eût attirés, ce qui nous paraît plus probable; car nous hésitons à attribuer au grand vizir une conception que sa conduite subséquente ne justifie pas. Quoi qu'il en fût, ces troupes assurèrent que la défaite des Français par le vizir était inévitable. Nassif-Pacha se présenta bientôt après à la porte dite des Victoires; il était accompagné d'Osman-Effendi, kiaya-bey (lieutenant du grand vizir), l'un des personnages les plus considérables du ministère ottoman, d'Ibrahim-Bey, buyuck (le grand), de Mohammed-Bey-el-Elfi, du célèbre Hassan-Bey, djeddaoui; en un mot, de presque tous les beys de l'ancien gouvernement des mameloucks, à l'exception de Mourad-Bey. Ces derniers venus annoncèrent que la bataille était terminée; que les Français avaient été taillés en pièces; qu'ils venaient prendre possession de la capitale au nom du sultan Sélim III; et ils accompagnèrent ces détails de cris de victoire propres à exalter l'esprit de la multitude. Leur escorte nombreuse se composait de 10,000 spahis et dehlis (cavaliers turcs), de 2,000 mameloucks et de 8 à 10,000 fellahs ou paysans des villages du Charqieh qui avaient pris les armes.

Ces troupes, qui avaient échappé a la poursuite des Français

1800—an VIII Égypte. à la faveur de leur nombre et en prenant un grand détour, entrèrent au Caire le 20 mars, vers trois heures du soir. Elles y furent reçues aux acclamations de la multitude, chaque habitant s'efforçant de faire éclater sa joie, soit par zèle pour la religion et par respect pour le sultan, commandeur des croyants[1] (calife), soit pour faire oublier les liaisons qu'ils avaient eues avec les Français.

Nassif-Pacha se rendit de suite au quartier habité par les Francs ou Européens, suivi par la multitude, qui en enfonça les portes. Deux des principaux négociants se précipitèrent aux pieds du pacha en lui montrant la sauvegarde qu'ils avaient obtenue du grand vizir; mais les soldats et la populace se répandirent en ce moment même dans l'enceinte, brisèrent les portes des maisons, des comptoirs et des magasins; tous les malheureux Européens furent impitoyablement massacrés sans distinction d'âge, de sexe ni de nation; on jeta leurs corps dans le Khalidjii ou canal qui mène les eaux du Nil au Caire. Tout ce que les négociants possédaient fut pillé en moins d'une heure, les meubles furent enlevés ou brisés, et l'on finit par incendier le quartier. Pendant que ceci se passait, Nassif-Pacha haranguait le peuple et l'excitait à le suivre sur la place Esbekieh, pour y anéantir le reste des Français renfermé dans la maison de Mohammed-Bey-el-Elfi, quartier général de Kléber. 200 hommes gardaient en effet ce poste, sous le commandement de l'adjudant général Duranteau. Le pacha ne tarda pas à se présenter devant ce poste avec une partie de ses troupes. A la vue de ces assaillants, qui comptaient sur une victoire facile, le brave Duranteau sort avec la moitié de son monde, composé de grenadiers et de guides à pied, et repousse avec la plus grande bravoure cette cavalerie nombreuse. Il fait plus : il oblige le pacha de vider la place d'Esbekieh et de se réfugier dans les maisons qui l'entourent.

Toute la population du Caire était insurgée : il se forma des attroupements sur les places; on menaçait de mettre le feu aux maisons de ceux qui s'y tenaient encore renfermés. En peu d'heures

[1] C'est le titre du sultan de Constantinople, successeur des anciens califes, ou chef de la religion musulmane. L'empereur de Maroc prend aussi ce titre, qu'il dispute à l'empereur ottoman.

plus de 50,000 habitants se trouvèrent armés de fusils ; ceux qui ne purent pas se procurer cette espèce d'arme prirent des lances, des piques, et cette classe de combattants ne fut pas la moins dangereuse ; car, étant tous de la lie du peuple, fanatisés et n'ayant rien à perdre, ils devaient naturellement se livrer à tous les excès et se vouer sans crainte à tous les périls. Des drapeaux blancs furent arborés sur toutes les mosquées, sur tous les édifices publics ; les crieurs (muezzins) des mosquées publiaient incessamment des imprécations épouvantables contre les infidèles. Les mameloucks et les spahis parcouraient toutes les rues ; la populace les suivait en poussant des cris horribles. Les maisons des Cophtes, des Grecs, des chrétiens de Syrie furent envahies, et un grand nombre de ces malheureux furent massacrés. Leurs corps, exposés dans les rues, furent livrés aux insultes et aux outrages publics pendant presque toute la durée du siége. Toutes les haines particulières furent complétement satisfaites dans ce désordre général. Ceux des habitants musulmans qui avaient exercé quelque emploi public sous l'autorité française étaient recherchés avec soin et égorgés. Une troupe nombreuse de révoltés se présenta devant la maison de Mustapha-Aga, chef de la police de la ville, qui avait auprès de lui une garde de huit soldats de la 13e demi-brigade, commandés par le sergent Clane. A la vue des nombreux ennemis qui les assiégeaient, ces braves entreprirent de se faire jour ; leur audace leur sauva la vie. Les insurgés, voyant tomber quelques-uns des leurs sous les baïonnettes du faible détachement de Clane, s'écartèrent, et les neuf Français purent se retirer à la citadelle, en se battant continuellement de rue en rue dans l'espace de plus d'une lieue. Dans ce trajet, trois d'entre eux furent blessés : les six autres s'arrêtèrent pour les défendre, et les portèrent jusqu'à la citadelle. Leurs adversaires, auxquels ils avaient enlevé une pièce de canon qu'ils n'abandonnèrent que pour sauver leurs blessés, les poursuivirent jusqu'aux portes de la forteresse, « étonnés, dit le général Kléber, et furieux de cette action aussi hardie que digne d'admiration. »

1800—an VIII Egypte.

Cependant le malheureux Mustapha-Aga fut saisi dans sa maison, et Nassif-Pacha, devant lequel on le conduisit, ordonna qu'il serait empalé sur la place Birket-el-Fil. La popu-

1800 — an VIII Égypte. lace applaudit avec transport au supplice de ce chef de la police, et, considérant sa mort comme une assurance d'impunité, elle se livra avec plus de fureur encore, s'il était possible, au meurtre et au pillage.

L'adjudant général Duranteau et ses 200 hommes avaient, à la vérité, repoussé les troupes conduites par Nassif-Pacha et Mohammed-Elfi-Bey, propriétaire du palais où était établi le quartier général français; mais il leur eût été difficile de soutenir dans ce local une attaque vive et prolongée s'ils n'eussent point travaillé avec la plus grande activité à élever des retranchements pour le mettre à l'abri d'un coup de main. Ces ouvrages, entrepris pendant la nuit, furent terminés le 21 dans la matinée. Une batterie, construite avec des rondins de palmiers, était établie dans le jardin, sur la gauche de la maison, et des pièces de campagne appartenant aux guides y furent placées. Ces premiers travaux de défense suffisaient provisoirement pour couvrir les Français. Nassif-Pacha renouvela, ce même jour, l'attaque qui avait échoué la veille; il fut encore repoussé. Un seul homme parmi les assaillants fit preuve d'une audace extraordinaire : c'était un kachef, mamelouck de la maison de Mohammed-Bey, qui, les bras nus, monté sur la margelle d'une citerne, haranguait les soldats, et s'efforçait, mais en vain, de les retenir au combat. Demeuré seul sur la place, et ne voulant point se rendre, il reçut la mort, heureux de donner à son maître cette dernière preuve de dévouement.

Pendant deux jours entiers, l'adjudant général Duranteau soutint ainsi l'attaque de plus de 10,000 hommes, sans que ceux-ci parvinssent à pénétrer dans le quartier général. Pendant deux jours, 200 Français eurent la gloire de conserver un poste à la possession duquel Nassif-Pacha attachait la plus haute importance, puisqu'il s'occupait exclusivement, pour ainsi dire, de le forcer. La position de ces braves n'en était pas moins très-difficile. Établis dans presque toutes les maisons qui bordaient la place Esbekieh, les Turcs faisaient de là un feu continuel, qui ne permettait point aux Français de se montrer hors des retranchements : sans aucune communication avec les autres postes et privés de toute nouvelle de l'armée, ceux-ci, avec moins de résolution, auraient pu peut-être ajouter foi à ce qu'a-

vaient dit les Turcs, à leur entrée dans la ville, de la destruction de l'armée de Kléber; mais, bien loin de penser à capituler dans une circonstance aussi critique pour eux, ils se promettaient de périr tous jusqu'au dernier, en immolant auparavant le plus grand nombre possible de leurs féroces adversaires.

Telle était la situation désespérée de l'adjudant général Duranteau et de sa troupe au quartier général, lorsque, le 22 mars après midi, ils entendirent le feu, et virent bientôt paraître une colonne française qui s'avançait à leur secours. C'était celle du général Lagrange, détachée le 20 d'El-Khanka, comme on l'a vu plus haut. Cette troupe avait été à peine signalée dans la plaine de la Qoubbeh, que Nassif-Pacha envoya au-devant d'elle un corps de 4,000 cavaliers turcs et mameloucks. Le général Lagrange forma ses quatre bataillons en carré pour recevoir la charge; quelques coups de canon et une vive fusillade dispersèrent les assaillants. La colonne continua rapidement sa marche et entra dans le quartier général à deux heures après midi : elle apportait la première nouvelle de la victoire d'Héliopolis.

Les Français, plus que jamais encouragés et par leur heureuse réunion et par l'espoir de voir bientôt le général en chef accourir lui-même pour les soutenir et les diriger, ne se bornèrent plus à la défense du quartier général. La gloire de leurs armes leur commandait de reprendre l'offensive. Toutefois, cette entreprise offrait de grands obstacles, qui eussent fait hésiter d'autres soldats que ces illustres vétérans de l'honneur national. Les troupes du général Verdier, qui défendaient la citadelle et les forts, faisaient à la vérité sur la ville un feu continuel et terrible, qui servait les desseins du général Lagrange, en divisant l'attention de l'ennemi; mais toute communication avec ces forts étant coupée, il devenait impossible de combiner aucune attaque avec les troupes qu'ils renfermaient. Pour rétablir une partie de ces communications, il eût fallu être maître des maisons de la place Esbekieh : ces habitations étaient toutes retranchées par les Turcs qui les occupaient, et chacune exigeait en quelque sorte un siége particulier qui aurait entraîné une trop grande perte de temps et d'hommes. Les ordres précis de Kléber étaient d'ailleurs de ne rien entreprendre qui pût

1800 — an VIII Égypte. compromettre le salut des troupes, avant son retour au Caire. Cependant le besoin de communiquer avec la citadelle, où se trouvait le général Verdier, parut si indispensable au général Lagrange, que celui-ci se disposait à attaquer les Turcs, lorsque les généraux Friant et Donzelot arrivèrent avec le second détachement, que Kléber avait formé à Belbeïs.

Le général Friant prit le commandement de toutes les troupes qui se trouvaient réunies au quartier général, et s'occupa sur-le-champ de faire reconnaître la position de l'ennemi. Il fut bientôt convaincu de l'extrême difficulté qu'il y avait à pénétrer dans l'intérieur de la ville, de quelque côté qu'on se présentât. Il y avait dans toutes les rues, et à très-peu de distance, des barricades en maçonnerie, de douze pieds d'élévation et à deux rangs de créneaux. Les salles et les terrasses des maisons voisines étaient occupées par les Turcs et les insurgés, qui tiraient sur tout se qui se montrait au dehors. Les chefs de brigade Conroux, de la 61e, et Maugras, de la 75e, furent blessés dans une des premières attaques. Le premier, qui ne survécut point à ses blessures, était un des officiers les plus distingués de l'armée. Le chef de bataillon Donzelot, frère du général, fut tué dans le même temps, dans une attaque dirigée sur Boulaq. Cet officier avait fait avec beaucoup de distinction les campagnes de la haute Égypte, à l'état-major du général Desaix.

Cependant plus les Turcs montraient d'opiniâtreté à se défendre pied à pied, plus le général Friant en mettait dans ses attaques réitérées. Voyant que l'ennemi se maintenait dans des maisons à droite du quartier général, il y fit mettre le feu. La partie du quartier des Cophtes, qui touche à la place d'Esbekieh, et par où les Turcs cherchaient à déboucher, éprouva le même sort. La ville du Caire, bombardée par les forts et la citadelle, brûlée par les Français, brûlée par les Turcs et ses propres habitants, était menacée d'une ruine totale, et, dans cette position même, rien n'annonçait encore que ceux qui l'occupaient songeassent à la livrer ou à l'abandonner aux Français.

Les chefs de l'insurrection mettaient au contraire tout en œuvre pour entretenir l'erreur du peuple sur la prétendue défaite des Français par le grand vizir. Les efforts les plus pro-

digieux, ce qu'on n'aurait jamais attendu d'hommes aussi peu avancés dans la civilisation et l'industrie, s'opérèrent dans cette circonstance éminemment remarquable. Les Turcs et les habitants développèrent une activité que le fanatisme de la religion peut seul donner dans un pays barbare, où il remplace l'amour de la patrie. On déterra plus de vingt pièces de canon enfouies depuis longtemps; des fabriques de poudre furent créées; des boulets forgés avec les grilles des mosquées. Les particuliers s'empressèrent d'offrir leurs provisions pour former des magasins de subsistances, et ceux qui travaillaient dans les ateliers et aux retranchements eurent seuls part aux distributions. Le peuple était à la recherche des bombes, des obus et des boulets des Français, et la découverte d'un de ces projectiles destinés à être renvoyés à ceux qui les avaient lancés excitait une joie presque délirante; enfin, chose vraiment incroyable, si Kléber lui-même ne l'eût consignée dans sa relation, comme les Turcs n'avaient point de mortiers, ni de canons du calibre des projectiles qu'ils ramassaient, ils entreprirent de fondre de pareilles pièces, et ils y réussirent. Ce dernier effort d'industrie, si peu en rapport avec les connaissances et les conceptions étroites des Turcs et des Égyptiens, a fait soupçonner qu'ils avaient été aidés dans leur étonnante entreprise par quelques Européens anglais, italiens, français même. Cette opinion, qui n'a point été démentie, nous paraît assez vraisemblable.

Les choses étaient en cet état quand le général Kléber arriva, comme nous l'avons dit, le 27 mars, au Caire. Il reconnut qu'il avait à suivre une opération non moins difficile que si la ville eût été régulièrement fortifiée. En brusquant les attaques, en manœuvrant partiellement, il courait le risque de perdre, inutilement peut-être, beaucoup de monde, et c'est ce qu'il voulait éviter. Tandis que les Osmanlis et les rebelles réunissaient par leur dévouement des munitions et des subsistances, les Français épuisaient presque toutes les leurs. Il ne restait plus à la disposition du général en chef qu'une très-petite quantité de fers coulés et l'on commençait à manquer de bombes et d'obus. Dans cette occurrence, Kléber se détermina à attendre le retour des munitions qui étaient avec le grand parc d'artillerie de l'armée, et celui des troupes du général Belliard, qui devait

1800—an VIII Égypte. remonter au Caire par le Nil, aussitôt après avoir chassé les Turcs de Damiette. Il envoya en même temps au général Reynier l'ordre de quitter sur-le-champ la province de Charqieh avec sa division, et de revenir sur la capitale de l'Égypte. En attendant que ces forces et ces moyens d'attaque fussent réunis, le général en chef fit achever les retranchements commencés, établir de nouvelles batteries, et préparer des matières combustibles. Il chercha à établir quelques relations dans l'intérieur de la ville pour faire connaître aux habitants l'entière défaite du grand vizir, qu'ils s'obstinaient à ne pas croire, et pour semer par ce moyen la mésintelligence entre ces mêmes habitants et les Osmanlis. Mustapha-Pacha, que Kléber avait toujours auprès de lui, eut ordre d'écrire à Nassif-Pacha, et au kiaya-bey Osman-Effendi. Cette tentative obtint quelque succès : le peuple du Caire, les Turcs et les mameloucks ne restèrent pas longtemps unis. Nassif-Pacha, le kiaya Osman et Ibrahim-Bey proposèrent une capitulation, dont Kléber consentit plusieurs articles.

Quoique les conditions de cette capitulation fussent assez avantageuses à ceux qui l'imploraient, elle ne reçut point son exécution. La nouvelle des démarches faites par ces chefs jeta la plus grande consternation parmi ceux qui avaient le plus contribué aux crimes dont la populace s'était rendue coupable. Redoutant une vengeance qu'ils croyaient devoir être, suivant les mœurs de l'Orient, terrible et universelle, ces mêmes hommes soulevèrent et ameutèrent de nouveau la multitude, distribuèrent de l'argent, des subsistances, et ordonnèrent des prières publiques. On doit reconnaître, à ces traits, ces mêmes ministres de la religion qui avaient opéré la première révolution du Caire, lors du commandement de Bonaparte. On vit les vieillards, les femmes et les enfants, arrêter sur les places, dans les rues, les osmanlis et les mameloucks, se jeter à leurs pieds, les conjurer de ne pas abandonner la ville. On reprochait à ces soldats leur lâche désertion dans une cause où il s'agissait de combattre pour le triomphe de l'islamisme. A l'époque fixée pour l'exécution de la capitulation, les troupes turques refusèrent de livrer les portes, et Kléber se vit forcé de faire recommencer les hostilités sur tous les points.

Toutefois, dans ces circonstances, le général en chef n'ayant

point encore rassemblé les moyens qui devaient lui assurer le succès, se décida à employer une autre voie que celle des armes, et n'hésita point à sacrifier l'éclat d'un avantage glorieux à deux intérêts bien plus chers, la conservation de ses soldats et celle d'une ville nécessaire à l'établissement des Français dans ce pays. 1800—an VIII Égypte.

Mourad-Bey, qui, depuis l'entrée des Français en Égypte, s'était montré leur plus implacable ennemi, se trouvait alors, grâce aux démarches de l'actif et prévoyant Kléber, dans des dispositions plus favorables. L'estime des brillantes qualités militaires communes aux Français et aux mameloucks, et surtout l'adversité, cette grande école du cœur humain, avaient rapproché de ses vainqueurs cet ancien maître de l'Égypte. Pendant les négociations d'El-Arich, Mourad-Bey, errant dans le Saïd, n'avait eu besoin que de sa perspicacité naturelle pour juger que la domination des Osmanlis allait lui être plus fâcheuse peut-être que celle des Français, avec lesquels ce fier mamelouck ne désespérait pas de traiter un jour à des conditions avantageuses, alors même que ses défaites consécutives le réduiraient aux plus grandes extrémités. Il sentit que la Sublime Porte, ayant contre lui d'anciennes récriminations à exercer, allait laisser en Égypte des forces considérables pour conserver une autorité directe sur cette contrée, sans le concours usurpateur des beys, tout au plus réduits alors à la condition de simples officiers d'une milice auxiliaire. Aussitôt qu'il avait eu connaissance de la convention arrêtée par le vizir et Kléber, le chef des mameloucks s'était rapproché des Français. Sommé par Jussuf de se rendre à son camp, lorsque tout annonçait une rupture très-prochaine, Mourad ne voulut point obéir à cet ordre impératif sans consulter le général en chef. Kléber lui répondit qu'il le considérerait toujours comme un brave et loyal guerrier, alors même qu'il serait sous les tentes du vizir, et que rien ne devait l'empêcher de joindre avec ses mameloucks le camp des Ottomans. L'adjudant général Morand, chargé de remettre la lettre de Kléber au bey et de conférer avec celui-ci, en reçut l'accueil le plus distingué et le plus amical.

Deux jours avant la bataille d'Héliopolis, Kléber, prévoyant qu'il lui deviendrait impossible d'éviter les hostilités, résolut de

1800—an VIII Égypte. s'assurer des dispositions de Mourad : c'était un auxiliaire redoutable qu'il désirait enlever au grand vizir. Il employa à cette négociation une femme du plus noble caractère dans des contrées où le mérite de ce sexe est si peu en évidence, l'épouse de Mourad, veuve du célèbre Ali-Bey, également en vénération parmi les Égyptiens et les Européens, dont la maison était depuis trente ans le seul asile des infortunés en ce pays, et pour laquelle Bonaparte et lui, Kléber, avaient eu jusqu'à ce jour les plus grands égards et la bienveillance la plus soutenue. Cette dame, Géorgienne de naissance, dont le nom était Seytieh-Nehfiz, fit les premières ouvertures à Mourad et appuya les propositions de Kléber de tout le crédit qu'elle avait auprès de son mari. « Que les Français, répondit le bey, s'engagent à livrer bataille au grand vizir, et je suis prêt à passer avec les miens de son camp dans le leur. » Mais il refusa de s'obliger à rien avant que la rupture eût éclaté. Kléber, satisfait de cette franchise, lui fit savoir que son intention était qu'il ne prît aucune part au combat, si les Turcs forçaient les Français à en venir à cette extrémité. On a vu, en effet, que Mourad s'était éloigné du champ de bataille avant l'action de Matarieh. Ibrahim-Bey l'avait vainement sollicité de se jeter avec lui dans la ville du Caire; il s'était établi au village de Tourah, sur la rive droite du Nil.

Après le refus fait par les Turcs d'exécuter la capitulation du Caire, Kléber crut devoir reprendre ses premières négociations avec Mourad. Celui-ci dépêcha au quartier général français un bey de sa maison, Osman-Bardissy, chargé de pouvoirs pour traiter avec le général en chef. « Vous déclarerez aux Français, avait-il dit à son envoyé, que je m'unis avec eux aujourd'hui, parce qu'ils m'ont mis dans l'impossibilité de continuer la guerre. Je demande à m'établir dans une partie de l'Égypte, afin que, s'ils la quittaient un jour, je puisse m'emparer d'un pays qui m'appartient et qu'eux seuls pouvaient m'enlever. Je jure d'unir mon sort au leur jusqu'à cette époque, et je serai fidèle à mes conventions. » Telles étaient les instructions qu'il avait données à Osman-Bey. Kléber répondit à cette noble démarche du chef des mameloucks en lui donnant sa parole d'honneur qu'il ne serait plus inquiété par les troupes fran-

çaises. « Après les intérêts de l'armée que je commande, ajoutait-il dans sa missive à Mourad, je n'en aurai point de plus chers que les vôtres. » Le traité fut conclu entre ces deux illustres guerriers, qu'une égale franchise avait rapprochés. Kléber accorda à Mourad la province de haut Saïd, avec le titre de prince-gouverneur pour les Français. Les conférences tenues à ce sujet, dans le palais même du général en chef, avaient été souvent interrompues par le feu de l'artillerie de la place.

1800—an VIII
Égypte.

Les Français ne tardèrent point à recueillir les fruits de cette alliance avec leur ancien ennemi. Aussitôt après l'échange du traité, Mourad envoya des subsistances pour l'armée. Il livra les Osmanlis qui s'étaient réfugiés dans son camp, et ne cessa d'entretenir avec le Caire des intelligences, qui préparèrent une capitulation définitive. Voyant que son influence n'avait point tout le succès qu'il espérait, il proposa au général en chef d'incendier la ville, et lui fit même passer à cet effet plusieurs barques chargées de roseaux et autres matières combustibles. Mais l'emploi de ce moyen répugnait trop à Kléber, qui préféra attendre le résultat des démarches du bey, en continuant l'attaque régulière de la place.

Cependant Dervich-Pacha, envoyé par le grand vizir pour prendre possession de la haute Égypte, par suite de la convention d'El-Arich, était parvenu dans cette contrée. Averti de la reprise des hostilités, il avait rassemblé un corps de 10,000 hommes, tant Arabes qu'Égyptiens, avec lesquels il s'avança sur le Caire : Kléber profita de cette occasion pour mettre la bonne volonté et le dévouement de Mourad à l'épreuve. Il le requit de se porter à la rencontre du pacha; mais déjà le bey avait prévenu l'intention du général : empressé de prendre possession de son gouvernement, il avait envoyé Osman-Bardissy avec un détachement vers le Saïd, et, d'après les instructions expédiées à ce bey, Dervich-Pacha avait été abandonné des deux tiers de sa troupe. En informant Kléber de cette nouvelle, Mourad ajoutait : « Au reste, faites-moi savoir si vous demandez la tête de ce pacha, ou si vous exigez seulement qu'il se retire de l'Égypte. Je vous promets qu'il ne tardera pas à repasser en Syrie. » Kléber lui répondit qu'il préférait le dernier parti,

1800—an VIII Égypte. et, suivant la promesse du bey, la haute Égypte fut, en effet, entièrement évacuée par les Turcs au bout de quelques jours.

Les rapports des généraux en mission dans les provinces du Delta et du Vostany (Égypte du milieu) annoncèrent au général en chef que l'autorité des Français se rétablissait sur tous les points. L'attaque du général Belliard contre Damiette avait complétement réussi. 10 à 12,000 hommes, débris de l'armée ottomane, s'étaient ralliés autour de cette ville pour en défendre l'approche. Belliard, avec 1,200 hommes seulement, avait marché sur ce corps ennemi, et l'avait attaqué près du village de Schouara, à quelque distance de Damiette. Une demi-heure de combat suffit pour mettre les Turcs en déroute et pour leur faire perdre dix pièces de canon. Damiette et Lesbeh furent occupés, le régime français y fut rétabli; et Belliard prit le soin d'annoncer, par des proclamations, l'anéantissement des forces du vizir. Pour punir les habitants de Damiette, qui avaient eu l'audace de promener dans les rues et de brûler ensuite les effigies de Bonaparte et de Kléber, le général les condamna à payer une contribution de guerre de deux cent mille francs, châtiment qu'ils trouvèrent bien doux en comparaison de celui auquel ils s'attendaient.

Les villes de Mehall-el-Kebir et de Samanhout avaient été le foyer de l'insurrection du Delta. L'adjudant général Valentin, envoyé par le général Lanusse contre la première, trouva les portes fermées et les habitants en armes : ils les fit sommer de reconnaître l'autorité française; mais ils répondirent qu'ils ne connaissaient plus que celle du vizir. Les dispositions d'attaque furent faites sur-le-champ, et les Égyptiens, qui prenaient le mouvement des troupes françaises pour une retraite, firent sur celles-ci une sortie impétueuse. Les grenadiers de la 18e de ligne s'avancèrent alors au pas de charge sur cette multitude assez en désordre, les prirent en flanc et en queue, leur coupèrent le retour sur la ville, et en firent un horrible carnage. Ceux des habitants qui étaient restés dans l'intérieur ouvrirent alors les portes. Valentin imposa à Mehall-el-Kebir une contribution pareille à celle de Damiette. Samanhout et Tahta, villes deux fois révoltées et deux fois subjuguées, ache-

térent leur pardon en payant également une somme considé- 1800—an VIII Égypte.
rable. Ainsi, à l'exception de quelques rassemblements d'Arabes et de brigands de profession, tout était soumis dans le Delta et dans les autres provinces qui avoisinent le Caire.

Cette dernière ville et Boulaq résistaient encore avec vigueur. La division Reynier, que Kléber avait rappelée, comme nous l'avons dit, de la province de Charqieh, arriva au Caire le 10 avril, et campa sur le terrain renfermé entre la citadelle et le fort Camin. Ce renfort mettait le général en chef en mesure de porter des coups plus décisifs que ceux qui avaient été tentés jusqu'alors. Dans la nuit qui suivit l'arrivée de la division Reynier, un détachement de celle du général Friant, formé d'une compagnie de carabiniers de la 4ᵉ légère, d'une compagnie de grenadiers de la 61ᵉ, de deux autres compagnies de la 75ᵉ, dont une de fusiliers, le tout sous les ordres de l'adjudant général Almeyras, attaqua le quartier cophte, situé au nord de la ville. Cette colonne pénétra fort avant par une rue qui se prolongeait parallèlement à une ancienne muraille d'enceinte. Après avoir chassé l'ennemi des maisons et des barricades multipliées qui défendaient cette issue, elle prit position, sa gauche appuyée au mur du rempart, sa droite à la hauteur des postes établis sur la place Esbekieh. Par ce moyen, les communications se trouvèrent établies plus directement d'une extrémité de la ligne à l'autre. Pendant plus de huit heures que dura cet engagement, les Français ne durent qu'à leur opiniâtreté dans l'attaque et la défense la conservation de leurs nouveaux postes, que l'ennemi essaya vainement de reprendre jusqu'à trois fois, et où il perdit beaucoup de monde. On lui enleva quatre drapeaux.

Le lendemain, le général Reynier fit attaquer par deux compagnies de grenadiers de la 9ᵉ de ligne et deux compagnies de la 22ᵉ légère, conduites par le général Robin, le poste du santon Abousieh, crénelé et retranché par les Turcs, situé près du fort Sulkowski, sur une butte qui domine tout ce qui l'environne. Il fut enlevé avec la plus grande rapidité, ainsi que les maisons de ce quartier, qui furent livrées aux flammes, à l'exception de celles qu'il convenait d'occuper pour la sûreté du poste. Les Français s'y retranchèrent aussitôt sous le feu de l'ennemi. Les Turcs, venus deux fois dans la nuit pour re-

800—an VIII Egypte. prendre le santon, finirent par se loger dans une tranchée qu'ils ouvrirent sur le revers de la butte.

Pendant que ceci se passait sur la gauche du front d'attaque, les assiégeants déployaient une égale activité sur la droite pour être en état d'exécuter une attaque combinée, dont les mouvements devaient commencer par les extrémités, afin de se réunir au centre en avant de la position actuelle lorsque l'on pénétrerait dans la ville. Le général en chef envoya vers le soir un peloton du régiment des dromadaires, soutenu d'une compagnie de grenadiers de la 25e et d'un détachement de la 88e, attaquer l'ancienne maison de la direction du génie de l'armée, située à la droite de la place Esbekieh, et où les Turcs s'étaient retranchés. Les Français y pénétrèrent par une brèche que le canon y avait faite, en chassèrent l'ennemi et s'y logèrent. La nuit fut employée aux travaux nécessaires pour la sûreté de ce poste important.

Le feu continuel que la citadelle et les forts faisaient pour seconder les attaques qui se succédaient si rapidement avait consommé presque toutes les munitions. L'ennemi s'en aperçut au silence des batteries, qui ne tiraient plus qu'à de longs intervalles, et, croyant avoir réduit les Français à un état d'affaiblissement qui allait bientôt les mettre à sa discrétion, il célébra cet heureux résultat de sa constance et de ses efforts par des cris d'allégresse et des réjouissances. Les imans, du haut des minarets des mosquées, firent retentir l'air des actions de grâces qu'ils adressaient au prophète, leur intercesseur auprès de la divinité. Quelques émissaires venus de Syrie apportèrent, à cette époque, de la part du grand vizir, l'assurance d'un prompt secours ; et cette dernière circonstance ne fit qu'augmenter l'enthousiasme fanatique des révoltés.

Fort heureusement le général Belliard arriva, le 18 avril, de Damiette, où il avait laissé le général Rampon. Il conduisait avec lui la 21e demi-brigade légère. Le retour de cette colonne et l'arrivée d'un convoi de munitions envoyé de Rosette fournirent les moyens de tirer l'ennemi de son erreur, en exécutant une attaque générale sur le Caire et en réduisant Boulaq.

Cette dernière ville, qu'on peut, à la rigueur, ainsi que nous l'avons déjà dit, considérer comme un faubourg de la capi-

tale, n'avait attiré que médiocrement l'attention de Kléber. Ce général la fit sommer, le 14, pour la troisième fois, d'ouvrir ses portes. Il promettait, d'un côté, aux habitants un pardon absolu, s'ils voulaient se soumettre; et, de l'autre, il les menaçait de la plus terrible vengeance, si, par une résistance aussi inutile que funeste pour eux, ils persistaient dans leur résolution de combattre jusqu'à la dernière extrémité. Ces insensés considérèrent comme une faiblesse la clémence du général en chef, et rejetèrent toute proposition. Ils répondirent qu'ils suivraient le sort du Caire, où se trouvaient leurs chefs, et que, s'ils étaient attaqués, ils se défendraient jusqu'à la mort. La reddition de Boulaq était d'autant plus importante, qu'elle devait accélérer celle de la capitale, dont les habitants croyaient les Français trop faibles même pour soumettre cette première ville. Il fallait d'ailleurs offrir l'exemple d'un châtiment terrible, pour influencer la détermination des chefs turcs et mameloucks, qu'un grand nombre de scheicks du Caire pressaient de capituler. 1800—an VIII Égypte.

En conséquence, le 15 avril, à la pointe du jour, le général Friant, d'après l'ordre du général en chef, fit cerner et attaquer Boulaq par la 21e légère, deux compagnies de grenadiers de la 32e, un détachement de sapeurs, et l'artillerie légère de sa division. Le général fit jeter des obus dans la ville, afin de déterminer les habitants à se rendre avant que ses troupes y entrassent de vive force; mais les rebelles, continuant leur résistance, firent un feu très-vif des maisons où ils étaient retranchés, et des créneaux des barricades qui défendaient les approches et fermaient toutes les issues. L'incendie se manifesta en plusieurs endroits, et le canon des assiégeants fit une brèche praticable dans une partie de la muraille d'enceinte. Alors les tambours français battirent la charge, et les soldats s'élancèrent sur les retranchements, qui, la plupart, furent emportés d'assaut. L'ennemi se défendit dans quelques-uns avec la plus grande opiniâtreté. Chaque maison était pour les insurgés un fort que le feu seul pouvait réduire. Les soldats employèrent ce moyen : tout ce qui ne put être forcé fut incendié.

On était parvenu à se rendre maître des deux tiers de la ville, et, l'incendie faisant de grands progrès, il était à craindre que toutes les habitations ne fussent consumées : le général Friant

1800—an VIII Égypte. fait offrir un nouveau pardon aux rebelles, qui le rejettent encore.

Le sac recommence, le sang coule de nouveau ; et c'en était fait de Boulaq, si les habitants, forcés dans leurs derniers retranchements, n'eussent enfin pris la résolution d'implorer la clémence des vainqueurs. Les chefs des diverses corporations se rendirent, à cet effet, auprès du général Friant. L'ordre fut donné à l'instant pour faire cesser le feu et le pillage [1]; le pardon fut proclamé du haut des minarets et sur les places de la ville. Kléber confirma tout ce qui avait été accordé aux rebelles.

Malgré le désastre qu'elle venait d'éprouver, la ville de Boulaq renfermait encore des ressources précieuses qui furent mises à la disposition de l'artillerie, du génie, de la marine et des hôpitaux. L'adjudant général Almeyras, qui commandait une des colonnes d'attaque, y reçut deux blessures. Il est inutile de dire avec quelle intrépidité les troupes et leurs chefs combattirent en cette circonstance.

Kléber, voulant profiter de la terreur que la prise de Boulaq avait dû nécessairement inspirer aux habitants du Caire, fit préparer de suite l'attaque générale de cette dernière ville ; mais le mouvement ne s'exécuta que le 18 avril : une pluie, aussi violente qu'extraordinaire dans ces climats, fut cause de ce retard. Il eût été difficile d'incendier, par ce temps humide, les maisons dans lesquelles l'ennemi s'était fortifié et où il avait placé ses batteries.

La gauche des Turcs était appuyée à la maison de Sitty-Fatmeh, sur la place Esbekieh, et où ils étaient fortement retran-

[1] Pour ajouter un nouveau trait à ce que nous avons déjà esquissé du caractère du soldat français, nous croyons devoir citer l'anecdote suivante, que raconte un témoin oculaire :

Quelques moments avant que le général Friant eût donné l'ordre de faire cesser le feu dans l'intérieur de Boulaq, un habitant défendait encore l'entrée de sa maison qui allait être forcée : un soldat furieux lui enfonce sa baïonnette dans le bas-ventre, et le malheureux tombe. A cet instant, le rappel se fait entendre dans les différents quartiers de la ville : tout est terminé ; l'heure de la vengeance est passée ; la fureur du soldat français est calmée. Il relève sa victime, soutient ses forces chancelantes en lui faisant boire quelques gouttes d'eau-de-vie, arrête son sang, bande sa plaie, et porte lui-même l'Égyptien blessé à l'ambulance ! ! !...

chés. C'était de ce poste que partaient toutes les attaques contre le quartier général, parce qu'il en était plus rapproché. Depuis quelques jours, les Français avaient le projet de détruire cette maison, et l'explosion de la mine préparée à cet effet devait être le signal de l'attaque générale : elle eut lieu le 18 à l'entrée de la nuit avec un succès complet. Les Osmanlis et les mameloucks qui défendaient la maison de Sitty-Fatmeh furent tous ensevelis sous ses ruines.

Dans le même moment, le combat s'engagea sur tous les points. La division du général Friant était chargée de trois des principales attaques : deux à la droite sur le quartier des bouchers, et une au centre sur le quartier cophte ; cette dernière était conduite par le général Belliard ; le général Friant dirigeait les deux premières, ayant sous ses ordres le général Donzelot. Les colonnes pénétrèrent dans l'intérieur des rues et des maisons, elles y égorgèrent tout ce qu'elles rencontrèrent d'Osmanlis, de mameloucks et d'habitants.

Le général Reynier attaqua la gauche avec un égal succès ; sa division pénétra fort avant dans la ville par la porte de Bab-el-Charieh, incendia une partie des maisons de ce quartier, et tua un grand nombre d'ennemis. Le général Robin, qui commandait une des colonnes, détacha la troisième compagnie des carabiniers de la 22e demi-brigade légère, pour s'emparer d'une pièce de canon placée sur une hauteur d'où elle battait le poste du santon Abousieh.

En traversant, pour arriver à la batterie, les maisons de terrasse en terrasse, les carabiniers rencontrèrent, au débouché d'une rue, Nassif-Pacha et Hassan-Bey-Djeddaoui, accompagnés d'un grand nombre de mameloucks et d'Osmanlis qui fuyaient en toute hâte devant la 9e demi-brigade. La compagnie se forma aussitôt pour fermer le passage. Un feu de file bien nourri fit tomber les premiers rangs de la troupe ennemie, et la rue s'encombra de cadavres. Nassif-Pacha, Hassan-Bey et quelques autres chefs réussirent cependant à se soustraire à la mort en abandonnant leurs chevaux et en se jetant dans les maisons voisines du canal qui traverse la ville. Les carabiniers continuèrent leur marche, et enclouèrent la pièce de canon, qu'ils ne purent emmener.

1800—an VIII Égypte. L'ennemi, repoussé sur tous les points, avait perdu tous ses postes sur la place Esbekieh. Plus de quatre cents maisons furent brûlées, et près de mille Osmanlis et mamelloucks, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de chefs, y périrent. La perte des Français fut bien moins considérable. Le général Belliard, les chefs de bataillon Brun de la 22e légère, Mastin de la 13e de ligne, furent blessés : ce dernier avait reçu un coup de poignard en enlevant la tranchée faite par l'ennemi au bas du santon. Le combat, qui avait duré toute la nuit, cessa au jour, et les Français s'établirent dans tous les postes d'où ils venaient de chasser leurs adversaires.

La vigueur de cette dernière attaque était bien propre à refroidir le fanatisme des assiégés, et à leur faire acquérir la conviction qu'une résistance plus prolongée aggraverait leur position, bien loin de les sauver.

Déjà les scheicks, avec lesquels Kléber se trouvait en relation secrète, avaient porté les réclamations du peuple aux chefs de l'armée turque, et leur avaient représenté que la ville entière allait être détruite sans aucun avantage pour le grand vizir, si une prompte capitulation n'avait pas lieu.

De son côté, Mourad avait envoyé Osman-Bey-Bardissy auprès d'Ibrahim-Bey, pour offrir à celui-ci, ainsi qu'à Nassif-Pacha, sa médiation auprès du général Kléber. Les deux chefs ennemis firent d'abord des propositions tellement déplacées, que Mourad n'osa pas les communiquer lui-même au général en chef; mais il lui envoya le même Osman-Bardissy, Osman-Bey-Lascar, de la maison d'Ibrahim, et Osman-Aga, de la maison du grand vizir Jussuf. Ces trois émissaires se trouvaient au quartier général français pendant l'attaque du 18 au 19 avril.

Kléber leur donna, le 19 dans la matinée, en présence des généraux et des officiers de l'état-major, une audience solennelle pour entendre les propositions qu'ils étaient chargés de lui faire. Après les avoir écoutés, le général en chef sourit, et, conduisant les deux agents de Nassif-Pacha et d'Ibrahim-Bey, Osman-Lascar et Osman-Aga, dans un appartement de son palais, d'où ils pouvaient apercevoir les ruines fumantes de Boulaq et des quartiers du Caire incendiés, il leur fit comprendre, sans avoir besoin d'interprète, que tel serait bientôt l'état de la ca-

pitale entière, si elle tardait plus longtemps à se soumettre. 1800—an VIII Égypte.
Kléber communiqua ensuite à Osman-Bey-Lascar le traité conclu avec Mourad, et que l'agent d'Ibrahim ne connaissait pas encore. La lecture de cet acte produisit sur Osman l'effet que le général en chef attendait.

Les envoyés rentrèrent dans le Caire, et revinrent le lendemain, 20 avril, apporter une capitulation dont les articles étaient bien plus raisonnables que ceux de la veille. Le général en chef y fit encore plusieurs modifications, et refusa la suspension d'armes immédiate que les envoyés sollicitaient. Ceux-ci demandèrent que la ville ne fût pas, du moins, attaquée avec autant d'acharnement que la dernière fois.

On les fit communiquer ensuite avec les officiers turcs faits prisonniers à Damiette et que le général Belliard avait ramenés avec lui, afin qu'ils fussent bien convaincus que les Français étaient maîtres de cette dernière place et du fort de Lesbeh, ainsi que de toute la basse Égypte, ce que ces envoyés paraissaient ignorer. Kléber les renvoya ensuite pour porter à Nassif-Pacha, au kiaya-bey et à Ibrahim, les articles rédigés par écrit de la capitulation qu'il leur accordait. Le soir même, les Français firent une nouvelle attaque, dans laquelle ils enlevèrent plusieurs postes que l'ennemi défendit faiblement.

Le lendemain 21, Osman-Aga rapporta la capitulation signée par Nassif-Pacha et par Ibrahim-Bey. L'échange des otages qui devaient garantir l'exécution de cet acte s'effectua le 22 sur la place Esbekieh, et les Français placèrent aussitôt des postes sur le canal qui traverse la ville, depuis la prise d'eau de l'aqueduc jusqu'à la porte Bab-el-Charieh près du fort Sulkowski.

L'adjudant général René et le capitaine Tioche son adjoint, tous les deux otages auprès des Turcs, coururent dans cette journée les plus grands périls. En sortant de la maison de Nassif-Pacha, où les autres chefs osmanlis et mamelouks étaient rassemblés, pour aller à celle qu'occupait Mohammed-Elfi, ils furent assaillis par la populace, qui les eût assassinés sans la contenance ferme de ce bey. Il fit entrer les deux officiers dans une mosquée dont il défendit la porte avec ses mamelouks le sabre à la main, jusqu'à ce que la nuit permît qu'il pût les conduire à sa demeure.

1800—an VIII
Égypte.

Les préparatifs de l'évacuation du Caire par les Osmanlis et les mameloucks se firent les 23 et 24 avril. Le 25, les troupes ennemies sortirent de la ville avant midi, après que les otages eurent été respectivement rendus. Les Osmanlis emmenèrent avec eux les principaux chefs de l'insurrection, et trois ou quatre mille habitants les suivirent pour se cacher dans les villages, craignant d'éprouver la vengeance de l'armée française, bien que le général en chef eût donné l'assurance d'un pardon général.

Le général Reynier escorta avec sa division les Turcs jusqu'à Salahieh, à l'entrée du désert, ainsi qu'il avait été stipulé dans un des articles de la capitulation. Étonnés de la modération et même des égards que les soldats français avaient pour eux et leurs gens, Nassif et Ibrahim en témoignaient chaque jour leur reconnaissance au général Reynier. Ces deux chefs ne concevaient point une telle subordination, qui fait la principale force des armées et qui était si étrangère à leurs propres troupes Celles-ci se rendirent à Gaza sans s'arrêter.

Immédiatement après la prise de Boulaq, le général en chef avait disposé une expédition pour le port de Suez. Il savait par Mourad-Bey que les Anglais y avaient débarqué, vers la fin de mars, des troupes et de l'artillerie. Le chef de brigade du 14e de dragons Lambert et l'adjudant général Ma-Séchi se mirent en marche, le 19 avril, avec un détachement de la 21e légère, une compagnie de grenadiers de la 32e de ligne, 100 dromadaires, un détachement du 14e de dragons, quelques sapeurs et trois pièces d'artillerie légère. L'adjudant général Ma-Séchi, qui avait déjà commandé plusieurs mois à Suez, avait ordre d'en reprendre le commandement, et le chef de brigade Lambert devait revenir au Caire après l'expédition, avec les troupes qui ne seraient pas nécessaires à la défense de la place. Le 20 avril, à dix heures du soir, cette colonne rencontra près du fort appelé Kala-el-Adjeroud le bey Osman-Hassan avec plusieurs kachefs, des mameloucks et Arabes, au nombre de 200 à peu près. Osman-Hassan revenait de Gaza, et avait passé à Suez pour engager le lieutenant-colonel Murray[1] à marcher avec sa gar-

[1] Depuis lieutenant général dans l'armée anglaise.

nison sur le Caire, où lui, Hassan, allait rejoindre Ibrahim. Sur le refus du commandant anglais, le bey avait continué sa route pour se rendre à sa destination. Lorsque le chef de brigade aperçut les mameloucks, il les chargea avec ses dragons, soutenus par les chasseurs de la 21ᵉ légère. Après quelques instants de combat, la troupe ennemie prit la fuite en laissant une vingtaine d'hommes sur le champ de bataille : l'obscurité la déroba à la poursuite des Français. 1800—an VIII Égypte.

Quelques mameloucks s'échappèrent dans la direction de Suez, et avertirent le lieutenant-colonel Murray de l'approche de la colonne française. Cet officier envoya un détachement en reconnaissance, et quand il eut acquis la certitude que le chef de brigade Lambert et les siens n'étaient plus qu'à une lieue de Suez, il s'embarqua avec une partie de sa troupe, laissant à la défense de la place 50 Anglais avec les Arabes d'Iambo, auxquels il eut soin de dire que les Français qui venaient à Suez n'étaient qu'un reste de l'armée entièrement mise en déroute, dont ils auraient peu de peine à se débarrasser.

La colonne française arriva devant Suez le 21 avril, et attaqua cette place sans différer. Après quelques coups de canon tirés par l'artillerie légère sur la hauteur fortifiée de Kalsanie, le détachement des dromadaires enleva ce poste, pendant que les chasseurs de la 21ᵉ légère et la compagnie de grenadiers de la 32ᵉ tournaient la place du côté de la mer, pour couper la retraite de l'ennemi, et empêcher que les bâtiments marchands ne sortissent du port.

L'attaque fut très-vive ; les Français entrèrent pêle-mêle avec leurs adversaires dans la ville, dont ils furent bientôt maîtres. L'ennemi eut 100 hommes de tués sur le champ de bataille, parmi lesquels 15 Anglais. Il n'y eut qu'un homme tué et 3 blessés du côté des Français.

Le lieutenant-colonel Murray, voulant empêcher les bâtiments de commerce de rentrer dans le port, d'où ils s'étaient retirés pendant le combat, ordonna qu'on y mît le feu. Cette mesure déloyale, qui détruisait ainsi la fortune des hommes que les Anglais venaient de faire battre pour eux, rallia bientôt aux Français les habitants de Suez et même les Arabes, surpris de trouver, dans leurs vainqueurs, autant de généro-

1800—an VIII Égypte. sité qu'ils éprouvaient de perfidie de la part de ceux qui se disaient leurs alliés.

Le chef de brigade Lambert revint au Caire après cette expédition, avec une partie des troupes qui y avaient été employées. Il arriva le 25 mars, jour où les Osmanlis et les mamelouks évacuaient cette ville.

Le général en chef, avant de faire son entrée dans la capitale de l'Égypte, ordonna la destruction des barricades et des fortifications que l'ennemi y avait élevées ; et, lorsque cette opération fut terminée, le 27, il fit rassembler toutes ses troupes dans la plaine de la Coubeh, où il se rendit lui-même, accompagné des beys Osman-Bardissy et Osman-Lascar. Après avoir passé les différents corps en revue, et donné aux chefs et aux soldats les éloges qu'ils méritaient pour leur brillante conduite, tant dans les combats avec l'armée du vizir que pendant le siége du Caire, Kléber fit exécuter plusieurs manœuvres, qui inspirèrent aux beys la plus haute idée de la tactique européenne en les mettant à même de comprendre comment, avec une poignée de soldats ainsi exercés et disciplinés, il était possible de vaincre la masse la plus redoutable sans faire intervenir le merveilleux dans ce dernier résultat.

Les troupes françaises firent ensuite leur entrée solennelle dans la ville, au bruit des décharges répétées de l'artillerie de l'armée et des forts, et en présence de plus de deux cent mille témoins, qui s'étaient réunis pour admirer les triomphateurs.

10 mai (20 floréal). Allemagne. *Ouverture de la campagne sur le Rhin ; passage de ce fleuve par l'armée française : batailles d'Engen, de Möskirch, de Biberach. Combat de Memmingen, etc.* — Le premier consul n'avait rien négligé pour donner à l'armée de la république, rassemblée sur le Rhin, la force et l'organisation les plus convenables aux opérations qu'elle devait exécuter. C'était peut-être pour la première fois, depuis le commencement de la guerre de la révolution, que les Français se trouvaient en mesure d'ouvrir la campagne avec l'avantage du nombre. En effet, les états de situation des forces respectives démontrent que l'armée française du Rhin, commandée par Moreau, s'élevait à 108,000 hommes et avait sur celle des alliés une supériorité numérique de 23,000 hommes, circonstance d'autant plus remarquable, qu'à

la fin de la campagne précédente la république comptait tout au plus 120,000 hommes de troupes réparties dans la Hollande, sur le bas Rhin, en Suisse, en Italie, et (dans l'intérieur) sur le territoire des départements de l'Ouest où Bonaparte s'était hâté d'arrêter l'effusion du sang français. On ne peut pas se dissimuler que l'augmentation subite et extraordinaire de ces forces militaires ne fût due à l'extrême activité du nouveau gouvernement. En moins de trois mois le consul avait su créer des ressources auxquelles on était loin de s'attendre dans l'état d'épuisement où se trouvait la France. Sous la direction du vainqueur de l'Italie et de l'Orient, la république se présentait avec une vigueur nouvelle dans la lutte où la politique haineuse de l'Angleterre la forçait de s'engager pour la seconde fois.

1800 – an VII
Allemagne.

Mais si l'armée française, sur le Rhin, se trouvait plus nombreuse en infanterie que l'armée impériale, elle était loin d'avoir la même supériorité en cavalerie et en artillerie. Le général Kray, avec 10,000 chevaux de plus que son adversaire, avait encore à sa disposition plus de 520 bouches à feu, dont les équipages se trouvaient réorganisés et rendus plus mobiles par les soins de l'archiduc Charles. Ces avantages compensaient sans doute et au delà la disproportion qui existait entre l'infanterie des deux armées.

Le général Moreau s'était rendu à Bâle dès la fin de 1799, et avait passé l'hiver à achever, de concert avec le général Dessolles, son chef d'état-major, l'organisation de l'armée sous le double rapport militaire et administratif, et à mûrir le plan de la campagne qui allait s'ouvrir.

Au 25 avril 1800, l'armée française était répartie ainsi qu'il suit sur la rive gauche du Rhin :

L'aile droite occupait toute la frontière orientale et septentrionale de la Suisse, et bordait le cours du Rhin depuis la source de ce fleuve jusqu'à sa jonction avec l'Aar. Ce corps d'armée, aux ordres du général Lecourbe, se composait du fonds de l'ancienne armée du Danube, et était partagé en trois divisions et une réserve, commandées par les généraux Vandamme, Montrichard, Lorge et Nansouty. Sa force était de 31,797 combattants et un parc d'artillerie, sans compter les bataillons aux ordres du général Moncey, qui devait, ainsi que nous le dirons

1800—an VIII Allemagne. plus loin, se lier à l'armée de réserve au moment où celle-ci traverserait les Alpes pour descendre en Italie.

Le centre, commandé par le général Gouvion-Saint-Cyr, que Moreau avait fait rappeler de l'armée d'Italie pour l'avoir avec lui, se composait de trois divisions et une réserve aux ordres des généraux Baraguey d'Hilliers, Tharreau, Ney et Sahuc; il était cantonné de Brisach à Strasbourg et occupait, sur la rive droite du Rhin, les têtes de pont de Kehl et de Vieux-Brisach. Sa force était de 26,356 hommes et un parc d'artillerie.

L'aile gauche, sous les ordres du général Bruneteau-Sainte-Suzanne, était établie le long du Rhin entre Strasbourg et Landau; ce corps, plus faible que les autres, se composait de quatre divisions commandées par les généraux Collaud, Souham, Legrand, de Laborde, et d'un parc d'artillerie, et ne comptait que 20,624 hommes.

Un quatrième corps d'armée, ou la réserve, composé de 29,400 hommes, formait trois divisions, commandées par les généraux Delmas, Leclerc, Richepance, et une division de cavalerie. Le général en chef s'était réservé le commandement particulier de ce corps, rassemblé à Bâle et dans les environs, à gauche du corps de Lecourbe. 8,782 hommes composaient le corps d'observation de l'Helvétie, aux ordres du général Montchoisy.

L'armée autrichienne, forte de 109,000 hommes, était divisée en trois grands corps, sous les ordres des feld-maréchaux-lieutenants Sztarray, Nauendorf et le prince de Reuss. Ce dernier corps, fort de 24,000 hommes, occupait le Vorarlberg et les débouchés du Tyrol, et se trouvait trop éloigné des points que les Français devaient attaquer pour prendre part aux premières opérations de la campagne. En déduisant ces 24,000 hommes et 7,500 hommes de garnison à Philippsburg, Ulm, Ingolstadt et Würzburg, il ne restait au général Kray que 77,500 hommes au commencement de la campagne. La cavalerie comptait environ 25,000 chevaux en bon état, surtout ceux des troupes légères levées en Pologne et en Hongrie. La ligne occupée par ces troupes s'étendait depuis les bailliages italiens jusqu'à Mannheim.

L'aile droite, aux ordres de Sztarray, occupait Freyburg et

Offenburg, bordait la rive droite du Rhin dans le Brisgau, et gardait les défilés de la Kintzig, ainsi que la chaîne des montagnes du Kniebis. La force de ce corps s'élevait à 32,487 hommes, dont 19,259 commandés par Sztarray en personne s'étendaient de la Rench au Neckar, la majeure partie concentrée aux environs de Rastadt. Il y avait en outre un bataillon et vingt escadrons à Heidelberg et sur la Nidda pour entretenir la communication avec le baron d'Albini qui, avec quelques bataillons de milice mayençaise, quelques escadrons et un rassemblement de paysans, était aux environs de Francfort. 9,755 hommes, sous Kienmayer, occupaient Willstätt et Bodersweier. 3,473 hommes, aux ordres de Giulay, étaient à Freyburg.

1800—an VIII Allemagne.

Le centre, commandé par Nauendorf, sous la direction du général en chef, était distribué le long du Rhin vis-à-vis de Bâle. Le quartier général de Kray était à Donaueschingen, point central et d'où il pouvait surveiller les mouvements principaux de l'armée. La force de ce corps s'élevait à 24,675 hommes, dont 11,324 commandés par Nauendorf en personne étaient cantonnés entre Schaffhausen et Seckingen et se liaient par Schaffhausen aux 13,351 hommes de Kollowrath qui s'étendaient jusqu'à Ueberlingen, avec quelques bataillons à Engen et à Eigeltingen. Derrière cette longue chaîne de cantonnements, d'environ quarante milles, se trouvaient en réserve 9,418 hommes d'infanterie à Villingen et aux environs, 3,420 hommes de cavalerie entre Hohen-Emmingen et Tübingen, et 7,500 hommes d'artillerie et pionniers.

Le centre de cette armée était encore couvert par des rassemblements de milices formées des paysans de la Forêt-Noire, que les Autrichiens avaient organisées et armées.

La communication de cette armée avec celle d'Italie était assurée par des troupes intermédiaires qui occupaient Bellinzona et Chiavenna ; et la droite de la ligne du côté de la Franconie était couverte par les troupes mayençaises et les levées du cercle, commandées par le baron d'Albini.

Le cabinet autrichien était persuadé que la France, après les revers qu'elle avait éprouvés dans la campagne de 1799, se trouvait dans l'impuissance de tenter de grands efforts, et par conséquent de reprendre l'offensive : de là l'étendue donnée à

1800 – an VIII Allemagne. la ligne de son armée sur le Rhin. Le développement du nouveau plan d'invasion de ce côté était différé jusqu'à ce que le général Mélas, achevant par la prise de Gênes l'entière destruction de la faible armée de Masséna, pût diriger un fort détachement de son armée sur la Suisse, et réunir sa belle et nombreuse cavalerie cantonnée en Piémont et en Lombardie à celle du général Kray.

Cependant les rapports multipliés du général Kray sur la force toujours croissante de l'armée du Rhin réussirent, vers le commencement d'avril, à tirer le conseil aulique de l'aveuglement où le retenaient quelques faiseurs et ces mêmes brouillons qui avaient causé la disgrâce de l'archiduc Charles. Après des renseignements pris sur la ligne même par des officiers d'état-major envoyés *ad hoc*, le cabinet de Vienne expédia, le 15 avril, l'ordre d'ouvrir la campagne sur le Rhin. De son côté, le gouvernement consulaire venait d'ordonner au général Moreau de passer le fleuve. Cette opération ne présentait pas de grandes difficultés, puisque les Français étaient maîtres des trois têtes de pont de Bâle, Brisach et Strasbourg. Mais, d'après le plan qu'avait conçu le général Moreau lui-même pour éloigner l'armée autrichienne de la Suisse et lui couper ses communications avec le Tyrol antérieur et la haute Italie, il fallait pénétrer dans la Souabe par la vallée de la Kintzig et le Hornberg, forcer l'entrée du Val-d'Enfer, tous lieux occupés en force par les Autrichiens, ce qui n'était pas une entreprise facile; d'un autre côté, le général Kray, ayant son corps du centre aux environs de Donaueschingen, se trouvait à même de protéger l'appui de l'aile gauche resserrée entre le lac de Constance et les montagnes Noires. Il pouvait se porter en masse sur les premières troupes françaises qui auraient passé le Rhin dans cette partie, et les culbuter avant qu'elles pussent s'établir.

Mais tous ces obstacles, reconnus d'avance, n'étaient point de nature à arrêter des troupes empressées de combattre et de vaincre.

Le passage du Rhin par trois des corps de l'armée française fut donc fixé au 25 avril. L'aile gauche devait traverser le fleuve vis-à-vis de Kehl, le centre à Brisach, et la réserve à Bâle; mais l'aile droite, qui se trouvait, comme nous l'avons dit, à l'extrémité de la ligne le long du Rhin jusqu'à ses sources, ne

devait effectuer son passage auprès de Reichlingen que lorsque les trois autres corps auraient achevé leurs mouvements et seraient réunis à sa hauteur sur la rive droite. 1800—an VIII Allemagne.

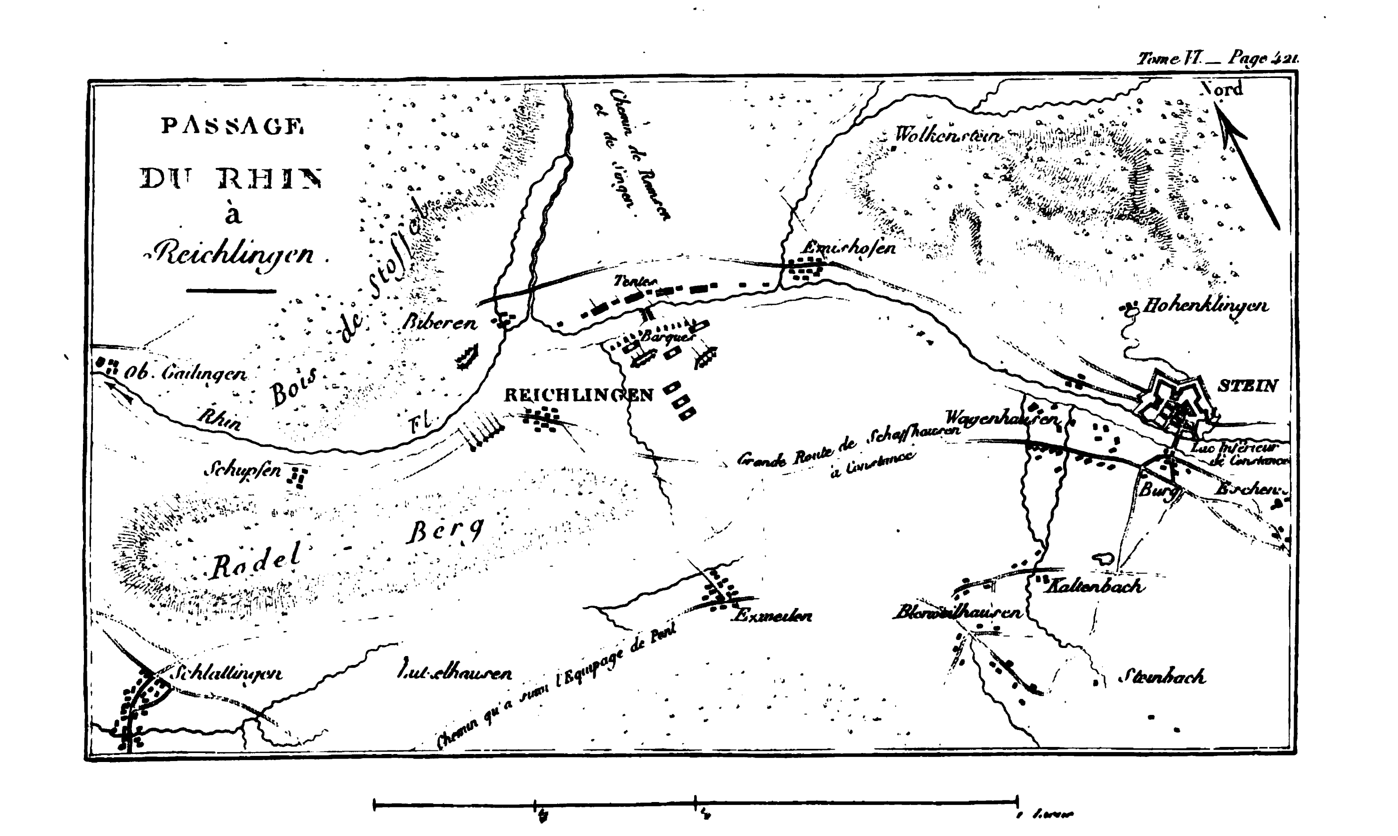
Le général Sainte-Suzanne, à la tête de 16,000 hommes de l'aile gauche, après avoir passé sur la rive droite, envoya un détachement sur Renchen pour engager l'ennemi à prolonger sa droite et contenir les nombreuses troupes qu'il savait être rassemblées dans cette direction, et se porta lui-même sur Offenburg : le combat s'engagea, dès la pointe du jour, sur les rives de la Kintzig, en avant d'Offenburg. Il devait être d'autant plus opiniâtre de part et d'autre, que le terrain ne permettait pas un plus grand déploiement que celui des deux corps engagés, et dont les forces étaient à peu près égales. Toutefois l'attaque des Français fut si vive et si bien soutenue, que le général Sztarray put croire que la plus forte partie de leur armée débouchait pa. Kehl. Il se retira donc sur Offenburg, et le général Sainte-Suzanne prit position à l'entrée de la Kintzig, sa gauche à Appenweier, et sa droite à Willstätt, observant la route de Freyburg. La perte des Autrichiens, dans cette journée, fut évaluée à 12 ou 1,500 hommes. Les Français eurent à regretter la mort du chef de brigade Dubois-Crancé, du premier régiment de chasseurs, tué au commencement de l'action en chargeant à la tête de sa troupe. Le général Sainte-Suzanne ne fit aucun mouvement dans la journée du 26, attendant des nouvelles du centre aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr.

Ce corps d'armée, fort de 20,000 hommes, avait passé le Rhin à Vieux-Brisach, et repoussé les détachements ennemis qui défendaient les approches de Freyburg. Après s'être emparé de cette dernière ville, Saint-Cyr prit position en étendant sa gauche jusque vers l'entrée de la vallée de la Kintzig. Ce mouvement de flanc, qui paraissait avoir pour but la jonction du centre avec le corps de Sainte-Suzanne, détermina le général Kray à envoyer de suite des renforts aux généraux Sztarray et Giulay ; et il porta en conséquence une partie de son centre jusqu'à Hasslach à l'entrée des défilés du Hornberg. Mais, le lendemain 27, Moreau fit exécuter à son aile gauche un mouvement qui devait nécessairement dérouter les combinaisons du général autrichien.

1800—an VIII Allemagne. Toutes les troupes de Sainte-Suzanne repassèrent le Rhin à Kehl, et, suivant à marches forcées la rive gauche du fleuve, elles vinrent remplacer à Freyburg le corps de Gouvion-Saint-Cyr, qui se porta aussitôt en avant, se dirigeant sur Todtnau et Saint-Blaise. Ce général devait tourner par sa droite le Val-d'Enfer et l'une des plus hautes sommités de la Forêt Noire. Le général Sztarray avait été complétement dupe du mouvement rétrograde de l'aile gauche française; et, ne pouvant en pénétrer le motif après l'attaque si sérieuse de la veille, il avait suivi ses troupes jusqu'aux avant-postes de Kehl. Ainsi le général Moreau venait de faire perdre deux jours de marche à l'aile droite des Autrichiens, tandis que le mouvement ordonné à ses troupes du centre par le général Kray en faisait perdre un autre à ces dernières.

C'est à la faveur des premières attaques de son aile gauche et de son centre que le général Moreau fit traverser le Rhin à la réserve qu'il avait à Bâle, et qui était formée, ainsi qu'on l'a vu, de trois divisions. Celle du général Richepance se porta à gauche dans la vallée de la Wissen, pendant que les deux autres, aux ordres des généraux Delmas et Leclerc, remontèrent la rive droite par Seckingen. Le 29 avril, le général Delmas se présenta sur les bords de la rivière d'Alb pour en forcer le passage. Les Autrichiens retranchés à Waldshut, auprès des forges d'Albbrugg, voulurent s'opposer à ce mouvement; mais ils furent repoussés avec tant d'impétuosité qu'ils n'eurent pas même le temps de rompre leur pont. Le général Richepance, qui avait marché jusqu'à la tête de la vallée d'Alb, trouva l'abbaye de Saint-Blaise occupée par quatre bataillons autrichiens. Après un engagement opiniâtre, l'ennemi fut déposté et poursuivi jusque sur les revers de la montagne au delà de Bonndorf.

Pendant ce temps le général Saint-Cyr arrivait également à Saint-Blaise : la division Richepance fut rejoindre alors le corps de réserve, et Saint-Cyr, continuant sa marche, s'avança jusqu'à Stühlingen dont il s'empara. Ce corps du centre était suivi ou plutôt flanqué par celui de Sainte-Suzanne, qui s'était avancé de Freyburg par le Val-d'Enfer et Löffingen, et qui prit position à Neustadt. Le 30 avril, une grande partie de l'armée française se trouvait ainsi en ligne en arrière de la Wutach.


PASSAGE
DU RHIN
à
Reichlingen
Nord
Wolkenstein
Hohenklingen
STEIN
Emishofen
Chemin de Ramsen et de Singen
Tentes
Barques
Biberen
Bois de Stoffel
ob. Gailingen
Rhin
Fl.
REICHLINGEN
Wagenhausen
Grande Route de Schaffhausen à Constance
Lac Inférieur de Constance
Burg
Eschenz
Schupfen
Rodel - Berg
Kaltenbach
Exmeilen
Blowilhausen
Schlattingen
Lutelhausen
Chemin qu'a suivi l'Equipage de Pont
Steinbach
1 lieue

Cette rivière ayant été traversée le lendemain par les trois divisions de la réserve, ce corps vint appuyer sa droite à Neukirch et sa gauche vers Hallau. Dans cette position fort avancée et peut-être un peu chanceuse sur le flanc de l'ennemi, le général Moreau se trouvait en mesure de soutenir le mouvement de son aile droite. 1800 – an VIII Allemagne.

Le général Kray fut très-étonné de ce que les différents corps de l'armée française qui avaient débouché par Freyburg ne cherchaient point à pénétrer jusqu'aux principaux défilés, malgré le succès de leurs premières attaques ; et, commençant à soupçonner l'intention de son adversaire, il se hâta de rappeler les corps dont il avait inutilement renforcé sa droite, et fit replier à Donaueschingen celui du général Giulay qu'il avait posté à l'entrée du Val-d'Enfer. Il envoya en même temps de fortes reconnaissances dans toutes les directions pour s'assurer de la position de l'armée française ; mais toutes ces dispositions tardives furent infructueuses. Les reconnaissances rencontrèrent partout des colonnes en mouvement et des masses échelonnées : le plan de Moreau recevait alors son développement, et l'aile droite, aux ordres du général Lecourbe, allait opérer son mouvement.

Le passage de l'aile droite, qui devait s'effectuer à Reichlingen, présentait de grands obstacles. Le général Kollowrath défendait cette partie de la rive droite du Rhin, et ses troupes étaient placées dans des positions fort avantageuses. Les deux rives du fleuve se trouvaient escarpées, à l'exception d'un point ouvert, par lequel on aperçoit, à trois lieues de distance, le fort de Hohentwiel. C'est vis-à-vis de cette ouverture qu'est situé le village de Reichlingen. Le général Lecourbe avait chargé le chef de brigade d'artillerie Dedon, commandant le corps des pontonniers, de préparer le passage en cet endroit ; et cet officier s'acquitta de cette opération avec tout le zèle et l'habileté que nous avons eu déjà l'occasion de faire remarquer plusieurs fois en des circonstances pareilles. Les voitures, les bateaux et agrès nécessaires étaient depuis longtemps réunis à Klotten. Le 28, cet équipage de pont se mit en mouvement sur Andelfingen où il arriva vers le soir. Il passa de suite la Thur, et vint parquer entre Andelfingen et Ossingen. Comme on devait protéger

1800—an VIII Allemagne.

le véritable passage par une fausse démonstration sur le point de Paradis, Dedon détacha de son équipage quatre barques ordinaires avec huit petits pontons venus de Zurich. Le 29 au matin, l'équipage se remit en marche pour s'approcher du Rhin, de manière cependant à ce que l'ennemi ne pût l'apercevoir de la rive droite; et, comme le passage fut remis à la nuit du 30 avril au 1er mai, Dedon fit parquer ses voitures au-dessous du château de Griesberg. Le reste de la journée fut employé à reconnaître plus particulièrement les localités. Le commandant des pontonniers et le général Lecourbe se rendirent déguisés sur les bords du Rhin, avec plusieurs officiers d'état-major. Le 30 au soir, les bateaux furent déchargés de leurs haquets, traînés à bras jusqu'au pied de l'escarpement par une pente fort roide, et portés ensuite, sur les épaules des pontonniers et de quelques soldats de la 37e demi-brigade, jusqu'au bord de l'eau, où ils furent rangés en deux dépôts différents. Ce travail préparatoire fut terminé à une heure du matin; l'artillerie était arrivée et avait pris position. A quatre heures, le jour commençait à paraître, on pouvait déjà distinguer les objets à une certaine distance, et l'infanterie, destinée à passer sur l'autre rive, n'était point encore arrivée. Elle avait été retardée dans sa marche par celle de l'équipage de pont et du train d'artillerie qui encombrait la route. L'ennemi, ayant alors aperçu les barques rangées sur la rive gauche, commença sur elles un feu très-vif de mousqueterie, qui, dans un instant, s'étendit le long du fleuve. Les pontonniers et le bataillon de la 37e qui leur servait d'auxiliaire sautèrent dans les barques et les mirent à flot, attendant tranquillement et sous un feu meurtrier que les troupes approchassent pour les embarquer. Quatre compagnies d'infanterie, qui n'étaient point destinées à faire partie de ce premier passage, mais qui se trouvaient à portée, accoururent sur le rivage, montèrent dans les barques, et, protégées par l'artillerie française en position, elles abordèrent la rive droite. Pendant ce temps, la tête de colonne des autres troupes arrivait au pas de course, et s'embarquait également à la suite des quatre compagnies. Les Autrichiens voulurent vainement s'opposer à ce premier débarquement; ils furent culbutés, et les Français prirent po-

sition pour assurer l'établissement du pont de bateaux. Cette dernière opération fut poussée avec tant d'activité par le chef de brigade Dedon, qu'avant huit heures le pont était achevé. Les troupes s'y précipitèrent avec une ardeur sans exemple, et qui pouvait même compromettre la sûreté du passage. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout se présentait à la fois. A neuf heures, le corps d'armée, composé de trois divisions et d'une réserve de cavalerie, se trouvait sur la rive droite. Le général Lecourbe manœuvra aussitôt pour se lier, par sa gauche, avec la réserve, où se trouvait le général Moreau, et fit déboucher en même temps ses colonnes dans différentes directions, pour éloigner les troupes qui avaient défendu le passage, et qui, ralliées entre Weiler et Ramsen, avec quelque artillerie, firent leur retraite sur Stockach, en combattant pied à pied. Pendant ce temps, le chef de brigade Dedon avait fait rétablir le pont de Stein, qui servit au passage d'une partie de la cavalerie et de l'artillerie. Le passage secondaire de Paradis avait offert plus de difficulté, par la raison que le général Goulu, chargé de diriger cette opération, n'avait pas à sa disposition les moyens suffisants. Toutefois les troupes françaises traversèrent le fleuve. L'intrépide Maransin, à la tête d'un bataillon de la 10ᵉ légère, aborda le premier sur la rive droite, et attaqua de suite l'ennemi nombreux qu'il avait devant lui. Les Français éprouvèrent une forte résistance au village de Bussingen, que les Autrichiens défendirent, ainsi que les hauteurs couvertes de vignes qui le dominent. Il fallut que le général Goulu combattît toute la journée pour se maintenir sur la rive droite; et si Lecourbe n'eût point envoyé le général Bontemps avec quelques troupes au secours de cette brigade, elle eût été forcée peut-être de se retirer sur la rive gauche. Mais ce renfort permit aux Français de continuer leur attaque avec plus de vivacité, et l'ennemi abandonna Bussingen. Le chef de bataillon Maransin entra dans Schaffhausen, après en avoir chassé les Autrichiens.

1800—an VIII Allemagne.

Le général Lecourbe avait chargé le général Vandamme de cerner le fort de Hohentwiel et de chercher à s'en emparer. Cette opération fut moins difficile qu'on ne pouvait le croire. Ce fort, situé sur une montagne élevée en forme de pain de sucre, do-

1800—an VIII Allemagne. mine le village de Singen, sur la route de Schaffhausen à Stockach. Il était gardé par quelques troupes wurtembergeoises, sous les ordres d'un général du même pays.

Ce commandant, qui n'avait pas de grandes craintes à avoir dans un poste d'un accès aussi difficile, se rendit à la première sommation que lui fit faire Vandamme, et livra son artillerie et ses magasins. La possession de Hohentwiel était d'un grand avantage aux Français pour la sûreté de leurs communications.

La position du général Kray devenait de plus en plus critique. Son aile droite, qu'il avait rappelée, et que le général Sztarray ramenait par la haute vallée du Neckar, ne pouvait pas arriver assez tôt pour qu'il pût établir une nouvelle ligne de défense entre le lac et les montagnes Noires; et, pour garantir Stockach où se trouvaient ses magasins, il avait été forcé de faire avec son centre et sa gauche un changement de front en arrière. Mais, comme il ne pouvait exécuter cette manœuvre que par une marche de flanc, Moreau résolut de l'attaquer avant qu'il eût achevé son mouvement et qu'il fût en mesure de couvrir Stockach.

Telle était la position de l'armée française dans la soirée du 2 mai, veille de la bataille qui allait se livrer. Le général Saint-Cyr occupait le plateau de Stühlingen, sur la Wutach, et se trouvait séparé, par cette rivière, de la gauche de la réserve qui s'appuyait à Hallau. Le corps de réserve était à Blumenfeld, où Moreau l'avait porté dans la journée, afin d'établir plus sûrement sa communication avec l'aile droite. Celle-ci campait à la hauteur de Hohentwiel. Le corps du général Sainte-Suzanne, marchant isolément, débouchait par le Val-d'Enfer, et ne pouvait pas entrer en ligne assez tôt pour prendre part à l'action.

Le 3 mai, à la pointe du jour, le général Moreau fit mettre toutes ses troupes en mouvement. L'aile droite se dirigea sur Stockach, appuyant d'un côté vers la pointe du lac de Bodmann, et de l'autre sur Aach. Les trois divisions de réserve et la cavalerie se portaient directement sur Engen, où le général Saint-Cyr se dirigeait également, en marchant par Thengen. Le but de ce mouvement était de forcer l'aile gauche de l'armée ennemie, de la séparer du corps qui était dans les Grisons, en lui

ôtant l'appui du lac de Constance ; enfin de s'établir sur la ligne de Stockach à Engen. 1800—an VIII Allemagne.

Le général Lecourbe avait fait marcher une de ses divisions (celle de Vandamme) par Bodmann sur Wahlwies, la division Montrichard directement sur Stockach par la chaussée de Singen; et le général Lorges, avec la moitié de sa division seulement, marchant par sa gauche, devait renforcer la droite du corps de réserve qui formait le centre de l'armée. L'autre partie de la division Lorges devait être employée à couper sur Aach la communication entre Engen et Stockach, et se diriger ensuite sur Hindelwangen, suivant le progrès des divisions Montrichard et Vandamme sur le front et la gauche de l'ennemi. Ces deux dernières rencontrèrent l'avant-garde des troupes du prince de Vaudémont au débouché des bois près de Stühlingen, Wahlwies et Bodmann. Le général Vandamme éprouva d'abord quelque résistance; mais, lorsque la division Montrichard arriva à la hauteur de cette attaque, les Autrichiens furent repoussés sur leur ligne de bataille en avant de Stockach. Le corps du prince de Vaudémont, chargé de défendre cette ville, était fort d'environ 12,000 hommes; et du moment que le général Kray avait soupçonné le mouvement de l'aile droite française, il s'était hâté d'envoyer sur ce point un corps considérable de cavalerie avec de l'artillerie.

La ligne autrichienne se trouvait couverte par cette même cavalerie dont nous venons de parler, et qui s'était déployée à cet effet. Le général Lecourbe ordonna au général Nansouty de s'avancer avec la réserve de cavalerie contre celle de l'ennemi. Cette charge fut si impétueuse et si bien fournie, que les escadrons autrichiens n'en purent soutenir le choc et se replièrent assez précipitamment.

Le combat s'engagea alors vivement sur tous les points : l'infanterie autrichienne, soutenue par une artillerie nombreuse et bien servie, tint ferme contre l'attaque vigoureuse de ses adversaires. Mais le général Molitor ayant habilement manœuvré sur le flanc gauche de la position ennemie, elle fut débordée, et le général Vandamme put menacer le point de retraite. La ligne autrichienne s'ébranla alors : le général Montrichard, saisissant ce moment, fit avancer sa division au pas de charge sur

1800 – an VIII Allemagne.

le centre de l'ennemi qu'il fit plier. La cavalerie, s'élançant alors dans l'intervalle des colonnes d'infanterie, entra pêle-mêle avec les Autrichiens dans Stockach, traversa cette ville et gagna les hauteurs. Le prince de Vaudémont voulut d'abord manœuvrer pour se replier, par Hindelwangen et Aach, sur le gros de l'armée autrichienne ; mais, trouvant la communication interceptée par les troupes du général Lorges, il se retira précipitamment sur Pfüllendorf et Mösskirch, où il fut poursuivi par la cavalerie légère : il laissait au pouvoir des Français 3 ou 4,000 prisonniers, 9 pièces de canon et des magasins considérables.

Pendant que le général Lecourbe forçait ainsi la gauche de la ligne ennemie à Stockach, le centre, posté à Engen, présentait au général Moreau une résistance opiniâtre et non encore surmontée. Le général Kray avait réuni dans cette position une masse de 45,000 hommes, à laquelle les Français n'opposaient guère que 32,000 hommes, savoir : les trois divisions du corps de réserve, et la moitié de la division Lorges détachée du corps du général Lecourbe. Le général en chef français ne croyait pas avoir affaire à des forces aussi nombreuses; et, pour empêcher l'ennemi d'augmenter celles qu'il lui présumait, il avait donné l'ordre au général Saint-Cyr, dont le corps se trouvait à Stühlingen (à plus de six lieues en arrière), de s'avancer rapidement sur Engen, en flanquant la gauche du corps de réserve, tandis que, sans attendre que ce général fût arrivé à sa hauteur, il allait attaquer lui-même la position ennemie.

Une forte avant-garde, que le général Kray venait de jeter en avant du village de Walterdingen, fut rencontrée et repoussée par la division Delmas. Les Autrichiens se rallièrent en arrière sur un plateau favorable au placement de leur artillerie et au déploiement d'une partie de leur cavalerie, et y attendaient de pied ferme une seconde attaque. Le bois qui touche le village de Welschingen était garni de leur infanterie : Moreau le fit attaquer par les deux divisions Delmas et Bastoul. Le combat, quoique très-vif, resta quelque temps indécis; mais la brigade du général Bontemps (de la division Lorges) ayant enlevé à la baïonnette la hauteur de Mühlhausen qui dominait la position de l'ennemi et donnait la facilité de le fou-

droyer avec de l'artillerie, les deux divisions Delmas et Bastoul redoublèrent d'efforts. Le général de brigade Grandjean (division Bastoul) pénétra dans la partie du bois qui couvrait les derrières du plateau. Les huit bataillons, presque tous de grenadiers, qui défendaient cette position, se voyant pris en flanc et en queue, se débandèrent et furent mis dans une déroute complète. 1800—an VIII Allemagne.

Cependant le général Saint-Cyr, parti le matin de Stühlingen, avait eu divers engagements avec l'ennemi, qui ne retardèrent que faiblement sa marche dans la direction indiquée par le général en chef. A l'effet de faciliter ce mouvement de flanc, Moreau avait dirigé la division Richepance de Blumenfeld sur Weiterdingen et Leipferdingen, afin de tourner et d'enlever la montagne de Hohenhöwen, la plus élevée des hauteurs qui entouraient le champ de bataille; mais le général Kray, qui connaissait toute l'importance de cette hauteur, l'avait fait fortement occuper. C'était là qu'étaient venus se rallier les bataillons repoussés en avant du centre de la ligne de bataille; et 15,000 chevaux étaient déployés dans la plaine pour défendre l'approche de ce point qui était véritablement la clef de la position ennemie. La résistance y fut des plus vives : jusqu'à six heures du soir les Français ne purent faire aucun progrès; à ce moment le général Kray, instruit de l'approche du général Saint-Cyr, de ses succès sur le corps du général Nauendorf, résolut de tenter un dernier effort pour couper la ligne française en attaquant le village de Welschingen, qui se trouvait entre les deux divisions Delmas et Bastoul. Ce mouvement eut d'abord quelque succès : les dragons de Latour pénétrèrent dans le village; mais, bientôt repoussés par l'infanterie, ils furent obligés de l'évacuer. Moreau, voyant avec quel acharnement l'ennemi s'obstinait à vouloir percer par Welschingen, ordonna l'attaque du village d'Ehingen qui servait de pivot au général Kray, afin d'attirer l'attention de celui-ci sur son flanc gauche qui se trouvait compromis si ce dernier village était emporté.

Cette diversion réussit au gré du général en chef français. En voyant Ehingen menacé, Kray renonça à l'attaque de Welschingen ; mais, au moment où ce général envoyait un renfort de huit bataillons de grenadiers avec douze pièces d'artillerie, le

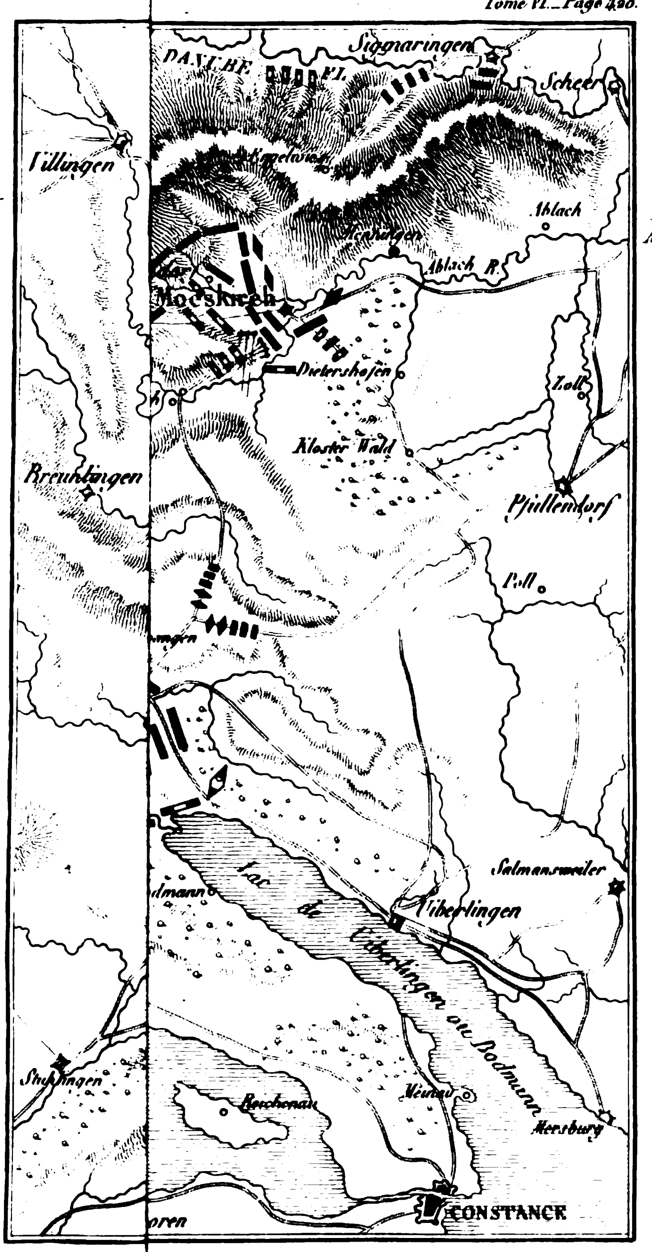
1800 — an VIII Allemagne.

premier de ces villages était emporté avec impétuosité par la 10e légère et la 67e de ligne, conduites par le général de division Lorges. Kray fit alors soutenir son premier détachement par un corps de cavalerie; et, malgré la résistance des Français, Ehingen fut repris. Moreau accourut lui-même avec quatre compagnies de la 53e de ligne, rallia les troupes repoussées, regagna les avenues, rétablit le combat, et partagea le village avec les grenadiers hongrois.

Pendant ce temps, la division Richepance était toujours engagée vers Hohenhöwen. Elle avait combattu une grande partie de la journée pour maintenir sa gauche qui était découverte. Les Autrichiens, qui l'avaient débordée, faisaient des efforts prodigieux pour l'envelopper et pour culbuter la division tout entière sur celle du général Delmas, afin de la séparer du corps de Saint-Cyr, qui s'avançait dans cette direction, et qui cherchait à se débarrasser du corps de Nauendorf. Cette arrière-garde ennemie s'était arrêtée dans chaque position avantageuse pour faire tête au général Saint-Cyr, et elle avait défendu avec beaucoup d'opiniâtreté Sancta-Ottilia, Fürstemberg et le défilé de Zollhaus; enfin, vers les quatre heures du soir, la première division du corps français (Saint-Cyr) parvint à déboucher. La brigade du général Roussel, formant l'avant-garde, attaqua, sans s'embarrasser du nombre, non-seulement les troupes de Nauendorf qu'elle poussait devant elle, mais encore celles qui étaient postées avec avantage sur le plateau découvert. Les autres brigades vinrent bientôt soutenir cette première; mais Saint-Cyr ne parvint à rester maître du plateau qu'après un combat long et opiniâtre, parce que le général Kray, regardant cette attaque des Français comme décisive, tirait incessamment des troupes fraîches de sa réserve pour la repousser.

L'occupation du plateau par les Français venait d'assurer la gauche du général Richepance, et celui-ci put alors attaquer plus vivement le Hohenhöwen. Les troupes gravirent cette montagne malgré tous les obstacles du terrain et le feu de l'ennemi. La division Delmas s'avança aussi de son côté, et les Autrichiens furent enfin dépostés.

La nuit était arrivée, et le général Moreau fit former sa ligne bordant les bois par les revers, du côté d'Engen. Le général


Siggmaringen
Scheer
Villingen
Ablach
Mengen
Ablach R.
Moeskirch
Dietershofen
Zoll
Kloster Wald
Breunlingen
Pfullendorf
Poll
Salmansweiler
Uiberlingen
Lac de Uiberlingen ou Bodmann
Reichenau
Meinau
Meersburg
CONSTANCE

Kray défendit sa dernière position jusqu'à dix heures du soir, en continuant de faire un feu très-vif de son artillerie et en faisant charger à différentes reprises sa nombreuse cavalerie ; mais ses deux ailes étaient rompues et pressées vigoureusement, et il ne combattait plus au centre que pour soutenir sa retraite. C'était une opération d'autant plus difficile qu'il n'y avait guère d'autre point à choisir que celui de Pfüllendorf et Mösskirch, où se trouvait déjà le prince de Vaudémont avec l'aile gauche, et que Lecourbe manœuvrait dans cet espace pour empêcher la réunion des deux masses ennemies. Toutefois le général Kray parvint à se retirer en bon ordre dans la direction que nous venons d'indiquer. 1800.–an VIII Allemagne.

Les Français, maîtres du champ de bataille, avaient fait 7,000 prisonniers environ, et pris une vingtaine de pièces de canon : mais leur perte en morts et en blessés n'était guère moins considérable que celle des Autrichiens. Le chef de brigade du 13e régiment de cavalerie, Balmont, avait été tué dans une des charges, et parmi les nombreux blessés se trouvait le général Jacopin. Toutefois cette première victoire de l'armée du Rhin eut le résultat moral le plus avantageux pour la suite de la campagne. Elle inspira à l'armée française la confiance la plus entière, et une ardeur telle que les conscrits qui venaient de combattre pour la première fois en bataille rangée [1] se persuadèrent qu'ils ne pouvaient pas être vaincus. Les troupes du Rhin se crurent appelées à venger tous les échecs que celles d'Italie avaient essuyés dans la dernière campagne. Le général Moreau avait montré, dans cette circonstance, des talents stratégiques qui, plus développés encore par la suite, devaient fixer désormais sa place au rang des plus habiles capitaines.

Le gain de la bataille d'Engen donnait au général Moreau de plus grandes facilités pour manœuvrer sur le flanc gauche de

[1] La plus grande partie des forces françaises et autrichiennes avaient combattu à Engen, et la perte des deux partis s'était élevée à 16 ou 18,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Cependant un écrivain militaire estimé, et l'un des généraux les plus distingués de l'armée prussienne, M. de Bulow, ne parle de cette bataille que comme d'un engagement médiocre, dans son *Histoire de la campagne de 1800 en Allemagne et en Italie*. Nous ignorons ce qui a pu motiver son opinion.

1800—an VIII Allemagne. son adversaire et pour couper ses communications avec le corps du prince de Reuss qui occupait le Tyrol antérieur. Les grands magasins de l'armée autrichienne à Mösskirch et à Biberach se trouvaient menacés. Nous avons dit que ceux de Stockach étaient déjà au pouvoir des Français; ceux d'Engen avaient été évacués pendant la bataille et dirigés au delà du Danube. C'était donc pour assurer l'évacuation des autres magasins, et notamment de ceux de Mösskirch, que le général Kray s'était porté d'abord sur cette dernière ville. Il employa la journée qui suivit la nuit de sa retraite à rallier ses troupes et à leur faire prendre position, en s'étendant vers Pfüllendorf. Son dessein était de se défendre assez longtemps dans cette même position pour avoir le temps d'enlever les ressources sans lesquelles il lui devenait impossible de tenir la campagne dans la basse Souabe, surtout d'empêcher Moreau, en attirant son attention, de se porter trop rapidement à Sigmaringen, où l'armée autrichienne devait passer le Danube; enfin il voulait rallier à lui, avant de traverser ce fleuve, les troupes qui n'avaient pas pu déboucher des montagnes Noires assez tôt pour venir le rejoindre dans sa position d'Engen.

Moreau, de son côté, mit toutes ses troupes en mouvement le lendemain de la bataille, fit reconnaître la marche de l'ennemi et pousser ses arrière-gardes. La division Lorges rejoignit le corps d'armée du général Lecourbe, auquel le général en chef attacha provisoirement la réserve de cavalerie aux ordres de d'Hautpoul. Le général Saint-Cyr, dont le corps formait alors l'aile gauche de l'armée, eut ordre de marcher sur Liptingen et d'étendre sa gauche jusqu'à Tuttlingen. Le général Lecourbe, comme le plus avancé, marcha directement sur Mösskirch; et les trois divisions, dites de réserve, que Moreau continua de diriger en personne, s'avancèrent en seconde ligne de l'aile droite et en s'échelonnant.

La division Montrichard, arrivant sur Mösskirch par Krumbach, se trouva bientôt en présence de l'ennemi, après avoir marché avec beaucoup de difficulté par une route resserrée entre des bois épais. La position des Autrichiens au delà de ce défilé était singulièrement avantageuse. Placées entre les ravins creusés par les branches de la petite rivière d'Ablach, sur un

AN

U PONT DU VAR

d'Armée

tenant Général

IET

al an 8.

800.)

NDE.

Toises de longueur

de 5 Pièces.

la Mousqueterie.

de Radeaux.

ennes.

ennes.

la Mousqueterie.

sur la grande Route

les Autrichiens

leur Artillerie.

Anglais secondant

Autrichiens.

ELLE.

200

300 Toises

Chemin de Ste. Isidore

Chemin de Montaud

LE VAR RIV.

St. LAURENT

Ambulance

Route d'Antibes

plateau de difficile accès, les troupes ennemies étaient couvertes par une batterie de vingt-cinq bouches à feu, foudroyant la chaussée de Krumbach. Aussi, lorsque la tête de colonne française se présenta à l'ouverture du défilé, elle fut accueillie par un feu si vif et si meurtrier qu'elle s'arrêta; et l'artillerie, qui prit sur-le-champ position pour protéger le débouché de la division, fut presque aussitôt démontée. Mais l'infanterie parvint cependant à se déployer, en profitant de la disposition du terrain qui lui permettait de suivre à droite et à gauche la lisière des bois; et, sans perdre un moment, elle marcha droit et à découvert sur la position, l'emporta après avoir fait des prodiges de valeur, et rejeta sur Mösskirch cette partie de la ligne ennemie.

Pendant cet engagement meurtrier, la division Lorges, qui de Krumbach s'était portée sur la gauche, à l'effet de déborder le flanc droit de l'ennemi, attaquait le poste de Heudorf, situé au pied du plateau et au delà du ruisseau d'Ablach. Ce village était le point le plus important de la position : aussi les Autrichiens le défendirent-ils avec opiniâtreté. Pris et repris, il était resté au pouvoir de ces derniers, qui, dans le dessein de forcer les Français à renoncer à cette attaque, débordèrent, avec une réserve de huit bataillons, la gauche du général Lorges. Pressée vivement, la division aurait été peut-être enveloppée, si le général Delmas ne fût arrivé en cet instant pour la soutenir et rétablir le combat. Toutefois un mouvement, opéré par le général Kray, allait bientôt mettre les deux divisions françaises dans une situation aussi critique que celle où le général Lorges s'était d'abord trouvé seul.

Le général Montrichard, après avoir forcé la première ligne des Autrichiens, s'était avancé vers Mösskirch, tandis qu'une partie de la division Vandamme, après avoir débouché par Klosterwald, menaçait les derrières de cette ville. Sur la droite, le général Molitor, commandant la première brigade de la division Vandamme, combinant son attaque avec celle qu'opérait alors Montrichard, marcha au pas de charge sur Mösskirch, avec les 36e et 94e demi-brigades, après avoir déposté l'aile gauche autrichienne. Kray ordonna au prince de Vaudémont d'abandonner la ville; mais, en refusant ainsi sa gauche, et cédant le

1800—an VIII Allemagne. plateau disputé si longtemps, le général autrichien changea sa ligne de bataille, étendit sa droite en se liant au corps de l'archiduc Ferdinand [1], et se plaça parallèlement au Danube, ce qui lui donnait l'avantage de prendre les colonnes françaises à revers, à mesure qu'elles défilaient par la chaussée de Krumbach. Par ce mouvement de conversion, la division du général Delmas, qui, comme on vient de le voir, s'était avancée à l'appui de la division Lorges, se trouva, ainsi que cette dernière, exposée à tous les efforts que les Autrichiens faisaient pour gagner le flanc gauche des Français. Déjà celui de Delmas était débordé, lorsque la division du général Bastoul accourut se former à sa gauche pour le soutenir. Kray, qui voulait à tout prix couper la ligne des Français, attira à lui toutes ses réserves; et, se mettant à leur tête, il chargea, ébranla même plusieurs fois les deux divisions, mais sans pouvoir parvenir à rompre cette intrépide infanterie. Toutefois la continuité de pareils efforts allait peut-être lasser le courage surnaturel des Français qui combattaient en nombre si disproportionné, lorsque la division Richepance, qui arrivait en ce moment, se forma à la gauche de celle du général Bastoul. Le combat se rétablit encore une fois sur la ligne. Ranimées par la présence de cette division (celle de Richepance), les deux autres redoublèrent d'ardeur; l'action se prolongea jusqu'à la nuit, mais l'avantage et la presque totalité du champ de bataille restèrent aux Français.

Pendant que la droite de l'armée française avait soutenu ce vif engagement avec la plus grande partie de l'armée autrichienne, la gauche, aux ordres de Saint-Cyr, avait opéré son mouvement sur Liptingen et Tuttlingen. La direction donnée par Moreau à cette aile avait pour but, d'abord de conserver les communications avec le général Sainte-Suzanne, et ensuite de s'assurer un appui par sa gauche sur le Danube, ainsi que le moyen de conserver ses positions sur des lignes perpendiculaires à ce fleuve et parallèles aux lignes de défense de l'ennemi. Mais, arrivé à Liptingen, Saint-Cyr apprit que le général Kray avait l'intention

[1] C'est le même corps que dirigeait réellement le général Nauendorf, et dont le prince commandait une partie.

de passer le fleuve ; et, en continuant sa marche sur Tuttlingen, il acquit la certitude de ce projet, en voyant les postes et les passages jusqu'au-dessous de Friedingen abandonnés. Il s'avança, en serrant la rive droite du Danube, et cherchant à conserver sa communication avec le centre de l'armée, malgré les partis ennemis répandus dans le pays. Mais il ne put parvenir à Sigmaringen, quelque diligence qu'il mît dans sa marche, avant le général Kray. Forcé de combattre l'arrière-garde de l'archiduc Ferdinand auquel Ney enleva 1,500 prisonniers, il atteignit les hauteurs de Sigmaringen, où il trouva une partie de l'armée autrichienne déjà serrée en masse sur plusieurs lignes dans le coude que le Danube forme en cet endroit. 1800—an VIII Allemagne.

Les troupes françaises qui avaient combattu à Mösskirch, étaient tellement accablées de fatigue qu'elles ne songèrent point à inquiéter l'ennemi une fois que la nuit fut venue. Elles bivouaquèrent sur le champ de bataille, et les Autrichiens bivouaquèrent à quelque distance de là, en se serrant, comme nous venons de le dire, sur le Danube. Le lendemain, avant le jour, le général Kray continua son mouvement sur Sigmaringen, déjà occupé par l'arrière-garde de l'archiduc Ferdinand et le corps du prince de Vaudémont. Le général Saint-Cyr, dans sa position sur les hauteurs, était trop éloigné du gros de l'armée française pour en être soutenu, en entreprenant d'attaquer les masses qu'il avait devant lui, et qui, s'appuyant aux deux côtés de l'angle rentrant formé par le Danube, fermaient, pour ainsi dire, la gorge de cette presqu'île, et couvraient le passage accéléré des troupes autrichiennes sur l'autre rive. Il se contenta donc de faire avancer quelques pièces pour canonner vivement le point sur lequel s'effectuait le passage. Mais l'ennemi, démasquant bientôt une batterie qu'il venait d'élever sur la rive gauche et qui dominait la rive opposée, fit taire le feu des Français, les obligea même de prendre une position plus en arrière, et acheva de traverser le Danube.

L'armée autrichienne avait eu, dans les deux batailles d'Engen et de Mösskirch, 7 à 8,000 hommes hors de combat et 12 à 15,000 prisonniers. La masse des Impériaux était rejetée au delà du Danube, et l'on avait obtenu au prix de trois batailles et de 7 à 8,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, et

1800—an VIII Allemagne. de onze jours de marches forcées, le résultat que le plan indiqué par le premier consul eût amené d'emblée [1].

Dans les journées des 7 et 8 mai, les Français s'avancèrent dans la Souabe jusque sur la Schussen, s'étendant de Berg au Danube, où l'armée appuyait sa gauche à la hauteur de Riedlingen et en passant par Schussenried, Reichenbach et Buchau. Le lendemain, 9 mai, l'aile droite se porta sur l'Aitrach, petite rivière qui se jette dans l'Iller, auprès du village du même nom, et prit position, la droite à Leutkirch, et la gauche à Wurzach. Ces troupes étaient flanquées par une brigade de la division Vandamme, qui s'empara de Ravensburg, de Wangen et de Lindau sur le lac de Constance, afin d'observer les mouvements du prince de Reuss sur ses débouchés du Tyrol et du Vorarlberg. Le corps de réserve, toujours dirigé par Moreau en personne, marcha sur Biberach par la route de Pfüllendorf; et le général Saint-Cyr, suivant toujours la rive droite du Danube, autant que le lui permettaient les marécages et les sinuosités du fleuve, se porta sur Buchau. Le corps du général Sainte-Suzanne, qui le 4 mai se trouvait à Donaueschingen, descendait

[1] Ce plan de campagne consistait à jeter quatre ponts à la fois à la hauteur de Schaffhausen sur lesquels toute l'armée du Rhin passerait en 24 heures, arriverait sur Stockach, et culbuterait la gauche de l'ennemi, prendrait par derrière tous les Autrichiens placés entre la rive droite du Rhin et les défilés de la Forêt-Noire. En six ou sept jours l'armée française serait devant Ulm; ce qui pourrait s'échapper de l'armée autrichienne se rejetterait en Bohême. Ainsi, le premier mouvement de la campagne aurait eu pour résultat de séparer l'armée autrichienne d'Ulm, de Philippsburg et d'Ingolstadt, et de mettre en notre pouvoir le Würtemberg, toute la Souabe et la Bavière. Ce plan ne convint pas à Moreau, qui refusa de l'exécuter. Il envoya son chef d'état-major à Paris présenter un autre projet au ministre de la guerre, suivant la routine des campagnes de 1796 et 1797 : il proposait de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. La première idée de Moreau avait été de profiter de l'avantage que lui donnaient ses trois têtes de pont sur le bas Rhin pour aborder l'ennemi sans grands mouvements préparatoires. De cette manière il évitait le mouvement de flanc qu'il fut obligé de faire en modifiant quelques dispositions de son premier plan, et on lui laissa la faculté de l'exécuter. Ce dernier plan consistait à faire passer le fleuve par sa gauche à Brisach, par son centre à Bâle, par sa droite au-dessus de Schaffhausen. Il lui était surtout prescrit de n'avoir qu'une seule ligne d'opération; encore ce dernier projet lui parut-il trop hardi dans l'exécution, et il y fit des changements, comme on l'a vu au commencement des opérations.

la rive gauche du Danube, en se tenant à quelque distance en arrière des têtes de colonnes de l'armée pour en flanquer et assurer la marche. 1800—an VIII Allemagne.

Le général Kray, qui n'avait passé le Danube à Sigmaringen qu'avec l'intention de livrer une troisième bataille pour tenter de se maintenir sur sa ligne d'opération, repassa le fleuve avec toute son armée, au-dessous de Riedlingen, et vint gagner par une marche forcée, dans la nuit du 7 au 8 mai, la ligne de la Riss, où il fit prendre position à ses troupes en avant et en arrière de Biberach. Il fit occuper les hauteurs de la rive gauche de la Riss, dont le lit est fort encaissé, par dix bataillons, quatre régiments de cavalerie et quinze pièces d'artillerie. Au moyen de cette avant-garde, la route qui conduit de Biberach à Buchau était coupée : les avant-postes étaient à Oberndorf. Une autre avant-garde était à cheval sur la chaussée de Biberach à Pfüllendorf, ayant ses avant-postes à Ingoldingen. Le gros de l'armée autrichienne était établi sur les hauteurs en arrière de Biberach, la droite à Umendorf, le centre à Biberach, et la gauche sur le plateau de Mettenberg, couvert par une prairie marécageuse. C'est dans cette position, déjà si formidable par sa nature et retranchée avec le soin et la patience qui caractérisent les Autrichiens, que le général Kray attendait le choc de l'armée française. L'avant-garde, placée sur la rive gauche de la Riss, couvrait spécialement les magasins renfermés dans la place de Biberach, et qui n'avaient pas pu être évacués; mais la position de ce fort détachement a été justement blâmée par les hommes de guerre, en ce qu'il ne pouvait être soutenu par les autres troupes qu'en traversant un défilé, ce qui donnait la facilité aux Français de l'attaquer avec assez d'avantage pour le forcer à se retirer : à la vérité, sa retraite se trouvait assurée dans ce dernier cas; et le général Kray espérait gagner du temps, arrêter son adversaire dans sa marche impétueuse, et le contraindre à concentrer ses troupes avant d'aborder la position de Biberach.

L'activité du général Moreau et la rapidité des mouvements du général Gouvion-Saint-Cyr déconcertèrent les mesures du général autrichien. Parti de Buchau, le 6 mai, à la tête des deux divisions Baraguay-d'Hilliers et Tharreau, Saint-Cyr repoussa

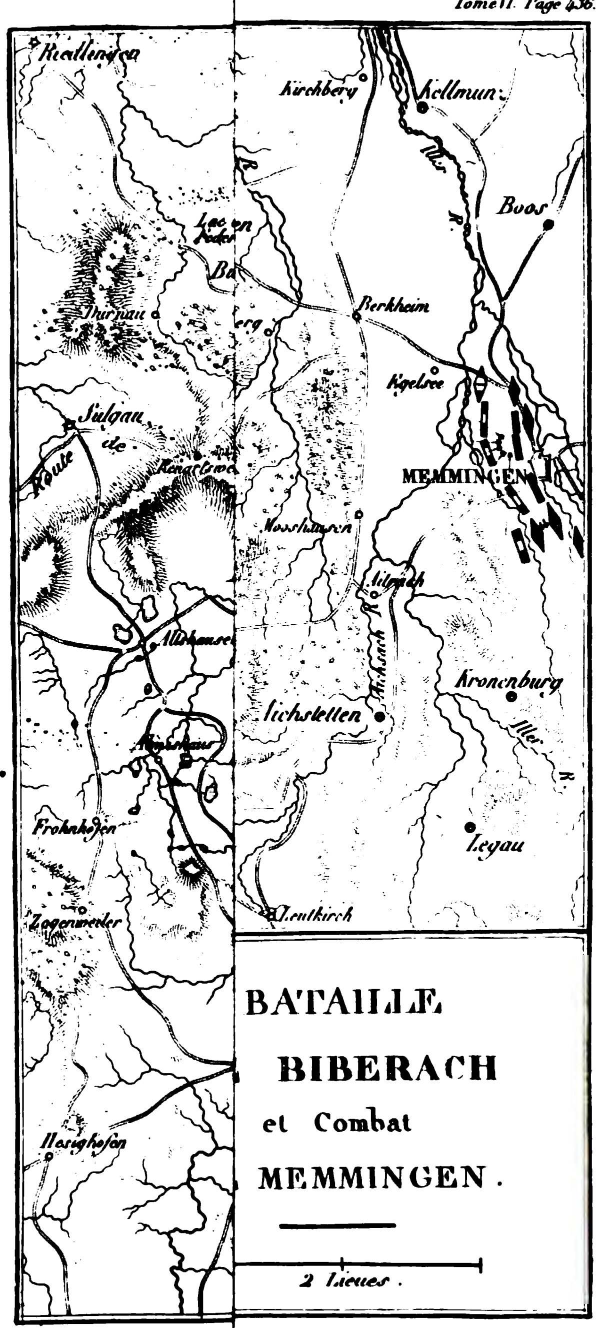
1800—an VIII Allemagne. les avant-postes ennemis à Oberndorf, et les força à se replier sur le corps d'avant-garde posté sur la rive gauche de la Riss. Cette position paraissait au premier aspect très-imposante; mais le judicieux général français sut en remarquer le peu de profondeur, et l'aborda sans hésiter; son attaque fut si vive, que les dix bataillons et les quatre régiments de cavalerie de l'ennemi, malgré le feu roulant de leur artillerie, furent enfoncés et culbutés dans la Riss. L'encombrement de la cavalerie et de l'artillerie dans ce défilé étroit était tel que le corps entier courait le risque d'être fait prisonnier, si le général Kray ne se fût hâté d'envoyer des troupes et de nouvelles pièces d'artillerie pour protéger la retraite.

Dans le même temps la division Richepance, qui marchait en tête du corps de réserve, forçait le poste d'Ingoldingen, et rejetait les Autrichiens, qui le défendaient, sur la chaussée de Buchau. Cette division arriva sur les revers des hauteurs de Biberach, au moment ou les troupes de Saint-Cyr entraient dans cette ville pêle-mêle avec l'ennemi.

Maître de la position sur la rive gauche de la Riss, et ayant aperçu le gros de l'armée autrichienne daus l'autre position où l'avait établi le général Kray, Saint-Cyr résolut d'attaquer cette masse, sans consulter l'infériorité de ses propres forces. Il lui eût été difficile, d'ailleurs, d'arrêter l'élan de ses soldats animés par la présence de la division Richepance et par la certitude d'être appuyés par les autres divisions de la réserve. Les troupes du corps de Saint-Cyr traversèrent donc la ville et gravirent les hauteurs opposées pendant que l'armée autrichienne, étonnée de ce mouvement audacieux, paraissait être dans l'agitation et l'incertitude. « C'était, dit un de nos judicieux écrivains militaires[1], une de ces circonstances rares, mais décisives, dans lesquelles un général habile et entreprenant doit savoir mettre à profit l'aveugle témérité de ses troupes. »

Le général Richepance, dont la gauche se trouvait couverte par ce mouvement des divisions Baraguay-d'Hilliers et Tharreau, fit passer son infanterie à un gué qui se trouvait au-dessous de Biberach. Animés par l'exemple de leurs camarades, ces soldats

[1] Le général Mathieu Dumas.


Riedlingen
Kirchberg
Kellmun
Boos
Berkheim
Kegelsee
Sulgau
Route
MEMMINGEN
Mooshausen
Iller R.
Kronenburg
Aichsach R.
Aichstetten
Frohnhofen
Zogenweiler
Leutkirch
Legau
BATAILLE
BIBERACH
et Combat
MEMMINGEN.
2 Lieues.

gravirent le plateau de Mettenberg, sous le feu plongeant de l'artillerie et de la mousqueterie ennemie, et abordèrent les retranchements à la baïonnette, pendant que deux régiments de cavalerie, après avoir passé le pont de Biberach, allaient au galop par la route de Memmingen se former sur le flanc de l'extrême droite de l'ennemi. La division Delmas arrivait aussi dans le même temps par la route de Pfüllendorf, et contenait la gauche des Autrichiens, pendant que Saint-Cyr les attaquait fortement sur le centre. 1800—an VIII Allemagne.

Ces trois mouvements spontanés eurent le résultat le plus heureux. Les troupes ennemies, après avoir soutenu le premier choc avec plus de résolution qu'elles n'en avaient d'abord laissé apercevoir, furent ébranlées. Le général autrichien pensa que les quatre divisions qui l'attaquaient et le poussaient avec tant d'ardeur devaient être nécessairement soutenues par de nouvelles masses; et, apprenant d'ailleurs que les troupes du général Lecourbe commençaient à déborder sa gauche, il ordonna la retraite par Ochsenhausen pour prendre la ligne de l'Iller. Cette retraite, que Kray fit soutenir par sa nombreuse cavalerie et son artillerie, s'opéra en assez bon ordre jusqu'à Memmingen; mais l'arrière-garde fut poursuivie vivement et harcelée par les divisions de la réserve, qui étaient arrivées sur le champ de bataille au moment où l'engagement finissait. Les Autrichiens perdirent encore dans cette journée 2,000 hommes tués ou blessés, 2,500 prisonniers, et leurs derniers magasins d'approvisionnements. Les troupes du général Saint-Cyr, qui, de même que leur habile chef, venaient de se couvrir de gloire, étaient tellement fatiguées qu'elles bivouaquèrent dans la dernière position en avant de Biberach. Seulement, elles s'étendirent un peu sur la gauche; et Saint-Cyr fit observer par la cavalerie légère aux ordres du général Ney les mouvements de l'aile droite autrichienne.

Cependant le général Lecourbe, dont les troupes n'avaient point pris part au combat, avait gagné une marche sur l'ennemi en se portant, comme nous l'avons dit, sur la petite rivière d'Aitrach entre Leutkirch et Wurzach, et se trouvait en mesure de joindre les troupes en retraite. Il marcha donc, le 10, sur Memmingen. La division Montrichard, formant la colonne

1800—an VIII Allemagne. de droite, déboucha de Leutkirch et marcha sur Aitrach, dont le pont sur l'Iller avait été rompu. Quoique les Autrichiens fussent en force sur l'autre rive, le passage de la rivière fut exécuté avec la plus grande hardiesse par les Français, l'ennemi culbuté et forcé de se retirer sur le gros de son armée en position sur son plateau, entre l'Iller et Memmingen. La colonne de gauche, formée par la division Lorges, partit de Wurzach, passa la rivière à Egelsée, et fit sa jonction avec la colonne de Montrichard. Le général Lecourbe reconnut la position des Autrichiens. C'était, comme nous venons de le dire, un plateau avantageusement situé entre les deux grandes routes qui conduisent à Memmingen, défendu par trente pièces de canon, et sur lequel était placée une forte ligne d'infanterie, soutenue par un grand déploiement de cavalerie. Quoique Lecourbe n'eût alors avec lui que deux régiments de chasseurs à cheval, dont il s'était fait escorter pour sa reconnaissance, non moins audacieux que le général Saint-Cyr, il fit charger cette troupe, enleva brusquement la position, fit à peu près 2,000 prisonniers, et pénétra jusque dans Memmingen, où les Autrichiens en se retirant précipitamment n'avaient laissé qu'une faible arrière-garde.

Après le combat de Memmingen, qui fut très-meurtrier malgré son peu de durée, l'armée française occupa une ligne qui s'étendait depuis Kempten jusqu'à la jonction de l'Iller avec le Danube, où s'appuyait l'extrême gauche du général Saint-Cyr. Cette ligne passait par Memmingen, Amedingen, Berkheim, Unter et Ober-Kirchberg. Le corps d'armée du général Sainte-Suzanne, qui depuis le 29 avril avait marché isolément sur la rive gauche du Danube, arriva, le 10 mai, à la hauteur de la gauche de l'armée, se lia par sa droite au corps du général Saint-Cyr, et reprit, à partir de ce même jour, la dénomination d'aile gauche : ces dernières troupes restèrent en position sur la rive gauche du Danube. L'armée autrichienne s'était retirée sous les murs d'Ulm, où elle se trouva tellement resserrée entre le bas Lech et le Danube, que le général Kray fut obligé de faire passer sa belle et nombreuse cavalerie sur la rive gauche, pour la faire subsister. L'armée française se trouvait, au contraire, dans l'abondance; car, indépendamment des magasins que la prévoyance autrichienne avait pris soin d'accumuler dans plu-

sieurs des villes de la Souabe, et que la victoire avait fait tomber entre les mains des Français, le pays que ceux-ci venaient d'envahir offrait encore de grandes ressources. 1800—an VIII Allemagne.

Les deux armées restèrent longtemps dans ces dernières positions. Le général Kray, ayant recueilli ses principales forces dans le camp retranché d'Ulm, se borna à conserver l'avantage de la double tête de pont que l'archiduc Charles avait fait construire précédemment. Séparé du corps d'armée qui gardait le Tyrol, le général en chef autrichien était forcé de se tenir sur la défensive; et Moreau, maître de tout le pays compris entre la Suisse, le Tyrol, le cours du Danube et celui de l'Iller, étendait sa droite jusqu'aux confins de la Bavière, sans avoir rien à craindre pour ses derrières en supposant que le corps du prince de Reuss, qui défendait le Tyrol, se hasardât à faire quelques incursions de ce côté.

Avant de terminer cette première partie de la campagne de l'armée du Rhin, nous croyons devoir dire un mot des opéra tions du petit corps de troupes laissé dans le Rheinthal pour observer plus spécialement les Autrichiens qui occupaient le Vorarlberg et les Grisons.

Après le passage du Rhin, Moreau avait donné l'ordre au général Lapoype, ayant sous ses ordres le général Jardon, de rester avec quatre bataillons dans le Rheinthal, à l'effet d'observer les troupes que le prince de Reuss avait détachées sous les ordres du général Hiller pour garder le Vorarlberg et le pays des Grisons. La destination ultérieure des quatre bataillons français était de faire partie du corps détaché de l'armée du Rhin que le général Moncey devait, ainsi qu'on le verra plus tard, conduire à l'armée de réserve au moment du passage de celle-ci par la Suisse. Le général Lapoype, dont le quartier général était à Saint-Gall, n'avait point assez de monde pour faire quelques mouvements un peu sérieux devant un corps de troupes qui montait à plus de 10,000 hommes. Mais le général Moreau, regardant comme un objet fort important d'occuper les postes de Bregentz et de Lindau sur le lac de Constance afin d'appuyer la droite de l'armée et d'assurer ses communications, avait ordonné au général Lecourbe de détacher de la première division la brigade commandée par le général Leval, lequel devait s'en-

1800—an VIII Allemagne. tendre avec le général Lapoype pour l'exécution de l'opération projetée.

Le 10 mai, le général Leval arriva à Lindau qu'il trouva évacué par les Autrichiens, et se dirigea de suite par terre sur Bregentz, tandis que les généraux Lapoype et Jardon s'y rendaient par eau, ayant fait embarquer leurs troupes sur les chaloupes canonnières que les Français entretenaient sur le lac de Constance. Bregentz fut attaqué le lendemain et emporté après quelque résistance. On trouva dans le port de cette ville dix-sept chaloupes faisant partie de la flottille autrichienne, commandée par le colonel anglais Williams. Celui-ci avait coulé bas les autres bâtiments après les avoir désarmés de leurs canons qu'il fit transporter à Feldkirch. Cette expédition terminée, le général Leval rejoignit l'armée avec sa brigade, et les bataillons des généraux Lapoype et Jardon occupèrent les deux villes de Lindau et Bregentz.

CHAPITRE XIV

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

Siége de Gênes, etc. — Suite des opérations de l'aile gauche de l'armée d'Italie; bataille d'Oneglia; défense de la ligne du Var; marche rétrograde des Autrichiens; combat de la Pieva; réunion du corps de Suchet et de la garnison de Gênes, etc. — Situation de l'armée française en Égypte après la soumission du Caire; dispositions militaires et administratives de Kléber; assassinat de ce général, etc.

Siége de Gênes, etc. — Masséna, forcé de se renfermer dans Gênes après la glorieuse et courte campagne de l'Apennin, s'occupa avec la plus grande activité d'augmenter et de compléter la défense de cette ville, ainsi que de tous les postes qu'il avait conservés à l'extérieur, et où il était résolu de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité. Il s'appliqua aussi à la recherche des moyens d'approvisionnements, en même temps qu'il établissait la plus grande économie pour l'emploi des ressources existantes dans les magasins. Il fit acheter tous les grains qui pouvaient encore se trouver disponibles chez les particuliers, et envoya en Corse et à Marseille des exprès pour hâter l'arrivée des convois qu'il attendait. La garde nationale génoise réorganisée fut chargée par lui de la police et de la défense particulière de la ville, afin de pouvoir disposer des troupes françaises pour ses opérations et la sûreté des postes à l'extérieur. Les canonniers bourgeois furent distribués dans les batteries de la place et du port, et les places d'armes de chaque bataillon déterminées. Le général en chef, indépendamment de la milice urbaine, avait encore fait réunir en légion, par l'adjudant général Gauthier, les réfugiés italiens qui se trouvaient à Gênes et auxquels se réunirent volontairement quelques centaines de Polonais faits prisonniers dans les rangs ennemis, lors des dernières affaires. Le chef de bataillon Rossignol fut nommé pour les commander.

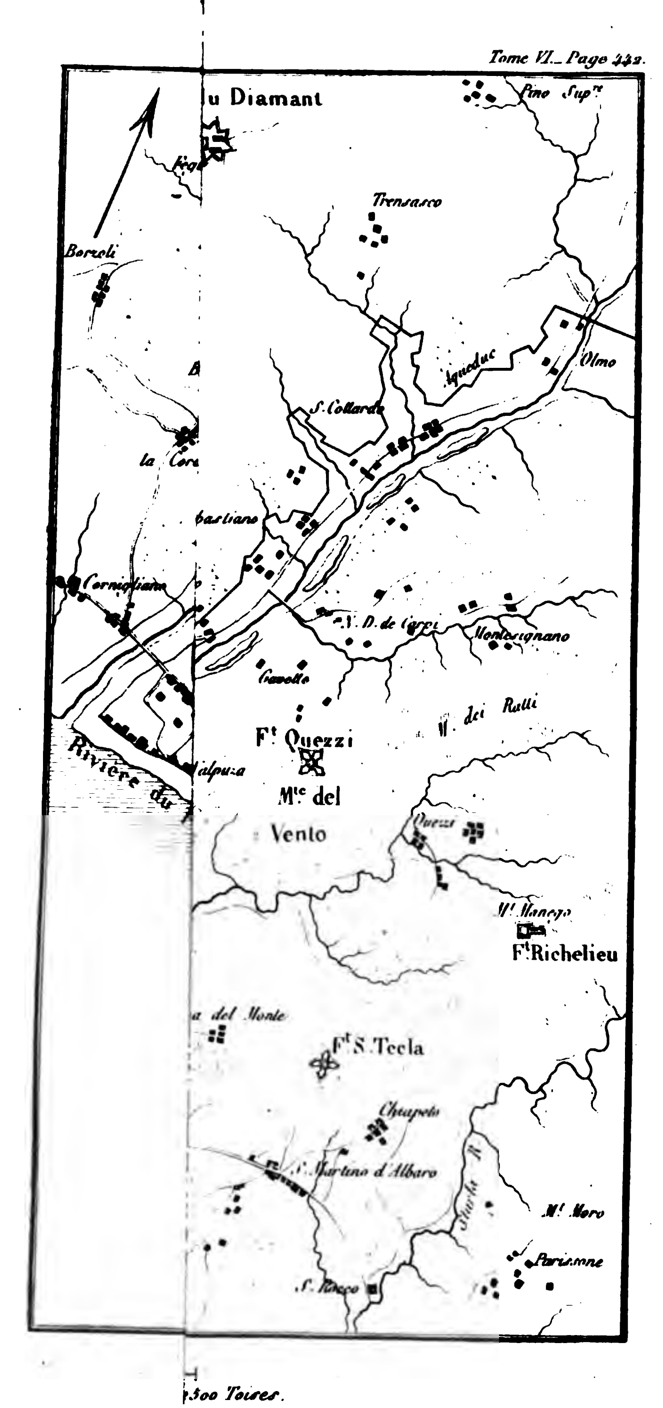
1800—an VIII
4 juin
(15 prairial).
Italie.

1800—an VIII Italie. Il fallut songer également à réorganiser les troupes françaises, que les pertes éprouvées récemment avaient singulièrement affaiblies. Celles qui étaient restées à Gênes pendant l'excursion dans l'Apennin furent réparties dans les deux divisions qui formaient le corps d'armée. La première de ces divisions resta sous les ordres du général Gazan; la seconde fut confiée au général Miollis. On forma un petit corps de réserve dont le général Poinsot eut le commandement. Le général Soult dirigeait toutes ces troupes, sous le général en chef Masséna, dont il était le lieutenant général [1].

La division du général Gazan, forte de 3,500 hommes, se composait des cadres ou débris des 5e, 25e demi-brigades légères, des 41e, 55e, 92e, 97e et 106e de ligne; elle occupait la partie de l'ouest, ou du Ponent, depuis les bords de la mer jusqu'aux postes avancés du fort des Deux-Frères. Le général Miollis avait sous ses ordres les cadres des 3e et 8e légères, 21e, 62e, 63e, 74e et 78e de ligne. Cette division, plus forte que la première, comptait 4,500 combattants, et occupait le côté de l'est, ou Levant, depuis la mer jusqu'au même fort des Deux-Frères dont elle fournissait la garnison. La réserve, composée des 2e et 3e de ligne, et forte de 1,600 hommes, était dans Gênes. D'après cette situation, et en ajoutant la légion des réfugiés italiens, l'effectif total des troupes à la disposition du général Masséna s'élevait à peine à 12,000 hommes, nombre qui n'était pas à beaucoup près en rapport avec le développement extraordinaire de la défense de Gênes, ainsi qu'on en jugera facilement par les détails qui suivent.

La ville de Gênes est bâtie au pied d'un amphithéâtre formé par l'une des arêtes qui, se détachant de l'Apennin, s'abaissent et se terminent brusquement à la mer. Celle dont nous parlons présente, à son extrémité, séparée en deux crêtes, une pente intérieurement adoucie, qui se prolonge dans l'espace de 3,000

[1] Cette dernière dénomination avait été introduite depuis peu dans les armées de la république par le premier consul, pour désigner le général qui commandait un corps d'armée sous les ordres d'un général en chef. Le général Suchet, qui commandait le corps de gauche de l'armée d'Italie, était aussi le lieutenant général de Masséna. Lecourbe, Saint-Cyr et Sainte-Suzanne étaient les lieutenants généraux du général en chef Moreau.



u Diamant
Pino Supre
Trensasco
Borzoli
Aqueduc
Olmo
S. Collardo
la Cor
bastiano
Cornigliano
N. D. de Carpi
Montesignano
Gavotte
M. dei Ratti
Ft Quezzi
alpuza
Riviere du
Mte del
Vento
Quezzi
Mt Manego
Ft Richelieu
a del Monte
Ft S. Tecla
Chiapeto
S. Martino d'Albaro
Mt Moro
Parisone
S. Rocco
500 Toises.

toises jusqu'au rivage, et forme avec ce dernier un triangle dont la base est de 2,000 toises, et dont les côtés, de 3,000 toises chacun, forment au sommet un angle aigu. 1800—an VIII Italie.

La ville et le port sont renfermés sous une double enceinte. La première, construite en 1632, a 8,000 toises environ de développement; elle suit les escarpements des deux crêtes; la seconde, qui est, à proprement parler, le corps de la place, n'occupe guère que le tiers de l'amphithéâtre embrassé par les deux rivières ou torrents que l'on nomme la Polcevera et le Bisagno. L'une et l'autre enceinte sont revêtues; les remparts sont larges, les communications faciles, et le tracé se plie au terrain. Toutes les parties, plus ou moins irrégulières en raison du site, se flanquent cependant de manière à multiplier et croiser les feux sur les points accessibles.

Le fort de l'Éperon, ainsi nommé à cause de la figure du bastion aigu qu'il présente au sommet du triangle, est la clef de la place, ou du moins du camp retranché qu'il convient d'établir entre les deux enceintes.

Le front de la grande enceinte, du côté du Ponent, fortement appuyé et lié au rivage de la mer par la batterie de la Lanterne et celle du môle neuf, se trouve éloigné de sept à huit cents toises de la ville; et, dans le système de défense, on n'a pas cru devoir étendre plus loin les ouvrages pour ne pas agrandir un développement déjà trop considérable et trop excentrique; et, d'ailleurs, les fortifications, par lesquelles on aurait voulu couvrir le village de Rivarolo-Inferiore et le faubourg de Saint-Pierre d'Arena, eussent été dominées par les hauteurs de la rive droite de la Polcevera.

Mais il n'en est pas de même au nord et au levant. La crête longue et élevée qui domine le fort de l'Éperon a exigé la construction d'un fort près du col appelé des Deux-Frères; au delà de ce col, au point où la crête se relève et se ramifie, on a construit un fort en étoile, appelé le Diamant, pour éloigner les approches, ce qui porte à treize cents toises la distance du fort de l'Éperon aux ouvrages les plus avancés.

Du côté de l'est, la défense extérieure est encore plus compliquée, parce qu'il a fallu embrasser dans le système le Monte dei Ratti et le Monte-Faccio, entre les deux rivières ou torrents

1800—an VIII Italie.
du Bisagno et de la Sturla; il a fallu fortifier les contre-forts qui s'y rattachent, afin que l'ennemi ne puisse pas s'y établir, bombarder la ville, et, sous ces abris, cheminer vers la partie la plus découverte du terrain jusqu'au front d'attaque des deux portes de la place, appelées Pila et Romana. Les principaux forts établis de ce côté sont : le fort Richelieu sur le Monte-Manego, le fort de Quezzi sur le Monte-Valpuza, et le fort Santa-Tecla entre le Monte-Moro et la Madona-del-Monte.

Le général Mélas venait de faire une trop forte expérience de la valeur des troupes françaises et de l'obstination de leurs généraux pour qu'il pût espérer de réduire de vive force et en quelques jours la place où il les tenait renfermés. Il jugeait que le parti le plus avantageux à prendre était de laisser ce petit corps d'armée se consumer dans Gênes, et de se porter avec ses principales forces contre le général Suchet, qui seul se trouvait chargé de couvrir les frontières des provinces méridionales de France. Mais les ordres du cabinet de Vienne étaient pressants : le siége de Gênes devait être poussé avec la dernière vigueur, parce que cette ville était regardée comme le gage de l'entière conquête de l'Italie. Les Anglais, dont la flotte devait concourir au succès de cette opération, insistaient fortement pour qu'elle n'éprouvât aucun retard, dans l'espérance de rester maîtres de la place et de s'emparer, comme ils l'avaient déjà fait dans tant d'autres endroits, de tous ses moyens maritimes. Toutefois, voulant remplir le double objet de réduire la ville de Gênes et de chasser entièrement les Français du territoire jusqu'au delà du grand bassin des Alpes, Mélas résolut de charger le général Ott du blocus, en laissant sous ses ordres un corps de 40,000 hommes de troupes autrichiennes, avec les paysans insurgés par le baron d'Aspre, et de se porter lui-même contre le général Suchet, qui se trouvait toujours en présence du général Elsnitz, à Melogno et Settepani. Mais, avant d'opérer ce mouvement, le général en chef autrichien crut devoir tenter l'enlèvement des positions que Masséna occupait à l'extérieur de Gênes, afin de rapprocher davantage celles des troupes autrichiennes. En conséquence, il fit attaquer, le 23 avril, la ligne du Bisagno et celle de la Polcevera, en attirant d'abord l'attention de son adversaire sur la position des Deux-Frères. L'at-

taque principale se fit sur la rivière du Ponent (la Polcevera) avant le jour. Le régiment de Nadasti (hongrois) coupa la ligne française au-dessous de Rivarolo, marcha sur Saint-Pierre d'Arena, qu'il tourna par les jardins, et contraignit les bataillons qui défendaient ce poste à se retirer assez précipitamment sur les hauteurs du Phare ou de la Lanterne, près de la pointe occidentale du port de Gênes. Mais les Autrichiens ne tirèrent pas un grand profit de cet avantage; chargés à leur tour par le chef de brigade Cassagne, qui accourut avec la 25e demi-brigade, ils furent obligés de se retirer dans un désordre pareil à celui qu'ils venaient de jeter dans les rangs français. Ils perdirent une centaine d'hommes dans cette attaque. Le colonel du régiment de Nadasti, fait prisonnier, fut échangé contre le chef de brigade Godinot, qui avait été pris au commencement de l'action. 1800--an VIII Italie.

Après cette tentative, qu'on peut regarder comme une forte reconnaissance, le général Mélas partit pour joindre le général Elsnitz. Les renforts qu'il conduisait avec lui allaient rendre la situation où se touvait Suchet bien plus critique encore qu'elle ne l'était déjà. Mais, avant d'entrer dans les détails de cette attaque et de la belle défensive du Var par ce général, nous croyons devoir terminer dans cet article le récit du mémorable siége de Gênes.

Une des premières opérations du général Ott fut de rapprocher ses troupes de la ville, du côté de la Polcevera, afin d'attirer plus spécialement l'attention du général Masséna sur ce point. Pendant plusieurs jours il y eut entre les deux partis plusieurs escarmouches et des affaires de postes. Les Français traversèrent plusieurs fois la Polcevera pour reconnaître de près les positions de leur adversaire. Masséna entretenait assez activement cette petite guerre, à l'effet d'augmenter la confiance de ses soldats, et de leur faire partager, ainsi qu'aux habitants de Gênes, les espérances que lui donnait l'annonce faite par le premier consul des premiers mouvements de l'armée de réserve.

Les événements ne tardèrent pas à prendre un caractère plus sérieux. Le général Ott préparait avec l'amiral Keith une attaque générale par terre et par mer, dont le but était d'enfermer entièrement les Français dans l'intérieur de la place, en leur enlevant les postes extérieurs; ce qui devait priver la garnison

1800—an VIII Italie. de toutes les ressources qu'elle achevait de consommer dans les villages. Dans cet intervalle, l'amiral anglais, impatient de quitter sa croisière devant Gênes pour commencer, de concert avec Mélas, son expédition contre les côtes de Provence, voulut essayer de déterminer Masséna à rendre la place en lui proposant une capitulation honorable ; mais le général français répondit qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité.

Le 30 avril, à 2 heures du matin, les avant-postes de la position des Deux-Frères furent attaqués assez brusquement par les Autrichiens. La fusillade se soutint pendant plusieurs heures sur ce point et sur toute la ligne du Ponent, également attaquée quelque temps après. Des chaloupes canonnières anglaises prirent en flanc les retranchements établis près du rivage de la mer. A cinq heures du matin, l'ennemi était parvenu à pousser les postes de la 5e légère jusqu'à Rivarolo, où la compagnie des carabiniers de ce corps le chargea assez heureusement pour l'empêcher d'y pénétrer. L'attaque, du côté du levant, fut plus chaude. Une forte colonne autrichienne, descendue par le Monte-Faccio, enleva le Monte dei Ratti, bloqua le fort Richelieu, et s'empara du fort de Quezzi, dont la construction n'était point encore achevée. Après avoir essayé d'enlever également le poste de la Madona del Monte, d'où ils furent repoussés par le chef de brigade Wouillemont, les Autrichiens se portèrent sur San-Martino d'Albaro. Leur attaque fut si impétueuse, que, malgré tous les efforts du général Darnaud pour s'y opposer, ils avaient déjà pénétré jusqu'au milieu du village, lorsque le général Masséna, accompagné de l'adjudant général Thiébault, accourut sur ce point, rétablit le combat, et les força de se replier vers les hauteurs. Entre huit et neuf heures du matin, les généraux Hohenzollern et Palfi, à la tête des deux colonnes, se présentèrent de nouveau devant le fort et la position des Deux-Frères, les enlevèrent, et mirent ainsi à découvert le fort de l'Éperon, en cernant en même temps le fort du Diamant, dont le commandant Bertrand, sommé jusqu'à quatre fois de se rendre, refusa de capituler. Le chef de brigade Godinot, qui avait marché au secours des postes attaqués sur la Polcevera, chargea les Autrichiens et les obligea à repasser la rivière.

Pendant les différentes attaques des Autrichiens sur la ligne

française, la flotte anglaise longeait la côte, et essayait, par de fréquentes bordées, d'exciter la populace de Gênes à une insurrection; mais les sages dispositions prises par le général en chef rendirent nulles ces tentatives. 1800—an VIII Italie.

On combattait sur tous les points avec un égal acharnement. Une pluie abondante, qui tombait depuis la naissance du jour, n'avait point interrompu le feu; et les Autrichiens avaient fait de grands progrès. Le dessein du général Ott avait été d'occuper à la fois toutes les troupes de Masséna, et de forcer celui-ci à partager ses réserves entre des fronts d'attaque diamétralement opposés, pendant qu'une masse de quinze bataillons ennemis se portaient au point où les deux enceintes de la ville se réunissent près du rivage du levant. Cette partie était la plus accessible, elle était aussi la seule où l'attaque des troupes de terre pût être bien flanquée et soutenue par le feu des vaisseaux anglais.

Masséna était trop habile et trop vigilant pour prendre le change sur le projet de son adversaire. Il chargea le général Soult de reprendre la position des Deux-Frères et de dégager le fort du Diamant; et, se mettant lui-même à la tête de la division Miollis, déjà dépostée de presque toute la ligne extérieure du levant (à l'exception du fort Richelieu), il fit ses dispositions pour repousser les assaillants. Le général Darnaud reçut l'ordre de marcher rapidement sur l'extrême gauche de la ligne ennemie, en dérobant son mouvement derrière un rideau de tirailleurs; et, profitant des plis du terrain, de s'avancer jusqu'à la Sturla pour attaquer par derrière les troupes qui avaient voulu s'emparer de San-Martino d'Albaro. Ce mouvement réussit: Darnaud, renforcé par une colonne aux ordres de l'adjudant général Ottavi, coupa la retraite à 400 Autrichiens et les fit prisonniers. Dans cette dernière action, les capitaines Mathivet et Vaille et le sergent-major Drapier, emportés par leur ardeur, se trouvèrent un moment seuls au milieu d'un groupe de 80 soldats ennemis auxquels Mathivet ordonna de mettre bas les armes, en leur disant qu'ils étaient cernés. Ce groupe, intimidé par la fermeté des trois Français, se rendit sans hésiter.

La gauche de la ligne française se trouvant dégagée par le mouvement que venait de faire le général Darnaud, le général

1800—an VIII Italie. Poinsot put se porter avec sa brigade sur le fort Quezzi pour le reprendre. Cette attaque fut très-vive, mais les Autrichiens la repoussèrent avec encore plus de vigueur. Le digne chef de brigade Mouton y fut blessé très-grièvement, ainsi que le chef de bataillon Chanu.

Les Autrichiens connaissaient trop bien l'importance de la position du fort Quezzi pour ne pas chercher à s'y maintenir opiniâtrément ; et la défense extérieure du côté du levant était manquée si les Français ne parvenaient point à chasser leurs adversaires de ce point capital. Cependant Masséna avait toutes ses forces employées. Il ne restait plus que 80 hommes dans la ville, sous les ordres de l'adjudant-général de Giovini, pour le service des postes intérieurs. Dans cette pressante extrémité, le général en chef, ayant encore auprès de lui une faible réserve de deux bataillons, résolut de faire un dernier effort pour soutenir le général Poinsot alors occupé à rallier sa brigade. Il ordonna au général Miollis de se mettre à la tête de l'un de ces bataillons (celui de la 1re de ligne) et de se diriger sur la droite du retranchement; l'adjudant général Thiébault reçut au même instant l'ordre de se porter, au pas de charge, avec quatre des compagnies du deuxième bataillon (de la 2e de ligne), vers la gauche et plus directement pour aborder l'ennemi sur le revers de sa position : le général Poinsot devait en même temps renouveler son attaque sur le centre. Le mouvement de l'adjudant général Thiébault avait en partie pour but de couper la retraite à l'ennemi : aussi, lorsque celui-ci fut poussé au centre et sur sa droite, le combat devint-il très-opiniâtre sur la gauche; la mêlée fut si vive que les soldats ne s'y battirent guère qu'à l'arme blanche. Les Autrichiens repoussèrent jusqu'à trois fois la petite colonne de Thiébault et finirent par l'envelopper ; mais les soldats français se défendirent en désespérés. L'officier d'état-major Diey fut tué, et le capitaine Marceau blessé assez grièvement. C'est alors que Masséna chargea lui-même à la tête des quatre dernières compagnies du bataillon de la 2e de ligne, conduites par l'adjudant général Andrieux. Il se jeta dans la mêlée avec ses aides de camp et les officiers d'état-major, au moment où l'on ne combattait plus qu'à coups de crosse et à coups de pierres : l'adjudant général Thiébault fut dégagé avec

ses braves, et cette dernière charge décida le succès. Les Autrichiens abandonnèrent la position avec perte de 200 prisonniers. Les chefs d'escadron Hervo et Martigues et le sous-lieutenant James s'étaient fait remarquer par leur intrépidité. Le général Miollis, qui avait aussi enfoncé la ligne de l'ennemi en lui faisant 150 prisonniers, fit sa jonction avec les adjudants généraux Thiébault et Andrieux en avant du fort de Quezzi. Secondé par une sortie de la garnison du fort Richelieu, il poursuivit son avantage et jeta sur la droite un détachement conduit par l'adjudant général Hector, qui enleva les deux dernières redoutes du Monte dei Ratti, et fit mettre bas les armes à un bataillon de 450 hommes qui se trouva enveloppé. 1800—an VIII Italie.

Le général Soult s'était rendu au fort de l'Éperon, d'où il observait attentivement, avant de s'engager, l'issue de la principale attaque du côté du levant. Lorsqu'il vit, vers cinq heures du soir, que les Autrichiens étaient repoussés sur cette ligne et ramenés en désordre dans leurs premières positions, il saisit cet instant et fit marcher la brigade aux ordres du général Spital sur la montagne des Deux-Frères, occupée en force par le général Hohenzollern qui, malgré les difficultés du terrain, y avait fait monter à bras deux pièces d'artillerie. L'exemple de la division Miollis avait accru l'ardeur des troupes que dirigeait Soult : elles s'avancèrent avec la plus grande résolution sur les retranchements ennemis. La résistance fut opiniâtre, mais les Autrichiens durent céder à un choc aussi violent. 150 hommes, formant le débris de la 73e de ligne et commandés par le chef de bataillon Coutard, parvinrent jusque sur la crête sans tirer un coup de fusil, et sautèrent les premiers dans les retranchements. La 106e, qui soutenait cette attaque audacieuse, acheva la défaite de l'ennemi, auquel on fit quelques centaines de prisonniers. Les deux pièces de canon furent enlevées et braquées aussitôt sur les fuyards [1]. Le colonel de Colloredo avait péri les armes à la main, et le champ de bataille était couvert des cadavres de ses soldats et des autres régiments autrichiens. Ainsi se

[1] En abandonnant les Deux-Frères, les Autrichiens avaient précipité dans un ravin les deux pièces de canon dont nous avons parlé plus haut. Mirolle et Leclerc, grenadiers de la 73e, descendent dans le ravin, suivis de quel-

1800—an VIII Italie. termina la journée du 30 avril, la plus brillante du blocus; elle coûta à l'ennemi plus de 4,000 hommes, dont 12 à 1,500 prisonniers. Le général Ott, qui obtint d'abord de grands succès comme on l'a vu, s'attendait si peu à une pareille issue de son attaque sagement combinée, que sept à huit cents échelles avaient été préparées par son ordre pour servir à l'assaut projeté contre le corps de la place entre les portes Pila et Romana. Ces échelles furent brûlées pendant la nuit par les Français, en réjouissance de leur victoire. Elles étaient construites de manière à ce que trois hommes pussent y monter de front.

Masséna, rentré dans Gênes, fit une proclamation pour rassurer les Génois, que ces combats terribles et la vue de l'ennemi presque au pied de leurs murailles avaient frappés d'épouvante. Il leur promit de conserver leur ville, et s'efforça de leur démontrer qu'ils n'étaient pas moins intéressés que les Français à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. A la vue, plus éloquente encore que la proclamation, des prisonniers autrichiens, les habitants de Gênes reprirent quelque confiance, et le général en chef, en parcourant la ville, recueillit les acclamations des groupes nombreux qui le félicitaient de sa victoire. Pour maintenir cette confiance et soutenir l'élan et le bon esprit de ses troupes, Masséna reprit l'offensive dès le lendemain. Le général Miollis eut ordre de faire différents mouvements dans la partie du levant, afin d'y attirer l'attention de l'ennemi, et du côté opposé le général en chef fit faire, dès la pointe du jour, une forte reconnaissance sur la position de la Coronata, où les Autrichiens s'étaient retranchés et avaient établi leur principal dépôt d'artillerie et leurs magasins de vivres. Le village était crénelé et barricadé. Les avis reçus par Masséna sur la formation de l'armée de réserve, et la croyance où il était de son arrivée prochaine en Italie, lui faisaient penser que le général Mélas, au lieu de poursuivre le corps de Suchet, concentrerait ses forces pour s'opposer à l'irruption de cette nouvelle armée française. Dans cette nouvelle hypothèse, il devait considérer l'attaque du général Ott et ses préparatifs pour une escalade comme une

ques-uns de leurs camarades, chargent les deux pièces sur leurs épaules, les reportent sur la montagne, et les placent en batterie assez promptement pour qu'elles puissent tirer encore plusieurs coups sur l'ennemi.

entreprise désespérée, et il pensait qu'une forte attaque sur la ligne ennemie pourrait encore, si elle réussissait, accélérer la levée du blocus.

Le chef de brigade Godinot fut chargé, en conséquence, d'inquiéter l'ennemi depuis la mer jusqu'à Rivarolo, avec la 3e légère, la 3e de ligne et 12 compagnies de grenadiers, détachées des autres corps non employés dans cette expédition. Pendant ce temps, le général Gazan déboucha de Rivarolo avec les 5e et 25e légères et la 106e de ligne, se dirigeant sur la gauche de la Coronata, de manière à prendre cette position à revers. La 97e de ligne déboucha de son côté de la position des Deux-Frères, pour faire une fausse attaque sur la Chartreuse de Rivarolo.

Après quelques tirailleries, le général Gazan s'avança vivement sur la Coronata. Il allait enlever les premières batteries, et déjà un régiment d'infanterie légère autrichienne était enveloppé, lorsque quelques coups de fusil imprudemment tirés sur cette troupe qui allait mettre bas les armes lui rendirent l'énergie du désespoir. Les soldats ennemis, s'imaginant qu'on allait les massacrer au lieu de les recevoir à quartier, se serrèrent et marchèrent à la baïonnette sur ceux qui les entouraient. A ce moment même arrivait une réserve envoyée par le général Ott sur le point d'attaque : ce renfort secondant le mouvement offensif, l'infanterie légère ennemie jeta quelque désordre parmi la colonne du général Gazan. Celui-ci reçut une blessure à la tête ; et sa troupe se retirait précipitamment, lorsque le général Soult, débouchant du village de Rivarolo, couvrit cette retraite déjà presque coupée par les chasseurs de Bussy et le 5e de hussards hongrois. Ces deux régiments, qui chargeaient en suivant le lit de la Polcevera, furent arrêtés par la présence de la nouvelle colonne française. Les Français perdirent beaucoup de monde dans cette affaire. L'adjudant général Fantucci avait été tué, ainsi que le capitaine d'état-major Carlier, qui fut emporté par un éclat d'obus, au milieu d'un groupe où se trouvait le général en chef Masséna.

Tous ces combats affaiblissaient les troupes assiégées sans leur procurer aucun avantage réel ; la mort moissonnait chaque jour les soldats les plus braves, les chefs les plus dévoués. Quelques

1800—an VIII Italie. secours en subsistances, des nouvelles apportées de France [1] par des officiers intrépides qui n'échappaient aux croisières anglaises qu'avec les plus grandes difficultés, étaient de faibles consolations dans la situation fâcheuse où se trouvaient les débris de l'armée.

Les troupes des deux partis demeurèrent assez tranquilles jusqu'au 11 mai. Les mouvements se bornèrent de part et d'autre à quelques reconnaissances et à des escarmouches d'avant-postes. Les Autrichiens augmentèrent les retranchements de la Coronata, fortifièrent leur circonvallation du côté du Ponent, et détruisirent un aqueduc qui alimentait les moulins de Saint-Pierre d'Arena, ce qui exigea la construction d'autres moulins, tournés par des chevaux. Du côté de la mer, la flotte ennemie bombarda sans effet le faubourg de Saint-Pierre d'Arena et Albaro. Les Français, ayant reconnu toute l'importance du fort de Quezzi, repris sur l'ennemi dans la journée du 30 avril, travaillèrent, avec une étonnante célérité, à le relever. Le chef de brigade du génie Marès, bien secondé par le chef de bataillon Coutard, qui commandait ce poste, employa six cents tonneaux qu'il fit remplir de terre, et avec lesquels il construisit des escarpes de vingt-cinq pieds de haut, revêtues extérieurement d'un mur de pierres sèches. Officiers et soldats, tous mirent la main à l'ouvrage, et l'on vit s'achever en trois jours et trois nuits ce qui, dans d'autres temps, aurait exigé trois mois de travail.

Le 10 mai, le général Ott ayant envoyé un parlementaire pour prévenir que, ce jour même, il ferait faire des salves en réjouissance d'une victoire remportée par le général Mélas sur le corps d'armée du général Suchet, Masséna répondit, le lendemain, à cette communication par une vigoureuse sortie, ou plutôt par une nouvelle bataille livrée à l'armée autrichienne dans la partie du levant.

Toutes les troupes disponibles furent formées en deux divisions ou corps principaux : l'un, sous les ordres du général Soult ; le second, sous ceux du général Miollis. Masséna avait pour but de déposter l'ennemi du Monte-Faccio.

[1] L'adjudant général Reille, venu d'Antibes en deux jours, avait apporté récemment des dépêches du premier consul, qui promettait que Gênes serait incessamment secouru et délivré.

Miollis, chargé d'attaquer cette position de front, s'avança sur trois colonnes, conduisant lui-même celle du centre : l'adjudant général Reille commandait la droite, et l'adjudant général Gauthier la gauche. La division du général Soult marchait en même temps pour tourner la montagne. 1800—an VIII Italie.

Gauthier pénétra d'abord jusqu'au poste retranché de Bavari, qu'il enleva et où il trouva trente à quarante sacs de riz, ressource précieuse dans la pénurie qu'éprouvaient déjà les troupes. Miollis et Reille s'emparèrent également des premières positions de l'ennemi; malheureusement les deux colonnes avaient attaqué avec tant d'impétuosité que les rangs se trouvèrent rompus : les Autrichiens, qui s'aperçurent de ce désordre, se serrèrent, et, reprenant brusquement l'offensive, chargèrent à leur tour les Français, et les rejetèrent sur la Sturla, sans leur laisser le temps ni la possibilité de se rallier.

Mais, pendant que l'ennemi s'abandonnait ainsi à la poursuite de ces deux colonnes, le général Soult exécutait son mouvement avec plus de succès. Parti du glacis de la porte Romana à cinq heures du matin, il avait suivi la rive droite du Bisagno, par Bisontino, Olmo, Prati et Olivetto, culbutant tous les postes ennemis sur son passage, et forçant le camp du Monte Creto pour assurer son flanc gauche [1]. Arrivé à Cassolo, il y passa le Bisagno, entre Torriglia et Campanardigo; et, ayant réuni ses troupes, il laissa au delà du Torrent deux bataillons pour couvrir ses derrières. Il fallait avoir toute l'audacieuse témérité du général Soult pour oser tenter un mouvement aussi hasardé. En effet, avec moins de 5,000 hommes, il se trouvait à la distance de quatre lieues de la place, presque sur les derrières de l'ennemi.

Le général Darnaud, commandant l'avant-garde de cette di-

[1] Un caporal de grenadiers, nommé Bonneau, se distingua particulièrement dans cette affaire. S'étant élancé le premier dans une redoute, il s'y trouva entouré d'ennemis, avant qu'aucun de ses camarades eût pu le suivre. Il se défend longtemps avec une intrépidité sans exemple, et renverse plusieurs de ses adversaires; mais il est enfin accablé par le nombre et désarmé : il parvient à s'échapper et à se précipiter hors du retranchement; suivi par huit Autrichiens, il se retourne, en criant : *A moi, camarades, ils sont pris.* Il en amène effectivement quatre à sa compagnie, reprend son poste, et entre encore un des premiers dans la redoute.

1800—an VIII Italie. vision, se porta rapidement, par Vignone et Turazzo, sur les hauteurs d'el Becco pour intercepter le chemin de Sori. Il avait déjà culbuté plusieurs postes, surmonté de grands obstacles, et fait 600 prisonniers, lorsqu'il fut arrêté par un ravin profond et escarpé ; ses soldats le passèrent un à un sur une échelle, et sous le feu le plus vif. 50 hommes étaient à peine réunis, que Darnaud les conduisit à l'ennemi, auquel il fit encore de nouveaux prisonniers. Mais, la marche précipitée de cette avant-garde l'ayant trop éloignée du corps d'armée, elle fut assaillie par des troupes fraîches et supérieures en nombre. Darnaud se battit pendant deux heures sans perdre de terrain ; l'arrivée du général Poinsot, à la tête d'un bataillon de la 2e de ligne, vint heureusement soutenir une lutte si inégale.

Le général Soult, ayant atteint avec toutes ses troupes les revers accessibles du Monte-Faccio, fit former trois colonnes d'attaque qui marchèrent au pas de charge sur les retranchements ennemis et les forcèrent. Le général Gottesheim, qui commandait ce poste, eut à peine le temps de s'échapper : ses troupes, culbutées, dispersées ou précipitées du haut des rochers dans les précipices, laissèrent, outre les morts, plus de 1,000 prisonniers au pouvoir du vainqueur.

Nous ne passerons point sous silence un trait remarquable et caractéristique de l'esprit du soldat français en cette circonstance. A l'époque désastreuse où l'insubordination et la désertion s'étaient introduites dans les rangs de l'armée d'Italie accablée par le nombre et désorganisée par la misère, la 25e demi-brigade légère, dont la discipline s'était maintenue, avait été employée au désarmement de la 24e de ligne ; et, depuis ce temps, les soldats de ces deux corps s'étaient juré haine et vengeance. Masséna avait évité jusqu'à ce jour de les rapprocher ; mais le hasard fit que, dans l'action dont nous venons de rendre compte, les deux demi-brigades se trouvèrent placées de manière à rivaliser de valeur l'une aux yeux de l'autre : c'était à l'attaque des retranchements du Monte-Faccio. Le danger était commun, et cette circonstance effaça de leur cœur tout autre sentiment que celui d'une émulation généreuse. En marchant au combat et sous le feu de l'ennemi, les soldats des deux corps se confondirent, s'embrassèrent ; la moitié de la 25e passa dans les rangs

de la 24ᵉ et réciproquement : après cet heureux échange, les deux corps continuèrent le combat, en redoublant d'ardeur. « Les armées françaises, dit le général Thiébault qui rapporte cette anecdote, pouvaient seules présenter un pareil exemple. » 1800—an VIII Italie.

Maître du Monte-Faccio ainsi que du Monte-Moro, le général Soult fit faire à ses troupes une halte d'une heure, après laquelle le général Darnaud eut ordre de se diriger sur Nervi, où le général Gottesheim venait de rallier ses débris. Les Autrichiens évacuèrent ce village à l'approche des Français, et l'on ne put atteindre que leur arrière-garde qui abandonna deux pièces de canon. Darnaud trouva dans Nervi quelques subsistances qu'il s'empressa de faire passer à Gênes après avoir fait une distribution à sa troupe.

Cependant le général en chef, depuis l'échec éprouvé par les troupes de Miollis, n'avait reçu aucune nouvelle de la division du général Soult, et pouvait craindre que ce corps n'eût été enveloppé ou défait ; il alla lui-même rallier la division repoussée du Monte-Faccio, et lui fit prendre position à San-Martino d'Albaro et sur le chemin qui conduit à la porte Romana. Les soldats découragés murmuraient hautement, et il fallut toute l'énergie de Masséna pour imposer silence à des hommes excédés de fatigue et qui n'entrevoyaient ni le terme ni la récompense des efforts réitérés qu'on exigeait d'eux. Le général en chef leur parla de leur gloire passée, de l'importance des services qu'ils rendaient à la république en tenant en échec la plus grande partie de l'armée autrichienne pendant qu'une nouvelle armée française s'avançait à marches forcées et franchissait les Alpes pour débloquer Gênes et reconquérir l'Italie ; et pour achever de ranimer leur ardeur il leur fit faire une distribution extraordinaire de vin. Après deux heures de repos, les troupes se trouvèrent en si bonne disposition, que Masséna ne balança point à les reporter en avant pour dégager, s'il était nécessaire, la division du général Soult. A quatre heures du soir, le général Miollis avait rétabli ses communications par le Bisagno, et l'adjudant général Reille avait pris position sur le Monte dei Ratti. La jonction des deux divisions se fit à Nervi, où se trouvait, comme on l'a vu, le général Darnaud avec sa brigade.

Une partie des troupes qui avaient pris part à cette brillante

1800 – an VIII Italie. excursion sur les derrières de l'ennemi rentrèrent dans Gênes le soir même, conduisant avec elles 1,500 prisonniers autrichiens, plus malheureux par la famine à laquelle ils allaient se trouver en proie que s'ils eussent succombé sur le champ de bataille. Dans la soirée, Masséna fit publier, avec l'appareil le plus propre à en imposer aux Génois, la victoire qu'on venait de remporter : la ville fut illuminée, et toute l'artillerie des remparts répondit avec usure aux salves tirées la veille par les postes autrichiens et la flotte anglo-napolitaine qui croisait devant le port. L'enthousiasme d'un grand nombre de Génois fut d'autant plus vif que jusqu'à cinq heures du soir, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'on avait appris la jonction des troupes de Miollis avec celles de Soult, on croyait généralement que ces dernières, enveloppées par les Autrichiens, étaient détruites ou prisonnières.

Le but apparent du général en chef dans cette dernière attaque avait été de prouver aux Autrichiens que la nouvelle de la défaite du général Suchet n'avait pu intimider les troupes qui défendaient Gênes : l'objet réel de ses efforts était de chercher des ressources contre la famine dont les atteintes étaient plus que prochaines. On avait bien réussi à faire entrer dans la place quelque bétail, des herbes, mais il fallait s'étendre plus au loin pour trouver des grains. Aussi Masséna était-il déterminé à profiter de l'espèce de stupeur dans laquelle il venait de laisser les Autrichiens pour continuer ses excursions et pour enlever aux campagnes voisines les dernières ressources qu'elles pouvaient avoir encore. Il donna à peine un jour de repos aux troupes; et, le 13 mai, il disposa une nouvelle sortie générale. Il était essentiel de déposter les Autrichiens du Monte-Creto, point central de toutes les positions de l'ennemi autour de Gênes. Cette position dont Soult s'était emparé pour parvenir à la tête de la vallée du Bisagno, mais qu'il n'avait pu conserver, assurait, en effet, la communication entre les deux rivières. Les Français, en s'en emparant et s'y réunissant, pouvaient se porter également du côté du Ponent, sur les derrières de la Coronata, et du côté du Levant, sur Ponto-Fino et Chiavari : les Autrichiens se trouvaient alors dans la nécessité de se retirer sur la Bocchetta et en arrière de Voltri, mouvement qui leur eût fait abandonner l'ar-

tillerie réunie à Cornigliano et les magasins formés à Sestri. 1800 — an VIII Italie.

Cette attaque était si importante et pouvait avoir des résultats tels, que Masséna, malgré la conscience de ses propres moyens, ne crut pas devoir l'entreprendre avant d'avoir communiqué son plan aux autres généraux. Un conseil de guerre fut convoqué à cet effet, et malheureusement les dispositions du général en chef ne furent approuvées qu'en partie. Il voulait préalablement attaquer Ponto-Fino, où l'ennemi avait des magasins considérables ; mais les généraux Soult et Miollis furent d'avis d'attaquer de prime abord le Monte-Creto ; et Masséna, tout en faisant remarquer les inconvénients qui pouvaient résulter de cette première attaque, céda à l'opinion des généraux. La nuit du 12 au 13 fut employée à prendre des mesures pour l'exécution du nouveau plan.

Les troupes destinées à l'attaque du Monte-Creto furent partagées en deux colonnes : la principale (celle de droite), sous les ordres du général Soult, composée de la 3ᵉ légère et des 2ᵉ, 3ᵉ, 24ᵉ et 62ᵉ de ligne, sortit par la porte Romana à huit heures du matin, et s'avança par la vallée du Bisagno ; celle de gauche, aux ordres du général Gazan, encore souffrant de sa blessure, était formée des 92ᵉ, 97ᵉ et 106ᵉ demi-brigades de ligne. Elle déboucha par le fort de l'Éperon, et, passant par les Deux-Frères, elle marcha droit aux retranchements élevés par les Autrichiens sur la montagne des Quatre-As. L'adjudant général Gauthier commandait l'avant-garde du général Soult, formée des 3ᵉ légère et 62ᵉ de ligne. La marche de cette troupe fut une continuité d'engagements. Gauthier, culbutant tous les postes qui se trouvaient devant lui, parvint jusqu'au pied du Monte-Creto, pendant que, de son côté, le général Spital, à la tête de l'avant-garde de la colonne de gauche, s'emparait aussi de plusieurs postes avancés.

Le camp des Autrichiens sur le Monte-Creto était couvert par de nombreux ouvrages garnis de troupes, que soutenaient des réserves rassemblées dès la veille par le général Ott, qui fut sans doute instruit, au moyen des intelligences qu'il avait dans Gênes, du dessein du général français. Au surplus, l'objet de l'attaque étant évidemment annoncé, la promptitude de l'attaque pouvait seule en assurer le succès. Le choc des Français

1800—an VIII Italie. fut aussi impétueux qu'on pouvait l'espérer, mais les Autrichiens le soutinrent avec une égale vigueur. Au moment où les deux divisions, après s'être formées pour appuyer leurs avant-gardes, marchaient sur les retranchements, un orage inattendu et des plus violents enveloppa tout à coup le Monte-Creto et répandit une obscurité, pour ainsi dire, surnaturelle. Dans cette nuit subite et profonde, les éclairs seuls faisaient apercevoir les lignes et les masses des combattants. Bientôt une pluie abondante et qui dura trois quarts d'heure suspendit l'engagement; lorsqu'elle eut cessé, le soldat, embarrassé de ses vêtements, ne pouvait faire usage de ses armes, et, glissant à chaque pas dans les sentiers étroits et détrempés qu'il lui fallait suivre, se sentit découragé : il avait perdu cette énergie, cette force d'impulsion, si nécessaires pour la réussite des attaques de vive force.

L'accident qui neutralisait ainsi l'ardeur des troupes françaises avait favorisé le général autrichien. Pendant que la tempête arrêtait les colonnes assaillantes au pied de la montagne, Ott fit avancer les troupes qu'il avait dans les vallées; elles se trouvèrent en ligne au moment où le soleil ayant reparu permit aux Français de continuer leur attaque. Mais tous les efforts de ceux-ci luttant contre les difficultés du terrain et contre un ennemi supérieur furent infructueux ; ce fut vainement que les généraux et les officiers supérieurs donnèrent les plus nobles exemples de dévouement et d'intrépidité. Sur la gauche, le général Spital, en excitant et ranimant ses troupes, eut son cheval tué sous lui et fut blessé lui-même. L'adjudant général Reille, qui prit sa place, se jeta seul en avant et ne fut point suivi. A la droite, l'adjudant général Gauthier donna le même exemple, et parvint à faire charger sa troupe. Il enleva les premières redoutes, mais il se trouva en présence d'une colonne de réserve que le général Hohenzollern conduisait en personne. La mêlée fut terrible : elle présentait l'image de ces combats antérieurs à l'invention de la poudre, décrits par les historiens anciens et du moyen âge et par les poëtes ; on se battit corps à corps : le vaillant Gauthier, portant des coups terribles à tout ce qui se présentait devant lui, tomba blessé, et ses soldats, n'étant plus excités par son exemple, reculèrent. Le général Soult se porta

à la tête de la colonne du centre que commandait le général Poinsot, et donna à cette troupe une impulsion si vive, que l'ennemi plia à son tour; les Français pénétrèrent jusque dans le camp du Monte-Creto : déjà ils s'y établissaient et incendiaient les baraques, lorsqu'une nouvelle réserve dirigée par le général Hohenzollern, arrivant en bon ordre et au pas de charge, dispersa les Français, qui, se croyant victorieux, avaient rompu leurs rangs en partie. Soult, secondé par ses deux aides de camp, le chef d'escadron Soult son frère et le lieutenant Mengaud, fit les plus grands efforts pour rallier la 3e demi-brigade de ligne. Il avait réussi : cette troupe, arrêtée à sa voix, s'était formée de nouveau et s'apprêtait à charger, quand il fut atteint d'une balle qui lui fracassa la jambe droite. Ce funeste événement enleva aux troupes le nouvel élan que Soult leur avait communiqué. Le général Poinsot et l'adjudant général Gauthier se jetèrent vainement au-devant des soldats, en s'écriant qu'ils étaient déshonorés à jamais s'ils ne vengeaient point leur général, ou au moins s'ils ne l'empêchaient point de tomber entre les mains de l'ennemi : les grenadiers s'avancèrent seuls; mais le terrain incliné et formé de glaise que la pluie avait détrempée empêcha ces braves, déjà exténués de fatigue et pouvant à peine se soutenir, d'arriver jusqu'à Soult, à l'exception d'un seul, auquel ce général remit ses armes pour les porter à Masséna. Soult, soutenu par son frère, resta sur le champ de bataille, où les Autrichiens, qui s'avançaient en grande hâte, les firent bientôt prisonniers l'un et l'autre. Le général Poinsot et l'adjudant général Gauthier rallièrent les troupes au bas de la montagne, et opérèrent leur retraite dans le meilleur ordre possible après une lutte aussi décourageante.

Masséna, jugeant l'entreprise manquée par le rapport de quelques blessés rentrés dans Gênes, avait détaché l'adjudant général Hector dans la vallée du Bisagno, avec une petite réserve, pour protéger la retraite des troupes de Soult. Cet officier rejoignit le général Poinsot, qui n'était point trop pressé par l'ennemi. Cette fatale journée causa une perte très-considérable aux Français en hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Outre les généraux et officiers supérieurs dont nous avons fait mention, le chef de brigade de la 2e légère, Perrin, avait reçu une balle

1800—an VIII Italie. à la jambe; il mourut, quelques jours après, des suites de cette blessure.

L'attaque du Monte-Creto termina la défensive active des environs de Gênes. Masséna avait perdu plus du tiers de ses troupes dans les trois grandes affaires générales et dans les combats journaliers. Il se voyait privé de ses meilleurs généraux et de presque tous les chefs de corps. 4,000 femmes, rassemblées dans la ville pendant le dernier combat, avaient parcouru les rues en agitant des sonnettes qu'elles tenaient à la main, poussant des cris d'épouvante et de désespoir, demandant du pain ou la mort, et invoquant la Vierge. Les prêtres étaient mêlés dans ces attroupements, que l'on parvint à dissiper cependant au moyen de quelques distributions d'argent.

Toutefois ce soulèvement annonçait à Masséna que désormais sa tâche la plus difficile serait de contenir un peuple aigri par la misère et travaillé sourdement par les intrigues des Anglais et des agents de l'Autriche.

Pour ranimer la patience des bons citoyens et paralyser l'effet qu'avait produit le fâcheux échec du 13 mai, le général en chef fit afficher le lendemain dans toutes les rues de Gênes la proclamation suivante :

« Vous êtes témoins des travaux de l'armée pour délivrer votre territoire de la présence de l'ennemi ; il a été si souvent battu, ses pertes ont été si énormes, qu'aujourd'hui ses forces sont infiniment réduites : la journée d'hier, même, est une des plus meurtrières pour lui. Cet ennemi est désormais dans l'impossibilité de rien tenter contre la ville de Gênes. Nous n'aurions qu'une chose à redouter, c'est le manque de subsistances, si les mesures les plus rassurantes n'avaient été prises à l'avance ; elles ont été l'objet de ma sollicitude et de celle de votre gouvernement.

« Des achats ont été faits, et, quelles que soient les difficultés qu'il faut vaincre, sous peu de jours il arrivera des approvisionnements.

« Habitants de la ville de Gênes, je vous le répète, l'ennemi ne peut rien entreprendre ; votre sort est donc dans vos mains. Vous devez aux sacrifices que vous avez déjà faits, vous devez à l'armée qui verse son sang pour votre défense, vous devez à

l'honneur de votre caractère national, à vos familles, à votre gouvernement, de persévérer avec courage. Je n'ai qu'à me louer de votre zèle et de votre contenance ferme et calme; mais vous perdriez tout le fruit de vos sacrifices si vous ne les supportiez encore quelques jours.

« Citoyens de Gênes, l'armée française vous donne un grand exemple de dévouement: hésiteriez-vous à le suivre dans des circonstances qui vous intéressent au moins aussi essentiellement qu'elle? »

Mais que pouvait une proclamation contre la voix impérieuse de la famine et de la plus désespérante misère? Les canonniers ennemis ne cessaient point de lancer des bombes sur le quartier le plus populeux, sans respecter même les hôpitaux, sur lesquels le drapeau noir était arboré.

Forcé de s'occuper de la sûreté intérieure de Gênes, Masséna fit évacuer le Monte-Faccio, et le général Miollis eut ordre de serrer ses postes sur la Sturla. Ce moyen le mit à même de renforcer la garnison et d'établir des corps de garde avec du canon sur les principales places de la ville. Ayant remarqué l'influence exercée par les femmes sur la populace indigente, il fit sortir de Gênes toutes celles qui s'y étaient réfugiées des villages environnants, afin de diminuer le nombre de ces mégères affamées qui ne cessaient de répéter le mot de ralliement de l'ancienne république : *e viva, viva Maria.*

Le général en chef ne négligeait point de donner la plus grande publicité aux nouvelles qu'il recevait du dehors et qui pouvaient ranimer l'espérance générale. C'est ainsi qu'il fit connaître celles qu'avait apportées le capitaine du génie Couchaud. Le premier consul, en annonçant à Masséna les victoires remportées par Moreau en Allemagne, l'informait aussi de son propre départ de Paris pour se mettre à la tête de l'armée de réserve, déjà parvenue en Suisse; il le prévenait que Gênes pourrait être débloqué à la fin du mois ou dans les premiers jours de juin. Cette nouvelle redonna d'autant plus d'espérance aux troupes, que le nom seul du premier consul semblait garantir la promptitude et le succès de l'opération. Quelques jours après (le 20 mai), l'adjudant général Ortigoni arriva sur un petit bâtiment maltais (speronare) qui avait échappé aux croisières ennemies. Cet

1800—an VIII Italie. officier était chargé de remettre à Masséna une somme de neuf cent mille francs, expédiée d'Antibes par le payeur général de l'armée, Scitivaux. Cet argent permit de subvenir aux besoins pressants de l'administration et de donner quelques secours aux troupes. Le même jour, de nouveaux bâtiments de guerre ennemis venant du côté du Ponent se joignirent à ceux qui étaient déjà réunis devant Gênes, et les Anglais, comme pour célébrer cette réunion, redoublèrent leur feu sur la ville. A deux heures du matin, leurs chaloupes canonnières s'emparèrent d'une belle galère génoise qui défendait, avec d'autres bâtiments armés, l'entrée du port. La résistance de 50 grenadiers liguriens, postés sur cette galère, se borna à tirer trois coups de fusil sur l'ennemi au moment où il sautait à l'abordage. Le capitaine Bavastro, voyant son bâtiment perdu par une trahison aussi manifeste, se précipita dans la mer, préférant une mort honorable à la honte de se rendre sans combattre. Il échappa heureusement aux dangers qui l'entouraient, et gagna le port.

L'ennemi, profitant de l'arrivée de ses nouvelles forces navales, resserra plus étroitement le blocus du port et augmenta son feu sur la ville. Sur soixante barques ou petits bâtiments envoyés en France ou en Corse par le général en chef pour ramener des subsistances, une seule put échapper à la vigilance des croiseurs. Cependant les officiers successivement dépêchés pour faire connaître la situation de l'armée ne craignaient point d'affronter les périls de la traversée pour rapporter les réponses de Bonaparte et les avis du secours si souvent promis et si impatiemment attendu. La généreuse audace de ces officiers eut souvent plus de succès que les démarches intéressées des marins du pays, qui ne consentaient à se mettre en mer qu'à force d'argent. Parmi ceux qui se dévouèrent ainsi pour pénétrer jusqu'à Gênes après en être sortis, il faut remarquer le chef d'escadron Franceschi, alors aide de camp de Soult, et que ses talents et sa belle conduite ont placé depuis au rang des généraux les plus recommandables de l'armée. Monté sur une embarcation que conduisaient trois rameurs seulement, il avait traversé, à la faveur de la nuit, la croisière anglaise, et était arrivé jusqu'à la chaîne des chaloupes les plus rapprochées de la place, lorsque le jour le surprit. Il se trouvait au milieu

de la rade, à plus d'une lieue du rivage, et exposé au feu croisé des bâtiments. L'un des rameurs est tué, un autre est blessé : Franceschi ne peut plus éviter d'être pris sur son frêle esquif. Dans cette extrémité, il attache ses dépêches autour de son cou au moyen d'un mouchoir, se dépouille de ses vêtements et se jette à la mer pour gagner le rivage en nageant ; mais il pense bientôt qu'il a laissé ses armes qui vont devenir un trophée pour l'ennemi, il retourne à l'embarcation, prend son sabre qu'il serre entre ses dents, nage longtemps encore, lutte opiniâtrément contre les vagues, et aborde enfin presque épuisé par la fatigue du trajet qu'il vient de faire.

Franceschi avait quitté Bonaparte au pied du mont Saint-Bernard, et les dépêches qu'il remit au général en chef annonçaient que le consul serait à Ivrée vers le 20 mai, avec toute son armée, et que de là il s'avancerait à marches forcées sur la Ligurie.

Ces nouvelles coïncidaient avec des bruits répandus dans la ville et qui annonçaient que le général Ott faisait déjà quelques mouvements pour lever le blocus et marcher à la rencontre de l'armée de réserve. Cette retraite parut si vraisemblable, que Masséna, dans la persuasion que l'ennemi lui en dérobait les préparatifs, et voulant acquérir la conviction de ce fait, ordonna, le 28 mai, une reconnaissance générale sur Nervi, le Monte-Faccio, le Monte dei Ratti, et dans la vallée du Bisagno. Les Français combattirent encore avec leur valeur accoutumée, mais sans succès. Les Autrichiens défendirent vigoureusement les accès de leurs lignes, dont ils avaient augmenté les ouvrages. Manœuvrant sous un feu meurtrier, les troupes républicaines éprouvèrent de grandes pertes. Le général Darnaud, qui les commandait, reçut au-dessous du genou gauche une blessure qui nécessita quelques jours après l'amputation de la jambe. Les adjudants généraux Hector, Noel-Huard, et plusieurs autres officiers, furent également blessés.

Toutefois la retraite se fit en bon ordre, et les troupes ne furent harcelées que par les nombreuses bandes de paysans insurgés qui s'étaient embusqués dans les rochers, à la manière des Barbets.

Cependant l'espoir d'une prompte délivrance soutenait encore les esprits. Chacun commentait à sa manière les dernières nou-

velles reçues et en exagérait les détails. Le moindre bruit extraordinaire semblait signaler la présence de l'armée de secours. On croyait entendre le canon sur tous les points; un orage dans le lointain était un événement. Le 29, un aide de camp du général Gazan arriva des avant-postes au grand galop pour annoncer au général en chef qu'on entendait le canon vers la Bocchetta et une violente fusillade à Campo-Freddo. En un moment cette nouvelle se répand dans toute la ville : on se félicite, on s'embrasse; les partisans des Français se réjouissent; leurs ennemis sont consternés ; un mouvement nouveau semble ranimer la ville entière, de l'enthousiasme on passe bientôt au délire. Déjà les troupes avaient pris les armes, et Masséna lui-même était monté sur un lieu élevé du côté du Ponent pour examiner si l'ennemi faisait quelque mouvement; mais il vit la plus grande tranquillité régner dans les trois camps de l'ennemi sur la rive droite de la Polcevera. Après avoir longtemps attendu et prêté l'oreille, on se convainquit que la canonnade annoncée était encore une déception, un de ces rêves de l'imagination, dont on avait été si souvent dupe. Cette dernière épreuve acheva d'abattre les courages.

En effet, la situation de Gênes s'aggravait de plus en plus. Chaque jour éclairait de nouveaux désastres et dévoilait les plus horribles effets de la famine. Des malheureux répandus dans les rues remplissaient l'air de leurs gémissements et expiraient dans les angoisses de la faim et du désespoir; des enfants délaissés imploraient vainement la pitié publique; on se disputait les cadavres des animaux morts, la pâture des bestiaux. C'était en vain que la nuit venait couvrir de ses voiles ce tableau déchirant, on était réveillé par les mêmes cris, les mêmes gémissements, et, lorsque le jour reparaissait, on trouvait amoncelés de nouveaux morts et de nouveaux mourants. Le port, où les prisonniers étaient détenus sur des barques, présentait le même spectacle. Ces déplorables victimes de la guerre avaient mangé jusqu'à leurs souliers et leurs havresacs, et, dans l'impuissance où l'on était de leur faire aucune distribution, on fut obligé de les abandonner sur les bâtiments, en retirant les postes qui les gardaient, de crainte que dans leur fureur ils ne se jetassent sur les soldats pour les déchirer et les dévorer ensuite. Masséna fit

proposer au général Ott de faire envoyer par les Anglais les vivres que les magasins de la place ne pouvaient plus fournir à ces infortunés; il ne reçut aucune réponse.

1800—an VIII Italie.

Il était impossible au général Masséna de prolonger encore cette agonie : la distribution des soupes, dans lesquelles on avait fini par mêler des herbes médicinales, et qui avaient remplacé le pain qu'on ne fabriquait plus, avait été interrompue faute d'aliment. Dans cette extrémité, Masséna, comptant toujours sur la prochaine arrivée de l'armée de réserve, avait essayé de gagner encore quelques jours. On avait ramassé par son ordre tout ce qui existait encore dans la ville en amandes, graine de lin, amidon, son, avoine sauvage et cacao; amalgamant le tout ensemble, on en fit une espèce de pâte qui n'était autre chose qu'un mastic noir, amer, carbonisé par la cuisson si on voulait lui donner la consistance du pain, et impossible à digérer en raison de l'huile de cacao dont il était imprégné si on le mangeait dans sa préparation première. Du fromage et quelques légumes verts étaient les seuls soulagements que l'on pût accorder aux malades et aux blessés qui encombraient les hôpitaux. La distribution dangereuse et dégoûtante dont nous venons de parler était la seule que l'on eût faite depuis quinze jours à l'armée et à la nombreuse population de la ville; encore fallut-il réduire les rations, et retrancher, même aux hôpitaux, les aliments moins grossiers qu'on avait mis en réserve pour eux.

Le désespoir était à son comble : on vit enfin cesser cette patience admirable et exemplaire avec laquelle les Français et les Génois avaient supporté la détresse commune. Le 30 mai, les habitants prirent les armes; et les Français, d'abord menacés par cette sédition, furent sauvés par la division qui s'établit entre les Liguriens attachés au nouveau système et les partisans de l'ancienne forme du gouvernement. Au lieu de tourner de concert leurs armes contre la garnison, les deux partis, également exaspérés par les calamités qu'ils s'imputaient mutuellement, se battirent sur les places et dans les rues. Cette dernière circonstance achevait de compléter l'horrible situation où se trouvait la ville de Gênes. Jusqu'alors les soldats français épuisés s'étaient bornés à envier le sort de ceux qui avaient péri sur le champ de bataille, que les éclats d'obus

1800 – an VIII Italie. et de bombes moissonnaient chaque jour dans la place, ou qui succombaient dans les hôpitaux. Plusieurs d'entre eux s'étaient donné volontairement la mort pour échaper au supplice de la faim. Mais le feu de l'insurrection commença à gagner les régiments; des soldats brisèrent leurs armes sur la place Saint-Dominique, en disant qu'ils étaient hors d'état de les porter et de s'en servir; quelques autres désertèrent des postes avancés, et furent implorer dans le camp ennemi les aliments dont ils ne pouvaient plus supporter la privation.

Dans cet état de choses, Masséna, ayant reçu, vers la fin du même jour, 30 mai, une demande d'entrevue de la part de l'amiral Keith et des généraux autrichiens Ott et Saint-Jullien, leur dépêcha l'adjudant général Andrieux, pour connaître les motifs d'une pareille démarche : elle avait pour but la remise d'une lettre que le général en chef autrichien Mélas adressait au général français, et qu'Andrieux ne se crut point autorisé à recevoir des mains des généraux ennemis; elle fut envoyée aux avant-postes français, après le retour de cet officier, et transmise au quartier général. Mélas complimentait le défenseur de Gênes sur ce que « la fortune des armes lui avait été contraire et n'avait pas secondé son courage et ses talents admirés de toute l'Europe : il faisait valoir la défaite du général Suchet; il suppliait Masséna d'avoir pitié de la ville de Gênes, et de sacrifier aux sentiments de l'humanité la vaine gloire de l'avoir défendue jusqu'à la dernière goutte du sang de ses soldats et de toute la population : il lui offrait, en conséquence, de capituler aux conditions les plus honorables. »

Il était naturel de penser que le général autrichien, en faisant une telle proposition, avait pour but de réunir plus promptement ses forces pour marcher au-devant du premier consul, et que la diversion du siége de Gênes avait déjà produit l'effet que Bonaparte en attendait. Masséna crut voir en effet dans cette initiative de son adversaire l'indice d'une retraite commandée par les événements et dont l'ordre était peut-être déjà donné : aussi se borna-t-il à répondre que, « bien que cette ouverture fût prématurée, il se réservait cependant de traiter de son objet lorsqu'il y aurait mûrement réfléchi. »

Cette réponse, comme on peut le présumer, ne remplissait

point l'attente des généraux ennemis; un nouveau bombardement fut ordonné pendant la nuit, et produisit une fermentation encore plus violente et des murmures plus menaçants. L'impassible général en chef se porta aux quartiers les plus exposés, et réussit encore à contenir les 5 ou 6,000 combattants qui lui restaient et les 150,000 Génois dans une résignation dont eux-mêmes s'étonnaient. Mais le terme de la résistance était atteint; il ne restait plus que pour deux jours de ces vivres plus nuisibles que substantiels que l'on distribuait depuis trois semaines. Masséna, avant de se rendre, veut tenter un dernier moyen de salut, et sortir avec honneur d'une ville dont la défense a coûté tant d'efforts et de sacrifices: il assemble les chefs des corps: « Camarades, leur dit-il, nous avons rempli notre tâche, mais qu'il ne soit pas dit qu'on a triomphé de nous! abandonnons ce vaste tombeau, n'emportons que nos armes et notre gloire, et faisons-nous jour à travers nos ennemis. » Tous répondirent que les officiers le suivraient et périraient avec lui, s'il le fallait; mais que leurs soldats, trop affaiblis pour combattre et même pour marcher, ne quitteraient point la ville et se livreraient à la discrétion des Autrichiens, qu'aucun effort humain ne pouvait réveiller leur première énergie; et qu'enfin, dans peu d'heures, il n'aurait plus sous ses ordres que des cadavres. Masséna ne crut point encore à cette déclaration affligeante; il avait vu les soldats se calmer à son aspect quand il parcourait les différents quartiers de Gênes dans la matinée, et il conçut l'espérance de les rappeler au devoir en publiant cet ordre du jour:

1800—an VIII
Italie.

« Soldats!

« Les rapports qu'on me fait m'annoncent que votre courage et votre patience s'éteignent, qu'il s'élève quelques plaintes et quelques murmures dans vos rangs, que quelques-uns d'entre vous désertent à l'ennemi, et qu'il se forme des complots pour exécuter en troupes des desseins aussi lâches.

« Je dois vous rappeler la gloire de votre défense de Gênes, et ce que vous devez à l'accomplissement de vos devoirs, à votre honneur et à votre délivrance, qui ne tient qu'à quelques jours de persévérance.

« Que la conduite de vos généraux et de vos chefs soit votre

1800 — an VIII Italie. exemple : voyez-les partager vos privations, manger le même pain et les mêmes aliments que vous ; songez encore que, pour assurer votre subsistance, il faut veiller le jour et la nuit. Vous souffrez de quelques besoins physiques, ils souffrent ainsi que vous, et ont de plus les inquiétudes de votre position. N'auriez-vous fait jusqu'à ce jour tant de sacrifices que pour vous abandonner à des sentiments de faiblesse et de lâcheté ? Cette idée doit révolter les soldats français.

« Soldats ! une armée commandée par Bonaparte marche à nous; il ne faut qu'un instant pour nous délivrer ; et, cet instant perdu, nous perdrions avec lui le fruit de nos travaux ; et un avenir de captivité et de privations bien plus amères s'ouvrirait devant vous.

« Soldats, je charge vos chefs de vous rassembler et de vous lire cette proclamation ; j'espère que vous ne donnerez pas à ces braves, si respectables par leur vertu, et dont le sang a coulé si souvent en combattant à votre tête, à ces braves qui ont toute mon estime et qui méritent toute votre confiance, la douleur de m'entretenir de nouvelles plaintes, et à moi celle de punir.

« L'honneur et la gloire furent toujours les plus puissants aiguillons des soldats français, et vous prouverez encore que vous êtes dignes de ce titre respectable.

« Cette proclamation sera mise à l'ordre et lue à la tête des compagnies. »

Les soldats ne répondirent à ce dernier appel de leur illustre général que par un morne silence, qui démontrait assez la situation de leur âme et le refus absolu d'un effort dont ils étaient incapables. Dès ce moment, Masséna ne balança plus à entrer en accommodement avec les généraux ennemis.

Il venait de recevoir une dernière sommation ; mais son âme fière se révoltait encore à l'idée d'une démarche commandée par la nécessité. Il prit donc le prétexte d'un échange de prisonniers dont le sort était si déplorable à Gênes, pour envoyer l'adjudant général Andrieux au quartier général autrichien. Cet officier, qui faisait les fonctions de chef d'état-major de l'armée depuis la mort du général Marbot[1], s'aboucha à Rivarolo avec

[1] Ce général avait été une des premières victimes de l'épidémie qui régna à Gênes pendant le siége.

le général Saint-Jullien, le colonel de Best et le capitaine de vaisseau de Bevern. 1800--an VIII Italie.

Les alliés proposèrent d'abord que la garnison retournât en France et que le général en chef demeurât prisonnier de guerre; Masséna s'indigna de cette proposition contraire aux usages ordinaires de la guerre. L'amiral Keith, comme pour justifier une condition aussi étrange, lui écrivit ces mots véritablement historiques : « Vous valez seul 20,000 hommes. »

Masséna fit déclarer aux négociateurs autrichiens et anglais, par ses délégués, l'adjudant général Andrieux et le commissaire liquidateur des dépenses de la guerre Morin, qu'il se refuserait constamment à signer tout acte dans lequel le mot *capitulation* serait employé; que l'armée française évacuerait Gênes avec armes et bagages, ou que, le lendemain de la rupture des négociations, elle se ferait jour à la baïonnette. Un pareil *ultimatum* devait rendre, selon toute apparence, la négociation fort difficile, et pourtant c'est ce qui la fit réussir.

Pendant toute cette journée (3 juin) où l'on allait décider de la vie ou de la mort de tant d'individus, Gênes fut tranquille. C'est peut-être ici l'occasion de faire remarquer le grand exemple de résignation donné par les Génois en masse. La postérité pourra-t-elle croire que 150,000 individus en proie à toutes les horreurs de la famine, voyant expirer incessamment autour d'eux des vieillards, des femmes, des enfants, tous les êtres trop faibles pour résister à une épreuve aussi terrible, réduits à vivre d'herbes, de racines, d'animaux dégoûtants ou morts de maladie, se soient résignés à supporter toutes ces calamités sans tenter un effort général contre une troupe d'étrangers déjà faibles par leur nombre, mais bien plus affaiblis encore par leur état physique? Et cependant de secrets moteurs avaient constamment excité ce même peuple à profiter de la situation des hommes auxquels il devait ses maux, pour les massacrer et terminer par un mouvement que la circonstance légitimait en quelque sorte les souffrances de tous. Mais la ville de Gênes renfermait un grand nombre de citoyens vraiment amis de leur patrie et qui redoutaient la domination autrichienne encore plus que l'extrême misère dans laquelle la noble résistance des Français les plongeait. Leur conduite pendant ce siége à jamais mémo-

1800—an VIII Italie. rable est un exemple de ce que peuvent l'amour de l'indépendance et les inimitiés nationales. Les patriotes génois avaient entendu de la bouche de leurs pères le récit des rigueurs exercées par les Autrichiens en 1746, lorsque ceux-ci étaient maîtres de leur ville; ce souvenir n'était point encore effacé : il entretint chez ces hommes une énergie que l'amour de la gloire, l'honneur même des armes républicaines, ne put pas ranimer chez les soldats français, dans les derniers jours du siége. Le bas peuple, sans argent faute de travail, sans aliments à cause du prix excessif et de la rareté des denrées qui étaient à vendre, réduit à la plus affreuse condition, aurait pu prêter une oreille facile aux discours des agitateurs : 15,000 individus expirèrent de faim à côté des subsistances qu'ils pouvaient enlever de vive force dans les boutiques ou chez les habitants plus aisés, sans qu'il leur vînt dans la pensée de prolonger leur existence par ce moyen, dont leur position pouvait justifier, en quelque sorte, l'emploi.

Cependant, dans la nuit du 3 au 4 juin, les négociateurs francais et alliés arrêtèrent les bases d'un traité d'évacuation, en vertu duquel l'aile droite de la vieille armée d'Italie pourrait sortir de la ville de Gênes avec armes, bagages, artillerie et munitions. Le bruit s'en répandit aussitôt dans la ville, et fit pousser des acclamations d'allégresse par tous les infortunés qui voyaient enfin le terme de leur délivrance; mais cette convention, pour être exécutée, devait encore recevoir l'approbation des commandants en chef. Masséna, accompagné des adjudants généraux Reille et Andrieux, du chef d'escadron Constant et du sieur Morin, se rendit, le lendemain à 9 heures du matin, à une chapelle située au milieu du pont de Cornigliano, et où se trouvaient déjà l'amiral Keith, le général Ott et le général Saint-Jullien. Dans cette entrevue, qui dura plusieurs heures, le général français montra autant d'adresse que de fierté. Il savait que les Anglais avaient souvent reproché aux Autrichiens la longueur du siége, et il s'attacha à flatter l'amour-propre des premiers[1]. Il obtint par ce

[1] Il dit entre autres choses au lord Keith : « Que votre seigneurie permette à quelques bâtiments de nous apporter un peu de blé dans Gênes, et je lui donne ma parole d'honneur que ces messieurs (en montrant les généraux Autrichiens) n'y mettront jamais le pied. » A un autre moment de la con-

moyen des conditions beaucoup plus avantageuses qu'il ne l'espérait. Les propositions qu'il faisait dans l'intérêt de l'armée et des Génois furent appuyées par l'amiral Keith, qui avait commencé par lui dire : « Votre défense est trop héroïque pour que l'on puisse vous rien refuser [1]. » Cependant, une clause sur laquelle Masséna insistait fortement faillit annuler tout ce qui avait été convenu jusqu'à ce moment. Il demandait que 8,000 hommes des troupes françaises, c'est-à-dire la totalité de celles qui étaient en état de marcher, rentrassent en France par la route de terre. Le général Ott et Keith lui-même s'y refusaient obstinément. Alors, prenant tout à coup une attitude fière et décidée, Masséna voulut terminer la contestation et rompre brusquement une conférence qui était cependant sa dernière ressource : « Vous ne consentez point à cette proposition? dit-il à l'amiral anglais et aux généraux autrichiens; eh bien! messieurs, à demain, sur le champ de bataille. « Cette fermeté et la promptitude de la détermination imposant aux alliés, on retint le général français, et l'article fut accordé.

1800—an VIII
Italie.

Si l'histoire doit consacrer la résignation, le dévouement de la masse du peuple génois dans les terribles circonstances que nous venons de rapporter, elle n'oubliera pas, sans doute, la conduite pleine de gratitude de Masséna à l'égard de ce même peuple, dans la conférence de Cornigliano. Il réclama fortement l'indépendance de la Ligurie, et fit, pour les intérêts de ce malheureux pays, tout ce qu'il était en son pouvoir de faire. La cause des Génois ne fut pas plaidée avec moins de chaleur que celle de l'honneur français. Il avait amené avec lui le sieur

versation : « Milord, si jamais la France et l'Angleterre pouvaient s'entendre, elles gouverneraient le monde. »

[1] Masséna voulait emmener cinq corsaires français qui se trouvaient à Gênes, et, pour motiver le refus de cette demande, l'amiral alléguait la nécessité d'un bill : « Vous n'êtes pas tenu de reconnaître cette formalité, disait lord Keith, mais moi je dois la respecter : nous avons un parlement et deux partis en Angleterre. » Le général français répliqua : « Prenez cela sur vous, milord. Qu'ajouterait à la conquête de Gênes, qui est votre ouvrage, et au triomphe de la Grande-Bretagne, la possession de cinq mauvais bâtiments... ? Après nous avoir enlevé tous les gros, c'est bien le moins que vous me laissiez les petits. — Eh bien! monsieur le général, reprit lord Keith en riant, n'en parlons donc plus. »

1800 - an VIII Italie. Corvetto [1], pour le rendre témoin de ses démarches en faveur de la république ligurienne.

Toutefois, quelque honorables et glorieuses que fussent les conditions qu'il venait d'obtenir, Masséna, de retour à Gênes, croyant encore à la possibilité de recevoir dans la journée quelque nouvelle qui changeât sa position, attendit jusqu'à la fin du jour pour signer le traité, et ne s'y décida même qu'après avoir répété plusieurs fois aux citoyens de Gênes qui remplissaient ses appartements : « Malheureux ! sauvez donc encore votre patrie ! donnez-moi, assurez-moi des vivres pour quatre ou cinq jours, et je déchire l'acte qui vous livre aux alliés. » Mais tout était épuisé, le courage et les ressources publiques.

Le 4 juin, à sept heures du soir, Masséna signa l'acte d'évacuation tel qu'il avait été arrêté le matin et rédigé en ces termes :

Négociation pour l'évacuation de Gênes par l'aile droite de l'armée française, entre le vice-amiral lord Keith, commandant en chef la flotte anglaise, le lieutenant général baron d'Ott, commandant le blocus, et le général en chef français Masséna.

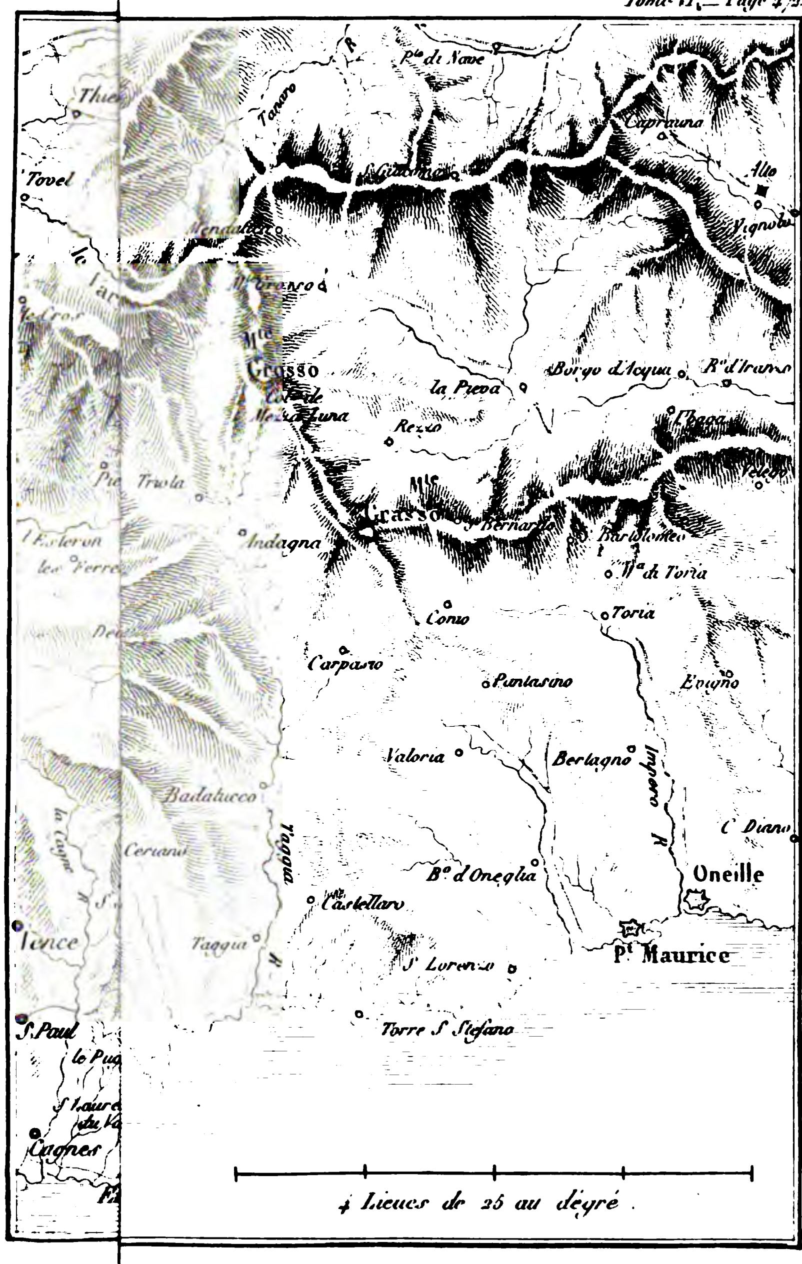
ARTICLE PREMIER. L'aile droite de l'armée française, chargée de la défense de Gênes, sortira au nombre de 8,110 hommes, et prendra la route de terre pour aller par Nice en France. Le reste sera transporté par mer à Antibes. L'amiral Keith s'engage à fournir à cette troupe la subsistance en biscuit, sur le pied de la troupe anglaise. Par contre, tous les prisonniers autrichiens faits dans la rivière de Gênes par l'armée de Masséna, dans la présente année, seront rendus en masse.

2. Tout ce qui appartient à ladite aile droite, comme artillerie et munitions en tous genres, sera transporté par la flotte anglaise à Antibes ou au golfe Juan.

3. Les convalescents et tous ceux qui ne sont pas en état de marcher seront transportés, par la flotte anglaise, jusqu'à Antibes, et nourris ainsi qu'il est dit dans l'article premier.

4. Les soldats français restés dans les hôpitaux de Gênes y seront traités comme les Autrichiens; à mesure qu'ils seront en

[1] Il était alors ministre de l'intérieur de la Ligurie.


Pte di Nave
Tanaro
Caprauna
Alto
Vignola
S. Giacomo
Menadatta
Thiei
Tovel
Mte Grosso
Mte Grosso
Col de Mezza Luna
la Pieva
Borgo d'Acqua
Rº d'Irano
Rezzo
Pie Triola
Mte Grasso
S. Bernardo
S. Bartolomeo
Andagna
l'Esteron
les Ferres
Ma di Toria
Toria
Conio
Carpasio
Pantasino
Evigno
Valoria
Berlagno
Impero R.
C. Diano
Badalucco
la Cagne
Ceriano
Taggia
Bo d'Oneglia
Oneille
Castellaro
Pt Maurice
Vence
Taggia
S. Lorenzo
S. Paul
Torre S. Stefano
le Puy
Cagnes
4 Lieues de 25 au dégré.

état de sortir, ils seront transportés ainsi qu'il est dit dans l'article premier.

5. Aucun Ligurien ayant exercé ou exerçant encore des fonctions publiques ne pourra être recherché pour ses opinions politiques.

6. Il sera libre aux Français, Génois et Italiens domiciliés ou réfugiés à Gênes, de se retirer avec ce qui leur appartient, soit argent, marchandises, meubles, ou tels autres effets, par la voie de mer, ou par celle de terre, partout où ils le jugeront convenable; il leur sera délivré à cet effet des passe-ports, lesquels seront valables pour six mois.

7. Les habitants de la ville de Gênes seront libres de communiquer avec les deux rivières et de continuer le commerce librement.

8. Aucun paysan armé ne pourra entrer ni individuellement ni en corps à Gênes.

9. La population de Gênes sera approvisionnée dans le plus court délai.

10. Les mouvements de l'évacuation de la troupe française, qui doivent avoir lieu conformément à l'article premier, seront réglés entre les chefs d'état-major des armées respectives.

11. Le général autrichien commandant à Gênes accordera toutes les gardes et escortes nécessaires pour la sûreté des embarcations des effets appartenant à l'armée française.

12. Il sera laissé un commissaire français pour le soin des blessés et malades et pour surveiller leur évacuation; il sera nommé un autre commissaire des guerres pour assurer, recevoir et distribuer les subsistances de la troupe française, soit à Gênes, soit en marche.

13. Le général Masséna enverra en Piémont, ou partout ailleurs, un officier au général Bonaparte, pour le prévenir de l'évacuation de Gênes; il lui sera fourni passe-port et sauvegarde.

14. Les officiers de tous grades de l'armée du général en chef Masséna, faits prisonniers de guerre depuis le commencement de la présente année, rentreront en France sur parole et ne pourront servir qu'après leur échange. »

Deux autres articles stipulaient l'indépendance entière du peuple ligurien, le maintien du gouvernement qui était établi

1800—an VIII Italie. à Gênes, et la neutralité absolue de la ville et du port; mais, ainsi que nous l'avons dit, les généraux autrichiens ne voulurent rien prendre sur eux à cet égard, alléguant les instructions de l'empereur; ils promirent seulement de faire tout ce qui dépendrait d'eux pour assurer la tranquillité publique dans Gênes.

Le soir même de la signature du traité, la porte de la Lanterne fut occupée par deux bataillons hongrois, et le lendemain, pendant que le général Gazan conduisait à Voltri la première colonne des troupes de la garnison, Masséna, couvert de gloire, s'embarquait avec son état-major sur les cinq corsaires français qu'il avait obtenus de lord Keith, et faisait voile pour Antibes. Le chef d'escadron Burthe et le chef de bataillon Graziani partirent le même jour pour porter au premier consul les drapeaux conquis par l'armée d'Italie dans les différentes affaires qui avaient eu lieu avant et pendant le siége. Ces officiers étaient chargés en même temps de remettre au gouvernement une copie du traité d'évacuation.

Après tant d'efforts, de constance, que pouvait-il manquer à la gloire des défenseurs de Gênes et de leur chef (dit le général Thiébault, en terminant son estimable journal des opérations du blocus et du siége de Gênes)? Rien, si ce n'est d'avoir obtenu un succès digne de l'un et des autres.

Reportons-nous maintenant vers l'aile gauche de cette étonnante armée, qui, trahie par la fortune, refusait de s'avouer vaincue.

Suite des opérations de l'armée d'Italie; bataille d'Oneglia; défense de la ligne du Var; marche rétrograde des Autrichiens; combat de la Pieva; réunion des corps de Suchet et de la garnison de Gênes, etc., etc. — Le général Suchet avait conservé ses positions de Settepani et de Melogno, après avoir échoué, comme on l'a vu, dans l'attaque des retranchements du monte San-Giacomo, à la défense duquel le général Elsnitz avait employé la plus grande partie de ses troupes. N'ayant point de renseignements positifs sur la situation du général Masséna vis-à-vis de l'ennemi, Suchet ne crut pas devoir abandonner trop précipitamment un terrain sur lequel il espérait encore se réunir avec le corps de droite. Bien qu'il eût connaissance de la bataille de Voltri, il pensa que le résultat n'en était

peut-être pas aussi décisif que les Autrichiens l'annonçaient, et résolut de garder, jusqu'à nouvel ordre, une attitude offensive. 1800—an VIII Italie.

Le 25 avril, les redoutes de Murialto, défendues par le général autrichien Gorupp, furent emportées à la baïonnette par la brigade du général Séras, qui s'y était portée de Calissano, et qui fit 150 prisonniers. Mais lorsque le commandant de l'aile gauche se disposait ainsi à continuer de harceler l'ennemi, le général en chef Mélas arrivait à Legine, village situé entre Savone et Vado, avec les troupes qu'il avait retirées du blocus de Gênes; et, le 27 avril, les positions de Melogno et Settepani furent attaquées par des forces considérables. Le général Elsnitz eut ordre de marcher sur Torre di Melogno et Calissano, le général Lattermann sur Borgo di Finale, et le général Gorupp, renforcé par les troupes du général Kaim, fut envoyé vers San-Bernardo, avec ordre de pousser une forte reconnaissance jusque sur le col de Tende. Ce mouvement des troupes autrichiennes, révélé au général Suchet par des reconnaissances préparatoires, lui fit connaitre qu'il devenait urgent de concentrer ses forces, pour pouvoir résister à la masse qu'il avait devant lui. Il fit évacuer San-Pantaleone, Melogno et Settepani, et donna des ordres pour qu'on fortifiât en toute diligence la position de Borghetto, en deçà de Loano.

L'aile gauche de l'armée d'Italie était alors réduite à deux divisions et à une brigade de réserve. La première division, commandée par le général Clausel, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Séras et Solignac, vint prendre position, la droite à Loano, et la gauche à la Rocca-Barbena, occupant Toirano, Patavello, Balestrino et Campo di Preti; Clausel établit son quartier général à Ceriale. Le général Poujet, commandant la seconde division, et ayant sous ses ordres le général Jablonowski et l'adjudant général Cravey, avait sa droite à Castel-Bianco, et sa gauche à Ponte di Nave, sur le Tanaro, occupant Nazino, Vignolo, Alto, Capruna. Le quartier général de cette division était à la Pieva. L'adjudant général Blondeau, commandant la brigade de réserve, se trouvait à Lecca, près d'Albenga.

Quoique cette nouvelle position prise par le général Suchet

1800—an VIII Italie. fût encore trop étendue pour se défendre contre les forces supérieures du général Mélas, elle lui donnait cependant l'avantage d'avoir les débouchés de la retraite mieux assurés; elle était d'ailleurs parallèle au front de l'ennemi. Le 1er mai, le général Mélas, suivant avec une forte colonne le rivage de la mer, attaqua et força Loano, d'où les Français se replièrent sur Borghetto. Le lendemain, le général Elsnitz attaqua vivement le général Séras à la Rocca-Barbena. Celui-ci, s'apercevant que l'intention de l'ennemi était de le retenir et de l'isoler dans sa position, se replia sur Campo di Preti, afin de s'appuyer à la droite de la brigade Cravey, vers Castel-Bianco. Mais, au moment où il opérait son mouvement, une autre colonne ennemie, dirigée par le général Bellegarde, attaquait les bataillons placés sur le Monte-Galetto, et les rejetait au delà de l'Arosia, sur Concento. Le général Séras, se trouvant par là dans une position très-difficile, prit de suite la résolution d'attaquer les redoutes de Zuccarello, déjà occupées par les Autrichiens, et les emporta. Ce mouvement vigoureux, qui dégageait la brigade Cravey, rétablit le combat, et empêcha le général Bellegarde de traverser la ligne. Dans le même temps, le général Lattermann, protégé par le feu de plusieurs frégates anglaises qui longeaient la côte, s'empara de Borghetto; mais il ne put réussir, malgré tous ses efforts, à déposter entièrement la droite de la ligne française. Ces différentes affaires durèrent jusqu'à la nuit.

Le résultat de cette attaque générale, bien combinée, et où la perte des deux partis fut à peu près égale, fut de contraindre le général Suchet à faire sa retraite pendant la nuit sur Diano, San-Bartolomeo, Toria et Velego, appuyant sa droite à Oneglia, et ayant sa gauche à la Pieva; le général Poujet, qui commandait celle-ci, devait s'éclairer par des postes détachés, jusqu'aux sources du Tanaro, se lier avec le général Lesuire, qui gardait le col de Tende, et tenir le plus longtemps possible dans les deux positions de Mezza Luna et du col Ardente. Le général Séras reçut l'ordre d'occuper Trula, d'où il devait pousser des détachements sur les hauteurs de Baranco et sur le Monte-Gordale, afin de communiquer avec Mezza-Luna et le col Ardente.

Le 4 mai, dans la soirée, les Français firent une reconnais-

sance sur Cervo, repoussèrent quelques avant-postes autrichiens, 1800—an VIII
et firent 150 prisonniers. Les deux jours suivants, l'ennemi Italie.
entreprit quelques attaques partielles, sans résultat, mais dont le but était de couvrir le mouvement du général Gorupp, qui s'avançait, comme on l'a vu plus haut, sur le col de Tende. Les postes de San-Bartolomeo, Toria, Mezza-Luna, et du col Ardente, furent attaqués le 7. Les troupes qui défendaient Toria, sous les ordres de l'adjudant général Cravey, furent surprises et enveloppées, dès la pointe du jour, par des forces tellement supérieures qu'elles ne purent pas même se frayer un passage les armes à la main, et furent obligées de se rendre prisonnières.

Le général Elsnitz avait marché sur San-Bartolomeo et Rezzo, centre de la ligne française; mais il éprouva sur ce point la résistance la plus opiniâtre. Le combat se continua pendant cinq heures, sans que les Autrichiens, malgré leur supériorité numérique et tous leurs efforts, pussent réussir à forcer ces postes.

Cependant l'extrême gauche, sous les ordres du général Jablonowski, ayant été attaquée par trois colonnes à la fois, se trouva séparée du reste de la ligne, et le général Poujet, qui se trouvait à San-Bartolomeo, après avoir tenté de rétablir ses communications, se voyant débordé et à découvert, se retira sur la montagne d'Acquarone, point de ralliement indiqué par le général Suchet, et où celui-ci se hâtait en ce moment de conduire sa réserve. Mais la ligne étant rompue, les corps successivement dépostés étaient forcés de dépasser la position d'Acquarone, déjà occupée par l'ennemi. Les Français furent ainsi poussés jusque sur la Taggia, toujours combattant et profitant des moindres obstacles de la nuit et de la difficulté des chemins pour retarder les progrès de l'ennemi sur la principale communication par le bord de la mer. Cette dernière ressource fut conservée par la belle défense que fit le détachement qui défendait le port Maurice. Une poignée de soldats arrêtèrent pendant bien longtemps la nombreuse colonne du général Lattermann devant quelques maisons crénelées qui ne furent abandonnées qu'à la dernière extrémité. Les troupes françaises avaient montré la même résolution sur presque toute la ligne,

1800 — an VIII Italie. et c'est à leur valeur extraordinaire que Suchet dut de ne point être enveloppé dans ce mouvement vigoureux et rapide des colonnes autrichiennes pour acculer ce corps d'armée à la mer. Ce qui rend surtout la conduite des soldats vraiment admirable, c'est qu'ayant affaire à un ennemi quatre fois plus nombreux, ils étaient encore affaiblis par les plus pénibles privations. Les ressources en vivres étaient devenues si rares, qu'au moment du combat, on avait été forcé de ne distribuer qu'un seul pain de munition pour quinze hommes (à peu près trois onces pour chaque individu).

Le général Suchet n'avait plus d'autre ligne de défense à prendre avant d'arriver sur le Var, frontière de l'ancienne France, que celle de Vintimiglia, formée par le torrent de la Roya, dont le cours perpendiculaire à la côte, depuis la plus haute sommité du col de Tende, et resserré entre des montagnes élevées, forme, surtout à l'époque de la fonte des neiges, une longue suite de positions extrêmement favorables à la défensive. Cette ligne était même d'autant meilleure, que les hauteurs les plus escarpées, les passages les plus difficiles, et par conséquent les positions les plus avantageuses, se trouvaient sur la rive droite. Toutefois le général Mélas, connaissant trop bien l'habileté de Suchet pour penser que celui-ci négligerait d'opposer ce dernier obstacle à la marche de l'armée autrichienne, avait déjà pris, comme nous l'avons indiqué, des mesures pour l'en priver. Le général Gorupp, à la tête de plus de 6,000 hommes, avait achevé son mouvement sur le col de Tende, la veille de la bataille d'Oneglia, c'est-à-dire le 6; il avait attaqué à l'improviste les 1,500 Français qui défendaient ce poste important, sous le commandement du général Lesuire. Ce dernier, privé de l'appui du général Séras qui n'avait pu se lier avec lui comme l'avait ordonné Suchet, s'était vu forcé, après quelque résistance, d'effectuer sa retraite sur Saorgio.

Maîtres du col de Tende, les Autrichiens étaient désormais en mesure de se jeter sur les derrières de la ligne de la Roya, et d'envelopper les troupes françaises, comme ils avaient tenté de le faire dans l'attaque générale du 1er mai. Aussi le général Suchet, instruit de la retraite du général Lesuire, au lieu de s'arrêter dans la position que nous venons d'indiquer,

se borna à jeter une garnison et des vivres dans le fort de Vintimiglia, et continua son mouvement rétrograde vers le Var. 1800—an VIII Italie.

Vivement poursuivi par son adversaire, Suchet n'éprouva point cependant de pertes bien sensibles dans les trois jours qui suivirent la bataille d'Oneglia; il put assurer la défense des forts de Villefranche et de Montalban; et, le 10, la plus grande partie des troupes reçurent ordre de se préparer à passer le Var pour prendre position sur la rive droite de cette rivière. Le même jour, le général Lesuire évacua le col de Brouis et Sospello pour prendre position sur le col de Braous, qu'il abandonna la nuit suivante.

Le passage du Var, en présence de l'armée autrichienne, était une opération délicate. Le général Elsnitz s'était avancé jusqu'à Monte-Grosso, afin de couper la retraite au détachement français qui occupait le poste de Levenzo, situé en avant du double confluent de la Tinea et de la Vesubia. D'un autre côté, le général Gorupp pressait vivement le général Lesuire à Lescarene. A peine le gros des Français venait-il de quitter Nice, que le général Mélas était entré dans cette ville. Déjà l'ennemi, pénétrant ou descendant de tous les côtés, avait réussi à envelopper les arrière-gardes; mais aucune ne fut enlevée; elles se firent jour à travers leurs nombreux adversaires; et, le 12 mai, le général Suchet, terminant sa belle retraite, porta la plus grande partie de ses troupes au delà du Var, et ne laissa sur la rive gauche que celles qui étaient nécessaires à la défense de la tête de pont.

Ce qui avait plus particulièrement déterminé le général Suchet à s'arrêter sur la ligne du Var, reconnue pour être la partie la plus accessible des frontières de France, était l'espérance de résister assez longtemps pour attendre que les opérations de l'armée de réserve, qu'il savait être entrée déjà en Piémont, missent les alliés dans la nécessité d'abandonner leur projet d'invasion. Il pensait, dans ce dernier cas, que Mélas, ne laissant sur la rive gauche du Var qu'un simple rideau de milices piémontaises avec quelques bataillons, se porterait à marches forcées au débouché de la vallée d'Aoste, afin d'arrêter les colonnes françaises dirigées par le premier consul. Mais le général autrichien, fidèle aux instructions qu'il avait reçues, et se re-

1800—an VIII Italie. fusant à croire tous les rapports qui lui parvenaient sur le passage des Alpes par l'armée de réserve, devait s'opiniâtrer, contre toute attente, à surmonter ce qu'il considérait comme un faible obstacle à ses desseins.

Suchet, ayant trouvé, à son passage à Nice, plusieurs généraux envoyés de France par le consul pour être employés à l'armée d'Italie, ainsi que de faibles détachements qui rejoignaient les corps auxquels ils appartenaient, crut devoir réorganiser sa petite armée et la former en quatre divisions. La première était commandée par le général Clausel, ayant sous lui les généraux Séras et Brunet; la seconde, par le général Rochambeau, dont les généraux de brigade étaient Solignac et Jablonowsky; la troisième, par le général Mengaud, avec les généraux de brigade Lesuire et Launay; le général divisionnaire Garnier commandait la quatrième, le général de brigade Lamartillère était employé sous ses ordres. Ces deux dernières divisions se trouvaient sous le commandement supérieur du général Mesnard. La cavalerie était commandée par le général de brigade Quesnel. Le général du génie Campredon, un des officiers de cette arme les plus habiles dans la construction des ouvrages de campagne, fut chargé d'achever et de perfectionner ceux de la tête de pont. Au nombre des moyens que le général Suchet s'empressa de réunir et de mettre en usage pour assurer sa ligne de défense, il faut compter l'appel fait aux gardes nationales du département du Var. Un grand nombre de citoyens répondirent à la confiance du général, et ceux qui ne prirent point les armes voulurent au moins prouver leur dévouement à la cause patriotique en contribuant à entretenir l'abondance dans le camp et les cantonnements des troupes.

En moins de trois jours, la tête de pont fut mise à l'abri d'une entreprise sérieuse de la part de l'ennemi; et le général Rochambeau[1], fils du maréchal de ce nom qui avait partagé avec la Fayette les lauriers cueillis par les Français dans la guerre de l'indépendance américaine, fut chargé de défendre ce poste important avec la division sous ses ordres.

Le général Mélas établit sa ligne un peu en arrière et paral-

[1] Tué sur le champ de bataille de Leipzig, en 1813.

lèlement au fleuve depuis la mer jusqu'au village d'Apremont. 1800—an VIII Italie.
Pour ne pas laisser à son adversaire la possibilité de dérober sa marche, Suchet avait fait établir un télégraphe dans le fort Montalban, d'où il était facile d'observer une grande partie des mouvements de l'armée autrichienne. Un second télégraphe fut placé à Gilette, sur la rive droite du Var, entre les deux vallées. L'un et l'autre correspondaient avec un troisième établi au quartier général à Saint-Laurent. Ce moyen de transmettre rapidement des ordres et des avis sans que l'ennemi pût y porter obstacle servit utilement la vigilance du général français.

Cependant, pour s'assurer de la réalité des rapports qui lui étaient faits sur la marche des troupes françaises dans le Piémont après avoir franchi le Saint-Bernard, le général Mélas s'était borné à détacher un corps de 5,000 hommes conduits par les généraux Kaim, Haddick et Palfi.

Ces troupes, parvenues à Ivrée, et trop peu nombreuses pour s'opposer utilement aux progrès de l'armée de réserve, furent repoussées jusque sous les murs de Turin, après avoir vainement disputé le passage de la Chiusella.

Suchet s'était aperçu bientôt de la résolution prise par son adversaire de forcer le passage du Var. En effet, dès le 13 mai, les troupes des généraux Elsnitz, Lattermann et Bellegarde avaient attaqué avec vigueur, mais sans succès, la tête de pont, dont les nouveaux ouvrages étaient à peine tracés. Ce premier échec des Autrichiens avait donné encore plus de confiance et d'ardeur aux troupes françaises, et avait accéléré l'achèvement des travaux. Du 13 au 15 mai, les deux partis restèrent dans leurs positions respectives. Dans la soirée du 15, le général Saint-Hilaire arriva au camp de Saint-Laurent avec une forte colonne de garde nationale mobile des départements du Var et des Bouches-du-Rhône. La joie que la présence de ce renfort répandit dans l'armée fut malheureusement troublée par la nouvelle de la prise du fort de Vintimiglia. La garnison s'était rendue à la première sommation. Cet acte de faiblesse indigna tellement le général Suchet qu'il ordonna d'arrêter, aux avant-postes, aussitôt qu'il se présenterait, l'officier qui commandait dans cette place, et de le conduire sous escorte au fort Carré,

1800—AN VIII Italie. d'Antibes, pour y être jugé par un conseil de guerre, ce qui fut en effet exécuté quelques jours après.

Le 16 mai, le général Rochambeau fut chargé de faire une forte reconnaissance sur la ligne ennemie. Trois colonnes s'avancèrent dans les directions des vallons de Saint-Isidore et de Magnan, et par la route de Nice; les postes autrichiens furent forcés de se replier derrière les abatis et les retranchements dont ils s'étaient déjà couverts. Cette dernière précaution fit penser au général Suchet que Mélas se disposait peut-être à partir avec la meilleure partie de ses troupes, en ne laissant sur le Var qu'un corps d'observation, pour fermer aux Français la route de Gênes et le chemin du col de Tende. Les rapports télégraphiques du fort Montalbau confirmant les soupçons du général français, il résolut de faire tous ses efforts afin de rappeler l'attention de l'ennemi et de le retenir le plus longtemps possible; c'était d'ailleurs l'instruction formelle du premier consul; et Suchet était trop jaloux de concourir glorieusement aux grandes opérations qui se préparaient, pour ne pas l'exécuter avec la dernière activité. Dès lors, ses troupes ne cessèrent point de harceler les postes autrichiens.

Tandis que le général Rochambeau s'occupait du soin de tenir en éveil les troupes qu'il avait devant lui, Suchet ordonna au général Garnier, dont il augmenta les troupes, de passer le Var à Malaussene, au-dessus de Gilette; de forcer le pont sur la Tinea, et de se porter sur Utelle, afin de pouvoir, en marchant rapidement sur Raus, prévenir les Autrichiens au col de Tende, s'ils exécutaient leur mouvement en arrière par le flanc droit.

Ces dispositions, cette activité extraordinaire qui régnait sur la ligne française ne manquèrent point d'attirer l'attention de Mélas, et le but de Suchet se trouva atteint. Dans la persuasion que les Français avaient reçu de nombreux renforts et qu'ils allaient reprendre incessamment l'offensive sur la rive gauche, le général autrichien s'applaudit un moment d'être resté avec la plus grande partie de ses forces, et s'occupa des mesures qui pouvaient lui conserver l'avantage : il renforça son aile droite, fit tenir en échec le général Garnier, et, pour prévenir les desseins de son adversaire, disposa lui-même une attaque générale.

Mais le télégraphe de Montalban informa des préparatifs de cette attaque le général français, qui porta de suite des renforts à la tête de pont. La brigade du général Jablonowski s'étendit sur la rive gauche jusqu'à la batterie dite du Signal, à l'extrémité droite du système de défense, pour s'opposer au débarquement que les bâtiments anglais pourraient effectuer dans cette partie. Ces mesures étaient prises, lorsque, le 22 mai, a quatre heures du matin, six régiments d'infanterie et onze bataillons de grenadiers se dirigèrent à la fois sur la tête de pont. Ces nombreuses colonnes d'attaque étaient soutenues à droite par une batterie de douze pièces d'artillerie légère, qui, suivant le mouvement de ces mêmes colonnes, faisaient un feu terrible à mitraille, tandis que, sur la gauche, une forte frégate anglaise et deux pinques, embossées à l'embouchure du Var, foudroyaient les deux rives avec des pieces de gros calibre. Le feu rasant de ces bâtiments prenait des revers sur les ouvrages avancés des Français, se croisait avec celui de l'artillerie légère, et protégea l'approche des colonnes jusqu'au pied des retranchements. Ainsi couverts sur leur droite et sur leur gauche, les Autrichiens livrèrent au centre des ouvrages l'assaut le plus impétueux. Le général Rochambeau avait imprimé une telle vigueur à ses troupes, qu'elles ne cédèrent sur aucun point. On se battit longtemps à portée de pistolet avec un acharnement égal de part et d'autre. Enfin, les assaillants furent obligés de se retirer avec une perte considérable. Le feu d'artillerie continua jusqu'à la nuit, mais celui des Anglais et des Autrichiens ne causa point autant de ravages qu'on pouvait le croire : leurs bombes et leurs obus, tombant sur un terrain spongieux et marécageux, s'enfouissaient dans la boue sans que leurs éclats produisissent un grand effet. Le général Brunet et le capitaine du génie Baudrand furent blessés l'un et l'autre dans cette attaque.

1800—an VIII
Italie.

Cependant le général Mélas avait été instruit par les généraux qu'il avait détachés, comme on l'a vu, dans le Piémont, de la présence et des progrès de la nouvelle armée française en Italie; il reconnut qu'il devenait urgent d'arrêter la marche d'un adversaire tel que le premier consul. Renonçant donc à l'espoir d'envahir la Provence, il se vit obligé d'opérer son mouvement en arrière, pour défendre lui-même l'Italie d'une

1800 — an VIII Italie. invasion instante. Déjà, avant sa dernière attaque sur la tête de pont, il avait fait filer quelques troupes par Sospello et le col de Tende; laissant donc au général Elsnitz le commandement des troupes destinées à faire face au général Suchet, il se porta de sa personne, avec son chef d'état-major (quartier-maître général), le général baron de Zach, et une réserve d'environ 6,000 hommes, dans la plaine du Piémont, où il espérait se réunir aux troupes du général Kaim. Les nouvelles qu'il reçut à Savigliano, où il arriva le 24, le déterminèrent à marcher rapidement sur Gênes, pour accélérer la chute de cette ville, où Masséna retenait, par sa résistance opiniâtre, la plus forte masse de l'armée autrichienne.

Resté sur les bords du Var avec environ 15,000 hommes pour contenir le général Suchet, le général Elsnitz avait des forces encore bien supérieures à celles des Français, et son artillerie était plus nombreuse. Aussi voulut-il tenter encore une fois de rejeter la division Rochambeau sur la rive droite du Var, de brûler le pont et de détruire les retranchements. Toutes les dispositions furent prises en conséquence, et, pour pouvoir faire ses préparatifs avec plus de sécurité, le général autrichien demanda une suspension d'armes, afin d'enterrer, pendant la nuit, les morts des deux partis, alléguant pour prétexte que cette opération, faite dans le jour, répandrait une infection trop délétère. Suchet ne fut point dupe de ce stratagème et refusa la demande.

Le télégraphe de Montalban, dont la vigilance était si nuisible aux Autrichiens, et qui bravait tous les efforts pour le détruire, avait informé Suchet des nouveaux apprêts ordonnés pour l'attaque de la tête de pont. Le général savait que les Anglais débarquaient de l'artillerie et des gabions, que les Autrichiens renforçaient leurs lignes, construisaient des batteries et barricadaient tous les passages. Toutefois, ne pouvant pas connaître le moment où aurait lieu l'attaque annoncée, Suchet avait ordonné à ses troupes de se tenir prêtes à recevoir l'ennemi à chaque instant. Le général Jablonowski, qui commandait l'avant-garde de la division Rochambeau, s'avança le 24 mai à dix heures du soir, et engagea une fusillade avec les postes ennemis, pour reconnaître leur force et les tenir en éveil, pendant

cette même nuit, que le général Elsnitz voulait employer, disait-il, à enterrer les morts. Par cette reconnaissance, et le rapport de quelques espions, on sut que les Autrichiens se disposaient à attaquer le 26, et qu'ils avaient élevé, sur le plateau qui domine la route de Nice, une batterie garnie de pièces de gros calibre en fonte. Le 26, à trois heures après midi, le général Elsnitz fit commencer l'attaque par le feu des vingt pièces placées dans cette batterie. Cette canonnade, à laquelle les Français répondirent avec une égale vivacité, causa de grands dommages au pont et aux ouvrages qui le défendaient. Le feu d'artillerie dura de part et d'autre jusqu'à dix heures du soir. A ce moment, le général Elsnitz fit former ses colonnes d'attaque ; ses grenadiers s'avancèrent au pas de charge en poussant de grands cris, encouragés sans doute par la cessation du feu des Français et le profond silence qui paraissait régner dans les retranchements et qu'ils attribuaient à la terreur ou à des dispositions de fuite. Mais cette confiance de leur part ne fut pas de longue durée : arrivés à demi-portée de fusil, les Autrichiens furent tout à coup accueillis par un feu roulant d'artillerie et de mousqueterie. L'effet de cette réception fut d'autant plus terrible qu'il était moins attendu. Le désordre se mit dans les rangs ennemis, qui se rompirent. Dans cette confusion, au milieu des ténèbres, les grenadiers autrichiens firent feu sur les troupes qui les suivaient pour partager avec eux les dangers de l'assaut, imaginant qu'elles étaient des colonnes françaises qui venaient les assaillir par derrière. Si le général Suchet eût effectivement ordonné une sortie dans ce moment critique, la défaite des Autrichiens était complète ; mais, ignorant ce qui se passait entre eux, et devant croire que l'hésitation de ses adversaires pouvait être une ruse dont le but était d'attirer les Français hors des retranchements, il retint l'ardeur de ses soldats, se bornant à faire continuer le feu de son artillerie. Sur ces entrefaites, le général Elsnitz, ayant rétabli l'ordre dans ses colonnes, les fit retourner à la charge avec une nouvelle fureur, mais sans plus de succès. 200 sapeurs, précédant la première colonne, et munis de fascines et de pots à feu, réussirent à percer ou renverser le premier abatis ; mais, chargés par les grenadiers français,

1800 – an VIII Italie. ils furent repoussés et massacrés au pied des retranchements.

La journée du 27 se passa de part et d'autre dans une inaction complète. Le général Elsnitz venait de reconnaître la presque impossibilité de forcer les retranchements français, et faisait ses dispositions de retraite. Le général Suchet, de son côté, hésitait aussi à prendre l'offensive contre des troupes numériquement supérieures aux siennes; mais, dans la matinée du 28, une dépêche télégraphique du vigilant officier qui commandait à Montalban éclaira le général français sur le véritable état des choses. Suchet apprit que les mouvements de l'ennemi indiquaient une retraite prochaine, et il résolut d'en troubler les préparatifs. Le même jour, à une heure après midi, le général Rochambeau sortit de ses retranchements avec une partie de ses troupes, divisée en trois colonnes, sous le commandement particulier du chef de brigade Mazas et des chefs de bataillon Agar et Lafond. Elles attaquèrent avec impétuosité les postes retranchés qui couvraient le mouvement des Autrichiens, les forcèrent, prirent quatre pièces de canon et firent environ 300 prisonniers. Le chef de brigade Mazas, qui avait débouché par la petite vallée de Saint-Isidore, traversa le val de Magnan, s'avança jusqu'à Simiers, et aurait poussé plus loin, si une colonne ennemie qui descendait des hauteurs sur la droite ne l'eût pas obligé de rétrograder. La colonne du chef de bataillon Lafond, qui s'était avancée également avec un peu trop d'ardeur, fut enveloppée par un gros d'Autrichiens qui se retiraient alors de tous les côtés. Les Français, forcés de se faire jour à la baïonnette, laissèrent 150 des leurs au pouvoir de l'ennemi : de ce nombre était le commandant Lafond lui-même. Au surplus, les troupes de Rochambeau, fortes à peine de 1,500 hommes, et qui avaient eu à poursuivre presque tout le corps d'armée du général Elsnitz, se distinguèrent éminemment dans cette journée. Le général Suchet consigna dans son rapport les noms des officiers de grenadiers Siméon, Cadillon, Torneboeuf et Joli, et des adjudants Philippe et Perrin.

Déterminé à effectuer sa retraite par la rivière du Levant, pour se rapprocher du corps du général Ott devant Gênes, dans le cas où Masséna tiendrait encore, ou pour traverser les Apennins, si les Autrichiens étaient maîtres de la ville, à l'effet de faire

sa jonction avec l'armée dans la plaine d'Alexandrie, le général Elsnitz, ayant avec lui 15,000 hommes de bonne infanterie, une nombreuse artillerie et des munitions en abondance, occupa d'abord la position de Vintimiglia, et cette même ligne de la Roya, où Suchet n'avait pas pu se maintenir, depuis la mer jusqu'au col de Tende. Sur cet espace de vingt-cinq lieues, il avait l'avantage d'occuper une chaîne de postes excellents pour la défensive qu'il méditait. Les points principaux sont : 1° le Mont-Sabion, qui domine les rampes du col de Tende et ferme la communication de ce passage avec la vallée de la Vesubia; 2° le col de Raus, d'où l'on débouche sur Fontan et sur Saorgio; 3° le Mont-Laution, à deux lieues au-dessous du col de Raus; 4° le retranchement de Beolet et le col de Brouis, au-dessus de Breglio; 5° le col de Braus, au-dessus de Sospello; 6° le confluent de la Bevera et de la Roya; 7° enfin le fort de Vintimiglia. Le général Elsnitz avait fait relever d'avance les anciens retranchements et former de nouveaux abatis; il dirigea les divisions des généraux Bellegarde et Gorupp, avec une partie de la cavalerie, sur le col de Tende et les autres postes de la droite, et vint occuper ceux du centre, ainsi que Vintimiglia, avec le reste de ses troupes : le parc d'artillerie et les bagages furent envoyés en avant. 1800—an VIII Italie.

Les mouvements du général autrichien avaient révélé son dessein au général Suchet; et celui-ci prit le parti de tourner la droite de son adversaire, et d'enlever le poste du col de Tende qui lui servait d'appui. En même temps qu'il chargeait le général Mesnard de cette opération, il donna l'ordre au général Clausel de se porter sur la route de Nice avec 1,000 à 1,200 hommes, de rétablir les communications avec Montalban et Villefranche, et de s'avancer sur Vintimiglia, cherchant ainsi à en imposer à l'ennemi, et à dissimuler par l'activité de ses propres mouvements la faiblesse numérique des troupes avec lesquelles il osait marcher à la poursuite des Autrichiens. Suchet n'avait en effet sous ses ordres que 9,000 hommes, distribués sur une ligne trop étendue pour éviter une entreprise offensive de la part du général Elsnitz, s'il prenait fantaisie à celui-ci de le rejeter une seconde fois sur le Var; mais, assuré de la valeur et de la constance de ses troupes, le général français ne craignit

1800 — an VIII Italie. point de les mettre encore à l'épreuve. Il connaissait aussi les motifs urgents qui guidaient son adversaire dans son mouvement rétrograde, et il avait d'ailleurs la facilité de revenir sur la tête du pont du Var, dont il avait ordonné qu'on réparât et qu'on augmentât encore la défense.

Tandis que le général Suchet avec les troupes du centre feignait de vouloir forcer le passage par la route du littoral, et que le général Clausel s'avançait pour menacer Vintimiglia, le général Mesnard marchait également sur la gauche, dans la direction du col de Tende, avec deux colonnes fortes ensemble de 4,000 hommes : la première remontant la vallée de la Vesubia ; la deuxième se portant successivement sur le col de Pietra Cava au camp des Fourches, et au Mont-Laution, afin de tourner le col de Brouis que les Autrichiens occupaient en force, et où ils se préparaient à une résistance vigoureuse. Ce dernier mouvement eut un plein succès.

Le centre de la ligne française, formé par la division du général Rochambeau, s'était avancé pour flanquer la deuxième colonne du général Mesnard et poussait vers sa droite des reconnaissances dans le vallon de la Bevera, jusqu'à Olivetta.

Le général Suchet ordonna au général Mesnard d'enlever la position du col de Raus, pendant que le général Rochambeau marchait sur Brola et sur la Penna, afin d'envelopper le détachement qui défendait le col de Brouis et de lui couper toute retraite. Mesnard emporta les retranchements du col de Raus à la baïonnette, et fit 400 prisonniers; l'arrière-garde fut coupée dans sa position de Brouis, et prise presque tout entière. Les deux généraux Bellegarde et Gorupp, qui s'étaient réfugiés à Breglio avec quelques débris, y furent attaqués de nouveau, et ne purent se dégager qu'en abandonnant leurs équipages.

Le général Gorupp se porta au camp des Mille-Fourches avec ce qui lui restait de soldats; mais les Français, maîtres du col de Raus, enlevèrent bientôt les redoutes du Mont-Laution et les Mille-Fourches, et y firent encore 600 prisonniers de la division du général Gorupp. L'occupation de ces deux derniers postes valut aux Français celle de Saorgio et de Fontan, que l'ennemi s'empressa d'évacuer à leur approche. La route de

Tende se trouva coupée, et la retraite fermée aux débris des divisions Bellegarde et Gorupp. Ces troupes durent se rejeter alors dans les gorges des Apennins, ou vers le littoral. Par suite de tous ces mouvements, le col de Tende, occupé seulement par un détachement, avait perdu ses communications et tout son appui. Tourné par le col Sabion, et faiblement défendu, il fut occupé par les Français le 3 juin. 1800—an VIII Italie.

Pendant ce temps, la division du général Rochambeau continuait à avancer avec rapidité, partagée en deux colonnes : l'une se dirigeait sur le col Ardente, et l'autre sur les derrières de Vintimiglia, par la rive gauche de la Roya ; ce qui détermina le général Elsnitz à abandonner entièrement sa ligne. Cette retraite se fit avec tant de précipitation, qu'une partie des équipages et trente pièces de canon tombèrent au pouvoir des Français, qui retrouvèrent aussi une grande partie des prisonniers faits par les Autrichiens dans les dernières affaires.

Le général Suchet dirigeait, comme nous l'avons dit, la principale attaque contre le centre de l'ennemi ; elle n'avait pas eu moins de succès que celles de la droite et de la gauche. Toutes les positions avaient été occupées de vive force ; les bataillons autrichiens, frappés de terreur, fuyaient dans le plus grand désordre. Le général Elsnitz, livré tout entier au soin de rassembler ses troupes dispersées sur un grand espace de terrain, était encore incertain sur la direction à donner à ses mouvements. Plus prompt que son adversaire dans ses résolutions, Suchet, qui ne cherchait qu'à s'ouvrir promptement le chemin de la rivière du Ponent, se porta sans hésiter sur la Pieva, point de communication entre la vallée d'Oneglia et celle du Tanaro. Il connaissait toute l'importance de ce poste pour les Autrichiens, dans l'indécision où était le général Elsnitz d'opérer sa retraite en deçà ou au delà, au nord ou au sud de l'Apennin, selon les nouvelles qu'il recevrait du général Ott. Tournant donc, par le col Ardente, l'extrémité de la vallée de la Taggia et les revers du Monte-Grosso, le général français vint occuper, le 4 juin, Badalucco, Andagna et Mendalica, au point de partage des eaux de l'Arosia et du Tanaro. Dans le même temps, le général Mesnard, suivant ses instructions, descendit du col de Tende par les sources du Tanaro, et, s'étant porté jusqu'à Ormea

1800 – an VIII Italie. il manœuvra pour couper au loin la nouvelle ligne d'opération et de retraite du général Elsnitz.

Celui-ci, par ce mouvement hardi et décisif du général Suchet, fut forcé d'ouvrir le passage du littoral aux Français; ne laissant dans Vintimiglia qu'une garnison de 200 hommes, il se porta avec le gros de ses troupes sur la Pieva, où il arriva avant son adversaire. Il y réunissait ses troupes, et cherchait, en les concentrant, à couvrir l'entière évacuation de ses postes dans la rivière de Gênes, ainsi qu'un convoi de bagages et de munitions d'environ 5,000 mulets, déjà en marche sur Ceva, lorsque les têtes de colonnes des divisions Rochambeau et Clausel se montrèrent sur les hauteurs qui dominent la Pieva, en même temps que celle des troupes de Mesnard paraissait près d'Ormea. Craignant d'être enveloppé dans l'étroite vallée où il se trouvait resserré, Elsnitz accéléra son mouvement de retraite, et trompa l'attente du général Suchet, qui comptait beaucoup sur une affaire générale. Une forte arrière-garde était restée à la Pieva : Suchet la fit attaquer, le 5 juin, par les trois colonnes des généraux Rochambeau, Clausel et Mengaud (ce dernier commandait le détachement des troupes que le général Mesnard avait dirigé sur Ormea). Les Autrichiens se défendirent avec vigueur, et soutinrent longtemps le combat avec avantage. Enfin, le général Mesnard étant accouru avec le reste des troupes de la gauche, cette arrière-garde ennemie, sur le point d'être enveloppée, se retira précipitamment par le chemin de Ponte di Nave sur le Tanaro [1].

[1] Le 5 juin, le capitaine de carabiniers Mourèze, du 18e d'infanterie légère, envoyé avec cent quarante hommes pour reconnaître une colonne ennemie qui avait été aperçue, se trouva, par des accidents de localité, et à son insu, en face et à peu de distance de la tête de cette colonne, forte de quatre cent cinquante hommes. La position périlleuse dans laquelle il se trouvait ne lui laissa pas le choix des moyens : par une attaque brusque il imposa à l'ennemi et lui fit mettre bas les armes. Enhardi par ce succès, il n'hésita point à sommer un officier supérieur qui commandait un autre corps plus nombreux et dont le premier n'était que l'avant-garde. Treize cents hommes, infanterie et cavalerie, un drapeau, un étendard, trois cents chevaux et une pièce d'artillerie furent les trophées de cette seconde affaire non moins audacieuse et plus importante par ses résultats. Il fut puissamment secondé par le capitaine Bonneville, du même régiment.

Le combat de la Pieva avait eu lieu le jour même où Masséna, après avoir signé son glorieux traité avec l'ennemi, évacuait la ville de Gênes. Le 6 juin, la division Rochambeau s'établit à Borgo d'Acqua, Bordighera, San-Remo et Nostra Signora dell' Arma; celle de Clausel arriva à Port-Maurice; les deux autres divisions, sous les ordres du général Mesnard, après avoir poursuivi l'ennemi jusqu'à Garessio et San-Bernardo, allaient marcher sur Ceva, lorsqu'elles reçurent l'ordre d'occuper Melogno, Settepani et San-Giacomo. La joie la plus vive animait toutes les troupes. Leur habile chef se flattait de l'espoir d'arriver encore assez à temps pour donner la main au général Masséna. Encore deux jours de marche, et le canon de l'aile gauche de l'armée d'Italie pouvait être entendu par son général en chef. Cette pensée animait également tous les officiers et soldats du corps de Suchet, depuis leur départ des bords du Var; elle leur avait fait supporter les privations et la fatigue de cette marche accélérée, qui leur avait valu de si beaux succès. Mais il n'était plus temps, et ces braves troupes n'avaient plus désormais à combattre pour se réunir à leurs dignes émules que le général Gazan conduisait à leur rencontre. 1800—an VIII Italie.

Cette réunion eut lieu, le 7 juin, sous les murs de Savone, dont la citadelle s'était rendue aux Autrichiens; l'entrevue fut aussi triste qu'elle eût été joyeuse si la victoire l'eût opérée sous les murs de Gênes. Cependant, sans déplorer plus longtemps un événement qui n'était pas sans gloire pour les armes françaises, Suchet, jaloux d'ailleurs de contribuer aux succès qu'on se promettait de l'armée de réserve, s'occupa sans délai des dispositions nécessaires pour amener la reddition du fort de Savone. Le général Mesnard fut chargé de couvrir le blocus de cette place, et prit position à Dego, Cairo, Calcare et Altare; les autres troupes s'établirent sur la même ligne, depuis Calcare jusqu'à Millesimo; et Suchet eut bientôt la satisfaction d'embrasser le général en chef Masséna, qui vint reprendre à Final le commandement de son armée [1].

[1] Quelques jours après sa réunion avec le général Masséna, le général Suchet reçut du ministre de la guerre Carnot la lettre suivante :

« J'ai reçu, citoyen général, par le chef de brigade du génie Vallongue, le relevé de votre correspondance avec le premier consul et le général Mas-

1800—an VIII Égypte.

Situation de l'armée française en Égypte après la soumission du Caire; dispositions militaires ou administratives de Kléber; assassinat de ce général par un Syrien fanatique; le général Menou prend le commandement de l'armée, etc., etc. — La destruction de l'armée ottomane dans les plaines de la province de Charqieh, et la soumission du Caire, dernier fruit de l'étonnante victoire d'Héliopolis, en assurant aux Français la possession de l'Égypte, avaient placé l'armée dans une situation nouvelle. L'odieuse conduite de ceux entre les mains desquels Kléber avait si généreusement consenti à remettre une conquête achetée au prix de tant de sacrifices, légitimait en quelque sorte la première invasion de ce beau pays. Si le général français, en signant la convention d'El-Arich, avait lui-même reconnu le droit des monarques ottomans (droit acquis par la

séna, depuis le 18 floréal jusqu'au 11 prairial. Le général Oudinot m'a adressé depuis le précis de vos opérations jusqu'au 14. La défense du pont du Var, dans les circonstances difficiles où vous vous êtes trouvé avec la poignée de braves que vous commandez, sera mise au nombre des actions qui honorent le courage et la constance des armées françaises. La république entière avait les yeux fixés sur ce nouveau passage des Thermopyles. Vous avez été non moins braves, mais plus heureux que les Spartiates. L'ennemi, supérieur en nombre et fier de quelques succès, a dû fuir devant vous, pour amener au centre d'une armée que le premier consul doit battre les débris des corps que vous avez battus. Il vous reste un succès à obtenir, et qui les couronnera tous : c'est votre réunion avec le général Masséna et la part active que vous prendrez avec lui aux grandes opérations de l'armée de réserve que vous avez déjà puissamment secondée, en attirant sur vous et détruisant un gros détachement de l'armée ennemie. Tout annonce que nous aurons bientôt à vous féliciter de ce nouveau succès.

« J'ai mis sous les yeux des consuls les noms des braves que vous me citez pour s'être distingués dans les diverses affaires; j'attends le compte postérieur que vous devez me rendre de ceux qui se sont signalés dans les derniers succès que vous venez d'obtenir, afin de réclamer pour eux, auprès du gouvernement, les témoignages de satisfaction qu'il doit à tous ceux qui honorent le nom français.

« Veuillez, citoyen général, me transmettre, le plus tôt possible, le nom des employés et autres fonctionnaires qui ont abandonné leur poste lors de l'évacuation de Nice et de la retraite sur le Var, avec tous les renseignements qui pourront me faire juger de leur conduite. Le premier consul, qui en est instruit, me charge de m'en informer et de prendre les mesures propres à réprimer un pareil désordre et à en prévenir pour l'avenir les dangereux effets; je compte, à ce sujet, sur votre prompte exactitude. CARNOT. »

force des armes), la défaite du grand vizir, la réduction du Caire, n'autorisaient-elles point les Français à invoquer le même privilége au tribunal des nations? et les Anglais, seuls auteurs de la dernière catastrophe, pouvaient-ils justement récriminer sur la violation d'un pacte que leur perfide politique avait déjà annulé? La justice était donc désormais du côté des Français : obligés de garder l'Égypte malgré eux, pour ainsi dire, ils allaient recueillir, dans la vénération et l'entière obéissance des habitants, la récompense de leurs nobles efforts et des sentiments les plus généreux. 1800–an VIII Égypte.

En effet les Égyptiens, qui n'avaient voulu voir jusqu'alors dans les vainqueurs des mameloucks qu'une armée passagère, destinée, tôt ou tard, à être détruite par les Osmanlis, changèrent d'opinion après la victoire d'Héliopolis, et surtout après la reddition du Caire. La défaite de l'immense armée du grand vizir fût pour eux un témoignage éclatant, irrécusable du dessein de Dieu et de son prophète. La conquête de l'Égypte leur paraissant ainsi sanctionnée par le ciel, ils se persuadèrent que rien ne pouvait plus renverser la domination des Français et qu'ils devaient se soumettre sans murmurer, aux dècrets de la Providence. Ce peuple grossier, mais ingénieux, rangea le général Kléber parmi les plus fameux héros dont les exploits sont retracés par les historiens et les poëtes arabes et persans avec tout le luxe de l'imagination orientale. Dès ce moment, l'armée française recueillit toutes les preuves de l'affection des Égyptiens, et ceux-ci ne virent plus dans les Turcs que des ennemis qui avaient perdu tous leurs droits sur la possession de l'Égypte.

Ces nouvelles dispositions de la population égyptienne, et surtout l'hommage qu'elle rendait aux vertus et aux grands talents de Kleber, opérèrent un changement remarquable dans l'esprit de ce général : malgré sa froideur apparente, le cœur de Kléber était accessible à ces émotions douces que n'exclut point la vie des camps, et qui ne sont pas plus étrangères au guerrier qu'au citoyen. Kléber aimait et voulait être aimé. Républicain franc et loyal, il avait servi avec dévouement sous les divers gouvernements qui avaient succédé à la royauté en France. Les revers essuyés par les armées nationales dans les

1800—an VIII Égypte. derniers temps du Directoire l'avaient profondément affligé. Son principal motif, en traitant à El-Arich, avait été de conduire en Europe les vieilles bandes de l'armée d'Orient pour sauver, par leur concours, la patrie menacée. Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes : le Directoire avait été renversé par Bonaparte ; et Kléber, qui connaissait mieux que personne le nouveau consul, pressentait déjà l'anéantissement du système républicain. Cette idée, que rien ne combattait dans l'imagination du général de l'armée d'Égypte, l'avait empêché de partager l'allégresse générale que l'élévation de son prédécesseur avait répandue parmi les officiers et les soldats de cette même armée. Kléber ne pensa donc plus à abandonner un pays qu'on l'avait forcé de reconquérir. Assuré de la vénération et de l'attachement du peuple égyptien, ne pouvant pas douter de la reconnaissance des troupes dont il était le sauveur, il conçut l'espérance de consolider en Égypte l'établissement colonial dont il avait regardé la fondation comme illusoire : heureux de pouvoir donner cette nouvelle preuve de dévouement à la patrie, en évitant d'assister au triomphe d'un ambitieux rival.

Le premier soin d'un général qui regardait ses soldats comme sa famille devait être d'assurer le bien-être des troupes réunies sous son commandement. Lors du départ de Bonaparte, la dette de l'armée française montait à plus de onze millions, et depuis cette époque les revenus ordinaires avaient à peine suffi pour couvrir les dépenses courantes. Tant que la masse conquérante se trouverait grevée d'une dette aussi énorme, dont le peuple conquis était créancier en partie, il fallait renoncer à tout espoir de prospérité, et perdre celui d'inspirer la confiance qui en est la source et l'appui. Toutefois les événements venaient de mettre Kléber en mesure de combler le déficit existant dans les finances de l'armée, et qui l'empêchait d'exécuter les améliorations désirées.

Les villes du Caire et de Boulaq attendaient dans le silence de la consternation un châtiment proportionné à la gravité des crimes divers dont un si grand nombre de leurs fanatiques habitants s'étaient rendus coupables. Kléber, voulant concilier à la fois la nécessité de punir et les besoins pressants de l'armée, convoqua dans son palais les membres du divan, les scheicks

et les chefs des principales corporations du Caire. Après avoir fait en peu de mots la comparaison du caractère de franchise et de loyauté que les Français avaient constamment développé dans leur conduite, avec la duplicité et la mauvaise foi des Turcs et de leurs alliés, il fit sentir à l'assemblée de ces notables habitants le tort grave qu'ils avaient eu d'embrasser aussi inconsidérément la cause des ennemis, après la défaite de leur armée aux champs d'Héliopolis. « Suivant les lois de la guerre, ajouta-t-il, sans blesser même les préceptes du livre de votre loi (le Coran), votre vie et vos biens appartenaient aux braves que je commande, et j'avais le droit de les leur abandonner. Toutefois, excusant votre aveuglement, et touché du sort d'un grand nombre d'entre vous, entraînés malgré eux dans tous les excès que j'avais à punir, J'AI PARDONNÉ. Mais l'armée a des besoins, il faut les satisfaire : vous ne lui donnerez, au surplus, qu'une faible partie de ce que votre conduite coupable lui permettait d'exiger. » En terminant ce discours, écouté avec une attention mêlée d'effroi, Kléber déclara qu'il imposait la ville du Caire à une contribution de guerre de douze millions, dont moitié payable en numéraire, et moitié en objets nécessaires à l'entretien de l'armée.

1800 – an VIII
Égypte.

Habitués aux vengeances atroces, aux avanies que les vainqueurs exercent dans l'Orient sur les peuples et les villes qui se sont déclarés en état de rébellion, les habitants du Caire avaient lieu de craindre que les Français, dont ils avaient mis la patience à une si longue épreuve pour la seconde fois, ne suivissent ce terrible usage, et ils s'étaient attendus non-seulement aux plus grands sacrifices, mais encore à voir déployer contre un certain nombre d'entre eux l'effrayant appareil des supplices. Quelle dut être leur surprise en apprenant que le général en chef se contentait d'une contribution en argent et en nature, qui, frappant également toute la nombreuse population de la ville, devenait plus légère pour chacun des habitants ! Aussi l'assemblée des notables répondit-elle à cet acte d'indulgence en bénissant la magnanimité des vainqueurs, en prenant Dieu et son prophète à témoin que leur vie entière serait consacrée à donner aux Français des preuves non équivoques de gratitude et de dévouement. Ces constantes victimes du despotisme oriental pou-

1800—an VIII Égypte.

vaient à peine se persuader que des étrangers, d'ailleurs si braves et si menaçants au jour du combat, fussent si généreux et si cléments apres la victoire. Le peuple du Caire, pénétré d'admiration pour une conduite si nouvelle pour lui, s'empressa de payer la contribution imposée; elle fut versée dans la caisse et les magasins de l'armée, avant le terme qui avait été prescrit.

Kléber étendit la même mesure d'imposition extraordinaire aux villes, bourgs et villages qui avaient pris part à l'insurrection; on a vu que les généraux Belliard et Lanusse avaient agi dans ce sens à l'égard des villes de Damiette, Samanhoud, Mehalet-el-Kebir, Tantah, etc. Toutes ces contributions réunies furent plus que suffisantes pour solder les dettes et l'arriéré de l'armée, mettre la solde au courant, et donner la certitude que les troupes n'éprouveraient plus à l'avenir les privations qu'elles avaient supportées jusqu'alors.

Le général en chef était bien convaincu que la prospérité de la colonie et le maintien de la discipline parmi les troupes chargées de la défendre dépendaient désormais de la bonne administration de ses finances et des ressources intérieures qu'elle offrait. Bonaparte, pour lever le *miry*, ou imposition territoriale ordinaire (payable en argent ou en nature), s'était servi des généraux ou chefs de corps de l'armée commandant dans les divers arrondissements; ils étaient chargés de le faire verser dans le trésor ou dans les magasins. Kléber avait lui-même maintenu cette méthode depuis qu'il avait pris le commandement en chef; mais, ayant observé qu'elle pouvait donner lieu à l'arbitraire et à des vexations, il déclara aux divans des provinces qu'à l'avenir ils seraient chargés de la répartition; que le contingent de chaque province serait déterminé d'avance, et que les chefs des corporations resteraient seuls chargés, sous leur responsabilité, du recouvrement. Cette décision était trop favorable aux Égyptiens pour n'être pas reçue par eux avec enthousiasme et reconnaissance. En effet, l'ancien mode de perception avait entraîné de grands abus; le moindre était d'engager les habitants à exercer des fraudes, qui les exposaient ensuite à des châtiments rigoureux. Les contribuables, n'ayant plus affaire désormais qu'à des individus choisis ou désignés parmi eux-mêmes, avaient bien moins à craindre les mesures fiscales.

souvent vexatoires, des préposés français. D'un autre côté, les chefs des corporations, étant responsables des tributs imposés, les levaient avec exactitude, et les agents du trésor pouvaient opérer d'après les rentrées présumées. Un cophte, délégué par l'intendant général, arrivait seul dans un village, intimait les ordres de contribution, et était obéi plus ponctuellement que ne l'avait été jusqu'alors un officier supérieur à la tête de sa troupe. 1800—an VIII Égypte.

La tranquillité s'établit bientôt dans toutes les parties de l'Égypte, grâce à la sagesse et à la fermeté des mesures administratives et militaires du général en chef, à son constant amour pour la justice et à l'inaltérable loyauté de ses transactions avec les habitants. La parole de Kléber avait un si grand caractere d'inviolabilité aux yeux des Égyptiens, qu'une fois donnée, chacun se tenait assuré qu'elle serait remplie, comme si elle eût été appuyée des plus fortes garanties. Heureux le chef qui peut inspirer une confiance aussi entière, et plus heureux encore le peuple gouverné par un tel homme!

Une des causes qui avaient mérité a Kléber cette confiance absolue du peuple égyptien était peut-être la conduite généreuse qu'il avait tenue à l'égard de Mourad-Bey, et la franche, la sincère amitié que celui-ci avait vouée au général français. Pendant toute la durée du siége, ce chef des mamelouks s'était tenu dans son camp de Tourah, prêt à accourir, au premier signal, au secours de Kléber, si le général en avait témoigné le désir. Lorsque le calme fut rétabli, il dut se rendre dans le gouvernement qui lui avait été concédé; toutefois il ne voulut point quitter les environs du Caire sans avoir vu son nouvel ami, pour lui renouveler de vive voix l'assurance de son estime et de son attachement. Il sollicita donc avec instance une entrevue, que Kléber était déjà très-disposé à lui accorder. Nous avons déjà dit que les vertus guerrières de Mourad avaient été appréciées par les Français. Kléber saisit l'occasion qui se présentait de complimenter le bey sur son inébranlable constance dans l'adversité et sur la noble confiance qu'il avait eue dans les sentiments généreux des guerriers qui l'avaient combattu, et dont il avait conquis l'affection. La conférence demandée eut lieu le 30 avril 1800, sous une tente dressée dans l'île de Gezyret-Tersch, au-dessus de

1800—an VIII Égypte.

Giseh. Ces deux chefs, après s'être donné des témoignages de leur estime réciproque, se félicitèrent d'une alliance désormais indissoluble, et s'entretinrent longtemps sur les mesures à prendre pour assurer leur commune défense. Mourad, en quittant Kléber, lui renouvela le serment d'une fidélité à toute épreuve. En effet, ce bey ne se démentit point jusqu'à la mort du général français, malgré toutes les tentatives que les Turcs, et surtout les Anglais, firent par la suite pour l'entraîner dans leur cause. L'alliance de Mourad avec les Français conquérants de l'Égypte légitimait en quelque sorte la possession de ce pays par ces derniers, aux yeux des habitants, que les mameloucks avaient habitués à ne plus reconnaître les droits du sultan de Constantinople comme valables.

Cependant la promesse faite par le nouveau gouvernement de France, d'un prochain envoi de secours, ne se réalisait point. Il eût été injuste d'accuser de négligence à cet égard l'homme qui, principal moteur de l'expédition d'Égypte, avait le plus grand intérêt à la conservation de cette conquête ; et Kléber, malgré tous ses motifs de haine contre Bonaparte, était loin de lui imputer un retard, dont l'extrême activité des Anglais était seule la cause. Toutefois, l'armée d'Orient, n'ayant reçu aucun renfort depuis deux ans, s'affaiblissait encore journellement, après les pertes que les événements de la guerre lui avaient déjà fait éprouver, par les maladies que le climat et les localités rendaient plus fréquentes et plus meurtrières. Kléber, suivant en cela le plan que Bonaparte n'avait fait qu'ébaucher, voulut profiter des bonnes dispositions où se trouvaient les Egyptiens pour leur persuader que leur intérêt était de coopérer avec les Français à la défense de leur pays contre l'invasion de nouveaux étrangers, et surtout des bandes turques et arabes, dont ils avaient lieu de redouter les excès. Les cophtes, cette partie de la nation égyptienne que sa croyance [1] religieuse avait plus particulièrement exposée au pillage et à l'assassinat pendant le siége du Caire, devaient entrer les premiers dans les vues du général français : aussi Kléber réussit-il à former un bataillon de 500 hommes, pris dans ce peuple primitif de l'Égypte : il leur donna pour

[1] Nous avons déjà dit que les cophtes professent la religion chrétienne.

commandant un de leurs principaux chefs, nommé Ma'Hallem-Jaqoub, qui avait déjà fait, en qualité d'administrateur ou intendant, toute la campagne du Saïd avec le général Desaix. 1800—an VIII Égypte.

La légion étrangère, principalement composée de Grecs, formée par Bonaparte avant son départ, avait donné des preuves de son dévouement, et l'armée avait rendu justice à sa bravoure pendant le siége du Caire. A sa tête était un Grec de l'Archipel, nommé Nicolo-Papas-Oglou. Cet homme, attaché au bey Mourad, avait servi les mameloucks jusqu'après la bataille des Pyramides, et les avait abandonnés depuis pour embrasser la cause des Français. Kléber, qui connaissait le crédit dont ce chef jouissait parmi les hommes de sa nation, le chargea de presser l'enrôlement de ces derniers. Nicolo s'acquitta de cette commission avec tant de zèle, qu'en moins d'un mois il recruta plus de 900 Grecs; ce qui porta la légion à un effectif de 1,500 et quelques combattants, armés et habillés à la française.

Lorsque Bonaparte avait quitté la Syrie, un certain nombre d'habitants des environs de Saint-Jean-d'Acre, qui avaient servi les Français pendant le siége de cette ville, crurent devoir fuir un pays où ils auraient été exposés à toute la vengeance du féroce Djezzar. Ils accompagnèrent l'armée dans sa retraite, et vinrent chercher asile en Égypte. Plusieurs d'entre eux avaient demandé à continuer le service militaire, et Bonaparte, les réunissant à quelques mameloucks déserteurs, en avait formé un corps de cavalerie. Kléber y fit entrer plusieurs autres mameloucks qui avaient refusé de suivre Ibrahim-Bey dans sa retraite sur la Syrie, ainsi que quelques Arabes fellahs. Un aventurier italien, nommé Bartolomeo Serra, qui résidait au Caire avant l'arrivée des Français, et qui depuis avait été employé par Bonaparte à la police de cette ville, fut placé par Kléber à la tête de cette troupe, à laquelle on donna la dénomination de corps des mameloucks[1].

Bonaparte avait eu le projet de tirer parti des nègres que le commerce d'esclaves introduit annuellement en Égypte, pour recruter son armée; et déjà même des corps de la division Desaix

[1] C'est ce même corps qui revint en France avec l'armée d'Orient, et que Bonaparte plaça depuis dans sa garde.

1800—an VIII Égypte.

en avaient reçu quelques-uns dans leurs rangs. L'ex-général en chef de l'armée d'Orient s'était adressé au chérif de la Mecque et aux deys de Tripoli et d'Alger pour les inviter à acheter en son nom le plus grand nombre possible de ces esclaves, dont il leur ferait passer le prix; et il désirait qu'ils n'eussent pas plus de seize ans. Cette négociation ayant été interrompue par suite du départ de Bonaparte, Kléber ne chercha point à la renouer; mais il s'adressa aux caravanes de Nubie et d'Éthiopie, qui viennent chaque année au Caire; et, par leur moyen, il se procura un grand nombre d'esclaves africains, qui furent presque tous incorporés dans la 21e demi-brigade légère. Ces nègres, pour la plupart idolâtres, par conséquent étrangers aux préjugés de l'islamisme, contractèrent assez promptement les habitudes du soldat français, et devinrent par la suite aussi exercés et aussi braves que leurs compagnons d'armes.

Kléber s'occupa également d'améliorer les différents services de l'armée. Celui des transports avait surtout souffert dans les derniers événements qui venaient d'avoir lieu, en raison de la difficulté éprouvée dans le remplacement des chameaux. Les Arabes avec lesquels on était obligé de traiter pour ce service ne remplissaient point toujours leurs engagements; souvent même, au moment de livrer ou de louer le nombre de chameaux convenu, ils s'éloignaient dans le désert. Il fallait alors s'adresser à d'autres tribus, à des conditions plus onéreuses; ce qui occasionnait des retards fâcheux. Pour obvier à cet inconvénient, et assurer d'une manière stable un service aussi important, Kléber fit former un parc de 500 chameaux toujours disponibles. Il ordonna également la levée d'autres chameaux et de chevaux pour le service de l'artillerie et pour la remonte de la cavalerie.

Plusieurs ponts volants furent construits sur le Nil, pour accélérer, en cas de besoin, le passage des troupes sur l'une ou l'autre rive. Les fortifications du Caire et de Boulaq furent réparées et augmentées, et des officiers furent envoyés à l'effet d'organiser des communications sûres et faciles entre les différents postes occupés par l'armée. Une nouvelle reconnaissance des côtes de la Méditerranée ayant indiqué les endroits qu'il convenait encore de fortifier, indépendamment des ouvrages

déjà établis, les chefs de l'artillerie et du génie eurent ordre de pourvoir à cet objet. 1800—an VIII Égypte.

Kléber, moins confiant que son prédécesseur dans ses moyens personnels et dans les ressources de son génie, voulut s'entourer des hommes dont le talent et les lumières pouvaient le guider dans sa marche administrative : il forma un conseil permanent, composé de cinq membres choisis parmi les chefs des principales administrations, et qui devait s'assembler deux fois par semaine, afin de discuter avec lui toutes les mesures d'amélioration que les circonstances permettraient de tenter.

Un grand nombre d'abus s'étaient glissés dans le régime administratif pendant les derniers temps du commandement de Bonaparte, et avaient pris encore plus d'extension lors des négociations ouvertes avec les Turcs et les Anglais pour l'évacuation de l'Égypte. On avait vu paraître une horde de ces déprédateurs, qui sont le fléau le plus redoutabl des armées, parce qu'ils spéculent effrontément sur l'existence des soldats. Kléber les poursuivit avec une activité telle qu'il leur ôta toute envie de continuer leurs malversations. Pour remédier aux inconvénients qui résultent du système des fournitures, Kléber supprima les intermédiaires et ordonna que les rations de viande et de fourrages seraient payées au fur et à mesure qu'elles seraient livrées par les propriétaires ou les premiers marchands. Il remit entre les mains des conseils d'administration des corps le soin d'habiller et d'équiper convenablement les soldats, en leur faisant ordonnancer les sommes nécessaires à l'achat et à la confection des objets. Des inspections fréquentes, un sévère examen de la comptabilité, empêchèrent les nouveaux abus qui auraient pu résulter de cette mesure.

Cependant Kléber venait d'être informé qu'une flotte turque, commandée par le capitan-pacha en personne, croisait devant le port d'Alexandrie. La crainte que ce chef de la marine ottomane n'eût le dessein de jeter sur la côte les débris de l'armée du grand vizir, qu'il pouvait avoir recueillis, détermina le général français à se rendre sur les lieux avec une forte colonne des troupes qu'il avait au Caire, et à ordonner le rassemblement à Rehmanieh de celles qui étaient répandues dans le Delta. Lorsqu'il fut arrivé, le 5 juin, dans cette

1800—an VIII Égypte. dernière ville, une dépêche du commandant d'Alexandrie lui apprit que le capitan-pacha s'était borné à une simple démonstration devant ce port, afin d'engager peut-être le général en chef à renouer les négociations. Kléber, qui ne voulait plus traiter avec le gouvernement de Constantinople, défendit de recevoir à terre aucun parlementaire, et retourna dans la capitale de l'Égypte, laissant dans le Delta, vis-à-vis de Rahmanieh, un camp volant de quatre bataillons d'infanterie et deux régiments de cavalerie, pour se porter, au besoin, ou sur la frontière de Syrie, ou sur les points de la côte qui pourraient être menacés.

Quelque temps avant cet événement, le général Menou, dont on n'a point vu le nom figurer dans la distribution des commandements faite par le général en chef après la reddition du Caire, se décida enfin, après une longue hésitation, à obéir aux ordres réitérés que lui avait transmis Kléber de se rendre au quartier général du Caire. Depuis le départ de Bonaparte, Abdallah-Jacques Menou s'était tenu renfermé dans sa maison de Rosette, et n'avait pris, pour ainsi dire, aucune part aux opérations d'une armée dans laquelle il avait un des principaux grades. Kléber avait vainement désiré qu'il entrât dans les négociations ouvertes avec les Turcs : Menou s'y était refusé, et, depuis, avait éludé tant qu'il avait pu le service actif que le général en chef exigeait de lui, en protestant toujours de son dévouement dans les termes les plus exagérés, et en annonçant son prochain départ pour le Caire.

C'était ainsi que, par indolence ou par pusillanimité, ou inimitié contre Kléber, ce général renégat avait laissé s'écouler le siége du Caire sans sortir de son gouvernement. Un convoi de vivres et de munitions, qu'il avait envoyé aux troupes assiégeantes, était le seul acte de bonne volonté qu'on eût pu obtenir de lui. Mais lorsque la capitale fut rentrée sous la domination française, et que, par suite des sages dispositions du général en chef, la tranquillité fut rétablie dans les provinces, Menou prit la détermination de se rendre au Caire. Kléber lui offrit successivement le commandement de cette ville, celui de la haute Égypte, où il paraissait avoir envie de voyager, celui de Damiette et des frontières de Syrie; il refusa tout,

sans alléguer de motifs plausibles. Impatienté de ces refus, Kléber écrivit à ce général, dans un moment d'humeur qu'une pareille circonstance rendait excusable : « Après vous avoir offert les plus beaux commandements qui soient à ma disposition, il ne me reste plus, citoyen général, qu'à vous proposer le commandement de l'armée. » Menou sentit toute l'amertume de cette missive ironique, et se décida à accepter le commandement de la haute Égypte ; mais il trouva des prétextes pour différer son départ. 1800—an VIII Égypte.

Lorsque la flotte du capitan-pacha, signalée devant Alexandrie, avait fait prendre à Kléber la résolution de se rendre à Rahmanieh, ce général avait envoyé au général Reynier, alors en tournée dans la province de Kelioubeh, l'ordre de revenir promptement au Caire pour prendre le commandement de cette ville et surveiller l'intérieur de l'Égypte, pendant que lui, Kléber, allait s'occuper de la défense des côtes. Malheureusement l'exprès envoyé à Reynier s'égara, et ce général ne put arriver dans la capitale avant le départ de Kléber. Menou sollicita alors ce même commandement qu'il avait d'abord refusé, et Kléber eut la faiblesse de le lui accorder, en lui recommandant de ce concerter avec le général Reynier sur les mesures à prendre, en cas de mouvement sur les frontières de la Syrie ou dans la haute Égypte. Nous sommes entrés dans ces détails sur les incertitudes de Menou, afin de faire connaître d'avance la position où se trouvait ce général, lorsque l'affreuse catastrophe que nous décrirons bientôt vint l'investir du suprême commandement.

Kléber était revenu de Rahmanieh lorsqu'il reçut une lettre souscrite par un nommé Morier, prenant, avec le titre de secrétaire de l'ambassadeur anglais à Constantinople, celui d'agent de ce même ambassadeur (lord Elgin) auprès du grand vizir à Jaffa. Ce Morier, que nous ferons mieux connaître tout à l'heure, annonçait au général en chef que le gouvernement anglais venait enfin de donner l'ordre à son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la Sublime Porte de délivrer tous les passe-ports nécessaires pour que l'armée française ne fût point inquiétée par les flottes britanniques pendant son retour en France, et qu'ainsi les obstacles qui avaient em-

1800—an VIII Égypte. pêché l'exécution de la convention d'El-Arich n'existant plus, l'évacuation de l'Égypte ne dépendait maintenant que de la volonté du général français et de son armée.

Il fallait avoir l'impudence et la sotte présomption du sieur Morier pour oser faire une pareille communication au vainqueur d'Héliopolis. Nous avons dit que Kléber avait pris la résolution de conserver à la France une colonie qui lui avait coûté tant de sacrifices; mais, lors même qu'il eût été tenté de revenir sur cette détermination, quand il n'eût pas craint de se fier à la foi anglaise, devait-il s'en rapporter à la déclaration d'un aventurier, qu'il pouvait à bon droit méconnaître comme agent légal? En effet, des papiers et un portefeuille ou *agenda*, trouvés à Damiette après la prise de cette ville par le général Belliard, avaient appris au général en chef quel était ce Morier, longtemps avant que celui-ci eût la hardiesse de s'adresser à lui au nom de l'ambassadeur anglais à Constantinople.

Employé subalterne de la légation britannique auprès de la Sublime Porte, J.-P. Morier avait été envoyé par lord Elgin au camp du grand vizir en Syrie, comme agent secret, et pour rendre compte à cet ambassadeur des opérations de l'armée turque. Il était chargé aussi de communiquer au commodore sir Sidney Smith l'*arrière-pensée* du ministère anglais sur le sort destiné à l'armée française, et de se concerter avec lui pour l'exécution d'une manœuvre machiavélique, appelée naïvement par le même Morier *ruse de guerre*[1]. Sidney Smith

[1] Morier n'a point expliqué dans son journal, dont nous parlerons tout à l'heure, quelle était cette ruse de guerre; mais il est aisé de s'en faire une idée en lisant ce fragment du discours prononcé par M. Dundas dans la séance du 8 juillet 1800 de la chambre des communes d'Angleterre :

« Cette armée perfide (l'armée d'Orient) doit servir d'exemple; l'intérêt du genre humain demande sa destruction. Nous devons espérer que, harcelée sur tous les points, luttant contre les maladies et l'influence du climat, elle ne retournera point tranquille sur le rivage où elle s'embarqua. » Un forcené, un homme ivre, pouvait seul tenir un pareil langage devant les représentants d'une nation civilisée. On peut juger, d'après cela, quel eût été le sort de l'armée d'Égypte après les capitulations du Caire et d'Alexandrie, en 1801, si le parti auquel appartenait le féroce Dundas eût encore dirigé le ministère britannique à cette même époque. La *ruse de guerre* du sieur Morier eût été sans doute mise alors en usage.

avait repoussé en homme d'honneur un moyen aussi lâche et aussi honteux, et dès lors l'agent de lord Elgin dut se renfermer dans son rôle d'espion. S'il faut en croire cet homme vil, il était parvenu à capter tellement la bienveillance du grand vizir, que ce généralissime des forces ottomanes ne pouvait plus se passer de lui. Mais quand il vit les Turcs défaits dans les plaines de Matarieh, il pensa que ses conseils n'étaient plus nécessaires, et il s'enfuit à Damiette pour attendre l'issue des événements. Lorsque le général Belliard parut devant cette ville, Morier, pressé d'échapper à ces mêmes Français dont il avait tramé le destruction, se jeta dans un des bâtiments du port avec tant de précipitation qu'il oublia à terre les papiers et le portefeuille qui allaient découvrir aux vainqueurs la turpitude de son rôle et les *généreux* desseins des ministres anglais. Kléber fit imprimer dans le *Courrier de l'Égypte* le journal de la mission de Morier, et copier (à part) le passage suivant : « Il pensait (sir Sidney Smith) que la sûreté de l'empire turc dépendait de l'observation stricte de la convention, et que l'exétion du plan d'une *ruse de guerre* rejetterait les choses dans leur état primitif. J'observai à cela que je supposais que ce plan avait été proposé dans l'idée que les Français n'avaient pas été sincères dans leurs premières ouvertures, la sûreté de l'empire turc exigeant quelques mesures vigoureuses de cette nature pour délivrer l'Égypte de ses envahisseurs. »

Ce passage devait servir de réponse à la lettre du secrétaire de lord Elgin, et Kléber fit part de ce dessein aux généraux qui étaient dans son intimité, ainsi que de la conduite qu'il se proposait de tenir vis-à-vis des Turcs. Les Anglais ayant dévoilé leur projet d'occuper, au nom du roi de la Grande-Bretagne, les ports d'Alexandrie, de Damiette et de Suez, le général en chef pensait qu'il était facile d'exciter le ressentiment de la Porte sur cet acte de mauvaise foi, et voulait, à cet effet, ouvrir une correspondance directe avec le divan de Constantinople sans se servir de l'intermédiaire des généraux de terre et de mer, qu'il supposait vendus aux Anglais, ou trop influencés par eux. Il espérait également, par ce moyen, rétablir momentanément la communication directe avec la France, recevoir des nouvelles récentes, et amener les Turcs à consentir un traité de neutralité

1800—an VIII Égypte. jusqu'à la paix générale. Kléber entrevoyait dans un pareil traité l'assurance de n'être attaqué que par une expédition maritime, laquelle les Anglais n'oseraient peut-être point tenter, étant privés du concours des Osmanlis.

Tels étaient les projets de ce général et les soins auxquels il se livrait depuis son retour de Rahmanieh. Son ambition était de consolider la conquête de l'Égypte, et toutes ses pensées étaient dirigées vers ce noble but, lorsque le bras d'un nouveau Séide, que le fanatisme préparait en silence au plus lâche assassinat, vint tout à coup plonger l'armée française dans le deuil, et lui enlever l'homme qu'elle regardait comme son plus ferme appui sur la terre d'exil où elle s'était résignée à passer encore quelques années.

Le 14 juin, Kléber, après avoir passé la revue de la légion grecque dans l'île de Roudah, vint au Caire pour examiner les réparations que l'on faisait alors à son palais, qui avait été fortement endommagé pendant le siége de cette ville. Après avoir visité ces travaux avec l'architecte Protain, membre de l'Institut d'Égypte, il emmena celui-ci chez le général Damas, chef de l'état-major général de l'armée, où il devait déjeuner. Tous les généraux présents au Caire, plusieurs membres de l'Institut et quelques chefs d'administration assistaient à ce repas, auquel la présence du général en chef donnait l'apparence d'une fête. Kléber, environné d'hommes qui étaient tous ses amis, n'avait jamais été plus aimable. La certitude que ses soldats étaient en ce moment heureux et satisfaits ajoutait encore aux sentiments que son cœur éprouvait et sa gaieté avait tellement gagné tous les convives que le banquet fut prolongé jusqu'à deux heures après midi.

Kléber prit alors congé de l'assemblée, et, suivi du seul Protain, il retourna dans son palais pour continuer l'examen des travaux. Une longue terrasse, couverte par un berceau de vigne, liait les deux habitations du général en chef et du chef d'état-major général. Kléber et l'architecte s'avançaient lentement par cette terrasse, en s'entretenant des embellissements projetés, lorsqu'un homme vêtu à l'orientale, sortant à l'improviste du fond d'une galerie où se trouvait une citerne, aborde le général en chef comme pour lui baiser la main, et, profitant du mouvement de surprise mêlée d'intérêt qu'occasionne

cette démarche, il lui porte un coup de poignard. Kléber, blessé mortellement, n'a que le temps de s'appuyer sur le mur de la terrasse, et de s'écrier : *A moi, guide, je suis assassiné!* (Il venait d'apercevoir en ce moment un de ses guides sur la place Esbekieh.) Il tombe baigné dans son sang. Le poignard que l'assassin avait enfoncé dans l'aine gauche avait fait une plaie large et profonde. Cependant Protain, n'ayant à la main qu'une baguette, s'était jeté sur l'homme qui venait de frapper le général en chef, et qui, étonné lui-même de son attentat, demeurait comme immobile devant sa victime. Il s'engagea alors une lutte corps à corps, dans laquelle l'architecte, cherchant à retenir l'assassin pour que la garde pût s'en saisir, reçut lui-même six coups de poignard, qui le firent tomber sans connaissance auprès du malheureux Kléber. L'inconnu, débarrassé de son adversaire, revint sur le général en chef, et le frappa de trois coups de poignard. Mais cette fureur était inutile : la première blessure suffisait pour donner la mort. Entendant quelque rumeur autour de lui, et n'ayant pas l'espoir de s'échapper par la fuite, le meurtrier courut se cacher dans les jardins.

Sur ces entrefaites, le guide que Kléber avait aperçu sur la place Esbekieh était entré précipitamment dans la maison du général Damas, et avait répandu l'épouvante parmi tous ceux qui s'y trouvaient réunis, en rapportant l'exclamation du général en chef : chacun s'empressa de courir vers la terrasse du palais. Kléber, pressé dans les bras de ses amis, interrogé par eux, ne donna aucune réponse, quoiqu'il respirât encore. On le transporta dans la maison du général Damas, où l'on espérait que les secours des chirurgiens pourraient le rappeler à une vie qu'un grand nombre des assistants auraient voulu conserver aux dépens de la leur; mais, à peine arrivé chez le chef d'état-major général, Kléber rendit le dernier soupir.

Le bruit de l'assassinat et de la mort du général en chef se répandit en un moment dans la ville. Le premier sentiment des soldats fut une consternation profonde; mais le désir de la vengeance succéda bientôt, et tous ces braves, qui perdaient en Kléber le seul homme peut-être qui pût les consoler de l'absence de Bonaparte, prirent les armes, et parcoururent les rues du Caire, en donnant tous les signes du désespoir, de l'égarement

1800—an VIII Egypte. et de la fureur. Ce dernier sentiment s'exprimait si fortement dans leurs traits, que les habitants épouvantés se renfermèrent dans leurs maisons. De toutes parts on entendait les cris : « Aux armes, vengeons-nous, vengeons Kléber ! » Lorsque le tambour, en battant la générale, eut rassemblé les différents corps, les officiers s'efforcèrent de retenir la fureur du soldat, qui voulait mettre le feu aux quatre coins du Caire, pour détruire, disait-il, ce repaire de brigands et d'assassins.

De nombreuses patrouilles furent ordonnées pour découvrir si le complot dont le général en chef venait d'être la victime n'avait point de ramifications dans la ville; des piquets de cavalerie et surtout les mameloucks, à la tête desquels vint se mettre Hussin-Kachef, agent de Mourad-Bey auprès de Kléber, et qui connaissait mieux que les Français toutes les localités, cernèrent la maison et les jardins du quartier général et en vérifièrent avec soin les débouchés. Le tumulte et le désordre qui régnaient de toute part donnaient au Caire l'apparence d'une ville prise d'assaut : les habitants, frappés de terreur, attendaient en silence l'issue de ce mouvement extraordinaire.

Cependant les officiers généraux et supérieurs, rassemblés chez le général Damas, cherchaient à recueillir tous les indices. Les soupçons avaient été d'abord dirigés sur le scheick El-Sadhat, comme l'un des principaux moteurs de la dernière insurrection du Caire, et qui, tout récemment encore, avait été sévèrement puni pour avoir tenté d'entraver le recouvrement de la contribution des 12,000,000; mais ce scheick parvint à prouver sa non-culpabilité. L'architecte Protain, ayant recouvré sa connaissance par suite des soins qui lui avaient été prodigués par le médecin en chef Desgenettes et le chirurgien Casabianca, déclara que l'assassin lui avait paru être un musulman assez mal vêtu. Les soupçons se portèrent aussitôt sur les ouvriers qui travaillaient au quartier général. Ils furent tous arrêtés, et les guides du général en chef visitèrent avec soin toutes les cachettes qui pouvaient se trouver dans le palais et les jardins.

Cette dernière recherche fit cesser toutes les incertitudes : deux guides amenèrent chez le général Damas un jeune homme, dont la physionomie et les vêtements répondaient au signale-

ment donné par le sieur Protain, et déclarèrent qu'ils l'avaient trouvé tapi sous un nopal touffu, dans les jardins du quartier général. L'architecte français reconnut dans cet individu celui avec lequel il avait lutté et qui avait assassiné le général en chef; un des aides de camp de Kléber le reconnut également pour l'avoir vu, le matin même, à Giseh, parmi les domestiques du général, et déclara en outre qu'il se rappelait que cet homme était monté dans le bateau qui avait conduit Kléber de l'île de Roudah au Caire, et qu'on l'avait chassé des appartements du quartier général comme étranger et inconnu; enfin, pour dernier et notable indice, un des guides qui avaient amené le prévenu, étant retourné à l'endroit où celui-ci avait été découvert, en rapporta un poignard, ou plutôt une espèce de coutelas à lame recourbée et encore teinte de sang.

On ne pouvait plus guère douter que cet inconnu ne fût le véritable assassin de Kléber et de l'architecte Protain. Un premier interrogatoire qu'on lui fit subir fit connaître qu'il s'appelait Soleyman-el-Halebi; qu'il était né en Syrie, âgé de vingt-quatre ans, écrivain de profession. Ce misérable montra d'abord beaucoup d'assurance, en niant qu'il eût aucune connaissance de l'assassinat qu'on lui imputait, et protestant même n'avoir jamais vu le général Kléber; mais, après avoir reçu la bastonnade sur la plante des pieds suivant la pratique usitée en Orient, il déclara qu'il découvrirait tout.

On sut donc que la mort de Kléber était moins le crime de Soleyman que celui du suprême ministre de l'empire ottoman. De retour à Jaffa, après son entière défaite en Égypte, le vizir Jussuf conçut l'odieux dessein de se venger, par un lâche assassinat du général qui venait de le couvrir de honte par ses victoires. A cet effet, et pour exciter dans le cœur de tous les musulmans la rage fanatique qui le dévorait, il fit répandre plusieurs écrits, dans lesquels il appelait tous les vrais croyants au *combat sacré*, recommandé par le Coran, qui promet la vie éternelle à tout homme qui trempe ses mains dans le sang d'un infidèle. Il assurait en outre de sa haute protection et garantissait une forte récompense à tout individu qui réussirait dans cette religieuse entreprise.

L'appel fait au fanatisme des musulmans serait peut-être

1800—an VIII Égypte. demeuré sans effet, par les difficultés que présentait une pareille tentative, si une passion, encore plus puissante que les intérêts spirituels, l'ambition, n'eût pas été éveillée dans cette circonstance extraordinaire.

Un aga des janissaires, nommé Ahmed, disgracié depuis la prise du fort d'El-Arich par les Turcs, et envoyé en exil par le vizir, se trouvait à Jérusalem au moment où l'invitation solennelle dont nous venons de parler parvint dans cette ville. Empressé de saisir l'occasion qui lui était offerte de regagner la bienveillance du suprême ministre, mais ne se sentant point le courage nécessaire pour remplir la mission proposée, Ahmed cherche autour de lui un être disposé aux impressions fanatiques, et dont il puisse encourager et diriger le zèle : le hasard le sert mieux que ses recherches. Un jeune homme, que sa piété fervente avait attiré à Jérusalem, l'une des cités saintes consacrées par l'islamisme, reconnait dans Ahmed-Aga un officier de l'armée turque qu'il a vu à Alep : il vient le trouver pour se plaindre à lui des vexations que son père, Hadji-Mohammed-Amyn, éprouve de la part d'Ibrahim, pacha d'Alep, et pour réclamer sa protection auprès de ce gouverneur. L'aga accueille le pèlerin (c'était Soleyman-el-Halebi) avec bienveillance, et finit par lui promettre d'intercéder pour son père auprès du pacha, si lui Soleyman veut se rendre digne de la protection et des récompenses offertes par le grand vizir à ceux qui, entrant dans le *combat sacré*, iraient en Égypte assassiner le général de l'armée française, ce chef redouté des ennemis de la foi musulmane. Ahmed présente à l'imagination du jeune fanatique le paradis ouvert pour le recevoir, Dieu lui-même récompensant son dévouement; et, pour encouragement terrestre, il met devant ses yeux les honneurs et les richesses qui deviendront le prix d'une action commandée par les intérêts de la religion.

Ces considérations décident Soleyman. Pressé de délivrer son père, exalté par les discours insidieux d'Ahmed, il se regarde comme un instrument de la vengeance céleste, et se persuade qu'il est appelé par Allah et son prophète à délivrer les vrais croyants du fléau envoyé pour éprouver leur foi. Les ministres de la religion, consultés par lui, augmentent encore cette effervescence religieuse qui fait bouillonner son sang et

trouble sa raison. Adressé par Ahmed à un autre aga, nommé Yassin, résidant à Gaza, il reçoit de celui-ci, avec la confirmation des promesses qui lui ont été faites relativement à son père, quarante piastres turques, et des recommandations pour des chefs de la loi, Syriens de nation, et desservants de la grande mosquée du Caire, appelée El-Hazar. 1800—an VIII Égypte.

En arrivant dans la capitale de l'Égypte, Soleyman se rendit d'abord chez un vieillard, nommé Mustapha-Effendi, qui lui avait appris autrefois à lire et à écrire ; mais cet homme, trop pauvre pour exercer l'hospitalité que réclamait son ancien disciple, l'engagea à chercher un autre asile. Soleyman s'adressa alors aux hommes pour lesquels il avait des lettres de recommandation ; et, leur ayant fait connaître sa mission, il fut reçu et hébergé par eux dans la grande mosquée. Un mois s'écoula avant que ce misérable pût ou voulût mettre à exécution son exécrable dessein. Il employa ce temps à implorer la protection divine; et, dans des prières écrites qu'il appliquait sur les murs intérieurs de la mosquée, il demandait à Dieu la force et le secours nécessaires pour sortir victorieux du combat qu'il allait entreprendre. Dans les derniers jours, il errait souvent autour du quartier général, et, après s'être fait désigner le général en chef pour bien le reconnaître, il étudia toutes les habitudes de celui-ci.

Enfin, le 14 juin, Soleyman annonça à l'un des ministres de la mosquée, qui étaient dans sa confidence, « que le jour du *combat sacré* était arrivé, et qu'il allait à Gizeh pour cet objet. » (Kléber habitait la maison de Mourad à Gizeh pendant qu'on réparait celle du quartier général au Caire.) On connaît le funeste résultat de la résolution prise par ce fanatique.

Le chef du corps des mameloucks, Bartolomeo Serra, chargé par la commission militaire réunie pour juger Soleyman d'administrer à celui-ci la bastonnade dont nous avons parlé, lui avait dit qu'on lui accorderait la vie s'il faisait un aveu sincère de son crime. Cette promesse, bien plus que la douleur, avait arraché de la bouche du coupable les révélations qu'on vient de lire. Quand elles furent terminées, Soleyman réclama la parole du chef des mameloucks : « J'ai tout avoué, dit-il, hâtez-vous de remplir la promesse que vous m'avez faite, afin que je puisse

1800 - an VIII Égypte. rejoindre mon pauvre père, déjà si inquiet sur mon sort; je ne dois pas perdre un instant pour le tirer de la prison où le retient le pacha d'Alep. » Cette confiance naïve dans la parole donnée, cette piété filiale, qui, encore plus que le fanatisme, avait armé le bras de l'assassin, démontraient, d'une manière presque convaincante, que le jeune Soleyman n'aurait point pensé à commettre le crime sans les instigations des deux agas Ahmed et Yassin. Ces considérations appelaient en quelque sorte l'indulgence, et il est permis de penser que, si Kléber eût survécu au coup que lui avait porté l'assassin, son âme grande et généreuse eût pardonné un attentat qu'il eût regardé comme un égarement de la raison dans un fils voulant sauver son père; mais les Français avaient à venger la mort de leur général, et le supplice de Soleyman devait épouvanter tous ceux qui seraient tentés d'imiter l'abominable exemple donné par ce fanatique.

Cependant le général Menou, qui avait pris par *interim* le commandement de l'armée, ordonna l'arrestation des ministres de la mosquée El-Hazar, désignés par la déposition du jeune Syrien. L'un d'eux, Seyd-Abd-Elquadir-el-Gazhi, avait déjà pris la fuite en apprenant l'arrestation de l'assassin du général en chef; les trois autres, Seyd-Mohammed-el-Gazhi, Seyd-Abdallah-el-Oualy, Seyd-Abdallah-el-Gazhi, trouvés chez eux, furent amenés à l'état-major général. Chefs de la loi musulmane, et par conséquent moins crédules et moins confiants que Soleyman, ces trois hommes, s'attendant au sort qui leur était réservé, essayèrent cependant de repousser l'accusation, en niant qu'ils eussent connu et même vu le meurtrier; mais, confrontés avec ce dernier, traités par lui de lâches et d'hommes sans cœur, ne pouvant plus combattre ses dépositions, ils avouèrent leur complicité en gémissant; mais ils protestèrent qu'ils avaient constamment cherché à détourner Soleyman de son funeste dessein.

D'après ces aveux faits d'abord par les coupables aux conseils des généraux assemblés chez le général Damas, et réitérés devant la commission militaire nommée par le général Menou[1],

[1] Elle était composée du général de division Reynier, président; du général de brigade Robin; des adjudants généraux Morand et Martinet; des chefs de brigade Goguet, Faure de Giers; Bertrand, du commissaire des

celle-ci prononça le jugement de mort. Les trois ministres musulmans furent condamnés à avoir la tête tranchée; mais, pour épouvanter les fanatiques qui seraient tentés, par l'instigation de leurs chefs, d'imiter Soleyman, la commission pensa qu'il était nécessaire de décerner contre celui-ci un supplice dont l'appareil fût plus effrayant : elle le condamna à avoir le poing brûlé, à être empalé et exposé sur le pal jusqu'à ce que les oiseaux de proie eussent dévoré son corps. Il fut encore décidé qu'à l'instar des expiations antiques, l'exécution des criminels n'aurait lieu qu'après les obsèques de Kléber, dont le corps avait été embaumé et renfermé dans un cercueil de plomb. 1800—an VIII Égypte.

Depuis l'instant où ce général en chef avait cessé de vivre, le canon tirait de demi-heure en demi-heure. Le 17 juin, dès la pointe du jour, des salves d'artillerie de la citadelle, répétées par tous les forts, annoncèrent aux habitants du Caire et des environs que l'armée allait rendre les devoirs funèbres à son illustre chef. Le convoi partit du quartier général au bruit d'une salve de cinq pièces de canon et d'une décharge générale de mousqueterie, et traversa lentement les principales rues du Caire, depuis la place Esbekieh, en sortant par la porte dite Bab-Gheit-el Pacha, près de l'Institut, jusqu'au camp retranché, désigné sous le nom d'Ibrahim-Bey, où les dépouilles mortelles de Kléber devaient être inhumées.

Un détachement de cavalerie formait l'avant-garde; venaient après cinq pièces de canon de campagne, la 22e demi-brigade d'infanterie légère, le 1er régiment de cavalerie de l'armée, les guides à pied, les différentes musiques de la garnison exécutant tour à tour des morceaux analogues à cette triste solennité. Le corps de Kléber était porté sur un char funéraire de forme antique, recouvert d'un tapis de velours noir parsemé de larmes d'argent, entouré de trophées d'armes, surmonté du casque et de l'épée du général et traîné par six chevaux drapés en noir et panachés en blanc.

Le général Menou, précédé des guidons du corps des guides, ornés de crêpes, marchait immédiatement après le char qui

guerres Reynier : le commissaire ordonnateur Sartelon faisant les fonctions de rapporteur, et le commissaire des guerres Lepère remplissant celles de commissaire du pouvoir exécutif.

1800—an VIII Égypte. était environné des généraux et des officiers de l'état-major général, et précédé des aides de camp du général Kléber; suivaient ensuite le général commandant de la place et son état-major, le corps du génie, les membres de l'Institut, les commissaires des guerres, le service de santé, les administrations, le corps des guides à cheval; Hussein-Kachef, agent de Mourad, et les mameloucks de sa suite; les agas, le cadi, les scheicks et ulémas; les évêques, prêtres et moines grecs, les cophtes et catholiques; les différentes corporations de la ville, la 9e demi-brigade, la 13e, la marine, les sapeurs, les aérostiers, le régiment des dromadaires, l'artillerie à pied, la légion grecque, le bataillon cophte, les corps de cavalerie, le corps des mameloucks et des Syriens. Un détachement de cavalerie fermait cette marche pittoresque et imposante.

Le convoi étant arrivé sur l'esplanade du fort de l'Institut, les troupes s'y développèrent, et exécutèrent plusieurs manœuvres qui furent suivies d'une décharge des cinq pièces du convoi et de la mousqueterie : alors le char, suivi et environné comme ci-dessus, s'avança vers le camp retranché.

On avait ouvert une brèche sur la face du bastion nord de la couronne d'Ibrahim-Bey pour pénétrer plus directement dans la gorge du bastion, au centre de laquelle on avait élevé un tertre dont le sommet, planté de cyprès, était entouré de draperies funéraires.

Ce fut au milieu de cette enceinte que l'on déposa le corps de Kléber sur un socle entouré de candélabres. L'état-major mit pied à terre pour saluer les restes du général. Des militaires de toutes les armes et de tous les grades s'avancèrent spontanément, et jetèrent en foule des couronnes de cyprès et de lauriers, en accompagnant ce dernier hommage des accents vrais et touchants de leurs regrets. Alors M. Fourier, secrétaire de l'Institut d'Égypte, commissaire français près du divan, et chargé par le général Menou d'exprimer, dans ce jour de deuil, la douleur commune, alla se placer, environné de l'état-major général et des grands officiers civils et militaires du Caire, sur un bastion qui dominait l'armée rangée en bataille; et, d'une voix émue par le souvenir des vertus de celui dont il allait parler, il prononça le discours suivant :

« FRANÇAIS, 1800 – an VIII Égypte.

« Au milieu de ces apprêts funéraires, témoignages fugitifs mais sincères de la douleur publique, je viens rappeler un nom qui vous est cher, et que l'histoire a déjà placé dans ses fastes. Trois jours ne se sont point encore écoulés depuis que vous avez perdu Kléber, général en chef de l'armée française en Orient. Cet homme, que la mort a tant de fois respecté dans les combats, dont les faits militaires ont retenti sur les rives du Rhin, du Jourdain et du Nil, vient de périr sans défense sous les coups d'un assassin !

« Lorsque vous jetterez les yeux désormais sur cette place, dont les flammes ont presque entièrement dévoré l'enceinte, et que, au milieu de ces décombres qui attesteront longtemps les ravages d'une guerre terrible mais nécessaire, vous apercevrez cette maison isolée, où 100 Français ont soutenu, pendant deux jours entiers, tous les efforts d'une capitale révoltée, ceux des mameloucks et des Ottomans, vos regards s'arrêteront, malgré vous, sur le lieu fatal où le poignard a tranché les jours du vainqueur de Maëstricht et d'Héliopolis; vous direz : C'est là qu'a succombé notre chef et notre ami ; sa voix, tout à coup anéantie, n'a pu nous appeler à son secours ! Ah ! combien de bras en effet se seraient levés pour sa défense ! combien de vous eussent aspiré à l'honneur de se jeter entre lui et son assassin ! Je vous prends à témoin, intrépide cavalerie qui accourûtes pour le sauver, sur les hauteurs de Koraïm, et dissipâtes, en un instant, la multitude d'ennemis qui l'avait enveloppé. Cette vie, qu'il devait à votre courage, il vient de la perdre par une confiance excessive, qui le portait à éloigner ses gardes et à déposer ses armes.

« Après qu'il eut expulsé de l'Égypte les troupes de Jussuf-Pacha, grand vizir de la Porte, il vit fuir ou tomber à ses pieds les séditieux, les traîtres et les ingrats. C'est alors que, détestant les cruautés qui signalent les victoires d'Orient, il jure d'honorer, par la clémence, le nom français qu'il venait d'illustrer par les armes ; il observa religieusement cette promesse, et ne connut point de coupables ; aucun d'eux n'a péri ; le vainqueur seul expira au milieu de ses trophées. Ni la fidé-

1800 — an VIII Égypte. lité de ses gardes, ni cette constance noble et martiale, ni le zèle sincère de tant de soldats qui le chérissaient, n'ont pu le garantir de cette mort déplorable. Voilà donc le terme d'une si belle et si honorable carrière! c'est là qu'aboutissent tant de travaux, de dangers, de services éclatants!

« Un homme agité par la sombre fureur du fanatisme est désigné dans la Syrie par les chefs de l'armée vaincue pour commettre l'assassinat du général français. Il traverse rapidement le désert; il suit sa victime pendant un mois; l'occasion fatale se présente, et le crime est consommé.

« Négociateurs sans foi, généraux sans courage, ce crime vous appartient; il sera aussi connu que votre défaite. Les Français vous ont livré leurs places sur la foi des traités; vous touchiez aux portes de la capitale, lorsque les Anglais ont refusé d'ouvrir la mer. Alors vous avez exigé des Français qu'ils exécutassent un traité que vos alliés avaient rompu; vous leur avez offert le désert pour asile!

« L'honneur, le péril, l'indignation ont enflammé tous les courages; en trois jours, vos armées ont été dissipées et détruites; vous avez perdu trois camps et plus de soixante pièces de canon; vous avez été forcés d'abandonner toutes les villes et les forts depuis Damiette jusqu'au Saïd. La seule modération du général français a prolongé le siége du Caire, ville malheureuse où vous avez laissé répandre le sang des hommes désarmés. Vous avez vu se disperser ou expirer dans les déserts cette multitude de soldats rassemblés du fond de l'Asie : alors vous avez confié votre vengeance à un assassin!

« Mais quels secours, citoyens, nos ennemis attendent-ils de ce forfait? En frappant ce général victorieux, ont-ils cru dissiper les soldats qui lui obéissaient? et si une main abjecte suffit pour faire verser tant de pleurs, pourra-t-elle empêcher que l'armée française soit commandée par un chef digne d'elle? Non, sans doute; et s'il faut, dans ces circonstances, plus que des vertus ordinaires; si, pour recevoir le fardeau de cette mémorable entreprise, il faut un esprit élevé qu'aucun préjugé ne peut atteindre, un dévouement sans réserve à la gloire de sa nation, citoyens, vous trouverez ces qualités réunies dans son successeur. Il possédait l'estime de Bonaparte et de Kléber;

il leur succède aujourd'hui. Ainsi il n'y aura aucune interruption ni dans les honorables espérances des Français, ni dans le désespoir de leurs ennemis. 1800—an VIII Égypte.

« Armée, qui réunissez les noms de l'Italie, du Rhin et de l'Égypte, le sort vous a placée dans des circonstances extraordinaires; il vous donne en spectacle au monde entier, et, ce qui est plus encore, la patrie admire votre sublime courage; elle consacrera vos triomphes par sa reconnaissance. N'oubliez pas que vous êtes ici même sous les yeux de ce grand homme que la fortune de la France a choisi pour fixer la destinée de l'État ébranlé par les malheurs publics. Son génie n'est point cerné par les mers qui nous séparent de notre patrie; il subsiste encore au milieu de vous; il vous anime; il vous excite à la valeur, à la confiance dans vos chefs, sans laquelle la valeur est inutile, à toutes les vertus guerrières dont il nous a laissé tant et de si glorieux exemples. Puissent les douceurs d'un gouvernement prospère couronner les efforts des Français! C'est alors, guerriers estimables, que vous jouirez des honneurs dus aux vrais citoyens; vous vous entretiendrez de cette contrée lointaine que vous avez deux fois conquise et des armées innombrables que vous avez détruites, soit que la prévoyante audace de Bonaparte aille les chercher jusque dans la Syrie, soit que l'invincible courage de Kléber les dissipe dans le cœur même de l'Égypte. Que de glorieux et touchants souvenirs vous aurez à reporter dans le sein de vos familles! Puissent-elles jouir d'un bonheur qui adoucisse l'amertume de vos regrets! Vous mêlerez souvent à vos récits le nom chéri de Kléber; vous ne le prononcerez jamais sans être attendris, et vous direz : Il était l'ami et le compagnon des soldats; il ménageait leur sang et diminuait leurs souffrances.

« Il est vrai qu'il s'entretenait chaque jour des peines de l'armée, et ne songeait qu'aux moyens de les faire cesser. Combien n'a-t-il pas été tourmenté par le retard alors inévitable de la solde militaire! Indépendamment des contributions extraordinaires, objet des seuls ordres sévères qu'il ait jamais donnés, il s'est appliqué à régler les finances, et vous connaissez le succès de ses soins. Il en a confié la gestion à des mains pures et désignées par l'estime publique. Il méditait une organisation gé-

1800—an VIII Égypte. nérale qui embrassât toutes les parties du gouvernement; la mort l'a interrompu brusquement au milieu de cet utile projet. Il laisse une mémoire chère à tous les gens de bien : personne ne désirait plus et ne méritait plus d'être aimé. Il s'attachait de plus en plus ses anciens amis, parce qu'ils lui offraient des qualités semblables aux siennes. Leur juste douleur trouvera du moins quelque consolation dans l'estime de l'armée et l'unanimité de nos regrets.

« Réunissez donc tous vos hommages; car vous ne formez qu'une même famille, guerriers, que votre pays a appelés à sa défense; vous tous, Français, qu'un sort commun rassemble sur cette terre étrangère, vos hommages s'adressent aussi, dans cette journée, aux braves qui, dans les champs de la Syrie, d'Aboukir et d'Héliopolis, ont tourné vers la France leurs derniers regards et leurs dernières pensées.

« Soyez honoré dans ces obsèques, vous qu'une amitié particulière unissait à Kléber, ô Caffarelli ! modèle de désintéressement et de vertus, si compatissant pour les autres, si stoïque pour vous-même.

« Et vous, Kléber, objet illustre, et dirai-je infortuné, de cette cérémonie qui n'est suivie d'aucune autre, reposez en paix, ombre magnanime et chérie, au milieu des monuments de la gloire et des arts ! habitez une terre depuis si longtemps célèbre; que votre nom s'unisse à ceux de Germanicus, de Titus, de Pompée et de tant d'autres grands capitaines et de sages qui ont laissé, ainsi que vous, dans cette contrée d'immortels souvenirs. »

Un recueillement religieux succéda un instant aux émotions vives et profondes qu'avait produites l'orateur. Les troupes défilèrent ensuite par pelotons, s'arrêtèrent devant le sarcophage, firent une troisième décharge de mousqueterie, pendant que l'artillerie de campagne, celle de la citadelle, des forts et du camp retranché, tiraient également; et, en sortant par la porte de la demi-lune, le cortége reprit le chemin du Caire jusqu'à l'esplanade du fort de l'Institut, qui avait été désignée pour le lieu du supplice de Soleyman et des trois ulémas [1] ses complices.

[1] On appelle ainsi les chefs de la loi, les ministres du culte musulman.

Tous les assistants se groupèrent autour et au-dessous du monticule sur lequel est placé le fort de l'Institut, attendant l'arrivée des quatre criminels. 1800—an VIII Égypte.

Ces malheureux furent tirés du fort où ils avaient été renfermés dès le matin, et on leur lut leur sentence de mort sur le seuil de la porte de leur cachot. Cette lecture, faite en langue arabe, jeta les trois ulémas dans l'abattement du désespoir, tandis que Soleyman, au contraire, conservait une attitude calme, imposante et pleine d'assurance. Ces mêmes ulémas s'avancèrent en fondant en larmes, en maudissant la destinée qui leur avait fait connaître le jeune Syrien, et ceux qui l'avaient recommandé à leurs soins. Soleyman, soutenu sans doute par ce courage extraordinaire que donne l'exaltation religieuse, ne se montrait étonné que de la pusillanimité de ses compagnons ; il les accabla de reproches, et leur dit que son plus grand regret, en quittant la vie, était d'avoir eu pour complices des hommes aussi faibles dans la foi, et aussi peu dignes de l'honneur que le prophète leur avait fait en les associant à lui dans un acte si glorieux pour l'islamisme. Les ulémas répondirent à ces reproches par des soupirs et de nouvelles malédictions. L'exécution commença par eux : ils eurent la tête tranchée sous les yeux mêmes de Soleyman, afin de rendre le supplice de ce dernier plus douloureux encore ; mais ce jeune fanatique ne démentit point sa fermeté première ; il donna à cet horrible spectacle une attention aussi indifférente que si sa mort n'eût pas dû suivre bientôt celle de ses complices. Quand son tour fut arrivé et qu'on lui eut fait avancer la main sur un brasier ardent pour la brûler, il supporta l'atroce douleur de ce premier supplice sans proférer une seule plainte, les yeux levés vers le ciel, et sans laisser apercevoir sur son visage la moindre trace d'altération. Un accident imprévu put seul lui arracher le cri de la douleur. Pendant que, nouveau Scévola, il laissait brûler son poignet avec une imperturbable tranquillité, un charbon se détache du brasier et roule jusqu'à son coude : Soleyman pousse un cri perçant et demande qu'on lui ôte ce surcroît de douleur. Il avait auprès de lui Bartolomeo Serra, dont nous avons déjà parlé : ce chef du corps des mameloucks, suivant les mœurs barbares de l'Orient, avait réclamé et obtenu sans peine l'odieux

1800—an VIII Egypte. privilége de présider au supplice des criminels : « Quoi ! dit-il avec une amère ironie au jeune Syrien, un homme aussi courageux que toi craint une légère douleur ? Qu'est-elle donc auprès de celle que tu éprouves depuis plusieurs minutes avec tant d'impassibilité ? — Chien d'infidèle, répond Soleyman en regardant son bourreau avec fierté et mépris, sache que tu n'es pas digne de m'adresser la parole ! fais ton devoir en silence. La douleur dont je me plains n'était point ordonnée par la sentence que mes juges ont prononcée. » Lorsque les chairs du poignet furent entièrement consumées, Bartolomeo fit tous les apprêts et exécuta le supplice du pal. Les circonstances de ce supplice sont trop révoltantes pour que nous les consignions ici, et cependant celui qui le subissait conservait son inaltérable sang-froid. Quand le pal élevé en l'air fut fixé dans un trou pratiqué d'avance à cet effet, Soleyman, dont la figure se décomposait par les efforts mêmes qu'il faisait pour dissimuler ses tourments, promena lentement ses regards sur les nombreux spectateurs de son agonie, et prononça à haute voix et très-intelligiblement, en arabe, la profession de foi des musulmans : *Il n'y a point d'autre dieu que Dieu, et Mohammed* (Mahomet) *est son prophète* : il récita ensuite quelques versets du Coran, et demanda à boire. Un soldat français qui était de faction auprès du pal, et qui paraissait souffrir autant que le patient, allait le satisfaire, lorsque le chef des mameloucks l'arrêta en lui disant : « Gardez-vous-en bien ; vous feriez mourir à l'instant ce criminel. » Soleyman resta vivant sur le pal pendant quatre heures, et peut-être cette horrible existence eût-elle été plus prolongée, si, après le départ de Bartolomeo et des autres assistants, un autre factionnaire français, cédant au même sentiment d'humanité qu'avait éprouvé le premier soldat, n'eût pris sur lui, à l'aide d'un vase placé au bout de son fusil, de présenter à boire au malheureux Syrien, qui expira aussitôt qu'il eut avalé la liqueur [1].

[1] Le squelette de l'assassin de Kléber, apporté en France lors de l'évacuation de l'Égypte, par le docteur Larrey, fut donné par lui au Muséum d'histoire naturelle du jardin des Plantes. A son inspection, on voit que Soleyman était d'une taille médiocre ; et, d'après le système du docteur Gall, on re-

Ainsi fut préparé, consommé et expié un attentat dont les suites fûrent si fatales à l'établissement des Français en Égypte. 1800—an VIII Égypte.
Mais la justice des hommes n'avait point atteint le plus grand coupable, et quand l'obscur Soleyman expirait dans les tourments, le vizir, premier moteur du crime, se félicitait à Jaffa du succès de ses machinations, rendait sa faveur à l'aga Ahmed, et le récompensait magnifiquement du meurtre qu'il avait fait commettre. Quel gouvernement que celui où de pareils moyens sont mis en usage, qui, osant avouer les assassins qu'il emploie, les accueille avec la même bienveillance que s'ils eussent sauvé l'État par des voies légitimes!

Nous ne parlerons pas des divagations étranges auxquelles a donné lieu l'assassinat de Kléber. Les soupçons dirigés par la haine et l'esprit de parti doivent s'évanouir devant la procédure de Soleyman, dont les détails prouvent, à n'en pouvoir pas douter, que le grand vizir Jussuf eut la première idée du crime, et la développa dans son appel au fanatisme des musulmans. Toutefois, quelques contemporains n'ont point regardé comme hors de toute vraisemblance la participation d'un agent sur lequel planaient déjà des soupçons mérités. Il pouvait être permis, en effet, de penser que le disciple du fougueux Dundas, dont le nom et les opinions machiavéliques doivent être voués par l'histoire à une triste célébrité, ce Morier, que nous avons déjà signalé, et qui possédait, d'après son propre aveu, toute la confiance du grand vizir, n'était point étranger aux démarches faites par celui-ci pour exciter le zèle fanatique des habitants de la Syrie et de l'Égypte. L'assassinat du général Kléber n'entrait-il point dans cette *ruse de guerre* que le même Morier avait communiquée à sir Sidney Smith, et que le loyal commodore repoussa avec horreur? Ce n'est point sur de simples conjectures qu'il convient de chercher à résoudre cette question délicate.

La suite de notre récit démontrera que le grand vizir Jussuf ne s'était point trompé en jugeant que le meurtre de Kléber serait plus avantageux aux Turcs et à leurs alliés qu'une vic-

marque sur le crâne de ce jeune Syrien la bosse ou signe proéminent du fanatisme, improprement désigné sous la dénomination de *théosophie*.

1800 — an VIII Égypte. toire remportée sur l'armée française. En perdant ce général, la colonie perdit son principal soutien; elle marcha rapidement vers sa décadence sous le commandement de l'homme qui remplaça le vainqueur d'Héliopolis, et ce qui nous reste à retracer de cette expédition d'Égypte, jusque-là si glorieuse, ne sera plus qu'un tableau affligeant des revers que l'impéritie de Menou fit éprouver à la plus vaillante armée des temps modernes.

FIN DU SIXIÈME VOLUME.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1799 A 1800.

Égypte.

Moniteur. — *Ouvrages divers sur l'expédition d'Égypte.* — *Mémoires de la commission des sciences et des arts d'Égypte.* — *Hist. diverses des campagnes de Bonaparte.* — *Annual Register.* — *Naval chronicle.* — *Mémoires et documents manuscrits, recueils de pièces officielles,* etc.

Italie.

Moniteur. — *Dictionnaire des siéges et batailles.* — *Histoire des campagnes d'Italie.* — *Opérations de l'armée d'Italie.* — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.* — Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire.* — Jomini, *Histoire critique,* etc. — *Mémoires politiques et militaires* de Ritchie. — *Hist. de France.* — Chodzko, *Hist. des légions polonaises en Italie.* — *Bulletins of the campaign* 1799. — *Vie de Souwarof.* — *Hist. de Moreau.* — *Annual Register.* — *Naval Chronicle.* — *Relation du siége d'Ancône,* par le général Thiébault. — *Vie de Nelson.* — *Journal des opérations milit. du siége et du blocus de Gênes,* par le général Thiébault. — *Gazette de Vienne.* — *Mém. manuscrits.*

Journal milit. autrichien, année 1822, 1823, 1828. *Campagne de* 1800 *en Italie.*

Allemagne, Suisse.

Moniteur. — *Dict. des siéges et batailles.* — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.* — Koch, *Mém. de Masséna.* —Jomini, *Hist. critique,* etc. — *Mém. politiques et militaires* de Ritchie. — *Histoire des guerres en Europe.* — *Opérations de l'armée d'Allemagne.* — *Campagne sur le Rhin.* — Dedon, *Relation détaillée du passage de la Limmat, suivie de celle du passage du Rhin.* — d'Ecquevilly, *Campagnes du corps sous les ordres du prince de Condé.* — *Mém. et documents manuscrits.*

Journal milit. autrichien, année 1836. *Campagne de* 1800 *en Allemagne.*

France.

Moniteur. — *Hist. de France.* — Vaulabelle, *Hist. des deux Restaurations.* — *Mémoires imprimés et manuscrits.*

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE SECOND.

Seconde Coalition.

CHAPITRE IX.

SUITE DE L'ANNÉE 1799

CHAPITRE X.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

CHAPITRE XI.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

CHAPITRE XII.

ANNÉE 1800.

CHAPITRE XIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.

CHAPITRE XIV.

SUITE DE L'ANNÉE 1800.